

Patrick Bruneteaux, Daniel Terrolle

l'arrière-cour de la mondialisation

**Ethnographie
des paupérisés**

éditions du croquant

TERRA





Cet ouvrage explore les mondes de la pauvreté en se proposant de sortir du débat français sur l'exclusion. À partir d'analyses internationales neuves sur les différents visages de la paupérisation et de la survie des surnuméraires dans le cadre actuel de la mondialisation néo-libérale, il questionne la porosité des concepts scientifiques immergés dans la demande sociale et soumis aux catégories de l'action publique. Ce faisant, il contribue au dévoilement des formes de collusion des chercheurs avec le Pouvoir.

Cependant, le parti d'embrasser différentes figures du sous-prolétariat dans le monde ne s'épuise pas à offrir un large panorama des formes d'exclusion et de survie sur les cinq continents. Outre qu'ils proposent des monographies inédites (Japon, Ukraine, Antilles, Palestine, Brésil, Pérou, USA, Ghana, France) révélant l'homogénéité de l'arrière-cour de la société néo-libérale, les auteurs ont aussi pour ambition de questionner intimement les postures des chercheurs affrontés à des violences sociales souvent extrêmes. En interrogeant leurs adaptations pour mesurer les violences que subissent les plus dominés, ce que d'aucuns appellent les « terrains difficiles », ils explorent de nouveaux outils d'analyse. En osant aussi questionner les mondes dits de la « marginalité » (« jeunes des banlieues, « prostituées, « délinquants », « toxicomanes », « SDF », « sans-papiers »...), ils mettent en évidence autant les violences internes qui les gouvernent que celles de la mondialisation.

Patrick Bruneteaux est chercheur CNRS au Centre de recherches Politiques de la Sorbonne. Il a récemment publié *Devenir un dieu. Le nazisme comme religion politique. Éléments pour une théorie du dédoublement*, Publibook, collection « Université », Paris, 2004, *La rue : des rêves à la réalité*, Le Temps des Cerises, Paris, 2004.

Daniel Terrolle est maître de conférences en anthropologie à l'université Paris 8 et membre du Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU-IIAC/CNRS-EHES, UMR 8177). Après avoir codirigé avec P. Gaboriau, *Ethnologie des sans-logis. Étude d'une forme de domination sociale*, L'Harmattan, 2003, il a publié avec P. Gaboriau *SDF. Critique du prêt-à-penser*, Privat, 2007 (Prix Bigot de Morogues 2008 de l'Académie des sciences morales et politiques).

L'arrière-cour de la mondialisation

La collection TERRA est animée par le réseau scientifique TERRA (<http://reseau-terra.eu>) créé pour stimuler la production en sciences humaines et sociales sur un domaine saturé, dans l'espace public, par les idéologies et les croyances : celui des réfugiés, de l'asile, de la vie en exil, et, par suite, les rapports culturels à l'altérité, les formes de xénophobie, la place des étrangers dans la société, leur exclusion sociale, les politiques de mise à l'écart...

Comité éditorial : M. Agier, R. Bazenguissa-Ganga, M. Bernardot, D. Bigo, L. Bonelli, A. Brossat, P. Bruneteaux, E. Dorlin, M. Doytcheva, J. Falquet, E. Fassin, J. Freedman, N. Guénif, E. Guichard, R. Ivekovic, O. Le Cour Grandmaison, A. Lemarchand, A. Oriot, S. Palidda, C. Poiret, R. Rechtman, P. Rygiel, H. Thomas, M. Timera, J. Valluy, C.-A. Vlassopoulou.

Directeurs : M. Bernardot (cyberns@wanadoo.fr),
J. Valluy (valluy@univ-paris1.fr).

DANS LA MÊME COLLECTION

Persécutions des femmes, Jane Freedman et Jérôme Valluy (dir.)

Camps d'étrangers, Marc Bernardot

Loger les immigrés, Marc Bernardot

Rejet des exilés, Jérôme Valluy

Enfermés dehors, Carolina Kobelinsky et Chowra Makaremi (dir.)

Les vulnérables, Hélène Thomas

Correction : Carol Duheyon

Éditions du Croquant

Broissieux • 73340 Bellecombe-en-Bauges

www.editionsducroquant.org

Diffusion-distribution : CDE-SODIS

© Éditions du Croquant, septembre 2010

ISBN : 978-2-914968-77-5

Dépôt légal : septembre 2010

Patrick Bruneteaux
Daniel Terrolle

L'arrière-cour de la mondialisation

Ethnographie des paupérisés

Collection TERRA

éditions du croquant 

Introduction

PATRICK BRUNETEAUX
DANIEL TERROLLE

Cet ouvrage¹ se situe dans une logique critique de la pensée dominante actuelle sur les thèmes de « la pauvreté » et de « l'exclusion ». Il explore plutôt, en suivant le principe de la coupure durkheimienne, les mondes du sous-prolétariat et du prolétariat² précaire en se proposant de sortir du débat français sur « l'exclusion » qui, mot écran du « petit monde parisien », empêche de saisir les effets du capitalisme dans les États économiquement avancés mais, cependant, de moins en moins sociaux. À partir d'analyses internationales

.....

1. Issu des meilleures contributions – retravaillées sur plusieurs années – d'un séminaire organisé par le Laboratoire d'anthropologie urbaine (CNRS) et le Centre européen de sociologie et de science politique (université Paris1/CNRS). Le présent ouvrage est le fruit d'un travail qui a été mené pendant presque trois ans afin de poursuivre l'échange critique en vue d'une publication rigoureuse. Intitulé « Zones frontières, dire l'impossible sur la pauvreté ? », il avait pour double vocation d'offrir un lieu de restitution à des enquêtes de terrain et de cadre transversal d'échanges critiques interdisciplinaires sur les concepts, méthodes et théories se rapportant aux questions de « pauvreté ». Dans cet esprit à la fois scientifique et polémique, nous avons délibérément invité des sociologues organiques d'institutions publiques ou privées qui se targuent de faire travailler des « sociologues ». Au vu de la déconstruction *in situ* des résultats et démarches de ces experts orientés (souvent au travers de débats houleux), il est apparu clairement qu'aucun ne pouvait prétendre apparaître dans une publication scientifique.
2. Les développements qui suivent reviennent sur l'usage de cette catégorie encore très fréquemment utilisée dans la sociologie jusqu'à la fin des années 1970. Par ailleurs, les historiens du XIX^e siècle recourent encore majoritairement à ce terme. (Robert et Tartakowsky 1999). Aujourd'hui, ce concept positionne les recherches critiques d'un P. Bourgois ou d'un L. Wacquant dans la lignée des travaux de P. Bourdieu. (Bourdieu 1962, 1993, 1997).

neuves sur les différents visages de la paupérisation et de la survie des surnuméraires dans le cadre actuel de la mondialisation néolibérale – et aussi des États néo-coloniaux-, il offre un large panorama des formes de relégation et de survie de certains groupes sociaux sur les cinq continents (Japon, Ukraine, Antilles, Palestine, Brésil, Pérou, USA, Ghana, France). Outre qu'ils proposent des monographies inédites, les auteurs ont aussi pour ambition de révéler l'*homogénéité* des populations sous-prolétaires dans le cadre de configurations nationales et de cultures diversifiées (pays riches/pauvres, État colonial/colonisé, Occident/Orient, Nord/Sud, allogènes/migrants). Soutenir la comparabilité de fractions apparemment aussi différentes de la « population pauvre » suppose de déconstruire les multiples désignations utilisées à l'heure actuelle dans le débat franco-français si avare de références internationales. Dès lors, il devient possible de réunir des contributeurs qui, dans la dynamique réticulaire gagnée par l'exposition simultanée de monographies liées, découvrent chacun et globalement le fonctionnement des classes dominées au-delà des variations décelables dans les modalités de la marginalisation (« délinquant », « SDF », « toxicomane », « prostitué », « jeune des banlieues », « sans-papiers »...). En exposant le résultat de travaux inédits qui se recourent, soit par le type de population, les états de misère et les pratiques de survie, ou encore les mécanismes sociaux qui les travaillent, les auteurs ont ainsi pour ambition de dévoiler l'arrière-cour du capitalisme actuel. À partir d'explorations ethnographiques pointillistes qui ne montrent jamais aussi bien leurs différences que lorsque les chercheurs ont préalablement construit théoriquement et empiriquement l'unité de l'objet, ces derniers distillent les points d'appui nécessaires à l'invalidation des stéréotypes véhiculés à l'encontre des « inadaptés sociaux », des « assistés » ou encore des « inemployables ». L'enjeu premier de ce livre est, au-delà bien sûr de la rupture avec le sens commun, de casser le faux travail d'objectivation qui consiste à croire qu'on en a fini avec la théorie lorsque l'on rend compte des manières dont l'État, ses segments bureaucratiques (secteur social, PMI, ASE, PJJ...) et les associations mandatées, catégorisent et prennent en charge la population la plus « dépendante »³.

.....

3. Se reporter au chapitre préliminaire. Le parti de se cantonner à ce qui engage un regard intéressé de « l'État » est une manière subtile de proposer une sociologie appliquée : en

Pour autant, repenser les fractions des classes populaires n'est pas une démarche facile parce que s'y intéresser impose d'une manière où d'une autre de penser des situations extrêmes et corrélativement les souffrances qui leur sont attachées. Et il n'est jamais agréable, pour quiconque, de donner à voir ces démunis que les États démocratiques font profession de prendre en charge quand la prétention, maintes fois énoncée dans le champ politique, n'est pas purement et simplement d'éradiquer les sources de la misère la plus criante elle-même. Or, si nous avons animé un séminaire autour de la « pauvreté » – façon commode de rassembler autour d'un mot valise –, c'est dans la mesure où, au-delà de l'examen des formes inhumaines du social, l'on s'est rendu compte qu'il existe sans doute plus de manières de ne pas en parler, ou d'en parler de manière biaisée, que de façons de traiter cette « question sociale » comme d'autres objets sociaux. Ces dénis et dénégations proviennent pour une large part du refus de penser de manière *relationnelle* ceux que le social a défaits et qui induit que le « social » est « responsable ». On ne peut dissocier la question du « social », au sens de « pauvreté », de la manière dont cet objet – et aussi le chercheur qui s'emploie à l'étudier – est pris dans le « social », au sens de société. On sait aujourd'hui que le « social » s'est constitué dans la dénégation de la question des luttes de classe au XIX^e siècle (Donzelot 1984). Les élites dirigeantes, les dames patronnesses visiteuses familiales et les patrons investis dans le patronage, réunis autour de l'hygiénisme et du contrôle social (Procacci 1993 ; Bec 1998 ; Lenoir (dir) 1997 : 249-406 ; Carré : 2000), ont retourné la question des inégalités sociales et de la distribution du capital en « problèmes sociaux » provenant des dysfonctionnements des ouvriers et des chômeurs (alcoolisme, analphabétisme, violences familiales, comportements délinquants...). De ce fait, les chercheurs qui entendent exhumer cette sociohistoire du (sous-) prolétariat et, surtout, qui prétendent poursuivre cette objectivation aujourd'hui, se heurtent à un sens commun dominant puissant lié actuellement aux productions

.....

renonçant au travail de coupure avec la vision qu'à l'État » (dépendance des plus faibles *versus* la corruption et le pillage des fonds publics, assistantat des dominés et rarement celle des dominants), les sociologues de « l'assistantat » participent d'emblée à un ajustement fondamental avec la posture la plus fréquente au sein des élites de l'État : celle qui consiste à penser que ce sont les autres qui posent problème.

sociales de la responsabilité personnelle (psychologisation, individualisation, pénalisation, moralisation) au carrefour de l'idéologie scientifique de la fin des classes sociales et des technologies sociales de la subjectivation (pour une remarquable ethnographie aux USA : Lyon-Callo 2000) qui la confirment et qu'elle légitime. Un des effets de ce jeu croisé réside dans la dissémination des analyses technicistes par secteurs d'intervention renvoyant aux découpages ministériels réunis autour de la métacatégorie « d'exclusion » (Paugam (dir) 1996), fort bien déconstruite par Hélène Thomas (1997), ou à des analyses individualistes et psychologisantes sur les « plus souffrants » (Joubert & Louzoun 2005 ; Chauvaud 2007 ; Renault 2008).

L'enjeu de ce livre consiste justement à cheville cette inquisition des pouvoirs sociaux à la tradition de la science sociale critique, autant en portant le regard sur les déterminants macrosociaux de la déchéance sociale qu'en approfondissant la fouille sociographique des manifestations de la domination extrême, dans le sillage des travaux de P. Bourgois, A. Farge, B. Geremek, E. Liebow, C. Petonnet, A. Sayad, D. Snow et L. Anderson, L. Wacquant, J. Wilson, pour ne citer que quelques références parmi les plus récurrentes en Europe et aux USA. En intitulant notre séminaire de recherches : « Zones frontières, dire l'impossible sur la pauvreté », nous avons eu la claire intention de penser à rebrousse-poil des conceptions dominantes, ce qui a représenté une attitude à la fois contestée⁴ mais constante dans nos travaux (Bruneteaux 1999, 2004 ; Terrolle & Gaboriau 2003, 2007). Il ne s'agit donc pas du tout de prétendre révolutionner le thème mais de pérenniser une socioanthropologie critique dans un contexte peu opportun où nous sommes classés en « penseurs démodés », « dépassés », « prisonniers de la logique de dénonciation », « gauchistes cachés derrière la science sociale ». Les contributions rassemblées ici, issue d'un long travail d'échanges et de réécriture, poursuivi bien au-delà du séminaire, attesteront, nous l'espérons, du contraire.

.....

4. Si le soupçon attaché à la production d'une liste de faits précis pouvait ne pas être pris pour un récit du malheur, il aurait été instructif de rapporter des pratiques de censures bien réelles dans le champ scientifique ou à ses marges (colloques initiés par des organismes de recherche de ministères, médias, soutenances de thèses) attestant d'un travail constant de marginalisation des approches critiques.

Nous avons voulu, en créant cet espace d'échanges, procéder à un montage collectif dont l'armature d'ensemble a pour enjeu d'invalider les préconstructions actuelles et le « scientifiquement correct ». Nous avons souhaité offrir un espace et une durée significative autorisant de véritables débats, d'abord entre chercheurs, ensuite entre spécialistes et non chercheurs, préalable indispensable pour donner vie et chair à une objectivation de notre milieu et des manières de conduire collectivement la recherche en science sociale autour de la domination et des classes sociales. Pour ce faire, ce séminaire a aussi été conçu comme un lieu d'auto-analyse du milieu professionnel, de cet espace à mi-chemin entre le social et la science du social. Ce qui signifiait que l'on se prenne pour objet, le résultat de ce travail étant proposé aujourd'hui au lecteur qui découvrira plusieurs articles de fond sur la relation entre le « chercheur » et « le pauvre ». En effet, les questions globales sur les inégalités de distribution du capital traversent l'expérience ethnographique elle-même, sorte d'analyseur des violences et des ajustements qui les jalonnent. Les débats ont ainsi été l'occasion, pour chacun, de parler des souffrances endurées sur le terrain, des adaptations peaufinées, du rapport aux informateurs, des limites à l'investigation. Plus globalement, il a été question de réfléchir au cadre de la recherche, à la commande sociale mais aussi aux malaises dans l'accès au terrain (distance sociale, passage par des associations) tout comme aux négociations et, *in fine*, aux voies de commune humanité qui parfois, autorisent de longues relations de confiance entre enquêteur et enquêté ; la communication de P. Bourgois opérant, une fois encore, comme balise. Nous avons conscience que, loin d'être parfaits, les résultats de ces échanges en séminaire et du travail ultérieur avec les auteurs procèdent davantage d'une *invitation* à la socioanalyse en continu sans cesse réactivée par la problématique du rapport du chercheur à une population marginalisée mais aussi rebelle.

Trois grands thèmes traversent l'ensemble des contributions rassemblées dans cet ouvrage

Contre l'exclusion : mondialisation et homogénéité

Ce livre collectif explore les mondes paupérisés en se proposant de sortir du cadre français pour mieux le penser à nouveau.

Il questionne la porosité des concepts scientifiques immergés dans la demande sociale et soumis aux catégories de l'action publique⁵ en invitant à un dépassement par la recherche internationale. Ce faisant, en retour, il contribue à un meilleur dévoilement des formes locales de collusion des chercheurs avec de multiples instances de pouvoir (expertises, appels d'offres, commandes spéciales, budgets spécifiques accordés à un laboratoire, médailles, rôles institutionnels...). En déconstruisant les multiples désignations utilisées à l'heure actuelle (« délinquant », « SDF », « toxicomanes », « jeunes des banlieues », « sans-papiers »...), en mettant à jour les catégories d'action publique qui envahissent le champ scientifique, on se donne les moyens de bonifier les analyses monographiques qui se répondent les unes les autres. Avec quelques repères sur la structure et les politiques de domination, les différents cadrages localisés prennent toute leur valeur. Les auteurs offrent le panorama de figures multiples de déclassement ou de rejet traversées par des forces identiques et caractérisées par des *circulations* d'une position à une autre (Wacquant 2007) dans l'espace des possibles sous-prolétaires, comme l'appuient actuellement les démarches de chercheurs pourtant spécialisés sur un groupe « ethnique », P. Bourgois (sur les « Portoricains »), D. Dohan (sur les « Mexicains ») ou L. Wacquant (sur les « Afro-Américains »). Dans ce cadre élargi de la mondialisation capitaliste, de la démission des États démocratiques, et des pratiques néo-coloniales ou impérialistes, l'homogénéité des populations produites par un même système d'économie politique se dégage aussi, derrière la diversité des trajectoires de survie, des lignes de tension communes (emploi mal rémunéré, temps partiel, chômage, travail au noir qui s'ajoutent à l'exploita-

.....

5. Ce qui signifie très concrètement que l'indicateur le plus fiable permettant de repérer la science sociale organique, affiliée au sens commun dominant, consiste à retrouver ceux qui parlent sans cesse de « l'hétérogénéité » de la population sous-prolétaire. Étant entendu que l'examen de la diversité des trajectoires n'a jamais équivalu au renoncement de la pensée sociologique en termes de groupes et de fractions de groupe à l'intérieur de classes sociales. Ainsi, déclarer que les SDF sont très différents des prostitués ou des jeunes des cités ou même, parmi les SDF, soutenir encore que les anciens ouvriers sont très différents des anciens légionnaires ou des jeunes n'ayant jamais travaillé ou sortant du « quart monde », c'est d'entrée de jeu abdiquer la capacité à repérer leur groupe originel d'appartenance, les dispositions héritées qu'ils peuvent ainsi avoir en commun et les fréquentes circulations d'une étiquette à une autre, ce que les monographies rassemblées ici dévoilent clairement.

tion traditionnelle et aux emplois dangereux) d'où émergent des tactiques de mobilisation comparables contre le dépérissement matériel et l'usure psychique. Par la force de l'approche ethnographique et de l'auto-analyse réflexive des chercheurs, sont données à voir finement les propriétés communes qui les réunissent tant dans les épreuves permanentes des violences administrées – ségrégations territoriales, pénalisations, disqualifications, chômage et précarisations – que dans les manières d'y faire face au jour le jour.

**Des violences sociales aux violences sur le terrain :
le corps du chercheur comme analyseur des relations de classe
et de conflits d'instrumentalisation réciproques**

La seconde idée-force qui traverse les contributions renvoie à une réflexion épistémologique classique sur les terrains ethnographiques souvent difficiles et les outils méthodologiques mobilisés pour y faire face. Certains d'entre eux, encore peu explorés, démultiplient les manières de retisser un lien scientifique avec des acteurs qui se méfient du lien dominant qui les a défaits sans qu'ils puissent s'en extraire. En liant l'approche ethnographique aux effets de ces mécanismes structuraux, il est possible de mieux appréhender les résistances des sous-prolétaires à l'égard d'un chercheur à propos duquel il est montré – par ce regard du dominé profondément déstabilisant – qu'il demeure un agent pour une part issu du monde dominant, ne serait-ce que par les retombées espérées de ses travaux dans le champ académique pour ne pas dire médiatique. Les auteurs ont aussi pour ambition de se questionner intimement en objectivant les postures qu'ils mobilisent lorsqu'ils sont eux-mêmes affrontés à des violences sociales souvent extrêmes s'exprimant à travers le corps du dominé. En interrogeant leurs adaptations pour mesurer les violences que subissent ces groupes par ailleurs réactifs, ce que d'aucuns appellent les « terrains difficiles », ils explorent de nouvelles dimensions du « faire face » mais aussi du « faire ensemble ». En ayant conscience du double écueil du légitimisme (avec sa pente misérabiliste) et du relativisme (avec son versant populiste), les auteurs parviennent à montrer, notamment à travers leur propre implication physique sur le terrain, les formes de résistance et d'adaptation que ces populations déploient contre eux et tout autour d'elles. En effet, le corps du chercheur vérifie expérimentalement cette distance au monde « normé » qui appelle

simultanément et variablement démissions et agressions, dissidences et confrontations. Malmené et mis à distance ou, inversement, manipulé et pressuré dans des relations de marchandage, le chercheur du « monde ordinaire » fait l'expérience des ripostes mais aussi des expertises des sous-prolétaires⁶. Rabaisé au statut de « flic », « d'indic » ou instrumentalisé comme capital à détourner pour en extraire des ressources, le corps du chercheur éprouve directement les lois sociales à travers les tensions, les rapports de force, autrement dit, ces énergies qu'évoquait Bourdieu dans le *Sens pratique* ; physique sociale qui prend la forme de lignes à haute tension dans les échanges déshumanisés mais aussi réhumanisés qu'instaurent à charge et à décharge les enquêtés et les enquêteurs entre eux. L'ethnographie est aussi un sport de combat qui doit autant que faire se peut neutraliser les jeux de domination (le sociologue blanc toléré parmi les sous-prolétaires noirs ou roms par exemple) tout en parvenant à inscrire la logique de *prélèvement des données* au cœur d'un monde de vie en urgence où ce qui compte est avant tout le *prélèvement des ressources* de la survie. Quand ils s'approchent des mondes des parias sociaux, les chercheurs sont toujours fortement décalés, pouvant représenter une menace ou être à côté de la plaque, et bien rarement utiles. C'est peut-être la raison pour laquelle un certain nombre d'entre eux préfèrent l'expertise ou les politiques publiques, le quantitativisme statistique (si présent chez les économistes souvent conseillers politiques) où la *pensée à distance* des pauvres incarnée dans la seule analyse simmelienne des dépendances sociales. Quand d'autres s'inscrivent dans une longue durée avec leurs « informateurs » devenus amis « à la vie à la mort », attitude qui n'a pas d'équivalent dans les autres objets de science sociale. C'est dire que tout l'ouvrage est traversé par des questions à la fois scientifiques et éthiques ou, mieux, par une problématique d'une science éthique contrebalançant les effets non éthiques de la domination sociale à l'encontre de personnes disqualifiées et humiliées. De même, le choix des méthodes d'approche de la population et de gestion de la *relation* d'enquête dans la durée recoupe directement l'articulation entre science et éthique.

.....

6. Dont l'éventail des capacités de mobilisation de la force physique n'est pas une des moindres. Sur la diversité des investissements sociaux autour de la boxe dans un quartier de l'hyperghetto du *South Side* de Chicago (Wacquant 2002). Lire aussi T. Sauvadet pour les cités françaises (2006).

**Violences macrosociales et violences endogènes :
domination, résistances et prédatons**

Le troisième enjeu de ce livre est, toujours dans le sillage des travaux de Philippe Bourgois (2001 ; 2009) et de L. Wacquant (1992, 2002), d'oser étudier les mondes sous-prolétaires en rendant compte des mécanismes d'intériorisation et de contestations partielles des violences sociales, lesquels libèrent des passages à l'acte complexes, depuis les « conduites à risques » jusqu'aux pratiques de prédation spécifiques qui gouvernent aussi bien les relations internes entre opprimés (par exemple *l'intimate apartheid* dans l'hyperghetto américain) que celles s'insinuant entre les opprimés et leurs défenseurs (notamment les militants). Questionner les mondes dits de la « marginalité », c'est mettre en avant les effets de dominations qui traversent ainsi les trajectoires sous-prolétaires bien que la complexité des marginalités réside aussi dans cette « autonomie relative » de la superstructure dispositionnelle des dominés *nécessairement en résistance* ; mais le plus souvent en résistances individuelles ou de microgroupes, lesquelles ouvrent la voie logique du va-tout dans un spectre qui oscille entre la fuite (routards, repli dans le sport de combat ou la religion, jeux de hasard) et les prises forcées sur les pairs (dont les femmes sont généralement les premières victimes : Bourgois 2001 ; Freedman & Valluy 2007). En analysant les propriétés spécifiques de ce travail permanent d'autonomisation au quotidien, notamment dans les multiples traductions que le corps (capital physique ou guerrier, tactiques d'invisibilisation dans l'espace public, (auto-) exploitation sexuelle) opère dans cet espace de menaces permanentes face auxquelles survivre c'est réagir, il est possible d'échapper au risque de la pornographie (étalage exotique de l'altérité) tout comme à celui de l'abstraction misérabiliste à distance des « variables » du non-pouvoir⁷. Dans le champ généralisé de ces violences matérielles et symboliques, dans lequel survivent péniblement ces acteurs, il est alors possible de rendre compte de la manière dont ils en font usage pour eux-mêmes, contre eux-mêmes ou contre leurs pairs, au travers de ces éveils provoqués et ambivalents du lumpen confronté à des situations qu'il ne faut pas

.....

7. Dont la caricature est représentée par les pseudo travaux des économistes de la pauvreté et leurs apories sur les seuils de pauvreté ou les indicateurs à rallonge de la pauvreté.

hésiter à qualifier d'extrêmes et par rapport auxquelles ils adoptent aussi parfois des adaptations extrêmes.

Bibliographie

- Bec C., 1998, *L'assistance en démocratie*, Paris, Belin.
- Bourdieu P., 1962, « Les sous-prolétaires algériens », *Temps modernes* (12) n° 199, p. 1030-1051.
- Bourdieu P., 1993, *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- Bourdieu P., 1997, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil.
- Bourgeois P., 2001, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil.
- Bourgeois P. & Schonberg D., 2009, *Righteous Dopefiend*, Berkeley & Los Angeles, University of California Press.
- Bruneteaux P., 1999, *Nouvelles figures du sous-prolétariat*, Paris, L'Harmattan.
- Bruneteaux P., 2004, *La rue : rêves et réalités*, Paris, Le Temps des cerises.
- Carré J., 2000, *Les visiteurs du pauvre. Anthologie d'enquêtes britanniques sur la pauvreté urbaine*, Paris, Karthala.
- Chauvaud F. (dir.), 2007, *Histoire de la souffrance sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Donzelot J., 1985, *L'invention du social*, Paris, Fayard.
- Freedman J. & Valluy J. (dir.), 2007, *Persécutions des femmes. Savoirs, mobilisations et protections*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- Gaboriau P. & Terrolle D., 2003, *Ethnologie des sans-logis. Étude d'une forme de domination sociale*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales ».
- Gaboriau P. & Terrolle D., 2007, *SDF. Critique du prêt-à-penser*, Toulouse, Privat.
- Joubert M. & Louzoun C., 2006, *Répondre à la souffrance sociale*, Paris, Erès.
- Lenoir R. (dir.), 1997, « Le social en questions », *Sociétés et représentations*, n° 5, Paris, CREDHESS, décembre.
- Lyon-Callo V., 2000, « Medicalizing homelessness: the production of self-blame and self-governing within homeless shelters ». *Medical Anthropology Quarterly*, 14:1-18.
- Paugam S., 1996, *L'exclusion, L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Proccacci G., 1993, *Gouverner la misère. La question sociale en France. 1789-1848*, Paris, Seuil.
- Renault E., 2008, *Souffrances sociales. Philosophie, psychologie et politique*, Paris, La Découverte.
- Robert J.-L. & Tartakowsky D., 1999, « Le peuple en tous ses états », *Sociétés et Représentations*, n° 8.
- Sauvadet T., 2006, *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Paris, Armand Colin, coll. « Sociétales ».
- Thomas H., 1997, *La production des exclus*, Paris, PUF.

- Wacquant L., 1992, « The Zone: le métier de “hustler” dans le ghetto noir américain », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 93, juin 1992, p. 38-58.
- Wacquant L., 2002, *Corps et âmes. Cahiers ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Agone.
- Wacquant L., 2007, « Territorial Stigmatization in the Age of Advanced Marginality », *Thesis Eleven*, 91 : 66-77.

Chapitre préliminaire

Science sociale des paupérisés et dépendances à l'Etat « social »

PATRICK BRUNETEAUX
DANIEL TERROLLE

Une sociologie de la méconnaissance de la sociologie des pauvres ?

Penser les paupérisés, ce qui signifie penser les formes extrêmes de la domination sociale, implique de se demander comment la sociologie se positionne dans le « corps social » et est, réciproquement, pensée et utilisée par lui. Proposer une vision critique de la manière dont une partie des « citoyens » est exclue, c'est inévitablement susciter des réactions de la part de « la société ». Les chercheurs ont-ils les armes suffisantes pour se désancrer des visions fonctionnalistes, normalisatrices, évaluatrices et aussi dénégatrices dans lesquelles ils baignent lorsqu'ils s'affrontent à la compréhension des mécanismes qui conduisent au phénomène du sous-prolétariat dans l'économie capitaliste ? Parmi les tabous tenaces qui encombrant le boudoir de la recherche sur ce thème, lesquels limitent l'ouverture des terrains d'investigation sur la grande scène de l'empirique, il y a avant tout celui des compétences des savants eux-mêmes. Ce paradoxe nous invite à l'humilité et à une réflexion inaugurale sur la formation des chercheurs et sur les pressions institutionnelles qu'ils subissent quand ils traitent de la domination dans ses dimensions extrêmes.

Nos disciplines se doivent d'analyser les représentations dominantes pour ce qu'elles sont de manière à rendre compte du réel que ces représentations s'emploient à masquer. Or, plus que jamais, le pouvoir politique et ses dérivés administratifs s'ingénient à faire des sciences sociales des disciplines ajustées aux attentes des décideurs. La création récente de l'ANR (Agence nationale de la recherche) atteste l'existence de cette démarche de contrôle. Reste à savoir, en fonction des organismes habilités à soumettre à la communauté des chercheurs les fameux appels d'offres, ce qu'il en coûte réellement d'entrer dans cet univers différencié des commandes publiques. Nous-mêmes avons travaillé dans ce cadre avec le Plan urbain, la MIRE, la DASS, l'ancien Fonds d'action sociale. Nous avons, souvent par intuition sociologique, su quel objet proposer et comment l'investir sans trop effrayer le commanditaire tout en bénéficiant des fonds facilitant matériellement le travail de recherche. Ce n'est qu'après le rapport que nous pouvons d'une certaine manière reprendre « nos droits » en vue d'une publication plus « libre ». Que certains chercheurs choisissent de s'y soumettre n'a rien de nouveau : la séduction d'un plan de carrière, le confort d'une « reconnaissance » médiatique facile ou l'accès à des facilités financières sont compréhensibles. Que, par contre, les analyses déficientes par omission ou les théorisations sur mesure tiennent lieu et place de science sociale devient problématique. La publication du séminaire a pour enjeu de réagir contre cela, contre cette hégémonie d'une normalisation et d'une mise au pas des sciences sociales qui suscitent un vif émoi dans la communauté des chercheurs français depuis deux ans mais qui ont des racines plus profondes. Ceci tout en sachant que lorsque nous évoquons les « rapports de domination » dans une société hiérarchisée nous avons à la fois tout dit et rien dit : nous avons énoncé des évidences sans en avoir démonté les ressorts intimes et discrets, nous avons affirmé un point de vue sans l'avoir justifié. Nous ne devons également pas oublier de nous compter parmi ces ressorts alors que nous faisons partie de la construction même de notre objet, tout au moins selon la logique de certaines places occupées.

S'il est salutaire de lutter pour l'indépendance de la science sociale par rapport aux pouvoirs constitués (Bourdieu 1980 ; Lahire 2002), en mettant à distance les assignations à l'utilité sociale de la

sociologie, il serait naïf de croire que le loup n'est pas déjà dans la bergerie. En fait, le sens commun nous assaille dans nos recherches sur deux fronts convergents : l'habitus primaire des chercheurs et la dépendance liée au statut professionnel. Seule une sociologie de la sociologie vraiment ancrée dans le champ scientifique pourrait réellement permettre aux entrants de mieux mettre à distance ce qu'ils sont et ce qu'ils font comme « sociologie ». Cette sociologie de la sociologie, laquelle demeure souvent à l'état de prolégomènes moraux bien faits pour satisfaire le narcissisme de notre milieu (nous sommes paradoxalement formés pour objectiver les autres mais rarement nous-mêmes), n'existe ni comme discipline de recherche, ni comme forme pratique d'enseignement dans le cursus universitaire, ni comme méthode d'accompagnement du chercheur en train de faire de la recherche. Nous ne savons pas beaucoup nous étudier en tant que groupe social (alors que notre rapport au travail scientifique est passé à la loupe)¹, quelle que soit la porte d'entrée que l'on adopte. Si, avec *Homo academicus* (1984), P. Bourdieu a « initié »² une sociologie du champ académique, des stratégies globales d'obtention des postes dominants (Université, EHESS, Collège de France) et des formes de légitimation circulaire (avec les ouvrages de « synthèses », lesquelles permettent de « gratifier de vastes clientèles », et ont « par la sélection qu'elles opèrent un effet de consécration » (*ibid.* : 135)), il n'existe toujours pas, à l'heure actuelle, de sociologie du *travail* des chercheurs et des conditions pratiques dans lesquelles les savants opèrent *entre eux*. Bruno Latour a pris soin de distinguer la sociologie des sciences de la sociologie des savants qu'il n'étudie pas (1995 : 13). Nous ne savons rien ou presque de la *construction sociale*, hors des cadres théoriques, des principaux courants théoriques (l'approche de Lemaine & Matalon de « *la lutte pour la vie dans la cité scientifique* » serait utilement transférable, (1969)) ; la sociologie relationnelle de la cooptation universitaire, dans ses modalités concrètes de fabrication, relevant encore de « secrets bien gardés ».

.....

1. Par exemple, dans une littérature très riche, citons quelques références sur la sociologie de la sociologie de terrain : (Johnson 1975, Bizeul 1998, Emerson 1995, Beaud & Weber 2003).
2. Au sens ethnographique de la rupture sociale, puisque son pari de « vendre la mèche » comme il dit en parlant d'un « livre à brûler », a sans doute ouvert un droit de regard au sein des jeunes générations.

De même, nous ne savons à peu près rien du montage concret des groupes de recherche et de leurs modalités de fonctionnement, avec les divisions du travail (par exemple les statisticiens de l'ombre qui mettent en forme les données des chercheurs, le jeu des signatures sur les rapports ou les ouvrages révélant l'empreinte de la domination du mandarin qui signe en son nom propre lors de la publication finale, exprimant ainsi son « tutorat » électif arbitraire sur les étudiants et autres petites mains qui ont fait le terrain) et les relations pratiques entre le maître et l'élève : la sociologie du doctorant³ (avec l'acculturation de l'entrant passant de l'attitude scolaire à celle du créateur scientifique) et de la construction sociale des réseaux qui aboutiront à un placement statutaire, n'est pas encore née. Cette absence de regard réflexif sur notre propre univers signifie que nous savons finalement peu de chose sur les manœuvres (« la petite cuisine » dit B. Latour) des chercheurs à l'intersection du social et du scientifique, du public appliqué (au sens de politiques publiques), et du public (au sens de service public) fondamental. Nous savons peu de chose sur les dépendances internes et externes qui nous déterminent et nous soumettent dans notre propre univers pourtant formellement « autonome », au-delà des injonctions visibles à « l'utilité » ou des anathèmes récurrents contre la non-scientificité des sciences sociales.

Les tabous de la sociologie de la sociologie concernent, sans conteste, les relations entre l'État et les sciences sociales. Depuis la naissance de la sociologie, les chercheurs ont toujours souhaité « rendre service » à l'État, surtout depuis qu'ils sont rentrés dans le « service public ». Si de multiples domaines relevant de l'action publique sont concernés par cette volonté d'utilité sociale – la santé, l'éducation, la sécurité – il y en a un où la confusion des genres

.....

3. Il est véritablement étonnant de constater que les ethnographes, avides d'objectiver les rites de passages et les phases liminales dans la mise en condition du novice, ont omis de s'intéresser, comme tous les chercheurs en science sociale, à leur propre rite de passage à la condition routinière de savant. La thèse n'est pas uniquement un savoir technique. C'est un changement social, un accès à un champ académique qui suppose une transformation de l'habitus, une conversion sociale au monde de la recherche. La non-formalisation de cette épreuve, qui fait de l'entrant un être enchaîné à la relation féodale chère à G. Gusdorf du maître et du disciple, ne peut qu'être préjudiciable à la compréhension des mécanismes du champ scientifique. La récente apparition des écoles doctorales est l'occasion de lancer des recherches en ce sens.

est patente, celui de la question sociale, lequel induit souvent les chercheurs à prendre les « problèmes sociaux » comme on dit aux USA (Becker 1966) pour des objets directs de la sociologie, et à devoir retracer l'historiographie sociologique d'un problème social à l'aune des positionnements politiques successifs (Wilson [1987] 1990 : chapitre 1). Les chercheurs travaillent souvent – et nous n'y échappons pas – à cheval entre le fondamental et l'organique, pour emprunter le terme à A. Gramsci, sans vraiment vouloir se regarder quand ils prétendent faire de la recherche alors qu'ils entrent dans la demande sociale, dans les commandes sociales, dans les problèmes sociaux du moment tels qu'ils sont constitués socialement (« pauvreté, délinquance ou criminalité, immigration, maltraitance des enfants, addictions, prises de risques, prostitution... »). Et nous sommes tellement immergés dans la commande sociale ou la lecture de la presse « sérieuse », faisant écho aux politiques sociales, que nous reprenons très souvent les catégories de l'action publique comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir.

Or, peu de thèmes de recherches – comme la « pauvreté » – sont autant investis par ce même monde social, au point de rendre la recherche, sur son propre terrain, éminemment problématique, voire étrangère à elle-même, en quelque sorte aliénée. C'est un peu comme si les acteurs sociaux prétendaient être les scientifiques et, sans gêne, les déboutaient de leurs « droits » à l'objectivation. Il est clair aussi que nombre des chercheurs mandatés comme « experts », qui passent de la posture « empathique » à la posture « sympathique » (Johnson 1975 : 24-25) auprès des acteurs politiques solidaires, entrent dans l'objet. C'est dire que, sans pouvoir développer ce point, le niveau de la recherche sociologique sur « la question sociale » dépend aussi plus généralement de l'état de la pratique sociologique en général.

Le champ de la pauvrologie

Dire l'impossible sur la pauvreté n'est pas un jeu de mots pour petit prophète de chaire en mal d'aventures. Penser « ceux d'en bas », c'est faire la part des choses entre les experts ou les scientifiques qui (s')inclinent à penser en fonction du répertoire sémantique dominant du moment ou des attentes rationalisatrices

du pouvoir d'État d'une part, et, d'autre part, ceux qui font profession de prendre pour objet ce champ de la pensée d'État sur les pauvres, notamment quand ils revendiquent une anthropologie engagée dans des États non démocratiques où la place du chercheur est sans cesse pensée car contestée (Sanford & Angel-Ajani 2006). Il est alors possible de voir comment se départagent les chercheurs. Non seulement parce que certains cumulent une trajectoire d'expert et de scientifique mais aussi parce que d'autres n'ont jamais proposé de déconstruire l'univers auquel ils appartiennent ni la manière dont ils ont construit leurs données, en commençant par la négociation des contrats de recherche avec les fondations, l'État ou l'Europe. Bien sûr, un des secrets les mieux gardés renvoie aux conditions d'entrée sur le terrain (logiques d'attribution des appels d'offres, contrat de gré à gré entre une grande fédération sociale et un chercheur) puisque les populations dominées sont le plus souvent captives d'institutions sociales – ce qui suppose des liens personnels avec tel ou tel dirigeant de l'État, de Fondations ou de Fédérations. Ces omissions « regrettables » sont la garantie d'une apparente objectivité tapissée de statistiques ou d'entretiens semi-directifs tandis que les cadres théoriques autant que le choix des concepts, sans oublier les modalités d'accès au terrain, trahissent clairement une renonciation tacite ou explicite à une étude de la domination sociale (lire par exemple Paugam & Cléménçon 2002)⁴, à commencer par celle qu'exercent les organisations caritatives ou les fédérations d'associations sur les « publics accueillis » ou les « usagers des services » ; ce qui ne cesse pas d'être étonnant lors-

.....

4. Le titre s'inscrit d'emblée en dehors des rapports sociaux structureaux. « Détresse » épouse d'emblée l'idéologie psychologisante de ces organismes sociaux tandis que les « ruptures sociales » centrent l'analyse sur le fameux « cumul des handicaps » utilisé comme synthèse dans les développements (p 23), lesquels révèlent comme à l'accoutumée dans ces univers de la prise en charge du cas social, une étiologie parcellarisée du problème social sur des paramètres individuels d'une part et, d'autre part, une priorité donnée dans l'explication sur les failles de la famille (p 10-12; 34-40), renvoyant à ce que J. Wilson appelle la « vision conservatrice d'Oscar Lewis ». Le « chômage » ou « l'instabilité de l'emploi » sont évoqués horizontalement comme des paramètres parmi d'autres de la situation des « personnes qui s'adressent aux services d'accueil » de la FNARS. Malgré tout, grâce à l'accès à des données souvent difficiles à collecter, cette recherche apporte d'utiles éclairages quantitatifs sur la précarité généralisée des classes populaires d'où sont issues les « personnes aidées » par le commanditaire (p. 3), faisant ainsi taire ceux qui affirment que « ça peut arriver à tout le monde ».

que l'on étudie précisément des personnes déshumanisées dont on sait, par l'étude comparée des camps ou des bidonvilles, qu'elles n'ont guère choisi une vie imposée par des « violences structurales » (Bourgeois 2001). Pour le dire plus directement, en France, une sociologie d'expertise est venue prolonger les attentes de l'État en commençant par renoncer à toute analyse dite « substantialiste » des groupes sociaux et de la distribution du capital entre les classes sociales.

Un champ pré-occupé par les intervenants du social

Autrement dit, le premier obstacle à une science sociale « autonome » réside dans le mouvement ascendant des chercheurs vers les tutelles ou les dominants institutionnels. Mais s'arrêter à cette logique de l'assiette au beurre ou du fantasme du conseiller du prince serait ne pas voir que cet espace s'impose le plus souvent aux chercheurs. On pourrait dire que les problèmes sociaux sont déjà là et existent avant les chercheurs qui s'en pré-occupent. De même, les experts de toutes sortes qui vont les catégoriser et les traiter dans la logique des luttes de classes et de l'action publique vont intervenir rapidement et en urgence dans ce que Clemenceau appelait « la mêlée ». D'entrée de jeu, on constate que le champ de la recherche est occupé et même « pré-occupé ». Les observatoires de la pauvreté fleurissent (celui de l'État, du Samu social, de la FEANTSA), les commandes publiques sont fréquentes (Plan urbain, MIRE, DREES...). Les difficultés que rencontrent les chercheurs pour penser les « moins dotés de capital » tiennent à l'emprise des « spécialistes » de la question sociale et des catégorisations sociales produites par les différents dominants des champs sociaux : experts mandatés par le gouvernement, fonctionnaires des ministères « sociaux », travailleurs sociaux, syndicats, collectifs, associations de « sans »... La liste n'est pas exhaustive mais la présence des experts est d'autant plus imposante qu'elle s'appuie sur la légitimité à penser les dispositifs d'action sociale, notamment les pratiques d'insertion (Zunigo 2007) et plus généralement les politiques sociales dont ils sont les maîtres d'œuvre. Dans le domaine des formes institutionnelles du brouillage, mentionnons par exemple l'Association des chercheurs des organismes de formation et de

l'intervention sociale (ACOFIS) qui, lors de ces congrès annuels, sollicite grands commis de l'État et figures marquantes de la science sociale. On pourrait aussi évoquer le travail d'euphémisation des « sociologues » de l'observatoire du Samu social qui se félicitent dans un rapport de 2007 sur la sexualité de leur public, d'observer des pratiques clandestines dans un univers où, pourtant, le format d'accueil et les règlements interdisent toute sexualité intime stable⁵.

De fait, quelle est la compétence véritable des multiples « chargés de mission », parfois des sociologues en détachement dans les ministères de la question sociale qui s'inscrivent d'emblée dans le prédécoupage organique du ministère de la Ville, celui de l'exclusion ou encore celui des Affaires sociales ? Quelle est la compétence de ceux qui exercent dans les divers hauts comités des mal-logés ou à la tête de puissantes entreprises humanitaires et qui sont convoqués, chaque hiver, pour disserter sur les premiers morts à la rue ? Quelles formes de réciprocité et de connivence les lient pour assurer et leur autorité et leur pérennité à ce type de poste et établir ainsi, *de facto*, la pertinence supposée de leurs analyses ? Comment leur déni de toute liaison avec le politique est-il sans cesse contredit dans les faits ? Vaste question qu'il faudrait mettre au travail à travers, par exemple, l'étude de leurs histoires de vie comparées et celle de leurs divers réseaux d'appartenance. Pourquoi, surtout, ces acteurs sociaux prétendent-ils disposer d'un savoir sur les « SDF » ou les « plus pauvres », et de quelle manière entrent-ils en collaboration, en concurrence ou en opposition avec les chercheurs ? Pourquoi ces derniers sont-ils individuellement acceptés dans certaines institutions de recherche appliquée qui ne veulent pas contractualiser

.....

5. Ayant invité le directeur de cet observatoire à venir présenter ce travail dans notre séminaire, lequel a décliné l'offre en laissant venir une petite main, nous avons alors découvert un positionnement farouchement anti-dominance, totalement immergé dans le sens commun populiste le plus éculé, se targuant de révéler que les SDF sont de judicieux calculateurs capables de déjouer les contraintes et les interdits. C'est un peu comme si un directeur de prison se félicitait du fait que sa prison était un modèle du genre uniquement par le truchement d'un raisonnement mettant en avant l'astuce tactique des prisonniers à améliorer leur sort. On a de la peine à imaginer ce que ce type de propos recueillerait pourtant dans l'opinion publique si le même raisonnement était tenu par un ancien colon sur une plantation ou un ancien dirigeant de camp de concentration. Et pourtant, *Libération*, sur ce cas précis, s'est empressé d'ajouter une seconde couche en s'en prenant aux bourdieusiens et à leur modèle de dominance tandis que ce beau rapport révèle que les SDF demeurent des êtres humains. Oui, mais grâce à qui ?

avec des organismes de recherche pourtant habilités à les mener ? Quelles négociations ou renoncements sont au fondement de leur partenariat ? Quels sont les avantages retirés des ciblage de sens commun (« exclusion », « sans-abri... » « personnes aidées par les organismes d'accueil ») ? Si la sociologie des penseurs d'État (parmi quelques figures : R. Lenoir, J.-M. Bélorgey, J.-L. Besson) existe (Verdès-Leroux 1976 ; Thomas 1997), pourquoi celle des intellectuels organiques et des sociologues missionnés est-elle si clairement absente ? Quels intérêts sont partagés entre les acteurs d'État des politiques sociales et les acteurs d'État de l'Université quand ils diffusent et défendent des « théories » de l'exclusion ? Quelles sont aussi, si l'on suit Durkheim ou Bourdieu, les formes scientifiquement possibles de collaboration entre les deux univers sachant que la science sociale a aussi vocation à déboucher sur des « reprises », par les acteurs sociaux (politiques publiques, mouvements sociaux, aides à des équipes diverses en charge des populations) des analyses des chercheurs ? Une objectivation de l'espace des productions « scientifiques » sur la « grande » pauvreté montre qu'elle se situe au carrefour des savoirs d'expertise et des savoirs scientifiques dans un spectre qui va de la collaboration entre instances nettement séparées où le chercheur tient sa place et restitue ses résultats à la collectivité, à la remise de soi au verdict politique des commanditaires qui imposent tant l'objet de la recherche que les conditions de la recherche, en passant par toutes les formes possibles de collaboration négociée. Un des lieux de la visibilité forcée des collusions entre les deux espaces réside dans la nécessaire publication des résultats où le mélange des appartenances est manifeste (Ballet 2005 ; Esprit 1997 ; Fitoussi & Savidan 2003 ; PUCA 2003).

En découlent des confusions organisées dont les médias témoignent, qui prennent le plus souvent les humanitaires pour des scientifiques experts du sujet (en oubliant qu'ils participent du « marché » qui prospère sur le traitement des plus démunis), alors qu'elles ignorent en général les chercheurs. Ainsi, s'établit dans le public, et sans doute aussi chez les travailleurs sociaux qui entament un cursus universitaire⁶, la confusion entre « être sur le terrain »

.....

6. Cette confusion enfin est largement encouragée dans l'enseignement supérieur dans la mesure où la reconnaissance d'une expérience professionnelle équivaut à un cursus

(pour y œuvrer humanitairement) et « la pratique du terrain » (au sens ethnographique), la confusion entre l'empirisme primaire à finalité pragmatique (que ce soit celle du bénévole de l'humanitaire, du travailleur social, du médecin, de l'aménageur urbain) et la construction d'un objet scientifique exempt de ces finalités. Confusion que l'on retrouve dans les recensions bibliographiques officielles des sociologues organiques prébendés par l'État, lesquels entretiennent ces amalgames ; les travaux de journalistes, les récits de vie d'autochtones étant souvent confondus avec ceux des ethnologues (Gaboriau, 2008 :103-134).

Pour une sociologie de la sociologie appliquée

En demeurant à leur place, les chercheurs pourraient aussi utilement prendre pour objet cette recherche appliquée. À côté de la sociologie de la sociologie, il y a manifestement place pour une sociologie de la sociologie appliquée. Celle-ci aurait pour vocation une triple finalité. Tout d'abord celle d'identifier les organisations spécifiques mandatées par les collectivités locales, l'État, l'Europe, ou les grands collectifs privés. Puis d'étudier comment fonctionnent les différentes enquêtes publiques sur la pauvreté, en fonction des ministères et des administrations spécifiques (MIRE, DREES, Plan urbain...). On pourrait s'interroger sur le monopole des quantitativistes empiristes dans les observatoires (délégations ou détachements de l'INSEE, l'INED) et les enquêtes nationales.

.....

disciplinaire spécifique, comme si l'expérience de terrain comme professionnel du médico-social conférerait, *ipso facto*, quatre années de formation exclusive en sociologie ou en anthropologie et l'acquisition immédiate de la maîtrise de la construction d'objet scientifique, en oubliant, selon la formule à propos des faits de terrain qu'accumuler n'est pas démontrer ! Des doctorats sont ainsi attribués tant par le biais d'équivalences de niveau disciplinaires (ainsi une thèse de philosophie peut autoriser l'accès direct à un master 2 d'anthropologie et au doctorat avec seulement quelques séminaires suivis – et encore pas forcément logiques avec la thématique de la thèse – conférant ainsi une vague « teinture » disciplinaire de dernière minute au futur docteur) que par celui des acquis de l'expérience professionnelle, maquillant grossièrement en sociologues ou en anthropologues des personnes insuffisamment formées dans ces disciplines. Les conséquences de ces biais sont manifestes chez ceux qui en bénéficient : leurs formations initiales ou les représentations de leurs exercices professionnels antérieurs pallient l'absence de références essentielles en sciences humaines et polluent leurs productions de chercheurs ainsi universitairement attestés comme tels.

Sans oublier le repérage des multiples formes d'expertise dans un univers bigarré où le consulting le dispute au sociologue maison : technocrates experts du secteur public (Tissot 2007) ou des fédérations privées (FNARS, UNIOPS, FEANTSEA...), sans oublier les grandes associations caritatives elles-mêmes qui produisent des recherches (fondation Abbé Pierre) et disposent aussi d'experts et de sociologues maison (dans les années 1960 et 1970 : Jean Labbens à ATD (1969 ; 1978) Christophe Robert à la fondation Emmaüs aujourd'hui et qui est le conseiller informel d'Augustin Legrand dirigeant du mouvement des Enfants de Don Quichotte).

Ensuite, celle de se pencher sur les mécanismes d'intéressement des chercheurs. Comment fonctionne le marché de la pauvreté qui en résulte et qui peut instrumentaliser ceux qu'il prétend aider ? Il y a un lien à interroger entre commande sociale, mobilisation des chercheurs sur un objet investi par l'État, définition des « cadres » de la recherche et profits escomptés. Il faut prendre acte des travaux de G. Simmel afin d'évaluer les effets que cela exerce sur la recherche : reprise des catégories des segments de l'État, imbrication dans l'univers scientifique de la double posture d'expert et de chercheur (comme l'INED ou l'INSEE), entrée massive des chercheurs (dont nous) dans les appels d'offres sur le social⁷ et dans les organisations sociales (IRTS, PJJ, lieux de formation de l'Éducation nationale, notamment les CPE chargés de la (non) vie scolaire). Au-delà de la simple logique ponctuelle de contractualisation autour des appels d'offres, on pourrait aussi aborder la question des positionnements des uns et des autres dans ce champ de la recherche appliquée, à travers la répartition des postes et des missions dans le pilotage de recherches nationales (Observatoire national de la pauvreté où se retrouvent d'ailleurs les plus éminents statisticiens des différentes administrations de l'État et les sociologues les plus légitimes, parfois non spécialistes de la question

.....

7. Le recours aux appels d'offres a d'abord obéi à une logique de précarité sociale (doctorant sans financement, docteur sans poste), comme c'est le cas lorsque l'un de nous a travaillé dans une association de recherche qui s'appelait RESSCOM. Une fois en poste, l'appel d'offres nous a permis aussi de marquer notre existence scientifique sur un problème social émergent (enquêtes du Plan urbain). Le capital scientifique est aussi un capital de notoriété où, pour exister, il faut se positionner sur un secteur non encore défriché et le clamer dans des enceintes autorisées. Enfin, il aide à financer la recherche (achat d'ordinateur, de matériels audiovisuels de pointe, d'ouvrages) moyennant des compromis avec la pureté des revendications théoriques.

mais reconnus pour leur sens de la mesure...), semi-publiques (pour la FNARS ou la CNAF par exemple) ou privées (FEANTSA). Quelles sont les conséquences de ces adhésions institutionnelles, de ces pantoufles inversés ? Comment se dessinent par acculturation progressive des allégeances idéologiques discrètes puis des fonctions tribunitiennes (rapport rendu à un ministre, direction de la recherche dans une grande institution (CNAF, INED, Observatoire national de la pauvreté) ? Comment ce qu'on appelle aujourd'hui le « politiquement correct » se construit au contact des technocrates⁸ dans le flux des profits accumulés et du capital social échangé ? Peut-on objectiver des discours de légitimation de ces instances dirigeantes de la recherche appliquée par les chercheurs eux-mêmes dans leurs « rapports » ou leurs prises de position dans les médias ?

Enfin, celle de réfléchir aux déformations théoriques imposées par les soumissions aux attentes institutionnelles. Dans tous les cas d'appel d'offres, la confrontation au cadre rédactionnel, à l'appareillage conceptuel précontraint ainsi véhiculé, à l'usage de concepts plus idéologiques que scientifiques⁹, aux représentations dominantes sur lesquelles ils se fondent (comme le recours à une crise économique comme déterminante de l'apparition des « SDF » dans les années quatre-vingt-dix alors que, pendant la même période, la Bourse progressait de manière vertigineuse) agit comme une invention dirigée. Ayant travaillé dans le cadre de ces appels d'offres, notamment lors du lancement des enquêtes sur les « SDF » au PUCA (Plan urbain du ministère de l'équipement), nous avons pu observer précisément quelques stratégies de censure : ce sont celles consistant à bénéficier d'une bibliographie très sélective sur la question (proposée en plus par un auteur privé), comme si l'établis-

.....
8. Par exemple, lors d'un colloque d'ATD Quart Monde en 2008, P. Bruneteaux a été invité à diriger un atelier sur le mouvement des Enfants de Don Quichotte. Julien Damon a rejoint le groupe des intervenants, déclarant, devant micro, qu'il était moins un sociologue (docteur en sociologie à Paris V sous la direction de R. Boudon), qu'un « technocrate de la question sociale ». Il est aujourd'hui président de l'Observatoire national de la pauvreté après avoir été un expert à la CNAF. En « théorie » sociologique, il s'aligne sur la très respectable théorie simélienne de l'assistance et du ciblage. *La question SDF*, Paris, PUF, 2002, p. 9.

9. Comme celui par exemple de l'« exclusion » qui ne fut sociologiquement défini que tardivement après son usage dans la discipline. Mais on devrait surtout s'attarder sur le scientifiquement correct des « conduites à risques », des « usagers des substances psychoactives » et autres « personnes des quartiers d'habitat social ».

sement des sources bibliographiques n'était pas le premier travail du chercheur. Ce furent les attendus des appels d'offres, prolongés par les « débats » internes jalonnés de pressions multiples mais réelles afin d'éviter toute analyse critique qui sortirait du cadre « naturaliste » (naturalisation des rapports sociaux à laquelle invite, par exemple, l'« écologie urbaine » de l'École de Chicago défendue alors par Isaac Joseph) d'analyse de la pauvreté : ainsi posée, la question de ce qui produit cette dernière est hors de propos, le chercheur devant se cantonner à constater qu'elle existe et se refuser à analyser diachroniquement ses conditions concrètes d'émergence.

Est-ce que, à l'inverse, le champ universitaire est perméable à des influences « organiques » ? Nous le pensons : à travers l'appareil des reconnaissances scientifiques (colloques, communications, publications, détachement dans un centre de recherche) et l'obtention même des moyens économiques nécessaires à la recherche (facilitations dans l'attribution des appels d'offres, subventions diverses). Il en est de même à travers les structures de collaboration (réseaux intellectuels, clubs de réflexion, comités de rédaction des revues, collections d'édition, accès réguliers aux médias audiovisuels ou à la presse, etc.). Comment ces structures se font écho et sont articulées les unes aux autres dans la production des connaissances ou la gestion politique du social (partenariat avec des instituts statistiques, liens formels entre centre de recherches et Observatoires ou fédérations d'associations, centre de recherche directement dépendant d'un ministère) ? Il faudrait se pencher sur quelques analyses pointues marquant objectivement l'espace de ces dépendances et interdépendances (réseaux, partenariats ponctuels, financements réguliers, postes subventionnés) : la plus simple relevant du suivi des filiations dans la reprise des catégories fonctionnelles (« Rmiste », « exclus », « famille monoparentale », « SDF », « délinquant », « toxicomane »), la plus taboue étant la recherche des pouvoirs matériels et symboliques des chercheurs eux-mêmes, au carrefour des ancrages avec les Fondations, Observatoires, Hauts comités, ministères et directions des associations. Comment, au final, un chercheur devient-il un « expert » auprès des instances publiques ou privées dont certains membres sont parfois conviés à devenir « scientifiques » ? De quelle manière les rôles d'expertises contribuent-ils à accélérer la carrière proprement académique ?

Dans des organismes publics comme le CNRS où la part des évaluateurs nommés est égale à celle des évaluateurs élus, n'y a-t-il pas des jeux de reconnaissance et d'appuis pour « services rendus à la patrie » ? Il faudrait saisir concrètement en quoi les chercheurs gagnent à se connecter à ces différents univers dans une logique « d'ascenseurs croisés », désormais de plus en plus contraignants (ANR), parfois sous l'effet de la simple initiative ponctuelle pour avoir des moyens matériels d'opérer (réponse à des appels d'offres), parfois pour accumuler durablement du capital temporel et du capital scientifique (Bourdieu 1984). Comment les commandes sociales débouchent sur des rapports reconvertis en articles à valeur ajoutée dans un univers marqué par la pénurie des postes et la faiblesse des aides matérielles à la recherche (les fonds des laboratoires ne peuvent servir à financer les thèses) ?

Enfin se pose la question éthique de la position du chercheur organique dans tout cela. De sa posture et de son imposture dans la manipulation de la science confuse qu'il concocte et diffuse à travers ses prestations orales et écrites, dans la construction de ses objets mêmes : par exemple l'usage sans le définir sociologiquement au préalable, des catégories de « SDF » ou « l'exclusion », ou encore dans une attitude politiquement correcte qui consiste à éluder les aspects les plus extrêmes de l'objet (morts, violences institutionnelles, incompétences, luttes entre administrations, illégalismes des uns et des autres, notamment en matière de harcèlement sexuel des femmes hébergées, qui relèveraient parfois du pénal...) pour ne retenir que les analyses qui offrent des résultats attendus et rassurants – même en affichant des tableaux euphémisés de nombres impersonnels sur les inégalités sociales – afin de consolider des positions de pouvoir ou de faire carrière, y compris dans les centres de recherches les plus prestigieux qui ne sont pas épargnés par les logiques croisées du capital scientifique et du capital temporel. En fonction des pays, quel est le poids respectif de la science sociale de la pauvreté et de sa science appliquée ?

Dispersion conceptuelle et profils des chercheurs

Conséquence logique des développements précédents : le champ de lutte autour de la science légitime de la « pauvreté »

exerce un puissant effet de dispersion dans le découpage de l'objet. Comment identifier la part de l'héritage idéologique issu d'une tradition chrétienne laissant à la charité envers les pauvres la charge de maintenir un ordre social inflexible ? Comment identifier celle de la philanthropie laïque qui sert le même but ? Comment, dans cette filiation, rendre compte de l'humanitaire qui, comme ses ascendants, prétend remédier à la pauvreté comme effet sans changer surtout les causes qui la produisent ? Comment rendre au travail social – et à ce dont il a hérité de la charité en la laïcisant – sa part de concepts idéologiques et de visées normatives qu'il continue à infuser et à diffuser jusque dans la sociologie via une université peu sourcilleuse de veiller à contrôler ceux qui évoluent de leur charge initiale de travailleur social vers l'enseignement et la recherche dans le cadre de leur doctorat ? Ce dernier, de plus, leur ouvre la possibilité au travers de carrières universitaires, de reproduire et d'étendre cette intrusion sémantique et conceptuelle à propos de la « pauvreté » et, bien sûr, de « l'assistanat » ou des « dépendances ». De fait, aujourd'hui, nombreux sont les chercheurs éminents, aussi bien chez les statisticiens (Paugam 1996 : 14; Wilson *op. cit.* : 7; Marpsat & Firdion 2000 : 64) que parmi les plus qualitatifs, qui adoptent le point de vue de « l'hétérogénéité » de la population des « SDF » et autres « sans-domicile ». Sans nier que la partie de la population située en dessous de la classe ouvrière (« lower class », « underclass », « underworld » ou « unemployed » chez les Américains) est forcément dispersée compte tenu de l'absence d'unité autour d'un statut social lié au mécanisme de l'exploitation, en particulier le salariat (Castel 1995), il y a semble-t-il discussion dans le renoncement au point de vue minimaliste qui consiste à situer simplement ces groupes « composites » par rapport à leur position d'origine, comme on le fait pour les groupes sociaux intégrés. À partir de quelle position théorique se donne à voir une homogénéité ou une hétérogénéité ? Aucun autre groupe social n'est autant affecté par la dispersion du sens que le groupe des plus dominés. Un tel fourmillement des notions et, en conséquence, une telle fragmentation de la question sociale indiquent que, d'entrée de jeu, penser « ceux d'en bas » pose problème. Pourquoi, quand on pense les fractions inférieures des classes populaires, assiste-t-on à un tel emballement du fractionnement, à des fractures dans

la « fracture » sociale qui confinent au ridicule¹⁰ ? Peut-on inférer d'un tel éparpillement qu'il est impossible de penser ceux qui sont hors statut ? Autrement dit, la difficulté à catégoriser renvoie-t-elle à la pratique même de la science sociale, qui est de rendre compte des « formes sociales », des « groupes constitués » ? Souvent hors champ, ces populations échappent-elles pour autant au mode de pensée relationnel ?

S'il ne fait pas de doute que la multiplicité des formes culturelles de la survie dans le monde sous-prolétaire, ainsi que les pratiques de dissidence, constituent un obstacle à la tentative de généralisation et de mise en relation structurale, elles n'épuisent pas la question. « Sous » la classe populaire se découvre souvent une sorte d'univers de l'impensable pour les chercheurs en science sociale.

D'une part, la soumission aux catégories empiristes trahit un véritable abandon de la démarche de conceptualisation. Cet abandon procède notamment du déni actuel des classes sociales (Beaud et al. 2006 : 459-472) de la part de chercheurs alignés sur les conceptions publiques des problèmes sociaux. C'est un choix souvent générationnel, après renoncement à une culture scientifique marxisante.

D'autre part, il est aussi possible de suggérer des recherches autour des propres représentations sociales des chercheurs issus des classes moyennes. Les anthropologues connaissent bien le poids de ces représentations tant ils sont dans l'obligation de dépasser leurs effets pour analyser justement ce réel qu'elles masquent. Cette position de recherche fait inévitablement d'eux des décepteurs aux yeux de leurs semblables, et implique, *ipso facto*, que ces derniers restent sourds à leurs analyses. Comme l'écrit suavement J. Pouillon à propos des sociétés : « Toutes mentent comme elles respirent, mais il faut bien

.....

10. Au point que certains « SDF » rencontrés dans la rue s'amuse à retourner cette catégorie en parlant des « Avec domicile fixe », témoignant par là *a contrario* de l'ineptie absolue d'une expression qui n'est jamais utilisée pour penser les classes sociales populaires, moyennes ou supérieures intégrées. Ce brouillage des classes sociales, animé par le feu des enjeux du présent, disparaît tendanciellement au fur et à mesure que l'on s'éloigne des « sujets brûlants » pour les contemporains. C'est ainsi que l'on peut constater, parmi les historiens de droite comme de gauche, une grande aisance dans la qualification des groupes sociaux de l'Ancien régime, « la société de cour », « l'aristocratie terrienne », la « bourgeoisie des villes », les « salariés compagnons » ou les multiples fractions de « la paysannerie ».

respirer pour vivre » (Pouillon, 1977 : 15). Ce n'est donc pas à nous de renforcer ces représentations sauf à produire des illusions d'objet scientifique. Dans ce sens, l'éclatement des catégories désignant les dominés ne contribue-t-il pas à la dénégation généralisée et organisée du prolétariat dont ils sont tous issus, à quelques exceptions près ? À travers cette parcellisation de « mal logés », de « sans-abri », de « précaires », de « SDF », de « jeunes en errance », etc. n'a-t-on pas une attitude des « classes moyennes » (dont sont issus majoritairement les chercheurs en sciences sociales) pour en finir avec leur extraction d'origine et par peur que l'ascenseur social qu'elles ont pris ne les ramène très vite à l'étage qu'occupaient leurs ascendants directs ? Faire ainsi disparaître la classe d'origine des siens reviendrait à s'assurer l'appartenance définitive à la communauté de l'étage au-dessus, dans un entre-soi normé au point de qualifier en déviants divers et disparates d'anciens pairs ou membres de sa parenté. Il est curieux de constater cette difficulté à penser maintenant le prolétaire, non qu'il ait disparu, mais qu'il soit devenu difficile de le reconnaître et de le nommer comme tel. Serait-ce la conséquence de la « faillite » annoncée des idéologies qui l'attestaient ? Serait-ce parce que ce prolétaire se confond de plus en plus avec l'immigré qu'il n'y a plus de raison de le nommer ainsi, comme si la nationalité éclipsait le statut (Fassin & Fassin 2006) ? Il y a sans nul doute une fonction bien précise à cette destitution sémantique : celle de gérer symboliquement les débris de la classe ouvrière, les restes, bref tous ceux qui n'ont pu accéder aux classes moyennes, et d'en finir avec leur désignation collective, socialement identifiable en lui substituant une pluralité de catégories socialement « pathogènes » définies par des « privatifs », des « sans » quelque chose. On rejoint ici la dénonciation des « sans foi ni loi », les « sans aveux » d'antan, revisitée par l'idéologie postmoderniste. Au couple classe laborieuse/classe dangereuse d'autrefois, succède le nouveau danger de ces « déviants » sociaux en tout genre dont la multiplicité des désignations est de faire craindre leur poids dans un cadre social qui s'est pensé à travers les « trente glorieuses ».

Enfin, il apparaît que le modèle éliasien de la civilisation et de l'auto-contrainte doit être appliqué au cas du rapport à l'objet qu'entretiennent des chercheurs définis par leur parcours scolaire et, partant, marqués par une trajectoire pacifiée de fabrication de leur habitus. Le même problème apparaît avec les travaux portant sur les

camps, le colonialisme ou tout objet extrême. Il est aussi difficile, sans doute, d'aller sur des terrains dangereux et horribles que de pouvoir rendre compte d'une déshumanisation dont l'horreur ne peut bien souvent être rendue par des mots (c'est ce qui fait alors la force de l'image). L'euphémisation n'est pas uniquement stratégique. Elle procède aussi du souci de se protéger contre un objet envahissant et déstabilisant. En regagnant les pénates de l'académie et en travaillant à la « mise en forme » des données, nombre de chercheurs coupent avec les propriétés distinctives du milieu fréquenté, soit en ayant effectué un terrain partiel (par exemple « les violences gratuites » des Tourainiens en disent long sur leur survol ethnographique des cités), soit en s'épargnant émotionnellement le coût supplémentaire d'une objectivation d'un monde de violences extrêmes qui invaliderait leurs propres représentations sociales d'une société tout de même pacifiée et démocratique (ethnocentrisme) !

Une sociohistoire des constructions sociales des figures du sous-prolétariat

Réfléchir aux liens entre découpage social et découpage scientifique de l'objet revient à proposer une sociohistoire des concepts de « la question sociale » à l'intérieur du champ scientifique. Entre les années soixante et aujourd'hui, on est passé d'une vision économique et structurale de la sociologie à une sociographie pointilliste de la construction sociale sectorielle de telle ou telle catégorie d'action publique liée à la « pauvreté ». Sans nier que, pour le cas de la France, ce travail a été mené avec succès en ce qui concerne la sociohistoire longitudinale du chômage (Topalov 1994) ou des chômeurs (Demazière & Pignoni 1998), des vagabonds/mendiants (Castel 1995), sans oublier certaines études ethnographiques situées dans l'histoire (Gaboriau 1998 ; Girolla 2008), la généalogie monographique ne peut pour autant se contenter de montrer la manière dont les groupes sociaux dominants ont constitué ici ou là telle ou telle figure de population problématique. Le point de vue objectiviste doit aussi s'élargir afin de proposer une rupture épistémologique destinée à resituer dans l'ensemble de l'espace des classes sociales ces différents groupes de relégués ou reléguables, marqués du sceau d'une infamie publique ou bénéficiaires de minima sociaux.

Certes, il est incontournable de se pencher sur la manière dont les plus dominés ont été happés par l'État. Entre le grand renfermement et le saupoudrage des illégalismes férocement réprimés (galères, déportation, relégation, prison, workhouse, repeuplement forcé des colonies, bagne...), la moralisation hygiéniste bourgeoise associée au travail social et à la médecine de l'anormal et du déviant et, enfin, la défense solidariste du sujet de droit, les politiques sociales sont complexes et s'ancrent dans plusieurs longues durées comme disent les historiens des *Annales*. D'un point de vue formel, le monde sous-prolétaire subit une fragmentation en mille-feuilles à partir de plusieurs types de référencement. Dans ces multiples zones de catégorisations, le premier travail public a consisté à identifier des groupes particuliers en les désignant selon un type déterminé de politiques publiques : SDF, sans-abri et sans-logis reprennent sous une forme modernisée le couple mendiant/vagabond qui a séculairement suscité la méfiance des pouvoirs constitués face aux déterritorialisés ruraux ou urbains que les pouvoirs européens ont cherché à enfermer. Les « toxicomanes », « alcooliques », « drogués », « personnes addictives » constituent la forme actuelle des promoteurs de l'hygiénisme médico-moral du XIX^e siècle. Les « familles monoparentales » et « les enfants placés » en constituent la variante la plus directement inscrite dans les logiques du bio-pouvoir. Les « délinquants », « détenus », « sortants de prison », « jeunes des cités », relèvent des illégalismes matériels et des politiques sécuritaires (Bonelli 2008) lorsque le capital physique des dominés rencontre le capital économique des dominants, ces derniers aspirant alors à montrer à la classe ouvrière le coût de la déviance (Foucault 1975). Les appellations administratives des ayants droit sont inscrites dans une conception individualiste et abstraite des sujets de l'État de droit : « allocataires », « Rmistes », « bénéficiaires » « personnes accueillies ». Par elles se distille aussi le sens de la neutralité et de l'égalité des citoyens chez les travailleurs sociaux, au même titre que les enseignants croient mettre tout le monde sur un pied d'égalité en parlant uniquement des « élèves ». Ces désignations sont les supports des idéologies solidaristes qui à la fois témoignent d'une réelle amélioration du sort des « classes dangereuses » tout en masquant le travail public de ciblage des mesures dans l'échelle des classes sociales, comme l'a paradoxalement

analysé un technocrate solidariste (Belorgey 1988). Les dominants se sont enfin plus politiquement positionnés en dévoilant leurs jugements dénonciateurs sous les rubriques toujours actuelles et plutôt transversales, en partie reprises par de grands secteurs de la sociologie, de défauts sociaux : « assistés », « déviants », « inadaptés », « anormaux » « marginaux ». Le jugement moral et la diabolisation du faible doivent faire rire les dominants, si l'on suit la force avec laquelle leur lecture trouve des points d'ancrage dans les représentations des différentes couches sociales à propos des « fainéants qui ne veulent pas chercher du travail ». Si l'on parle en termes « d'inégalités sociales », ouvre-t-on les mêmes pistes de réflexions que si l'on parle en termes « d'inadaptation sociale » ? La première expression est structurale, l'autre renvoie à un culturalisme de la dépendance ancré dans des siècles de responsabilisation individualisante. Autrement dit, l'une pousse vers un accroissement de l'État social et une répartition globale des richesses entre les groupes sociaux, l'autre pousse aussi vers un accroissement de l'État social, mais polarise l'intervention des pouvoirs publics sur le secteur médico-social et l'incompétence individuelle de la personne sur le marché. Le dernier avatar de l'« inadapté » est aujourd'hui l'« inemployable ».

Le résultat de ce jeu de différenciations des menaces sociales consiste, avant tout, à fonctionnaliser (et donc à isoler et à réduire au silence) les chercheurs, à les situer dans un univers d'incommunicabilité, chacun ayant sa portion de littérature scientifique, son réseau spécifique de recherche, ses revues dites spécialisées, ses contrats de recherches et ses étiquettes d'expert. La science des sous-prolétaires est émiettée en de multiples petits mondes de l'anormalité sociale qui, aussi, sont devenus des marchés (Bruneteaux & Terrolle 2008). Il n'est donc pas possible de se contenter d'un tel éparpillement disciplinaire, aux deux sens du terme...

La posture objectiviste permet de voir, en premier lieu, un déficit de la recherche comparée ou même, plus grave encore, permet d'entrevoir une remise en cause des fausses barrières entre secteurs de recherches comme au temps du colonialisme. Actuellement, ceux qui travaillent sur les « SDF » ne vont pas communiquer avec les spécialistes des « toxicomanes », ceux qui travaillent dans le champ de la « prostitution » vont s'étonner qu'on puisse les rappo-

cher de ceux qui se penchent sur les « allocataires du RMI » ou « les sans-papiers ». Les chercheurs qui s'attachent à objectiver les formes brutales de l'émigration économique (Valluy & Freedman 2007) ne rencontrent que rarement les spécialistes des personnes à la rue (Bruneteaux 2006) alors qu'ils peuvent partager les mêmes bureaux dans leur centre de recherche ! Un des premiers enjeux de cet ouvrage est de chercher en quoi ces différenciations sont légitimes ou non sur le plan scientifique. Qu'est-ce que les uns et les autres prétendent apporter à la science en privilégiant telle ou telle catégorie, tel ou tel découpage ? En dehors de quelques logiques irréductibles, comme celle des réfugiés qui viennent brouiller les pistes quand, à la suite de guerres, d'oppression politique, de génocides ou de catastrophes naturelles, des flots de « sans-abri » s'agglutinent aux frontières d'un pays ou demandent l'asile politique (Noiriel 1991 ; Valluy & Freedman 2007), la logique des sans-papiers, des émigrés ou des immigrés renvoie directement au développement capitaliste et aux stratégies ou tactiques de survie des populations les plus pauvres au carrefour du néo-libéralisme et des logiques néo-coloniales. On le verra, les contributions présentées dans cet ouvrage sont intentionnellement « éparpillées » et permettent de voir distinctement, au-delà des variations des styles de survie (travestis prostitués ou prostituées, sans-papiers, dealers, SDF, bandes, pauvres des camps de réfugiés) le modèle structural sous-jacent des classes sociales et du sous-prolétariat qui se donne comme l'armature de textes qui résonnent les uns avec les autres. Citons un extrait de la communication de P. Bourgois qui éclaire le sens de l'ouvrage : « Néanmoins, beaucoup de gens changent d'un secteur à l'autre pendant le cours de leur vie. C'est-à-dire que, d'une période à l'autre de leur vie, de membre d'une église évangélique, ils retombent dans la drogue. Ils s'intègrent au travail légal mal payé quelques mois ou quelques années puis ils retombent dans la drogue ou même ils combinent les deux – le travail légal avec la vente ou la prise de drogue – pour un temps. Les catégories sont beaucoup plus floues que les personnes ne l'admettent. » L'homogénéité de la population, tant par le volume de capital que par la provenance territoriale, apparaît comparativement lorsque l'on veut bien se donner la peine de les mettre en perspective dans leurs trajectoires croisées : émigrées économiques du Ghana qui finissent prostituées en Europe (Chesneau), détenues toxicomanes provenant

des cités de banlieues (Boumaza), jeunes des quartiers ségrégués hésitant entre les métiers d'insertion, les illégalismes matériels et la défonce (Aquatias, Cavagnoud, Rochais), personnes à la rue sortant de prison et provenant massivement de la classe ouvrière avec laquelle ils entament fréquemment un jeu d'allers retours dans les postes les plus déclassés (Riachbuk ; Boumaza ; Hours), public presque toujours dominé tant par les institutions dites sociales ou d'insertion (Boumaza) que par les organisations syndicales ou politiques qui leur viennent en aide (Havard-Duclos).

L'enjeu de cette publication est bien de tracer des lignes de convergences entre ces sous-populations appartenant à cette partie de la population hors du format standardisé de l'appartenance ouvrière : le salariat avec un contrat de travail à durée indéterminée. La segmentation des publics « pauvres » n'a pas plus de pertinence que la séparation entre immigration ou émigration (Sayad 1999), entre sociologie et ethnologie (Bourdieu 1979 ; Geertz 1996), entre « ghetto » et « rue ». Les travaux présentés dans cet ouvrage mettent en lumière les logiques de circulation d'un groupe à l'autre ainsi que les mécanismes structureaux communs qui dessinent des trajectoires d'exploitation, de relégation et de « chute ». Ces populations présentées comme hétérogènes proviennent souvent des mêmes bassins territoriaux (cités ou bidonvilles) – fausse hétérogénéité dont le paradigme est le légionnaire ancien jeune délinquant d'un territoire prolétaire qui, renvoyé de l'armée, devient nominalement « hétérogène » aux jeunes sortant de la DASS ou de la cité – glissent dans des positions éphémères et renouvelées en fonction des logiques de situation et des opportunités de rencontres dans des contextes locaux et micro-locaux (Bensa & Fabre 2001).

Un exemple d'idéologie dominante : les « SDF » et autres « sans-abri »

La question du lien entre catégorisation et types de recherches à mener est déterminante. À cet égard, on voudrait, en second lieu, proposer un exemple de déconstruction objectiviste, celui des obstacles à la recherche induits par l'utilisation de la notion « sans-abri » ou « SDF ». Comprendre les processus concrets par lesquels les sous-populations exclues du logement social (non-accès ou

expulsion) ont décroché des catégories sociales populaires d'appartenance, en prenant appui sur une taxinomie des trajectoires de déclassement, n'est tout bonnement pas possible en se fixant sur le palier « sans-abri » (ou « SDF »), catégorie de l'action publique (Puca 2003). Comme l'a bien vu H. Thomas, le terme « d'exclusion » est une méta-catégorie destinée à englober les catégories sectorielles de l'action sociale depuis la reconversion capitaliste des années 1970 (dénommée adroitement « crise économique »). Le terme d'exclusion est, par exemple, « une catégorie d'action publique et de classement social élaboré par des experts issus de l'action sociale et des sciences humaines. Elle permet de désigner et caractériser les statuts sociaux des individus situés au bas de la hiérarchie sociale, en dessous de la classe ouvrière. Elle apparaît comme une métaphore, obstacle au raisonnement sociologique... Cette catégorie est aussi le cadre formel de traitements sectoriels spécifiques par les politiques sociales des sous-populations qu'elle répertorie » (Thomas 1997). Les catégories d'action publique circonscrivent une population en même temps qu'elles véhiculent une représentation de la nature des problèmes qu'il faut traiter et de la manière sectorielle de les traiter. Elles délimitent ainsi, finalement, l'espace des conceptions techniques des politiques publiques qu'il est possible d'impulser dans un univers contemporain des États de droit capitalistes. Que cherche-t-on à dire et à faire quand on dit qu'une partie des « exclus » sont des « sans-abri » ? Que dit-on et fait-on en prenant à notre compte cette notion administrative qui est l'outil étatique pour « mettre les personnes à l'abri en cas de grand froid » comme affirment les fonctionnaires responsables des DASS en charge des dispositifs d'hébergement d'urgence ? Une construction de catégorie véhicule avec elle une légitimation ou une invalidation de la population ainsi ciblée. Et il est nécessaire de se demander quels sont les effets associés à cette polarisation sur les « sans-abri » quand il s'agit de concevoir une politique sectorielle.

Historiquement, et du fait de la tradition chrétienne associant le pauvre et la figure christique, il y a toujours eu cette oscillation entre hostilité ou hospitalité, assistance ou répression ; il faudrait d'ailleurs plus exactement dire assistance à la marge et répression généralisée. Des catégories comme « vagabonds » ont eu une définition pénale autorisant les pouvoirs publics à reléguer au

bagne les « récidivistes » de la misère (Gaboriau & Terrolle 2007). Si le processus de démocratisation a incontestablement façonné un État social, la régression actuelle de l'État providence n'est que la face visible d'un état dégradé caché et permanent de l'accueil (sic) des personnes à la rue. Avant les Enfants de Don Quichotte et la prise de conscience par le public des conditions inhumaines réservées aux « SDF » dans les centres d'hébergement d'urgence à cause de la tournante infernale imposée par le Samu social, les personnes associatives rencontrées qui légitimaient la « mise à l'abri » et qui auraient trouvé pour elles-mêmes les conditions d'hébergement tout à fait dégradantes furent les mêmes à fustiger une pensée sociologique qui utilisait le terme de « déshumanisation ». Or, cette brutalisation des sous-prolétaires peut être euphémisée quand, dans le même temps, la gesticulation publique donne à voir une activité fébrile pour prendre humanitairement un corps et le déposer humainement dans un lieu censé être accueillant. La vocation première du référentiel « sans-abri » est de montrer l'action résiduelle de l'État dans le cadre de la « mise à l'abri ». En partant de si peu, sans aucune politique du logement ni démarche d'insertion volontariste, l'action publique est jugée efficace. La légitimité du Samu social repose entièrement sur cette action au compte-gouttes, tonneau des Danaïdes (Bruneteaux 2007) qui se donne à voir comme une action efficace. Si l'on se contente de penser qu'il y a des « sans-abri », fournir un abri précaire et temporaire suffit à valider l'action publique.

Pour un scientifique sur le terrain, dire que la personne est « à la rue » relève du faux pur et simple. Ceux qui tournent dans les accueils de nuit et de jour sont-ils « à la rue » ? Ceux qui fréquentent un squat sont-ils « à la rue » ? Ceux qui se rendent temporairement dans les hôtels bon marché dès qu'ils touchent leur RMI sont-ils « à la rue » ? Qui, au bout du compte, se trouve à la rue ? Stricto sensu, les gens ne sont jamais à la rue, ils sont sur un trottoir. Mais si l'on retient ce critère du trottoir, alors on constate que peu y demeurent. Certains y restent le jour, soit pour mendier, soit pour boire. Mais la nuit ? Beaucoup se cachent dans les parcs, les galeries commerciales, les bistrotts, les bois, les friches industrielles, et même les égouts aux USA (Toth 1993). Le terme « rue » sert de fourre-tout à l'impossibilité de fixer de manière descriptive ces

personnes dans l'espace public. La rue est prise pour un équivalent sémantique d'espace public. Si l'on privilégie alors ce syntagme, il faut exclure les occupants des CHU, ou, tout au moins des CHU caritatifs, sans parler de tous les squatteurs occupant des immeubles privatifs et des mal-logés dans les campings, sans parler aussi de ceux qui tournent chez des copains et dans la famille avant de retourner dans un foyer quelconque. Presque personne ne vit « à la rue », pas plus que l'on demeure « sans-abri ». Ainsi, que l'on prenne les vocables « rue » ou « sans-abri », on tombe dans les mêmes approximations. Il faut bien voir que les personnes dont il est question cherchent par tous les moyens possibles à trouver un abri. Les personnes dites « sans-abri » ont la plupart du temps un abri : un squat, une voiture, un hall d'immeuble, une cabine téléphonique, une cave, des tentes, une vieille caravane isolée auprès d'une voie ferrée ou sur un terrain désaffecté, des cartons dans un couloir de galerie commerciale ou un hébergement d'urgence. L'espace de l'inventivité et de la débrouille n'a pas de limite quand il est question de ne pas souffrir ou mourir du froid. Ceux que l'on désigne ainsi ne typifient au mieux que ceux qui dorment sur des bouches de métro de manière régulière ou à même le sol, sans aucune protection. Et ils ne représentent qu'une partie de la population. On pourrait même dire que, par définition, un « sans-abri » cherche tout le temps un abri. Il s'abrite, il cherche à éviter de prendre sur son corps l'effet direct des intempéries, du froid. Plus éloignée du réel que l'expression « sans domicile fixe », la catégorie « sans-abri » ne renvoie en définitive à rien de bien réel.

Quels sont les sous-entendus véhiculés par cette notion de « sans-abri » ? Focaliser le sens sur le présent et sur les personnes elles-mêmes, autrement dit construire une catégorie très imparfaitement descriptive de « sans-abri » et ne voir aussi que certaines dimensions de leur existence, comme le fait d'insister sur des pratiques telles que se rendre aux urgences hospitalières (sans voir que nombre d'entre eux sont exploités par des patrons peu scrupuleux et qu'ils participent au produit national), c'est ainsi induire une image de parasitisme social. Qu'on le veuille ou non, cette notion exerce un effet d'enfermement dans un culturalisme de l'anormal. « La rue » ou « sans-abri » sont ainsi deux expressions qui suffisent à créer une dualité entre les « normaux » et les « anormaux » et,

partant, à légitimer un nettoyage en douceur puisque c'est uniquement la société qui donne. Notre expérience de terrain nous a permis de voir que les surveillants des centres d'hébergement d'urgence passent d'ailleurs leur temps, dans les confrontations incontournables liées à la précarité de l'offre, à dire aux « hébergés » qu'ils doivent se contenter de ce qu'on leur propose au vu de leur totale dépendance. La force de ces expressions extrêmement approximatifs repose sur l'évidence de la visibilité du phénomène terminal, socle des représentations de sens commun qui permet d'isoler un phénomène « abouti » semblant, en tant que tel, évident, incontournable. Il existe un groupe à part, isolable, inutile au monde et qui, de ce fait, met en valeur l'action publique résiduelle.

Par ailleurs, la machine de subjectivation ancre la légitimité d'un travail en profondeur centré sur la « personne ». Mais comment peuvent-ils bien accepter de vivre dans de telles conditions déshumanisantes ? Ne seraient-ils pas un peu fous, n'auraient-ils pas des problèmes psychiatriques ? On sait que cette thématique prédomine aux USA, y compris dans les milieux des sociologues, depuis Peter Rossi. Que ce soit par des traits culturels ou des particularismes psychiques, l'enfermement culturaliste peut désormais fonctionner, quelles que soient les bonnes volontés pour analyser les « processus » sociaux et les violences antérieures (uniquement rapportées aux violences familiales chez les sociologues organiques). Alors, si l'on suit ce chemin, la bonne politique publique relève de la création d'hôpitaux psychiatriques ou d'autres CMP adaptés à ce que l'on vient de qualifier. Des mots comme « rue » ou « sans-abri », accolés à d'autres, « alcoolisme » notamment, déconnectés des appartenances sociales, et des processus d'exclusion (à commencer par les licenciements et les expulsions), conduisent au culturalisme, entendu comme une problématique spécifique de cette population : soit le quart-monde qui se reproduit dans ses « conduites d'échec » (c'est uniquement en ce sens que S. Paugam recourt au concept de sous-prolétariat), soit les « sans-abri » qui connaissent des troubles psychiatriques ou qui se complaisent dans l'assistanat et l'addiction, soit enfin les « marginaux » qui ont « choisi » de ne pas s'intégrer, à l'image des « nomades du vide » qui errent de festival en festival. Ce qui ne veut pas dire que la souffrance à la « rue » ne provoque pas des troubles psychiatriques ou n'induit pas, au bout du compte, une

nouvelle socialisation au mode de la survie. Mais quand on mélange cause et effets, comme font nombre d'épidémiologues américains ou même de sociologues des « cumuls », on peut dire facilement que « sans-abri » devient la variable dépendante qui fait le lien avec la variable indépendante « troubles psy ». La substantialisation par les traits culturels ou par la maladie – ou entre les deux par l'addiction – est la conséquence d'une polarisation sur le groupe « terminal ». L'un des auteurs qui a le mieux réussi à désenclaver les « usagers de drogues » ou les « SDF toxicomanes » des effets de « dernière étape » est à ce jour Philippe Bourgois (2001, 2009). Cette polarisation sur un groupe sectorisé renvoie plus largement à une dénégation des logiques sociales de la désaffiliation.

La France comme l'Europe (FEANTSA) adoptent une terminologie culturaliste en recourant depuis 30 ans à des termes qui permettent d'isoler les « sans-abri » du reste de la population des chômeurs, des ouvriers ou des couches populaires dont ils sont issus. Cette dénégation isole la population et la rend abstraite, déracinée, à tel point que le lien entre le monde des « chômeurs » et celui des « sans-abri » n'est même pas fait dans les rapports et dans de nombreuses recherches. Il faut donc savoir pourquoi l'état des savoirs des décideurs – avec le soutien de scientifiques qui utilisent aussi ces expressions – est si inapproprié. En revanche, tout dépend du choix des politiques dans leur traitement de la population. Si le but est de psychiatriser un problème social ou de sérier la population en mini-couches de populations à traiter en « miettes », alors cette catégorie est bien articulée aux politiques qui viseraient à ne voir dans les « sans-abri » que cette partie de la classe populaire incapable socialement de demeurer dans un logement ou un emploi et qu'il faut « stabiliser » dans son « inemployabilité ». Il faudrait alors les soigner ou uniquement les « occuper » (faire des CV parfaits dans les ateliers « emploi » ou engranger les formations sans accéder à un emploi durable dans un monde où, actuellement, une réinsertion réussie signifie, en sortie de mission locale, conserver un CDD 6 mois). Si, en revanche, cet état des lieux sur les catégories devient une prise de conscience des erreurs commises dans le processus de production des savoirs, alors il est aussi possible de se dire que l'on doit voir cette population comme une population « en bout de chaîne » ayant subi une cascade de relégations et de

violences sociales. Et que l'enjeu d'une recherche sur les catégories revient à réfléchir à une taxinomie des formes de relégations sociales, base d'appui à une véritable politique de prévention des décrochages sociaux. Les coûts sociaux les plus importants, ce sont d'abord ceux qui découlent des licenciements et des expulsions. Mais il y en a d'autres, comme ceux qui dérivent du rapport spécifique à certaines institutions (armée, DASS, prison), où ceux qui proviennent d'un emballement dans l'usage des boissons alcooliques.

Les nomenclatures de l'INSEE s'appuient sur l'emploi pour classer la population : ouvriers, instituteurs, cadres, artisans, professions libérales, agriculteurs, etc. On sait que ces catégories ne sont pas uniquement descriptives. Elles enregistrent un état des luttes pour exister et gagner en statut, comme l'attestent les travaux sur « les cadres » ou « les professeurs des écoles » notamment ; elles sont aussi l'occasion pour les pouvoirs publics de proposer une nouvelle politique sociale, comme c'est le cas avec le terme « Chômeur », celui d'« exclus » ou celui, plus récent « d'inemployable » en usage dans les maisons de l'emploi (Burgi 2006 ; Ebersold 2001). Une catégorie est construite socialement et elle a un sens, elle conduit vers un « prêt-à-penser » (Gaboriau & Terrolle 2007). « Sans-abri », « SDF » sont des termes équivalents qui, comme « l'exclusion », ont d'abord été des mots inventés par des organismes officiels de l'État et aujourd'hui de l'Europe, afin de circonscrire un champ du problème social et de cibler autant la population que les réflexions à mener en termes de « relogement ». La question suivante se pose alors : pourquoi les instances dirigeantes, à commencer par les statisticiens de l'État ou les experts européens de la FEANTSA, semblent-elles d'accord pour trouver une pertinence au critère négatif du non-logement ? Pourquoi les différents organismes chargés de la statistique nationale ne proposeraient-ils pas, pour penser les cadres, de les nommer ainsi : « locataires ou propriétaires d'appartements ou de maisons au-dessus de 100 mètres carrés » ? Et l'on aurait en bout de chaîne les « SDF ». Sachant que la plupart des ouvriers non qualifiés sont logés en HLM, pourquoi ne les qualifions-nous pas par ce même critère en affirmant qu'ils sont désormais des « usagers de HLM » ou des « occupants d'espaces en cité » ?

Le « unemployed » américain, le « chômeur » français, semblent être les catégories ultimes pour penser le rapport à l'emploi.

En dessous d'eux, les autres personnes ne travaillent plus, elles ne sont plus que des personnes hors du travail et hors du logement. Mais par un mécanisme qui devrait faire l'objet d'une recherche spécifique, on préfère les qualifier par le hors logement (et encore de très mauvaise manière avec le syntagme « sans-abri » !). Pourquoi ce basculement du hors travail au hors-logement ? Pourquoi constater ce glissement pour penser l'ensemble des catégories sociales de notre société (les « mal-logés », les « SDF », les « sans-abri ») ? Tout se passe comme si le rapport à l'activité économique disparaissait, comme si plus largement ce que ces personnes avaient été disparaissait lui aussi. Elles disparaissent à un double titre. Du point de vue du logement d'abord. Elles ne sont plus qualifiées que par un état partiel de leur situation (le hors-logement) et cet état partiel ne dit que très peu de chose sur le processus d'exclusion du logement. Pourquoi dire « sans-abri » et ne pas préférer « personnes exclues du logement social » qui renvoie aux politiques sociales et au rôle des bailleurs sociaux ? Avec les « sans-abri », peut-on proposer des recherches sur les bailleurs sociaux et plus particulièrement des enquêtes très précises sur les critères utilisés pour refuser des dossiers de relogement ? Ou des enquêtes sur le coût social des expulsions ? Est-ce que le terme « sans-abri » est approprié pour penser ce dysfonctionnement majeur dans l'attribution des logements sociaux ?

Du point de vue du rapport au travail ensuite. Ces personnes ont toutes été salariées dans leur vie, à de très rares exceptions. La proportion est sans doute plus élevée pour le public jeune qui n'a jamais accédé à un emploi mais uniquement à des stages, des formations ou des petits boulots précaires. Quand on est sur le terrain, on peut déclinier les emplois précaires occupés : travail au noir (travail dans le bâtiment à la journée, plonge, ménages, nettoya- ges de jardin ou ramonage) « petits boulots » de survie (garder une voiture, vendre des journaux pour SDF ou des guides divers, rendre des services dans les associations caritatives). Ces emplois sont les plus déqualifiés ou ne demandant pas de qualification (manuten- tion). Comme l'ont montré les travaux de l'INED, les populations accueillies dans les CHU sont issues majoritairement des clas- ses populaires et ont pour 95 % d'entre elles occupé des métiers d'ouvrier. Cela fait 15 ans que nous menons des enquêtes sur les « jeunes de banlieue » et les « SDF », nous n'avons jamais rencontré

un seul patron « à la rue », un seul ingénieur ou médecin « à la rue », si l'on excepte les réfugiés politiques qui peuvent appartenir à ces professions ou quelques cas isolés, comme cet enseignant précaire devenu « SDF » (Le Roux 1998). Mais ils n'entrent pas dans le processus de déprolétarianisation, pour reprendre le terme à L. Wacquant. En ce sens-là – et en ce sens-là seulement – on peut dire que la population est hétérogène. Les autres, l'immense majorité du public, sont des exclus du logement social et sont aussi les exclus de la condition ouvrière ou plus largement des professions salariales populaires (salariés agricoles, salariés de l'armée, salariés des entreprises).

« Sans-abri » est ainsi probablement le plus mauvais des termes que l'on puisse employer scientifiquement : pour cerner la population, pour penser aussi un lien avec la population plus générale d'où il vient et, enfin, penser aussi la relation avec la population globale de la « nation ». Car, pour reprendre la formule de Simone de Beauvoir, on ne naît pas « sans-abri », on le devient. Mis à part ce que certains ont appelé le quart-monde et qui, à la manière de Serge Paugam qui fait correspondre le sous-prolétariat au quart monde dans tous ses travaux, se reproduirait dans sa spécificité culturelle (illettrisme, addiction, violences conjugales, inceste, travail déqualifié, faiblesse des revenus, prostitution, bref les traits de la culture « privative » des plus pauvres), la plupart des « sans-abri » n'ont pas été des bébés sans-abri. Alors, si leurs pères ont été salariés et si eux-mêmes ont occupé diverses professions des classes populaires, tout en étant de plus en plus précaires sur les 40 dernières années, quel est le sens d'une qualification qui nous fait perdre cette trace ? Autrement dit, la fonction sociale de cette dénégation des origines sociales n'est qu'une dénégation de la classe sociale. Brouiller le processus social de relégation d'une fraction de la population dans le chômage, impose cette sériation, cette segmentation, ce compartimentage avec une imprécision manifeste des termes. Qualifier un état (« sans-abri ») et non un ensemble d'effets (« personne expulsée du logement social » ; « jeune issu de la DASS n'ayant jamais pu réunir les moyens matériels pour passer les filtres des commissions des bailleurs sociaux » ; « personne licenciée ayant subi un endettement ayant conduit à la perte du logement », etc.) conduit à un renoncement de la rationalité logique pour penser cette population. En centrant les recherches sur une population rapportée à un isolat expérientiel du « sans-abrisme »

(substantif substantialiste utilisé par la FEANTSA), rend caduque l'analyse des causalités structurelles (en particulier les bailleurs sociaux et leur travail de sélection dans les commissions et plus généralement le désengagement de l'État). Si nommer une population ne suffit pas, loin s'en faut, à engager un débat scientifique, en revanche, reprendre à son compte sans l'objectiver les catégories les plus *politiques* de l'action publique éloigne forcément de ce débat.

Toutes les études de l'INED effectuées à ce jour par Maryse Marpsat et Jean-Marie Firdion comme les recherches qualitatives montrent que ces publics ont connu plus de violences sociales que les autres groupes sociaux. La violence du social est à penser dans ses multiples ancrages¹¹ afin de mesurer le rapport au monde du droit commun qu'ont ces populations différenciées issues des classes populaires.

Les contributions rassemblées dans cet ouvrage brassent différentes figures de la violence économique et politique : les contrôles policiers et le nettoyage de rue (Aquatias, Boinot, Cavagnoud, Riabchuk, Hours, Rullac, Dias), les boulots précaires et mal payés (Hours, Boumaza, Riabchuk, Cavagnoud), la répression carcérale pour les délits mineurs (Cavagnoud, Boumaza, Rochais, Riabchuk, Hours), les maltraitements institutionnels des groupes institués pour défendre les « pauvres » (Harvard-Duclos, Boinot)¹², les agressions externes de la part des populations « civiles », depuis l'effet NIMBY (*Not in my back yard*) d'ostracisme et de relégation hors des territoires des « normaux » jusqu'aux agressions physiques directes (Riabchuk, Cavagnoud), les exclusions sans transition d'une institution totale (foyer, armée, prison)¹³. Toutes ces

.....

11. Licenciement, travail partiel contraint, conditions de travail, harcèlement sexuel, temps de transport, violences des parents, travail au noir forcé, viols, expulsions, placements, échec scolaire, contrôles policiers, prison. Sur la violence économique du capitalisme libéral au cœur de l'entreprise : (Sellenet 1997 ; Eckert 2006 ; Cingolani 1986 ; Uchitelle 2008 ; Glayman 2005). Et ses répercussions sur les tactiques de survie matérielles avant la phase du sous-prolétariat de rue : (Jamouille 2005 ; Perrin 2004 ; Lévy 2003, Aquatias 1998).
12. Ayant monté une journée d'études sur les jeunes errants avec Emmaüs Alternatives à Montreuil en 1995, plusieurs squatteurs affirmaient avoir connu plusieurs expulsions de HLM à l'âge de 30 ans. Que signifie pour ces personnes l'accès au logement social ? Est-ce pour elles un droit ?
13. Que ce soient les jeunes sortis des foyers de la DASS – pour leur immense majorité issus des classes populaires et qui représentent 30 % des jeunes « sans-abri » – et qui n'ont pas les

violences de position sociale sont bien sûr à mettre en relation avec les trajectoires sociales marquées, depuis la prime enfance, par ces violences structurales, les familles étant la caisse de résonance de ces déterminations macrosociales. Tandis que les sociologues organiques – en cela proche des psychologues institutionnels – y voient le lieu inaugural d'embrasement des déviances.

Penser les classes sociales, penser l'espace des sous-prolétaires

Penser la pauvreté en la rapportant à l'espace des classes sociales et aux multiples stratégies et tactiques par lesquelles les plus dominés tentent de s'y raccorder (survie dans les organisations caritatives, monde de l'insertion, salariat sous toutes ses formes précaires, légion étrangère) ou de s'en défaire (routard, émigration, banditisme) est la condition sine qua non pour se donner les moyens d'effectuer une recherche plus objective. Ces agents appartiennent nécessairement, y compris dans leur rapport à la défection, à cette classe sociale la plus basse dans l'espace social capitaliste, ceux que P. Bourdieu appelait les agents sociaux à capitaux culturels, sociaux, économiques et symboliques. De cette classe sociale structurellement sous-prolétaire déniée par les experts et experts-sociologues au service de l'État qui en font la réfraction sérialisée des multiples dispositifs sociaux contre lesquels « la science renoue les fils rompus et recompose les morceaux brisés – la science et non pas la politique, voire la science contre l'acharnement que le politique met à maintenir la division » (Sayad 1999 : 15) : « Rmistes », « famille monoparentale », « SDF, toxicomane », « détenu » ou « sortant de prison », « prostituée », « mendiant » (« agressif »), « chômeur », « personne inemployable », etc. De ce rassemblement de parias du monde social dominant (licenciements, expulsions, non-accès

.....

moyens de trouver un logement social ; les jeunes issus des cités ou des foyers et n'ayant pas voulu être ouvriers, deviennent militaires de carrière dans les paras ou la légion (ce qui est aussi vérifié par les travaux de l'INED) mais se retrouvent après quelques « rempilages » exclus de l'armée, sans reclassement professionnel ; les jeunes et adultes issus de la sortie de prison et qui affrontent le mode de vie ordinaire (perte des liens sociaux, apprentissage de la violence ou enfermement dans un mode de vie « déviant », traumatismes dus à l'enfermement, mauvaise préparation à l'insertion en prison) sans préparation, il y a là aussi matière pour une sociologie des violences d'exclusion des institutions totales, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes.

au travail des jeunes déscolarisés, discrimination à l'embauche, épuisement et usure dans les formes subtiles du sur-travail préca-risé, rejet conscientisé de l'exploitation et du travail sous-payé...) dont l'étiologie d'expertise invite à les considérer comme « margi-naux » ou « cumulant des handicaps » alors que l'éloignement au « marché de l'emploi » dérive avant tout de sa structure propre, c'est-à-dire de tous les dérivés possibles des formes d'exploitation moderne. L'alcool ou les addictions, la séparation conjugale, le licenciement, les problèmes de santé mentale, les dettes de loyer ou le surendettement, toutes ces variables deviennent probléma-tiques quand elles sont mises à plat sans être réinterrogées dans des analyses diachroniques structurales ou des trajectoires biographi-ques ; ce qui permettrait de mieux percevoir comment s'enrôlent les violences et les traumatismes sociaux afférents qui conduisent progressivement vers des profils variés de désaffiliation. Le terme de « cumul de handicaps », syntagme clé de la pensée sérialisée des travailleurs sociaux, est réutilisé chez certains collègues agrégeant les variables de manière individualiste. Parfois même, le jugement de valeur vient éclairer le lecteur, la faute incombant aux assistés dépourvus des ressources pertinentes ou fainéants : « Cette famille assistée cumule plusieurs handicaps : formation inadaptée, analpha-bétisme, absence de moyens de locomotion, etc. (sic). Il faut souligner également que les allocations mensuelles dont elle bénéficie réguliè-rement entretiennent la faible motivation à l'emploi » (Paugam 1991, 3^e édition 2004 : 94). Ce type de lapsus sociologique, qui n'est pas sans parenté avec l'idéologie de l'inadaptation sociale des assistés chère à un technocrate tel que R. Lenoir – lequel aurait pu écrire ce type de phrase et qui est d'ailleurs encensé par S. Paugam – s'inscrit dans une écriture plus large où les mécanismes sociaux de domination sont abordés sous l'angle de l'étiquetage tout en étant peu inscrits dans l'analyse des rapports sociaux économiques. La vision simmel-lienne du ciblage et de la disqualification, chère à S. Paugam et à J. Damon a l'inconvénient majeur de minimaliser fortement l'étude longitudinale des groupes sociaux, depuis les violences de l'usine ou de l'intérim jusqu'aux processus de désaffiliation qui conduisent « à la rue », de rejeter en bloc l'analyse des classes sociales (assimilée au « *substantialisme* ») et tous les processus de domination autres que celle du traitement social public. La relative insouciance des

sociologues de l'École de Chicago pour les trajectoires globales des acteurs, au profit de biographies qui priorisent l'entrée et l'installation dans la carrière déviante, dérive pour partie d'une volonté réformatrice associant chercheurs et philanthropes (Anderson 1998 : 25) ou chercheurs et personnel politique (Wilson *op. cit.*). Mais elle s'appuie plus largement sur les visions fonctionnalistes et organicistes américaines qui voient dans la migration, la déstructuration de la communauté, la ségrégation socio-raciale urbaine et les décalages intergénérationnels (Shaw [1930] 1966 ; Sutherland [1937] 1989), les fondements d'une culture déviante de la pauvreté fondée sur le déni des violences matérielles, et notamment ce que W. J. Wilson, à la suite de M. Harrington, appela la « structure économique du racisme ». La division raciale de la *working class* (Wilson [1987] 1990 ; Piven & Cloward 1977 ; Oestreicher 1989) complexifie la sociologie des classes sociales, tout en favorisant l'analyse de la stigmatisation de l'*underclass*, sous-prolétariat noir qui subit des formes de ségrégation spécifique (Wacquant 2006). La sociologie française de la pauvreté s'est largement investie dans cette approche békérienne de l'étiquetage et de la carrière (Damon 2002 ; Marpsat & Vanderburg 2004 ; Pichon 2007) qui, si elle contribue à l'analyse de la production des classements sociaux et autorise une analyse ethnographique précieuse des modes de socialisation dans les mondes spécifiques du sous-prolétariat, permet aussi, à ne s'en tenir qu'à l'espace-temps de la carrière « déviante », de faire l'économie des mécanismes sociaux ayant engendré la relégation sociale¹⁴.

La duplicité des politiques sociales solidaristes et l'hypocrisie des normes dominantes

En fin de compte, regarder de près la question sociale, c'est observer l'arrière-cour des États dits développés, des États qui se

.....

14. C'est le point aveugle du livre pionnier de S. Paugam intitulé *La disqualification sociale* et paru en 1991, qui révèle par ailleurs l'étendue des effets d'invalidation engendrés par certaines pratiques du travail social ; ou c'est encore le cas des recherches, précieuses par ailleurs, de P. Pichon (2007a, 2007b). En revanche, les analyses croisées entre trajectoire sociale et carrière déviante sont présentes dans les travaux récents de M. Marpsat, statisticienne sociologue (Marpsat 2004) qui connecte les types de *habitus* et les types de champs traversés.

pensent « solidaires » et en « lutte contre l'exclusion » mais qui traitent aussi à la marge les plus pauvres avec des moyens de pauvres : le « bras gauche de l'État » est aussi gauche, maladroit, rudimentaire : insultes sociales, faibles budgets, dispositifs approximatifs, délégation de service public à des associations non professionnelles qui ne cessent de clamer leur professionnalité, attitudes répressives... (Liebow 1993 : 115-234 ; Snow & Anderson 1993 : 110-144). Objectiver la pensée d'État, c'est donc objectiver une pensée de pseudo-experts qui masque un traitement non expert de la question sociale. Cette sociologie va donc obligatoirement mettre à mal l'idéologie dominante interventionniste qui ne se pense jamais qu'au travers de registres positifs pour ne pas dire innovants ou exemplaires (Zunigo *op. cit.*) alors que le réel, derrière les effets d'annonce et les gesticulations, trahit une politique où la loi marxienne¹⁵ s'applique : le capital va au capital, avec sa version spécifique pour les relégués du social : moins on a de capital et moins on est aidé (Soulié 2000). Dans ce jeu de dupes, la violence symbolique est structurellement proportionnelle au déni d'une aide sociale républicaine pourtant proclamée : la dénonciation de l'assistanat des pauvres est omniprésente et elle s'appuie sur une étiologie psychologiste qui pointe « la mauvaise volonté des assistés » dans un monde où le chômage structurel confine ces populations à une survie extrêmement difficile. Autrement dit, pour élargir la vision de Simmel, on dira que ceux qui s'en revendiquent justement pour indiquer l'emprise symbolique de l'État assistantiel sur les pauvres omettent pourtant de parler des effets réels des politiques sociales et, plus largement, effacent de leurs préoccupations l'étude de l'emprise de l'État sur les chercheurs qui pensent l'intervention de l'État.

Si l'on souligne que l'État porte intérêt, à travers elles, surtout à connaître les marginaux, les déclassés, les parias, les sans-papiers, on ne peut que s'interroger sur la finalité même de cet intérêt : est-ce pour remédier à leur situation dans le respect de leurs droits légitimes ? Est-ce pour mieux les contrôler ? Est-ce pour mieux les réprimer policieusement ? Ces questions ne sont pas exclusives les

.....

15. Nous préférons le terme marxien à celui de marxiste. Le premier entend insister sur le legs sociologique de Marx alors que le second amalgame pensée scientifique et action politique.

unes des autres à l'heure où un ministre, dont la principale activité est de témoigner des quotas de reconduites à la frontière via l'usage de rafles et des camps de rétention, se présente comme un champion de l'intégration. Un récent appel d'offres, visant à étudier finement les leaders de l'Université et les formes de mobilisation, énonce de manière caricaturale ce qui se joue, ordinairement et de manière feutrée, dans les commissions de sélection de l'ANR, la nouvelle Agence nationale de la recherche qui impose depuis peu aux chercheurs, tout au moins pour ceux qui recherchent des financements publics, ce qui n'est pas le cas de tout le monde (Castel 2002 : 67-77), les thèmes de leurs investigations. De quelles manipulations¹⁶ le

.....

16. Se dégage également de tout cela un impératif de relativisme scientifique dans la mesure où les dominants sont souvent aussi déviants que les déviants labellisés mais avec des mises beaucoup plus importantes, des sanctions moindres (Lascombes 1986, 1999) et, enfin, avec des effets qui se ressentent infiniment plus sur ceux qui dépendent de leur « bon » fonctionnement. L'errance des grands voyageurs n'a jamais soulevé l'opprobre, pas plus que les récits de la pauvreté extrême du monde. La différence est acceptable quand elle s'enlumine de « carnets de voyages » chatoyants où le graphisme et les couleurs parent, maquillent la pauvreté des autres – et de l'Autre – d'un exotisme fascinant. En dehors de ce ressort, l'errance ou la marginalité ne sont pas tolérables et relèvent de la déviance. Leur statut rejoint en cela des couples célèbres de représentations : par exemple celui de l'éthylisme mondain acceptable et celui de l'alcoolisme populaire déviant, ou encore celui des paradis artificiels littéraires et artistiques si créatifs et celui des addictions aux drogues néfastes et réprimées pour le commun. Ou encore, dans le champ économique, la logique de « socialisation des pertes et la privatisation des bénéfices » de la grande délinquance bancaire ou d'industrie délocalisant leurs profits dans les paradis fiscaux – elle acceptable – préférable à la fraude fiscale sévèrement réprimée des petits contribuables. Les mêmes valeurs basculent ainsi de la valorisation à la dévalorisation, de la tolérance à l'intolérance, de la liberté à la pénalisation, suivant leur usage social. On voit ainsi comment l'éthique elle-même se construit dans ces points de bascule pour habiller de vertu ou couvrir d'opprobre ces usages de « classes » qui témoignent ainsi, de fait, des rapports de domination existants et dont il ne faudrait surtout pas mettre en évidence les effets. Même lorsque le président de la France, soutenu par les puissances d'argent, feint de découvrir l'absence d'éthique du capitalisme qui précipite le monde dans une crise sans fond et réaffirme sa volonté d'y porter remède en le « moralisant » par un encadrement contradictoire avec la liberté du marché qu'il défend par ailleurs, il démontre que ce jeu de bascule est possible et se met à en jouer dans sa communication. Otage volontaire des puissances d'argent vis-à-vis desquelles il engage l'État pour parer au plus pressé des conséquences spéculatives dues à la libre entreprise, il entonne le couplet de l'éthique pour justifier cela et calmer le « petit peuple » doublement ponctionné et ruiné, à la fois par les effets de la logique boursière de cette libre entreprise et comme contribuable engagé à en éponger les pertes. Se poser en juge alors que l'on est déjà « partie » du procès qu'on affirme vouloir intenter semble une ligne politique pertinente qui érige la confusion en logique formelle. C'est pour éviter de nous fourvoyer un peu plus dans ce type d'imposture qu'il est essentiel que nous mettions au travail l'ensemble de ces questionnements.

chercheur est-il ainsi l'objet ? Sert-il seulement d'alibi à des décisions déjà prises parfois à l'inverse de ses conclusions ? Sert-il d'allié objectif ou d'allié nécessaire à trahir son objet dans la mesure où ses investigations fines sur le terrain vont fournir des armes encore plus efficaces à l'encontre de ses informateurs ? Comment peut-il anticiper cela et s'en garantir ? Sans pouvoir répondre immédiatement à toutes ces questions, nous devons les poser et les garder présentes à l'esprit car elles renvoient de fait à notre fonction.

Bibliographie

- Aquatias S., 1998, « En bas des barres. Sociabilités et lien social des jeunes dans les cités de la banlieue parisienne », thèse de doctorat en sociologie, université Paris VIII.
- Ballet D. *et al.*, 2005, *Les SDF, visibles, proches citoyens*, Paris, PUF.
- Beaud S. & Weber F., 2003, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.
- Beaud S. *et al.*, 2007, *La France invisible*, Paris, Fayard.
- Becker H., 1966, *Social Problems: A Modern Approach* (ed.), New York, John Wiley & Sons.
- Belorgey M., 1988, *La gauche et les pauvres*, Paris, Syros.
- Bensa A. & Fabre D. (dir.), 2001, *Une histoire à soi*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Bizeul D., 1998, « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », *Revue française de sociologie*, XXXIX, p. 751-787.
- Bonelli L., 2008, *La France a peur. Histoire sociale de l'insécurité*, Paris, La Découverte.
- Bourdieu P., 1979, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bourdieu P., 1980, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bourdieu P., 1984, *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bourgeois P., 2001, *En quête de respect*, Paris, (trad.) Seuil.
- Bourgeois P. & Schonberg J., 2009, *Righteous Dopefiend*, Berkeley, University of California Press.
- Bruneteaux, 2006, « L'hébergement d'urgence à Paris », *Sociétés contemporaines*, n° 63.
- Bruneteaux P. & Terrolle D., 2008, « La lutte contre la grande pauvreté : un marché ? », in « Pour en finir avec la pauvreté. Mesures, mécanismes et politiques », *Regards croisés sur l'économie*, Paris, La Découverte, p. 223-233. Burgi N., 2006, *La machine à exclure. Les faux-semblants du retour à l'emploi*, Paris, La Découverte.

- Castel R., 2002, « La sociologie et la réponse à la demande sociale », in Lahire B., (dir.), *À quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, p. 67-77.
- Cingolani P., 1986, *L'exil du précaire*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- Damon J., 2002, *La question SDF*, Paris, PUF.
- Demazière D. & Pignoni M.-T., 1998, *Chômeurs : du silence à la révolte*, Paris, Hachette.
- D'Houtaud A. & Taleghani M., 1995, *Sciences sociales et alcool*, Paris, Logiques sociales, L'Harmattan.
- Ebersold S., 2001, *La naissance de l'inemployable. Ou l'insertion aux risques de l'exclusion*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Eckert H., 2006, *Avoir vingt ans à l'usine*, Paris, La Dispute.
- Emerson R.M., Fretz R.L., Shaw L.L., 1995, *Writing Ethnographic Fieldwork*, Chicago, University of Chicago Press.
- « Le bel avenir de la pauvreté », mai 1997, *Esprit*, n° 232.
- Farge A., 1979, *Vivre dans la rue à Paris*, Paris, Julliard.
- Fassin D. & Fassin E., 2006, *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte.
- Fitoussi J.-P. & Savidan P., 2003, « Comprendre les inégalités », *Revue de philosophie et de sciences sociales*, Paris, PUF, n° 4.
- Freedman J. & Valluy J. (dir.), 2007, *Persécutions des femmes. Savoirs, mobilisations et protections*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- Gaboriau P. & Terrolle D., 2007, *SDF, Critique du prêt-à-penser*, Toulouse, Privat.
- Gaboriau P., 2008, *Le chercheur et la politique*, Paris, Aux lieux d'être.
- Geertz C., 1996, *Ici et là-bas. L'anthropologue comme auteur*, Paris, (trad.) Métailié.
- Geremek B., 1978, *La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, traduction 1987, Paris, Gallimard.
- Girolla C., 2007, « De l'homme liminaire à la personne sociale. La lutte quotidienne des sans-abri », thèse d'anthropologie, Paris, EHESS.
- Glaymann D., 2005, *La vie en intérim*, Paris, Fayard.
- Jamouille P., 2005, *Des hommes sur le fil. La construction de l'identité masculine en milieux précaires*, Paris, La Découverte.
- Johnson J.-M., 1975, *Doing Field Research*, New York, The Free Press.
- Labbens J., 1969, *Le quart-monde. La condition sous-prolétarienne*, Paris, Éditions science et service.
- Labbens J., 1978, *Sociologie de la pauvreté*, Paris, Gallimard idées.
- Lascoume P., 1986, *Des erreurs, pas des fautes*, rapport CESDIM/ministère de la Justice.
- Lascoume P., 1999, « La délinquance en col blanc est-elle criminelle ? », in *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 36, 2^e trimestre, p. 187-209.
- Latour .B, *La science en action*, 1995, Paris, Gallimard.
- Lemaine G. & Matalon B., « La lutte pour la vie dans la cité scientifique », *Revue française de sociologie*, X, 1969, p. 139-165.
- Le Roux Y. (et Lederman D.), 1998, *Le cachalot. Mémoires d'un SDF*, Paris, J'ai lu.

- Lévy C., 2003, *Vivre au minimum. Enquête dans l'Europe de la précarité*, Paris, La Dispute.
- Liebow E., 1993, *Tell Them Who I Am. The Lives of Homeless Women*, New York, The Free Press.
- Marpsat M. & Firdion J.-M., 2000, *La rue et le foyer. Une recherche sur les sans-domicile et les mal-logés dans les années 1990*, Paris, PUF/INED.
- Marpsat M. & Vanderburg A., 2004, *Le monde d'Albert la panthère. Cybernaute et sans-domicile à Honolulu*, Paris, Bréal.
- Noiriel G., 1991, *Réfugiés et sans-papiers. La République face au droit d'asile. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Hachette.
- Paugam S., 1991, *La disqualification sociale*, Paris, PUF.
- Paugam S. (dir.), 1996, *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Paugam S. & Cléménçon M., avril 2002, « Détresse et ruptures sociales. Résultats de l'enquête OSC-FNARS "Personnes en détresse" », FNARS, *Recueils et documents* n° 17.
- Oestreicher R.J., 1989, *Solidarity and Fragmentation. Working People and Class Consciousness in Detroit, 1875-1900*, Urbana, University of Illinois Press.
- Perrin E., 2004, *Chômeurs et précaires au cœur de la question sociale*, Paris, La Dispute.
- Perrot M., *Les ombres de l'Histoire. Crimes et châtements au XIX^e siècle*, Paris, Champs/Flammarion, 2001.
- Pétonnet C., 1979, *On est tous dans le brouillard*, Paris, Galilée.
- Pétonnet C., 1988, « Le prolétariat, enjeu sociologique et terrain ethnologique », *Ethnologie française*, XVIII, 1988, 2 : 166-168.
- Pichon P., 2007, *Vivre dans la rue. Sociologie des sans-domicile fixe*, Saint-Étienne, Aux lieux d'être.
- Piven F.F. & Cloward R.A., 1979, *Poor People's Movements. Why they succeed, how they fail*, New York, Vintage books.
- Pouillon J., 1977, « Plus c'est la même chose, plus ça change », *Nouvelle Revue de psychanalyse*, 15.
- Puca, 2003, « Représentations, trajectoires et politiques publiques », Paris, *PUCA*, n° 148.
- Sanford V. & Angel-Ajani A., 2006, *Engaged Observer. Anthropology, Advocacy and Activism*, New Brunswick, Rutgers University Press.
- Sayad A., 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil.
- Sellenet C., 1997, *La résistance ouvrière démantelée*, Paris, L'Harmattan.
- Shaw C., [1930] 1966, *The Jack-roller. A delinquent Boy's own Story*, Chicago, University of Chicago Press.
- Snow D. & Anderson A., 1993, *Down on Their Luck. A study of Homeless Street People*, Los Angeles, University of California Press.
- Soulié C., 2000, « Le dualisme du réseau d'hébergement pour personnes sans-abri à Paris », *Travaux et documents de l'INED*, n° 144, p. 211-255.
- Sutherland, [1937] 1989, *The professional Thief*, Chicago, University of Chicago Press.
- Thomas H., 1997, *La production des exclus*, Paris, PUF.

- Tissot S., 2007, *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil.
- Toth J., 2003, *The Mole People. Life in the Tunnels Beneath New York City*, Chicago, Chicago Review Press.
- Uchitelle L., 2008, *Le salarié jetable. Enquête sur les licenciements aux États-Unis*, Paris, Demopolis.
- Wacquant L., 2006, *Parias urbains*, Paris, La Découverte.
- Wilson W.J., [1987] 1990, *The Truly Disadvantaged. The Inner City, the Underclass, and Public Policy*, Chicago, University of Chicago Press.
- Zunigo X., 2007, « La gestion publique du chômage des jeunes de milieux populaires. Éducation morale, conversion et renforcement des aspirations socio-professionnelles », thèse de doctorat, Paris, EHESS.

Première partie

Dimensions internationales et comparées de la pauvreté

Ce premier chapitre regroupe des contributions qui proposent d'une part des comparaisons des phénomènes de pauvreté dans le monde, suggérant notamment de s'interroger sur le sens de la comparaison et, d'autre part, des monographies qui interrogent le proche et le lointain. En prenant appui sur deux restitutions directes de recherches empiriques – l'une se situant en périphérie du « même », les Antilles françaises, l'autre abordant le pays du soleil levant – et sur la synthèse exceptionnelle proposée par Philippe Bourgois à propos de ses deux terrains à New York et à San Francisco, ouverte sur une comparaison entre les USA et la France, il est possible de montrer que les dimensions internationales du capitalisme homogénéisent les situations nationales. En revanche, dans cette dialectique du proche et du lointain, il est tout à fait pertinent de situer les spécificités culturelles de civilisations ou de contextes régionaux, notamment le rôle différencié de l'État (USA/France/Japon), les héritages sociohistoriques (colonialisme à la Martinique) et les dimensions culturelles de l'honneur débouchant sur le déni de pauvreté et des codes de respect aboutissant au non-respect de l'Autre (Japon).

Un enjeu important de cet ouvrage pourrait être de *décloisonner* notre monde de chercheurs travaillant sur les relégués et exploités à la marge du système néo-libéral, surtout en France où les traductions des auteurs étrangers s'accomplissent au compte-gouttes. Comment, sans syncrétisme facile et superficiel, jeter

des passerelles entre les modèles et ne plus être asphyxié par un monologue « théorique » et largement idéologique sur l'exclusion ? Comment mieux articuler les champs théoriques européens et américains marqués par des histoires sociales différentes (minorité afro-américaine issue de l'esclavage et marquant le champ scientifique à travers l'intrusion de la catégorie *d'underclass* ; construction sociohistorique d'une classe ouvrière mobile et précaire sous la figure du *Hobo*) et des logiques politiques contrastées (État social faible, État pénal fort) affectant les postures des chercheurs ? Comment inviter à penser les similitudes et différences entre les modèles occidentaux du Nord et ceux du Sud (sous-prolétariat résiduel *versus* pauvreté structurelle massive, opposition entre pauvreté assistée et misère radicale parfois accompagnée de tueries comme au Brésil) ? Comment faire une analyse plus équilibrée des modèles occidentaux du Nord et du Sud et des modèles sudistes du Sud ?

Il pourrait y avoir des démarches de recherches collectives permettant de synthétiser, autour d'un thème précis, les espaces du pensable, dans le prolongement de certains colloques ou recherches (Corten 2006 ; Gotman 2004). On sait que la thématique de *l'underclass* structure le champ théorique aux USA et est difficilement exportable du fait de la racialisation du débat sur le sous-prolétariat. Mais simultanément, depuis le début des années 1980, les chercheurs américains recourent aux mêmes catégories du non-logement comme en Europe. Le terme dominant est celui de *homeless* ou *homelessness* et ceci dès les premiers travaux (Rossi 1989 ; Jencks 1994). Que signifie cet alignement presque unanime, y compris au Japon (*Nojokusha*) ou en Ukraine (*Bonji*), sur les personnes hors logement ? Ces monographies ne fournissent-elles pas les bases d'appui nécessaires pour penser la mondialisation capitaliste néo-libérale à travers l'homogénéisation du traitement des surnuméraires relégués hors des bases minimales de la vie ordinaire tributaires du marché du logement et de la standardisation de l'habitation ?

Quels termes peuvent être appropriés pour comparer les situations dans les villes des États africains, d'Amérique du Sud et d'Europe ? Sachant que les plus dominés, et particulièrement les enfants, survivent au jour le jour – quand ils ne sont pas purement et simplement exterminés (Huggins & Mesquita 2000 : 257-268) –

dans les rues en Amérique latine comme en Afrique ou en Asie (Stoecklin 2000), peut-on les comparer avec les États européens où les systèmes de protection de l'enfance ôtent justement les enfants mineurs du monde de la rue ? Mais, à s'enfermer dans les catégories administratives ou les politiques sociales, ne risque-t-on pas justement de ne pas voir les points communs entre les « plus pauvres » de ces différents États et ne risque-t-on pas aussi de s'interdire de penser les effets différenciés d'une même mondialisation capitaliste avec ses variantes sous-prolétaires ?

Comment penser les différences culturelles d'une région à une autre ? Par exemple, en Martinique, pourtant officiellement territoire français, les « SDF » sont presque tous des « errants toxicomanes noirs » défoncés au crack. Cette catégorisation nouvelle n'est que le symptôme de différences qui s'originent dans l'insularité, la faiblesse structurelle de l'emploi et la présence très marquée du système plantationnaire (Daniel (dir.), Bruneteaux, Rochais, Kabile, Lefaucheur, Rochais 2007).

Y aurait-il des méthodes plus appropriées que d'autres pour favoriser une comparaison, sans essentialiser les traits séparés de leur contexte ? Sur ce thème, et dans la lignée de Marcel Détienne, Amanda Diaz convoque la théorie pour défendre l'idée d'une comparaison logique, fondée avant tout sur le choix conceptuel des indicateurs pertinents. Sa comparaison des *favelas* et des camps palestiniens constitue, dans cet esprit objectiviste, une rupture avec les conceptions anciennes fondées sur la sélection empiriste et presque substantialiste de traits culturels extraits des contextes sociaux des pays respectifs jugés « ressemblants ». Dès que l'on monte en généralité et qu'il s'agit alors de comparer des « pays » ou des « formations sociales », les points de repères se diluent dans le gigantisme des paramètres qu'il faut maîtriser. Une sociologie de la France n'existe pas. Pourquoi oserait-on proposer une comparaison de pays, même en la concentrant sur l'objet qui nous intéresse ? Même à supposer que l'on prenne au sérieux la prétention à comparer des blocs culturels aussi imposants, comment arriver à penser globalement des pays qui n'ont pas les mêmes États (démocratie ou dictature, politique sociale ou non) ni les mêmes structures urbaines ou les configurations de groupes sociaux (castes, classes, systèmes intermédiaires comme en Chine ou en Mauritanie) ? La contribution

de P. Bourgois éclaire ce hiatus, entre deux pays démocratiques dont les États sont au demeurant fort dissemblables.

Face à ce qui peut apparaître comme un défi insurmontable, nous avons identifié plusieurs chemins pragmatiques possibles. On peut parler de comparaisons internationales lorsque le chercheur mène une enquête visant à rassembler des données homogènes en sélectionnant des indicateurs communs permettant de comparer quantitativement des niveaux de pauvreté entre plusieurs pays ou régions. Les experts sont friands de ce type de comparaisons, fondées le plus souvent sur les niveaux de revenus ou d'instruction, de santé et de consommation qui permettent de demeurer dans l'empirisme et faire abstraction des problèmes structurels et culturels que l'on vient d'évoquer. Et S. Paugam a montré avec justesse que ce type de démarche achoppe sur la question des seuils de pauvreté (Paugam 2005). Néanmoins, même si ce genre de comparatisme demeure sommaire, il a le mérite de livrer des distributions et des écarts offrant des repères structurels sur le capital économique, le niveau d'instruction, le type d'habitat, la structure des familles, les aides des collectivités, l'importance du chômage.

Dans le cadre de cette approche comparée macro-sociale, on peut dégager des propriétés régionales, des bassins culturels spécifiques qui permettent de penser les configurations sociohistoriques particulières dans le cadre général d'un capitalisme travaillé par des singularités historiques, faisant intervenir des variables telles que la topographie – insularité, taille, morphologie géophysique –, l'histoire des groupes sociaux (colonisation, guerres, dépendances externes...). Ainsi, la contribution de Véronique Rochais, à propos de la Martinique, en résonance avec celle de Philippe Bourgois, prouve que la relation des anciens esclaves au salariat ne peut être pensée hors des processus culturels de déshumanisation qui ont conduit à un rejet massif des formes « occidentales » du travail salarié (sur ce thème, Oudin-Bastide 2005 ; Bourgois, *op. cit.*, : 85 et s.).

On peut aussi, sur la base de comparaisons structurelles préalables, s'appuyer sur des biographies et dégager des constantes et des spécificités qui reposent notablement sur des critères qualitatifs. C'est ce que fait O. Lewis quand il suggère que des traits culturels distinctifs de la culture de pauvreté se retrouvent aussi bien dans les *Slums* mexicains ou portoricains que dans les cités anglaises ou

l'hyperghetto américain : ceux des revenus ou des comportements de dépense, des systèmes de valeurs, des relations parents-enfants ou hommes et femmes, des conduites temporelles ou du sens de la communauté. En l'occurrence, dans nos contributions, un certain nombre de propriétés communes autorisent à parler, sans verser dans le culturalisme de populations étanches, de *propriétés de domination marquant les habitus*, lesquelles sont comparables entre pays. Ainsi, la prosopographie devient un espace ouvert qui permet de rappeler les constantes qui se dégagent des processus identiques de domination capitaliste façonnant relationnellement des *habitus* variablement assujettis, fragmentés et résistants. À cet égard, les sources secondaires peuvent aussi être mises à profit. Les autobiographies facilitent de nombreux rapprochements entre des systèmes culturels autrement difficilement perméables à la logique comparée. Si l'on collecte les témoignages aussi différents en apparence que celui de Maria de Jesus, habitante d'une *favela* (1962), du trimardeur suédois Harry Martinson (1948), de l'ouvrière agricole et paria indienne Viramma, (1994), de l'Américain *hobo* Nels Anderson (1923) ou de Fantou le clocheman parisien (2005), on est frappé, d'abord, par les récurrences qui les traversent plus que par les différences culturelles qui subsistent. Ce sont des acteurs sociaux qui, la plupart du temps, ont alterné les phases prolétaires et sous-prolétaires, ont subi des exactions policières et des situations de non-droit, ont tenté de conserver leur dignité par-delà les épreuves de la stigmatisation sociale généralisée, n'ont pas été désocialisés au sens où ils ont presque toujours été en lien avec certains acteurs du secteur social ou de leur monde. Ils ont tous été marqués par des aspirations, tantôt figées dans l'onirisme social et les rêves de délinquance, tantôt dynamisées dans des projets réalisés. Les trajectoires de sortie croisent à un moment donné le capital culturel. Maria s'en est sortie par l'écriture de sa vie, comme Fantou le SDF qui l'a associée au militantisme, tandis que Nels Anderson est devenu sociologue et que Viramma a épousé un directeur de recherche au CNRS tout en étant chanteuse et sage-femme. Ces quelques exemples indiquent que la comparaison biographique, rapportée à l'étude de la structure des classes sociales propres à chaque pays, autorise aussi bien une sociologie minutieuse du manque et des ressources qu'une anthropologie des adaptations et résistances à la déshumanisation.

C'est dans cet esprit que Véronique Rochais présente, non la biographie d'un ancien enfant des bidonvilles martiniquais, mais le parcours de survie d'un sous-prolétaire proche de ceux de P. Bourgois ou L. Wacquart : caïd dans la drogue, doté d'un solide capital physique (champion de sport de combat), auréolé d'un passage en prison, cette personne se reconvertit dans des activités complexes associant le jardin créole des anciens esclaves mais aussi des anciens marrons fugitifs, et l'aide des petits frères qui ont pris la relève. À travers une description précise de ses comportements et discours, l'anthropologue nous invite à penser ce que ce miraculé appelle son « ghetto », espace qui procède autant de l'adaptation à la pauvreté qu'à des logiques de résistance tous azimuts contre les supermarchés ou l'ordre colonial français.

Dans cet esprit, un des apports essentiels de ces diverses contributions est de faire table rase du discours maladroit des chercheurs affirmant que la sous-prolétarianisation peut toucher tous les milieux sociaux (Paugam 1996 : 10) ! Que ce soit, dans le cadre de cet ouvrage, au Japon, en Ukraine, en France, au Brésil, à la Martinique ou au Pérou, les groupes dits « problématiques » proviennent très majoritairement de la classe ouvrière licenciée ou des classes populaires les plus exploitées dont les enfants se dissocient parfois pour tenter leur chance en dissidence dans des voies parallèles souvent balisées par des générations antérieures de sous-prolétaires « déviants ». Le passage du prolétariat au sous-prolétariat se lit dans la quasi-totalité des contributions rassemblées dans ce livre. Celle de Véronique Rochais qui montre que le même personnage cumule un métier d'agent de prévention et des pratiques d'économie parallèle ; de Mélanie Hours qui indique la porosité de situation entre les *Yoseba*, travailleurs journaliers précaires et mal logés, et les *Nojukusha* (« SDF »), rappelant en cela la proximité sociale entre les *Hobos* et les *Homeless* aux USA ; d'Amanda Dias qui révèle que les *favelas* sont des lieux qui oscillent entre salariat précaire, assistantat et économie parallèle ; de Sylvain Aquatias qui donne à voir les stratégies locales, entre l'animation ou le deal ; de Magali Boumaza retraçant les trajectoires professionnelles des femmes détenues ; de R. Cavagnoud qui interroge les jeunes travestis de Lima travaillant dans la prostitution, à cheval entre le travail et les illégalismes.

Bibliographie

- Anderson N., [1923] 1965, *The Hobo, The Sociology of the Homeless Man*, Chicago, University of Chicago Press.
- Anderson N., 1998, *On Hobos and Homelessness*, Chicago, University of Chicago Press.
- Bourgois P., 2001, *En quête de respect*, Paris, (trad.) Seuil.
- Corten A., 2006, *Planète misère. Chronique de la pauvreté durable*, Paris, Autrement.
- Daniel J., (dir), P. Bruneteaux, J. Kabile, N. Lefaucheur, V. Rochais, 2007, « La pauvreté en Martinique. Approche quantitative et qualitative », rapport pour le ministère de l'Outre-mer, Shoelcher, Martinique.
- Fantou J.-P., 2005, *Clocheman. Témoignage*, Paris, Presses de la Renaissance.
- Gotman A. (dir.), 2004, *Villes et hospitalité. Les municipalités et leurs étrangers*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Huggins M.K. & Mesquita M., 2000, « Civic Invisibility, Marginality, and Moral Exclusion: The Murders of Street Youth in Brazil », in R.A. Mickelson (ed.), *Children on the Streets of the Americas. Globalization, Homelessness and Éducation in the United States, Brazil and Cuba*, New York, Routledge, p. 257-268.
- Jencks C., 1994, *The homeless*, Cambridge, Harvard University Press.
- Jesus C.M., [1962] 2003, *Child of the Dark. The Diary of Carolina Maria de Jesus*, New York, Penguin Books.
- Martinson H., [1948] 2004, *La société des vagabonds*, Marseille, Agone.
- Oudin-Bastide C., 2005, *Travail, capitalisme et société esclavagiste. Guadeloupe, Martinique (XVII^e-XIX^e siècles)*, Paris, La Découverte.
- Paugam S., 1996, *L'exclusion. L'État des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Paugam S., 2005, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF.
- Rossi P., 1989, *Down and out in America. The origins of homelessness*, Chicago, University of Chicago Press.
- Stoecklin D., 2000, *Enfants des rues en Chine*, Paris, Karthala.
- Viramma J., 1994, *Une vie de paria. Le rire des asservis de l'Inde du Sud*, Paris, Terre humaine, Plon.

Les *Nojukusha*¹ de Tokyo : relégation, déni de pauvreté et réponses parcellaires

MÉLANIE HOURS²

Après l'éclatement de la bulle économique, durant les années 1990 qui portent le nom de « décennie perdue³ », un « nouveau » phénomène sans-logis s'est développé dans les grandes villes japonaises. Jusque-là épargné par l'apparition de la « nouvelle pauvreté », le Japon ne disposait d'aucune mesure pour répondre à ces situations : il n'y avait aucun centre d'accueil pour les sans-logis et le système d'assistance publique, le dernier filet de sécurité au Japon (l'équivalent du RMI) était encore trop méconnu des populations concernées. Aujourd'hui, si la connaissance de ce système est plus répandue, les pratiques d'attribution de l'assistance rendent cette aide quasiment inaccessible à ceux qui en ont le plus le besoin.

Aux alentours de 2000 on commence à parler du « nouveau problème des *homeless* ». Au Japon, bien que le terme « sans domicile fixe » existe, il est très rarement employé, sans doute parce que la grande majorité vit justement dans un lieu fixe. Le terme « *homeless* » (*homuresu*) est le plus courant, pourtant celui-ci ne définit pas mieux les sans-logis que les termes japonais qui s'y réfèrent. Alors que l'expression *nojukusha* semble la plus appropriée, c'est la

.....

1. *Nojukusha* : littéralement « personne qui vit dehors ». Contraction du terme « *nojuku seikatsusha* ».
2. Docteure en sociologie du Japon, université Paris Diderot.
3. En référence à la crise économique suite à l'éclatement de la bulle spéculative et aux récessions successives entre 1990 et 2000.

désignation anglophone qui tient lieu de terme officiel⁴ depuis la parution du livre blanc sur les sans-logis de Tokyo en 2001⁵. Comme si on voulait faire allusion à un phénomène extérieur au Japon qui « contaminerait » aujourd'hui le pays.

En 2003 on comptait 25 000 sans-logis (35 000 selon les associations) dans l'archipel, dont 7 700 à Osaka et 6 600 à Tokyo. Pour une ville comme Tokyo, comptant plus de 8,5 millions d'habitants, ce chiffre peut paraître insignifiant comparé à la situation dans les villes des autres pays industrialisés, mais l'impact de la soudaine visibilité des sans-logis sur la population est loin d'être négligeable. Elle a suscité l'incompréhension face à l'idée communément répandue d'absence de pauvreté, et ébranlé les représentations du modèle social fondé sur le plein-emploi et une classe moyenne élargie.

Pourtant les sans-logis ne sont pas un phénomène nouveau au Japon. Ils sont en effet considérés comme un « problème » depuis quelques années mais celui-ci ne tient pas à la soudaine apparition des sans-logis. C'est leur récente visibilité qui pose « problème » : jusque-là, la grande précarité était concentrée dans certains quartiers et ignorée d'une grande partie de la population.

L'État capitaliste au Japon : une forte précarisation des travailleurs

Les travailleurs journaliers : des sans-logis cycliques

Ces quartiers sont des *yoseba* (marchés du travail journalier) et constituent de véritables ghettos au sein des villes. Laisés à l'abandon, rarement pénétrés par des personnes étrangères aux lieux, ils abritent une population qui vit quasiment en autarcie.

Il y aurait plus de 25 000 travailleurs journaliers à Kamagasaki, le plus grand *yoseba* du pays, situé à Osaka. Sanya, le plus important de Tokyo, a toujours eu une connotation négative dans la conscience populaire : depuis l'époque d'Edo⁶, son destin fut celui d'un quartier précaire, rassemblant les pauvres et tous ceux qui ne trouvaient pas leur place dans la société.

.....

4. On le retrouve dans toutes les enquêtes et rapports officiels, au niveau local et national

5. Tokyo no hōmuresu (Les sans-logis de Tokyo), 2001, Mairie de Tokyo.

6. La période d'Edo (Edo jidai) commence vers 1600 et se termine en 1868 avec la restauration de Meiji.

Aujourd'hui la population dans les *yoseba* est presque uniquement composée de travailleurs journaliers. Ils logent dans des *doya* (auberges bon marché), et payent leur loyer à la journée.

Les grandes entreprises, principalement du secteur de la construction, se servent de cette main-d'œuvre jetable pour parer à leur vulnérabilité aux fluctuations de l'offre et de la demande, grâce à un système de sous-traitance lié aux *yakuza*. La majorité des contrats d'embauche se font à l'oral et n'offrent aucune protection sociale. Le travail journalier est connu sous le nom de « travail des 3 K » : *kitsui* pénible, *kitanai* sale, et *kiken* dangereux. Les travailleurs les plus forts et les plus jeunes sont embauchés en priorité. Passé un certain âge, ces hommes se retrouvent très souvent sans ressource, comme l'ensemble des travailleurs journaliers en période de récession économique. Les liens avec leur famille ayant, pour la plupart, été rompus, sans logement fixe ni assurance chômage, la fin du travail journalier signifie le plus souvent la vie à la rue. L'expression *abure jigoku* – « l'enfer du chômage » – symbolise cette réalité où tout travailleur journalier est un sans-logis « cyclique », dans la mesure où deux à trois jours sans travail entraînent l'impossibilité de payer une chambre en *doya*. Lors de la crise économique des années quatre-vingt-dix, certains travailleurs journaliers ont échoué plus durablement dans la situation de sans-logis : il y en aurait aujourd'hui plus de 2000 à Sanya, soit 30 % des sans-logis de Tokyo. Mais ce chiffre ne prend pas en compte ceux qui, régulièrement, n'ont plus de quoi s'offrir un toit. Une étude à ce sujet montrait que plus de 47 % des travailleurs journaliers interrogés à Sanya pendant qu'ils cherchaient du travail avaient passé la nuit précédente dehors⁷.

Les *yoseba* jouent ainsi un rôle économique, en tant que vaste réserve de main-d'œuvre, mais aussi social en ce qu'ils permettent de contenir la grande misère au sein de ces quartiers et constituent des « trappes pour les paumés, les asociaux⁸ » et tous les laissés-pour-compte de la société japonaise. Les *yoseba* offrent cependant à leurs membres la possibilité de vivre dans l'anonymat, ainsi qu'une certaine liberté.

.....

7. UCLA Center for the Study of Urban Poverty, Day Laborers in Tokyo, Japan: Preliminary Findings from the San'ya Day Labor Survey, 2000, Working Paper Series.

8. Pons, 1999.

D'après le livre blanc de 2001 sur les sans-logis de Tokyo, 60 % d'entre eux étaient d'anciens travailleurs journaliers, et sont considérés comme les « anciens » sans-logis. Il est dit que les *yoseba* avaient pour fonction d'absorber les hommes qui avaient perdu leur travail stable », mais cela ne les a jamais empêchés de se retrouver à la rue, contrairement à ce que souligne ce même rapport. Ces sans-logis existent depuis des dizaines d'années mais n'ont jamais attiré l'attention avant, tout simplement parce que le problème était contenu dans les *yoseba*. Ce n'est que lorsque la misère a dépassé les limites de ces ghettos et s'est manifestée au cœur des villes que la question est devenue un « vrai » problème, suscitant l'intérêt des médias et déclenchant l'implication progressive de l'État. La visibilité des sans-logis a servi de levier dans le lent processus de reconnaissance de l'existence de pauvreté dans la société japonaise.

**Les « nouveaux » sans-logis :
crise économique et appauvrissement
des basses « classes moyennes »⁹ »**

Les « nouveaux » sans-logis sont ceux qui avaient un travail régulier et qui ont été licenciés, notamment dans le cadre de plans de restructuration mis en place par les entreprises pour résister à la crise économique. L'enquête nationale sur les conditions de vie des sans-logis, effectuée en 2003, apporte des précisions sur le type de parcours de ces hommes, lesquels représentaient alors 55 % des sans-logis : ils avaient un travail régulier, étaient locataires ou propriétaires de leur logement, et vivaient le plus souvent en famille. Employés dans des PME ou petits commerçants, ce n'est pas uniquement le chômage ou la faillite qui les a menés à la rue, mais une accumulation de problèmes liés à la précarité matérielle : divorce/séparation, dettes trop lourdes, maladie/alcool, etc. Ils ont été expulsés de chez eux (par leur femme ou pour cause de loyers impayés) ou sont partis d'eux-mêmes : souvent endettés, ils quittent le foyer pour que leur famille ne soit pas inquiétée : au Japon, les biens d'un débiteur son insaisissables en son absence.

.....
9. Jusqu'à récemment, une grande majorité de Japonais estimait appartenir à la classe moyenne (enquêtes sur la « conscience de classe »). Celle-ci englobe de fait les classes populaires.

Beaucoup de sans-logis (plus de 37 %) occupaient un logement fourni par leur entreprise (appartement, dortoir, ou baraquement sur les chantiers)¹⁰. Dans ce cas la perte du travail entraîne inéluctablement la perte de logement.

Une des spécificités les plus remarquables des sans-logis au Japon est leur âge : 80 % d'entre eux ont plus de 50 ans, et seuls 4,5 % ont moins de 39 ans. Contrairement aux SDF en France où un tiers auraient entre 18 et 29 ans, au Japon cette tranche d'âge représente moins de 1 % des sans-logis. La plupart sont des hommes célibataires, âgés de 50 à 64 ans. Il y a très peu de femmes (moins de 5 %) et les familles avec enfants sont quasi inexistantes.

Un espace de survie aménagé

L'organisation du lieu de vie

L'organisation du lieu de vie est une autre spécificité des sans-logis au Japon, et offre un contraste tout aussi remarquable avec ce que l'on « voit » en France. Une grande majorité (84 %) vit dans un lieu fixe, dont près de 50 % dans les parcs publics et 17,5 % sur les bords de rivière. Plus de la moitié d'entre eux est sédentarisée, c'est-à-dire qu'ils vivent dans un lieu construit en « dur » par leur soin : soit une cabane faite le plus souvent en bois ou en carton, soit une tente améliorée. Ces différents types de construction sont recouverts de bâche bleue (« blue sheets ») pour en assurer l'étanchéité. Bien que la plupart des sans-logis déclarent vivre seuls, il s'est créé de véritables villages « bleus » dans les parcs et sur les bords de rivière, qui inscrivent chacun, par volonté ou nécessité, dans le réseau de connaissance et de solidarité du lieu.

À l'intérieur de ces cabanes, on retrouve souvent le mode d'organisation des habitations japonaises : à l'entrée un espace est réservé pour déposer ses chaussures. L'espace cuisine, généralement près de l'entrée, est équipé avec au minimum un réchaud, de la vaisselle, un garde-manger. Les futons, souvent au fond de la structure, sont pliés le matin, dépliés le soir. Portes ou systèmes de fermeture, fenêtres, rideaux ou volets, beaucoup de ces cabanes sont de véritables

.....

10. Ce type de « travail logement compris » est courant au Japon, que ce soit pour des contrats précaires ou stables.

maisons miniatures. Certaines disposent même d'un générateur pour l'électricité et sont équipées d'un frigidaire, d'une télévision, etc.

Bien sûr, ces particularités ne doivent pas nous faire oublier ceux qui vivent de façon isolée et/ou qui se contentent d'une couverture ou d'un abri improvisé en carton dans des lieux différents chaque nuit. En plein centre de Tokyo, il n'est pas rare de voir un homme en costume se coucher dans une boîte en carton pour y dormir. Ces « sans-abri en costume » (*suit homeless*) sont d'anciens cadres ou employés qui se sont retrouvés à la rue du jour au lendemain, suite à un licenciement ou un problème familial. Par honte ou refus de leur nouvelle condition, ils cherchent à la masquer en gardant leur costume de travail. Certains continuent à travailler mais faute de ressources suffisantes ne peuvent louer un logement.

Logique persistante d'accès au travail

Malgré leurs faibles ressources, la mendicité n'est jamais pratiquée. Près de 70 % des sans-logis déclarent travailler : en tant que travailleur journalier (20 %), mais principalement dans la collecte de cannettes (pour le recyclage), ou de journaux et mangas abandonnés dans les poubelles aux abords des stations de métro, pour la revente (environ 75 %). Au point que certaines municipalités d'arrondissement, ainsi privées de déchets récupérables, ont récemment créé un délit de « vol de poubelles »... Beaucoup considèrent ainsi qu'on devrait les appeler *nojuku rôdôsha*, ou « travailleurs vivant dehors ». Si tant de sans-logis travaillent, pourquoi sont-ils à la rue ? D'abord parce qu'il est nécessaire d'avoir un garant pour accéder à un logement. Seule l'association Moyai, créée en 2002, propose un système de garant pour les personnes en difficulté (plus de 1 000 personnes en ont bénéficié depuis la création de l'association). Mais pour louer un appartement, outre le loyer et les frais d'agence, il faut entre un à trois mois de caution et un à trois mois d'honoraires pour le propriétaire (*reikin* : littéralement « argent en guise de remerciement »). Même avec un petit loyer, il faut donc pouvoir disposer d'une somme conséquente pour accéder à un logement.

D'après la moyenne de leurs revenus mensuels, près de 45 % des sans-logis gagnent moins de 30 000 ¥ (190 €), 25 % entre 30 000 et 50 000 ¥ (300 €) et 22 % entre 50 000 et 100 000 ¥ (620 €). Si 50 000 ¥/mois suffisent pour les frais de la vie quotidienne (repas, bain

public, etc.), ils ne permettent pas de payer un loyer. Un travailleur journalier sans-logis m'expliquait qu'avec un revenu de 100 000 ¥, il était possible de mettre la moitié de côté tous les mois en continuant à vivre dans sa cabane. Mais le travail journalier étant très instable il est rare de gagner plusieurs mois de suite un tel revenu. Et quand le travail vient à manquer, il est obligé de piocher dans ses économies.

Ce cercle vicieux, ainsi que les conditions excessives pour accéder à un logement font que sortir de la rue par soi-même est véritablement difficile.

Pour ce qui est de retrouver un emploi, le critère de l'âge pèse lourd et la discrimination des employeurs envers les sans-logis les écarte du marché du travail. Dans le meilleur des cas, ils trouvent des petits contrats de travail temporaires, mais dont l'instabilité et la précarité ne leur permettent pas de sortir de leur condition.

Les représentations stigmatisantes de la pauvreté urbaine

L'image publique négative du sans-logis

Il ne fait aucun doute que le jugement de la population envers les sans-logis est négatif et discriminatoire : selon une étude d'opinion de 1996¹¹ concernant les sans-logis, 41,3 % évoquent un « sentiment de dégoût », et plus de la moitié considère qu'ils sont devenus sans-logis « parce qu'ils n'aiment pas travailler », et « parce qu'ils l'ont souhaité ». Ces jugements sont révélateurs d'une profonde méconnaissance du phénomène des sans-logis. En 1999 un autre sondage révèle que la stigmatisation des sans-logis reste particulièrement forte¹² : 67,5 % des enquêtés trouvent que les sans-logis « sentent mauvais », 51 % les considèrent « paresseux », et près de 34 % trouvent qu'ils font « peur ».

Lors de ma première enquête de terrain (2001-2002)¹³, quand j'évoquais mes recherches sur les sans-logis, les réactions des Japonais oscillaient entre l'étonnement et l'incompréhension, quant au fait qu'un étranger puisse étudier le Japon sous cet angle, et porter

.....

11. Enquête sur la conscience des citoyens, citée par K. Shima, *Gendai nihon no nojyuku seikatsusha* (Les sans-logis du Japon contemporain), Tokyo, Gakubunsha, 1999.

12. Yôji Morita, 2001, *Rakusho* (la classe déchuë), Nikkei Osaka kikaku shuppanbu.

13. Menée pendant deux ans à Sanya et auprès de l'association Nojiren (créée et gérée par des sans-logis, au centre de Tokyo).

de l'intérêt à cette population (« Mais pourquoi vous intéressez-vous à ces gens-là ? » me disait-on). Certains manifestaient directement du mépris envers les sans-logis, allant parfois jusqu'à les considérer comme des sous-hommes. J'ai donc été d'autant plus impressionnée de constater le décalage entre ces jugements et la forte conscience morale qu'ont les sans-logis : non seulement ils s'attribuent la responsabilité de leur sort, mais surtout le souci de préserver leur dignité, dans des conditions de vie extrêmes, est chez eux prioritaire.

Depuis cette époque les jugements ont sans doute évolué, la presse jouant un rôle non négligeable. J'ai travaillé sur les représentations de la pauvreté à travers les articles du 2^e quotidien national, le *Asahi shinbun*, en constituant une base de données sur ce thème entre 1990 et 2002. Dans l'approche qualitative de cette étude, j'ai tenté de repérer l'évolution de la figure du sans-logis. En 1994, le sans-logis est perçu comme violent, vivant dans un monde dangereux, et dont on appelle indirectement à se méfier. L'expulsion musclée de sans-logis en 1996 favorise le déplacement de l'accusation de violence des sans-logis aux autorités, et l'on passe ainsi d'une figure négative et criminalisée à celle de victime. À partir de 1999-2000, les articles se focalisent autour des meurtres perpétrés sur des sans-logis par de jeunes collégiens ou lycéens, dont la violence renforce cette figure de victime. Ce faisant, les décès dus à la misère sont passés sous silence (ce qui explique qu'on ne trouve pas, au niveau du nombre d'articles, de pic hivernal comme c'est le cas en France). La question des sans-logis gagne un intérêt soudain depuis 2000, que ce soit au travers des éditoriaux, des articles de « spécialistes » ou du courrier des lecteurs. La hausse du taux de chômage, qui atteint 5 % en 2001, ainsi que le projet de loi pour « l'aide à l'indépendance » des sans-logis avec les protestations qu'il suscite, y sont pour beaucoup.

Toutefois, il faut rappeler que le quotidien *Asahi shinbun*, de tendance centre gauche, favorise une certaine appréhension de la pauvreté qu'il serait intéressant de comparer à celle du *Yomiuri shinbun*, premier quotidien japonais et plutôt conservateur.

Le déni de la pauvreté dans les représentations sociales et institutionnelles

Le constat qu'il n'existait pas de taux de pauvreté national m'a amenée à travailler sur les représentations de la pauvreté

dans la société japonaise. L'idée que le Japon aurait éradiqué la pauvreté s'est développée dès le début de la croissance économique : en 1970, le livre blanc sur l'économie décrit le pays comme étant sur le point de l'éliminer¹⁴. La prospérité économique des années 1980, l'élévation générale du niveau de vie, et le recul des questions ayant trait à la pauvreté dans l'agenda politique et médiatique renforcent cette idée, et favorisent un déplacement de ces questions sociales vers d'autres, centrées sur la nouvelle classe moyenne¹⁵. Celle-ci devient, à travers l'universalisation de l'État-providence, la première cible des politiques sociales, aux dépens des couches défavorisées, devenues minoritaires et tombant peu à peu dans l'oubli. C'est à travers ce long processus que s'est ancrée l'idée d'absence de pauvreté dans la conscience populaire, idée que même la crise des années 1990 n'a pas ébranlée. Ce n'est qu'en 2002, quand le Rapport mondial sur le développement humain (PNUD) a introduit un nouvel indicateur de pauvreté humaine¹⁶, qu'un taux de pauvreté est enfin indiqué pour le Japon : celui-ci était de 11,2 %, puis de 11,7 % en 2005 (11,4 % en France). En 2005 l'OCDE a présenté un autre rapport¹⁷ selon lequel le taux de pauvreté relative au Japon serait de 15,3 %, soit « l'un des plus élevés parmi les pays de l'OCDE ». Ces chiffres offrent un véritable contraste avec l'idée d'absence de pauvreté, et reflètent à mon sens une attitude de déni de l'existence de celle-ci.

L'approche quantitative de l'analyse des articles de l'*Asahi shinbun* m'a permis de constater que le terme pauvreté (« *hinkon* ») n'apparaissait que dans la rubrique internationale. Dans les articles sur le Japon, il est question de « sans-logis », de « travailleurs journaliers » ou d'« allocataires de l'assistance publique », mais pas de « pauvres » ni de « pauvreté ». L'évitement de ces termes au sujet du Japon favorise une conception morcelée de la pauvreté, et entretient l'illusion de son absence dans le pays.

.....

14. Keizai Hakusho, Livre blanc sur l'économie, cité par M. Chûbachi et T. Kôji, in *Japanese Industrialization and Its Social Consequences*, Hugh Patrick éd., 1976, p. 431.

15. Principalement la nucléarisation des familles, la baisse des naissances et le vieillissement de la population.

16. L'indicateur IPH-2, spécifiquement adapté aux pays développés, est calculé à partir des indicateurs de longévité, d'instruction, de conditions de vie et d'exclusion.

17. OCDE, Shotoku kakusa to hinkon (Disparité de revenus et pauvreté), février 2005.

Une enquête d'opinion récente¹⁸ a montré que le terme « pauvreté » était le plus souvent associé aux pays pauvres ou en guerre, ainsi qu'au Japon d'avant-guerre. Par contre « la vie des sans-logis » n'est pas nécessairement associée à la pauvreté. À la dernière question « Avez-vous ressenti une gêne en entendant le mot « pauvreté » ? », environ la moitié des enquêtés a répondu par l'affirmative et cite l'ambiguïté que revêt pour eux ce terme : « Je ne comprends pas le terme pauvreté » « De quelle pauvreté est-il question ici ? » « Je n'arrive pas à me représenter la pauvreté » « C'est un terme abstrait » « Parce qu'il n'y a pas de pauvreté dans le Japon actuel » « Je ne peux associer le terme pauvreté au Japon ».

Ces réponses signifient que le terme « pauvreté » est associé au passé ou à l'étranger et ne renvoie à rien de tangible dans l'expérience des individus. Dans la vie courante, ce sont des expressions telles que « avoir du mal à joindre les deux bouts », « avoir des difficultés » qui sont utilisées. Mais elles sont employées pour désigner aussi bien des situations de précarité extrême que des situations plus anodines (comme le fait de ne pas avoir d'épargne). S'agissant de la grande pauvreté, ces expressions sont nettement euphémiques. Il n'y a pas de place dans le langage courant pour désigner la grande pauvreté, la violence qu'elle induit est passée sous silence.

Des violences gouvernementales à l'amorce d'une politique sociale

Les expulsions

Pendant longtemps, jusqu'en 2001-2002, le seul objectif des autorités était de « nettoyer » les parcs ou autres lieux de passage. Jusqu'à un certain point, l'installation permanente des sans-logis dans les lieux publics a été tolérée : la conception du droit au Japon est plus floue que la nôtre ; ce qui est illégal peut être sujet à la tolérance. D'autre part, l'absence de foyers d'accueil permettait aux associations de parer à certaines tentatives d'expulsion, argumentant une atteinte aux droits de l'homme et à la Constitution. Mais le seuil de tolérance des administrations a souvent atteint ses limites. La visibilité trop imposante des sans-logis au fur et à mesure

.....
18. Aoki, 2006.

des années a conduit à plusieurs opérations d'éviction forcée pour divers prétextes, notamment lors du passage de personnalités étrangères. L'une d'entre elles a particulièrement marqué le pays : en 1996 la mairie de Tokyo impose l'expulsion de plus de 200 sans-logis installés dans un hall menant de la gare de Shinjuku à la mairie et au quartier des affaires. Ce 24 janvier, face à la résistance des sans-logis, soutenus par des associations, 400 gardes et policiers utilisent la force pour effectuer l'expulsion. Beaucoup de Japonais se sont dits choqués par la violence de cette opération, qui fut largement médiatisée.

L'assistance publique : non-recours et critères drastiques d'obtention

Au niveau de l'aide sociale, il existe un système d'aide financière aux pauvres : l'assistance publique (ci après « AP »). En tant que dernier filet de sécurité, l'AP s'apparente à notre RMI. Bien qu'elle vise « toutes les personnes vivant dans l'indigence » (article 1), très peu de sans-logis en bénéficient. Il n'est pas rare que, par méconnaissance de leurs droits, ils n'en fassent pas la demande : certains ne connaissent même pas l'existence de cette aide, d'autres ne se croient pas éligibles. Beaucoup aussi ne font pas la démarche par refus de dépendre de qui que ce soit, et/ou pour préserver leur liberté¹⁹.

Il y a aussi le problème de l'article 4 de la loi d'AP, selon lequel « toutes les ressources et capacités de l'individu doivent être utilisées » avant de pouvoir prétendre à cette aide. Ces « ressources » incluent le « devoir d'entretenir » des familles : la solidarité familiale devient légalement obligatoire dans le Code Civil de 1898, imposant aux familles le « devoir d'entretenir » les siens. Avant d'instruire un dossier pour l'AP, l'administration doit ainsi contacter les membres de la famille du demandeur pour vérifier s'ils ne peuvent assumer eux-mêmes cette personne. La grande majorité des sans-logis refuse la perspective que leur famille, avec laquelle ils ont le plus souvent coupé tous les liens, soit au courant de leur situation.

.....
19. Être allocataire signifie aussi rendre des comptes et fournir les preuves de recherches d'emploi, et de tout changement de situations familiale et financière. Les travailleurs sociaux font également des visites à domicile tous les trois mois.

D'autre part les pratiques d'attribution de l'assistance les écartent très souvent de leurs droits. La notion de mérite est bien ancrée dans les esprits des fonctionnaires : les anciennes lois d'aide aux pauvres (dès 1868) établissaient une distinction entre le « vrai pauvre », invalide et sans famille, et le « faux pauvre », valide et responsable de sa condition. Aujourd'hui encore certains fonctionnaires considèrent que toute personne ayant la capacité physique de travailler ne « mérite » pas cette aide et en limite l'accès aux personnes très âgées, malades ou handicapées. La faible proportion de jeunes allocataires (seuls 17 % ont entre 20 et 49 ans) est la conséquence directe de ces pratiques. Bien que l'AP, créée en 1946, marque une rupture avec les anciennes lois, le jugement moral distinguant le « faux » pauvre du « vrai » n'a pas pour autant disparu.

En 2003, le taux d'assistance (proportion d'allocataires par rapport à la population totale) était de 1,05 % de la population. Ce qui marque un écart conséquent avec le taux de pauvreté paru dans les récentes statistiques du PNUD et de l'OCDE (soit 11,7 % et 15,3 %). Des chercheurs ont par ailleurs mesuré le taux d'allocataires par rapport aux personnes éligibles à l'AP : en 1999 moins de 20 % de la population éligible aurait touché cette aide. Dans le cas des sans-logis, tous les prétextes, bien que contraires à la loi, sont bons pour les exclure du système d'assistance : avoir moins de 65 ans, ne pas avoir d'adresse fixe, avoir la capacité de travailler, etc.

Plusieurs cas de morts violentes (de faim ou de froid) de personnes victimes de ces refus sont parus dans la presse. En 2001 le ministère de la Santé et des affaires sociales a fait circuler une notification à ce sujet dans les bureaux d'AP, soulignant que : « Même les sans-domicile fixe, où les personnes de moins de 65 ans peuvent recevoir l'assistance publique.²⁰ » Pourtant, aujourd'hui encore les mêmes drames se produisent.

**Une amorce de reconnaissance à travers la Loi d'aide
à l'indépendance des sans-logis :
un mélange paradoxal d'assistance et de répression**

Entre l'absence de centres d'accueil pour sans-logis et la difficulté d'accès à l'AP, il est clair qu'aucun dispositif n'était prévu

.....

20. *Asabi Shimbun*, 20 janvier 2001, p. 14.

pour les plus démunis. La loi d'« aide à l'indépendance des *homeless* », promulguée le 7 août 2002, marque une avancée dans l'assistance apportée aux sans-logis, mais n'est pas sans témoigner de l'ambivalence du gouvernement à leur égard. Sans qu'ils ne soient jamais nommés comme « pauvres » ou « précaires », le texte affirme cependant leurs droits, leur non-responsabilité individuelle et la nécessité de changer la perception moralisatrice qu'en a la population, en une attitude compréhensive. En ce sens, cette loi témoigne d'une certaine prise de conscience des causes socio-économiques de la situation des sans-logis et de la légitimité d'une offre d'assistance. Elle prévoit non seulement la création de centres d'accueil mais aussi un travail de prévention vis-à-vis des « personnes à risque ».

Cependant, cette prise de conscience est contrebalancée dans l'article 2 sur la « définition » des sans-logis : « personnes vivant illégalement et quotidiennement » dans les parcs, les gares, etc. Les sans-logis sont donc désignés comme « hors-la-loi », l'article 11 allant jusqu'à autoriser leur expulsion. D'un côté ce sont des hommes à part entière, dotés de droits et victimes de leur sort, de l'autre ce sont des délinquants qu'il faut chasser des lieux publics.

Cette ambivalence se traduit dans les mesures que les autorités mettent en œuvre par un mélange contradictoire de politiques sociales et d'expulsions forcées. D'autre part, on est en lieu de se demander pourquoi une loi spécifique pour les sans-logis voit le jour, alors que ceux-ci pourraient accéder à l'AP si les pratiques d'attribution n'étaient pas discriminatoires.

Le programme de la ville de Tokyo : assistance ou nettoyage urbain ?

Le service d'aide sociale de la ville de Tokyo a établi, dès 2001, un « Plan de mise en vigueur de l'aide à l'indépendance des sans-logis », avec notamment le volet « œuvres d'aide à l'indépendance », consistant en la construction de deux types de centres d'accueil : les établissements d'urgence ou de « protection temporaire » (durée un mois ; objectif : retrouver une bonne condition physique) et les établissements « d'aide à l'indépendance », réservés aux personnes en bonne santé et qui ont la volonté de travailler (durée trois mois ; objectif : retrouver du travail, étape vers l'indépendance). Depuis 2001, 600 sans-logis par an sont passés par ces centres. Malgré cela le nombre de tentes dans les parcs n'a pas baissé. Ces mesures sont

trop temporaires pour assurer « l'indépendance » des sans-logis et les propositions d'emploi ne débouchent que sur de courts CDD ou autres contrats précaires, faiblement rémunérés. Surtout, beaucoup de sans-logis refusent de se rendre dans ces centres : ils se considèrent déjà indépendants, refusent de demander de l'aide, ne veulent pas risquer de perdre tout ce qu'ils ont mis en place (cabanes, réseaux, etc.) ou ne supportent pas la vie en collectivité et les règles imposées par ces établissements (interdiction de boire de l'alcool, de fumer, contrainte des horaires de fermeture, etc.).

En 2004 la mairie de Tokyo met en vigueur un autre volet de son programme : les « œuvres d'aide à la transition de la vie locale des sans-logis ». Il s'agit de proposer un appartement à 3 000 ¥/mois²¹ pendant deux ans aux sans-logis en bonne santé et sédentarisés dans les cinq grands parcs de la ville.

Le programme se déroule en quatre étapes :

- les fonctionnaires effectuent des entretiens avec les sans-logis;
- ceux qui sont volontaires (et éligibles) doivent défaire leur tente et sont transférés dans une *doya*, pour passer un examen médical. Pendant ce temps, les fonctionnaires doivent empêcher l'installation de nouvelles tentes en encerclant les lieux avec des rubalises ou des barrières;

- les sans-logis emménagent ensuite dans l'appartement, et bénéficient de consultations pour la vie quotidienne et le travail. Pour les fonctionnaires il s'agit alors de « rétablir la fonction originelle des parcs » : s'assurer que d'autres tentes ou cabanes n'ont pas été installées sur les lieux protégés;

- après deux ans de location c'est l'étape « Entrée dans la vie ordinaire » : les (ex) sans-logis doivent trouver un appartement et assumer un loyer normal.

Ces œuvres sont communément appelées « Mesures pour les parcs ». En effet, l'objectif premier est de « rétablir la fonction originelle » de ceux-ci, objectif auquel est associée l'offre d'un logement. Car pourquoi ces mesures ne concernent-elles que les sans-logis vivant dans les cinq principaux parcs de la ville – et plus récemment les berges de la rivière Sumida, le long desquelles figure une impressionnante succession de tentes ? Pourquoi ne leur propose-t-on pas

.....

21. Soit près de 19 €, la mairie prenant en charge le reste du loyer.

l'AP afin d'assurer leur transition dans « la vie ordinaire » ? Les associations dénoncent vivement ce qu'elles qualifient de « mesures pour chasser les sans-logis en bonne santé » ; Elles prétendent que beaucoup d'entre eux retournent à la rue après la période des deux ans, et que les cas de suicide pour cause d'isolement ne sont pas rares. Le succès de ces « appartements à 3 000 ¥ » n'est pas formellement connu : Seul un pré-bilan apparaît dans le dernier livre blanc²², affichant dans un tableau le nombre de sans-logis participant au programme²³ dans chacun des parcs concernés et le nombre de tentes « avant » et « après ». Sur la page « résultats » du programme étendu aux berges de la Sumida, figurent deux photos : l'une montrant des tentes alignées, l'autre les barrières qui les ont remplacées.

Par ailleurs, certains sans-logis ne souhaitent pas bénéficier de ces appartements, sachant qu'avec leur travail (journalier ou recyclage) ils ne pourront assumer un loyer au-delà de la 2^e année, risquant ainsi de perdre leur cabane, leur emplacement dans un parc, leur réseau d'amis, de connaissances, d'associations, etc.

La dernière enquête nationale sur les conditions de vie des sans-logis a été menée en janvier 2007. Alors que depuis 1999 le nombre de sans-logis était en augmentation constante (+25 % en quatre ans), cette dernière enquête affiche une baisse importante (- 26,5 %). Les caractéristiques des sans-logis que j'ai mentionnées s'en trouvent également changées : on constate d'abord un vieillissement encore plus important de la population des sans-logis : l'âge moyen est passé de 56 ans en 2003, à 57,5 ans ; la tranche des plus de 60 ans de 35 % à plus de 42 %. Ensuite, si une grande majorité déclare toujours habiter un lieu fixe (84,5 %) beaucoup ont délaissé les parcs (- 13 %), visiblement au profit des berges (+ 14,5 %). Les installations permanentes ou temporaires d'abris ont baissé de 4 points, alors que le nombre de ceux qui se contentent d'une couverture ou qui ne prévoient rien pour dormir augmente nettement (17 % en 2003 et 26 % en 2007).

La baisse du nombre de sans-logis concerne principalement ceux qui vivaient dans les parcs de Tokyo et d'Osaka. C'est la

.....

22. Tokyo hōmuresu hakusho 2 (Livre blanc sur les sans-logis de Tokyo, 2^e édition), mai 2007, Mairie de Tokyo.

23. Soit 1 190 au total.

conséquence du « plan d'élimination des tentes » dans les grands parcs de ces deux villes : À Osaka, il s'agit d'expulsions forcées, et à Tokyo du programme d'appartements à 3 000 ¥. Ces mesures ont favorisé la « précarisation » du lieu de vie des sans-logis : ils sont moins nombreux à être sédentarisés et vivent davantage à plusieurs dans une même tente²⁴, tandis que ceux qui vivent de façon isolée, se contentant d'une couverture ou d'un bout de carton pour dormir, sont en augmentation.

Par ailleurs, les enquêtes sur les sans-logis ne prennent en compte que « les personnes qui utilisent comme lieu de vie habituel et sans autorisation les parcs publics, les bâtiments des gares ou tout autre lieu public ». Ainsi les usagers des centres d'accueil, qui temporairement ne sont plus à la rue, n'apparaissent pas dans les décomptes. Si cette définition n'avait pas une grande incidence jusqu'à 2001, du fait de l'inexistence de structures d'accueil, elle est aujourd'hui obsolète. Elle implique de relativiser l'importance de la baisse du nombre de sans-logis, et révèle la priorité des autorités : le « problème » à régler n'est pas tant de trouver une solution pour sortir les sans-logis de la grande pauvreté, mais plutôt de débarasser le paysage urbain de cette misère qui dérange. Ces solutions d'« invisibilisation » restent temporaires, et ne peuvent que favoriser la multiplication des formes de pauvreté, moins repérables et donc moins accessibles.

Conclusion

Nous avons dépeint les principales figures du « phénomène » des sans-logis à Tokyo et à travers elles, tenté d'en montrer les causes sous-jacentes que sont l'existence d'un sous-prolétariat et la précarisation de couches plus stables de la société.

En marge de ces sans-logis visibles et désignés comme tels, on assiste depuis peu à de nouvelles formes de précarisation, plus diffuses et ne bénéficiant pas d'une telle visibilité : les cas de personnes vivant dans leur voiture, plusieurs milliers selon les associations, se

.....
 24. Selon le prébilan des appartements à 3 000 ¥, il y avait en moyenne 1,4 personne par tente avant la mise en place du programme, contre 2,4 après.

multiplient. Ce sont notamment des *freeters*²⁵, figure la plus médiatique des précaires, qui vivent de petits boulots, et des travailleurs irréguliers ou exploités de 55 ans et plus. Autre phénomène, encore plus récent, celui des « réfugiés des cafés internet » : des jeunes et des personnes d'une cinquantaine d'années, qui dorment dans les box individuels des cafés internet ou autres établissements ouverts 24 heures/24. Dans la presse on parle de « sans-logis cachés » (*kakureta homuresu*), ou de « *freeters* pauvres ». Certains vivent de petits boulots, mais le travail journalier est la forme d'emploi la plus répandue²⁶.

La pauvreté se manifeste donc sous des formes de plus en plus diverses, touchant des catégories sociales jusqu'ici épargnées. La précarité et l'instabilité deviennent un lieu commun sur le marché de l'emploi et les travailleurs pauvres ou « *working poor* » sont en constante augmentation : aujourd'hui un tiers des employés ont un contrat « non régulier » (c'est-à-dire précaire et à bas salaire). Et c'est sans compter ceux qui s'enlisent dans le travail journalier.

L'assistance publique, telle qu'elle est appliquée actuellement, ne remplit pas sa fonction de filet de sécurité face à la détérioration du marché du travail, et n'est pas du tout adaptée à une précarisation de plus en plus diffuse dans la société.

Pour adapter le système d'aide sociale, il est nécessaire d'appréhender les différentes formes de pauvreté comme un seul et même phénomène. La très récente utilisation du terme « pauvreté » dans la presse et l'émergence d'un large mouvement « anti-pauvreté », réunissant plusieurs associations, sont sans doute le signe que ce long processus a commencé.

.....
25. *Freeters* : combinaison du mot anglais free (libre) et du mot allemand *arbeiter* (travailleur).

Désigne, selon la définition officielle, les personnes entre 15 et 34 ans qui n'ont pu assumer la transition de l'école au travail, ou qui ne retrouvent pas d'emploi régulier suite à un licenciement, et qui vivent de petits boulots.

26. Contrairement à ce que l'on trouve dans les yoseba, le travail journalier des « réfugiés » concerne surtout le secteur tertiaire.

Bibliographie

- Aoki Osamu, 2006, « Gendai nihon no “hinkonkan” ni kansuru anketo kekka chûkan hôkoku » (Rapport d'enquête préliminaire sur la « perception de la pauvreté » dans le Japon contemporain), *kyoiku fukushi kenkyu*, n° 12, 2006.
- Fowler Edward, 1996, *San'Ya Blues: Laboring Life in Contemporary Tokyo*, Ithaca, Cornell University Press.
- Gonon Anne, 1995, *Précarité et isolement social, le monde des travailleurs journaliers*, Tokyo, Maison franco-japonaise.
- Hours Mélanie, 2002, « Les sans-abri de Sanya. Le rapport à la misère des anciens travailleurs journaliers », mémoire (non publié), université Paris 7.
- Hours Mélanie, 2007, « La pauvreté urbaine au Japon – Réalités et représentations », *Transcontinentales*, n° 5.
- Iwata Masami, 2000, *Homuresu /gendai shakai/fukushi kokka*, Tokyo, Akashi
- Malinas David-Antoine, 2006, « Exclus et précaires dans le Japon contemporain, caractéristique et analyse du phénomène sans-abri au Japon », *Cités* n° 27.
- Pons Philippe, 1999, *Misère et crime au Japon*, Paris, Gallimard.

Cultiver son jardin-ghetto à la Martinique

Ethnographie de la reconversion d'un ancien caïd dealer d'un quartier relégué

VÉRONIQUE ROCHAIS¹

Introduction

Dans une société néocoloniale, où la domination sociale des *békés* perdure dans le temps (Giraud 1989 : 88-95), l'héritage de l'esclavage pèse encore lourdement. La société martiniquaise est fortement divisée² et les classes populaires urbaines martiniquaises, dont la majorité des membres descend d'esclaves africains, sont à la fois aliénées (Fanon 1952) et réactives. L'étude du quartier populaire de Cité Mangrove³ de Fort-de-France permet de voir qu'une

.....

1. Docteure en anthropologie à l'EHESS, rattachée au Centre d'études africaines, Paris. Associée au CRPLC de Schoelcher, Martinique.
2. Le système esclavagiste a généré une société très hiérarchisée répondant à plusieurs critères, notamment celui de la couleur de la peau commandant la structuration de la société martiniquaise. Au sommet de la pyramide sociale, la classe dominante blanche dans sa majorité composée du noyau dirigeant des descendants de colons (les békés ne représentant que 2 % de la population). Ils sont propriétaires terriens (canne à sucre, banane), actionnaires bancaires et de la grande distribution. À leur suite, les métropolitains occupent des postes de cadres, de fonctionnaires (enseignants), etc. Suit la classe des mulâtres (cadres, professions libérales, universitaires, élus politiques), et la classe moyenne noire représentée par les « petits » fonctionnaires de l'administration, les cadres salariés, les enseignants, les professions libérales, tandis que la classe populaire essentiellement noire, constitue la masse ouvrière qui s'auto-qualifie de « nègre » (bâtiment, pêche, ouvrier agricole, travail informel).
3. Dans le respect de l'anonymat, le nom du quartier est fictif. Dans le cadre de ma thèse, j'ai mené durant près de trois ans une enquête ethnographique dans ce quartier populaire. Durant cette période, j'ai logé au sein d'une famille.

large partie de cette population défavorisée et dominée refuse d'accepter le modèle occidental métropolitain, et trouve des solutions à l'intérieur de ses propres valeurs et savoir-faire locaux. Loin de relever d'une incompétence rédhitoire des populations, l'état de précarité peut être producteur de logiques de survie et parfois d'une certaine forme de réussite sociale. Ces stratégies de survie se manifestent essentiellement dans des activités informelles généralement intégrées au système économique formel (Devoue 2000).

Afin d'ancrer ma réflexion sur une situation concrète, je propose de présenter la monographie de Willy⁴, originaire du quartier, ancien dealer et sortant de prison, reconverti dans la création d'un jardin créole. Ce choix d'interlocuteur privilégié n'a pas été sans difficulté, car mon intérêt pour sa vie privée le rendait très méfiant. Il m'a donc été impossible de mener des entretiens directs et de prendre des notes⁵ en sa présence. En revanche, il ne s'est jamais opposé à mes visites quasiment quotidiennes de son lieu d'habitation, durant toute la période de mon séjour. L'analyse de ses procédés de résistance s'est donc réalisée à partir d'observations directes et de nombreux échanges informels lors de ses activités de jardinage. Celles-ci étaient l'occasion de conversations « naturelles », qui laissaient toutefois apparaître certains aspects de sa personnalité. Par ailleurs, je l'ai régulièrement accompagné, généralement le soir, sur ses lieux de sociabilité, ce qui m'a permis de rencontrer certains de ses amis. Suite à ces face-à-face répétés auprès des personnes de son entourage qui m'ont rendue plus familière à leurs yeux, j'ai pu non seulement obtenir quelques informations complémentaires concernant Willy, mais j'ai aussi observé des pratiques sociales entre groupes d'hommes. Toutes ces démarches ethnographiques m'ont permis d'accumuler des informations indispensables à une évaluation relativement précise des activités populaires de ce quartier.

On retiendra, par ailleurs, qu'il y a toujours une dimension subjective de l'enquête ethnographique car il s'établit généralement une relation particulière entre l'ethnologue et l'interlocuteur

.....
4. Les noms des informateurs ont volontairement été modifiés.

5. Dès la fin de mes visites, j'enregistrais numériquement les informations récoltées, en reproduisant le maximum d'expressions qui lui étaient propres.

(Gonseth et Maillard 1987 : 5-46), notamment lorsque les deux individus en présence sont de sexe opposé. D'un côté, pour me faire accepter dans cet univers masculin, je jouais d'une certaine forme de séduction et de « soumission⁶ », et de l'autre côté, Willy pour « séduire » son « invitée » cherchait à se valoriser en se mettant en scène, comme il mettait aussi en scène son jardin. En effet, à la relation homme/femme s'ajoute un autre paramètre, le rapport de statut social lié à ma posture de chercheuse qui, malgré moi, me positionnait dans un rapport de domination. Il me fallait donc en rabattre pour effacer le plus possible la posture inévitable de chercheuse impliquée par ma présence même : être une femme seule n'a aucun sens social dans le quartier.

Dans un premier temps, il s'agira de poser quelques repères anthropo-historiques renvoyant à la migration collective vers le quartier populaire de Cité Mangrove et à l'installation de cette population martiniquaise rurale pauvre. Cette synthèse s'avère nécessaire pour comprendre le cheminement et les motivations de Willy que je présente dans un second temps en fournissant des éléments biographiques.

Enfin, les trois dernières parties sont consacrées à ses stratégies d'investissement autour de son jardin créole.

Du bidonville au quartier populaire de Cité Mangrove

Les crises successives de l'économie de plantation⁷, basée sur la culture de la canne à sucre, incitent de nombreux ouvriers agricoles à migrer vers les villes du littoral ouest (Le Lamentin, Ducos et Fort-de-France). Une première vague de migration s'amorce dans les années 1930 et s'accélère à partir des années 1950, suite à l'effondrement de l'emploi agricole. D'une part, celle-ci entraîne un chômage massif, qui s'accompagne de la perte du lopin de terre et des logements que certaines usines garantissaient à leurs employés (Gisler 1981). D'autre part, la mécanisation de l'outil de travail conduit aussi à une diminution drastique de main-d'œuvre (Nicolas

.....

6. C'est-à-dire que lorsque Willy me demandait un service, parfois sous une forme d'autorité, généralement j'acceptais de le lui rendre sans contester, comme aller chercher un outil.

7. Celle-ci est supplantée par la production de sucre de betterave qui se développe en métropole.

1998). À partir des années 1954, l'explosion urbaine commence (Jalabert 2007) et la ville de Fort-de-France voit arriver des vagues successives de migrants pauvres issus du prolétariat agricole. Depuis la départementalisation de 1946, Fort-de-France se modernise et entreprend de nombreux travaux d'aménagement : chantiers portuaire et aérien, chantiers du bâtiment pour l'expansion de la ville, travaux d'assainissement, acheminement de l'électricité, de l'eau. C'est dans cette perspective de développement urbain que les services publics sont favorables à l'exode rural de cette main-d'œuvre non qualifiée et donc bon marché. L'afflux est important et les différents organismes n'arrivent pas à loger toute cette population démunie qui, dès lors, s'approprie les zones insalubres marécageuses du pourtour du centre-ville. Cette immersion catastrophique dans l'habitat insalubre comme l'a révélé C. Pétonnet (1982 : 15) à propos des bidonvilles de la région parisienne, résulte paradoxalement de stratégies d'accès à l'emploi.

À Cité Mangrove, comme dans tous les quartiers populaires de Fort-de-France qui ne bénéficient pas de soutien de la ville, les nouveaux occupants prennent l'initiative de s'organiser par le « coup de main », inspiré des tactiques d'entraide du travail collectif dans les champs et de l'agriculture d'autosubsistance (Chivallon 1998). L'entraide s'effectue non seulement pour la viabilisation des terres, mais aussi pour la construction des cases⁸, malgré les nombreuses menaces d'expulsion de la préfecture, le maire, A. Césaire, garantissant un rôle d'arbitrage. Comme dans la plupart des pays en situation de grande pauvreté (Agier 1999 ; Cattedra 2006), ces logements sont construits en bois, en fibres naturelles locales (bananier, cocotier) et en matériaux hétéroclites d'importation (caisses de voitures importées, tôle, récupération de ferraille sur les chantiers). Ils sont progressivement transformés en logement dur (fibrociment, béton) que chaque famille modifie et agrandit en fonction de ses moyens.

Si la partie nord des hauteurs de Fort-de-France abrite plutôt les quartiers résidentiels, les faubourgs populaires, comme Cité Mangrove, investissent surtout les parties « ouest et sud de la ville. Proche du centre-ville de Fort-de-France, ce quartier populaire a été aménagé sur une zone de mangrove boueuse, nauséabonde, servant

.....

8. Terme créole désignant l'habitation sommaire.

de dépotoir et infestée d'insectes. Urbanistes (Letchimy 1992 ; Martouzet 2001), sociologues (Domi & Rolle 2005) et anciens du quartier⁹ ont décrit ces lieux sordides (refuge des repris de justice, des malfaiteurs, des immigrés des îles voisines, etc.), marqués par des conditions de vie misérables, sans confort et sans hygiène sanitaire. Aujourd'hui encore, à travers l'architecture hétéroclite, l'agencement des lieux (entassement des habitations, dédales de ruelles, etc.) et la pérennisation d'une population défavorisée (chômage¹⁰, perturbations nocturnes liées aux trafics et aux passages incessants de scooters, drogue, prostitution, immigration venue des îles voisines : Dominique, Haïti, Sainte-Lucie, etc.), la visibilité des quartiers pauvres de Fort-de-France perpétue l'ostracisme et la stigmatisation d'espaces relégués (Valladares 2006). Pourtant, à la Martinique, les épreuves endurées par les migrants disqualifiés ne signifient pas que les pauvres sont sans cesse stigmatisés. En effet, dans une structure sociale où une grande partie de la population est pauvre, les Martiniquais les plus dominés s'acceptent mutuellement plus facilement. Une investigation collective sur la pauvreté à la Martinique (Daniel, Bruneteaux, Kabile, Lefaucheur et Rochais 2007) a permis de mettre à jour l'idée qu'avant les années 1950, la pauvreté en milieu rural était « intégrée » (Attias-Dufont et Lapierre 1997 : 21-22 ; Paugam 2005). Dans une région qui s'apparentait plus à une société sous-industrialisée qu'à une société dite moderne, la « pauvreté intégrée » était associée à une culture du noir pauvre ayant toujours su faire face à un destin misérable. Les pauvres ne formaient pas un groupe à part mais constituaient la base même de la société. Nombre de mes interlocuteurs « anciens » de Cité Mangrove ont, sinon travaillé dans les champs de canne ou de bananes, du moins côtoyé ceux qui

.....

9. J'ai recueilli de nombreux entretiens durant mon étude de terrain qui s'est effectuée sur près de trois ans. Les détails de ce travail ethnographique constituent le corpus principal de mon travail de thèse en cours.

10. En juin 2007, 34 500 personnes se déclarent au chômage au sens du Bureau international du travail (BIT). Le taux de chômage de la région est de 21,2 % contre 8,1 % en métropole. La durée moyenne d'ancienneté dans le chômage est de 45 mois. Près de la moitié (48 %) des chômeurs de Martinique le sont depuis plus de trois ans. Le chômage des femmes demeure plus élevé que celui des hommes (21,7 % contre 20,7 %). Les plus touchés par le chômage restent les jeunes actifs de moins de 30 ans (38 %). Pour les jeunes sans diplôme, il atteint 60 % alors que les jeunes sortis de l'enseignement supérieur bénéficient d'un taux de chômage réduit à 13 %. (Source : INSEE).

l'ont fait. Ils ont tous vécu dans des cases ou des baraquements de tôles, tout comme ils ont connu la frugalité de repas qu'agrémentait seulement le produit de cueillettes dans les bois environnants, de la rapine de la canne à sucre dans les champs ou de la pêche en rivière ou en bord de mer. Les expressions et métaphores créoles de *maléré* (malheureux), *mizé* (misère), *krazé* (écrasé), *chiré* (déchiré), *nèg en ba fèye* (« nègre sous la feuille » signifie plus bas que terre) sont très spécifiques de cette culture populaire de la pauvreté « assumée » symbolisée et mise à distance par ces termes. À la différence des quartiers bidonvilles de métropole qui ont été détruits par les politiques d'urbanisation afin de cacher la misère trop visible (Sayad 2005), à la Martinique, les quartiers populaires sont demeurés en place, soutenus par une municipalité césairienne qui en a fait sa base électorale. Ainsi implantés, la plupart des habitants ont progressivement amélioré leur habitat et ont déployé différents registres d'adaptation comme le montre le cas spécifique de Willy.

Déviance et reconversion

Willy, une trentaine d'années, grand, svelte, foncé de peau, a grandi à Cité Mangrove. C'est un ancien délinquant, dealer de crack qui, comme son frère aîné, a été essentiellement élevé par la grand-mère maternelle¹¹. Leur mère, ne pouvant pas assurer le quotidien de ses enfants, migre en métropole et travaille comme ouvrière ou femme de ménage. Rapidement, les deux garçons se déscolarisent et se mettent à fréquenter d'autres jeunes qui vivent la même situation de vie dans la rue, avec leurs repères. Suite à un règlement de compte entre bandes rivales, l'aîné décède à l'âge de 17 ans. Willy, âgé alors d'une quinzaine d'années, s'engage dans la même voie que son frère, basculant dans la violence (confrontations entre hommes et violence à l'égard des femmes, vitesse en voiture et « tirages »¹²...) et

.....

11. Il n'est pas exceptionnel que les enfants soient pris en charge par une grand-mère ou une tante par exemple. Dans une même fratrie, les enfants ne sont pas traités de manière égale car certains peuvent être élevés par leurs parents tandis que les autres seront placés chez un membre de la famille durant une période plus ou moins déterminée.
12. Chaque début de week-end, tard le soir, des courses automobiles (mais aussi de motos) à haut risque sont organisées, généralement par des jeunes, sur des portions de route mettant leur propre vie en danger ainsi que celle des autres automobilistes. Des accidents mortels sont fréquemment mentionnés dans le journal quotidien *France-Antilles*.

la délinquance. Le commerce de la drogue, source de revenu informel élevé, est aussi le signe d'une culture de la rue centrée sur des valeurs masculines de « dureté » et de prises de risque :

« Tu sais, sœur, c'est ici que la cocaïne a commencé. C'est les Français qui ont amené ça ici. On fabriquait le crack (il m'explique la technique de fabrication artisanale), j'ai fait ça et je le vendais après. Je gagnais beaucoup d'argent, 3 000, 4 000 francs par jour. J'avais les bijoux, les voitures, les filles. Tout ça c'est facile quand tu as beaucoup de fric ! »

Willy élabore son identité masculine au contact des hommes et d'autres jeunes de la rue qu'il côtoie au quotidien dès son enfance :

« C'est comme ça, ici c'est un quartier où quand on était jeunes on était toujours dehors. On était avec les hommes et on voulait faire comme eux. On voulait déjà être un homme. J'ai pas toujours fait des choses belles, j'étais jeune j'aimais la frime, les filles. Tu comprends, je voulais être le meilleur. Le karaté ça m'a aidé, les filles elles aiment ça. »

D. Lepoutre (1997) explique que la transmission d'une culture de la virilité s'effectue essentiellement dans une « sociabilité de la rue », et selon P. Bourgois, « la culture de la rue est un véritable forum alternatif où peut s'affirmer une dignité personnelle autonome » (2001 : 36). Son statut de jeune *major*¹³ du quartier et de karatéka¹⁴ lui vaut d'être comparé à un célèbre acteur noir américain populaire, au physique puissant et qui s'est fait l'apôtre du peuple noir opprimé. Ces amis du quartier lui attribuent alors le même surnom. Comme l'explique encore D. Lepoutre (1997 : 286-287), les pseudonymes sont inspirés des personnages « super-héroïques », participant de la représentation imaginaire de la force et de la violence en rapport avec la culture de l'honneur.

.....

13. Chef de bande

14. Lorsque je parlais de Willy autour de moi à Cité Mangrove, il n'était pas rare qu'il soit identifié comme karatéka. « C'est le gars qui fait du karaté » me disait-on souvent.

Âgé d'une vingtaine d'années, Willy part en métropole, mais rapidement, des démêlés le conduisent à une incarcération de 13 mois. En prison, isolé de ses pairs Willy souffre du racisme. Pour ne pas être écrasé par d'autres caïds, il se mobilise et parvient, après maints bagarres et défis, à devenir à son tour un « vrai dur », seule garantie pour se faire respecter et ne pas sombrer dans l'humiliation :

« Il y avait un gitan avec moi, un fou, il trafiquait avec la cocaïne. Le matin il se réveille il me dit : « Quand tu prends ton pain, lave ta main », je lui dis je suis pas sale, c'est parce que je suis noir tu me dis ça frère ? Un jour, il me dit : « Ouais, t'es fort mais je t'aurai ». Alors je lui dis comme ça : « Un matin tu vas pas te réveiller je vais te tuer. Je vais passer ta tête dans les barreaux là, tu vas être étranglé et tu vas pas te réveiller frère. » On m'appelait rasta, j'avais mis ma tête d'une manière pour qu'on me laisse passer, ça rigolait pas, je faisais à l'époque 90 kg. Ah ouais, j'avais mon expérience de karaté alors ça allait, ça rigolait pas, ah ouais. J'étais le seul Noir ici. »

Pourtant, il retire un bénéfice de son incarcération vécue comme une épreuve positive qui influencera son nouveau choix de vie :

« Tu sais, la prison ne m'a pas appris des choses, j'ai appris dans la rue. La prison ça m'a permis de placer les choses pour les mettre en pratique. Ça m'a permis de réfléchir, d'avoir le temps de faire la part des choses, de placer les choses, de voir ce que j'avais fait, ce que j'avais pas fait, ce qu'il était bon de continuer, ce qu'il n'était pas bon de continuer. La prison c'était bien pour mettre en place les choses que j'ai mises en pratique. Ça m'a permis d'avoir un moment de réflexion et d'avoir plus d'assurance dans ce que je voulais faire plus tard. « Kan cé tro pressé pa ka fè jou ouvrè » (quand on est trop pressé, on ne fait pas avancer le jour plus vite) et quand tu es en prison tu perds beaucoup de temps, donc vaut mieux prendre son temps de vivre. La France c'était fini pour moi. Tu comprends, mon pays c'est la Martinique avec des gens de ma race. »

Contrairement aux difficultés éprouvées par la majorité des sortants de prison, Willy décide d'effectuer une rupture avec une période de son passé en envisageant de réorganiser sa vie (Chantraine 2004). Si la prison est une seconde étape dans sa vie, une troisième étape s'amorce avec son retour à la Martinique. Il s'installe chez sa mère, résidente d'une cité HLM dans un quartier limitrophe de Cité Mangrove, pour y rester près de quatre ans.

On constate que la mise en route de son nouveau projet de vie s'accompagne d'un retour chez sa mère. On notera à ce propos, que le recours aux ressources parentales, par retour après un premier départ, est un point d'appui pour un second départ. La sécurité d'une installation chez sa mère, même temporaire, va lui permettre d'envisager une démarche de « reconversion sociale » par l'insertion professionnelle. L'étendue de son réseau social facilite son embauche comme médiateur urbain¹⁵. Cette nouvelle position lui assure une base matérielle et un statut social l'autorisant à manifester un rôle de prévention adapté « au profil » culturel de la Martinique :

« Avec ma tenue, je peux faire de la prévention auprès des filles. Tu sais, elles ont confiance et elles voient que je raisonne, que je réfléchis. Je peux parler de tout, de la Bible, de sexe, ça ne pose pas de problème. »

Néanmoins, Willy manifeste ouvertement son refus des contraintes hiérarchiques : il insulte et menace ses supérieurs, quitte inopinément les réunions de service, s'accorde des jours de repos. Son « arrogance », pour emprunter le terme de l'une de ses chefs, rend compte d'une résistance à l'instrumentalisation, au contrôle et au rapport de domination auquel la hiérarchie institutionnelle le contraint (rapport homme-femme, contrainte d'horaires, planification de réunions). Si son personnage de médiateur lui assure une fonction relationnelle valorisante et le respect auprès de la population, à l'inverse, la subordination est vécue comme une humiliation.

.....
15. Certains services de la mairie de Fort-de-France, dans le cadre du CLS (Contrat local de sécurité), recrutent de nombreux jeunes de quartiers populaires qui reçoivent une formation d'agent médiateur.

Ce travail salarié va lui servir de levier pour entreprendre d'autres démarches, au confluent de la survie et de la quête identitaire. En s'appropriant, à Cité Mangrove, une parcelle de terre inoccupée appartenant à la ville de Fort-de-France, Willy peut assurer son indépendance, tout en satisfaisant aux critères locaux de l'homme en « résistance ». La création d'un jardin créole lui offre la possibilité de renouer avec le « nègre marron » (Debbasch 1961-1962) autonome en s'intéressant au travail de la terre, tandis que le rôle de « grand frère moderne » est assumé par la maîtrise des activités culturelles « traditionnelles » :

« Tu sais, une journée de travail dans mon jardin, c'est tout de suite transformé en énergie positive. Ça n'a rien à voir avec mon job de médiateur. Tu comprends, je me sens libre, je vais à mon rythme et personne ne me fait chier à me dire fais ci, fais ça. »

« Bon, les jeunes n'ont pas évolué. Ils s'intéressent pas, tu comprends. Ils sont là sur la place, c'est pas vraiment leur faute, y a rien pour eux. C'est pour ça mon projet, j'ai envie de changer ça, de les faire s'intéresser. »

Une installation dans les marges de Cité Mangrove

Willy est âgé d'environ 25 ans quand il s'installe sans autorisation légale, sur un terrain vague appartenant à la municipalité de Fort-de-France. Son « ghetto », c'est ainsi qu'il désigne son espace de vie, se situe en bordure du quartier populaire de Cité Mangrove et aux abords d'une rivière. Caché à l'abri des regards, derrière un haut talus qu'il faut gravir puis redescendre, cet espace de vie constitue un isolat urbain, tout en restant implanté dans le quartier :

« La cité, je connais bien, c'est là que j'ai vécu depuis tout petit. Je peux circuler partout, je connais partout ici. Ça a changé, mais pas tellement. Y a des copains qui viennent me voir. Michel, c'est pas parce qu'il habite plus là, mais tu as vu qu'il vient presque tous les jours. C'est comme un frère quoi. »

Pour cet ancien délinquant déraciné quelque temps en métropole et en quête d'une vie « rebelle intégrée », Cité Mangrove reste le quartier d'ancrage. Son jardin créole est l'occasion d'une nouvelle identité sociale toujours associée à la notion de respectabilité. Sa stratégie d'appropriation d'une terre le valorise comme producteur autonome, mais cela ne suffit pas : ses projets agricoles sont aussi culturels et l'élèvent au rang de petit entrepreneur moral. Puisant ses références dans les procédés des anciens, il s'approprie le terrain de Cité Mangrove qu'il épierre et défriche afin de « *recupérer quelques planches et des feuilles de tôle pour faire ma case* » (Willy).

Lors de ma première visite en 2004, il avait édifié une petite case avec une avancée servant d'espace cuisine, pourvue d'un simple réchaud à gaz, d'un grand fût en plastique indispensable à la conservation des denrées alimentaires de base. Il n'y avait ni eau courante ni électricité et le sol était en terre battue. Dans un recoin de la case gisait un vieux matelas. Peu à peu, sa case s'est améliorée en fonction de son aptitude au bricolage et au système de la « débrouille ». À l'occasion de notre dernière rencontre en été 2007, le coin cuisine avait été agrandi et Willy avait installé un évier en inox. Des travaux avaient aussi été effectués à l'intérieur de son habitation divisée en deux parties. L'entrée donnait sur un espace salon équipé d'une télévision démontée, d'un lecteur dvd, d'un canapé en skaï usé et d'une planche sur des parpaings en guise de table. Dans la continuité de ce séjour, étaient aménagées une petite salle d'eau, une chambre pour son jeune fils¹⁶ ainsi que la sienne. Enfin, le sol était revêtu de morceaux de linoléum usés et de bouts de moquette. Si jadis, la bougie ou le groupe électrogène étaient son unique mode d'énergie, il bénéficie aujourd'hui de l'électricité par raccordement illégal sur le compteur d'un voisin tolérant. De la même manière, il est branché à son compteur d'eau par un système de déviation. En échange des « services » rendus, Willy lui offre des produits de son jardin et ne refuse jamais, en cas de nécessité, de lui donner un coup de main. Désormais, Willy peut aider sa mère qui, en contrepartie du linge lavé, de repas préparés ou de la garde de son petit-fils, reçoit aussi des produits de sa récolte et un soutien moral face à sa solitude.

.....

16. À son retour en Martinique, il rencontre une jeune étudiante avec qui il aura un enfant. Ils sont séparés, mais Willy en a occasionnellement la garde.

Une stratégie compensatoire : créer son jardin créole

Son « ghetto » associe les plantes ornementales aux plantes vivrières (Marc 2007). Cet aménagement horticole est la signification que son logement est désormais un lieu de vie stabilisé. L'investissement fourni dans la création du jardin créole est comparable aux stratégies décrites par F. Weber (1989) à propos des jardins ouvriers.

Au cours de mes nombreuses visites, j'ai découvert une large diversité de plantations, souvent renouvelées et améliorées, dont une première catégorie clôture sa case. Cette végétation se constitue de massifs de fleurs et de plantes vertes protectrices¹⁷ (« qui mourra saura » : croton ; « qui aura voudra » : polyscias ; « sandragon » : *Draceana fragrans*) qui dissimulent l'entrée en formant un haut taillis. On observe une deuxième catégorie de végétaux : petites plantes et arbustes culinaires (bois d'Inde¹⁸, citron pays, gros thym¹⁹...), plantes aromatiques (gingembre, vanillier), *rimèd raziés* (plantes médicinales de la pharmacopée locale : citronnelle-pays, thé-pays, *atoumo*, aloès...). Ces deux premières catégories de plantes constituent le jardin de case qui est généralement entretenu par les femmes, alors que le jardin vivrier est géré par les hommes (Benoît 2000). À proximité du logement, un espace est réservé à une grande pergola recouverte de *maracudja* (fruits de la passion). Cette tonnelle abrite une pépinière où Willy cultive de jeunes pousses de plantes et expérimente des boutures et des greffes :

« C'est très compliqué la vanille. Au début ça marchait jamais et c'est très long. Tous les matins, il faut féconder avec la main les fleurs. Tu prends la fleur comme ça avec la main gauche et tu découpes là où il y a les pétales avec

.....
17. Je fais référence aux représentations populaires liées à l'environnement selon lesquelles il y aurait des influences réciproques entre l'homme et le végétal. Certaines plantes dites « magiques » sont des protections contre les dangers associés à des forces surnaturelles. Elles garantissent à la famille et aux proches un garde-corps contre les mauvaises influences, les attaques en sorcellerie, tout comme elles peuvent apporter la chance (Peeters 1976 ; Benoît 2000 ; Vilayleck 2002).

18. Cet arbre possède des feuilles odorantes que l'on utilise dans la cuisine de la même façon que le laurier.

19. Utilisé dans la cuisine, ses feuilles épaisses mais très odorantes ressemblent à des feuilles d'ortie.

une petite pointe. Et puis tu soulèves le sexe femelle pour le mettre en contact avec le sexe mâle. Et tu fais ça pour toutes les fleurs. »

La stratégie de Willy consiste à n'avoir recours qu'aux ressources locales et à ses propres expérimentations. Il s'approvisionne en graines et en plants que des amis lui offrent. Il tient à développer, à moindre coût, une production purement locale en demeurant le maître d'œuvre. En pénétrant plus avant dans son jardin, une troisième catégorie de plantations vivrières se compose d'arbres fruitiers (cocotiers, manguiers, corossoliers, goyaviers, avocatiers, etc.) ainsi que d'herbacées : bambous, bananiers, cannes à sucre.

« Tous ces arbres-là, tu crois que c'est la même chose ? Là tu as la banane dessert, c'est de la Francinette, elles sont toutes petites et très sucrées. Là tu as des ti nain. C'est ce que tu manges avec la morue. Là, tu as la banane jaune, elle est plus grosse et dure, tu peux faire des beignets. »

Enfin, un dernier groupe de cultures vivrières fournit des légumes « pays » (ignames, patates douces, dachines, christophines, gombos, etc.) qu'il cultive avec des techniques simples. L'identitaire croise ainsi le localisme (produits locaux, savoir-faire des anciens, respect de la nature) :

« C'est pas la peine d'avoir beaucoup d'outils. Il faut réfléchir et puis c'est ton corps qui doit réagir. Tu vois quand je fais ce mouvement-là avec les coutelas, c'est plus facile pour arracher le légume. Il faut aussi trouver une bonne position pour moins se fatiguer. Tout ça tu l'apprends par la pratique. Les légumes de mon jardin, ils n'ont pas toujours le volume comme dans les supermarchés, mais tu as l'odeur, le goût et je te dis que ça n'a rien à voir. Je cultive dans la tradition, sans produit chimique, sans hormone. Il n'y a rien que du naturel. »

Il m'éclaire également sur l'art de faire des trous ou des fosses selon les légumes et sur la manière de les associer en fonction des espèces. Les explications qu'il fournit révèlent, en premier lieu,

l'attachement à un modèle d'une culture « traditionnelle » répondant à l'idéologie d'un retour à la terre nourricière pour une vie plus saine, comme le décrivaient D. Hervieu-Léger et B. Hervieu (2005) pour l'expérience des « néoruraux » des années 1970. En second lieu, les détails dispensés prouvent, implicitement, que les compétences peuvent s'acquérir en dehors du système scolaire officiel. Willy sait qu'il se trouve en présence d'une universitaire. La précision de ses indications est l'occasion de m'instruire et de témoigner de ses connaissances pratiques, en valorisant ses savoirs et savoir-faire, hérités de ses propres observations des anciens. Cette réalité enseigne que les personnes non instruites sont aussi associées au processus de production, notamment dans le circuit de l'économie de marché informel.

En poursuivant la visite, on découvre un *carbet*²⁰ en bambou et en feuilles de cocotiers donnant sur un bassin où diverses variétés de bambous s'enchevêtrent aux fleurs tropicales. Dans ce plan d'eau destiné à la pisciculture, Willy a introduit des écrevisses et quelques poissons tilapia réservés à la vente. Afin de diversifier sa production et d'assurer une plus importante rentabilité, il élève des poules et quelques chèvres, que complètent le canotage en mer pour la pêche et une pratique régulière de la chasse sous-marine.

On remarque que Willy conjugue l'esthétique du lieu, s'opposant ainsi à la représentation négative et fonctionnelle du quartier, au plaisir de concevoir des espèces nouvelles. Il n'oublie pas, loin de là, que ses efforts et toute cette production visent un mécanisme de service dans une résistance identitaire qui conjugue intérêt économique et respect d'un mode de vie local. Il ne s'agit pas de la création d'un simple potager pour une petite consommation personnelle mais, bien au contraire, d'une véritable parcelle de cultures vivrières artisanales²¹, destinées à une commercialisation. En valorisant l'authenticité de ses produits, il légitime sa démarche « commerciale » auprès d'une clientèle potentielle :

.....

20. Il s'agit à l'origine d'un habitat qui remonte aux premiers occupants de la Martinique : les Amérindiens.
21. Dans ses études sur la paysannerie martiniquaise, après l'abolition de l'esclavage en 1848, C. Chivallon (2002) explique l'importance accordée au lopin de terre. Les produits récoltés subvenaient, non seulement, aux besoins alimentaires de base des familles, mais ils étaient également destinés à la vente pour en retirer un petit bénéfice.

« C'est pas seulement ici que ça m'intéresse de vendre mes produits. Ici, c'est facile, je vais là, là, je propose quelques légumes. Il y a toujours des gens pour acheter. Ils me connaissent, ils savent comment je cultive. Ce que j'essaie de mettre au point c'est de faire du business avec des restaurants qui ont envie de faire découvrir du vrai naturel, sans produit chimique, tu vois ! Pour que les touristes découvrent les vraies saveurs de nos produits. J'ai compris qu'il faut manger de bonnes choses. Quand tu manges des pâtes, tu as de l'énergie mais les muscles ne ressortent pas. Mais quand c'est naturel, les bananes, les dachines, c'est des féculents et c'est pas seulement de l'énergie, mais tu as le potentiel. C'est ça que je veux faire comprendre parce que les gens n'ont rien compris. Ils se nourrissent n'importe comment, Mac do, Coca, tout ça c'est de la merde. »

Willy montre son habileté à négocier ses récoltes, à l'image de l'ancien trafiquant de stupéfiants qui négociait ses produits. Proposer et vendre des récoltes de bonne qualité semble être la garantie de fidéliser une clientèle qui lui apporte une source de revenu complémentaire hors du système économique légal, ce qu'on appelle un « job ».

Willy symbolise la figure du débrouillard intégré à son environnement. Il utilise les ressources de l'économie informelle et instrumentalise parallèlement le monde de l'insertion afin de s'assurer un profit plus régulier. Cette économie souterraine est une méthode alternative de production très répandue à la Martinique, alors même que les individus peuvent exercer à la fois un travail légal salarié comme nous le prouve Willy. Toutefois, ce type d'économie informelle n'est assuré que s'il existe un investissement social important. Certes, dans un système néocolonial où la population est encore traumatisée par l'esclavage, le travail informel est un critère de liberté. Or, ce dernier n'est pas exempt d'obligation. Pour accéder à un *job* ou se livrer à une économie parallèle, il est indispensable de créer un réseau social et de le maintenir. En même temps, l'exercice d'une activité informelle assure, en général, la préservation d'un mode de relations sociales (Leclercq 1993).

Afin de réinventer du lien social Willy cherche à mobiliser certains habitants de Cité Mangrove en recourant à son jardin

créole comme lieu de rencontre et de partage. À l'occasion, ces liens sociaux serviront ses intérêts dans son activité économique informelle. On perçoit en filigrane l'importance accordée à l'interdépendance, parce que la reconnaissance sociale des jeunes et des anciens, appelle à la réciprocité.

Le jardin créole : un espace identitaire et de lien social

Le jardin créole est envisagé comme un outil qui faciliterait la restauration de liens entre les habitants du quartier. Dans une étude sur la jeunesse et la rue, Maffésoli (1994) explique que la prise en compte du milieu crée de la « *reliance*²² ». En premier lieu, la « *reliance* » s'établit par un échange intergénérationnel où le jardin créole est le lieu de l'apprentissage de savoirs populaires. Willy, qui fait appel à ses souvenirs d'enfance au contact des anciens, propose de repenser les liens entre ces derniers et les jeunes du quartier. Il estime qu'une réappropriation des traditions ne s'envisage qu'en valorisant des activités informelles autour d'un système de rencontres partagées et intergénérationnelles :

« Quand j'étais petit, je traînais toujours avec les vieux. C'est avec eux que tu fais l'apprentissage de la vie. Tout ça c'est fini. J'ai appris à cultiver en observant les vieux, j'ai appris la pêche à l'épervier en observant les pêcheurs. Mais les petits jeunes que tu vois là, ça ne les intéresse pas. C'est ça que je voudrais créer, tu comprends avec des anciens qui peuvent apprendre aux jeunes. C'est bon pour les jeunes, mais c'est bon aussi pour les vieux. Ils sont là, ils sont utiles, ils sont pas à regarder la télé et les jeunes traînent pas sur la place. Ça c'est quelque chose de positif. »

Dans cette logique d'échange, Willy imagine de diversifier les activités « traditionnelles » : jardinage, techniques de pêche, apprentissage du tambour, de chants et de danses. Lui-même s'est inscrit dans un centre culturel de proximité pour se perfectionner

.....

22. L'auteur emploie le terme anglais qui n'a pas d'équivalent en français, mais qui veut dire « ce qui me relie à l'autre ».

à l'art du tambour et s'initier à diverses danses folkloriques (bèlè, danmyé) auxquelles je participais également.

En second lieu, la « reliance » procède de deux logiques d'action qui s'articulent : la modification du rapport à la vieillesse pour les anciens qui acquièrent un rôle social en transmettant leur savoir-faire d'une part et, d'autre part, l'obstination de Willy à vouloir soulager la détresse sociale des jeunes :

« Les p'tits jeunes, je peux pas les renier, j'ai traîné avec eux. On vit tous dans le même quartier avec les mêmes galères et ça fait que, c'est toujours des gens que je connais. Il y en a, c'est des copains. »

Certes, la situation économique est alarmante à la Martinique, mais on comprend dans ce qu'il dit que ces jeunes manquent aussi de motivation et de curiosité. Ce constat encourage son désir de transformation des situations subies, en apportant de nouvelles valeurs auprès des jeunes du quartier qui traînent et se professionnalisent dans la délinquance. Pour progresser dans son projet social, Willy a commencé à bétonner un appentis sur son terrain, près de sa case :

« Tu vois, je vois ça là, il y a assez d'espace. Je refais la dalle en béton et puis ensuite j'arrange le toit. Les p'tits jeunes qui veulent venir ici ils sont tranquilles. Tu viens, tu pars quand tu veux, tu es libre quoi. »

En ce sens, le jardin créole peut constituer une référence spatiale de l'appartenance au quartier ainsi qu'une référence identitaire locale (tout le monde est de Cité Mangrove), tout en recréant un sentiment de sécurité (on est entre soi). Selon Willy son jardin doit procurer un sentiment de sécurité et de bien-être qui conduit certains d'entre eux à vouloir participer aux travaux de jardinage :

« Tu vois, ce que je veux, c'est qu'ils viennent ici, tranquille, ils sont là, c'est cool, personne leur dit rien. Moi, je suis là, tranquille, celui qui veut, il me donne un coup de main. Le p'tit rasta que tu as vu, il vient quelquefois me donner un coup de main. Il me dit comme ça : ouais, t'as

pas un p'tit job pour moi ? Je trouve toujours quelque chose à lui donner : charroyer des pierres, nettoyer les pieds de canne. Bon, ça dure pas longtemps, il va s'asseoir là, il va fumer, tranquille, sans rien dire. Y en a qui viennent, je sais pourquoi, ils savent que j'ai de l'herbe. Celui-là, il me rend toujours un petit service alors je lui donne un peu, c'est donnant donnant. Moi, je suis occupé et je ne sais même pas quand il est parti. »

On a là un bel exemple d'obligation sociale qui engage la réciprocité entre un petit entrepreneur et une « main-d'œuvre » à disposition. Par solidarité, le premier s'attache à atténuer les souffrances que suscite la précarité, alors que le second s'oblige à rendre un service. Toutefois, ce type de lien social ne fonctionne que dans la liberté d'action de la « main-d'œuvre ». On se situe dans des logiques sociales de confraternité de quartier où chacun des pairs partage les mêmes valeurs et un même destin social propre aux Martiniquais dominés. L'entre-soi protecteur est garanti par un espace social végétal propice à l'épanouissement des dominés, lorsque l'environnement est vécu comme hostile (Benoît, *op. cit.* : 97). La réussite identitaire de Willy réside dans sa capacité d'invention d'un univers « naturel » traversé de part en part par un monde social qui dépasse la logique de la résistance en favorisant un affranchissement social du monde des « eux » (Hoggart 1970). Malgré le peu d'assise matérielle et l'absence de soutien municipal et local²³, la volonté de Willy est bien celle de construire des liens sociaux forts, une fraternité entre personnes du quartier.

Conclusion

Par leur ingéniosité et leur capacité d'adaptation au milieu dans lequel ils vivent, certains individus habitant les quartiers les

.....

23. La société martiniquaise, est essentiellement marquée par l'individualisme, malgré les nombreux discours que produisent les Martiniquais eux-mêmes sur les solidarités. À la différence, par exemple, des Chinois de Martinique qui manifestent leur solidarité par leur capacité à travailler en famille, de génération en génération (Dubost 2002), il n'y a pas de prise de conscience collective chez les Martiniquais descendants d'esclaves.

plus défavorisés parviennent à se constituer une culture de service qui accorde une place déterminante au jeu social de l'entraide et des liens de solidarité. Néanmoins, l'analyse de la trajectoire de Willy révèle que la démarche de « retour » au quartier était loin d'être acquise. Ce « cursus » en lignes brisées soulève plus de questions que de réponses. Notamment, celle de savoir à quelles conditions sociales il est possible de parvenir au même résultat sans passer par autant de phases aléatoires. Par la diversité de leurs activités informelles, ces modèles sociaux représentent à la fois des modèles de résistance au pouvoir métropolitain dominant, et plus largement à l'économie mondiale de marché, et dans un « décor » socialement conduit et doté d'une cohérence propre. S'organise ainsi une société de la débrouille avec ses codes de la rue et ses fabrications insolites dans un cadre qui rappelle que ces jeunes composent avec un système proche et lointain, qu'ils intègrent et rejettent à la fois.

Bibliographie.

- André Jacques, 1985. *L'inceste focal dans la famille noire antillaise*, Paris, PUF.
- Attias-Donfut Claudine & Lapierre Nicole, 1997, *La famille providence. Trois générations en Guadeloupe*, Paris, La documentation française.
- Benoît Catherine, 2000. *Corps, jardins, mémoires. Anthropologie du corps et de l'espace à la Guadeloupe*, Paris, CNRS Éditions/Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Bourgeois Philippe, 2001. *En quête de respect, le crack à New York*, Paris, Seuil.
- Cattedra Raffaele, 2006, « Bidonville : paradigme et réalité refoulée de la ville du xx^e siècle » in Depaule J.-C. (sous la dir. de), *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Ed. Unesco/MSH.
- Chantraine Gilles, 2004. *Par-delà les murs*, Paris, PUF.
- Chivallon Christine, 1998. *Espace et identité à la Martinique. Paysannerie des mornes et reconquête collective*, Paris, CNRS éditions.
- Daniel Justin, (rapport coordonné par), P. Bruneteaux, J. Kabile, N. Lefaucheur et V. Rochais, janvier 2007. *Pauvreté, précarité et formes d'exclusion en Martinique : une approche qualitative*, Martinique.
- Debbasch Yvan, 1961-1962. « Le marronnage. Essai sur la désertion de l'esclave antillais », *L'année sociologique*, Paris, 3^e série.
- Devoue Eliane, 2000. *Les Antilles françaises : les activités informelles. Un aspect inconnu : enjeux*, Paris, Publisud.
- Domi Serge & William Rolle, 2005. *Vieux-Pont ou les oubliés de la mangrove*, Martinique, Ibis rouge éditions.

- Dubost Isabelle, 2007. « Au-delà de l'ethnicité : les "Chinois" à la Martinique » in *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris, Karthala/GEODE Caraïbe.
- Fanon Frantz, 1952. *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil.
- Giraud Michel, 1989. « Les masques de la couleur » in *Antilles*, Paris, Autrement, hors-série n° 41 : 88-95.
- Gisler Antoine, 1981. *L'esclavage aux Antilles françaises (XVII^e-XIX^e siècles)*, Paris, Karthala.
- Goffman Erwin, 1975. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Gonseth Marc-Olivier & Maillard Nadja, 1987. « L'approche biographique en ethnologie. Points de vue critique » in *Histoires de vie. Approche pluridisciplinaire*, Neuchâtel/Paris, Éditions de l'Institut d'ethnologie/MSH : 5-46.
- Hervieu-Léger Danielle & Hervieu Bertrand, 2005 [1979]. *Le retour à la nature*, Paris, Éditions de l'aube.
- Jalabert Laurent, 2007. *La colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, les Indes savantes/Rivages des Xantons.
- Leclercq Hugues, 1993. « L'économie populaire informelle de Kinshasa. Approche macro-économique », *Zaire-Afrique, Kinshasa*, n° 27 : 18.
- Lepoutre David, 1997. *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Éditions Odile Jacob.
- Letchimy Serge, 1992. *De l'habitat précaire à la ville : l'exemple martiniquais*, Paris, L'Harmattan.
- Marc Jean-Valéry, 2007. « Le végétal dans les espaces urbains et périurbains des petites Antilles : le cas de Fort-de-France », thèse de doctorat de géographie, université des Antilles et de la Guyane, faculté des lettres et des sciences humaines, département de géographie.
- Martouzet Denis, 2001. *Fort-de-France ville fragile ?*, Paris, Anthropos, Economica.
- Nicolas Armand, 1998. *Histoire de la Martinique. De 1939 à 1971*, tome III, Paris, L'Harmattan.
- Paugam Serge, 2005. *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF.

- Peeters Alice, 1984. « Représentations et pratiques populaires relatives à l'environnement et à la santé aux Antilles françaises : la Martinique. Approche ethnogéographique », Paris, laboratoire d'ethnobotanique et d'ethnozoologie.
- Pettonnet Colette, 1982. *Espaces habités. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée.
- Sayad Abdelmalek & Eliane Dupuy, 2005. *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement.
- Valladares Licia, 2006. *La favela d'un siècle à l'autre*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme.
- Vilayleck Elisabeth, 2002. *Ethnobotanique et médecine traditionnelle créoles*, Martinique, Ibis Rouge Édition/GEREC-F.
- Weber Florence, 1989. *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, INRA/Ed. EHESS.

Du moukhiam à la *favela*

Vers une approche comparative de la pauvreté

AMANDA DIAS¹

L'envie de mettre en rapport les camps de réfugiés palestiniens au Liban et les *favelas* brésiliennes est née lors de ma première visite au Liban, en avril 2004. Je m'y étais rendue pour une enquête de terrain dans le cadre de mon DEA. L'objectif était de saisir la place des fresques dans la construction et la représentation de l'imaginaire collectif des réfugiés du camp de Beddawi, situé au Nord Liban. Ce voyage initiait mon expérience de terrain et mes études sur le Proche-Orient. Cette enquête était aussi inaugurale dans un sens inattendu : elle a donné lieu à un va-et-vient de réflexions où ma compréhension du camp de réfugiés passait à travers mon vécu des *favelas* brésiliennes.

Non pas que je connusse les *favelas* brésiliennes de près. À vrai dire, je n'y avais presque jamais mis les pieds. Et cela était justement un des facteurs qui me troublait. Comment m'indigner de l'indifférence de la société libanaise vis-à-vis des réfugiés palestiniens, quand, finalement, dans mon pays j'appartenais à cette partie de la population qui reste indifférente à la réalité des *favelas* ? Une autre chose m'intriguait : l'environnement de résistance et de fierté du camp de réfugiés. À mes yeux, le camp exaltait, malgré

.....

1. Docteure en sociologie en cotutelle internationale à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et l'université de l'État de Rio de Janeiro (UERJ). diasamanda@yahoo.com

sa pauvreté, l'orgueil d'être palestinien. Aucune des personnes rencontrées n'exprimait un sentiment de résignation par rapport à sa condition de réfugiée. Et cela me paraissait si différent de la condition des *favelas* au Brésil... Je voulais comprendre pourquoi ces deux communautés avaient une perception aussi différente de leur marginalisation. Des deux côtés, il y avait une impression d'exclusion. Cependant, les manières de lire cette exclusion semblaient varier énormément.

J'exprime ici mes impressions initiales, constituées en partie par des clichés et quelques idées reçues. Mais ce sont ces mêmes impressions qui ont permis que le sujet de mon doctorat s'impose. À la fin de mon DEA, j'ai choisi d'élargir mon objet d'étude à une *favela* brésilienne, celle d'Acari, située dans la Zone Nord de la ville de Rio. Il s'agit ainsi d'une étude comparative qui est née de manière implicite ou naïve, pour évoluer vers une comparaison explicite ou savante². Une fois prise la décision de transformer mon intuition initiale en recherche scientifique, il était impératif d'enquêter sur la faisabilité et l'intérêt d'une telle démarche.

Comparer l'incomparable

Ma recherche souhaite s'inscrire dans une tradition comparatiste développée par Louis Dumont et revendiquée par Marcel Detienne dans son livre *Comparer l'incomparable*. Tandis que le premier suggère que l'exercice comparatif ne porte pas exclusivement sur l'organisation sociale, mais sur les idées et les valeurs de l'ensemble humain considéré³, M. Detienne souligne que les termes comparables ne sont pas donnés d'emblée à l'analyse⁴. Il s'agit en effet de construire ce qui est comparable. Et comment définir le comparable sans expérimentation ?

Detienne défend le projet et les procédures de ce qu'il appelle un « comparatisme constructif ». Comme l'explique l'auteur, ce comparatisme « invite à monnayer les catégories du sens commun,

.....

2. J'emprunte ici les termes de comparaison « implicite ou naïve » et « explicite ou savante » à Nancy L. Green. Selon l'auteur, la comparaison savante permet de « dé-naturaliser » les explications et de mieux analyser nos *enclosures* de l'esprit. (Green, 2002 : 130).

3. Dumont, 1983 : 17.

4. Detienne, 2000.

à construire des comparables qui ne sont jamais immédiatement donnés et qui ne visent nullement à établir des typologies non plus qu'à dresser des morphologies⁵ ». Le comparatisme devient possible dans la mesure où ce ne sont pas des thèmes à partir desquels on pourrait pointer ressemblances et différences, mais des mécanismes de pensée, des solutions logiques, des attitudes mentales qui nous permettent de construire la comparaison.

Nous pourrions argumenter que les camps palestiniens, phénomène résultant d'un conflit international, ne peuvent pas être comparés aux *favelas* brésiliennes, dans la mesure où ces espaces s'inscrivent dans un contexte national. En effet, pendant de nombreuses années l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a mis l'accent sur l'aspect politique des camps de réfugiés, devenus le symbole de la résistance palestinienne et du « droit au retour » des réfugiés palestiniens. Cependant, de nos jours, comme l'exprime Sari Hanafi :

« On ne peut comprendre les problèmes des camps de réfugiés que si on les étudie en tant que sites urbains. En raison des longues années de double marginalisation des camps de réfugiés en Cisjordanie et à Gaza, ces camps ressemblent à n'importe quel bidonville ou quartier dégradé dans le monde. Les chercheurs doivent les aborder comme tels, comme par exemple ceux de la banlieue parisienne⁶. »

Dans le même sens, Bernard Rougier affirme, notamment à propos des camps palestiniens au Liban :

« À Beyrouth, à Tripoli et à Saïda, les camps sont depuis longtemps sortis de l'histoire pour rejoindre la géographie urbaine ; ils ne sont plus le creuset de la révolution palestinienne, mais constituent des zones dangereuses renvoyant à un univers de pauvreté et de délinquance, qui desservent la valeur immobilière d'un quartier et que les travaux d'urbanisme doivent ignorer ou contourner⁷. »

.....

5. Detienne, *op. cit.* : 35.

6. Hanafi, 2006 : 88.

7. Rougier, 2000 : 46.

L'image des camps palestiniens comme « des sortes de ghettos ou des portions des villes⁸ », pour reprendre les termes de Michel Agier, se fait de plus en plus présente dans le débat académique. En effet, alors que les camps et les *favelas* constituent des objets d'études éloignés, ils se rapprochent de par leur *exclusion* vis-à-vis de la société environnante. La situation des réfugiés palestiniens au Liban est unanimement reconnue comme la plus difficile et la plus précaire au regard des autres communautés de la diaspora palestinienne. Au Liban, le système politique basé sur la répartition confessionnelle du pouvoir constitue un problème fondamental dans la gestion des affaires des réfugiés : l'intégration des Palestiniens à la population libanaise a toujours représenté une menace pour le fragile équilibre confessionnel du pays. Le fait que le Liban soit le pays présentant aujourd'hui la proportion la plus forte de Palestiniens habitant encore dans des camps témoigne de leur non-intégration au sein de la société libanaise : de nos jours, plus de 50 % des réfugiés résident dans les camps de l'UNRWA⁹. D'après l'agence onusienne, les 12 camps officiels dans le pays souffrent de nombreux problèmes : absence d'infrastructure appropriée, surpeuplement, pauvreté, chômage¹⁰...

Au Brésil, les habitants des *favelas* sont, *a priori*, des citoyens brésiliens. Cependant, *de facto*, les *favelados* se trouvent aux marges politiques, économiques, sociales et juridiques de la société. Comme nous le verrons, selon l'interprétation la plus courante à Rio de Janeiro, les *favelas* sont l'espace de la criminalité et de la drogue. Cette interprétation produit un discours stigmatisant avec pour résultat l'éloignement des populations *faveladas* de la ville citadine, ainsi que la légitimation d'un usage plus au moins arbi-

.....
8. Agier, 2008 : 115.

9. Agence de l'ONU chargée du secours des réfugiés. L'UNRWA assure des services sociaux, ainsi que des services en matière d'éducation, de santé et des aides d'urgence aux Palestiniens vivant dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie.

10. En décembre 2003, 644 familles de 2993 personnes étaient enregistrées auprès du programme « Special Hardship Cases » de l'Agence. Ce programme offre de l'assistance matérielle et financière directe aux réfugiés considérés comme les plus vulnérables : femmes dont les maris sont morts, ainsi que femmes divorcées ou abandonnées, personnes âgées, réfugiés handicapés ou très jeunes. Le plus grand pourcentage de réfugiés entrant dans cette catégorie se trouve au Liban et à Gaza, en fonction des conditions économiques difficiles dans ces deux régions.

traire de la violence étatique dans ces espaces. Cette condition a amené les sociologues brésiliens Luis Antônio Machado da Silva et Marcia Pereira Leite à employer le concept de « citoyenneté à géométrie variable », de Bruno Lautier, dans leur lecture des *favelas* cariocas. Comme les auteurs le synthétisent, « la notion de géométrie variable correspond à une citoyenneté qui se modifie selon des hiérarchies de pouvoir tacites, mais informellement consolidées, variables et toujours situées¹¹ ».

À partir du moment où l'accent est mis sur les processus sociaux qui se développent à l'intérieur de ces espaces, la comparaison devient possible. Bien évidemment, la comparaison des conditions historiques et politiques ayant abouti à leur création n'est pas envisageable. Pourtant, la recherche comparative sur ces espaces devient plausible lorsque notre attention porte sur le fait que, dans un cas comme dans l'autre, ces populations aux marges de la société se trouvent contraintes de développer des stratégies de survie – qu'elles soient économiques, sociales, politiques ou symboliques.

Il ne s'agit pas de dresser un tableau comparatif établissant des analogies entre sociétés distantes ; ni de mener des études monographiques, juxtaposant les deux contextes. Nous envisageons plutôt une compréhension des *favelas* au Brésil susceptible d'offrir un nouvel éclairage sur les camps de réfugiés palestiniens au Liban et réciproquement. Prenons deux exemples sur la façon dont mon expérience dans un terrain a renouvelé mon regard, faisant émerger des perspectives analytiques dans l'autre. Dans le sens camp-*favela*, nous pouvons citer la place du martyr autosacrificiel dans les camps de réfugiés. Sur le terrain, il devient clair que le martyr autosacrificiel palestinien, devenu héros de la cause nationale, possède une charge symbolique qui dépasse largement sa valeur stratégique. À partir de cette constatation, nous nous interrogeons sur les figures de l'exemplarité existantes dans la *favela*. Cette question n'est pas traditionnellement posée dans les études sur les *favelas* qui, ne voulant pas renforcer le discours sécuritaire des médias et du gouvernement, ont la prudence de distinguer entre habitants et trafiquants de drogues, évitant, ainsi, d'envisager ces derniers en tant que figures de l'exemplarité. Dans l'autre

.....

11. Machado & Leite, 2008 : 54.

sens, l'étude des *favelas*, caractérisées par leurs indices de violence élevés, nous amène à réfléchir sur la gouvernance dans ces espaces négligés par l'État brésilien. Cette réflexion s'étendra ensuite aux camps palestiniens, dont on ne parle pas habituellement en termes conflictuels – en partie parce que les Palestiniens s'efforcent de donner de la population des camps l'image d'un ensemble homogène et harmonieux, réuni autour de la « cause nationale ». À partir du questionnement suscité par l'expérience des *favelas* nous nous interrogerons sur la nature des conflits qui ont lieu dans les camps, ainsi que sur les acteurs censés les régler.

Il s'agit de modifier les perspectives dans lesquelles on étudie traditionnellement ces espaces. Notre souci consiste à éviter d'aboutir à un aspect globalisant à notre recherche. Nous envisageons, au contraire, de comprendre le camp et la *favela* selon leurs propres logiques internes. On les repère comme des phénomènes d'exclusion sociale, sans pour autant les inscrire dans le cadre d'une théorie unificatrice. Ces deux univers sont, chacun, constitués par une configuration particulière d'idées et de valeurs, au sein d'un monde où la marginalité est généralisée¹². Uniformiser les expériences reviendrait à ne pas les comparer ; cela nous aveuglerait sur la contribution que l'une peut fournir à la compréhension de l'autre.

Noyaux de similarité : « surnuméraires », « redondants » et « ban-lieu »

Comme nous l'avons vu, les différences historiques et politiques de ces deux formes de communauté contrastent avec la similitude de certaines de leurs caractéristiques. Les notions de « surnuméraire » de Robert Castel et de « redondance » de Zigmund Bauman apparaissaient comme des points unifiant *favelados* et réfugiés. R. Castel qualifie de « surnuméraires » les individus qui « n'ont aucune place assignée dans la structure sociale et dans son système de positions reconnues¹³ ». L'auteur remonte à la figure du vagabond, qu'il caractérise comme « l'ancêtre du

.....
12. Davis, 2006.

13. Castel, 1995 : 72.

surnuméraire d'aujourd'hui¹⁴ ». Apparu au milieu du IV^e siècle, le vagabond constituait, à l'époque, un « nouveau profil d'indigents caractérisé par un rapport impossible au travail¹⁵ ». De nos jours, les « surnuméraires » désignent tous les individus se trouvant dans une situation de « non-travail¹⁶ », des « inutiles au monde », qui y séjournent sans vraiment lui appartenir¹⁷. Z. Bauman parle des « redondants » dans le même sens :

« Être redondant signifie être en surnombre, indésirable, d'aucune utilité – quels que soient les besoins et les utilités définissant les critères de l'utile et de l'indispensable. Les autres n'ont pas besoin de vous ; ils peuvent faire aussi bien et mieux sans vous. Il n'y a aucune raison évidente pour que vous soyez là ni aucune véritable justification à votre prétention au droit de rester là. Être déclaré redondant signifie que l'on s'est débarrassé de vous parce que vous êtes jetable – tout comme la bouteille en plastique vide et non recyclable ou la seringue déjà utilisée, produit sans attrait, sans acheteurs, sous-produit ou produit raté, sans aucune utilité, que les inspecteurs de la qualité ôtent de la chaîne de montage et jettent. "Redondance" partage son champ sémantique avec "rejets", "détriments", "déchets", "ordures" – avec "rebut". »¹⁸

Les deux auteurs nous parlent d'individus qui « ne sont même pas exploités car, pour l'être, il faut posséder des compétences convertibles en valeurs sociales¹⁹ ». Exclue du système économique, ces individus ne constitueraient pas non plus une réserve de manœuvre. *A priori*, une telle lecture est cohérente avec la réalité des camps et des *favelas*. Considérés comme étrangers, les réfugiés palestiniens au Liban n'ont pas le droit d'exercer plus de 70 métiers,

.....

14. « Non point, évidemment, par une identité de condition, mais par une homologie de position. »

15. Castel, 1995 : 71.

16. Au long de son ouvrage, l'auteur démontre que le travail « est plus que le travail, et donc le non-travail est plus que le chômage, ce qui n'est pas peu dire ». (Castel, 1995 : 386).

17. Castel, 1995 : 412.

18. Bauman, 2006 : 28.

19. Castel, 1995 : 20.

ce qui a abouti à un taux de chômage extrêmement élevé²⁰. Il n'y a pas de statistiques officielles, mais l'office de l'UNRWA au Liban estime que 60 % des réfugiés palestiniens vivent en dessous du seuil de pauvreté et que leur taux de chômage atteindrait 70 %²¹. Quant aux *favelas*, malgré le fait que ses habitants soient, en principe, des citoyens brésiliens – donc juridiquement aptes à exercer n'importe quel métier – les taux de chômage qui les frappent s'avèrent également très élevés. Devant l'absence de statistiques officielles portant sur le chômage des habitants des *favelas*, nous nous tournons vers une enquête menée auprès des jeunes et des adolescents intégrant le trafic de drogues à Rio²². Les résultats de cette enquête fournissent des indices sur leur difficulté d'accéder au marché du travail formel : plus de la moitié des jeunes interviewés ont essayé sans succès de trouver un emploi dans l'économie formelle avant d'intégrer le trafic de drogues²³ et la plupart d'entre eux ont exprimé le désir de trouver un travail leur permettant de quitter le milieu du crime²⁴.

Dans le camp de Beddawi, la plupart des jeunes Palestiniens doivent se contenter des métiers de l'économie informelle, tels que chauffeurs de taxis collectifs, vendeurs dans les épiceries du camp ou travailleurs dans le bâtiment. Le meilleur emploi auquel ils peuvent aspirer – et un des seuls leur garantissant l'accès à la retraite – est celui de professeur dans les écoles de l'UNRWA (qui

.....

20. En juin 2005, le ministre libanais du Travail a promulgué le Mémorandum No : 67/1, autorisant les réfugiés palestiniens à avoir des permis de travail qu'il était difficile d'obtenir auparavant. Cependant, le mémorandum ne concerne pas les diplômés palestiniens, qui ne peuvent toujours pas exercer la médecine, le droit, l'architecture... l'impact du mémorandum n'est pas perceptible.

21. (UNRWA, 2007)

22. (Observatório de Favelas, 2006) L'enquête est disponible sur le site web de l'institution : <http://www.observatoriodefavelas.org.br> (consulté le 5 juillet 2009). Cette enquête a été menée auprès de 230 adolescents et jeunes membres du trafic de drogues, âgées de 11 à 24 ans. Elle comprend 34 *favelas*, distribuées dans diverses régions de la ville de Rio de Janeiro.

23. Plus de 60 % des interviewés possèdent une expérience de travail antérieure à leur activité auprès du trafic de drogues. Cette expérience se caractérise, la plupart du temps, par des métiers informels et mal rémunérés. Plus de la moitié des jeunes interviewés possédaient une « Carteira de Trabalho », document brésilien où les contrats de travail doivent être enregistrés, ce qui témoigne de leur volonté d'avoir une activité salariée formelle.

24. À la question « Quel est votre plus grand souhait dans la vie », 27 % des jeunes ont répondu qu'ils souhaitaient gagner beaucoup d'argent ; 15,2 % qu'ils voulaient trouver un autre emploi et 11,7 % qu'ils désiraient quitter le trafic de drogues.

se situent pour la plupart à l'intérieur des camps de réfugiés). Quant à la *favela* d'Acari, il n'existe, pratiquement, que deux sources de revenus possibles pour les jeunes : soit accepter un emploi précaire de porteur dans un des dépôts de légumes de la ville de Rio de Janeiro²⁵, soit intégrer le trafic de drogue local.

Les habitants du camp de réfugiés et ceux de la *favela* constituent des « surnuméraires », des « redondants », dans le sens où ils sont inutiles au fonctionnement du système économique formel des sociétés qui les entourent. L'approche proposée par Castel et par Bauman nous aide donc à saisir la place que les sociétés libanaise et brésilienne assignent, respectivement, aux réfugiés et aux *favelados*. Ces « inutiles » deviennent vite un « poids indésirable » pour ceux qui sont intégrés dans la société. Ceci explique, en partie, la peur, la stigmatisation et la violence – physique ou morale – qui caractérisent les relations entre habitants de la ville et *favelados*, entre citoyens libanais et réfugiés palestiniens.

Il nous faut, pourtant, aller au-delà de la constatation de l'aspect « inutile » et « indésirable » que revêtent nos interlocuteurs aux yeux des sociétés brésilienne et libanaise. Car les réfugiés et les *favelados* sont exclus de la vie sociale *collectivement*. Leur exclusion s'opère non seulement au niveau individuel, mais aussi à partir de leur appartenance à un certain groupe social. La marginalisation de l'espace des camps et des *favelas* s'exprime, d'abord, géographiquement : ces enclaves connaissent des modes d'urbanisation précaires et des phénomènes d'exclusion qui se caractérisent par des ségrégations sociales et raciales, des inégalités en ressources matérielles et l'absence d'un système formel de gestion de l'espace.

Le paradigme de « ban-lieu » proposé par Michel Agier²⁶ semble utile pour approfondir notre réflexion autour de la comparaison de ces deux formes d'urbanisation. L'auteur présente trois grands paradigmes prédominants dans le monde contemporain : la *ville nue*, la *ville générique* et, entre les deux, le *ban-lieu*. De manière sommaire, la *ville nue* représente l'extrême dénuement de la bio-politique, où la survie biologique des personnes dépend

.....
25. *Central de Abastecimento do Rio de Janeiro* (Ceasa RJ), situé à quelques kilomètres de la *favela*.

26. Agier, 1999.

exclusivement des ressources humanitaires. À l'autre extrême, la ville générique est la ville privilégiée, mimétique, qui reproduit les mêmes modèles de circulation, communication et consommation à travers le globe. Le paradigme de ban-lieu se situe entre les deux : il s'agit d'un monde plus au moins *infra*-urbain, généralement non décrit comme ville. En effet, les camps palestiniens et les *favelas* brésiliennes se situent dans cet espace de l'entre-deux, entre la ville favorisée et le dénuement absolu. Établi par l'UNRWA, en 1955, le camp de Beddawi se situe à 5 km au nord de Tripoli, la seconde ville du Liban. Quant à la *favela* d'Acari, elle se trouve dans la zone nord de la ville de Rio de Janeiro, à environ 20 km du centre-ville²⁷.

Délimiter le camp de Beddawi et la *favela* d'Acari avec exactitude n'est pas une tâche simple. La plupart des camps de réfugiés palestiniens ont été établis par l'UNRWA sur des terrains loués aux propriétaires locaux, avec l'aval des gouvernements des pays d'accueil²⁸. Au fil du temps, les camps se sont étendus, dépassant leurs limites originelles. À Beddawi, une grande rue commerçante délimite l'extension du camp. Au-delà de cette rue, nous retrouvons les mêmes habitations précaires qu'à l'intérieur du camp. La grande majorité de ces habitations abritent, elles aussi, des réfugiés palestiniens. Il s'agit d'un espace liminaire, qui ne se situe ni dans l'espace propre du camp ni dans les rues claires de l'extérieur. Au quotidien, cette frontière entre le dedans et le dehors disparaît. Elle pourra pourtant être revendiquée, en fonction des situations et des interlocuteurs. Quant à Acari, du point de vue de ses habitants, la *favela* est composée par quatre localités : *favela do Parque Proletário Acari* ; *favela Vila Rica* ou *Coroado* ; *favela Vila Esperança* et *Conjunto Habitacional Amarelinho*²⁹. Selon l'administration municipale, la « *favela* de Acari » s'étend sur trois quartiers distincts : l'*Amarelinho* et la *Vila Esperança* se trouvent en *Iraja* ; le *Coroado*, à *Coelho Neto* ; et le *Parque Acari*, dans le quartier d'*Acari*. Quant aux forces

.....
27. Acari se situe au croisement de deux importantes autoroutes : l'avenue *Brasil* (principale autoroute de la ville de Rio de Janeiro), et l'avenue *Pastor-Martin-Luther-King-Jr.* (Ancienne avenue *Automóvel Clube*, qui croise plusieurs banlieues en direction de la *Baixada Fluminense*).

28. Les réfugiés ne possèdent pas les terres sur lesquelles leurs abris ont été construits. Ils ont le droit de s'en servir à des fins résidentielles.

29. Chacune de ces localités possède une histoire propre quant à sa formation et son développement politique, économique et social.

de l'ordre, elles incluent la *favela* d'Acari dans ce qu'elles appellent le « *Complexo de Acari* ». Le terme « *Complexo* », dans le langage policier, fait référence à un ensemble de *favelas* proches, dominées par la même faction criminelle. Le *Complexo de Acari* est composé de 15 *favelas*. La délimitation de la *favela* dépend, en effet, de la position de celui qui accomplit la tâche : police, administration publique, chercheur...

La porosité des limites du camp et de la *favela* transparait aussi dans l'imprécision des chiffres concernant leurs populations. En décembre 2006, Beddawi comptait 15 947 réfugiés d'origine palestinienne enregistrés auprès de l'UNRWA. À ce chiffre, il faudrait ajouter approximativement 400 personnes d'origine palestinienne vivant sur place mais non enregistrées. Le camp compte également entre 1 400 et 1 500 personnes d'autres nationalités (Libanais, Syriens, Kurdes...) ³⁰. D'origine sociale très modeste, ces non-Palestiniens sont attirés par le bas prix du logement dans le camp. Nous devons également mentionner les plus de 13 000 réfugiés issus du camp de réfugiés voisin de Nahr Al-Bared, que Beddawi a accueillis suite aux affrontements ayant opposé l'armée libanaise au groupuscule islamiste Fatah al-Islam en 2007 ³¹. Alors que la plupart des réfugiés déplacés ont été relogés, nous ne savons pas exactement combien d'entre eux demeurent à Beddawi. Quant à Acari, le recensement de l'Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE) de 1991 estime que sa population s'élève à 181 000 habitants. Il n'existe aucun consensus en ce qui concerne le nombre d'habitants de la *favela* d'Acari. Marcos Alvito parle de 40 000 habitants ³².

.....
30. L'UNRWA ne collecte que les statistiques concernant les réfugiés enregistrés auprès de l'Agence. Les statistiques concernant les réfugiés non-enregistrés (les « non-id refugees ») et les habitants d'autres nationalités sont des chiffres estimés obtenus auprès de « Beddawi Health Clinic ».

31. Entre le 20 mai et le 2 septembre 2007, des affrontements violents ont opposé l'armée libanaise aux militants du groupe salafiste-jihadiste Fatah Al-Islam dans le camp palestinien voisin, Nahr Al-Bared. La quasi-totalité des réfugiés de Nahr Al-Bared ont fui le camp par vagues successives. Selon les chiffres officiels de l'UNRWA, le 7 août 2007, Beddawi accueillait 13 775 réfugiés issus de Nahr Al-Bared. En d'autres termes, le nombre de réfugiés dans le camp de Beddawi a pratiquement doublé en trois mois. Si nous considérons qu'il y avait, à la même date, 26 182 personnes déplacées dans le nord dont la majorité dans le camp à proximité et alentour, nous nous rendons compte qu'en réalité, la population du « camp » a plus que doublé.

32. Alvito, 2001.

Ce chiffre est proche de celui annoncé par le recensement de l'IBGE de 1996, à savoir 36 000. De son côté, Giuseppe Marchi parle de 70 000 habitants, chiffre se rapprochant de celui fourni par le *Centro Educacional Senhor do Bonfim* : 60 000³³. Avec un écart considérable, le dernier recensement de l'IBGE (2000) parle de 24 650 habitants³⁴.

La porosité des frontières, ainsi que l'imprécision des chiffres, constituent en effet une première piste pour la caractérisation des marges. Ces données ne laissent pas de doutes quant à l'informalité de ces espaces, que nous ne pouvons pas qualifier de « ville ». Il est intéressant de remarquer que le camp de Beddawi et la *favela* d'Acari portent tous les deux le nom du village et de quartier à proximité desquels ils se sont développés.

Les deux endroits étudiés se caractérisent par leur précarité. Selon l'UNRWA, les deux principaux problèmes du camp de Beddawi sont la pauvreté et le chômage. Le quartier d'Acari, où se situe partiellement la *favela* en question, abrite lui aussi une grande précarité. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a publié l'Indice de développement humain (IDH) des 5 507 municipalités du Brésil, ainsi que de leurs quartiers³⁵. Le Quartier d'Acari a été classé en 160^e place, parmi les 163 quartiers de Rio de Janeiro, selon les données du PNUD en 2002³⁶. Ces chiffres nous donnent une idée de la précarité de la *favela* d'Acari. Pourtant, il est important de remarquer que, dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas des plus démunis.

En ce qui concerne les réfugiés palestiniens au Liban, ceux résidant dans les 12 camps officiels établis par l'UNRWA se trouvent dans de meilleures conditions que ceux qui habitent dans des groupements, ou des camps non reconnus par l'État libanais³⁷. Les « réfugiés

.....

33. Vital, 2002.

34. <http://www.armazemdedados.rio.rj.gov.br/> (Consulté le 7/09/2009).

35. Cet indice donne une valeur variant entre zéro et un pour chaque localité. Ces valeurs prennent en considération le pouvoir d'achat, la longévité et le niveau de scolarisation de la population.

36. Cet indice m'a été maintes fois présenté par les interlocuteurs rencontrés, comme preuve de la précarité de la *favela*.

37. La distinction entre le camp et le groupement repose sur leurs statuts juridiques. Le groupement (*tajamouaa* en arabe) est un espace informel créé par les réfugiés eux-mêmes. À la différence du camp, il ne relève pas du mandat de l'UNRWA, qui n'est pas

enregistrés » des camps de l'UNRWA ont accès aux divers services dispensés par l'Agence, tels que l'éducation, la santé et le logement. Ce n'est pas le cas des réfugiés « non-enregistrés » ou « non-id »³⁸. En règle générale, ils ne disposent pas de l'assistance de l'UNRWA. Leur mobilité s'avère aussi extrêmement limitée, car ne disposant pas de papiers, ils craignent d'être appréhendés par les forces de l'ordre.

Au Brésil prédomine le mythe selon lequel la *favela* est l'endroit de la pauvreté par excellence³⁹. Il est vrai que les *favelas* sont des endroits où la précarité des ressources est manifeste. Cela s'avère notamment être le cas de la *favela* d'Acari. Cependant, il ne faut pas oublier tous les Brésiliens qui se trouvent dans une situation d'extrême misère, vivant dans la rue et sous les ponts des grandes villes. En fait, en termes purement économiques, la situation des *favelas* est très similaire à celle des quartiers pauvres des grandes villes brésiliennes. De plus, la présence du trafic de drogues dans certaines *favelas* est une source de revenus qui ne doit pas être négligée, même si les profits du trafic ne s'étendent pas à toute la population de la *favela*.

Quelques pistes de réflexion autour de la comparaison

Les notions de « surnuméraires », de « redondance » et de « ban-lieu » nous permettent de dresser des rapports entre deux communautés très éloignées, non seulement géographiquement, mais aussi politiquement et culturellement. Nous parlons d'individus « indésirables », de localités qui, sans être intégrées dans le tissu urbain, ne sont pas entièrement dépendantes de l'aide humanitaire. Selon Michel Agier, l'effort de survie dans un environnement chaotique et la recherche d'une autre normalité sont propres

.....

responsable de sa gestion. L'absence des services de l'UNRWA dans les groupements se traduit par un décalage significatif quant au niveau de vie. Pour une analyse des groupements au Liban, cf. (Kamel Dorai, 2006).

38. Les « non-registered refugees » sont des réfugiés palestiniens enregistrés auprès du gouvernement libanais, mais non enregistrés auprès de l'UNRWA. Ils ont un accès limité aux services offerts par l'agence. Quant aux « non-id », ils ne sont enregistrés ni auprès de l'agence ni auprès du gouvernement libanais. Cf. (Danish Refugee Council, 2005).

39. Licia Valladares dénonce le « mythe de la pauvreté » comme un des dogmes ayant trait à l'étude des *favelas* au Brésil. (Valladares, 2006).

aux habitants du « ban-lieu ». À travers la mise en œuvre de différentes « manières de faire »⁴⁰, les habitants des camps de réfugiés et des *favelas* créent leurs propres ressources, garantes de leur survie physique et morale. Notons, pourtant, que la mise en place de ces ressources s'opère dans certaines limites. De façon non exhaustive, nous pouvons mentionner que réfugiés et *favelados* demeurent, la plupart du temps, pauvres ; qu'ils sont obligés de prendre des risques lorsque, par exemple, ils exercent une activité s'insérant dans le cadre de l'économie parallèle ; et qu'ils ne parviennent pas à se libérer des effets de la stigmatisation qui, parfois, est non seulement ancrée dans l'imaginaire social, mais aussi intégrée dans un cadre juridique (nous l'avons vu, c'est le cas des lois libanaises concernant l'emploi des réfugiés).

Cela dit, tournons-nous maintenant vers les « ressources de survie morale » des habitants des camps et des *favelas*. Comment donnent-ils du sens à leur marginalité ? Perçus ni comme nationaux ni comme étrangers, mais tout simplement comme « non-nationaux », les réfugiés palestiniens au Liban s'attachent à leur identité palestinienne, imaginant un État dont ils seraient les citoyens. Dépourvus de pouvoir économique, de compétences et de représentations politiques, les Palestiniens au Liban sont réduits à l'impuissance. Une façon de sortir partiellement de cette stagnation est l'expression de leur soutien à la cause palestinienne. Ainsi essaient-ils de gérer leur quotidien qui prend la forme d'une attente ou d'une promesse, celle de leur retour en Palestine. L'identification à la cause nationale va de pair avec leur identification aux camps de réfugiés, devenus des réservoirs privilégiés de la mémoire palestinienne⁴¹. La présence des drapeaux de la Palestine, des affiches des martyrs, des photos des leaders de la cause nationale, créent une atmosphère générale de résistance dans les camps au Liban.

Dans le cas des *favelas*, tandis que leurs habitants regrettent la négligence de l'État et la brutalité des forces de l'ordre, ils ne questionnent pas leur appartenance nationale. Le rapport que les *favelados* entretiennent avec l'État se complexifie dans la mesure où les frontières ami/ennemi sont beaucoup plus floues et variables

.....
40. De Certeau, 1990.

41. Picaudou, 1989.

dans les *favelas* que dans les camps de réfugiés⁴². Il existe un sentiment d'appartenance et des pratiques identitaires propres à la *favela*. Les styles musicaux caractéristiques des *favelas*, comme le funk et le hip-hop, les habitudes vestimentaires, le langage parlé, un quotidien de précarité et de violence, tous ces éléments contribuent à la formation d'une identité propre aux *favelados*. Ils sont mis en avant comme une manière de valoriser les *favelas* et leurs habitants qui, ainsi, s'efforcent de transmuter le stigma de précarité et de violence. Ainsi, si d'un côté les *favelados* n'ont jamais perçu leur exclusion avec autant d'étonnement que les réfugiés palestiniens⁴³, de l'autre, ils mettent en place une identité valorisante, où ils ne sont plus des simples relégués de la société, mais les acteurs de leur propre monde. Le fait qu'ils dénomment ces espaces « communautés », évitant le terme symboliquement chargé « *favela* », témoigne de la création de cette nouvelle appartenance.

L'ethnographie comparative

L'originalité de cette recherche réside dans le fait qu'elle associe la comparaison avec l'enquête ethnographique. Tout en bénéficiant des nouvelles perspectives ouvertes par l'exercice comparatif, elle a pour point de départ des dynamiques microrelationnelles, s'interrogeant sur l'image que les acteurs sociaux ont de leur propre univers. En effet, si la thèse s'intéresse à deux communautés éloignées sous divers aspects, elle se construit à partir d'un ample travail ethnographique, qui met sur le devant de la scène l'expérience des acteurs.

Rapidement, j'ai dû privilégier les rencontres durables, une approche non directive et une participation interactive. Une telle démarche peut toutefois paraître inappropriée lorsqu'il s'agit d'un terrain risqué, qui plus est, de deux terrains auxquels il faut

.....

42. En fait, les catégories de « police » et de « bandit » peuvent assumer différentes connotations, pouvant même en arriver à devenir interchangeables, dépendant de conjonctures momentanées et instables. La question se complexifie dans la mesure où le trafic se partage en factions qui forment des alliances et des rivalités entre elles, que les habitants sont contraints de respecter.

43. Ce qui est partiellement dû à la formation des *favelas* autour de la ville, résultat de la fin d'un système d'esclavage, ainsi qu'à la prédominance d'un discours de l'église catholique visant à justifier « la place des pauvres ».

adapter les stratégies d'investigations. Mais lorsqu'il s'agit de terrains difficiles et parfois dangereux, on se trouve paradoxalement comme « contraint » à l'intimité. Pour des raisons pratiques d'accès à certains « terrains sensibles⁴⁴ », on peut favoriser une approche active et affective, certes indissociable de l'autoanalyse.

Dans le camp de Beddawi, les contraintes furent d'abord d'ordre culturel, voire « diplomatique ». Comment penser et justifier ma place en tant que femme dans une communauté islamique ? Il fallait accepter les règles strictes du partage du féminin et du masculin, pour m'inscrire dans la chaîne des souvenirs fermant cet espace et participer de l'évocation collective de l'ancienne Palestine en tant qu'elle constitue la société du camp. Les milices palestiniennes sont armées et le chercheur doit faire attention à ne pas être confondu avec le personnage de l'espion, figure que l'on retrouve comme une menace et de manière récurrente dans ces espaces mi-clos. Pourtant, c'est lorsque je suis partie pour Rio que la notion de « terrain à risque » a pris tout son sens.

Partager la même langue maternelle que les habitants d'Acari m'a permis d'accéder aux plaisanteries secrètes, à l'humour et aux sous-entendus qui nourrissent leurs conversations. Les acteurs ne parlent de la violence exercée par le trafic et par la police que de façon non linéaire, entre deux mots et à voix basse. C'est dans les rumeurs propagées très discrètement de bouche à oreille que le chercheur doit recueillir les données lui permettant de se reconnaître dans la situation des *favelas*. À la différence de Beddawi, où après un certain temps, je circulais toute seule, marcher dans Acari sans la compagnie de l'un de ses habitants s'est révélé trop complexe. Le risque n'est pas seulement d'être prise pour une informatrice (un « X9⁴⁵ ») d'une faction rivale ou de la police, mais aussi d'être confondue avec une « *viciada*⁴⁶ ».

À Beddawi, j'ai été pour ainsi dire adoptée par une famille palestinienne du camp, mais j'ai aussi intégré l'UNRWA et j'ai enseigné le yoga à des adolescents dans une association locale.

.....
44. Cf. Bouillon, Fresia & Tallio, 2006.

45. En général, il s'agit d'un habitant de la *favela* qui, spontanément ou sous contrainte, dénonce le trafic à la police. Le trafic punit les X-9 par la mort.

46. Dépendant chimique. Celui qui se rend dans la *favela* afin d'y acheter de la drogue.

À Acari, j'ai accompagné les visites à domicile effectuées par les « agents de la santé publique », j'ai animé un stage de dessin avec des enfants dans une crèche communautaire et nous sommes partis quelquefois « en tandem », avec Christina Vital, chercheuse qui y travaille depuis 10 ans et qui m'a présentée à une famille de la *favela*. Reste une exigence : nouer une relation durable, avec des individualités suffisamment mobiles dans ces espaces confinés pour ne pas m'enfermer dans un groupe trop restreint, et suffisamment respectées pour m'autoriser en ces lieux et m'instituer comme un élément du paysage. Il faudrait déjà suivre les règles alors que les plus essentielles nous sont encore à comprendre. D'où la nécessité de rencontrer des « passeurs ».

Comparaison globale et micro-analyse ne sont pas en opposition, mais complémentaires. La variation d'échelle⁴⁷ apporte une double sensibilisation du regard du chercheur : tandis que l'exercice comparatif rompt avec les catégories de pensées habituelles et renouvelle les questions posées, l'observation des dynamiques microrelationnelles rend la recherche sensible à la complexité du réel. Il s'agit ici d'une méthode d'analyse comparative au plus proche.

Bibliographie

- Agier M., 1999, *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Éditions des archives contemporaines.
- Agier M., 2008, « Quel temps aujourd'hui en ces lieux incertains ? », *L'Homme*, n° 185-186, p.105-120.
- Alvito M., 2001, *As cores de Acari. Uma favela carioca*, Rio de Janeiro, Editora FGV.
- Bauman Z., 2004 (2006), *Vies perdues. La modernité et ses exclus*, Paris, Éditions Payot et Rivages.
- Bouillon F., Fresia M. & Tallio V. (dir.), 2006, *Terrains sensibles*, Paris, EHESS.
- Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- Danish Refugee Council, 2005, *Survey Report on the Situation of non-ID Palestinian Refugees in Lebanon*, Beirut.

.....

47. Méthode proposée par J. Revel. (Revel, 1996).

- Davis M., 2006, *Le pire des mondes possibles*, Paris, La Découverte.
- De Certeau M., 1990 (2005), *L'invention du quotidien. Tome I. Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- Detienne M., 2000, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil.
- Dumont L., 1983, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil.
- Green N. L. 2002, « Religion et ethnicité. De la comparaison spatiale et temporelle », *Annales HSS*, janvier-février, n° 1, p. 127-144.
- Hanafi S., 2006, « Vivre dans le camp, vivre ailleurs. Les Palestiniens réfugiés en Égypte et dans les territoires palestiniens », *Bulletin de l'association de géographes français : Géographies*, mars, vol. 83, n° 1, 76-92.
- Kamel Doraï M., 2006, *Les réfugiés palestiniens du Liban. Une géographie de l'exil*, Paris, CNRS Éditions.
- Machado Da Silva L. A. & Leitê M. P., 2008, « Violência, crime e polícia: o que os favelados dizem quando falamos desses temas? » in L. A. Machado Da Silva (éd.), *Vida sob cerco*. Rio de Janeiro, Nova Fronteira : p. 47-76.
- Observatorio de favelas, 2006, *Caminhada de crianças, adolescentes e jovens na rede do tráfico de drogas no varejo do Rio de Janeiro, 2004-2006*, Rio de Janeiro.
- Picaudou N., 1989, « Pouvoir, société et espace dans l'imaginaire politique palestinien », *Maghreb Machrek*, n° 123.
- Revel J. (dir.), 1996, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*. Paris, Hautes Études, Seuil/Gallimard.
- Rougier B., 2000, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *Maghreb-Machrek*, n° 169, p. 43-54.
- UNRWA, 2007, Follow up Committee for Employability of Palestine refugees in Lebanon (FCEP), *Mapping Palestinian Refugee Employment*, Beirut.
- Valladares L., 2006, *La favela d'un siècle à l'autre*. Paris, Ed. MSH.
- Vital C., 2002, « Ocupação Evangélica: efeitos sociais do crescimento pentecostal na favela de Acari », mémoire de máster, Rio de Janeiro, UERJ.

Violences étatiques et institutionnelles contre le Lumpen aux États-Unis¹

PHILIPPE BOURGOIS²

Il est toujours intéressant de venir parler à Paris de pauvreté, de violence et d'exclusion. Pardonnez ma maîtrise approximative de la langue française. Je m'y lance cependant. Parce que je travaille sur ces questions – pauvreté, drogue et violence – je suis quelquefois accusé de perversion par des collègues américains. Je constate qu'en France cinq laboratoires sont dédiés à l'étude et à la recherche sur ces thèmes et je présume qu'ici la marge de manœuvre est plus grande pour aborder ces problèmes. À mes collègues américains, je réponds que je suis conscient qu'il est impératif de ne pas s'arrimer à une écriture que j'appelle, faute de mieux, la pornographie de la misère. À mon sens, ne pas adopter une tonalité moralisante et éviter de développer une vision misérabiliste est une question éthique et analytique impérative. Mais je voudrais insister sur ce qui est plus dangereux encore : de ne pas voir la misère et la souffrance qui sont toujours tout autour de nous ; et plus encore de ne pas ouvrir le débat sur les tabous et les non-dits relatifs à ces thèmes. Dans cette optique, l'objet que je vais aborder dans ce séminaire peut être intitulé comme suit : « Des violences de l'État et des institutions envers les pauvres. » Par ce détour, je m'intéresserai également aux incursions de l'État dans la vie intime, c'est-à-dire aux violences internalisées des pauvres et à leur expérience intime de l'exclusion et de la marginalisation.

.....

1. Texte revu par Hervé Tchumkam et Patrick Bruneteaux.

2. Professeur d'anthropologie à l'université de Pennsylvanie, USA.

Permettez-moi de commencer par une remarque personnelle sur la question du « non-dit » à propos de la souffrance parmi les exclus. En 1991, j'ai terminé mon terrain à East Harlem (qui est l'enquête parue dans mon livre, *En quête de respect : la vente du crack à New York*, Éditions du Seuil). Mais je rends bien souvent visite à Primo, le personnage principal du livre. J'étais avec lui il y a 10 jours. J'en ai profité pour lui dire que j'allais parler de lui à la Sorbonne. Il m'a répondu : « Je voudrais bien aller à Paris moi aussi, me mettre devant un micro. Je peux mentir aussi bien que toi. » Cette réaction, même un peu vexante pour moi, s'explique pourtant simplement : Primo trouve que je le « sanitarise », que je lui accorde trop de valeur comme victime de forces structurales. Mais je ne suis pas d'accord avec lui parce qu'en réalité la vie des pauvres est bien pire que toute représentation textuelle que nous arrivons à écrire en sciences sociales.

Depuis 1991, il y a eu un grand changement dans East Harlem, ou plutôt une accélération du processus, déjà en cours, de criminalisation massive des jeunes à travers la politique de « tolérance zéro » du maire de New York, Rudi Guiliani qui incidemment est un des candidats républicains pour les élections présidentielles 2008 aux États-Unis. La guerre à la drogue a commencé avec Nixon dans les années 1970. Mais l'augmentation exponentielle de la population en prison est apparue dans les années 1980, avec les politiques de Reagan et sa conception d'un grand État répressif qui s'aligne sur un modèle néolibéral punitif et militariste. Nous avons aux États-Unis le secteur militaire le plus important du monde, et nous nous lançons dans des invasions partout dans le monde. Nous avons également le plus grand secteur carcéral du monde avec plus de 2 millions de personnes en prison. Notre taux d'incarcération *per capita* est le plus élevé non seulement du monde industrialisé, mais aussi du monde entier, avec seulement peut être le Rwanda et le Kirghizstan qui nous surpassent. Malgré son idéologie néolibérale « démocratie, liberté et marché libre », l'État américain est immense, répressif et très cher. Par contre, notre état social est très sous-développé, j'irais même jusqu'à dire rachitique.

Dans *En quête de respect*, je parle relativement peu de la police et la prison parce que la répression judiciaire était moins présente entre les années 1985-1991 qu'elle ne l'est aujourd'hui.



Enfants devant une salle de jeux, © Philippe Bourgois 1990.

Ce qui est frappant aujourd'hui, c'est que tous les enfants de sexe masculin – les vendeurs qui apparaissent dans mon livre – sont aujourd'hui en prison. Primo, par exemple, a 41 ans. Il a un fils de 20 ans qui est déjà passé plusieurs fois par la prison et il a été affecté dernièrement dans l'armée d'invasion en Irak comme unique alternative à la prison. Au départ, la décision du juge qui l'obligeait littéralement à rejoindre les rangs de l'armée reposait sur le prétexte qu'il avait été arrêté par la police pour avoir battu sa mère. Le juge lui avait donné le choix entre la prison et l'armée. Le fils de Primo a eu son BAC, chose rare parmi les pauvres (mais il l'a eu justement en prison par correspondance). Du coup, il était facile de le faire entrer dans l'armée plutôt que de l'envoyer longtemps en prison et de ce fait, il a été débarqué en Irak. Heureusement pour lui, le fils de Primo a été ensuite renvoyé de l'armée après avoir épousé une fille ayant un rein en moins, en raison du fait que sa mère (à elle) avait pris beaucoup de drogue pendant sa grossesse. L'armée ne voulait pas engager sa responsabilité vis-à-vis d'une mineure à la santé si fragile, au cas où le mari serait mort

en Irak. L'armée s'est ensuite débarrassée du fils de Primo en ne lui donnant pas plus qu'une année de bénéfice médical. Le mois dernier, ils ont perdu leur droit à la santé : sa femme de 17 ans ne peut plus être reçue à l'hôpital gratuitement. Mais le fils de Primo est malgré tout content de ne pas être mort en Irak.

Parenthèse : il vient de créer un site Internet pour les gangs. C'est un site qui fait très peur, regorgeant de propos visant à la célébration de la violence et des agressions. Il essaie de se faire de l'argent et il a réussi à en gagner un peu avec ce site. Quand on crée un site Internet, on reçoit d'une fondation soi-disant bénévole environ 1 centime pour chaque personne qui le visite. Mais quand la fondation en question s'est rendu compte que c'était un site créé par un membre d'un « gang », elle a arrêté les subventions, jugeant ce site trop violent. Maintenant ce sont les compagnies de vêtements hip-hop et de « gangster rap » qui lui paient le web. Je lui ai proposé de le payer pour lancer un site pour mon université et ma recherche mais il n'a pas réussi à le faire. Cela demandait un capital culturel trop différent du sien.

Revenons maintenant à 1991 quand j'ai terminé le terrain à East Harlem. Je vais parler de l'évolution de mon analyse depuis lors. Dans mon travail de terrain, je n'analysais pas d'assez près ce que nous voyons aujourd'hui plus nettement, à savoir les conséquences des effets répressifs de la prison et des politiques de santé en psychiatrie. Je n'avais pas assez compris les théories de Foucault sur le biopouvoir et la façon capillaire par laquelle se déploient le pouvoir de l'État et les discours modernes de progrès : les effets de l'État, des institutions sociales douces, des mécanismes de la santé, du travail social, de la psychiatrie. De même, des dispositifs plus répressifs comme la police ou le bureau du RMI (welfare aux États-Unis) s'infiltrèrent dans nos esprits et nous assujettissent, selon Foucault, à travers un processus de construction de l'identité ou de la subjectivité, ce qu'on peut encore appeler l'assujettissement de soi à travers les effets capillaires des dispositifs de l'État, des discours d'aide sociale et des disciplines académiques du progrès social comme la jurisprudence, la psychiatrie, la criminologie, etc. Cette analyse du pouvoir diffus, doux et non linéaire des discours et des dispositifs de l'État n'était pas présente dans *En quête de respect*.



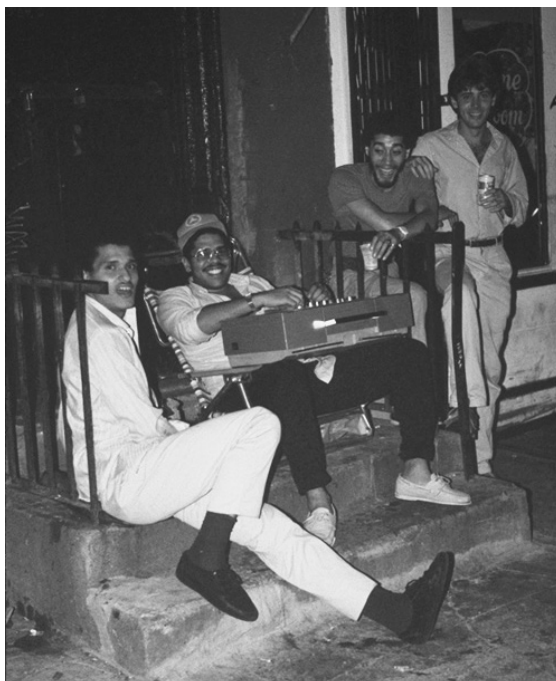
L'injection de Steve Highway, © Jeff Schonberg.

Sur ce thème, je suis en train d'achever un nouveau livre *Righteous Dopefiend* [paru depuis en 2009, University of California Press] en collaboration avec un ancien étudiant, Jeff Schonberg. Ce titre étant intraduisible en français, la meilleure tentative donnerait un titre comme *Accro dévoué*. *Righteous Dopefiend* est une expression utilisée par des injecteurs de la rue qui s'auto-identifient comme accros sans remords. Les jeunes utilisent le mot « junkie » mais les vieux disent « dopefiend ». Je travaille avec les vieux qui ont plus de 40 ans qui ont tout dédié à l'héroïne. C'est une expression de la culture de la rue afro-américaine « black » qui signifie en effet « être totalement dévoué à sa drogue ». Les vieux héroïnomanes ont fabriqué une identité très forte pour s'anéantir en célébrant cette autodestruction autour de l'héroïne et du crack, bien qu'ils soient plus ambigus sur le crack. Ils n'ont pas la même relation de dignité avec la consommation chronique du crack. Ils retrouvent davantage leurs repères dans l'héroïne parce qu'ils sont de la génération des années 1970 qui est passée à l'héroïne pendant leur jeunesse, avec beaucoup d'espoir et de plaisir tragique. Je n'avais pas développé cette analyse des processus d'assujettissement, ou de formation de subjectivité dans *En quête de respect* même si je m'étais consacré à

l'analyse de l'« *habitus* », le concept de Pierre Bourdieu, qui aborde les effets intimes des structures de macro pouvoir.

J'ai aussi analysé dans *En quête de respect* comment une sorte de culture de résistance parmi les jeunes de la rue se constituait progressivement en pratique d'auto-exclusion. La culture hip-hop valorise l'image du vendeur « dur-de-dur », qui n'a peur de rien, qui ne tolère aucune insulte de la part de la société bourgeoise blanche. Quand j'ai demandé à Primo et aux autres vendeurs de crack s'ils avaient souffert du racisme, ils se sont sentis insultés. Une pareille question laissait en effet entrevoir une vulnérabilité plus accrue chez eux. Comment pouvais-je en effet penser qu'ils laisseraient impunis tout propos ou attaque raciste ? Pour eux, si quelqu'un profère à leur encontre des propos racistes, ils le frapperaient, tout au moins ils croient qu'ils le frapperaient. Ils méconnaissent l'analyse de la souffrance structurelle du racisme, lequel est perçu seulement comme une insulte individuelle entre hommes capables du reste de se défendre. Quand j'ai poussé Primo à parler de ses expériences avec la culture blanche et bourgeoise du travail dans les bureaux où il a travaillé brièvement durant son adolescence, il m'a répondu comme suit : « Ils n'aimaient pas mon accent... ils m'appelaient l'illettré... Ils se moquaient de mes habits. » Il n'analysait pas cela politiquement ni personnellement comme une expérience de racisme. Quand je défendais l'idée que la société américaine est une formation historiquement et présentement raciste, Primo marquait son rejet de ma position en affirmant : « Tu inventes des excuses pour nous, on doit personnellement assumer la responsabilité de nos défauts. Et de toute façon si quelqu'un est raciste contre moi, je l'écrase. Alors c'est pas un problème pour moi. »

Je voudrais revenir à mon autocritique intellectuelle du livre, *En quête de respect*. Quand je faisais mon terrain, je ne savais honnêtement pas quelle était la véritable relation entre les petits dealers de East Harlem qui contrôlaient mon quartier la nuit avec le secteur ouvrier du quartier environnant qui est inséré légalement dans l'économie de la classe ouvrière ; laquelle est plus dévouée aux valeurs religieuses, aux valeurs culturelles conservatrices puritaines de « l'Amérique courante » sur le sexe, la drogue, le vice, etc. C'est difficile d'avoir accès aux deux secteurs sociaux dans le quartier parce que, lorsque l'on traîne avec les petits dealers, cela fait claquer



Guys sur l'escalier avec une boîte à rythmes © Oscar Vargas.

les portes de gens mieux insérés dans la société, dans la religion et la morale. Néanmoins, beaucoup de gens changent d'un secteur à l'autre durant leur existence. C'est-à-dire que, d'une période à l'autre de leur vie, de membre d'une église évangélique, ils retombent dans la drogue. Ils s'intègrent au travail légal mal payé quelques mois ou quelques années puis ils retombent dans la drogue ou même ils combinent les deux – le travail légal avec la vente ou la prise de drogue – pour un temps. Les catégories sont beaucoup plus floues que les personnes ne l'admettent. Au début de mon travail de terrain, par exemple, j'ai essayé de suivre de près la vie de quelques-uns de mes voisins qui travaillaient légalement. L'un d'eux avait adopté tous les enfants de son oncle qui était dépendant à l'héroïne. Cela aurait fait un beau récit de solidarité entre familles. Mais il ne voulait pas que je documente ce phénomène de trop près parce

qu'il avait falsifié son revenu légal afin d'avoir le droit d'envoyer ses enfants dans une crèche subventionnée. Tout le monde est obligé de vivre avec un pied dans le légal et un autre dans l'illégal à cause de la paupérisation des services qui les oblige à mentir pour contourner des règles répressives. En plus il ne voulait pas apparaître associé dans un même livre avec les petits dealers de crack avec qui il me voyait traîner la nuit.

East Harlem a beaucoup changé cette dernière décennie du fait de la présence nouvelle d'une immense immigration mexicaine et d'une plus petite immigration sénégalaise. L'immigration mexicaine classique représente un processus social au sein duquel une masse de paysans s'est convertie en ouvriers. Les Mexicains depuis les années 1990 ont transformé le marché du travail « bon marché » de New York, lequel est désormais dominé par les Mexicains d'origine rurale. Sur les sites de construction, dans les petits magasins que gèrent les Coréens, les travailleurs sont presque tous mexicains. East Harlem est redevenu un quartier plus ouvrier, avec moins de contrôle de dealers et de petits criminels « hustlers » (dans la débrouille). J'y étais il y a dix jours et la nuit on a toujours un peu peur de marcher seul dans la rue, comme autrefois. Il y a encore une présence de jeunes qui vendent la drogue le soir dans la rue. Cependant, on entend moins le bruit des armes à feu. Il y a beaucoup moins d'immeubles abandonnés. C'est intéressant parce que c'est un accident du système légal américain... Pendant les années 1990 une organisation de solidarité avec les « SDF » plus ou moins d'extrême gauche en alliance avec le gouvernement fédéral a gagné un procès judiciaire contre la ville de New York, laquelle a été accusée de ne pas avoir saisi et reconstruit les immeubles abandonnés. La municipalité n'avait pas jusqu'alors utilisé les fonds fédéraux alloués à cette reconstruction. Ainsi la ville a dû rebâtir la plupart des immeubles abandonnés.

Parenthèse : j'ajoute qu'il n'y a pas vraiment d'extrême gauche aux USA parce que n'importe quel membre du PS en France serait considéré comme d'extrême gauche aux USA. Nous n'avons pas de débats politiques de gauche. Parmi les intellectuels, tout le monde est plus ou moins considéré comme étant d'extrême gauche, par opposition et en comparaison à l'hégémonie de l'extrême droite néo-libérale. Et les discussions entre gauchistes aux USA devien-

ment des polarisations qui n'ont rien – ou peu – à voir avec les politiques concrètes ayant cours dans le pays.

Je retourne de nouveau à mon évolution intellectuelle depuis *En quête de respect*. Un psychanalyste m'a dit que, étant à moitié français, je souffrais de la terreur moralisante très américaine affectant le sens de la responsabilité de l'individu. C'est une anxiété moralisante qui traumatise les chercheurs sur la pauvreté aux USA. Cette préoccupation a d'une certaine manière diminué et elle a même détruit la qualité du contenu ethnographique des études sur les milieux pauvres aux USA. La plupart des récits ne présentent que des visions positives du pauvre, noble ou angélique, parce qu'ils ont peur de présenter le pauvre comme agent du mal. Aux USA, nous n'avons pas la tradition durkheimienne du concept social. (Mais peut-être que maintenant avec Sarkozy, vous allez commencer à responsabiliser et à blâmer les individus pour tout, comme on le fait aux USA.) Pour cette raison, une de mes grandes préoccupations en écrivant le livre résidait dans la peur de décrire quelque chose qui allait être lu par la droite. Elle diabolise les pauvres et salit la réputation portoricaine, c'est-à-dire favorise et promeut une image raciste des Portoricains. C'est la raison pour laquelle j'avais organisé les premiers chapitres du livre en présentant des images positives de victimes, de leur détresse pendant leur jeunesse, et des interrelations avec les institutions coercitives, comme l'école et le gouvernement fédéral. Je ne voulais évoquer les actions vraiment « affreuses » des petits dealers que plus tard dans le livre, actions telles que le viol et la violence conjugale qui n'apparaissent qu'au milieu du livre. Je voulais que le lecteur soit pris de sympathie au regard de la vulnérabilité des petits dealers et par conséquent, qu'il ne puisse pas les « diaboliser » quand je montre leurs actions brutales. Je voulais aussi que le lecteur comprenne la relation coercitive des institutions et des forces structurelles qui pèsent sur les jeunes du ghetto. Si je devais réécrire ce livre, je le referais de cette manière parce que je n'ai pas « sanitarisé » la réalité et, au final, le livre n'a pas pu être utilisé par la droite. Peut être parce que la droite majoritaire évangélique est plus ou moins analphabète. Ils ne lisent que la Bible ! Les journalistes américains aussi ne lisent pas les livres. Les institutions du gouvernement ne me lisent apparemment pas non plus, parce que sinon ils ne me financeraient pas !

En revanche, quand j'arrive en France, il faut immédiatement effectuer cinq ou six interviews avec des journaux de grande diffusion comme *Le Monde*. Et même la radio populaire m'offre des interviews ! Les gens qui interviewent en France un personnage intellectuel ont lu son livre, et c'est vraiment bizarre pour un Américain. Mais, en contraste, aux USA, il n'y a pas de danger que les journalistes détournent un extrait d'un livre académique pour argumenter hors contexte que les Portoricains sont de « mauvaises » personnes. Il n'y a que les professeurs gauchisants (souvenez-vous qu'extrême gauche en Amérique est plus ou moins équivalent au PS en France) qui donnent à lire mon livre à leurs étudiants. Je n'arrive pas à trouver une seule personne de droite qui utilise le livre pour faire une polémique de droite. Cependant, dans les revues américaines de gauche académiques, j'ai été attaqué en disant que le livre allait être exploité pour monter des arguments réactionnaires. Tandis que la presse conventionnelle, comme le *New York Times* l'a accusé d'être une apologie gauchiste des drogués et des criminels. L'ouvrage est paru en 1994, et il n'a pas été utilisé par la droite aux USA. Cette expérience indique que les intellectuels américains ne se rendent pas compte de la possibilité de l'amplitude du débat que l'on pourrait avoir afin de regarder de plus près les contradictions au niveau des actions de l'individu, entre les effets de l'État ou les effets de la structure de l'économie. Cela pourrait leur fournir une documentation autour de la gestion individuelle des violences et des pratiques auto destructives dans l'expérience intime de l'exclusion. Je ne sais pas si cet espace est le même ici en France parce que les intellectuels sont plus lus, ils passent à la télévision. Par exemple, il y a un homme de droite en France qui vit dans le quartier parisien du XVIII^e ou du XX^e qui a pris mon livre pour lancer un mouvement de quartier contre les petits vendeurs de crack. Il a utilisé mon nom et mon livre sur des affiches collées près du métro du quartier. Mais une autre organisation de gauche du même quartier m'a fait venir pour démentir cette interprétation et pour ouvrir un débat : comment trouver une manière d'instaurer une relation de dialogue avec les petits dealers de crack du même quartier, pour aboutir à une minimisation des violences. Cela montre une dynamique différente ici en France. Il y a des intellectuels politisés de droite et de gauche et beaucoup de journalistes apprécient de lire des livres de science sociale



Benneton pic, © Jeff Schonberg.

Maintenant, je voudrais parler de mon terrain ethnographique actuel à San Francisco. Au cours des 12 dernières années, c'est devenu un travail obsessionnel, comme le travail de Patrick Bruneaux sur Georges et le réseau de « SDF » qu'il étudie depuis six ans. Dans mon cas, ça m'a pris 12 ans. Il y a 75 *homeless* dans mon réseau sur qui j'ai de bonnes données et avec qui j'entretiens des relations en profondeur. Dans mon nouveau manuscrit, *Righteous Dopefiend*, je présente seulement une douzaine de personnages pour ne pas abuser de l'intelligence du lecteur. Je développe l'analyse autour du noyau du groupe. Ce sont des Blancs et Afro-Américains avec quelques Latinos qui doivent choisir s'ils veulent être Blancs ou Blacks. Les Latinos peuvent passer des deux côtés ethniques, selon la dynamique du moment. Ce n'est pas tout à fait spécifique à San Francisco, mais c'est une dynamique prononcée du quartier où je vivais qui se divise surtout entre Noirs et Blancs. Je n'étais pas dans un quartier avec une identité latino dominante comme dans mon quartier à East Harlem. Dans les quartiers qui ne sont pas majoritairement latinos, le contraste entre Blancs et Afro-Américains émerge comme polarisation dominante aux États-Unis. Et même si les *homeless* partagent les mêmes espaces et la même drogue – l'héroïne – à laquelle ils sont accros, ils ont une expérience totalement différente de cette condition d'être « sans domicile fixe » et ils

n'ont ni la même définition du plaisir, ni celle du manque de drogue, ni encore celle de la présentation de soi au public.

Cette différence ethnique est quelque chose qui frappe dans la rue aux USA. Les Blancs de la rue sont très mal vêtus en comparaison des « Blacks » de la rue bien que dans les deux cas, ils soient totalement « accrochés », sans un centime, ayant été renvoyés de leur famille et de leur réseau social. Mais les Blacks ont conscience d'être gangster, hors la loi. Tandis que les Blancs se présentent comme des alcoolisés détruits, déprimés, nécessiteux qui essaient de gagner leur vie en mendiant. Au contraire, les Afro-Américains ne font pas ouvertement la manche. En général, ils rendent un service. Ils nettoient la vitrine des voitures.



Sign Need Work Please Hire God Bless, © Jeff Schonberg.

Ou alors, ils mendient de manière agressive, mais jamais d'une manière passive avec un écriteau et la tête baissée. Sur ces écriteaux, on peut lire : « J'ai faim/Vétérans du Vietnam/Dieu vous bénisse » pour ne donner que quelques exemples. Cela ne s'observe que très rarement chez les Blacks. Et quand ils le font, ils mettront une blague sur l'écriteau, du genre « I'm starvin'like Marvin' ». Il

y a des contrastes entre styles blanc et black qui sont des non-dits parce que l'on ne sait pas aborder les effets de la pratique des différences ethniques aux États-Unis. Cela nous gêne et nous fait honte. Mais on voit structurellement une relation très différente entre l'individu et l'État entre les Blancs et les Blacks. Les Afro-Américains sont criminalisés de façon précoce pendant leur adolescence. Tous les Blacks de mon réseau, dès 14 ou 15 ans étaient déjà passés par la prison pour des bagarres de gangs. Tandis que les Blancs ne se sont pas fait incarcérer avant leurs 20 ans, bien après l'addiction physique à l'héroïne et après avoir commencé à cambrioler pour obtenir de la drogue. C'est une expérience très différente de carrière et d'identité. Pour les Blancs, le discours est : « Je suis dépendant à l'héroïne, malade, et j'ai gâché ma vie » et pour les blacks, c'est : « Je suis gangster. Personne ne m'insulte. Je n'accepte pas la domination. Je prends plaisir à me défoncer à l'héroïne. » Pour résumer ce que j'essaie de théoriser, on pourrait formuler ainsi : comment comprendre la fabrication des identités des gens de la rue exclus, et détruits physiquement, qui revendiquent leur statut de gangster ou « d'accros [dopefiend] » ? Comment comprendre cette production de sujets qui sont si destructeurs dans leur vie de famille et dans la vie de la société autour d'eux, ainsi que sur leurs corps marqués et cicatrisés par l'auto-infliction de la drogue, la faim, le froid, l'insomnie ?

Il n'y a rien à « romantiser » ou à « exotiser » dans la vie journalière des *homeless* mais il faut reconnaître qu'ils aiment se défoncer et qu'ils en éprouvent un certain plaisir. Ils adorent l'effet de cette drogue tranquillisante qui les rend immobiles et les hébète pour des heures entières de pur plaisir. Il y a quelque chose de très logique dans leur manière d'aimer la défonce. Le crack est aussi formidable selon les usagés parce qu'on n'a plus à penser à quoi que ce soit, sauf à fumer et en reprendre davantage. Tous les problèmes de famille, de carrière manquée ou de vie spoliée prennent un aspect secondaire. Ils ont tellement simplifié les priorités de leur vie qu'il ne leur reste plus qu'à chercher de l'argent pour fumer plus. Avec l'héroïne c'est identique. Ils ont rendu sinon inutiles, du moins contingents, tous les autres problèmes et abus de leur vie au seul profit de la nécessité de toutes leurs cellules physiques d'avoir des opiacés. Ils savent quoi faire et en se levant chaque matin, ils



Tina injecting with Carter looking on, © Jeff Schonberg

n'ont pas le moindre doute sur ce qui est leur priorité. Il n'y a plus de décision à prendre face à des questions telles que : « Est-ce que je devrais appeler ma mère ? Pourquoi ai-je fait tant de mal à ma femme et à mes enfants ? Est-ce que je suis productif ? » Aucun de ces problèmes ne les hante parce qu'ils doivent se précipiter pour chercher de l'héroïne dans la mesure où, en cas de manque, ils vont vomir. Pour résumer, le manque d'héroïne simplifie la vie paradoxalement.

Pour comprendre cette autodestruction, sans aucune prétention moralisante, misérabiliste, populiste ou romantique, j'ai repris le concept de lumpen. C'est bien sûr Marx qui a introduit cette catégorie bizarre de classe marginalisée. C'est une conception de classe qui a été très mal définie dans les travaux de Marx. Et elle a été aussi mal récupérée politiquement en étant utilisée de manière polémique violente par des groupuscules d'extrême gauche dans leurs luttes dogmatiques internes. Mais je trouve le concept utile dans le sens où c'est une relation de classe qui apparaît quand il y a des bouleversements fondamentaux dans les articulations des modes de production à un moment donné de l'histoire. Le lumpen renvoie à cette catégorie de gens d'une certaine période historique qui n'ar-

rivent pas à avoir une insertion productive dans l'économie et dans le tissu social de leur époque. Ce n'est pas une vision de classe aussi concrète et absolue comme celles des « classe ouvrière », « classe bourgeoise » ou « classe aristocrate » parce que les lumpen changent avec l'histoire et ils peuvent venir de n'importe quel secteur, de n'importe quelle classe d'origine. Ils n'arrivent pas à gérer leur moment et leur place dans l'histoire. La catégorie lumpen suggère que le concept de classe doit peut-être être reconstruit comme un adjectif et non pas comme catégorie totalisante. Plutôt comme quelque chose qui se modifie. En effet, le lumpen n'est pas une classe dans le sens marxiste traditionnel mais désigne plutôt des effets identifiables, qu'on peut reconnaître. Les concepts de biopouvoir et de gouvernementalité sont utiles pour définir la subjectivité du lumpen. Le biopouvoir représente non pas le pouvoir linéaire qui descend de l'État omnipotent sur les individus mais les effets diffus et contradictoires du pouvoir institutionnalisé qui apparaissent dans les discours et dans la formation de la subjectivité, c'est-à-dire le sentiment de soi qui émerge au travers de ces formes de gouvernementalité qui organisent la sociabilité. Ces formes de gouvernementalité qui sortent de l'épidémiologie, de la psychiatrie, de la criminologie, du travail social, produisent alors des effets sur les gens dans leurs pratiques d'exclusion et de résistance à l'exclusion. Le problème avec Foucault, c'est qu'il écrivait surtout au temps du gouvernement social démocrate, et de la domination soviétique. Cette vision des effets positifs du pouvoir de l'État qui cherche à produire des citoyens qui vont vivre plus longtemps et plus paisiblement (avec les vaccinations, le travail de la psychiatrie, etc.), était possible dans les années 1950 jusqu'aux années 1970. Mais aux USA, il n'y a pas eu ce développement des effets positifs de l'État car on a surtout l'État qui emprisonne, qui criminalise. Les manifestations concrètes du biopouvoir sont celles qui nous renvoient à nos vaccins, qui nous poussent à faire du jogging et désirer de beaux corps avec peu de cholestérol ou à être des intellectuels académiques fiers de publier beaucoup d'articles. Les classes ouvrière et bourgeoise participent à ce processus de gouvernementalité. Mais pour un secteur qui devient de plus en plus important sous le néolibéralisme, les effets du biopouvoir produisent des assujettissements (conceptions de soi) violents et abusifs qui sont très pénibles pour

les gens qui les subissent, ainsi que pour ceux qui, autour d'eux, sont victimes de leur manière agressive ou autodestructrice d'organiser leur vie. Le concept de lumpen renvoie ainsi également à ceux qui ont une relation négative avec le biopouvoir et les dispositifs de gouvernementalité. Ils ne sont pas des citoyens productifs fiers de leur modernité dite saine, scientifique et morale.



Hogan biceps cars, © Jeff Schonberg.

Je vais terminer en offrant quelques exemples de subjectivité du lumpen. Tous les *homeless* revendiquent un discours traditionnel patriarcal que l'on reconnaît facilement. L'homme doit être respecté dans sa famille, par sa femme et ses enfants. Il doit utiliser la violence pour faire respecter sa domination. Il doit monopoliser la sexualité de sa femme, monopoliser la violence en famille. Il a aussi le devoir de se montrer agressif sexuellement et physiquement en dehors de sa famille, envers les autres femmes et hommes qui ne le respectent pas. La violence devient ainsi le socle de la construction de la dignité de soi, pour que le fils ne devienne pas homosexuel, pour rectifier le mal qu'exerce sa femme immorale envers son fils. Normalement le patriarce a la responsabilité de maintenir

matériellement la situation de toute sa famille. Les *homeless* avec qui je travaille n'ont plus le sens de la responsabilité matérielle envers les femmes et les enfants mais ils éprouvent quand même le besoin de les battre. La plupart de ces enfants adorent leur mère, et ils ont une haine pour leur père qu'ils veulent tuer, lequel était souvent aussi dans un processus de lumpenisation. Ils tiennent le discours d'Œdipe. Ils font référence au moment d'épiphanie dans leur adolescence quand ils sont devenus plus forts que leur père. Par exemple quand ils ont mis un pistolet sur la tempe de leur père pour qu'il arrête de battre leur mère. Tout au moins c'est le discours de ceux qui ont bien voulu me parler de leur jeunesse parce que souvent les mémoires de jeunesse sont trop horribles. Or en tant qu'hommes forts, ils ne veulent pas montrer publiquement leur fragilité et leurs souffrances de jeunesse. Ils ne peuvent pas dire qu'ils étaient battus par leur père ou qu'ils ont vu leur mère se faire casser la mâchoire par leur père. Les détails de leur vie conjugale et de famille peuvent atteindre des proportions à la limite du supportable. Un des *homeless*, par exemple, me parle de sa femme qui s'injectait de la méthamphétamine. Elle l'a abandonné pour un autre homme. Il revendiquait sa dignité masculine en disant : « Mais je m'en fous parce qu'elle m'a laissé sa fille, je l'ai mariée et on a eu un enfant ensemble. » Pour lui, c'était très normal d'épouser et faire un enfant avec sa belle-fille. Pour lui c'était au moins une manière comique de punir une femme qui l'avait « trompé ». Sa subjectivité de lumpen ne répond pas aux mêmes contraintes et discours que les subjectivités intégrées dans les mœurs majoritaires dans la société.

Les USA produisent un excès de ce type de subjectivité façon « lumpen », différents de l'Europe à cause de la faiblesse de notre État social. Les effets du pouvoir positif du biopouvoir sont sous-développés. On n'a pas de psychiatre qui traîne dans la rue à la rencontre des SDF comme c'est le cas en France. J'ai visité Marseille avec un psychiatre, Vincent Girard, et c'était ahurissant. Il travaillait pour Médecins du monde (MDM) et connaissait la ville, les gens dans la rue, en les mettant en contact avec les services sociaux. Pour moi, c'était jusque-là inédit de voir le biopouvoir fonctionner de cette manière en tentant de récupérer les gens en douceur au lieu de les mettre en prison immédiatement. Et je dirais que cette forme de gouvernementalité produit des effets d'assujettissement différents

en France et aux États-Unis. C'est une des raisons pour lesquelles il y a moins de meurtres et de crimes violents en France.



Family Portrait RIP, © Jeff Schonberg.

En France, la vie dans la rue me paraît plus sécurisée. Ici, on ne ressent pas la peur avec cette manière extrême que l'on éprouve aux USA. Tout le monde a peur dans la rue aux USA, et cela explique les tueries folles. On est toujours en train de regarder derrière soi. Ce n'est pas seulement le petit Blanc bourgeois ethnographe qui a peur. Le plus dur des durs a peur lui aussi. Mais en France les « SDF » sont aussi très détruits physiquement dans leurs interactions avec le biopouvoir. En lisant l'article de Patrick Bruneteaux sur la vie de Georges, on voit que les effets de l'État sont très pesants, et on observe qu'ils produisent des subjectivités de dépendance auto destructives et alcooliques qui sont frappants et hautement significatifs. Par exemple, à Marseille, en marchant avec le psychiatre de la rue, Vincent Girard, j'ai remarqué que presque tous les « SDF » que l'on rencontrait portaient de grands paquets de feuilles de soin du système de santé français. Aux USA, dans la rue, on ne porte même pas une pièce d'identité. Ce n'est pas obligatoire. Et on peut ne pas

avoir de feuille de soin de l'hôpital car on est la majeure partie du temps renvoyé de l'hôpital qui refuse de prodiguer des soins. Il faut être totalement mourant pour y avoir accès. Cela laisse transparaître des effets de gouvernementalité très différents de ceux mesurables en France. Votre État plus interventionniste produit aussi des subjectivités de lumpen en relation avec l'État. Ces subjectivités suivent les contours de la dépendance et non pas celle des hors-la-loi violents comme aux USA. Les pauvres de la France vivent la misère en errant d'un bureau à un autre à la recherche de ce qu'on peut avoir à titre de bénéfice minimum de l'État, au lieu de courir d'un coin de la rue à un autre pour tuer quelqu'un ou voler quelque chose comme nous faisons aux USA. J'exagère peut-être un peu en classifiant la différence entre nos modèles d'États, mais il demeure que c'est un contraste frappant et interpellateur.

Quels sont les effets des structures qui produisent des violences si intimes ?



Woman Black Eye with Baby, © Fernando Montero.

Essentiellement, c'est autour de cela que j'essaie de joindre Marx, Foucault et Bourdieu. Chez Bourdieu, ce que je trouve

formidable, c'est le concept d'habitus qui permet de travailler la question de l'intime et des pratiques journalistiques. Et c'est automatiquement mis en relation avec des forces de pouvoir. Et je trouve que la notion d'assujettissement chez Foucault marche aussi très bien, c'est-à-dire la production des sujets dans des moments historiques, non pas dans des relations avec les forces de production comme chez Marx, mais dans des effets de gouvernementalité, de disciplines académiques et sociales qui agissent dans différents moments historiques.

Pour revenir plus concrètement à la question de l'héritage de l'esclave, d'une manière générale, il y a un discours actif dans la population afro-américaine autour du mot « esclavage ». Même les Portoricains ne l'utilisent pas alors que l'esclavage était important à Porto Rico. Et les Blancs n'ont pas du tout un discours de l'esclavage. Pour dire que ce n'est pas un bon travail, un jeune Afro-Américain va dire : « C'est un travail d'esclave ! » Ce mot n'est pas accessible à d'autres groupes ethniques avec autant de facilité et avec une force aussi aiguë. Il y a une mémoire très concrète de la génération que j'ai étudiée à San Francisco parce qu'ils sont les fils et les filles des hommes et des femmes qui ont fui le Jim Crow et le lynchage. Et leurs parents en ont une mémoire très active. Le Jim Crow s'est terminé seulement dans les années 1960. C'était un apartheid, un « Arbeit mach frei », une porte pour les Noirs, une porte pour les Blancs, l'eau que l'on peut boire publiquement pour les Noirs et l'eau pour les Blancs, avec des panneaux précis. Eux ne se souviennent pas de cette réalité mais leurs parents qui retournent dans leur famille l'ont encore en eux. Ils sont encore insérés dans leur famille et ils vont en Louisiane pour revoir leurs cousins qui travaillent encore dans les plantations de canne à sucre ou comme paysan métayer. Leurs parents ont consciemment fui ces relations racistes et de dépendance. Ils sont venus à San Francisco dans les années 1940. C'est le côté marxiste si vous voulez, ils sont venus comme ouvriers dans les chantiers navals, la peinture industrielle. C'était une économie de guerre absolument faramineuse. Et les Afro-Américains sont venus par dizaines de milliers, avec des Blancs, dans ces vagues de migration qui les ont conduits aussi à être souvent syndiqués. Il y a des différences très intéressantes entre les familles noires et les familles blanches. C'est quelque chose qui est très clairement défini

par les structures. C'est-à-dire que les Afro-Américains sont entrés dans les syndicats. Et les Blancs ont pu de leur côté s'émanciper du prolétariat et devenir des petits entrepreneurs. Par exemple, un des Blancs dans mon livre avait un père paysan qui est devenu peintre industriel pour fuir le métayage. Il est devenu peintre d'enseignes publicitaires. Les panneaux ont disparu très concrètement dans les années 1980 avec l'arrivée des enseignes digitales. Pour ces Blancs, les premiers jobs étaient un travail reconnu. C'était aussi ouvrir un bar, devenir un sous-traitant du chantier naval ou un peintre artisan. Comme les chantiers navals ont disparu, que les technologies ont fait aussi disparaître ces professions d'employés, ces Blancs sont arrivés dans la rue. Dans les familles afro-américaines, la conscience duale est celle du travail qui exploite et qui est raciste d'un côté et, de l'autre, du travail reconnu, avec la syndicalisation, la retraite et le système de santé. Chez les familles blanches, il n'y a pas cette dualité, parce que le père était un salarié d'usine avec une identité de travailleur doté de droits. Cette insertion différente est l'effet du racisme associé au moment de l'immigration. Les Afro-Américains ne pouvaient pas se poser en indépendant, parce que cette démarche requerrait des relations non racistes avec les Blancs dirigeant des fabriques. Et elle supposait aussi un capital culturel afin d'assumer tout le processus juridique de montage. On voit ces effets historiques sédimentés dans l'histoire, histoire que les gens ne peuvent pas articuler clairement mais qui se repère dans la manière dont ils cherchent des petits boulots. Les Blancs qui se présentent comme des travailleurs entrent dans des relations très soumises avec les épiciers qui les embauchent : pour ôter les bières du camion qui arrive, pour nettoyer le trottoir devant l'échoppe ou pour faire des courses. Le « SDF » doit être là pour toucher 20 dollars, mais les 20 dollars sont payés en deux fois : 10 dollars le matin quand il a besoin de sa dose d'héroïne et 10 dollars le soir pour une petite dose. Parce qu'avec une trop grosse dose de 20 dollars, il « part ». Et il ne travaille pas. Où alors il obtient 15 dollars d'héroïne et 5 en crack mais, en ce cas, il est alors complètement incapable de travailler. L'employeur sait bien tout cela. Il sait combien coûte l'héroïne, il sait comment faire l'accrochage avec le « SDF toxicomane ». Il sait gérer très intimement cette relation. Les Blacks de mon groupe ne toléreront pas ce mode de gestion passif et évidemment exploité. Quand on se remémore

comment fonctionnait le métayage en Louisiane pour leurs pères et leurs grands-pères, on commence à comprendre ces effets de l'histoire. « Franck » – je prends ce faux nom – travaille avec un mauvais caractère, il se fout en rogne quand l'épicier lui donne une chance et ça dégénère au bout de trois jours. Les effets de l'histoire sont expérimentés dans les relations journalières avec un individu qui, à l'échelle de son expérience, n'est vu que comme quelqu'un qui n'a pas de contrôle sur soi, qui est trop criminel. Les structures sont totalement effacées. Et ça devient un moralisme avec les Blancs qui accusent les Noirs d'être des voleurs, de ne pas avoir d'éthique au travail. Et les Noirs, de leur côté accusent les Blancs de n'avoir aucun sens de la dignité ; eux qui tolèrent des relations totalement abusives de la part de patrons qui sont méchants et esclavagistes. Les Blancs, disent-ils encore, ne sont pas des voleurs, ils ne savent pas prendre de risques, ils n'ont pas la volonté d'essayer de faire quelque chose de mieux pour eux-mêmes. C'est dit dans un langage totalement moralisant. À Los Angeles les Blancs sont en minorité. À San Francisco, il y a beaucoup plus de Blancs dans la rue. Mais ils ont peur de la même manière. Ils n'arrivent pas à mobiliser la violence à leur avantage. Ils doivent être tout le temps polis avec tout le monde sinon ils vont se faire taper dessus et personne ne va les défendre. Tandis que les Blacks savent et peuvent mobiliser la violence pour l'utiliser d'une manière particulière qui leur donne dignité et accès à des ressources.

Alors, on voit des différences autour de ces mobilisations interpersonnelles de violence. Au point que quand une amitié se tisse entre un Blanc et un Noir, le Noir doit expliquer au Blanc quand il doit taper sur quelqu'un, quand il ne doit pas accepter d'être insulté : ça le choque que son pote accepte que sa femme ne lui obéisse pas, qu'elle crie. « Non, il ne faut pas, il faut quand même que tu la frappes. Je vais la frapper pour toi. » C'est une question de morale imbriquée dans les rapports de violence. C'est ça la réalité de la violence et des formes d'assujettissement qui sont tellement douloureuses. Est-ce que c'est la destruction du sujet ? Je ne sais pas. D'une certaine manière oui, mais c'est aussi un sujet qui s'assume, qui se reconnaît. C'est un drogué qui sait piquer son nez d'une manière qui lui donne beaucoup de plaisir, jusqu'à ce qu'il bave. Alors son attitude valide l'idée de quelque chose à célébrer, non sans fierté aussi. Se piquer tellement bien que l'on peut baver ! Ça nous paraît affreux et ça

ressemble à quelque chose comme la destruction du sujet mais c'est aussi une solidarité incroyable entre deux personnes. Parce que si je bave trop et que je tombe, tu vas me sauver la vie et c'est extraordinaire de voir quelqu'un qui me sauve la vie une douzaine de fois. Parce que si la personne prend trop d'héroïne, elle tombe dans les pommes et si quelqu'un n'est pas là pour la refaire respirer elle risque alors de mourir. Les personnes de mon groupe me disent que ça leur est arrivé plusieurs fois de tomber et que quelqu'un les a remis debout. Justement ils n'aiment pas s'injecter seul parce que, bien qu'ils ne le disent pas ouvertement, c'est dangereux. Il vaut mieux le faire en groupe et se surveiller l'un et l'autre. Tout cela n'est pas du registre de la destruction du sujet mais plutôt de la production d'une solidarité assez extraordinairement forte. Des gens qui savent se piquer, des gens qui savent se sauver la vie, des gens qui savent fumer et apprécier le crack en disant que les autres ne savent pas l'apprécier, cela signifie qu'ils se produisent aussi en experts.

Honnêtement je ne sais pas quelle est l'insertion des dealers dans la société plus globale. C'est quelque chose que je veux comprendre mieux. Parce que je les vois rentrer et sortir du deal, prendre un travail, ressortir du travail légal.



Factory dealing, © George Karandinos.

D'autres, comme Primo, sont parvenus à se faire déclarer fous par l'État. Et c'est très difficile aux USA. Il reçoit 600 dollars, ce n'est pas comme en France où il est plus facile de se faire déclarer à l'AAH. Primo m'a expliqué comment il s'y était pris. Il me dit : « Oui j'ai déprimé. Ma femme m'a laissé, je me suis raccroché à l'héroïne, j'avais mes deux enfants que j'adore. Je ne veux pas refaire à mes fils ce que mon père m'a fait en m'abandonnant. » Cette parole découle peut-être de ma relation avec lui – et on se demande comment on a troublé la vie des gens. J'ai beaucoup fait parler Primo, de ses relations avec son père et des relations avec son fils abandonné dans *En quête de respect*. Et d'une certaine manière, il a constitué un assujettissement intéressant. C'est un père incroyablement responsable. Il fait du baby-sitting, il est toujours en train de les embrasser. Ses enfants ne le quittent pas, et tragiquement ils traînent la nuit dans la rue avec lui jusqu'à 3 heures du matin cherchant l'héroïne avec leur père. Il est encore dépendant. Bien qu'il ne l'admette pas. Mais il m'a dit que je pouvais le dire en public. Je lui ai demandé si éthiquement je pouvais dire le secret. Même pas dire qu'il l'est mais qu'il l'a été. Il m'a regardé : « Je ne vais pas te manquer de respect... » Alors j'ai cru que c'était foutu, que tout le travail que j'avais effectué ne pourrait pas être publié. « ... mais au moins personne que je connais ne lira le livre ». Cependant, il est fier du livre. Il a du respect pour moi... notamment du fait que je suis obsédé à prendre des notes. Il n'a pas peur de vous, du jugement. Il se rend compte que cela n'a pas d'effet sur lui. Il demeure déprimé parce qu'il a raté son mariage. Il ne pouvait pas travailler parce qu'il devait garder ses deux nouveaux fils et il était dépendant à l'héroïne. Il était cliniquement déprimé. Il demeurerait toute la journée passif et j'avais peur pour lui. Ça lui a permis de recommencer à se faire déclarer fou. Il a dit : « Quand je me suis rendu compte que je pouvais faire quelque chose pour moi-même... » La question française sur les effets de l'État est là « ... que je pouvais aller voir les services médico-sociaux pour me faire déclarer fou, et toucher 600 dollars. J'ai commencé à aller mieux. Le problème, c'est que je ne pouvais plus passer pour fou à partir du moment où je commençais à me réguler. Alors j'ai commencé à être agressif, à faire des gestes de fou à l'égard de mon assistant social qui a tout le pouvoir de me déclarer fou ou pas ». À quel point Primo manipule le système ? À quel point le système a produit un assujettissement vraiment destructif ?

Quand on étudie la structure des services d'échange de seringues aux USA, il y a un jugement automatique à propos de la responsabilité de l'individu. Il faut rendre une seringue usée pour en recevoir une autre. La relation aux professionnels du social devient très pénible au sens où le comptage se réalise à voix haute. On constate les rituels d'humiliation : « Arrête arrête ! On va les compter ! Compte-les pour moi et à voix haute ! » lance le travailleur social à l'égard de l'usager qui doit se montrer obéissant et responsable dans la vision « étatique ». Dans le même temps, le travailleur social veut donner des vitamines, des tampons et des préservatifs. Mais il ne veut pas en donner trop. Il ne faut pas donner plus que de besoin. Quand je me rends au centre avec « Franck », je suis toujours un peu honteux parce qu'il me dit : « Chouette, viens avec nous. Mets-toi dans la file. On va te donner quelques seringues. Tu vas les échanger pour nous parce que tu peux en recevoir 10 et ils vont te donner un truc de lait vitaminé supplémentaire. Formidable ! » Le même jour, mon collègue Jeff a vu Tina. Elle avait une hémorragie et elle saignait. Elle avait besoin de tampons. Alors elle a pris les cinq tampons qui restaient sur la table d'échange de seringues. Un des travailleurs sociaux le remarque et lance : « Non non non !! vous n'en prenez que trois car c'est trois pour chaque femme. » Après cet épisode, on a été dans un magasin et il y avait des ventes de tampons à moitié prix. Jeff s'est dit qu'il allait lui en acheter mais elle a ajouté : « Non, file-moi les 5 dollars que je puisse m'acheter du crack. Quand même il ne faut pas gaspiller son argent pour les tampons. » Et deux mois plus tard elle a eu une maladie grave, mais malgré tout, elle a quand même été mise à la porte de l'hôpital trois jours après. Il n'y a pas eu de suivi social, rien. Ce sont des sujets qui ont une relation agressive aux services sociaux. C'est la production d'une agressivité interpersonnelle très forte, très manipulatrice et très douloureuse. Que l'on songe à cette préférence, même quand on est malade au point d'avoir besoin d'une intervention chirurgicale, de préférer fumer du crack au lieu de prendre quelque chose qui logiquement, au début, aurait été de nature à soulager le mal médicalement en prenant des tampons. Je donne ces micro-détails pour donner à voir les effets des structures et des modes de gouvernementalité avec, en arrière-plan, tout ce qui se joue autour du bon pauvre qui arrive avec sa seringue, qui ne

gaspille pas ce qu'on lui donne, etc. Il y a cette anxiété de recevoir et de donner gratuitement aux USA.

Je crois qu'un chercheur palestinien disait qu'on trahit les sujets en racontant leurs secrets. C'est un vrai problème lorsque l'on travaille sur des gens vulnérables. J'arrêteraï mon travail si je mettais les gens en danger.

Seconde partie

Violences sociales et dominations chez les plus pauvres

Ce chapitre s'ouvre sur un des chantiers parmi les plus difficiles à penser : c'est celui de la violence des dominants sur les dominés mais, aussi des dominés entre eux. Dans le champ généralisé des violences matérielles et symboliques, dans lequel survivent péniblement ces acteurs, il est aussi possible de rendre compte de la manière dont ils en font usage contre eux-mêmes ou leurs pairs. Aborder la question du lien entre pauvreté, domination et violences nécessite de tenir ensemble violences structurales et violences endogènes, lesquelles prolongent celles du monde dit « ordinaire » mais parfois les débordent. Ainsi en est-il de la « culture de la terreur » (Philippe Bourgois) des caïds des ghettos qui, pour conserver leur place, doivent surmonter leur propre peur de déchoir en écrasant les velléités de rébellions. L'histoire des « SDF », vagabonds et autres « inutiles au monde » est jalonnée de répressions diverses (déportations, pénalisations, arrestations, violences physiques, enfermement) mais aussi de formes « entropiques » d'auto-destruction sur soi ou de prédation sur les pairs au point que la plupart des centres d'hébergement sont fuis à cause de l'insécurité qui y règne. Le séminaire aura été l'occasion de défricher quelques secteurs anciens ou récents où s'expriment encore les violences directes et les plus visibles, ainsi que les transformations réelles qu'elles ont connues ces dernières années. Nous avons entendu tous les intervenants nous parler de la répression policière ou judiciaire à l'encontre des différentes fractions du sous-prolétariat en l'articulant aux formes

de résistances plus ou moins efficaces et plus ou moins solidaires. Mais les contributeurs ont eu aussi ce regard ethnographique difficile sur les exactions des prédateurs (S. Aquatias, R. Cavagnoud, M. Boumaza, V. Rochais, Yann Benoît, A. Dias, A. Ryabchuck, M. Marpsat).

Pour contrer l'image légitimiste induite par l'association entre sociologie critique et sociologie structurale, nous avons cherché à promouvoir des recherches qui tentent de creuser la question de la violence endogène des sous-prolétaires ; comprise entre un effet surdéterminé des violences de la domination sur des êtres sans « capital de barrage » et une dissidence plus ou moins conformiste (drogue et voiture de sport pour employer un raccourci). Entre symptôme de l'aliénation ou capital physique autorisant des niches propres de réalisation sociale – dont le paradigme est le gym du *South Side* décrit par L. Wacquant –, la violence des plus dominés s'appuie sur « *la virilité, un des derniers refuges de l'identité des classes dominées* » (Bourdieu 1980 : 15). Pour autant, la question de l'intériorisation des violences structurales est bien faite pour dégager un populisme rampant toutes les fois que l'on fait l'économie des tactiques de survie des dominés et de leurs capacités à jouer dans les structures des dominants – et pas uniquement en fonction du modèle dominant « externe » – pour retourner la violence hiérarchisée sur des plus faibles. Ainsi est posée la question des prédateurs et des luttes entre pairs qui interrogent les manières spécifiques dont les *dominés dominent*. En prenant appui sur les travaux qui ont pointé les failles du misérabilisme et du populisme, on a cherché à privilégier les interventions qui mettent aussi en valeur ces jeux de domination entre dominés, en mettant en évidence la façon dont se reproduit cette logique des rapports sociaux tout en montrant les variations propres aux subcultures des pays – au Pérou, en Ukraine, en Martinique, aux USA, en France métropolitaine – ou aux groupes de survie. Nous avons cherché des communications qui croisent domination, logiques de survie et violences endogènes (hiérarchies dans le trafic de drogue et logiques de bandes, pillages et manipulations entre SDF, assujettissement des femmes par les hommes, hiérarchies du racket dans les milieux des jeunes travestis) tout en montrant les jeux complexes entre intériorisation durable et contextes fluides de soumission, incluant les ripostes possibles

aux formes de répression. La violence des dominés demeure un sujet tabou. Pourquoi fait-on l'impasse sur ces *reports* des logiques d'exploitation ? Pourquoi les dominés briseraient-ils le processus de domination et ne l'exerceraient-ils pas sur les plus faibles d'entre eux (hommes isolés ou moins armés en capital physique, femmes, enfants) ? Quel populisme caché est inscrit dans la seule recherche légitimiste des « déterminations de la violence structurale des dominants » épargnant le chercheur du souci de montrer aussi les ramifications de la domination jusque dans les modes de fonctionnement des mondes dominés ? Pourquoi les sociologues ont-ils tant de mal à rendre compte des espaces de spécialisation (dealers, groupe de tournantes ou mise en prostitution des femmes du ghetto ou du *Barrio*, de la cité ou du bidonville) où s'exerce le prélèvement direct à usage privé des dominés, souvent contre les personnes ou les biens de leur entourage ? Quelles formes de militantisme implicite sont-elles à l'œuvre dans cette renonciation ? Quelles pratiques d'autocensure peut-on identifier ? Comment, sans tomber dans la pornographie de la violence, montrer les effets de la déshumanisation sociale en sortant du culturalisme des « déviances » et montrer une réhumanisation sectorielle aux frais des plus faibles ?

Pris dans un système de domination qui les concerne au premier chef, les dominés sont sans doute les plus exposés à la violence sur autrui dans leur propre univers. Parce que la concurrence entre eux est rude (laquelle se trouve au fondement des luttes, au XIX^e siècle, en vue du dépassement des syndicats de métiers au profit des syndicats inter-professionnels mobilisés autour d'une conscience de classe prolétarienne), et qu'elle s'exprime dans des lieux où ils sont les uns sur les autres (mêmes quartiers, surpeuplement dans les logements), les sous-prolétaires s'exploitent aussi entre eux, quand ils n'en sont pas au stade de ce que N. Anderson appelait « la jungle de *Hobomania* » : « *Hobomania* était le grand marché du travail où le hobo dépensait ou perdait ses biens et recommençait à partir sur les routes. Là, il était attendu par la horde guettant une proie ("live one") : les taxeurs et les pique-assiettes qui empruntaient ou mendiaient, les joueurs et les escrocs, les souteneurs qui avaient des prostituées "travaillant" pour eux, et une variété de "détresseurs d'ivrognes" ("jack rollers") qui vivaient en volant. La même horde de sangsues pouvait être trouvée dans le Bowery, mais bien

plus de monnaie circulait dans Hobohemia » (1998 : 28). Que ce soit Robin Cavagnoud identifiant les pratiques de pillage entre jeunes travestis de Lima ou Anastasiya Ryabchuk évoquant les mêmes bandes d'enfants détroussant les *Bonji* (personnes à la rue) de Kiev, on voit que le vol n'est pas seulement « la délinquance », c'est-à-dire ces illégalismes de biens abordés par M. Foucault dans *Surveiller et Punir*, et qui sont impardonnables parce qu'ils attentent directement à l'ordre bourgeois. Ces vols sont aussi l'expression d'un passage à l'acte direct dans toutes les configurations possibles et, de ce fait, ils sont encore plus répandus entre pauvres parce que les possibilités d'être sanctionnés sont plus faibles. Il n'est pas un hasard d'observer que, parmi les ouvrages pionniers de l'École de Chicago sur le sous-prolétariat figurent justement *The Jack Roller*, ce témoignage autobiographique d'un jeune voleur, en partie détrousseur de pauvres plus faibles, à savoir les clochards avinés vivant dans la même zone de relégation des *skid rows* (Shaw [1930] 1966) ; ou encore *The professional Thief*, une autre autobiographie menée aussi par un « accompagnant » sociologue, celle d'un voleur ayant 20 ans d'expérience de rôles divers relativement sophistiqués (Sutherland [1937] 1989). La violence de l'ordre dominant commence à s'exercer dans l'espace ségrégué des plus dominés, lesquels n'échappent pas aux violences structurales dans lesquelles ils baignent et qui les conduisent à vivre paradoxalement dans cette sorte de libéralisme absolu de la guerre de tous contre tous ; prédation autorisant parfois des logiques de retournement des valeurs, ce que P. Bourgois appelle « *l'inversion des relations de pouvoir* » (2001 : 74) dans le cadre de laquelle les dealers se sentent supérieurs aux travailleurs pauvres du ghetto ou les toxicomanes noirs supérieurs aux *righteous dopefiend* blancs. Ses analyses tendraient à relativiser la perception d'une violence généralisée puisqu'il précise que « le Barrio est statistiquement plus sécurisé que le centre-ville. (Or), la violence de la culture de la rue est omniprésente dans la vie quotidienne du Barrio et donne une perception tout à fait disproportionnée du danger objectif dans le ghetto » (p. 66). En fait, c'est d'abord dans ce petit monde de « la culture de la rue » que s'exercent les violences de prédation (comme l'attestent statistiquement de nombreux travaux : Wilson [1987] 1990 : 23-25), ce qui l'a conduit à questionner les dealers sur leur indifférence à vendre du crack à des mères enceintes, à se voler les recettes de la

vente de drogue (p. 52), à s'affronter entre bandes (p. 55) pour la mainmise de la drogue, à violer les plus faibles et à vouloir tuer l'ami d'enfance avec qui ce viol a été commis pour supprimer le témoin (p. 55), à légitimer les viols collectifs des adolescentes du quartier (p. 243-245). Ces expériences extrêmes (meurtres, viols, tortures) se retrouvent dans les institutions carcérales qui ajoutent encore aux violences sociales, le marquage spécifique de la répression physique. Là où se regroupent une partie des surnuméraires, se prolongent les normes et pratiques de survie, comme le donne à voir la contribution de Magalie Boumaza qui croise portraits sociaux de femmes immigrées issues des cités et logiques de prédation entre femmes dans le monde carcéral. L'analyse des jeunes travestis des quartiers pauvres de Lima, au Pérou, menée par Robin Cavagnoud, appuie l'hypothèse d'un univers totalitaire à ciel ouvert dans les franges les plus déshéritées des barrios. Les jeunes travestis doivent supporter aussi bien les amendes de leur leader de bande que les rixes avec les bandes ennemies, les agressions « gratuites » des chauffeurs routiers, des policiers ou même de certains clients. À l'image des Juifs grecs décrits par Primo Lévi et qui déploient les ruses les plus subtiles pour survivre dans le camp au moyen d'une solidarité de prédation, ces jeunes garçons prostitués trouvent parfois de courtes marges de manœuvre dans les simulations de pénétrations. Ainsi se dessine un univers de la violence généralisée où le lien social est réduit à sa plus simple expression, le droit minimal de survivre en luttant sur tous les fronts, aussi bien ceux des autres que celui du groupe propre où chacun est en concurrence pour l'accès au client et pour la moindre dépendance aux « protections » imposées par le caïd local.

Dans le même temps, l'exotisation de la barbarie de ceux qui habitent de l'autre côté du périphérique ou dans *l'inner city*, avec la complicité active des médias audiovisuels, ressort d'autant plus que les formes de domination des dominants trouvent un écran dans le discours républicain sur « la citoyenneté », les « luttes contre l'exclusion » ou les « luttes contre les discriminations ». Comment les différentes catégories d'acteurs publics parviennent-elles à masquer ou atténuer cette réalité de violences extrêmes (c'est le cas avec la mort des SDF (Terrolle 2005), c'est le cas avec la question des droits de l'homme dans les CHU (Bruneteaux 2007). Comment en rendent-ils compte à leur manière ? Comment la République, à l'instar de

ses constructions hagiographiques sur le colonialisme niant le passé esclavagiste à partir de 1848 ou effaçant de la mémoire collective les zoos humains (Blanchard et al. 2002), met-elle en place des outils pour se persuader qu'elle demeure humaniste, progressiste et solidaire dans l'espace assistantiel ? Qu'est-ce qui, néanmoins, permet effectivement de montrer des « avancées sociales » de l'État social dans le traitement d'une marginalisation qui ne cesse par ailleurs de s'aggraver : augmentation du travail précaire, désillusion des jeunes à propos des stages « bidons », augmentation des « SDF » et des sans-papiers à la rue, travail partiel contraint utilisé massivement dans l'emploi des femmes (Maruani 2005), démotivation des travailleurs sociaux qui ne parviennent pas à insérer les personnes dans un travail et un logement de droit commun (Burgi 2006) ? Toutes ces questions s'inscrivent dans des problématiques déjà travaillées par de nombreux chercheurs. En revanche, les pratiques militantes sont rarement abordées selon cette logique de l'idéologie écran masquant une réalité de militantisme forcé et de stigmatisation des familles les plus « assistées ». Tel est l'enjeu de l'article de Bénédicte Havard-Duclos qui pointe certaines violences symboliques des militants du DAL à l'encontre des sans-papiers. Alors qu'on s'attend à découvrir les formes de luttes contre « l'Autre », l'État, le bailleur social, le travailleur social, le sociologue exhume encore des violences, comme si une sorte de course infernale à l'objectivation enfermait tout le monde dans le pouvoir. Mais l'observation serrée est là pour valider le propos et montrer – à condition de trouver les nuances – que le travail militant n'échappe pas, lui aussi, à la hiérarchie des tâches et à l'imposition des normes. Le monde social est traversé de part en part par les pratiques de domination, y compris quand les organisations prétendent œuvrer pour la libération des opprimés. Roberto Michels, étudiant les partis politiques, nous avait mis en garde au début du siècle contre les logiques de bureaucratisation induites par la routinisation de la mobilisation. Mais il est plus difficile de voir que, y compris dans les jeunes organisations gauchisantes, et qui plus est dans des structures de petites tailles, les pratiques impersonnelles de contraintes à l'encontre des familles démunies prennent la place sur les démarches de proximité et d'entraide. Les résultats de cette enquête ont de fortes chances d'être perçus comme « abusifs » voire insoutenables. C'est pourtant dans ce type d'article

« analyseur » que l'on peut déceler les résistances morales qui enveloppent les consciences des chercheurs.

Bibliographie

- Anderson N., 1998, *On Hobos and Homelessness*, Chicago, University of Chicago Press.
- Bancel N., Blanchard P., Boetsch G., Deroo E., Lemaire S., 2002, *Zoos humains, de la vénus hottentote aux reality shows*, Paris, La Découverte.
- Bourdieu P., 1980, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit.
- Bruneteaux P., février 2007, « Les politiques de l'urgence à l'épreuve d'une ethnobiographie d'un SDF », *Revue française de science politique*, vol. 57, p. 47-67.
- Bourgeois P., 2001, *En quête de respect*, Paris, (trad.) Seuil.
- Burgi N., 2006, *La machine à exclure*, Paris, La Découverte.
- Maruani M., (dir), 2005, *Femmes, genre et sociétés*, Paris, La Découverte.
- Shaw C., [1930], 1966, *The Jack Roller. A delinquent boy's own Story*, Chicago, University of Chicago Press.
- Sutherland 1989, *The professional Thief*, University of Chicago Press, [1937].
- Terrolle D., 2005, « Sans-logis : une mort rendue invisible », in D. Ballet (sous la dir.), *Les SDF. Visibles, proches, citoyens*, Paris, PUF, p. 157-165.
- Wilson J., [1987] 1990, *The Truly Disadvantaged. The Inner City, the Underclass and Public Policy*, Chicago, University of Chicago Press.

Violences et rapports de domination dans le microcosme de la prostitution travestie d'adolescents et jeunes adultes dans le sud de Lima¹

ROBIN CAVAGNOUD²

Introduction : la prostitution adolescente et adulte à Lima

Avec plus de 8 millions d'habitants, Lima est la ville la plus importante du Pérou et concentre la majeure partie du pouvoir économique, technologique et politique de ce pays. Cette capitale est également le lieu où la diversité du commerce sexuel des adolescents et jeunes adultes est la plus évidente. On y trouve les formes les plus sophistiquées avec l'utilisation d'internet et les agences clandestines spécialisées dans cette activité, aux plus fréquentes dans la rue (avenues et places) et, dans une moindre mesure, dans les clubs nocturnes (discothèques). Néanmoins, les endroits où se concentre la prostitution dans une telle métropole représentent en même temps les manifestations les plus visibles de cette activité. Il s'agit dans la plupart des cas de bordels et hôtels de passe situés dans les quartiers populaires (La Victoria, El Agustino, San Juan de Miraflores, Villa el Salvador), de certaines rues et grands axes urbains (avenue Arequipa, avenue Pachacútec) ou encore de lieux publics tels que les alentours des gares d'autobus (La Victoria) ou

1. L'auteur remercie Henry Godard pour ses commentaires, les organisateurs du séminaire Patrick Bruneteaux et Daniel Terrolle ainsi que le modérateur Emmanuel Soutrenon.

2. Sociologue, docteur, chercheur associé à l'Institut français d'études andines (UMIFRE 17, CNRS – MAE). Courriel : robin.cavagnoud@free.fr

les parcs et places (place Manco-Capac, place Kennedy). Chacun de ces endroits est variablement réputé pour la présence d'adolescents ou jeunes adultes prostitués, hommes ou femmes.

Loin d'un fait individuel, la prostitution est un phénomène qui véhicule une série de facteurs psychosociologiques basés sur la différenciation fondamentale entre le masculin et le féminin, et favorisant une discrimination de genre avec des conséquences individuelles décisives dans le maintien des acteurs concernés dans cette activité (faible estime de soi, dévalorisation ou nouvelle forme de valorisation du corps). Dans cette perspective, la prostitution doit non seulement être analysée à partir d'une approche sexuelle mais aussi à l'intérieur d'une analyse plus large sur le genre. Le commerce sexuel ne se définit en effet pas seulement comme le comportement isolé d'une femme ou d'un homme travesti qui « vend son corps », mais aussi comme l'interaction de certaines identités sexuelles et d'acteurs comme les clients, patrons des hôtels de passe, parents ou autres proxénètes qui participent à la « marchandisation » du corps et de la sexualité de l'adolescent, adolescente ou jeune adulte, homme ou femme.

Cet article aborde le système d'interactions entre les différents acteurs du microcosme de la prostitution travestie et, en particulier, le rôle actif que peut jouer le garçon travesti pour « riposter » à la domination économique et symbolique de son client avant et pendant l'échange sexuel. Ce travail se concentre sur un quartier de Lima où existe un commerce sexuel d'adolescents et de jeunes adultes travestis qui attendent leurs clients dans un espace public³. Cette zone de prostitution en circuit ouvert se situe précisément sur l'avenue Pachacútec entre les districts de Villa María del Triunfo et de Villa el Salvador localisés dans le sud de Lima, un secteur majoritairement peuplé de familles vivant dans des conditions de précarité et d'exclusion sociale. Cette avenue décrit une pente descendante du sud vers le nord avec un passage incessant de camions de marchandises, de taxis et autres véhicules de transport public qui rejoignent d'autres *barríos* de la ville encore plus éloignés du centre

.....

3. Le choix de cette zone d'étude correspond au secteur d'intervention de La Casa de la Sonrisa et de ses éducateurs de rue que j'ai accompagnés au cours de leurs sorties de terrain nocturnes d'octobre 2006 à avril 2007. Je profite de cette note pour remercier cette organisation ainsi que les éducateurs de rue et leur coordinatrice qui m'ont facilité ce travail de terrain.

(photo 1). Le manque d'éclairage public fait de ce lieu un endroit très sombre lorsque le soleil se couche (photo 2). Il ne comporte aucun commerce ni vie de quartier, et est uniquement bordé d'usines et de stations-service qui ont une fonction importante dans l'organisation stratégique de cet espace entre les travestis prostitués et les clients qui apparaissent sur place à partir de 19 heures.



Photo 1. Vue de l'avenue Pachacútec de jour, © RC.



Photo 2. Vue de l'avenue Pachacútec de nuit, © RC, 12 avril 2007.

Ce travail se développe autour de quatre points : la description des acteurs de ce microcosme de la prostitution travestie dans ce secteur de Lima (I), les formes de violence et de domination qui se manifestent contre ces adolescents et jeunes hommes prostitués (II), les diverses stratégies de « riposte » employées par ces derniers pour survivre dans ce milieu (III), et enfin une analyse plus large sur leur identité sexuelle et leurs comportements dans cet univers de la nuit (IV).

Les acteurs en présence dans la zone de prostitution travestie de l'avenue Pachacútec

Les travestis

Les principaux acteurs de cette zone sont les travestis eux-mêmes impliqués dans le commerce sexuel. Ils ne sont pas transsexuels à proprement parler dans la mesure où ils n'ont pas subi d'intervention chirurgicale pour changer de sexe. En revanche, la plupart d'entre eux se sont fait injecter du silicone (mécanique) dans les hanches, le postérieur ou la poitrine pour se donner une apparence aussi féminine que possible. On peut dénombrer une trentaine de travestis sur cette avenue, mais leur nombre est très variable en fonction du jour de la semaine (ils sont plus nombreux à partir du jeudi soir et dans la nuit du dimanche) et de la période du mois⁴. Les travestis qui se prostituent dans cette zone de Lima ont entre 14 et 34 ans environ (*La Coneja* – La Lapine – est le plus âgé et a 34 ans). On rencontre donc à la fois des adolescents et de jeunes adultes qui demeurent majoritaires puisque les quelques adolescents présents sur place sont marginalisés par les plus âgés. Leur tenue vestimentaire est identique entre eux et adopte le maximum d'attributs féminins : jean moulant, « microjupe » mettant leurs jambes et leurs hanches en valeur, décolleté, maquillage prononcé, petit sac à main et chaussures à talon (photos 3 et 4). Ils se laissent pousser les cheveux ou se mettent une perruque et certains se servent de prothèses amovibles en forme de seins avec les tétons qui pointent de la manière la plus prononcée possible pour attirer l'attention du client. Le souci d'authenticité, c'est-à-dire l'adéquation entre l'intérieur et l'extérieur, n'est pas le plus important : est femme celui qui sait paraître femme dans le but de chercher à séduire les hommes⁵.

.....

4. Plus de clients sont présents en début de mois après l'arrivée des salaires et, par conséquent, plus de travestis se trouvent sur place. Toutefois, ce rapport demande/offre sur le marché sexuel ne répond pas à un mécanisme aussi strict : beaucoup de clients des travestis prostitués travaillent dans le secteur informel (notamment les chauffeurs de taxi) et ne reçoivent donc pas de salaire à un jour fixe de chaque mois.
5. À ce propos, Michel Bozon affirme que : « L'existence d'une tradition de travestissement sexuel en Amérique latine est caractéristique de cultures où l'apparence extérieure des individus compte plus que l'intérieur et où le masculin et le féminin se distinguent radicalement dans l'apparence. » (Bozon, 2002 : 111).

Dans cette zone de prostitution de Lima, les travestis se rassemblent par groupes pour échapper à l'isolement relationnel ainsi qu'aux dangers et à l'insécurité permanente du quartier. Il existe ainsi deux bandes dont le nom se réfère à la station-service près de laquelle ils restent à discuter, boire de l'alcool et attendre les clients qui arrivent à pied ou en voiture (taxi ou véhicule particulier) : la bande *Shell* où se concentrent les travestis les plus jeunes (dont le leader s'appelle Kiara⁶) et la bande *Los Laureles* qui se situe quelque 500 mètres plus haut sur l'avenue⁷ (dont le leader s'appelle Marcia). La prise d'alcool à l'intérieur de chaque groupe est un rite de socialisation continu dans l'attente des clients et du déroulement de la nuit.



Photo 3. Deux travestis de la bande *Shell* dont *La Charapa* (à droite) vers 23 heures dans l'attente de clients sur l'avenue Pachacútec, © RC, 12 avril 2007.

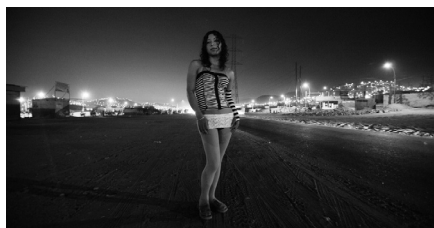


Photo 4. Daniel, travesti de 20 ans sur l'avenue Pachacútec vers 22 heures 30, © F. Mutani, 15 mars 2007.

.....

6. Pour préserver l'identité des acteurs, leur nom de rue est utilisé ici.
7. Il existe une troisième station-service située au-delà des deux premiers qui s'appelle Repsol mais qui n'est pas prise en compte comme point de référence par les deux bandes de travestis.

La famille

Les familles des adolescents et jeunes adultes travestis présents dans cette zone de prostitution sont à prendre en compte malgré leur absence physique *in situ*. Il est important de mentionner les parents comme acteurs jouant un rôle important (mais non incontournable). La plupart d'entre eux vivent dans les quartiers proches de la zone de prostitution (surtout dans le district de Villa María del Triunfo) et sont employés dans des activités manuelles à faibles revenus (charpentier, maçon, employé domestique) qui ne leur permettent pas d'assurer tous les besoins du ménage (nourriture, santé, transport, éducation des enfants les plus jeunes). Une proportion significative de travestis (entre un tiers et la moitié environ) vit avec sa famille et il est fréquent que les parents participent eux-mêmes à l'exploitation sexuelle de leurs enfants en récupérant les gains obtenus et en les encourageant à poursuivre dans cette occupation lucrative à la vue des faibles ressources économiques dans ces secteurs marginaux de Lima. Aucun des travestis de l'avenue Pachacútec n'est parvenu au terme du cycle d'enseignement secondaire (collège) ce qui rend très difficiles leurs possibilités de génération de revenus hors du sous-emploi.

Les clients

Il est difficile d'établir un profil des clients de ce commerce sexuel travesti de l'avenue Pachacútec. Si la majorité apparaissent sur place avec leur propre véhicule, ce sont bien souvent des chauffeurs de taxi qui viennent chercher un travesti pour avoir un rapport sexuel avec lui sur le siège arrière (ou avant) de leur auto. Les clients réguliers arrivent quant à eux avec leur voiture, ils négocient le prix de la passe avec le travesti qui monte ensuite à bord pour pénétrer quelques secondes plus tard dans la cour intérieure du seul hôtel de passe situé sur l'avenue (photo 5).

Tout aussi fréquents sont les clients qui arrivent sur place à pied et qui négocient le prix de la passe avec le travesti qui les intéresse. Ils se cachent ensuite dans un recoin de l'avenue ou en contrebas d'un talus à l'abri des regards indiscrets pour avoir le rapport sexuel convenu avec le travesti (photo 6).

Il est important de préciser que dans les représentations sociales de la sexualité au Pérou (et ailleurs en Amérique latine), le partenaire actif d'une relation homosexuelle ne se considère pas



Photo 5. L'entrée de l'hôtel de passe sur l'avenue Pachacútec où certains clients et travestis ont leurs rapports sexuels (cliché RC, 12 avril 2007).



Photo 6. Les talus en bordure de l'avenue Pachacútec où certains clients et travestis ont leurs rapports sexuels (cliché RC, 5 avril 2007).

comme homosexuel mais au contraire comme hétérosexuel. Seul celui qui se fait pénétrer *par* est reconnu comme homosexuel dans ce type de relation. Par conséquent, les clients de ce type de prostitution ne se voient pas comme homosexuels mais simplement comme des hommes très actifs sexuellement. Leur intention est de satisfaire un désir de plaisir immédiat et de réaliser des fantasmes sexuels comme la sodomie et la fellation qui ne sont pas pratiquées dans les milieux de prostitution féminine de ces quartiers populaires de Lima.

La police

Le passage de la police est très irrégulier sur l'avenue Pachacútec, mais celle-ci joue un rôle majeur dans le comportement et la réaction des travestis prostitués. Ses interventions appelées *batidas* (c'est-à-dire ses « descentes ») consistent surtout à déranger, arrêter ou encore persécuter les travestis présents sur l'avenue. Il convient de distinguer la police nationale (représentante de l'État) de la police municipale (sous les ordres du maire de chacun des deux districts) qui apparaissent toutes les deux sur l'avenue Pachacútec mais dont les actions ne sont jamais coordonnées.

Les voleurs (« pandilleros »)

Il s'agit de groupes de jeunes délinquants (de 15 à 25 ans) au comportement provocateur et violent qui surgissent par bandes de cinq à dix individus et se déplacent dans l'unique intention de voler les autres personnes présentes sur place (clients et travestis) pour survivre. Ces bandes sont connues dans l'ensemble de Lima et concentrent toute l'attention des services d'ordre à travers la ville. La prostitution les attire car ils savent que le commerce sexuel se réalise dans un environnement marginal qui leur permet de rester peu visibles, où l'alcool et la drogue (le crack) ne font pas défaut, et qui fait circuler des sommes d'argent non négligeables.

Les acteurs en présence

La figure 1, ci-contre, récapitule tous les acteurs présents dans ce microcosme de la prostitution travestie du sud de Lima.

Tous ces groupes d'acteurs intègrent de façon systémique le microcosme de la prostitution travestie dans cette zone de Lima. Comme dans tout système social (quelle que soit sa taille) apparaissent ici des rapports asymétriques de domination et de subordination décryptés plus bas.

Violence et domination sur les travestis de l'avenue Pachacútec

Les adolescents (à partir de 14 ans) et jeunes hommes travestis (entre 18 et 25 ans environ) qui se trouvent dans le commerce sexuel de cette zone de Lima sont l'objet d'une domination écono-



Figure 1. Les acteurs de l'avenue Pachacútec

mique et symbolique de la part des clients, et la cible de formes de violence physique.

Ceux qui « exploitent » ce commerce sexuel

Les clients sont les premiers à mettre en valeur dans ce rapport de force inégal puisqu'ils exercent sur les travestis une triple domination :

- par l'argent (pouvoir économique);
- par le sexe (pouvoir du masculin machiste qui cherche à assouvir son désir sexuel sur d'autres hommes enclins à devenir femmes);
- par l'âge (les clients sont des adultes d'au moins 30 ans alors que les travestis sont des adolescents ou jeunes hommes).

Les autres acteurs qui profitent de l'entrée dans le commerce sexuel des travestis sont les parents eux-mêmes qui tirent un bénéfice de cette activité lorsqu'ils vivent encore avec leur enfant. La même fonction peut également être remplie par le petit ami du travesti lorsque les parents occupent une place secondaire dans la vie quotidienne de celui-ci.

Les patrons des hôtels de passe se trouvent également dans une position de domination par rapport aux travestis car, sans intervenir directement dans la transaction entre les travestis et les clients, ils tirent un avantage économique important de cette activité (un tiers du prix de la passe en moyenne) qui leur assure une entrée d'argent régulière.

La persécution de la police

Dans les formes de domination horizontale qui caractérisent ce milieu de la nuit, une manifestation de violence active et récurrente sur les travestis revient au Serenazgo, la police municipale, dont chaque district de Lima possède un dispositif de patrouilles. À ce titre, il convient de préciser l'emplacement de l'avenue Pachacútec qui se situe exactement entre deux districts : Villa María del Triunfo et Villa el Salvador. Ce positionnement stratégique permet aux travestis de changer de district en passant d'un côté à l'autre de l'avenue ou en se réfugiant (en courant) dans les ruelles perpendiculaires pour échapper au Serenazgo dont l'espace d'opération ne peut se faire que d'un seul côté de la zone⁸. Malgré cela, l'action du Serenazgo se limite souvent à effrayer les travestis et à les dissuader de continuer à se prostituer pendant les heures qui suivent. Cette intervention s'avère irrégulièrement efficace car les travestis poursuivent la plupart du temps leur activité au risque d'un retour, plus sévère cette fois, du Serenazgo. Ils rentrent parfois à leur domicile si peu de clients viennent demander leurs services ou changent encore de quartier pour aller en discothèque, par exemple, et ne pas prendre davantage de risques.

La police nationale (Policía Nacional del Perú) a un mode d'intervention plus direct en embarquant les travestis dans leurs véhicules et en les emmenant sur une plage isolée et sans voie de communication publique, dans le sud de Lima (plages de Lurín) pour les empêcher de continuer à se prostituer. Pour être plus efficaces encore, certains agents n'hésitent pas à leur retirer les vêtements et les emporter avec eux, ce qui empêche les jeunes garçons de se déplacer (ils se retrouvent nus au milieu de nulle part)⁹. Il arrive pourtant que certains travestis parviennent à négocier avec des agents de la police en se liant d'amitié avec eux et en ayant un rapport sexuel moyennant leur non-transfert vers ces plages obscures. Cet échange « sexe contre non-agression » a lieu après l'intervention des agents de police mais la négociation entre les deux parties se réalise pendant leurs heures de service.

.....

8. En plus de cela, il n'existe jamais d'actions concertées entre deux patrouilles de Serenazgo appartenant aux deux différents districts pour intercepter les personnes recherchées.

9. Les vols d'argent de la part de la Police sur les travestis n'ont pas été signalés dans cette zone de Lima mais ils existent dans d'autres quartiers de prostitution de la ville.

Les bandes de voleurs

Les groupes de *pandilleros* sont un autre élément de ce microcosme exerçant une forme de violence active sur les travestis de l'avenue Pachacútec. Les voleurs se déplacent en groupes de cinq à dix jeunes (parfois plus), appartenant et s'identifiant, dans une démarche quasi rituelle, à la même équipe de football. Ils apparaissent sur l'avenue Pachacútec avec comme seule idée de déranger les travestis jusqu'au point de leur voler tout l'argent gagné au cours des dernières passes et même, dans certains cas, de les violer. Les *pandilleros* sont des individus pauvres qui vivent des vols à la tire sur l'ensemble de Lima (petite délinquance). Ils intègrent ainsi la catégorie des « dominés » qui violentent d'autres « dominés » (les travestis) dans un but de survie individuelle. Cette forme de violence est peu fréquente mais néanmoins très régulière sur l'avenue Pachacútec.

La provocation des conducteurs de camions

Une autre forme de violence qui se manifeste dans cette zone renvoie aux actions « gratuites » des camions remplis de poulets prêts à être vendus à Lima¹⁰. Leurs conducteurs passent sur l'avenue à toute allure et effraient les travestis en déviant leur direction de manière dangereuse, feignant de foncer sur eux pour les écraser. Cette forme de provocation active ne fait pas de victime, mais elle révèle une forme de discrimination évidente envers les homosexuels travestis, tout comme les insultes homophobes des crieurs de bus (« *maricón de mierda* » [PD de merde], « *cabro* »[enculé]) qui passent à tout instant, à quelques mètres des travestis, sur l'avenue.

Résumé des formes de violence et de domination sur les travestis prostitués

La figure 2 ci-après rappelle les formes de violence et de domination que subissent les travestis de l'avenue Pachacútec.

Les formes de riposte individuelles et collectives des travestis

Pour faire face à ces formes de domination et de violence active, les travestis réagissent afin de contrer les dangers immédiats

.....

10. Il existe de nombreux centres d'élevage de poules plus au sud vers Lurín.

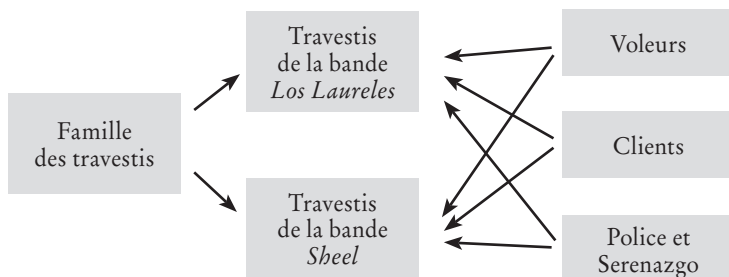


Figure 2. Les formes de violence et de domination sur les travestis.

Légende :

→ : violence ou domination sur les travestis.

Les bandes de travestis sont au centre de ce microcosme et concentrent une accumulation de formes de violence actives et passives à leur rencontre. Dans une logique de survie, il est indispensable pour eux de riposter à cette situation de domination.

de leur environnement. Le souci de survie, tant physique que symbolique, se transforme en leitmotiv et conduit chacun d'entre eux à arranger son quotidien pour exprimer son existence comme individu. Il est alors intéressant de détailler les diverses formes de riposte qu'adoptent les travestis pour affronter cette domination dont ils sont la cible, non seulement contre ceux qui se trouvent en « position de force » (les clients) mais aussi parmi ceux de leur propre groupe appartenant à cette catégorie sociale des « dominés ».

Le système des « quotas » (cupos)

L'une des premières formes d'interaction asymétrique observée sur place est le flux incessant de passe-droits entre travestis pour exercer la prostitution sur l'avenue Pachacútec. Le leader de chacune des deux zones (*Shell* et *Los Laureles*) reçoit des autres travestis appartenant à sa bande une sorte de pourboire, dont le montant est très variable, pour conserver le droit d'être présents sur le périmètre de référence et vendre leurs services sexuels aux clients. Généralement, lorsque le leader de chaque zone commence à boire, le « pourboire » qu'il sollicite consiste à demander aux autres travestis une collaboration pour son achat d'alcool afin d'être ivre sans déboursier d'argent.

Ceux qui l'aident pour se procurer du *cañazo* (boisson fortement alcoolisée à base de canne à sucre) peuvent éventuellement boire avec lui pour gagner sa confiance. Si un travesti de la zone refuse de verser ce « pourboire » à son leader, il est alors marginalisé voire frappé et chassé de la bande et, de fait, du secteur de prostitution synonyme de gains monétaires. Il existe également d'anciens travestis connus et reconnus par les garçons prostitués de l'avenue Pachacútec, qui viennent régulièrement (notamment les fins de semaine) toucher un « pourboire » (*cupo*) lorsque leurs réserves d'argent sont vides.

Lorsque l'un des deux leaders de chaque bande est absent, celui qui est présent peut demander ce passe-droit de quelques soles (moins d'un euro) aux travestis qui appartiennent à l'autre bande. Certains soirs, si le leader n'a pas envie de voir de clients et de se prostituer, il vient sur place uniquement pour recevoir un *cupo* des autres travestis de la zone et éventuellement boire en toute tranquillité. Le leader en question peut aussi faire son apparition seulement pour soutirer l'argent des autres travestis de sa bande, ce qui lui permet d'entretenir son petit ami ou sa famille qui l'encourage de son côté à poursuivre cette pratique. Par exemple, la mère de Marcia (le leader de la bande *Los Laureles*) vient parfois en personne avec son fils sur le lieu de prostitution pour demander aux autres travestis de la bande une collaboration. Si les autres garçons refusent de verser le *cupo*, ils ne sont pas forcément frappés mais le leader les considère alors comme « non-collaborateurs » et il veillera à les empêcher de poursuivre la prostitution dans cette zone. L'ancienneté d'un travesti dans ce secteur de prostitution et sa capacité propre à se faire respecter et obéir assurent son statut de leader (en l'occurrence Kiara et Marcia) vis-à-vis des autres membres de sa bande. Dans cette situation se concrétise donc une forme de violence et de domination entre « dominés » économiques eux-mêmes.

La violence entre les deux bandes et à l'intérieur des bandes

Il existe, bien entendu, des tensions entre les deux bandes rivales de la zone (*Shell* et *Los Laureles*). Dans leur intérêt propre, les deux leaders essaient généralement de s'entendre pour ne pas entrer en conflit mais, dans les faits, l'une des deux bandes a toujours une prédominance sur l'autre. Lors de l'enquête de terrain, les travestis eux-mêmes parlaient d'une domination passive, c'est-à-dire

sans violence physique, de la bande *Los Laureles* car le leader de l'autre bande, Kiara, s'était absenté pendant plusieurs semaines. Néanmoins, cette domination de la bande *Los Laureles* se concrétise surtout par l'âge de ses membres qui ont en général entre 22 et 26 ans¹¹, alors que ceux de *Shell* ont en moyenne entre 16 et 21 ans. Par conséquent, la division du territoire de prostitution entre bandes se réalise selon l'âge moyen des travestis de chaque groupe. Dans cette organisation, les adolescents ont tendance à être refoulés pour le succès qu'ils rencontrent avec de nombreux clients et de la concurrence qu'ils représentent pour les autres travestis. Cela est le cas de Xiomara, adolescent travesti de 16 ans, qui fait partie de *Shell* mais dont l'âge le contraint de rester en marge de la bande à cause du mépris, des insultes voire des coups violents qu'il reçoit de la part des autres garçons.

Enfin, lorsqu'un nouveau travesti fait son apparition sur l'avenue Pachacútec, les autres le voient avec méfiance et il doit être « recommandé » par un autre garçon de la bande pour être intégré dans le groupe et pratiquer la prostitution. Dans le cas contraire, il est exclu par la force et le mépris des autres. Par exemple, *La Charapa*¹², un travesti de 26 ans, est récemment arrivé sur la zone sans être introduit par l'un des deux leaders et il a été rapidement rejeté par les autres travestis. À force d'insistance et ne représentant aucune concurrence pour les autres acteurs de l'avenue (il attirait très peu de clients), *La Charapa* est finalement parvenu à se faire accepter et partager le territoire pour se prostituer. Il fait maintenant partie de la bande *Los Laureles*.

Les vols sur les clients (les chichis)

Le prix de la passe dans cette zone de prostitution de Lima se fixe au maximum entre 8 et 10 soles (entre 2 et 2,50 euros) en fonction du service sexuel rendu (fellation et/ou pénétration anale). Néanmoins, ce tarif descend généralement aux alentours de 5 soles (1,25 euro environ), surtout si le travesti ne présente aucun attrait physique excitant le client. En réalisant entre trois et cinq passes

.....
 11. *La Coneja* a 34 ans mais se partage un peu entre les deux groupes du fait de son âge et de son ancienneté sur place.

12. Nom donné aux filles du bassin amazonien qui ont la réputation d'être aguicheuses.

au cours de la nuit (ce qui est seulement possible entre le jeudi et le samedi soir), ces travestis gagnent près de 30 soles (7,50 euros). Cet argent est souvent utilisé pour boire de l'alcool entre ou après les passes effectuées, mais certains tentent aussi d'économiser ce gain pour contribuer au fonctionnement de leur ménage ou s'acheter de la nourriture, des vêtements et des produits cosmétiques.

Cependant, les gains les plus importants des travestis s'opèrent par les vols qu'ils commettent sur les clients. Ces vols s'appellent dans le métalangage de la zone les *chichis*. Lors de la relation sexuelle avec le client, généralement dans leur taxi, le travesti simule un plaisir extraordinaire pour exciter le client et lui demande de continuer encore plus. Le travesti profite alors de ces instants intenses où le client profite de son plaisir sexuel pour, en même temps qu'il se fait pénétrer, fouiller les poches de son pantalon ou de sa veste et prendre l'argent qui s'y trouve sans que le client ne s'en rende compte. L'état d'ébriété très fréquent des clients facilite ces pratiques des travestis et les clients ne s'aperçoivent la plupart du temps de rien. Ces scènes ont souvent lieu dans un taxi mais elles peuvent aussi se produire dans un recoin obscur de la zone ou, pour les clients avec plus de moyens, dans le seul hôtel de passe situé sur l'avenue Pachacútec entre les deux stations services de référence¹³ (photo 5). Cependant, les rapports sexuels dans la rue présentent plus de dangers encore pour le client car plusieurs travestis d'accord entre eux peuvent se lancer sur lui lors de l'acte intime pour lui voler tout son argent. Fréquemment, ces vols sont aussi commis par des *pandilleros* eux-mêmes, ce qui produit une situation où les travestis courent après les *pandilleros* pour récupérer l'argent volé de leur client (leurs propres gains) alors que le client court après le travesti pensant que celui-ci est de connivence avec le voleur. Le travesti se retrouve entre le *pandillero* déroband son revenu et le client volé qui devient l'acteur dominé dans cette chaîne d'interactions bouleversant l'ordre initial¹⁴.

.....

13. Les clients qui se rendent à l'hôtel de passe avec les travestis à bord de leur véhicule ont plus de moyens financiers que les passants à pied. Ils ont un rapport de confiance avec les travestis pour les connaître depuis un certain temps. Les travestis les appellent leurs clients « exclusifs ».

14. Ces scènes font penser au phénomène des *gaitas* dans les hôtels de passe du centre de Lima et de La Victoria : plusieurs filles entrent dans une chambre lorsque leur amie est avec un client et elles profitent de la situation pour voler tout l'argent du client qui les poursuit après dans la rue, en caleçon.

Une autre stratégie récurrente de « feinte » de la part des travestis lors du rapport sexuel avec le client est de placer leurs mains d'une manière astucieuse pour donner l'impression au client d'être en train de pénétrer le travesti alors qu'en réalité son pénis est tout simplement bien placé entre les mains de celui-ci. Le client éjacule, ne s'aperçoit de rien du fait de son taux d'alcoolémie élevé et pense effectivement avoir pénétré le travesti. Ce comportement est une manière de tromper le client sans que celui-ci ne s'en rende compte. Les travestis prostitués agissent de la sorte dans une dynamique de riposte face à la domination économique et symbolique dont veut jouir le client en payant les services sexuels qu'il cherche à obtenir.

Résumé des formes de ripostes des travestis

La figure 3 rappelle les formes de riposte des travestis, décrites ci-dessus, sur l'avenue Pachacútec.

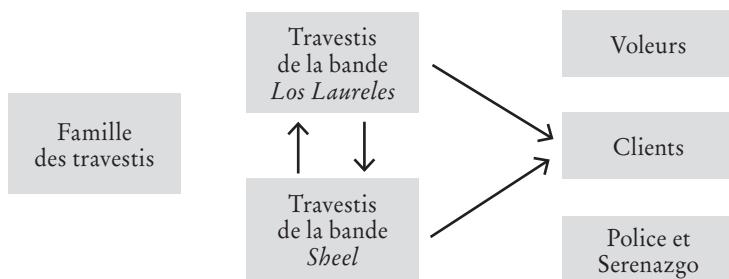


Figure 3. Les formes de riposte des travestis.

Légende :

→ : ripostes des travestis sur les autres acteurs.

Face à cette cascade de violences qui retombent sur les plus dominés de ce microcosme, les adolescents et jeunes hommes travestis, des stratégies de riposte se mettent en place pour conserver une capacité de pouvoir et de marge de manœuvre, et sauver son capital physique en atténuant les effets de cet environnement truffé de violences. Les clients sont la cible privilégiée par les travestis pour exprimer cette contre-dominance et contrebalancer ce rapport asymétrique basé sur l'argent.

Logiques de survie individuelle, actes de « contre-dominance » et violence endogène : le travestissement comme choix identitaire et stratégie de survie

Bien que les adolescents et jeunes hommes travestis prostitués de l'avenue Pachacútec ne soient pas transsexuels, ils parviennent à transformer leur corps sous des apparences esthétiques aussi féminines que possible. Faute de ressources économiques, il leur est impossible d'utiliser le procédé le plus courant consistant à se faire injecter de la silicone médicale, bien trop coûteuse à 100 euros le litre environ. La stratégie mise en œuvre revient alors à utiliser de la silicone mécanique disponible dans les garages automobiles, bien meilleur marché que le premier à 5 euros le litre environ, pour un résultat visuel identique¹⁵. Cette transformation biologique de plusieurs parties de leur corps (poitrine, postérieur, hanches, lèvres, front et joues) leur permet de se livrer plus facilement à la prostitution en répondant à une demande spécifique du marché du sexe à Lima et à satisfaire les fantasmes sexuels de certains hommes. D'autres travestis, qui se définissent comme « transformistes » (homme le jour et femme la nuit, avec deux prénoms, l'un masculin et l'autre féminin), se contentent de placer des coussins en forme de seins au niveau de la poitrine pour se donner des formes féminines. Les buts recherchés par ces deux modalités de travestissement (l'injection de silicone et l'utilisation de coussins) demeurent identiques : s'approcher au plus près de ce que désirent les clients amateurs de ce type de prostitution pour mettre en scène leurs fantasmes et atteindre leurs plaisirs en échange d'argent.

La prostitution homosexuelle représente pour ces travestis une logique de survie, c'est-à-dire un refuge aux besoins économiques de leur situation de pauvreté. Le travestissement leur permet de se présenter sur le marché de la demande de prostitution à Lima en offrant le moins d'apparences masculines possibles. Ce désir de féminité intériorisé par les travestis les amène à caricaturer les femmes elles-mêmes, ce qui transforme leurs disputes en de

.....

15. La vraie différence entre les silicones « médicale » et « mécanique », hormis leur coût, est leur composition chimique respective et les effets physiologiques à moyen et long terme proprement inconnus de la silicone mécanique sur la santé de ces personnes.

véritables scènes de ménage improvisées sur la voie publique. Ils imitent consciemment les *telenovelas* en accentuant autant la réaction des acteurs de ces feuilletons retransmis quotidiennement à la télévision. De fait, les disputes récurrentes et triviales entre deux travestis appartenant chacun à une bande se terminent par des actes de violence active (giffes, coups de poings et de pied) d'autant plus aiguës lorsqu'ils boivent de l'alcool en excès et s'enivrent, une manière rituelle de se présenter aux autres et de dissiper la transgression de leur pratique.

L'activité de ces travestis dans la prostitution représente un choix identitaire pour vivre leur option sexuelle (en l'occurrence homosexuelle) tout en gagnant de l'argent pour survivre. Devant le contexte de pauvreté dans la périphérie de Lima, la décision d'adopter une sexualité déviante face aux représentations normatives de la société patriarcale dominante, évolue vers une stratégie de vie pour échapper à sa condition présente. Malgré les dangers et la violence inhérente au milieu de la prostitution, le choix d'adopter un mode de vie parallèle tend simultanément à vouloir nier son sexe de naissance et changer de vie pour sentir cette possibilité d'avoir un pouvoir réel et symbolique sur soi et transformer sa propre quotidienneté. Il est alors plus facile de vivre cette option sexuelle déviante en bande pour partager collectivement ce choix de vie engageant son enveloppe corporelle même.

Violence de l'extérieur et ripostes des travestis

Face aux attaques et aux persécutions qu'ils subissent en tant que déviants, les travestis tentent de survivre à ce milieu en adoptant des stratégies pour contrer les formes de domination qui caractérisent leur vie nocturne, en particulier par le vol à la tire sur les clients qui est monnaie courante dans ce milieu. Cette manière déviante de faire et d'être, partagée par les travestis, se range dans une représentation identique qu'ils ont de ce groupe d'acteurs que sont les clients. Dans *Outsiders* (1985), Howard Becker parle de la même vision du monde que partagent les membres d'un groupe déviant : « Les membres des groupes déviants organisés ont évidemment une chose en commun : leur déviance. C'est elle qui leur donne le sentiment d'avoir un destin commun, d'être embarqués sur le même bateau. La conscience de partager un même destin

et de rencontrer les mêmes problèmes engendre une sous-culture déviante, c'est-à-dire un ensemble d'idées et de points de vue sur le monde social et sur la manière de s'y adapter, ainsi qu'un ensemble d'activités routinières fondées sur ces points de vue. L'appartenance à un tel groupe cristallise une identité déviante. » (Becker, 1985 : 60-61). Malgré le bon rapport qu'entretiennent, selon eux, les travestis avec les clients, ces derniers sont considérés comme une catégorie de personnes qu'il est aisé de tromper en fouillant leurs poches lorsqu'ils sont ivres pour récupérer un avantage économique et un pouvoir symbolique qu'ils perdent en se soumettant à leurs désirs lors de l'échange sexuel (les *chichis*).

La prostitution travestie est une interaction atypique d'identités sexuelles entre un acteur masculin actif (le client) et un acteur masculin passif qui feint d'être femme (le travesti) et se laisse dominer pour satisfaire et exciter le client. Pourtant, si les travestis cherchent à s'adapter à leur situation de survie en « vendant » leur capital physique, ils tentent de répondre à cette domination économique en volant le client pour acquérir un bénéfice secondaire (en s'organisant entre eux lorsque le client est nu) ou en l'arnaquant (comme le placement rusé des mains pour simuler une pénétration anale inexistante). Dans leur quête d'un moyen de survie, les adolescents et jeunes adultes acceptent d'affronter cette emprise masculine en offrant les services de leur corps en échange d'une somme d'argent compensatoire, mais ils n'oublient pas de réagir à cette situation désavantageuse en employant toutes les ruses possibles pour tromper le client et retrouver une forme de pouvoir symbolique. Tous les travestis prostitués de l'avenue Pachacútec partagent, à des degrés divers, cette relation particulière avec le client et ont de cette manière une même approche de leur activité qui leur permet de constituer une sorte de communauté fondant leur identité déviante collective.

Enfin, le système des *cupos* entre le leader de chaque bande et les autres travestis montre que dans le microcosme de cette zone de prostitution travestie de Lima, le concept d'amitié n'existe pas (en tout cas tel que nous l'entendons comme personnes extérieures à ce milieu) même à l'intérieur des bandes lorsque les travestis se retrouvent pour boire de l'alcool en abondance. Ces moments de prise d'alcool s'apparentent en fait à des sortes de mises en scène du

leader de chaque bande pour asseoir sa suprématie sur son groupe et assurer sa survie économique individuelle aux dépens des autres travestis. Il s'agit bien là d'une forme de domination et de hiérarchie qui s'établit entre acteurs « dominés ».

Entre survie individuelle et contraintes de leur univers social

Sur le plan théorique, la prostitution des travestis de Lima nourrit une réflexion de portée générale sur le rapport entre l'individuel et le collectif. Les conditions de pauvreté matérielle ont un impact déterminant sur l'état physique et mental de ces travestis dans leur souci d'adaptation à leur cadre de vie. Le corps de l'adolescent ou du jeune homme qui se livre au commerce sexuel devient alors un domaine d'affrontement entre le collectif (les pressions économiques, les valeurs de la société masculine) et l'individuel (la recherche de stratégies, la prise de décisions, la violence avec les autres travestis). Les faits sociaux et culturels caractérisant la société liménienne jouent ainsi un rôle déterminant dans la genèse de la relation de ces jeunes prostitués entre les facteurs d'environnement et leur équilibre corporel ; la société imprime sa marque sur leurs corps en les soumettant à ses contraintes et à ses normes (paraître et devenir aussi femme que possible pour satisfaire la demande sexuelle masculine). L'expérience première des frontières physiques et de son enveloppe corporelle révèle et rappelle pourtant à chacun des travestis sa singularité, le corps étant le lieu d'une expérience impartageable du plaisir et de la souffrance.

Cette présentation de la prostitution travestie sur l'avenue Pachacútec repose sur la « situation de vie » de chacun de ces jeunes hommes travestis, c'est-à-dire sur la combinaison qui s'opère entre leurs conditions de vie dans la pauvreté (ou l'extrême pauvreté), l'interprétation qu'ils en font (dimension cognitive) et leur réaction en tant que sujet (recherche de stratégie). Cette notion est dynamique car elle ne renvoie à aucune réalité figée dans le temps ; elle est le fruit d'une histoire singulière, en perpétuelle reconstruction sous l'effet d'un rapport dialectique entre leur expérience, les événements et les modifications conjoncturelles qui interviennent dans leur environnement, de façon prévisible ou totalement fortuite, indépendamment de leur volonté ou en réponse à leurs initiatives. Face au contexte de pauvreté, ces travestis cherchent et trouvent des

bénéfices pour tenter d'acquérir un pouvoir symbolique sur leur destinée en entrant dans des rapports de conflit et de violence entre eux (avec l'aide de l'alcool et, quelquefois, du crack) pour retrouver une estime de soi qu'ils perdent en se soumettant à la prostitution pour survivre à leur situation.

Au niveau microsociologique, les stratégies de ces travestis dans l'élaboration de leur quotidien sont d'une importance cruciale. Chacun dans son existence au jour le jour se trouve lié non seulement aux contraintes liées à son cadre de vie matériel mais aussi à celles qui trouvent origine dans son univers social : système de représentations et de valeurs, formes d'organisation et rapports de pouvoir. Les travestis sont certes soumis aux exigences et aux limitations que leur impose cet environnement social et matériel mais ils conservent en même temps une marge de manœuvre qui leur permet d'intervenir comme acteurs de leur propre existence. Ils élaborent ainsi, au fil de leur histoire personnelle, leur propre expérience en tant qu'individus, une conscience à partir de laquelle se construit un regard sur ce qui les entoure et notamment sur leur survie par le biais de la prostitution et du vol contre les clients. Cette tension entre acteur individuel et univers collectif s'exprime nettement dans cet objet de recherche : en dépit de la dureté des conditions de vie, du poids des cadres socioculturels et de l'intensité des mécanismes générateurs d'inégalités dans la société péruvienne, ces adolescents et jeunes adultes conservent, en tant qu'individus, une capacité d'interprétation et de négociation dans l'organisation de leur situation de vie. Cette marge de manœuvre demeure certes limitée mais elle est suffisamment opérante pour venir contrebalancer, au moins partiellement, les facteurs de vulnérabilité auxquels le contexte de précarité les expose. Les quelques adolescents et jeunes adultes rencontrés au cours du travail luttent en permanence, à des degrés divers, pour assurer leur existence matérielle, pour rompre la menace d'un isolement social et affectif, et pour conserver d'eux-mêmes une image valorisante.

Conclusion

Les travestis de l'avenue Pachacútec se positionnent dans cette zone précise de Lima connue pour cette offre sexuelle qu'ils

incarment. Ils se trouvent rarement isolés sur cette avenue pour se présenter aux clients et se déplacent en groupe en s'appropriant un périmètre bien déterminé. Les jeunes travestis de l'avenue Pachacútec sont bien connus de la population du sud de Lima et représentent sans doute la catégorie de prostitution la plus persécutée par la police pour la transgression qui caractérise leur activité du point de vue des milieux sociaux dominants. Chaque nuit, ils vivent regroupés et partagent ainsi leur désir de devenir femmes, tant au niveau de leur anatomie que de leurs comportements. Ce travestissement et ce remodelage de leur corps qui les distinguent, concrétisent leur orientation sexuelle et leur permettent d'accéder à une clientèle très particulière pour assurer leur propre survie et l'achat des produits qui accompagnent leur activité (usage des cosmétiques, artifices féminins et vêtements voyants), assurés par l'argent volé aux clients. Leur pratique de la prostitution se construit donc comme stratégie de survie marginale et cristallise leur désir de féminité comme choix identitaire.

À travers ce travail avec les travestis prostitués de l'avenue Pachacútec, la pauvreté apparaît comme un rapport économique de domination. Pour reprendre les propos de Diane Lamoureux, une manifestation concrète de la pauvreté est la « réification », c'est-à-dire la tendance à transformer les êtres humains en choses (Lamoureux, 2003). Ce phénomène de réification découle de l'aliénation et de l'exclusion sociale des groupes sociaux dominés, comme c'est le cas ici des travestis engagés dans la prostitution. L'extériorité féminine des travestis dans une société patriarcale comme celle de Lima est aussi déterminante car malgré leur présence active dans le rapport avec les hommes clients, ils se retrouvent dans une sorte de présence/absence ; présence comme objet sexuel, absence comme sujets de droits et de dignité. Les manifestations de violence de leur part sur l'avenue Pachacútec, autant entre eux sous l'effet de l'alcool qu'entre eux et les clients, sont en fin de compte une façon pour ces adolescents et jeunes adultes de riposter à cette négation comme sujets et de survivre, physiquement et symboliquement à la profonde précarité de leurs conditions de vie quotidiennes.

Bibliographie

- Basili Francisco, 1990. *Crisis y comercio sexual de menores en el Perú*, Lima. Equipo Asociación Germinal. Auspicio Rádda Barnen de Suecia.
- Becker Howard, 1985. *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- Bourdieu Pierre, 1998. *La domination masculine*, Paris, Seuil.
- Bozon Michel, 2002. *Sociologie de la sexualité*, Paris, Éditions Nathan Université, coll. « 128 ».
- Brochier Christophe, 1998. « La relation avec le client : étude par observation d'un aspect du travail des prostituées à Rio de Janeiro », manuscrit gracieusement transmis par l'auteur.
- Cavagnoud Robin, 2008. « Sociología de la supervivencia: las adolescentes en situación de comercio sexual en Lima » in *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, (sous presse).
- Chejter Silvia, 2005. « Le chemin de Buenos-Aires. La prostitution : hier et aujourd'hui » in « Prostitution, la mondialisation incarnée », *Alternatives Sud*, vol. XII, n° 3.
- Coquart Élisabeth & Philippe Huet, 2000. *Le livre noir de la prostitution*, Paris, Éditions Albin Michel.
- Detrez Christine, 2002. *La construction sociale du corps*, Paris, Seuil.
- Dunier Mitchell, 2001. *Sidewalk*. New York. With photographs by Ovie Carter. Farrar, Strauss and Giroux Ed.
- Guillebaud Jean-Claude, 1998. *La tyrannie du plaisir*, Paris, Seuil.
- Lamoureux Diane, 2003. « Conceptualiser la pauvreté : un enjeu stratégique », texte du colloque « L'accès des femmes à l'heure de l'intégration des Amériques : quelles économies ? », université du Québec à Montréal.
- Lucchini Riccardo, 1996. *Sociologie de la survie : l'enfant dans la rue*, Paris, PUF, Le sociologue.
- Nencel Lorena. 2000. *Mujeres que se prostituyen. Género, identidad y pobreza en el Perú*, Lima, Ed. Flora Tristán.
- Quintana Sanchez Alicia & Ernesto Vásquez del águila, 1997. *Construcción social de la sexualidad adolescente. Género y salud sexual*, Lima, Instituto de Educación y Salud.
- Ramos Rubén & Zoila Cabrera, 2001, *Prostitución de niñas, niños y adolescentes en el Perú*, Lima, Save the Children Suecia, 116 p.
- Raynaud Claude, 2001, « L'anthropologie de la santé, carrefour de questionnements : l'humain et le naturel, l'individuel et le social » in *Santé et maladie : questions contemporaines*, n° 3.
- Trapasso Rosa Dominga, 1993, *¿Qué entendemos por prostitución y por qué persiste?* Lima, Série n° 21, Ed. Creatividad y Cambio.
- Villavicencio Varushka 2004, *El cliente pasa desaparecido*, Lima, Save the Children Suecia.

Punir la dépendance toxicomaniaque des femmes pauvres ou les punir de leur pauvreté ?

Ethnographie dans le quartier femmes d'une maison d'arrêt

MAGALI BOUMAZA¹

Les pratiques toxicomanes sont souvent appréhendées en sociologie au prisme du modèle d'analyse séquentiel d'Howard Becker qui rendait compte des « carrières » déviantes des fumeurs de marijuana (Becker : 1985). Le traitement de la toxicomanie par les pouvoirs publics oscille entre répression et prise en charge sanitaire. Ainsi, dans la synthèse de Dan Kaminski et Michel Kokoreff (2004), Maria Cesoni pointe le paradoxe des législations européennes en matière de drogues, qui font coexister une vision de l'« usager malade » et de l'« usager délinquant » (CESONI, 2004 : 85-106). Les toxicomanes, à défaut d'être véritablement pris en charge d'un point de vue sanitaire, sont régulièrement réprimés pour les activités illégales liées à l'usage et/ou au trafic de stupéfiants, ce qui contribue à leur « fabriquer » un destin carcéral. Marie-Sophie Devresse (2004) insiste sur l'inadaptation de l'intervention de la justice rendant inextricables des trajectoires de vie déjà marquées par la souffrance. Enfin, à l'instar des analyses de Robert Castel (1995) sur les Rmistes, elle montre que les injonctions faites aux usagers de drogue de se projeter dans l'avenir alors même qu'ils sont en perte de repères, obéissent

.....

1. Docteure en science politique, université de Galatasaray, Istanbul GSPE-PRISME (CNRS, UMR 7012).

à une « vision héroïque du sujet » (ASHER, 2000) qui postule le maintien d'une continuité narrative là où, précisément, les identités pour soi et pour autrui sont fragilisées. Claude Faugeron (1992) met en exergue les injonctions faites à la filière pénale d'« absorber les classes dangereuses » et de procéder à une « disciplinarisation de ces populations flottantes » que constituent les jeunes en situation de précarité, peu ou pas dotés en titres scolaires. Gilles Chantraine (2004 a, b), qui « ne cache pas sa position de refus de principe de la prison » (2004a : 259), affirme que la mission de réinsertion de la prison ne serait qu'un « mythe fondateur » (*ibid* : 5) et que l'incarcération est « un processus socialement et pénalement sélectif » qui, plutôt que de contribuer à la réinsertion des détenus, constituerait essentiellement une forme de « marquage social » et de « neutralisation » d'un certain type de populations. Gérard Mauger, travaillant sur les jeunes marginaux (2005), Pierre Bourdieu (1993), Loïc Wacquant (1999), entendent témoigner d'un « glissement de l'État social vers l'État pénal ». Ces auteurs défendent une double thèse : les comportements des milieux populaires seraient plus sévèrement punis que ceux des milieux bourgeois ; l'État n'étant plus à même de contenir les inégalités sociales, il substituerait à sa fonction redistributive une « visée punitive » de la pauvreté. Tous ces travaux puisent, à des degrés divers, dans ceux – bien connus – de Michel Foucault, non seulement sur les prisons, mais aussi sur la délinquance en général (les « illégalismes »). L'ensemble de ces travaux alimente notre propre réflexion sur les femmes toxicomanes en détention.

Ainsi, étudier les femmes toxicomanes détenues dans un quartier femmes d'une maison d'arrêt selon une méthode ethnographique, permet d'accéder au discours d'agents sociaux ravalés au mutisme « social ». Bien souvent, ces femmes détenues le sont à raison de leur appartenance à la catégorie sociale « pauvres » et souvent incarcérées non à raison de leur pratique « déviante » de toxicomanes mais pour des délits révélant les modalités de survie de cette population à faibles ressources. Au-delà des murs, il est intéressant de saisir les autres espaces où évoluent les acteurs : l'étude des trajectoires à partir des récits de vie rend possible cette exigence sociologique.

Corinne Rostaing, travaillant sur « la relation carcérale dans les prisons de femmes », définit la prison comme « un ensemble

structuré de relations sociales entre des acteurs ayant des statuts variables » (1997 : 302) et éclaire l'univers carcéral au féminin. Mais l'incarcération est aussi un monde d'isolement et de promiscuité (les femmes sont très souvent à deux par cellule de 9 m²) qui accroît les angoisses des détenues. Pour y parer – et l'institution en est consciente – des calmants et somnifères sont régulièrement prescrits aux détenues comme l'ont révélé nos observations de la distribution de médicaments par l'infirmière. Les toxicomanes reçoivent quotidiennement leur méthadone et leur subutex. Les détenues toxicomanes sous méthadone sont reçues par les médecins du SMPR (Service médico psychologique régional) à la demande des premières ou des secondes. Mais souvent, médecins et détenues se plaignent de ce que les demandes de rendez-vous ne transitent pas assez rapidement. Cette attente se gère sur le mode de « il faut prendre sur vous » qui sonne comme une injonction à se prendre en mains alors même que l'on est totalement démuné. Il s'agit d'une violence exercée indirectement sur le corps de ces femmes en souffrance, en état de manque. L'observation de la sortie des parloirs montre que certaines détenues font entrer des produits (cocaïne, héroïne, ecstasy, shit) par les voies vaginales qui ne sont plus fouillées par la surveillante chargée de la fouille corporelle, et ce, afin de respecter la dignité humaine. Cette fouille constitue une humiliation souvent mal vécue par les femmes. Les surveillantes admettent également que ces fouilles ne sont pas une partie de plaisir « Tu crois franchement que ça me fait plaisir de tripoter des paires de miches ! Non vraiment, c'est pas mon truc ! » (notes de terrain, 15 mars 2007). À l'occasion de discussions informelles, nous avons pu ainsi recueillir les perceptions de ces surveillantes à l'égard des toxicomanes, très souvent considérées comme une catégorie de détenues difficiles parce qu'elles « pètent parfois les plombs, ont des crises » ou « demandent toujours à voir le médecin » et qu'il faut par conséquent gérer de manière spécifique : « On leur dit d'attendre le passage de l'infirmière sinon, si on accepte, alors ça n'arrête plus, tous les quarts d'heure il y en a une autre qui veut voir le médecin. Tout ce qu'elles veulent les détenues, c'est des médocs. » Ces conversations ont aussi permis de saisir l'existence d'effets générationnels quant aux conceptions du travail de surveillante, et ce, tout particulièrement en matière de gestion des problèmes de dépendance en

prison. Se dessine ainsi un clivage entre anciennes générations et nouvelles recrues de l'ENAP (École nationale de l'administration pénitentiaire) qui se cristallise notamment autour de la définition du métier de surveillantes. Les secondes se plaignent du fait que les premières font « trop de « social » », en ajoutant : « On reste quand même humaines, mais on ne peut pas tout laisser faire aux détenues, elles sont quand même ici pour purger leur peine ! »... alors que précisément dans une maison d'arrêt la plupart des détenues sont en attente de jugement.

Les entretiens renouvelés avec les détenues permettent d'en apprendre sur l'organisation de trafics au sein de la prison, parmi lesquels la méthadone qui est monnayée contre des cigarettes. Dans la cour de promenade, une des caïds entonne une chanson et demande à une primo-arrivante de danser : « Elle m'a dit de danser et en échange j'aurais une cigarette, je l'ai fait pour avoir une clope ! » Bizutage des nouvelles arrivées ? Sans doute. Lorsqu'elles sont héroïnomanes et/ou cocaïnomanes, les détenues sont présentées dès leur entrée en détention au médecin. Certaines affirment que les premiers jours elles sont en manque. Souvent elles arrivent à obtenir des produits par le biais des codétenues. Ce qui est d'abord présenté comme un geste de solidarité est en fait, admettent-elles, du « donnant donnant ». Les femmes sont assignées, par l'institution carcérale, à leur identité et leur responsabilité de mère de famille. Les détenues peuvent ainsi voir leurs enfants lors de la fête des mères et à Noël alors que les hommes incarcérés n'y ont pas droit. Être mère au sein de l'institution carcérale peut dans une certaine mesure être valorisant. Cela semble également faire figure d'argument mobilisé dans le cadre des politiques de sevrage (« être clean pour son enfant »). Analyser la gestion de dépendance des détenues toxicomanes invite, par ailleurs, à penser la grossesse de ces femmes. Là encore, le fait de devenir mère semble favoriser l'arrêt de la consommation de drogue. Nous avons pu rencontrer deux femmes qui nous ont parlé de leur grossesse : l'une a stoppé net l'usage de l'héroïne dès lors qu'elle se savait enceinte (à l'extérieur de la prison), l'autre est tombée enceinte en prison et a suivi sa grossesse sous subutex, qu'elle a arrêté un mois avant d'accoucher.

Mais il serait partial et partiel de présenter uniquement cette étude sous l'angle d'une domination institutionnelle et entre codé-

tenues et de la prise en charge sanitaire de la dépendance. En effet, en déplaçant la focale au-delà des murs et en s'intéressant aux trajectoires de ces femmes toxicomanes incarcérées, on met en relief des congruences entre l'institution carcérale et les dispositions acquises antérieurement à l'extérieur. Ainsi, la sociographie des détenues permet de restituer les ressources dont elles disposent. Bien que dépourvues *a priori* de capitaux légitimes, ces femmes ont su accumuler des ressources pertinentes leur permettant de tenir dans les milieux hostiles qu'elles fréquentent. Cela tient, entre autres, au fait que très souvent leur socialisation primaire s'est effectuée dans des quartiers difficiles et a été, en quelque sorte, consolidée par leur socialisation secondaire. Ces dominées structurelles se sont ainsi accoutumées à développer des stratégies d'accommodement et des logiques d'arrangement qui constituent autant de ressources dans des univers contraignants et caractérisés par un fort contrôle social, à l'instar de la prison qualifiée d'institution totale dans le sillage des travaux d'Erving Goffman (1968). En dépit de faibles marges de manœuvre, les détenues parviennent à convertir des solutions de « système D » – capitaux souvent illégitimes à l'extérieur – en ressources pertinentes, qui « passent » à l'intérieur de l'institution carcérale. La promenade journalière constitue un temps où les contraintes réglementaires sont relâchées, les détenues se retrouvent, peuvent discuter et échanger aussi des produits alors même que leur surveillance s'effectue à partir d'une guérite de laquelle la surveillante ne peut tout voir. On restitue les propriétés sociales de ces femmes et l'on rend compte de leurs trajectoires personnelles, en s'intéressant aux liens entre ces parcours biographiques et leur « carrière » toxicomane. On dresse un tableau des 12 détenues rencontrées, s'appuyant sur les items discriminants mobilisés. On propose, ensuite, une galerie de portraits représentatifs des détenues rencontrées afin de saisir la dimension processuelle et d'inscrire le temps de l'incarcération non véritablement comme une rupture biographique mais, bien souvent, comme une étape du déroulement de la carrière de dépendance. Le tableau ci-dessous permet de montrer que les variables retenues prises isolément ne sont pas nécessairement constitutives de l'entrée dans une carrière de toxicomane mais que c'est souvent la combinaison de ces dernières qui fonctionne comme autant de prérequis à l'entrée dans ces carrières de dépendance et de délinquance.

ITEMS	D 1	D 2	D3	D 4	D 5	D 6	D 7	D 8	D 9	D 10	D 11	D 12
1. Enfance			1	1				1		1	1	
2. Drames	1	1	1		1			1	1	1	1	
3. Monde nuit	1					1			1			
4. Suicide	1						1	1				
5. Précarité	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1
6. Maladies	1				1						1	
7. Vie sentimentale		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
8. Vie parentale				1	1	1		1		1	1	
9. École	1	1	1	1	1	1		1		1	1	1
10. Rue				1		1	1	1				
CUMUL	6	4	4	6	6	6	3	8	3	6	7	2
Prison*	R	1	R 16	1	1	1	1	R20	1	1	R3	1
Dépendance**	F	F	F	F	f	F	F	F	F	f	F	f

Légende

- (1) Enfance et/ou adolescence très difficile(s)
 - (2) Drames familiaux et/ou relations familiales conflictuelles à l'âge adulte
 - (3) Monde de la nuit et/ou prostitution
 - (4) Tendances suicidaires
 - (5) Précarité sociale/marginalisation sociale à l'âge adulte
 - (6) Maladies graves, maladies chroniques et accidents
 - (7) Vie sentimentale, maritale et/ou sexuelle marquée par l'échec ou la dépossession
 - (8) Vie parentale ou rapport aux enfants marqués par l'échec, la violence, la prédation ou la maladie
 - (9) Rapport à l'institution scolaire (échecs)
 - (10) Socialisations de rue
- D suivi d'un chiffre correspond aux numéros donnés aux détenues dans l'ordre chronologique de rencontre.

* Il s'agit de montrer que le cumul des items discriminants favorise les séjours carcéraux. Ainsi, la multiplication de ce type d'expériences entre en congruence avec la carrière de dépendance et celle de délinquance. Autrement dit, on mesure les récidives des détenues. 1 indique que la détenue est une primo-arrivante et R indique une récidiviste. Quand on connaît le nombre d'incarcérations, on le précise.

** F indique une forte dépendance, entendue comme une poly-dépendance, une pratique ancrée depuis l'adolescence, et une carrière dans laquelle apparaissent les étapes d'initiation, de maintien et les tentatives de sortie. En revanche, f indique une faible dépendance médicamenteuse, tabagique et des pratiques qui ne s'articulent pas nécessairement avec une entrée dans une carrière délinquante, i.e. une incarcération qui n'est pas à relier à la dépendance.

À la suite de ce tableau, il convient d'ajouter que les femmes détenues interviewées cumulant six items mais disposant d'une socialisation primaire solide (i.e. parents présents, scolarisation primaire et secondaire voire universitaire pour l'une d'entre elles) entrent souvent plus tardivement dans la dépendance toxicomaniaque (souvent après 18 ans). De même, il semble possible de corréliser les pratiques sportives plus ou moins intensives (c'est-à-dire plus de deux entraînements hebdomadaires) avec une entrée tardive dans la toxicomanie, comme si la socialisation sportive faisait écran avec le reste des réseaux susceptibles de mener objectivement aux pratiques toxicomaniaques. Pour autant, il est intéressant de noter que les détenues entrées vers 18-20 ans dans la carrière de dépendance à un produit stupéfiant (héroïne) rencontrent les institutions judiciaires et carcérales à l'occasion d'une accélération et d'une augmentation de la consommation et/ou de l'insertion dans le groupe de pairs (autres toxicomanes) plus ou moins intensive (petit ami toxicomane), qui s'accompagnent d'une désinsertion progressive des lieux de sociabilité classiques (collègues de travail, famille...) et d'un réinvestissement, ou d'une réactivation des relations de quartier pour celles qui ont grandi dans les quartiers populaires catégorisés comme « sensibles » par l'action publique. L'étude des trajectoires individuelles, à travers la présentation de portraits représentatifs, permettra de revenir sur les événements déclencheurs, la rencontre avec le produit et sur les causes plus profondes de ces entrées dans les carrières de dépendance. En revanche, les détenues ayant déjà vécu des socialisations primaires marquées par des incidents biographiques et ayant connu des violences de la part de leurs parents ou de leur fratrie (inceste, etc.) entrent plus tôt dans la carrière toxicomaniaque (12-13 ans) et entament des carrières délinquantes juvéniles au cours desquelles sont incorporées de véritables *habitus* de rue, tels que ceux étudiés par Gérard Mauger ou Laurent Mucchielli. Ce sont les mêmes femmes qui connaissent, jeunes, l'institution carcérale, du fait d'infractions commises et repérées comme telles par l'institution judiciaire. Ces infractions (vols, contrefaçon, recel, escroquerie pour l'essentiel) font partie des illégalismes populaires que Gilles Chantraine évoque dans ses travaux et qui punissent des agents en proie à la précarité sociale et ne pouvant acquérir leurs biens de consommation – ici la drogue –

de façon légale, pour peu que l'on admette que se procurer de la drogue est un acte légal. On le rappelle, dans notre échantillon, ce sont moins des infractions à la législation sur les stupéfiants qui sont à l'origine de l'incarcération (c'est le cas pour deux d'entre elles) que les pratiques illégales visant à financer le produit addictif ou encore les conséquences de la prise du produit (violences en état de défonce). Les drames familiaux (mort inattendue, accidentelle d'un membre de la famille) constituent certainement des éléments de compréhension des pratiques de dépendance, mais il convient de les relier à d'autres facteurs tels que des enfances marquées par une fragilité familiale : parents issus de milieux populaires voire, dans certains cas, du quart-monde, vivant dans une grande précarité, voire dans l'indigence, dont les sociabilités sont souvent marquées pour les hommes de la famille par une autorité absolue et un fonctionnement patriarcal où la place des femmes est réduite à la portion congrue. Une détenue raconte notamment que sa mère ne voulait que des fils, d'où une enfance difficile marquée par des coups portés par ses frères. Les détenues dont les parents sont issus des anciennes colonies nord-africaines indiquent également la domination masculine qui régnait dans les familles où le père considérait qu'à 14 ans une fille n'avait plus besoin d'aller à l'école et devait se préparer au mariage. Les habitus clivés qui en ressortent – refus de se soumettre aux traditions du « bled » – entraînent des recompositions identitaires qui se renégocient contre la figure du père voire contre la famille d'origine et où les allégeances identitaires se tournent vers des groupes de compagnons d'infortune. Concrètement, ne pas respecter la volonté familiale, ici paternelle, revient à s'exclure de la famille, et ce, de manière souvent radicale. L'une des interviewées s'est retrouvée mise à la porte par son père et s'est socialisée dès l'âge de 14-15 ans dans les squats où elle a rencontré des fumeurs de marijuana et démarré une carrière de toxicomane, couplée avec une carrière d'hôtesse de bar puis de prostituée. Ces représentations de la condition féminine mènent ainsi à des socialisations scolaires contrariées, « avortées », qui fragilisent socialement ces femmes peu dotées en titres scolaires (elles n'ont même pas le brevet des collèges dans plusieurs cas) et contraintes d'entrer tôt sur le marché du travail pour y occuper des emplois peu rémunérés, si ce n'est précarisés, dans des secteurs d'activités de la restauration, de

l'hôtellerie, ou encore d'aide-ménagère (etc.) voire de s'engager dans l'économie informelle de la prostitution. La variable « monde de la nuit, prostitution » permet de rendre compte de la situation de femmes qui acceptent d'occuper des emplois d'hôtesse de bar en raison d'une incapacité (défaut de titre de séjour, ou encore d'âge légal pour travailler) à accéder au marché du travail légal. Elles y découvrent un réseau de sociabilité dont l'un des marqueurs est la consommation de produits stupéfiants et d'alcool sur un mode festif qui constitue l'une des voies d'entrée dans la carrière toxico-mane pour ces femmes. Dans notre échantillon, peu de détenues ont fait part de leur tendance suicidaire. En revanche, toutes faisaient très clairement mention de leur dépression : deux d'entre elles ont même évoqué plusieurs séjours en hôpital psychiatrique en raison de leur état dépressif. Si le mot de suicide n'est pas employé en tant que tel, on peut déduire de ces propos que des tentatives ont eu lieu. D'un point de vue économique et social, les femmes rencontrées appartiennent aux classes défavorisées et précarisées. Elles cumulent l'appartenance à des quartiers défavorisés, qui se sont en outre paupérisés au fil du temps. Elles ont vécu le déclassement social de leurs pères, de leurs frères. Leurs compagnons sont eux aussi en proie à la précarité dans leur travail et occupent essentiellement des emplois où la pénibilité est importante, tout comme l'absence (chauffeur routier par exemple). On assiste véritablement à une accumulation des attributs des classes sociales déclassées chez ces femmes détenues. Dans les cas extrêmes, elles relèvent des programmes de prise en charge sociale (RMISTes, aides sociales, allocation parents isolés) et vivent dans une relation de dépendance face aux pouvoirs publics. La capacité émancipatrice de ces femmes en est d'autant réduite et, d'une certaine manière, l'institution carcérale poursuit la prise en charge non plus seulement sociale, mais également du corps de ces femmes démunies. Dès lors se pose la question fondamentale des conditions de la réinsertion post-carcérale de ces femmes. Enfin, certaines d'entre elles n'accèdent même plus aux dispositifs des politiques sociales en raison, par exemple, d'un défaut de titre de séjour ou d'une incapacité à répondre aux injonctions de l'administration et se voient contraintes d'adopter des styles de vie à la marge de la société (trafics de stupéfiants, prostitution...). La dimension sanitaire du problème doit également être

prise en compte et au sérieux en ce qu'elle constitue aussi un facteur aggravant la dépendance sociale. Être malade du sida, souffrir d'un handicap physique reconnu par la Cotorep ou encore une maladie psychologique sont autant de facteurs fragilisant des femmes déjà précarisées. La question de la santé importe aussi quant au rapport entretenu aux produits stupéfiants. Lorsque l'on sait que l'on est malade du sida et, d'une certaine manière, condamnée, on réagit de façon plus « cynique » à la dépendance toxicomaniaque qui constitue un moindre mal. La vie sentimentale de ces détenues toxicomanes peut être souvent qualifiée de chaotique. Elles ont, quasiment sans exception, connu à un moment de leur vie un homme violent, des grossesses non désirées (l'une d'entre elles lors de l'entretien se remémore un avortement qui la fait encore souffrir aujourd'hui). Ces compagnons ont souvent été rencontrés dans les quartiers où elles ont grandi. Certaines d'entre elles ont plusieurs enfants de pères différents. De la même façon, plusieurs détenues ont connu des violences parentales ou de la part de leurs frères, à tout le moins des vexations préjudiciables à l'épanouissement personnel et la construction d'une solide estime de soi. Cantonnées aux tâches ménagères domestiques, elles ne pouvaient, de fait, consacrer suffisamment de temps aux études. Cette situation d'échec scolaire a contribué à nourrir une représentation négative de l'institution scolaire, généralement mal perçue par ces femmes (« l'école c'est pas pour moi », « moi, les études vous savez, j'ai jamais aimé », etc.). La désertion physique (absentéisme, problèmes de discipline à l'école) et symbolique (attrait moindre pour l'école) favorise un réagencement des relations sociales qui se tournent vers les sociabilités de rue. Il est remarquable de noter, dans notre échantillon, que certaines détenues avaient déserté l'institution scolaire avant 16 ans, soit du fait d'un comportement engendrant leur exclusion du collège soit du fait, pour l'une d'entre elles, d'un père qui ne scolarisait plus ses filles à l'âge de 12 ans pour les préparer à devenir des épouses dans leur pays d'origine (en l'espèce l'Algérie). Pour défier l'institution scolaire, il opposait des certificats médicaux arguant de problèmes de santé de sa fille, l'envoyant à l'école quelques jours de temps à autre pour ne pas avoir à gérer frontalement l'administration. Ceci fournit un indicateur précieux pour comprendre aussi comment certaines de ces femmes jouent de leur fragilité, qui est intériorisée

depuis le plus jeune âge comme construit social (on doit préciser que cette détenue avait un père qui battait ses enfants et ne les envoyait pas à l'école notamment quand les enfants portaient les marques des coups, ce qui, aux dires de la détenue, était fréquent). On le voit, les détenues rencontrées sont socialement situées dans les classes sociales économiquement, culturellement et symboliquement dominées. Elles sont de plus elles-mêmes dominées en tant que femmes à l'intérieur de ces classes. On verra dans les trajectoires présentées que, pourtant, des stratégies compensatrices leur permettent de « tirer leur épingle » d'un jeu où *a priori* tout est joué d'avance.

L'étude des trajectoires individuelles permet de resituer le temps de l'incarcération dans une temporalité plus longue et de la considérer comme une étape dans la carrière toxicomane. On suit ici les conclusions de Gilles Chantraine et Corinne Rostaing qui considèrent que la prison s'inscrit dans des parcours individuels, notamment chez les délinquants qui rationalisent l'incarcération comme un coût de leurs pratiques délictuelles. S'agissant plus précisément des détenues rencontrées, les incarcérations ne s'inscrivent pas nécessairement dans des carrières délinquantes. On entend, par carrière délinquante, la succession de positions délinquantes permettant l'accumulation et l'intériorisation de ressources propres et pertinentes dans l'espace des illégalismes. Souvent, certaines des détenues rencontrées étaient des primo-arrivantes perdues face à l'institution carcérale, ne comprenant pas trop bien ce qu'elles y faisaient. D'autres, en revanche, connaissaient depuis leur adolescence le quartier femmes de la maison d'arrêt et étaient connues d'anciennes surveillantes qui les avaient vues de manière répétée. D'autres encore, étaient indirectement connues du fait d'une fratrie délinquante, une sœur ou un frère ayant déjà séjourné à la maison d'arrêt. Il est intéressant de noter que des trajectoires *a priori* individuelles s'inscrivent dans les destins plus collectifs, d'abord familiaux (on note dans des familles nombreuses plusieurs frères et sœurs connus de l'institution carcérale) mais aussi de quartiers (quartiers stigmatisés par les pouvoirs publics en ce qu'ils comptent en leur sein des cités HLM concentrant des réseaux de délinquants). Il s'agit ici de femmes ayant grandi dans des univers marqués par les lois des délinquants et ayant dès lors été en contact très jeunes avec

des produits stupéfiants, vers 12-13 ans pour certaines d'entre elles. Ce sont ces espaces où les règles sociales sont structurées autour d'impératifs économiques (nécessité d'investir l'économie informelle pour subsister) mais aussi autour de normes fixées par les délinquants (loi du silence, zones de non-droit où toutes sortes de trafics ont cours : drogue, armes, recel, prostitution...). Le rapport aux produits stupéfiants est alors quasi familial et l'apprentissage des effets des produits s'effectue au sein de groupes de pairs, au contact des grands frères ou des copains plus âgés qui sont déjà installés dans des processus de délinquance avancés (trafics de marijuana, d'héroïne). Par ailleurs, certaines femmes issues de milieux plus ou moins aisés dans leur pays d'origine font l'expérience du déclassement social en arrivant en France, notamment du fait de l'irrégularité de leur titre de séjour, qui implique les emplois « au noir » précédemment évoqués. Ce déclassement, souvent mal vécu, génère des comportements de fuite, dont participe au premier chef la consommation de substances psychoactives. Fuite de la réalité donc, et fuite en avant puisque, à son tour, la consommation de substances psychoactives dégrade à la fois l'apparence physique et l'estime de soi des intéressées. Et c'est tant l'image de la femme que celle de la mère qui sont ici en cause. Il est intéressant de souligner que l'institution carcérale promeut ce statut d'épouse et surtout de mère comme vision légitime de la femme. La perte d'estime de soi se double par conséquent d'un étiquetage stigmatisant, non seulement à l'extérieur mais au sein même de l'enceinte carcérale. La galerie de portraits présentée ici vise non pas à rendre compte de l'exhaustivité mais de certains types de trajectoires représentatives des femmes toxicomanes en prison. Avec Cindy, l'on retrace d'abord une socialisation primaire qui s'inscrit dans le monde de la nuit – on précisera selon quelles modalités – et se poursuit en France, moment où sont réactivés des réflexes convertis en ressources induisant à la fois des pratiques illégales et toxicomaniaques inscrites dans la durée et à l'origine de la dépendance. Avec Viviane, l'on étudie une socialisation primaire stabilisée autour du sport pratiquée de façon intensive (hockey sur glace) puis fragilisée par la découverte d'un père volage qui fait du mal à sa mère. L'adolescente se détourne alors de la famille – une valeur qui se déprécie – pour fréquenter davantage les copains issus de son quartier qui abrite les

populations paupérisées de la ville. Cette socialisation secondaire lui fait découvrir les produits stupéfiants, et leur apprentissage. Ce portrait montre aussi comment la pratique toxicomane prend place dans un rapport au corps particulier, la consommation d'héroïne offrant à Viviane la possibilité de transformer son corps en perdant rapidement du poids. Enfin, avec Virginie, on aborde la question des violences subies dès la socialisation primaire et poursuivies dans la socialisation conjugale. Ici l'entrée dans la carrière addictive, sous la forme d'héroïne proposée par des copains plus âgés, est précoce (14 ans) et permet à l'agent social de supporter les coups portés par ses frères. Le récit de ces trajectoires, qui visent tant à restituer la diversité des entrées dans la dépendance qu'à en cerner les invariants, s'appuie sur des notes issues des entretiens. De fait, l'enquêtrice n'a pu enregistrer les propos des détenues en raison de l'interdiction de l'usage du dictaphone édicté par l'administration pénitentiaire. Pour autant, elle s'est attachée à être la plus « fidèle » possible à ces propos en prenant des notes au fur et à mesure de chaque entretien puis en effectuant une retranscription au propre dans les plus brefs délais. Si le statut de ce matériau fait débat en sciences sociales, il nous semble néanmoins pertinent lorsqu'il s'agit de reconstruire les logiques à l'œuvre dans les trajectoires individuelles, de saisir l'univers de sens et de rendre compte des identités pour soi et pour autrui, d'autant plus importantes pour ces femmes que leur réhabilitation sociale passe par une reconstruction identitaire. C'est donc en prenant au sérieux ces éléments d'illusion biographique, qui ne sont pas le fait du recueil de l'information, que nous avons reconstitué les présents récits de vie.

Cindy est née en 1973 au Congo Brazzaville. Elle a grandi dans la ville de Pointe Noire, capitale économique du pays. C'est d'ailleurs dans cette ville qu'elle a rencontré son mari, elle était âgée de 14 ans (1987), lui en avait 23. Il était crevettier à Pointe Noire en tant qu'expatrié. Désormais, il travaille comme chauffeur routier. Les parents de Cindy tenaient une boîte de nuit à Pointe Noire. « J'étais une fille à papa, une bourge. J'ai grandi dans un milieu où il n'y avait que des Blancs. » En effet, la boîte de nuit est le lieu privilégié des sorties nocturnes des expatriés. Cindy poursuit : « À l'école aussi, mon frère et moi étions scolarisés dans une école privée consulaire française, il n'y avait que des blancs dans cette

école et deux métiers. » L'interviewée est donc issue d'un milieu plutôt privilégié dans son pays d'origine et a joui d'une éducation et d'une socialisation avec des Européens, hors du cadre scolaire. Le monde de la nuit lui est familier, ce qui permet de comprendre son rapport aux produits stupéfiants et à la façon dont elle reconvertira cette expérience précoce lors de son arrivée en France. Elle s'émancipe rapidement, affirme qu'au Congo Brazzaville la consommation de marijuana s'inscrit dans les pratiques « culturelles », notamment au sein du milieu qui est le sien. Elle ne précise pas si ses parents consommaient des produits. Puis elle se marie à 16 ans (1989) au Congo. Son mari termine sa mission de crevettier et rentre en France, puis fait venir Cindy à Nice au printemps 1990. Elle dispose d'un visa de longue durée (six mois) car elle rejoint son mari : « Le lendemain de mon arrivée j'ai déposé mon dossier à la préfecture pour obtenir un titre de séjour plus long mais avec la drogue j'ai perdu la notion du temps et mon visa s'est périmé, je me suis retrouvée en situation irrégulière fin 1990. J'ai été six ans en situation irrégulière (1996), je vivais dans la peur. » L'interviewée fait montre de réflexivité, le mode de vie inféré par la prise de stupéfiants éloigne des contingences matérielles et administratives. Sa situation irrégulière fragilise encore ses positions sociales. Après l'euphorie de l'arrivée, l'ennui s'installe : « Mon mari travaillait toute la journée comme cariste magasinier, et moi j'étais seule, j'avais 17 ans, je m'ennuyais, j'étais jeune, j'avais envie de m'amuser, donc j'ai commencé à sortir le soir surtout. Mon mari n'était pas content, il travaillait la journée et quand il rentrait je ne restais pas auprès de lui. Donc on s'engueulait. J'ai commencé à fréquenter le monde de la nuit niçoise. Je m'éclatais, je buvais, et un soir un homme, un sicilien, m'a proposé de l'héroïne, j'en ai pris, j'ai goûté, j'ai aimé tout de suite et là j'ai plongé, et au bout de quelques jours le gars m'a expliqué qu'il ne pouvait pas me donner la drogue, que ça coûtait cher. Il m'a proposé de travailler au bar, puis j'ai continué dans des cabarets. Là, ma vie a basculé, mon mari ne voulait pas que je travaille de nuit, il voulait que je trouve un boulot de jour pour qu'on puisse profiter de nos soirées ; moi j'avais envie de travailler la nuit, ça me plaisait. Et puis, j'ai quitté mon mari à cause des disputes, j'ai quand même travaillé au bar et puis comme je consommais de plus en plus de drogue, j'avais besoin

de plus en plus d'argent et là ma vie a basculé j'ai commencé à me prostituer pour payer ma drogue, je dormais dans des squats, dans des hôtels. » On le voit, la dépendance place l'interviewée dans une situation extrêmement précaire et après une entrée dans la carrière toxicomane, le champ des possibles se réduit : la socialisation a lieu dans les squats. En 1996, son mari change de contrat et s'installe dans une autre ville, où Cindy le suit. Elle reprend au bout de quelques semaines le chemin des bars de nuit, malgré ses promesses, comme hôtesse de bar, contre l'avis de son mari. Sa dépendance à l'héroïne augmente : « j'avais envie de vivre, je consommais 5 grammes par jour ». Pendant des années elle vit une double vie, épouse modèle et prostituée pour financer sa consommation. En 2000, alors qu'elle suit un programme de substitution au subutex et apprend sa séropositivité contractée à la suite de viols commis par des clients, elle se rend, pour la première fois depuis son départ, au Congo où elle vit la mort accidentelle de ses parents et replonge. Elle entre en prison en préventive, pendant huit mois pour viol en réunion en 2005. Elle conteste le viol et parle d'un fantasme de client qui a mal tourné car il ne voulait pas payer la « passe ». Elle ne se présente pas à son jugement et est condamnée par contumace en 2005. « Mon avocat m'avait prévenue mais j'étais dans la came et je ne me rendais pas compte. » Un contrôle routier la confond en août 2006, elle est placée en détention.

La trajectoire de Cindy relève ainsi d'une succession de déclassements, social d'abord, puis sanitaire (toxicomanie et sida), dans des espaces où les lois du plus fort priment. Son expérience de l'institution carcérale la rend sensible, en tant que femme, aux règles en vigueur, à la nécessité de demeurer une femme à part entière, alors même qu'elle a fait l'objet de tant d'atteintes à son intégrité corporelle. En prison, Cindy a en effet une obsession : garder sa féminité. Elle utilise les poils des peignes pour maintenir ouverts les trous percés des oreilles. Elle a très peu de contacts à l'extérieur, son frère vit aux USA selon ses dires, elle ne le voit plus. Elle a pour seuls visiteurs son mari et une amie « qui m'aime beaucoup ». Elle explique qu'elle a dû attendre trois semaines pour avoir un parloir : « C'est dur si on n'a pas de caractère, c'est de la barbarie. »

Viviane, rencontrée en mars 2007, est primo-arrivante. Elle est âgée de 26 ans, née en 1981. L'incarcération se passe bien, selon

elle. Comme je m'en étonne, elle reconnaît que dans la cour de promenade certaines détenues essaient de la déstabiliser. « J'en avais vu de toutes les couleurs, une m'a traitée de paysanne. » Viviane a grandi dans un quartier « sensible ». Elle a travaillé dans la vente à partir de ses 16 ans et en tant qu'aide à domicile auprès de personnes âgées pendant deux ans, payée en chèque emploi service. Elle a suivi une formation d'aide-soignante à l'AFPA avec l'aide d'une association, puis a préparé un diplôme d'auxiliaire de vie sociale tout en multipliant les missions en agence intérim en 2005. Elle a perdu son emploi à la fin de février 2006. La demande de RMI a tardé et, jusqu'en septembre, elle a fait des demandes d'emploi sans succès, car elle ne dispose pas du permis de conduire et que son diplôme n'est pas suffisant dans le milieu hospitalier : « Il fallait que je fasse encore une formation mais elle coûtait 700 euros. Et le pire c'est qu'on ne peut pas associer les deux, RMI et formation, c'est impossible. Or la formation n'est rémunérée que 400-500 euros. » Ayant accepté un emploi à temps partiel, « j'ai pas eu mes Assedic du coup car je n'avais pas le nombre d'heures ». Viviane décrit avec justesse les phénomènes de précarisation et les ressorts de la sélection professionnelle, tout comme les difficultés à devenir bénéficiaire d'aides sociales. Elle doit cette conscientisation à sa mère, déléguée syndicale CGT dans la grande distribution. En septembre 2006, Viviane « en a marre », selon ses propres termes. Elle explique avoir mal vécu les emplois d'été, qu'elle effectue depuis l'âge de 16 ans, et qu'à la rentrée « quand je revenais en cours, je n'étais pas bronzée, la plage me manquait ». Mais elle est attachée à la valeur travail : « J'ai travaillé pour une merde, rien, mais j'étais contente parce que je bossais. Ma mère m'a appris la valeur de l'argent. » On le voit, donc, la socialisation de Viviane a été marquée par des références solides et une mère présente. Son père était hydromotricien/mécanicien d'essai sur les boîtes de vitesse et tient une salle de boxe. Lui, est un sportif confirmé tout comme ses deux filles. « Je faisais beaucoup de sport j'ai arrêté à 17 ans. J'étais hockeyste et je faisais du volley-ball. » Une famille sportive, avec deux parents qui travaillent, et pourtant un événement déclencheur favorise l'entrée dans la carrière de toxicomane : « À 19 ans je tombe dans l'héroïne. La raison ? La raison je l'ai un peu. Mon père était volage, il voyait une autre femme, je ne disais rien, c'était confus

dans ma tête, ma mère est tout pour moi. Je ne connaissais pas ce milieu-là. J'étais une fumeuse de cigarettes, de shit. Je connaissais un mec qui vendait de l'héroïne, de la cocaïne. Il venait avec sa voiture cabriolet et nous emmenait en discothèque. Avec mon père, avant nos 18 ans, on ne sortait pas. » En 2000, elle a 19 ans et prend pour la première fois de la coke avec un ami cocaïnomane. Elle fait un coma et l'ami lui fait prendre de l'héroïne pour contrebalancer. « Il m'a pas emmenée à l'hôpital, il avait peur des conséquences. Il m'avait fait un rail de coke sur la longueur d'un demi-journal, le 1^{er} jour j'ai pris deux fois 15 cm d'héro sur un journal. Le soir même j'étais accro. » Cet extrait d'entretien montre combien les fréquentations jouent un rôle important dans l'entrée dans la carrière de dépendance. C'est ce que montraient les travaux de Howard Becker, qui soulignait *a contrario* le fait que beaucoup d'individus restaient dans la norme, faute d'avoir pu rencontrer la marijuana. On note également qu'en dépit de ses pratiques sportives, Viviane fumait déjà du cannabis et des cigarettes, qui peuvent apparaître comme autant de prérequis à la consommation d'un produit plus fort. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'affirmer que tous les fumeurs de cannabis deviennent des consommateurs de cocaïne ou d'héroïne mais de constater que ces derniers ont très souvent, voire toujours, commencé par fumer du cannabis durant leur adolescence. Malgré sa consommation importante d'héroïne, Viviane ne se distancie pas du monde du travail, qui constitue une valeur respectée. Et s'efforce de concilier son travail et sa dépendance. « Je me remettais droite. Il ne faut pas mêler notre état avec les enfants et les personnes âgées. » Se « remettre droite » : tout est résumé dans cette expression, qui renvoie à la nécessité de masquer son état en adoptant une attitude acceptable pour les autres. Cacher sa dépendance à son entourage familial, amical ou professionnel : il s'agit là de la première des étapes qui jalonnent classiquement la carrière toxicomane. Viviane prend conscience de sa dépendance et décide de se sevrer une première fois à la dure. Elle comprend que, pour s'en sortir, elle doit quitter ses dealers et part en Espagne de 2000 à 2002. L'accélération de la consommation tenait au fait que Viviane dispose d'économies et d'un héritage qui lui permettent d'avoir un train de vie compatible avec une consommation de drogue sans pour autant devoir entrer dans une carrière de délinquante. Après

des tentatives de sevrage, qui se soldent par des échecs, puis l'accès à un programme de méthadone durant son séjour en Espagne, où ce produit de substitution est plus facilement proposé aux héroïnomanes qu'en France, c'est en 2005 que Viviane rencontre l'institution judiciaire : « Et puis il y a eu cette agression. Je n'avais pas d'argent, c'était trop dur, on était trois filles dans la drogue, en manque, il nous fallait de l'argent. » Elle tombe sous le chef d'accusation : vol avec violence en réunion. La machine judiciaire, via le système du sursis, est une véritable épée de Damoclès sur la tête de ces femmes toxicomanes précarisées. Lorsque le dispositif de prise en charge sociale – notamment le RMI – ne fonctionne pas, les probabilités de récidives sont grandes. Viviane, acculée, selon ses dires, se voit obligée de reprendre ses activités de vols à l'étalage et est rapidement repérée à un mois de la fin de son sursis, qui se transforme alors en peine de prison ferme.

Virginie, 34 ans, n'en est pas à sa première incarcération : « Je suis venue ici plusieurs fois, mais là je suis tombée en détention pour quelque chose de bidon. Un médecin a prescrit du valium à ma fille. Je suis allée lui mettre des tartes. » Virginie est ainsi incarcérée pour avoir giflé un médecin ainsi que pour rébellion face aux forces publiques. Au cours de l'entretien, Virginie indique qu'elle est « mal née », sa mère voulant des fils : « Ma mère ne voulait pas de fille, je suis issue d'un milieu de vanniers, de yénisch (ferrailleurs). Mes frères me tapaient, ma mère ne disait rien. Un jour une copine m'a dit de prendre de l'héroïne comme ça je ne sentirais plus les coups, j'avais 15 ans. J'ai pris mon premier rail d'héroïne à 15 ans et je ne sentais plus les coups de mes frères ». Après avoir été « victime » de violences au sein de sa fratrie, Virginie subit celles de son compagnon, père de ses deux filles : « Il me tabassait, il me forçait à coucher avec lui, quand je l'ai quitté je suis restée 10 ans seule, sans relations. » Son ancien compagnon est incarcéré au quartier hommes de la Maison d'arrêt. Elle est entrée dans la drogue à l'âge de 13 ans. « Mon père avait eu un accident du travail, il était chauffeur-livreur et des palettes lui étaient tombées sur le corps, j'étais aussi dans un foyer à cause de mon passé... je fumais du cannabis, je buvais avec les copains, j'ai fait une TS (tentative de suicide) à 13 ans avec des médocs. À 15 ans je séchais les cours, je n'allais plus à l'école, plus personne me voulait. » L'institution scolaire démissionne face à son

cas. Elle retourne la violence qu'elle subit à la maison contre ses camarades. N'étant plus assidue à l'école, elle se socialise au sein de son quartier. Elle voit le juge pour enfants dès l'âge de 13 ans et connaît ses premiers séjours en prison pour mineurs. Sa pratique toxicomane se double ainsi rapidement d'une carrière délinquante. Le parcours individuel de Virginie s'inscrit dans une trajectoire familiale. Toxicomanie, délinquance et prison relèvent en quelque sorte d'une « histoire de famille », deux de ses frères séjournent en prison pour cambriolages, vols, revente de stupéfiants ainsi qu'une de ses sœurs. À l'instar des autres détenues interrogées, Virginie reconnaît que la première prise d'héroïne ne l'a pas convaincue mais que c'est son entourage qui l'a encouragée à réessayer pour sentir et apprécier les effets de la drogue. Elle confère à la drogue une fonction précise : « Ne pas sentir les coups portés par ses frères. » En somme, la carrière de dépendance de Virginie s'inscrit dans une succession d'étapes qui entrent en congruence avec celles d'une carrière délinquante. Cette trajectoire individuelle prend place dans une socialisation familiale caractérisée par la violence mais aussi par l'apprentissage des ressources pertinentes dans le monde de la délinquance (ses frères font du trafic de stupéfiants), autant de capitaux dont dispose la jeune Virginie pour entamer cette double carrière toxicomane et délinquante.

Pour conclure, il convient de revenir sur ces données inédites récoltées dans un quartier femmes d'une maison d'arrêt. Ces femmes toxicomanes, qui évoluent dans une institution éminemment masculine, marquée par la violence symbolique et physique sont elles-mêmes porteuses de dispositions où la violence tient sa place. À partir des trajectoires, on repère des relations affectives « viciées » avec les hommes (battues par leurs frères, leurs pères puis par leurs compagnons, grossesses non désirées), des relations sexuelles également « viciées » (inceste, viol, prostitution) qui apparaissent voire s'entretiennent aux cours des différents stades de la socialisation (enfance, adolescence, vie adulte). Leurs carrières de dépendance les maintiennent dans ce type de relations « viciées » avec les hommes, souvent les dealers où le biais réside dans une relation basée sur le produit et la compétition pour son acquisition. Cette violence littéralement incorporée, et qui est au principe, pour certaines d'entre elles, de l'entrée dans la carrière de dépendance

(prise d'héroïne pour ne plus sentir les coups), est retournée également face à l'institution, et à leurs agents (violences contre agents de la Poste pour l'une d'entre elles ou encore gifle contre le médecin) et les fait entrer du même coup dans les carrières de délinquance. Cette violence doit s'analyser comme un mimétisme par rapport à la violence subie préalablement. La variable « genre » fait système avec l'ensemble des autres variables mobilisées parmi lesquelles la migration. Les femmes migrantes sont davantage précarisées, fragilisées socialement économiquement. Il en va de même pour celles qui sont issues de la deuxième génération des immigrés – notamment de l'Afrique du Nord – car développant des habitus clivés liés à la tension entre l'exigence de maintenir les traditions du pays d'origine où elles sont nées tout au plus, mais qui est celle de leurs parents, et celle de se conformer aux styles de vie du pays d'accueil. La misère économique, sociale, réduit le champ des possibles pour ces femmes, la prise du produit pouvant être analysée aussi comme une fuite en avant, un renoncement aux injonctions contradictoires qui leur sont adressées. Enfin, l'extrême précarité économique et sociale – dont on a montré qu'elle est la combinaison de toute une série de positions déclassées et de la détention faibles capitaux pertinents dans les espaces traditionnels, caractérise ces détenues : souvent mères célibataires, démunies de titres scolaires et peu socialisées dans le travail, elles relèvent des politiques publiques et des dispositifs d'assistance, tels le RMI ou d'autres aides sociales. Ces biographies montrent combien leur construction identitaire s'inscrit dans une dimension d'indignité sociale stigmatisée et mettent en exergue les transformations de l'État social vers un État pénal qui, comme le montre Loïc Wacquant, punit les pauvres.

Bibliographie

- Asher François, 2000, *Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs. Essai sur la société contemporaine*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- Becker Howard, 1985, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- Boullant François, 2003, *Michel Foucault et les prisons*, PUF, Philosophies.
- Bourdieu Pierre, 1993, *La misère du monde*, Seuil.

- Castel Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- Cesoni Maria Luisa, 2004, « Politiques en matière d'usage de stupéfiants et peines privatives de liberté en Europe », in Kaminski, Kokoreff, *Sociologie pénale : système et expérience. Pour Claude Faugeron*, Cahors, Éditions Erès, p. 85-106.
- Chantraine Gilles, 2004a, *Par-delà les murs. Expériences et trajectoires en maison d'arrêt*, Paris, PUF.
- Chantraine Gilles, 2004b, « Le mécanisme du temps vide. Structure sécuritaire et réactions individuelles au temps carcéral en maison d'arrêt », in Kaminski, Kokoreff, *op. cit.*, p. 257-272.
- Devresse Marie-Sophie, 2004, « Le désert des tartares. Attentes et incertitudes des usagers de drogues dans la justice pénale », in Kaminski, Kokoreff, *op. cit.*, p. 133-150.
- Faugeron Claude, Le Boulaire Jean-Marc, 1992, « Prisons, peines de prison et ordre public », *Revue française de sociologie*, XXXIII, p. 3-32.
- Foucault Michel, 1975. *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- Goffman Erving, 1968, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit.
- Kaminski Dan, Kokoreff Michel, 2004, *Sociologie pénale : système et expérience. Pour Claude Faugeron*, Cahors, Éditions Erès.
- Mauger Gérard, 2006, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, coll. « Savoir/Agir ».
- Mucchielli Laurent, 2002, *Violences et insécurité. Fantasmies et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2^e édition.
- Rostaing Corinne, 1997, *La relation carcérale. Identités et rapports sociaux dans les prisons de femmes*, Paris, PUF.
- Wacquant Loïc, 1999, *Les prisons de la misère*, Liber.
- Cette recherche a bénéficié de l'aide conjointe de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale dans le cadre de l'appel à projets de recherche lancé par ces deux organismes en 2004 sur les consommations de substances psychoactives. Elle a donné lieu à un rapport de recherches intitulé « L'influence de l'incarcération sur les trajectoires de dépendance des femmes toxicomanes Une approche socio-ethnographique comparée dans deux maisons d'arrêts ». Je remercie vivement Valérie Lozac'h et Emmanuel Brillet, corédacteurs de ce rapport.

L'intervention militante en faveur des pauvres : un encadrement brutal indépassable ?

**Enquête dans quelques comités de l'association
Droit Au Logement (DAL) à la fin des années 1990**

BÉNÉDICTE HAVARD DUCLOS¹

Parler d'encadrement brutal pour des groupes militants luttant contre la violence imposée à ceux qui vivent des situations économiques et sociales dramatiques, est pour le moins provocateur voire scandaleux. Si violence il y a, elle est bien dans les conditions de vie, dans ce déni de justice ou d'humanité que subissent ceux qui, pauvres, urbains et discriminés, vivent dans leur chair, la misère du logement. Quand on habite dans un taudis insalubre et surpeuplé, dans un logement de fortune ou un squat d'où l'on peut être chassé du jour au lendemain, faute de pouvoir accéder à des logements « dignes », conformes aux normes de confort et de salubrité d'aujourd'hui, quand on est demandeur depuis 20 ans d'un logement social sans que sa demande n'ait jamais abouti, l'aide militante, si elle laisse entrevoir la possibilité d'une amélioration de sa situation, ne peut être interprétée que comme dotée d'une valeur morale hautement positive. Et pourtant, l'encadrement militant secrète ses propres formes de brutalité.

Je voudrais présenter ici quelques éléments d'une enquête de terrain menée entre novembre 1995 et janvier 2000 dans des comités

.....

1. Docteure en sociologie, PRAG, Laboratoire ARS (EA 3149), université de Bretagne occidentale (Brest) havarddu@univ-brest.fr

de l'association Droit au logement (DAL) en région parisienne (Havard Duclos, 2002)². Cette association a bâti son action autour de la défense de la cause des mal-logés et des sans-logis, organisant des actions de grande ampleur, renouvelant le répertoire des actions collectives et réhabilitant le squat comme arme de combat politique et médiatique, tout autant que comme manière pratique de répondre à la demande de logement de ses adhérents (Péchu, 2006).

Le groupe est loin d'être homogène, tout comme le sens des situations et les pratiques militantes. L'encadrement militant peut être « doux » et ne s'appuyer que sur les ressources de la persuasion (Clastres, 1974 : 175), ou brutal et coercitif, utilisant les armes du rudolement et de la violence verbale. Il peut susciter de la soumission volontaire (La Boétie, 1549), ou être contesté.

Une dissymétrie tendancielle forte au DAL entre « militants » et « mal-logés »

Le langage interne à l'association désigne clairement deux catégories d'acteurs, participant différemment à la « lutte des mal logés » : des « familles mal logées », qui viennent chercher directement ou plus indirectement un logement (ceux qui *viennent* aux permanences, aux actions), et des « militants », qui apportent une réponse articulant aide et construction politique d'une organisation collective (ceux qui *tiennent* les permanences et *organisent* les actions). Ces mots désignent un système de place et une répartition des pouvoirs.

Cette distinction fait partie du vocabulaire de référence, claire et incontestée, tant à l'intérieur de l'association qu'à l'usage de l'extérieur. Les communiqués de presse sont systématiquement formulés sur le modèle suivant : « des familles et des militants du DAL ont occupé un logement... » ou « des familles mal logées accompagnées par des militants du DAL... ».

Les courriers adressés par le DAL fondateur de Paris commencent pour certains par « chers amis ». Mais on trouve aussi souvent la formule suivante : « Bonjour à tous les militants et mal-logés du DAL ».

.....

2. L'association créée à Paris en 1990 a essaimé et des comités DAL se sont montés à partir de 1995 dans d'autres villes de France. Ils sont rassemblés en 1998 dans une fédération.

Par exemple, en janvier 2001, un courrier adressé aux différents comités d'Île de France se présente ainsi : « Chers militants et soutiens ». Suit la décision de « lancer une grande campagne d'actions pour obtenir le relogement des familles qui vivent dans des logements trop petits [...] car au moins 70 % de nos 4 000 adhérents³ sont dans cette situation de surpeuplement ». Le courrier se conclut par un appel : « Pour préparer les actions à venir nous vous invitons à l'assemblée générale des mal-logés. »

On trouve ici tous les mots clés de l'univers militant : adhérents, mal-logés, familles d'un côté ; militants, soutiens, de l'autre. Ainsi, à cause des deux modes d'entrée dans l'association, pour défendre des intérêts « prosaïques » ou pour défendre « la cause », coexistent deux désignations, la première nommant la difficulté sociale, la seconde insistant sur l'engagement. Indépendamment des caractéristiques sociales des individus et de leur histoire sociale, la structure de la relation est ainsi déséquilibrée et dissymétrique : des offreurs et des demandeurs, des aidants et des aidés, des militants et des milités, des individus en position « offensive » de proposition et des individus en position d'attente.

Une hiérarchie plus subtile introduisant une division du travail moins stable entre militants

Cette coupure n'épuise toutefois pas les désignations internes. Une analyse plus fine montre que d'autres types d'opposition participent à hiérarchiser les groupes et les individus, et à organiser la nébuleuse de ceux qui gravitent au DAL, affectant à chacun des tâches et des places différentes mais aussi du pouvoir, du prestige et partant, des capacités d'encadrement différentes.

La figure des militants « concernés »

La distinction entre militants et familles ne permet pas de désigner les mal-logés qui participent aux conseils d'administration des différents comités, qui rencontrent lors des actions collectives les responsables politiques et administratifs, qui prennent la parole

.....

3. Il s'agit des adhérents du DAL Paris.

au nom du DAL. Mal-logés eux-mêmes, et défendant aussi leur propre accès à un meilleur logement, ils assurent une partie des tâches militantes.

On rencontre ainsi souvent dans le langage militant la formule de militants « concernés » et militants « non concernés », périphrase à double sens qui permet de ne pas annuler les différences entre les militants mal-logés et les militants sans problèmes de logement.

Cette distinction « concerné »/ « non concerné » est introduite parce que le projet du DAL repose sur l'idée qu'il doit y avoir des militants issus des populations défendues dans les instances décisionnelles. L'enjeu affiché est la constitution d'un syndicat : faire émerger des porte-parole, des leaders parmi les mal-logés pour en faire des « cadres » de l'organisation est un projet fort, d'ailleurs inscrit dans les statuts de l'association.

Les débats qui ont eu lieu avant la création de la fédération des comités DAL en janvier 1998 permettent d'illustrer très clairement cet enjeu et la nécessité de désigner les deux groupes de militants, selon leur plus ou moins grande proximité avec la population défendue, précisément pour permettre à ces militants « concernés » d'être bien représentés.

La première proposition d'un des articles des statuts de la fédération portant sur l'organisation du collectif fédéral était rédigée ainsi. Lors de la réunion rassemblant 26 personnes des différents comités de France⁴, le point le plus litigieux porte précisément sur cette question de la représentation des mal-logés dans les instances du DAL (proposition de rédaction d'un des articles des statuts de la fédération) :

« Chaque comité devra veiller à ce que, soit par roulement, soit par quota réservé, des mal-logés, personnes expulsables ou sans-abri soient représentés au Conseil fédéral. Certains veulent être plus précis et plus directifs pour retrouver des mal-logés à tous les niveaux. Mais la plupart des personnes représentant les comités de province s'opposent à l'idée de quotas, arguant du fait qu'ils ne pourront jamais remplir ces

.....

4. Tout le monde n'est pas présent mais sur la petite trentaine de comités existants on trouve 17 hommes et 9 femmes représentant Paris, Saint-Ouen, Clichy, Toulouse, Nancy, Colmar, Marseille, Lille, Grenoble, Caen et Rouen.

conditions. Le président du DAL défend alors que si l'enjeu est bien de retrouver des mal-logés à tous les niveaux et dans toutes les instances, la réalité demeure celle du déséquilibre. Il lance alors à titre de provocation la question suivante : « qui autour de cette table est mal-logé ? Anciennement ? sans logis ? » Sur les 26 personnes présentes, 8 personnes lèvent la main, dont le président (qui s'il a été mal-logé n'est plus dans cette situation depuis déjà longtemps). Il tranche le débat : « Il faut se donner une obligation de moyens mais on ne peut pas imposer une obligation de résultats même s'il ne faut pas oublier ce fondement du DAL. L'élément important est qu'on ne manipule pas, qu'on n'oblige pas. On n'est pas là pour ramener son singe !⁵ »

Dans la difficulté à nommer se joue une incertitude majeure du DAL et de ses aspirations. Ne deviennent de fait militants dans l'imaginaire militant que ceux qui ont réglé leurs problèmes personnels, qui restent impliqués et qui continuent à se battre pour d'autres qu'eux-mêmes. La hiérarchie militante reprend et sanctionne cette double désignation.

La figure des « bénévoles humanistes »

L'hésitation quant à la désignation de militants concerne aussi ceux qui entretiennent un rapport plus lâche à la lutte collective. S'autodésignant et étant désignés comme « bénévoles », ils participent moins aux actions proposées par le DAL ou à toute autre forme de mobilisation, et délèguent de fait largement le combat à d'autres. Ils vivent subjectivement leur participation comme une aide à des personnes en difficulté plus que comme une action de revendication et de combat contre une injustice. L'implication dans l'organisation peut être très importante, mais ces militants consacrent l'essentiel de leur temps à une activité d'accompagnement plus que de défense de revendications.

Cette différence peut être illustrée par le cas de Jean, intervenant au comité de Clichy. Prêtre jésuite, il ne se présente

.....

5. Dans le texte définitif la formulation retenue est : « Chaque comité veillera à déléguer au Collectif fédéral des représentants mal-logés, expulsables, sans-abri ou des personnes ayant obtenu leur relogement par une lutte collective. L'objectif à atteindre pour chaque comité local est une représentation de 50 % de ces personnes au collectif fédéral. »

jamais comme militant mais comme bénévole. Présent chaque semaine lors des assemblées générales (AG) du DAL (trois heures tous les samedis matins), il tient la permanence et constitue les dossiers des nouveaux arrivants. Trois heures minimum par semaine, avec une très grande régularité, il participe donc à la vie du comité. Il n'a toutefois jamais accompagné une délégation rencontrant les pouvoirs publics et les bailleurs sociaux ; il n'est jamais présent lors des actions ni même des discussions pour préparer ces actions (qui se déroulent en règle générale pendant la réunion, dans la grande pièce, alors qu'il remplit les dossiers dans la petite pièce à côté). En revanche, il en appelle au combat des autres.

Ainsi, Jean aime raconter l'épisode suivant aux mal-logés : en 1995, il a été victime d'une crise cardiaque dans le café à côté des lieux de réunion. Martine, la leader du comité local, réagit tout de suite par des massages cardiaques énergiques, le bouscule et crie : « Décroche pas curé, allez Jean, tu t'accroches, allez prie, bon Dieu, mais prie ! » Elle réussit à faire repartir le cœur avant l'arrivée des secours. Il termine le récit de cette anecdote par la morale suivante : « Martine, elle sauve beaucoup de gens mais à condition qu'ils se battent ! »

La figure des « soutiens militants »

Il existe enfin des personnes qui soutiennent le DAL par leur participation ponctuelle à des actions. Proches idéologiquement et socialement des militants les plus légitimes au DAL, ils militent dans d'autres sphères proches (autres associations « du mouvement social », syndicats, partis politiques) mais pas au DAL où leur implication au quotidien est faible. Ils s'associent au moment des actions, interviennent de manière plus ponctuelle lors des « coups », ouvertures de squat ou occupations notamment. Très visibles lors des actions spectaculaires du DAL, ils ne forment toutefois pas le noyau dur des militants qui encadrent les adhérents, assurent les suivis juridiques des dossiers, la préparation des actions, les rapports avec les médias, etc. Ils

forment en fait l'essentiel des « militants par conscience »⁶, appelés « soutiens ».

Tous les comités font ainsi la différence entre une base militante qu'on peut ponctuellement mobiliser et ceux qui, de fait, font tourner le comité au quotidien.

« Je comprends pas pourquoi les militants classiques ne veulent pas venir, j'en ai discuté avec les copains, mais pour eux on fait un boulot d'AS. Pour moi c'est éminemment politique. Dans le deuxième cercle des militants, y a des militants politiques qui ont plein d'engagements, qui viendront pour une action mais pas forcément aux AG, aux permanences ou dans l'accompagnement des familles » (notes prises sur le vif, entretien informel avec une militante d'un comité local, syndicaliste par ailleurs).

À côté des militants, dont la désignation est la moins « problématique », parce qu'ils sont à la fois dans un rapport de lutte personnelle, présents pour régler autre chose que leur propre problème de logement et engagés activement dans l'association, d'autres groupes de militants se dégagent qui ne partagent avec ces premiers que deux caractéristiques communes et qui sont donc désignés de manière moins stable comme militants. Militants « concernés », ils sont certes très impliqués et engagés personnellement dans l'action, mais le soupçon porte sur la probabilité forte de leur départ, une fois leur problème réglé. Même quand ils s'impliquent durablement, ces militants « concernés » ne restent souvent que « de petites mains », payant largement de leur personne sans grande reconnaissance. « Bénévoles humanistes », ils sont certes très impliqués mais, agissant par solidarité externe, et bien pourvus en capital scolaire, ils sont toujours soupçonnés de ne pas être complètement acquis à la démarche de lutte collective, trop « assistantes sociales ». « Militants confirmés », « amis du mouvement social », leur désignation comme militant va de soi mais ils ne s'impliquent pas assez au quotidien et ne restent jamais que des soutiens occasionnels,

.....

6. Pour une discussion sur cette dénomination (militants moraux, militants par conscience) voir M.-H. Lechien, 2002.

venant donner de temps en temps un coup de main « politique ». À travers ce discours en partie normatif, qui permet de disqualifier une partie des acteurs et des pratiques comme non « authentiquement » militantes, on voit bien que la revendication d'une définition légitime du militant et la monopolisation par les « militants non concernés » de cette revendication, est précisément un des enjeux forts qui cristallise les relations de pouvoir et signe une première forme de dépossession.

Partant, la hiérarchie militante accorde des places différentes à l'ensemble de ces acteurs. Elle le fait d'autant plus que les lieux d'implication militante ne sont pas les mêmes. On développera ici un seul exemple : l'organisation et la conduite des « actions » dont la visée est l'interpellation dans l'espace public des citoyens et des décideurs politiques⁷.

L'encadrement militant exercé pendant les actions : un cadre contraignant

Lieu principal d'investissement et d'expression de l'encadrement militant, les « actions » sont au fondement du DAL. En cherchant à rendre visibles des problèmes de logement, et à peser sur l'évolution des politiques publiques en faveur du logement des pauvres et/ou des immigrés, l'association a développé tout un répertoire d'actions collectives : à côté des manifestations, et actions de rues, elle a organisé des occupations symboliques, des ouvertures de squats, des campements... Fonctionnant comme un groupe de pression, impliquant des relais médiatiques, DAL a ainsi cherché à montrer qu'il ne s'agissait pas d'une série de problèmes individuels mais de problèmes collectifs, politiques, impliquant les pouvoirs publics et économiques.

Or, tous les travaux ont montré que la mise en œuvre d'un mouvement social ne s'improvise pas et nécessite la mobilisation de ressources (Péchu, 2006), très inégalement réparties et largement

.....

7. Ne seront pas développées ici la situation des « permanences » où les familles sont reçues plus ou moins individuellement, et des « rencontres collectives », qu'elles s'appellent réunion de familles, assemblée générale, formation, qui tentent de construire le groupe comme un collectif et de le préparer aux actions. La brutalité s'y exprime alors différemment.

détenues par les militants appartenant au pôle dominant, militants « professionnels » intervenant *pour* les mal logés, dans une solidarité largement extérieure au groupe des mal-logés. La dynamique des apprentissages montre par ailleurs que ces ressources sont peu transmises, voire peu transmissibles, malgré les tentatives d'organiser des formations, des « écoles de cadres ». Les mieux dotés en ressources politiques et en capital militant (Matonti, Poupeau, 2004) définissent quasiment seuls, le fonctionnement et la dynamique des actions.

L'encadrement avec pour corollaire des formes d'incitations, de pressions voire de violence symbolique envers le peuple mal-logé, fonctionne à la fois en amont, par l'imposition de normes extérieures au groupe des mal-logés (normes de la lutte collective et injonction à la solidarité) et lors du déroulement même de ces actions.

L'imposition de normes morales et politiques extérieures au groupe des mal-logés

L'organisation collective et la grammaire de la lutte et de la mobilisation sont quelques-unes des normes imposées, parfois de manière agressive aux mal-logés. Ces normes, souvent très éloignées de la perception initiale qu'ont les mal-logés de leur situation, s'imposent souvent dans le rudolement. Il est parfaitement légitime, au DAL, de « bousculer » les gens, de refuser de leur témoigner toute forme de compassion : « ça sert à rien de pleurer », « il faut se battre », « compte pas sur moi pour te plaindre », « je suis pas une assistante sociale », sont autant de réponses rituelles à l'exposition de la souffrance sociale.

La valorisation hypertrophiée du groupe organisé et solidaire, seul légitime, s'accompagne parfois d'une dévalorisation concomitante des individus. Toute intervention interrompant les nouvelles collectives pour « des petits problèmes personnels » s'expose à la censure et à la réprobation intransigeante des militants.

« Ici, c'est un lieu de lutte collective et le moi passe après ! »
 « Je ne répondrai pas au "moi, moi, moi". Chaque personne qui dira moi, on va lui faire payer 10 F dans la caisse de l'association ! » « Et si y en a un qui dit et moi ?, je lui réponds pas, "moi, moi, moi", je connais pas ! » (extraits de diverses interventions militantes en AG).

Dans la rencontre avec les mal-logés, un certain nombre d'attitudes militantes autorisent la dépersonnalisation, l'individu étant considéré comme une entité non pertinente en soi et toujours soupçonnée d'égoïsme : tutoiement systématique, désignation par le nom de famille, ou par le terme générique « les familles ». Ce procédé permet d'éviter la nomination précise et donc l'individualisation des personnes. De même, les individus sont repérés d'abord par leur adresse, souvent elle-même réduite au numéro de la rue. Ainsi, M. Khiakar, habitant au 63 boulevard Victor-Hugo, devient le « 63 boulevard Victor-Hugo », ou même plus simplement, le « 63 ». Ce procédé quelque peu ésotérique pour le non-initié est un moyen efficace de mettre à distance l'individu dans sa particularité assimilée à du particularisme, non signifiante pour l'action militante, sauf à titre exemplaire, paradigmatique, comme incarnation d'une injustice ou d'un dysfonctionnement.

Un homme habitant un hôtel meublé explique que l'ensemble des résidents ont été « invités » de manière brusque à quitter l'hôtel, où certains vivent depuis plus de 15 ans : « Un homme est venu nous dire, “la semaine prochaine, il faut que vous soyez partis”, et nous a donné une liste d'hôtels. » Martine n'écoute quasiment plus les explications et se met à anticiper, n'utilisant son interlocuteur que comme une caisse d'enregistrement de ses propres déductions : « C'est toujours la même histoire. Le propriétaire doit vouloir transformer son hôtel meublé en hôtel de tourisme ou faire une opération immobilière donc il expulse le gérant, pas vrai ? Dans la réglementation des hôtels meublés, ça veut dire que tous les locataires sont expulsés en même temps que le gérant. Le gérant, il a embarqué la thune et il s'est barré, vous savez plus où il est, c'est ça ?... Ouais, tu vois, je connais par cœur cette histoire-là. » (notes prises en cours d'AG).

Cette capacité à généraliser à partir d'un cas propre, c'est-à-dire à noter les invariants dans les difficultés que rencontrent les gens – abstraction et stylisation des éléments pertinents – facilite une montée en généralité rapide et évite de s'attarder trop sur les cas individuels. Mais elle nécessite des ressources importantes, notamment une ancienneté de la pratique militante qui permet

une bonne connaissance des mécanismes, des problèmes juridiques parfois très complexes, relatifs aux relations entre propriétaires et locataires. La mise à distance et la dévalorisation de l'individu, considéré comme élément non pertinent, s'effectuent aussi à partir d'autres ressources moins politiques. Elles conduisent alors à un raidissement du militant qui, pour affirmer la supériorité du groupe, doit dévaloriser de manière agressive et méprisante le cas singulier. Ainsi de cet autre militant, Georges, ancien SDF, permanent au DAL.

Je lui parle d'une personne, par le nom d'abord, puis en la décrivant (physiquement et par les interventions qu'elle a faites au cours des AG). Georges ne la remet pas. Il m'interrompt, énervé, « y a un moment je suis désolé, c'est plus des familles que je vois, c'est des dossiers que je traite ». « Elles sont mauvaises les familles. » « Elles sont fainéantes, elles se bougent pas, nous on se casse, et elles font pas ce qu'on leur demande . Alors après, je suis désolé, ils se démerdent ! » (diverses interventions de Georges en AG ou entre militants).

La violence verbale et le mépris exercés contre des individus singuliers perçus comme trop individualistes sont alors des ressources, en quelque sorte négatives, dans la stratégie de valorisation du collectif organisé.

La lecture positive ou négative que l'on peut faire des attitudes militantes est liée à la fois au point de vue de celui qui juge et à la façon dont la valorisation du collectif s'opère, par souci de généralisation ou par dépréciation des cas singuliers. Elle dépend alors surtout des ressources que les militants peuvent mobiliser et discriminent les militants selon qu'ils opèrent cette dévalorisation à partir de ressources politiques (idéologiques, langagières) ou qu'ils sont moins dotés en capitaux militants.

L'obligation de présence et les menaces coercitives

Dans les actions, la stratégie du nombre n'est pas la seule mobilisée (Offerlé, 1994). Mais les mal-logés sont systématiquement appelés à être présents, sans qu'ils aient toujours grande prise sur ce qui se passe. Leur participation exigée par les militants, peut

parfois s'interpréter comme un enrôlement de l'armée de réserve (Marx) tant l'obligation de présence est coercitive.

Lors de l'occupation du théâtre de la Gaïeté à Paris en décembre 1998, Maryse est assise sur une marche d'escalier. Devant elle s'allonge une file dense, compacte et colorée qui se bouscule, d'environ 70 personnes. Un « copain du CDSL – comité des sans-logis » (un ancien « mec de la rue ») fait la police pour que chacun attende bien son tour. Elle note sur une feuille la présence des gens : nom, prénom, adresse et comité DAL. Un homme lui tend (comme quasiment tout le monde) sa carte de séjour et se met à pleurer en disant qu'il n'en peut plus, que ça va pas, que le DAL doit l'aider. Maryse l'interrompt brutalement : « C'est pas le moment, on est là pour se battre, si tu continues, je prends pas ton nom. » Peu après, s'approchent trois habitantes de l'immeuble squatté à Issy-les-Moulineaux, demandant comme les autres à être inscrites. Quand elle s'en rend compte, Maryse les rembarre : « Je prends que les individuels. Les immeubles, ils se battent pour l'immeuble et je vais pas marquer quelques-uns plutôt que d'autres. »

La nécessité de maintenir le secret pour réussir les occupations, notamment les plus spectaculaires, permet de légitimer la concentration des informations dans les mains de quelques militants. Les familles sont exclues des préparatifs : repérage des immeubles, chronométrage du parcours, décision même des familles qui seront pressenties pour occuper le squat que le DAL cherche à ouvrir mais aussi rédaction des tracts, des communiqués de presse et des slogans. Cette préparation est très opaque, tout comme la conduite de l'action.

Les personnes mal-logées viennent sans savoir où on ira, quelle cible sera visée, dans une logique de totale remise de soi.

Les appels aux actions envoyés par le DAL sont ainsi laconiques : un rendez-vous, fixé sauf exceptions, place du Châtelet à Paris est donné pour une « action ». Les familles mal-logées invitées ne savent jamais si cette action sera « symbolique », ou si elle consistera à ouvrir un squat et donc à permettre un logement éventuel des participants. Le scepticisme peut être ainsi très grand

parmi les participants quant au choix de la cible pour laquelle ils n'ont pas été consultés.

L'occupation du Conseil régional d'Île-de-France en septembre 1998 donne par exemple l'occasion d'assister au décalage entre les décisions militantes (prises par une poignée de militants) et la réception de ces actions par des familles mal-logées.

Je discute avec une femme d'origine maghrébine, vivant à Paris, d'une quarantaine d'années. Elle semble un peu perdue et me demande où on est et si on va rester. Elle fait une moue dépitée quand je lui dis qu'on est au Conseil régional. Je justifie l'intérêt de cette cible : ils ont de l'argent, ils peuvent financer la construction de logements sociaux et peser pour limiter les expulsions, par exemple en étendant la durée de la trêve hivernale... Elle reste sceptique et déçue. Elle pensait que ce serait une action d'« ouverture d'un squat ». Elle part faire inscrire son nom sur la liste des présents puis s'apprête à quitter les lieux. Peu de temps après notre arrivée dans le bâtiment du Conseil régional, les élus du Front national présents, viennent chercher la provocation. Nous sommes pris en tenaille entre les CRS qui bloquent toute nouvelle entrée et donc aussi toute sortie, et les élus FN qui lancent des tracts sur les manifestants sur lesquels on lit : « Familles africaines, vous êtes manipulées. » Une femme africaine me demande apeurée : « Mais on est venu occuper le FN là ? Mais ça n'a rien à voir avec le logement ! » Je tente de la rassurer mais elle se sent emmenée dans un traquenard et ne comprend pas que le DAL « lui ait fait ça ».

S'accumule ainsi tendanciellement dans les mains des militants l'essentiel des pouvoirs : la définition de la situation, les prises de décisions, les informations mais aussi la légitimité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe. Les mal-logés apparaissent alors largement contraints et dominés, dans une forte remise de soi, ballottés au gré des décisions et des humeurs militantes, souvent rudoyés. Comme les enseignants qui invectivent les étudiants présents, demandant des comptes sur les absents, certains militants traitent indifféremment et avec souvent la même absence de délicatesse, les mal-logés, perçus comme un tout homogène.

Mais deux séries de remarques permettent de montrer pourquoi cet encadrement brutal doit se lire et s'interpréter de manière non univoque, et non comme le seul enrôlement d'une armée de réserve instrumentalisée contre son gré, la première mettant à jour les contestations internes du côté des militants ; la deuxième posant la question du côté des dominés.

Un encadrement contesté par les militants, réactif par les contraintes externes au groupe

Les critiques internes de cet enrôlement

Une partie des militants accorde moins d'importance au respect de la personne qu'à la réussite collective de l'entreprise. Ils visent plutôt la « force » du groupe (« on est forts »), davantage capable de changer les structures et les lois que la modification des mentalités. La violence verbale tout comme la contrainte exercée contre les mal-logés les effraient peu, au nom de la nécessité d'imposer les cadres de l'action collective et d'obtenir l'adhésion aux pratiques, plus qu'à l'esprit de la solidarité, pour être efficace (faire céder les pouvoirs). Sans « états d'âme » disent-ils d'eux-mêmes, ils ne rechignent pas à prendre les noms des présents et à appliquer une « politique » d'aide différenciée selon le niveau d'investissement des mal-logés, au moins en parole, si ce n'est toujours en action.

Mais il y a aussi au DAL des militants qui sont peu enclins à accorder de l'importance aux marques d'adhésion formelle des mal-logés aux valeurs militantes et donc des récompenses spécifiques aux seuls mal-logés qui donnent les gages du collectif. Relativement peu préparés à appliquer des sanctions aux « passagers clandestins », ils sont extrêmement critiques contre toutes formes d'enrôlement et prônent un discours de responsabilisation : que les mal-logés puissent choisir leurs investissements en toute connaissance de cause, grâce à la pédagogie militante. Ayant peur de la normativité, ils cherchent moins à imposer des cadres extérieurs qu'à obtenir l'adhésion à « l'esprit des lois » si ce n'est à leur lettre, et l'intériorisation par les mal-logés du bien-fondé de la lutte collective⁸. Ils critiquent

.....

8. On peut ici faire le parallèle avec les modes de mobilisation au sein de l'entreprise. Les techniques de « management participatif » ont aussi pour objectif de faire intérioriser par

les « vieux » militants imposant des cadres et « instrumentalisant » les familles (« faire défiler les gens », « utiliser les dossiers pour faire nombre », « montrer son singe », « prendre les gens pour des cons »...).

C'est ainsi qu'il faut entendre les critiques, virulentes, que François, porte-parole de la fédération et président du comité marseillais, fait de l'organisation des journées nationales de mobilisation lors du vote de la loi contre l'exclusion en mai 1998.

Ces journées devaient initialement rassembler largement familles et militants pour une occupation symbolique de l'Assemblée nationale (l'idée d'un tintamarre géant devant le palais Bourbon avait été évoquée, ainsi que diverses occupations symboliques d'immeubles vides et de lieux de pouvoir). Finalement, et sans qu'aucun des militants des comités de banlieue et de province n'ait été prévenu, les deux jours ont rassemblé une foule plus ou moins clairsemée sous un chapiteau, dans un quartier populaire de Paris, pour une « fête ».

Dimanche 3 mai 1998, quand j'arrive à 10h30 (la reprise officielle des « festivités » était prévue à 9h30), il n'y a pas 20 personnes dans et autour du chapiteau. François, présent, n'est pas du tout satisfait de la tournure que prend le week-end. Il a l'impression d'avoir « été mis devant le fait accompli avec le copain de Lille ». Ils pensaient qu'il y aurait « une vraie action et pas juste un truc comme ça, faire venir du monde pour faire venir du monde ». Il pensait que ce serait une façon de former les gens aux principes de l'action, il souhaitait montrer le bâtiment de l'Assemblée nationale...

Un militant comorien « concerné » de Marseille nous rejoint. Il commente : « Les familles, elles ont l'impression d'être des robots, d'être là pour rien, à attendre que ça se passe. » François m'explique : « les familles qui sont montées là sont des familles fraîchement inscrites, nouvelles au DAL. Les gens sont venus parce qu'ils pensaient qu'on allait pouvoir leur donner un logement et on n'a pas encore eu le temps de faire de formations pour leur expliquer que nous on n'a pas de logements sous la table et que pour avoir

.....
 les individus les nécessités et les objectifs de l'entreprise, plus que de leur imposer « de l'extérieur » des cadres.

des logements faut se battre. Moi, je pensais que ce serait quand même un moyen de formation pour les familles et de sensibilisation à une action. Mais, il y aura de grosses remises en cause et de gros conflits quand on va rentrer, on va la payer cette connerie. »

Conscients des risques d'instrumentalisation, ces militants défendent la nécessaire préparation en amont avec les adhérents, pour permettre une réelle réappropriation des actions d'une part (raisons idéologiques, adhésion à un système de valeurs). Pour simplement permettre le maintien de la mobilisation d'autre part, donnant implicitement à voir les formes de coercition imposées par les mal-logés, « à qui on ne la fait pas », et la capacité des « représailles » de la base.

**Un encadrement largement imposé
par le traitement des personnes extérieures au groupe**

Quelles que soient les tentatives en interne de « démocratiser » et d'impliquer les mal-logés, l'encadrement s'impose aussi largement par le traitement dont le DAL fait l'objet de la part des pouvoirs publics et des médias.

Les pouvoirs publics (élus et responsables des municipalités, de l'État, des offices de HLM...) refusent souvent d'entendre directement les personnes concernées par des problèmes de logement. Quand ils acceptent (souvent sous la contrainte) de recevoir le DAL et de négocier, ils affirment systématiquement leur préférence pour une démocratie représentative et non directe.

Les militants concernés et *a fortiori* les familles ont du mal à être reçus, en l'absence des leaders connus car reconnus par les pouvoirs publics.

Fodé, membre du CA du DAL Paris, me raconte avec amertume l'échec subi, quelques jours plus tôt. Partis avec les familles de son ancien squat en délégation pour rencontrer le maire du 18^e, ils n'ont pas été reçus. « Le maire a dit qu'il ne voulait pas nous voir seuls mais avec des gens du DAL. J'ai sorti un autocollant DAL de ma poche. Je sors jamais sans. J'ai dit au maire, "mais je suis du DAL, j'ai déjà

été reçu quatre fois en délégation”. En fait, ce que le maire voulait, c’est qu’il y ait un Blanc avec nous. Je suis déjà monté quatre ou cinq fois en délégation, j’étais le seul noir à chaque fois, donc il me connaît, il peut pas me confondre avec un autre, il ne peut pas dire que deux Noirs ça se ressemble, il ne connaît que moi ! Mais il n’a pas voulu nous recevoir. » (entretien informel, juillet 1998).

Du côté du traitement médiatique, la tentative de démocratiser ne fonctionne guère mieux. Pour avoir le fin mot de la manière dont il faut interpréter une action (sens, portée, justifications, explications, revendications), les journalistes interrogent systématiquement les militants leaders (reconnaissables là aussi parce qu’ils sont blancs et parce qu’ils portent des signes de leur appartenance aux classes moyennes). Parce qu’ils sont supposés avoir pensé et mené l’action, parce qu’ils possèdent les mêmes catégories politiques d’entendement que les journalistes, ils peuvent délivrer rapidement l’information attendue par ceux-ci. Quand des journalistes interrogent pour des reportages un peu plus longs des personnes concernées par le mal logement, ils le font sur le registre du témoignage : « Racontez-nous votre situation », même quand il s’agit de leaders qui auraient pu tout autant leur tenir un discours plus général sur le mal-logement. Donc d’un côté, des personnes anonymes ou parlant en leur nom propre témoignent et de l’autre, des porte-parole publics et officiels d’un collectif délivrent l’interprétation politique de la souffrance sociale. L’effet est de plus cumulatif. Plus une personne est interrogée par les journalistes et donc connue par eux, plus elle est sollicitée, rendant difficile l’apparition d’autres porte-parole.

La logique d’instrumentalisation et de dépossession est donc produite aussi de l’extérieur. En dépit des tentatives militantes, variables selon les comités, mais réelles, la bipartition donnant aux uns la parole et la maîtrise du sens de l’action, et aux autres la présence muette et passive s’impose.

Un encadrement habilitant

Il faut aller au-delà pour éviter de tomber dans le travers misérabiliste (Grignon, Passeron, 1989). La domination n’est jamais absolue, et la soumission consentie et acceptée comme un

mal nécessaire, n'empêche pas les mal-logés d'une part de préserver leur quant à soi et d'autre part, de tirer tous les bénéfices de cet encadrement.

Une soumission tactique non aliénée

Donner des gages au collectif et aux injonctions militantes est en effet un excellent moyen de gagner sa participation au groupe et de faire valoir ainsi ses revendications personnelles. Les familles mal-logées ne fournissent alors que les gages minimum de loyauté sans adhérer à la croyance en la légitimité de la domination. Cette soumission tactique procure des ressources dans les négociations implicites menées avec des militants particuliers, sans que cela signifie l'intériorisation des cadres et des normes militantes, sans non plus que cela signe une remise de soi et une dépossession totale.

En montrant qu'ils sont prêts à payer de leur personne, en se rendant aux manifestations et aux actions décidées par les militants (même s'ils ne sont pas toujours convaincus du bien-fondé de celles-ci), ils gagnent ainsi une légitimité au regard des autres mal-logés, et peuvent voir leur demande impérieuse à un relogement, mieux reconnue et mieux défendue.

Qu'un « free-rider » (ou passager clandestin), ne cherchant qu'à profiter des avantages apportés par l'association, sans payer les coûts de l'action collective et de la présence aux réunions, vienne implorer les militants, et c'est l'ensemble du groupe qui le condamnera comme trop individualiste, sa stratégie étant repérée et jugée comme « scandaleuse » (Olson, 1978).

« Y en a qui viennent même pas aux actions, c'est pas juste ! » ; « Faut pas que vous aidiez ceux qui viennent pas régulièrement au DAL » ; « Faut pas que tu l'aides elle, t'as vu comment elle te traite ? Elle est pas venue pendant plus d'un an et elle revient comme ça, et tout lui est dû » (propos de mal-logés lors des AG).

Mais cette présence, acte minimal de loyauté ne leurre personne : prérequis à la défense de son cas personnel, elle n'est pas soumission sans distance critique, ni maintien d'un quant-à-soi.

M^{me} Traoré, rencontrée la veille d'une assemblée générale me demande : « Y a réunion demain ? » Comme je réponds par l'affirmative, elle reprend en éclatant de rire : « On va faire blablablablaba ? »

La présence aux actions est une « monnaie d'échange » dans la négociation avec les militants. Quelle que soit la violence perçue de l'extérieur, il y a affinité entre des situations d'encadrement drastiques et la demande d'une partie des mal-logés qui savent en tirer parti.

**Une soumission stratégique permettant l'efficacité :
la servitude volontaire**

Il y a plus. Imaginons qu'un comité appelle à une mobilisation pour soutenir une famille expulsée de son logement. Deux possibilités s'ouvrent aux militants pour appeler à la solidarité. L'appel à la solidarité sans contraintes tout d'abord : il s'agit de convaincre, de persuader qu'il faut aider et défendre la famille x, en n'utilisant que des arguments de raison. Respectueuse de la liberté et de la responsabilité individuelle, cette manière de procéder risque de conduire à une mobilisation relativement faible, ne touchant que les gens les plus politiquement sensibilisés et concernés d'une part, et ceux qui doivent le plus faire la preuve de leur loyauté auprès de l'association d'autre part (souvent les derniers arrivés). L'autre manière de procéder est un appel à la solidarité sous contrainte (« on prendra le nom des gens qui seront là et les autres on les défendra plus »). La mobilisation a de fortes chances d'être plus importante. La domination et l'instrumentalisation sont à première vue surtout du côté de cette deuxième option. Le paradoxe est toutefois que l'efficacité de court terme, c'est-à-dire l'obtention du relogement pour la famille expulsée, a de fortes chances d'être plus élevée dans ce deuxième cas.

Or, au bout du compte, si le « respect » conduit à l'inefficacité, le ressentiment des mal-logés risque d'être plus fort. Les mal-logés ne demandent en effet pas à devenir autonomes, responsables, libres, mais ils demandent à ne plus avoir de problème de logement. D'où leur préférence clairement affichée pour des militants coercitifs et structurants, qui plus que les « respecter », les « commandent » si c'est pour les conduire à la « victoire ».

Ainsi, en est-il de l'exemple d'un immeuble, squatté par plus de 50 ménages africains qui l'ont investi sans soutien associatif. Les squatters sont en 1998 sous la menace permanente d'une expulsion. Pour prévenir ce risque et préparer un relogement des habitants, plusieurs actions ont été menées avec le DAL : une action juridique dans laquelle l'avocat des familles accumule les procédures pour gagner du temps et obtenir des délais supplémentaires ; une action de lobbying, avec la sollicitation et la rencontre des principaux responsables du relogement.

La nécessité d'avoir un soutien large et de « montrer les dents » est assez largement entendue et partagée par les habitants, mais elle nécessite la participation du plus grand nombre pour être crédible. Or, les tiraillements entre familles sont très importants. Aucun leader, parmi les délégués (plus d'une dizaine) n'est parvenu à s'imposer, peut-être parce qu'aucun ne cumule à la fois les attributs de l'autorité traditionnelle (être un homme, âgé, d'une caste respectée, chef religieux, etc.) et les attributs modernes de la légitimité (connaissance des enjeux et des lois françaises, maîtrise des savoirs langagiers, juridiques et administratifs).

De cette solidarité de fait mais de l'impossibilité à initier eux-mêmes les actions collectives permettant de montrer leur mobilisation, nombre d'habitants, délégués ou pas, déduisent que ce travail de mobilisation doit revenir aux militants du comité de soutien et leur adressent très directement une demande d'encadrement.

Un homme que je ne connais pas vient m'aborder dans la cour : « il faut comprendre, il faut nous pousser. C'est notre propre intérêt mais nous, on n'est pas capables tout seul de nous défendre. Il faut comprendre qu'au 142, y a toute l'Afrique : des Guinéens, des Maliens, des Sénégalais... Chacun se gonfle un peu, se considère comme plus fort que les autres. » Il me parle en termes imagés de cet orgueil continuel qui attise les difficultés. « Je ne suis pas délégué, je ne suis rien, je suis simple citoyen [mot utilisé !]. Il faut que vous nous aidiez à dépasser ça, que vous nous montriez qu'on est tous dans le même « plat », qu'il n'y en a pas un au-dessus des autres. Faut expliquer à chacun que si un seul se met à essayer de porter quelque chose, il n'y arrive pas, mais si tout le monde se met ensemble, on y arrive. Faut arriver

à faire comprendre ça aux gens. » Je lui demande comment il faut faire. Il me dit : « Il faut que ça soit vous qui décidez que tel jour on va manifester ou tel jour on va faire ça. Pour l'instant, on est tous chacun à attendre soit les CRS, soit le logement, comme si ça allait tomber du ciel. Chacun attend ça. Il faut que ce soit le comité de soutien qui dise quoi faire. »

La demande explicite d'une organisation « de l'extérieur » est ici formulée âprement. Les habitants demandent aux militants d'endosser le leadership dans l'organisation des actions, et de plus, d'assortir leurs injonctions d'une forte dose de coercition, afin de forcer l'ensemble du groupe à se mobiliser. La domination est acceptée, voire recherchée par les mal-logés dans la mesure où l'encadrement militant est aussi une condition de l'efficacité de l'action, un gage de réussite de l'entreprise (obtenir un logement social). En ce sens, les mal-logés ont des tactiques parfaitement rationnelles par rapport à leurs objectifs et un intérêt pratique à se couler dans les formes et les normes imposées par les militants du DAL exigeant le détour par le collectif. La remise de soi et l'acceptation de la brutalité militante ne sont pas alors hétéronomie profonde mais manière d'instrumentalisation des militants. Entre « se taire » et « être parlées », les familles présentes au DAL choisissent la deuxième option, condition d'un accroissement de leurs chances d'être entendues⁹.

L'encadrement est comme toujours contraignant et habilitant, qu'il soit le fait des militants ou d'autres : il apporte des ressources même s'il est aussi source de domination. La particularité de l'encadrement militant au DAL est qu'il fait une large part à des rapports sociaux rudes où bousculer, insulter, vociférer n'est pas proscrit comme dans d'autres lieux fonctionnellement proches, comme le travail social.

La position intellectuelle et morale ici défendue a été de traiter les militants et leurs actions de manière équivalente à d'autres

.....

9. « Les individus – et cela d'autant plus qu'ils sont plus démunis – ne peuvent se constituer (ou être constitués) en tant que groupe, c'est-à-dire en tant que force capable de se faire entendre et de parler et d'être écoutée, qu'en se déposant au profit d'un porte-parole. » (Bourdieu, 1984)

agents de l'encadrement des classes populaires (Mauger, 2001) : de ne pas prêter aux militants défendant les dominés un surcroît d'humanité, sous prétexte que la cause qu'ils défendent est noble et qu'ils ont grand mérite à la défendre¹⁰.

Bibliographie

- Bizeul, 2003, *Avec ceux du FN, un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte.
- Bourdieu Pierre, 1984, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53 : 49-55.
- Clastres Pierre, 1974, *La société contre l'État*, Paris, Minuit.
- Grignon Claude et Passeron Jean-Claude, 1989, *Le Savant et le populaire, misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil-Gallimard.
- Havard Duclos Bénédicte, 2002, « Entre philanthropie et syndicalisme. Militants et mal-logés de l'association Droit au Logement », thèse pour le doctorat, université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines.
- La Boétie Étienne, 2002 (1549), *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Payot.
- Lechien Marie-Hélène, 2002, « Pratiques humanistes : engagements militants et investissements professionnels : trois études de cas », thèse pour le doctorat, EHESS, Paris.
- Matonti Frédérique et Poupeau Franck, 2004, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5-155 : 4-11.
- Mauger Gérard, 2001, « Précarisation et nouvelles formes d'encadrement des classes populaires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1-136 : 3-4.
- Péchu Cécile, 2006, *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz.
- Offerlé Michel, 1994, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien.
- Olson Mancur, 1978, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF.

.....

10. Ou à l'inverse de leur dénier toute forme d'humanité parce qu'ils seraient au plus loin des convictions ordinaires et des affinités d'un sociologue (Bizeul, 2003 : 33).

Troisième partie

Éthique et outils d'enquête en terrains difficiles

Les questions méthodologiques utilisées pour aborder les publics sous-prolétaires ne sont pas dissociables des analyses structurales relatives aux productions de la domination extrême. « Terrains difficiles » fait résonner de façon pratique le cadre théorique dans la mesure où le corps du chercheur est un analyseur des logiques pratiques de ce public face à un « dominant ». Sans verser justement dans une apologie du misérabilisme, les auteurs parviennent à montrer, notamment à travers leur propre implication physique sur le terrain, les formes de résistance et d'adaptation que déploient ces populations. En effet, le corps du chercheur vérifie expérimentalement cette distance au monde « normé » qui appelle simultanément et variablement démissions et agressions, dissidences et confrontations. Parler d'écrasement des plus dominés quand le chercheur manque de se faire tuer, dépouiller ou manipuler n'est pas le moindre des paradoxes. Même dans les camps, la survie contient la résistance aussi indissociablement que l'esclave recherche – au moins mentalement – la fuite ou l'homme torturé éprouve le ressenti de vengeance.

Pour autant, chacun sait qu'approcher les plus dominés est loin d'être facile. Le chercheur dérange, et il dérange avant tout les pouvoirs qui ont la mainmise sur le public. Dans le brouillage délibéré des productions diverses, journalistiques, technocratico-expertes, se joue en fait le brouillage du sujet même qui nous occupe. Tout ceci fait plus du « bruit » qu'autre chose et permet au passage d'escamoter l'essentiel c'est-à-dire la vaste entreprise de contrôle

de l'information et des données sur la question à laquelle œuvrent avec patience tant les politiques que les intervenants de ce marché de la pauvreté : de fait, à la question essentielle « que deviennent les SDF ? », nul n'est en mesure de répondre. Nous n'avons aucune statistique ni sur la réinsertion ni sur la mortalité qui sont les deux seules portes de sortie de la situation des sans-abri, alors que depuis presque 20 ans maintenant ces « nouveaux pauvres » existent et que des financements publics et privés sont investis dans l'« urgence sociale » et la réinsertion. Il faut s'interroger sur l'ambiguïté – si ce n'est sur la duplicité – manifeste de l'INSEE, organisme d'État (et donc aux ordres de ce dernier : on l'a vu différer pour après les élections la livraison des statistiques du chômage), dont l'incapacité récurrente à définir un item SDF devient inquiétante. Or sans item SDF de l'INSEE, l'INSERM (qui traite de la mortalité de notre population) ne peut avancer sur ce point. On comprend mieux alors pourquoi les « difficultés techniques » auxquelles se heurte l'INSEE pour définir cet item SDF restent insurmontables. Il faut s'interroger sur le rôle de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales), payée sur fonds publics pour, semble-t-il, rendre plus opaque encore les dérives du « marché de la pauvreté » (la liste de ses rapports n'est pas communicable au public et la majorité de ceux-ci sont réservés au seul ministre) alors que son obligation de transparence envers le contribuable qui la finance semblerait pertinente. Il faut s'interroger sur le ministère de l'Intérieur qui, via l'Institut médico-légal de Paris qui lui est assujéti, possède les chiffres de la mortalité des SDF mais ne les communique point, comme si le décès de quelques centaines de personnes par an relevait d'un « secret défense » sans commune mesure avec son objet.

Plus généralement, l'accès au terrain est souvent bloqué par le rôle de censure assurée par les associations caritatives et humanitaires qui bloquent souvent l'accès aux populations captives ou qui n'acceptent le chercheur, comme le révèle précisément la contribution de Véronique Chesneaux, qu'affublé du rôle de bénévole ou d'expert formel ou informel. En présentant le cas de l'accès au public des femmes prostituées, l'auteure a le courage de développer l'idée selon laquelle, très souvent, les chercheurs délimitent leur terrain en fonction de ce que les associations leur concèdent comme place. Pour avoir travaillé pendant presque 10 ans avec Emmaüs, nous savons

que notre présence n'a été tolérée que dans le cadre de missions de conseil, de formation du personnel, d'écoute des travailleurs sociaux, d'accompagnement dans les missions de prévention. C'est à ce prix que nous avons pu avoir accès aux Centres d'hébergement d'urgence. Et il a suffi de vouloir réfléchir avec quelques travailleurs sociaux aux impasses pratiques dans lesquelles ces derniers se trouvaient dans leurs missions d'accompagnement des SDF pour que la direction nous convoque et nous somme d'arrêter cette démarche « séditeuse », avant de nous faire comprendre que le temps de la collaboration avait cessé. La recherche sur les CHU n'a pu être accomplie que moyennant un accès détourné aux cahiers de liaison des permanents de nuit qui assument pourtant une délégation de service public. Que ce soient les organisations humanitaires ou les associations caritatives, la présence du chercheur est d'entrée de jeu affectée par le soupçon, ce qui révèle une image bien différente de celle qui est véhiculée dans les médias, à grand renfort d'articles de journalistes dont la duplicité ou l'ignorance n'ont d'égale que la propension du lecteur à trouver leurs dirigeants fort sympathiques, que ce soit la figure « populaire » d'un Abbé Pierre ou celle d'un Pierre Kouchner, lesquels de ce fait ne peuvent que s'occuper généreusement des plus mal lotis. Et il faut faire du terrain pour apprendre, contre le sens commun dominant, que nombreux sont les sous-prolétaires qui détestent l'Abbé Pierre, affublé du titre de voleur du métier de biffin. Les compagnons et les chiffonniers d'Emmaüs ont contribué à faire disparaître, selon les plus anciens, le métier de biffin, prolétaire libre dûment patenté en préfecture de police. Les associations caritatives, immergées comme toute entreprise, dans une logique de captation des ressources et de marketing de la compétence en vue de les fidéliser, voient d'un mauvais œil la venue d'un chercheur qui, forcément, observe que ces faisant fonction de travailleurs sociaux sont faiblement compétents pour gérer la bouteille ou les rixes, quand ce n'est pas tout simplement une relation d'humanité sans corruption avec les entrants.

Le terrain est aussi difficile, cette fois-ci du côté des dominés, méfiant à l'égard d'un chercheur aligné sur les rôles de contrôle social qui sont souvent les seuls que ces populations connaissent (salariés et bénévoles des associations caritatives, éducateurs de rue, assistantes sociales, policiers, conseillères en économie sociale et

familiale, psychologues...). Il arrive souvent que l'enquêteur soit pris pour un enquêteur social voire un policier, le terme étant à lui seul déjà équivoque. « Prostituées » sous dépendance, « dealers » inquiétés dans leurs trafics, « toxicomanes » en manque qui doivent voler pour s'approvisionner, groupes de SDF qui subissent le nettoyage social quotidien, voient le chercheur comme une menace ou une proie. Quand on va voir des personnes agressées par les épreuves de la domination, il faut à la fois conquérir sa place auprès de personnes qui se défendent contre une intrusion supplémentaire et, aussi, supporter le choc de ce que C. Lanzarini appelle « un autre monde » (1998).

Dans l'esprit du séminaire, nous avons été particulièrement sensibles aux efforts de chercheurs s'inscrivant dans la logique de la socioanalyse par rapport à ces deux faces de la gestion du terrain. Sylvain Aquatias synthétise ses années de recherches menées auprès des jeunes des cités reléguées, ces territoires qui donnent à voir topographiquement l'existence des classes sociales (cités HLM, cités de transit, bidonvilles, *favelas*, slums, skid rows, barrios, ghettos), même si ces espaces, entre « normalité » urbaine et quartier marginal, sont forcément en inter-relation, notamment comme zone de transition (Zorbaugh [1929] 1983 : 128 ; Pétonnet 1979 ; Giamo 1989). Par ailleurs, les « mots de la stigmatisation urbaine » (Depaule 2006) eux aussi font l'objet d'une construction sociale à laquelle participent aussi les chercheurs en se polarisant sur ces « terrains » (Valladares 2006). La manière dont les travaux des sociologues sont restitués dans les médias, comme la manière de faire le terrain, à savoir de venir, de rester et surtout de partir, contribuent largement à transformer les possibilités de travailler sur ces lieux de relégation. Le chercheur est pris dans ces jeux de réputation, dans les images identitaires qu'il contribue à modifier en fonction de sa manière de concevoir son « terrain » et d'être en lien avec ceux qu'il a appelés à l'être avec lui. Loin d'être un support invariable d'investigation, le territoire est une terre humaine et ce que le chercheur engage est une mise symbolique lourde qui participe soit au renforcement des mécanismes de ségrégation, soit à leur remise en cause.

De la même manière que nous avons pu identifier des phénomènes de violence symbolique dans le recours à l'entretien

semi-directif auprès des sous-prolétaires à la rue (Bruneteaux & Lanzarini 1998), le déplacement du chercheur dans les zones marginalisées prêle à conséquence quand il ne fait pas l'objet d'une sociologie serrée des méthodes sociologiques d'observation et plus généralement de co-présence afin, au minimum, de ne pas aggraver la situation.

Daniel Terrolle, dans son expérience personnelle de la recherche sur la mort des SDF à Paris, témoigne que lorsqu'il a pris conscience que la mort était leur principale réinsertion, il lui a été impossible de les questionner directement à ce sujet : « J'ai biaisé en écoutant ce qu'ils en disaient à ce propos lors d'un décès des leurs, en analysant ce qu'ils en signifiaient lors d'ateliers d'écriture, mais je n'ai jamais pu ouvertement leur demander « Et, la mort ? Qu'est-ce que cela signifie pour vous ? » Cette question a-t-elle déjà un sens pour qui que ce soit d'ailleurs et à plus forte raison pour quelqu'un qui vit cela dans sa décomposition quotidienne ? J'avais le sentiment que la violence de ce type d'interrogation directe avait quelque chose d'obscène de ma part, alors que j'échappais, par ma socialisation et mon statut, au vécu mortifère quotidien qui était le leur. Les renvoyer ainsi à l'évidence qui les engloutissait, sans leur offrir les moyens d'y faire face, ou sans leur offrir les moyens d'y échapper, m'aurait été odieux. Quant à les accompagner jusqu'à leur fin ultime cela ne semblait relever ni de ma compétence ni de mes choix personnels. Il me manquait la foi du croyant et la résignation de la compassion pour en arriver là. Il me semblait que comme chercheur je leur devais autre chose que cela en rendant compte de leur réel et en interrogeant le silence institutionnel qui, finalement, leur servait de linceul. »

Il est indispensable de souligner que l'étude des plus démunis place toujours le chercheur dans une position difficile si ce n'est périlleuse. Les liens qu'il noue mettent en question son équilibre personnel, tant la perte y est inscrite en permanence et le deuil chronique. De plus, il reste toujours confronté à la question de sa position en retrait, indispensable pour construire son objet mais difficile à tenir tant elle est mise en cause par l'impulsion de son engagement personnel auprès de tel ou tel (rarement tenable dans la durée) et militant (limité par les contraintes trop étroites du jeu humanitaire ou politique). Bien des jeunes chercheurs s'y brisent

attestant par là la pertinence de la remarque de C. Pétonnet qui me confiait que « contrairement à ce que l'on croit, l'étude des plus démunis relève de chercheurs confirmés et non de débutants tant elle est difficile à mener ». De fait, pour tout ce que nous venons d'évoquer, débiter dans ce champ est une école redoutable pour le doctorant. C'est pourquoi ce séminaire s'offre pour en parler et briser ainsi le silence et la solitude qui accompagnent trop souvent le jeune chercheur dans ses cheminements décourageants et semés d'embûches. Dévoiler cela n'est que rendre justice aux situations difficiles que nous tentons tous de gérer au mieux tout en acceptant qu'elles nous marquent. C'est aussi en cela, d'ailleurs, que nos sciences sont dites humaines et que nous ne revenons jamais indemnes et identiques du « terrain » et de ses enseignements.

Si le chercheur est souvent pris pour un policier ou, au mieux un éducateur (P. Bourgois, V. Rochais, S. Aquatias), quand il est progressivement accepté, le plus dur est de savoir comment partir. Cette inversion paradoxale découle de la même logique : ce qui détermine, au départ, une prudence de préservation du faible se prolonge par la suite en tentatives de maintien de liens (Bruneteaux 2007) à toutes fins utiles. Dans cette logique, partir, c'est trahir puisque c'est objectivement faire perdre des ressources au milieu. Du coup, pour se dédouaner, les chercheurs deviennent bénévoles ou tentent « d'apporter en retour quelque chose à la communauté » (Bourgois, *op. cit.*, : 78). La réflexion, amorcée sur les pratiques du terrain, nous mène finalement vers des questions éthiques, des questions liées à la recherche en science sociale auprès d'humains. C'est sans doute de manière inavouée dans sa prétention à demeurer humain que l'ethnographe se lie à vie avec l'un de ses informateurs, comme le montre clairement P. Bourgois, L. Wacquant ou P. Bruneteaux.

Le séminaire a aussi été l'occasion de réfléchir, dans le sillage de postures extrêmes comme celle de P. Bourgois à *East Harlem* ou de L. Wacquant dans le *South Side*, à la notion d'expérience limite. S'interroger sur les zones limites renvoie de près ou de loin à la question des risques physiques (femme ethnographe travaillant de nuit auprès d'un groupe d'hommes SDF ou squatteurs, chercheur circulant auprès de groupes recourant à la violence physique...). Mais, dans les contributions recueillies, l'expérience limite procède d'un rapport à l'objet où il s'agit plus d'une défaillance possible du

chercheur « trop sollicité » que d'un risque d'agression à proprement parler.

Nous avons voulu donner la parole à des chercheurs qui ont effectué un travail de terrain difficile ou dont la démarche témoigne une originalité marquée : dans la profondeur de l'autoanalyse, comme il nous semble que cela est le cas avec la contribution de la psychologue clinicienne Karine Boinot, qui devrait susciter des réflexions épistémologiques chez les chercheurs en science sociale ; dans les risques sanitaires encourus et les risques juridiques : fumer la nuit avec les jeunes et participer à des illégalismes comme ce fut le cas dans le travail d'enquête mené par Sylvain Aquatias auprès des fractions les plus déscolarisées des jeunes des cités populaires ; dans le rapport de proximité dramatique à l'objet : côtoyer des personnes clochardisées qui meurent autour de soi, place le savant dans une situation extrême pouvant affecter durement sa santé mentale (nous taisons bien sûr le nom du chercheur du groupe d'intervenants qui a traversé cette épreuve) ; ou travailler auprès d'enfants en Afrique pour une chercheuse qui, finalement, ne pourra poursuivre son travail d'objectivation auprès d'enfants pauvres et orphelins de parents morts du sida, atteints la plupart du temps eux-mêmes du sida...

Les risques psychiques et les souffrances des chercheurs, sans accompagnement dans le milieu académique, sont pourtant bien présents (Céfaï & Amiraux 2002) : culpabilité de ne pas subir les rigueurs de la survie en rentrant chez soi après le terrain ou de se sentir traître au moment de la fin de l'enquête, visibilité de la souffrance des autres lorsque la mort est vécue au quotidien dans la relation d'enquêteur à enquêté, liens affectifs noués à la faveur du partage d'un temps long, à la faveur d'une immersion sur un terrain ethnographique qui suppose une durée « anormalement » longue.

Enfin, l'expérience limite peut renvoyer à la quasi-impossibilité de faire usage des supports minimaux de la recherche. Outre la difficulté d'accéder au terrain, la recherche menée auprès de prisonniers convoque le chercheur sur la scène des souffrances endurées par les personnes enfermées. Les perturbations mentales sont lourdes, associées à la prise de médicaments afin de neutraliser les réactions agressives. Comme avec un public de « SDF » ou de « toxicomanes », il est difficile de mener des entretiens « semi-directifs » qui manquent d'humanité et refroidissent une relation déjà

passablement affectée par le cadre où se déroule l'enquête. Comme l'expose Magali Boumaza, les détenus des prisons, sous-prolétaires des prélèvements directs à usages privé (« délinquance ») sont punis et de ce fait, le chercheur ne peut en aucune manière apporter du matériel qui pourrait être détourné de sa vocation première. Si cette prévention peut s'avérer plausible pour ce qui concerne les appareils audio d'enregistrement, on comprend déjà plus difficilement la raison pour laquelle il est interdit de prendre des notes. Les entretiens menés auprès de femmes issues pour la plupart de milieux les plus défavorisés sont donc parcellaires, la restitution des conversations ne pouvant donner qu'un aperçu sommaire de conversations complexes où, de toutes les manières, les raisonnements précis des acteurs sont perdus. On peut se demander, à bon droit, si cette procédure ne procède pas d'une volonté punitive supplémentaire, comme si toute forme d'humanité s'apparentait à une libération conditionnelle.

La question du terrain pose simultanément celle des outils du terrain. Au-delà de la traditionnelle observation, et de ses déclinaisons, il peut être utile, mais aussi dérangeant, d'explorer d'autres pratiques de l'ethnographie. Après Jean Rouch, il est clair que, en dépit de l'usage répandu et souvent remarquable de l'outil audiovisuel par les journalistes, l'approche iconographique participe encore peu à la construction de l'objet scientifique. Il s'agit, en particulier dans le sillage de P. Bourgois et J. Schonberg, de s'ouvrir à de nouveaux outils et de nouvelles méthodologies (quelle iconographie ou quel support audiovisuel ?) tout en se questionnant sur ce qu'elles font subir aux personnes ainsi objectivées. On s'interrogera sur le fait que l'ethnographie concerne presque exclusivement les populations pauvres. Terrains auprès des jeunes des cités, des SDF, des homosexuels, des gens en bidonvilles, qui n'ont pas d'équivalents dans le monde des banquiers, des diplomates, des cabinets ministériels. Ce thème vise ainsi à interroger le terrain et les outils de l'objectivation en croisant pertinence scientifique et cadre éthique. Que signifie objectiver des êtres en situation de survie pour les « besoins » de l'enquête ? Pourquoi les plus dominés – si on laisse de côté la presse people – sont-ils si facilement photographiés, notamment par des photographes professionnels ? Comment chaque chercheur vit-il cette relation inégalitaire ? Quels scrupules

nous poussent à entrer dans l'engagement ou le militantisme afin d'être « utile » ou de laisser un « contre-don » ? Quels effets sur l'enquête cette participation sociale « débordante » exercent-ils ? Observation cachée, entretiens informels, mémorisation sans prise de notes, double jeu entre le bénévole et le scientifique, dons divers sont des postures fréquentes qui interrogent le cadre éthique de la relation dite « scientifique », sans parler du recours parfois aux techniques du marketing (entretien acheté). Transparence ou non-transparence ? Quels sont les dégradés de la dissimulation et du mensonge, de la fabrication d'un rôle et d'une manipulation des personnes ?

La question éthique de la violence du prélèvement scientifique de l'information nous a conduits à nous interroger sur des outils encore plus formalisés de la prise de sens : si la prise de son pose problème, la prise d'images semble être jalonnée de problèmes plus lourds encore. Que font les anthropologues audiovisuels lorsqu'ils vont filmer les pauvres ? En quoi l'image nous restitue-t-elle une réalité différente que la restitution écrite manquerait ? Une image peut-elle être construite comme un concept ? Comment l'image s'articule-t-elle avec le texte ? Qu'est-ce que le chercheur s'autorise à filmer ? Pourquoi l'image est-elle plus voyeuriste ? Qu'est-ce que l'on s'autorise à faire et à ne pas faire ? (l'iconographie et l'éthique dans l'objectivation, avec par exemple : prendre en photo un SDF en train de déféquer entre deux voitures). Dans quelle mesure le documentaire des journalistes s'éloigne-t-il de l'anthropologie audiovisuelle ? Dans quelle mesure le cinéma fictionnel pourrait-il contribuer, lui aussi, à alimenter le débat scientifique ?

Éthique et objectivation se retrouvent au centre de nos questionnements sur l'image, qu'elle soit immobile et arrêtée dans le temps avec la photographie ou qu'elle soit animée et déployée dans une durée avec le cinéma. Dit autrement, comment est-il possible de donner à voir et à comprendre à travers ces usages différents de l'image ? Cependant, au-delà, se poseront d'autres questions relatives à leurs emplois lors de terrains consacrés aux plus démunis. Le refus de se laisser photographier c'est-à-dire de laisser capter une « mauvaise image de soi » dont on ne contrôlerait plus la destination, reste souvent le point de butée sur lequel achoppent ces usages dans l'enquête. Les personnes les plus cassées refusent généralement

toute médiatisation potentielle de leur situation à travers l'image car elles redoutent d'être reconnues par leur famille dans l'état qui est devenu le leur. Si le chercheur respecte ce refus, il est cependant amené à le contourner tout en respectant l'anonymat des personnes pour témoigner des postures et des lieux. Même dans cette option où il choisira des sujets enfouis sous des vêtements ou des couvertures ou de dos ou encore de loin, il n'échappera pas à la question éthique que pose l'objectivation photographique : sa photographie sera élaborée avec des choix de cadrage, d'exposition, de lumière qui offriront une construction, une interprétation du réel et jamais le réel lui-même. Cependant, il peut, dans la relation d'enquête, faire accepter l'usage de la photographie dans le cadre d'un protocole précis auquel il se tient et auquel la personne accepte de participer (et peut même, dans l'après-coup du développement et du tirage, au vu de la photographie elle-même, revenir ou pas sur sa décision) : c'est ainsi qu'a procédé Olivier Pasquiers (Pasquiers 1997), photographe du Bar Floréal, pour réaliser le portfolio « Serge, Denise, François... » pour Les Compagnons de la nuit, en choisissant de photographier des éléments de portraits de divers « SDF », sans rechercher à tout prix à visibiliser les stigmates laissés par la vie à la rue. Pour Florent Marcie (Marcie, 1995), réalisateur du film documentaire « La tribu du tunnel », le tournage sur le terrain n'a pu se réaliser qu'au prix de la construction d'une relation interpersonnelle avec les occupants du lieu qui fut longue et chaleureuse et qui se poursuivit d'ailleurs bien après la réalisation, pendant plusieurs années. Ainsi, il a pu tourner le quotidien de ces personnes et divers éléments de leur vie d'alors en faisant « oublier » la présence de la caméra. Même s'il a effectué des choix de montage, en coupant les scènes de violences internes finalement fréquentes, le film témoigne du moment provisoire de cette petite communauté d'hommes bien organisés et souvent solidaires dans la gestion de leur squat d'un tunnel de la petite couronne ferroviaire de Paris. Mais ce sont là des œuvres de professionnels de l'image. Pour le chercheur en sciences humaines le recours à la photographie, lors de l'enquête de terrain, et l'usage qu'il est amené à faire des photographies en relation avec son écriture de l'ethnographie posent d'autres problèmes (Conord, 2007). La contribution de Yann Benoist atteste de la difficulté à banaliser le recours à cet outil d'objectivation. Le refus de valider

épistémologiquement la photographie n'est pas étranger à la profondeur des liens tissés avec les sous-prolétaires clochardisés subissant une forte violence institutionnelle dans le centre d'hébergement d'urgence public dénommé de manière euphémisée le CHAPSA de Nanterre, le Centre d'hébergement et d'accueil des personnes sans-abri. Outre la posture de voyeuriste, l'ethnographe complice des enquêtés, à la manière de Goffman rappelant que ce parti pris a au moins le mérite de contrebalancer la toute-puissance du point de vue des médecins, ne peut sans risque recourir à un appareillage qui n'est pas sans rappeler les outils du médecin psychiatre, lequel est fortement présent au CHAPSA.

Enfin, il est important de prendre conscience de la manière dont les nouvelles technologies comme Internet ouvrent la voie à une ethnographie à distance d'où la relation d'enquête n'est point exclue. Comment se mènent ces nouveaux terrains et se construisent ces nouveaux objets (Marpsat, Vanderburg, 2004) ? Dans sa contribution, Maryse Marpsat reconstitue le fil de sa démarche, où le hasard de la découverte du site internet de ce SDF atypique cède le pas progressivement au recours à des méthodes complémentaires associant le lien « postal » par email à des échanges ethnographiques à Honolulu, suite à une interconnaissance qui s'est nouée au fil du temps sur un mode virtuel. Comment l'éthique et l'objectivation s'élaborent-elles tant au travers de ces échanges particuliers qu'à l'occasion de rencontres ultérieures *in situ* ? Il s'agira là d'explorer un versant de cette zone frontière, épistémologique celle-là, de la pratique du terrain avec un « SDF » par vocation fuyant New York pour Honolulu.

Bibliographie

- Bourgois P., 2001, *En quête de respect*, Paris, (trad.) Seuil.
- Bruneteaux P., février 2007, « Les politiques de l'urgence à l'épreuve d'une ethnobiographie d'un SDF », *Revue française de science politique*, vol. 57, p. 47-67.
- Cefai D. & Amiraux V., 2002, « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales », *Cultures et Conflits*, L'Harmattan.
- Connord S., 2007, « Usages et fonctions de la photographie », *Ethnologie française*, 1, « Arrêt sur images. Photographie et anthropologie » : 11-22.

- Giamo B., 1989, *On the Bowery. Confronting Homelessness in American Society*, Iowa, University of Iowa Press.
- Lanzarini C., mars 1998, « Un autre monde. Situations extrêmes et tactiques de survie des sous-prolétaires à la rue », thèse de sociologie, université Paris VIII.
- Marpsat M. & A. Vanderburg, 2004, *Le monde d'Albert la panthère*, Paris, Bréal.
- Pettonnet C., 1988, « Le prolétariat, enjeu sociologique et terrain ethnologique », *Ethnologie française*, XVIII, 2, p. 166-168.
- Pettonnet C., 1979, *On est tous dans le brouillard*, Paris, Galilée.
- Zorgaugh H.W., [1929] 1983, *The Gold Coast and the Slum. A sociological Study of Chicago's Near North Side*, Chicago, University of Chicago Press.
- Valladares L., 2006, *La favela d'un siècle à l'autre*, Paris, Éditions de la MSH.
- Pasquiers O., 1997, « Serge, Denise, François... », Le Bar Floréal Éditions.
- Marcie F., 1995, « La tribu du tunnel », 49', distribution : Amor line, Images de la culture (CNC).

Ethnographie, objectivation et image

Photographier les SDF et sortir des clichés

YANN BENOIST¹

L'objectivité et les aspects éthiques qui y sont liés sont des questions importantes en anthropologie. Certains chercheurs se questionnent sur l'impact de ces problèmes dans leurs travaux. C'est notamment le cas de Georges Devereux² et de Collin Turnbull³ qui dissertent sur l'objectivité dans leur méthodologie. C'est également le cas de John Arundel Barnes⁴ qui évoque les dangers des dérives induites par son enquête. Mais, les biais liés au chercheur sont souvent peu explicités lors de la restitution et de l'analyse des données. Pourtant, ces problèmes sont au cœur de toute enquête ethnographique.

Certes, leur impact est variable en fonction des caractéristiques du terrain. Plus le sujet d'enquête va être « sensible » et le terrain émotionnellement difficile pour le chercheur, plus ce dernier courra le risque de se voir accuser de subjectivité et de manquement à l'éthique. C'est le cas lors des ethnographies de l'extrême pauvreté qui font

.....

1. Docteur en sociologie à Paris V René-Descartes.
2. Devereux G., *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Aubier, 1980.
3. Turnbull C., Les Iks, *Survivre par la cruauté*, Paris, Plon, coll. « Terre humaine poche », 1987.
4. Barnes J. A., « Problèmes éthiques et politiques. L'enquête en contexte colonial vue par un anthropologue de Rhodes Livingstone institute », in Cefai D. (présentés et commentés par), *L'enquête de terrain*, Paris, coll. « Recherche », Bibliothèque du MAUSS, La Découverte, 2003, p 167-181.

partie de ces enquêtes « difficiles ». Stéphane Rullac⁵ s'est attiré les critiques du SAMU social⁶ (association humanitaire) qui a jugé son approche peu conforme à l'éthique lorsqu'il s'est servi de son statut de travailleur social pour mener à bien sa recherche. Emmanuel Soutrenon pointe les limites des thèses de Patrick Declerck⁷ qui, selon lui, doivent plus aux prénotions de leur auteur qu'à l'analyse anthropologique⁸. Lors d'un séminaire où je mettais en doute la validité des diagnostics de « psychoses » établis au sujet de certains SDF⁹, les psychologues¹⁰ et psychiatres présents m'ont reproché un prétendu « manque d'objectivité et de distance ». Ce type de terrain provoque de fortes réactions affectives chez les chercheurs et chez les récepteurs de l'enquête. Ces affects sont souvent à l'origine des critiques.

Les méthodes d'investigation sont également une variable modulant le poids de l'objectivité. Ainsi, l'observation participante induit-elle une grande implication du chercheur qui peut rapidement se voir reprocher sa proximité avec son sujet. Les méthodes d'enquête plus récentes et plus alternatives ne peuvent échapper à ces questions. Durant une enquête au CHAPSA¹¹, le centre d'hébergement d'urgence de Nanterre (92), j'ai utilisé la photographie. Or, l'emploi de cet outil soulève aussi des problèmes d'objectivation. À cet égard, Albert Piette fait remarquer que la photographie est peu valorisée dans les sciences humaines et s'interroge sur les raisons de « cette négligence de nos sciences sociales » : « Méfiance ou fausse pudeur devant l'image considérée comme trop proche de l'expérience et trop imprégnée de subjectivité ?¹² » En posant des problè-

.....

5. Cf. par exemple, Rullac S., *L'urgence de la misère : SDF et SAMU social*, Paris, Les quatre chemins, 2004.
6. SAMU social : Service d'assistance médicale urgente.
7. Declerck P., *Les naufragés, avec les clochards de Paris*, Paris, Plon, coll. « Terre humaine poche », 2001.
8. Soutrenon E., « Offrons-leur l'asile ! Critique d'une représentation des clochards en "naufragés" ! », Lille, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/3, p. 88-115.
9. SDF : Sans domicile fixe.
10. Benoist Y., « Cancer et grande pauvreté », communication durant le séminaire d'ouverture du canceropole d'île de France axe 7 : « Recherche en sciences humaines et sociales », Paris, 24 avril 2007.
11. CHAPSA : Centre d'hébergement et d'aide aux personnes sans-abri.
12. Piette A., « La photographie comme mode de connaissance anthropologique », in *Terrain* n° 18 – Le corps en morceaux, mars 1992, [en ligne], mis en ligne le 21 juillet 2005. URL : <http://terrain.revues.org/document3039.html>.

mes d'objectivité, la photographie soulève inmanquablement des questions d'éthique relatives à sa valeur scientifique et aux impacts de sa diffusion. Cette question se pose avec encore plus de force dans le domaine de l'extrême pauvreté. En effet, les clichés pris au CHAPSA sont parfois susceptibles de porter atteinte à la dignité des personnes photographiées.

En utilisant l'exemple de l'enquête au CHAPSA, je m'interrogerai, dans un premier temps, sur la possibilité et l'opportunité d'objectiver les données issues d'un terrain « sensible », d'abord de manière générale puis dans le cas de la photographie. Dans un second temps, je m'intéresserai aux implications éthiques de la photographie. Enfin, je chercherai à déterminer dans quelle mesure le recours à l'image peut aider l'ethnographe sur ce type de terrain. Je tenterai alors de montrer comment elle peut aider à élaborer une démarche réflexive.

De l'objectivité sur un terrain « sensible »

Un terrain d'enquête... et de souffrance

L'enquête qui fait l'objet de cette intervention s'est déroulée de mars à septembre 2005 puis du mois de juin 2006 au mois de mars 2007, au CHAPSA du CASH¹³ de Nanterre (92) et dans la rue, à Paris. Chaque soir, le CHAPSA accueille plus de 200 personnes sans domicile, venant, pour la plupart de Paris. Contrairement aux autres centres d'hébergement d'urgence, il ne limite pas le nombre de nuits durant lesquelles un même usager peut dormir. En outre, il intègre une antenne médicale et un SSIAD¹⁴. L'approche fut exclusivement qualitative. Je n'ai ni eu recours à des questionnaires ni recueilli de données statistiques. Grâce à l'observation directe, je notais les différentes étapes de la prise en charge médicale des SDF, les interactions entre les différents acteurs, praticiens et usagers, praticiens entre eux et usagers entre eux. L'observation participante fut très largement utilisée. Ainsi, il m'est arrivé d'assister des membres du personnel dans leurs tâches ou de partager une partie de la vie des usagers au foyer et dans la rue. Dans toutes

.....

13. CASH : Centre d'accueil et de soins hospitaliers.

14. SSIAD : Service de soins infirmiers à domicile.

ces situations d'enquête, je mis un point d'honneur à ne rien dissimuler, qu'il s'agisse de mon statut de chercheur ou de mes moyens et de mes buts. Quelques entretiens semi-directifs furent menés, mais la plupart des entretiens étaient non directifs ou informels et inclus dans l'observation participante. La photographie prit, au fil du temps, une place de plus en plus importante. Les premiers clichés furent effectués avec un appareil photographique numérique de petite taille (une dizaine de centimètres de hauteur et de largeur). Les prises de vue exigeaient une grande précaution. Même si l'accord des sujets était, la plupart du temps un préalable, il fallait se montrer discret afin de ne pas éveiller la suspicion des autres SDF. En effet, appareil photographique et caméra sont peu appréciés par beaucoup d'usagers du centre. Ces derniers craignent, parfois avec raison, que l'image de leur misère soit exploitée à leur désavantage. Il fallait également prendre garde de ne pas éveiller les soupçons des soignants, déjà méfiants, afin de ne pas accentuer le contrôle, déjà latent, du personnel sur la recherche¹⁵. Le flash était donc désactivé pour ne pas attirer l'attention. Les locaux du CHAPSA étant sombres, il fallait régler la luminosité à son maximum, et, souvent retoucher l'image grâce à un logiciel informatique. Dans un même souci de discrétion, mais aussi par commodité logistique, l'appareil photographique fut ensuite remplacé par un téléphone portable qui pouvait prendre des clichés. Là encore, la faible qualité des photographies exigeait un travail de retouche, sans quoi l'image était illisible. Quelques scènes de vie furent photographiées sans avis préalable.

Avant d'aborder les liens entre photographie et objectivation, il importe de saisir comment la question de l'objectivité s'est posée dans l'enquête, ce qui implique de dire quelques mots sur l'extrême difficulté du terrain. Le foyer concentre, tout au long de l'année, une très grande densité de misère tant sociale, que psychologique ou physique. La plupart du temps, il laisse aux usagers, aux travailleurs ou aux simples visiteurs une impression très désagréable, à tel point que presque tous s'accordent à dire que « le CHAPSA, c'est la cour des miracles. » La réalité va au-delà de cette formule convenue, car, comme le

.....

15. Au sujet du contrôle de l'enquête par les observés, cf. Barnes J.-A., *op. cit.*

fait remarquer Nicolas Péraldi, psychologue au CHRS LD¹⁶ du CASH de Nanterre : « Ici, “les gueux” ne sont pas des miraculés, leurs symptômes ne disparaissent pas une fois les murs passés.¹⁷ » C’est ce qu’observe quiconque accompagne les SDF dans leur vie quotidienne. Au CHAPSA, les sens de l’observateur sont désagréablement stimulés. Il faut supporter le « brouhaha » permanent des heures d’affluence, les cris de colère, de délire ou d’ivresse. L’odorat est sans cesse maltraité, une odeur de fond marie les effluves d’urine, d’excréments, de régurgitation, de sueurs, de cigarettes, d’alcool, de gangrène... De plus, les images dont l’ethnographe est le spectateur peuvent être dérangeantes, voir choquantes. Les corps décharnés, les visages déformés par l’alcool et les agressions, les pathologies impressionnantes, les violences manifestes ou symboliques sont autant d’épreuves à endurer durant le recueil des données. En outre, l’intégrité physique et psychologique du chercheur, peut être mise à mal. Il est arrivé, assez rarement il est vrai, que des SDF menacent de me frapper, et même, en une occasion, de me tuer. S’il s’agit de « menaces en l’air », elles n’en demeurent pas moins inquiétantes. Enfin, l’observation participante a parfois des conséquences qui échappent au contrôle du chercheur. Mes relations avec certains usagers se sont transformées en empathie puis en sincères amitiés. Or, la lente dégradation, et parfois la mort de ces personnes, furent difficiles à accepter. Mon implication dépassa souvent ma fonction de chercheur. Le terrain fut donc, pour moi, à la fois triste et anxiogène. En témoigne cet extrait de mon « journal de terrain » : « Si l’argent n’a pas d’odeur, la pauvreté en a une : la puanteur de la sueur, de l’urine, du tabac froid et des haleines alcoolisées. Quand j’ai décidé de devenir ethnologue, je m’imaginai partager la vie des Indiens sous le soleil sud-américain et me voici sous la lumière poussive de la puante et crasseuse maison de Nanterre. Mes Indiens sont vêtus de breloques, ce sont des gueux, des indigents, des clochards... Le CHAPSA est pour moi l’expression de la misère la plus “crasse”. Son odeur me suit jusque dans mon lit où je crois également sentir les poux, les puces, la gale... Je crois comprendre ce que ressent un SDF “néophyte”.¹⁸ » Dès lors, une question se pose : comment objectiver des données à ce point chargées d’affects ?

.....

16. CHRS LD : Centre d’hébergement et de réinsertion de longue durée.

17. Péraldi N., *Boiter n’est pas un péché, l’exclusion comme enfermement*, Paris, Esprit, décembre 2006.

18. Extrait de mon journal de terrain daté du 2 avril 2005.

L'objectivation : un leurre.

Il est en fait rapidement apparu que l'objectivation était impossible. L'objectivité en anthropologie est une utopie. C. Turnbull affirme : « Toute description d'un autre peuple, d'un autre mode de vie est, dans une certaine mesure, subjective. Il ne peut en être autrement, mais le lecteur a le droit d'être éclairé sur les objectifs, les attentes, les espoirs et l'état d'esprit que l'auteur a apportés avec lui sur le terrain, car ils influencent nécessairement, non seulement l'optique de cet auteur, mais ce qu'il voit.¹⁹ » G. Devereux, quant à lui, insiste sur l'influence du contre-transfert. Il le définit comme étant la somme totale des déformations qui affectent la perception et les réactions du chercheur envers l'observé²⁰. Or, la plupart de ces déformations sont inconscientes. Ainsi, l'appartenance culturelle, l'âge, le sexe, mais aussi les névroses du chercheur sont autant de variables qui vont influencer sa perception. L'ethnopsychiatre va plus loin en affirmant que la seule présence du chercheur va modifier les données à recueillir. L'observation provoque la contre-observation, même en biologie où « l'homme observe le rat, mais le rat aussi observe l'homme²¹ ». On saisit donc que l'observation, et, *a fortiori*, l'observation participante, sont, par définition, subjectives. Selon G. Devereux, il est improductif de scotomiser des affects. Le chercheur doit prendre en compte sa subjectivité afin de l'intégrer dans la recherche. Il propose donc aux ethnologues d'exploiter les perturbations dues à l'observation²².

Mais l'objectivation n'est pas seulement impossible, elle est indésirable. En effet, est objectif ce « qui existe hors de l'esprit, comme un objet indépendant de l'esprit²³ ». En conséquence, objectiver des représentations et des comportements revient à les détruire. Ainsi, plutôt que de vainement chercher l'objectivité, mieux vaut adopter une démarche réflexive permettant d'optimiser la qualité de la recherche. Le chercheur doit, entre autres choses, prendre en compte sa propre subjectivité pour éviter, le plus possible, de projeter ses préjugés sur son sujet. Reste à savoir comment utiliser la

.....
19. Turnbull C., *op. cit.*, p 11.

20. Devereux G., *op. cit.*, p 75.

21. Devereux G., *op. cit.*, p 48.

22. Devereux, *op. cit.* p 363-374.

23. Ray A. et Rey-Debove J. (dirs.), *Le Petit Robert*, Paris, Le Robert, 1991, p 1293.

photographie tout en prenant en compte les considérations précédentes. Nous développerons cette question à partir de l'enquête que j'ai menée au CHAPSA.

La photographie : un outil ethnographique ?

Une image construite par l'ethnographe

Pas plus que les autres méthodes ethnographiques, la photographie ou la vidéo ne sont des gages d'objectivité. L'image n'est pas une donnée, c'est un construit. Un détour par le journalisme le démontre aisément. En 2006, des journalistes ont filmé le CHAPSA. Deux films ont été réalisés. Ils laissent au spectateur deux impressions bien différentes de ce que peut être « la maison de Nanterre ²⁴ ». Le premier reportage est le documentaire de Claude Deniau, « Dans la peau d'un SDF ²⁵ », qui est contemporain de mon enquête. Équipe d'une caméra cachée, il a pénétré dans le centre pour une nuit. Si les bâtiments sont aisément reconnaissables pour qui connaît le foyer, le choix des plans et les commentaires ne m'ont pas permis de retrouver l'ambiance du CHAPSA. Si l'on en croit le film, le centre serait comparable à un pensionnat où le personnel est serviable. Cette description contraste singulièrement avec ce que j'ai observé sur le terrain. Les limites de ce film ont par ailleurs été mises en évidence au cours de l'émission « Arrêt sur image », le 2 avril 2006 sur France 5. À mon sens, le court reportage diffusé le 27 décembre 2006 dans l'émission « C'est dans l'air », également sur France 5, restituée, avec beaucoup plus de fidélité, l'ambiance angoissante du milieu. Cette relativité de la qualité de l'information s'applique également à l'image fixe et à son utilisation en ethnologie.

Dans son ouvrage *Les naufragés*, P. Declerck donne une place assez importante à l'image, sous forme de dessins ou de photographies ²⁶. Les dessins ont été réalisés par l'auteur, les photographies sont signées par Jean-Louis Courtinat, Jérôme Da Cunha, Anaïk

.....
24. Maison de Nanterre : ancien nom du CHAPSA, encore souvent utilisé par les SDF.

25. Deniau J.-C., « Dans la peau d'un SDF », Lundi investigation, Paris, Production Georges Bonopéra, 23 mars 2006.

26. Declerck P., *op. cit.*, les dessins et reproductions de tableau sont disposés tout au long de l'ouvrage, les photographies sont réunies dans un cahier central.

Frantz, Jean-François Jolie, Philippe Lissac, Alain Pinoges et Patrick Henry, alors médecin à l'antenne médicale du CHAPSA. Le choix des sujets exposés dans l'ouvrage nous éclaire autant sur les préoccupations personnelles de P. Declerck que sur une réalité anthropologique. Les dessins et les photographies, dans leur écrasante majorité, attirent l'attention sur la déchéance physique et psychologique des usagers du foyer (cf. figure 1). Ainsi, il y a peu de scène de la vie quotidienne des « clochards ». En revanche, les représentations d'usagers délirants, de maigreurs extrêmes, de gales envahissantes, d'ulcères surinfectés et autres pathologies impressionnantes sont nombreuses.



Décompensation ascitique et œdème de la verge
chez un homme atteint de cirrhose du foie (dessin de l'auteur, 15)

Figure 1. Photo de P. Henry. Dessin de P. Declerck.

P. Declerck illustre également son texte de reproductions de peintures. Le choix de ces œuvres est révélateur. Parmi les tableaux présentés, beaucoup sont signés James Ensor, Edvard Munch, Pieter Bruegel et Victor Hugo, artistes dont les œuvres picturales mettent en scène la monstruosité et la folie. Ainsi, l'ouvrage de P. Declerck fait, parfois, davantage penser à un « musée des horreurs » qu'à une thèse d'anthropologie²⁷. Bien sûr, ces images montrent une

.....

27. Le livre de Declerck a été validé sous la forme d'une thèse en ethnologie dirigée par Jean Malaurie.

partie de la réalité. Mais on en apprend autant sur la fascination qu'éprouve l'auteur envers la folie, le morbide et la « monstruosité » que sur le mode de vie des SDF.

Les photographies du CHAPSA prises par J.-L. Courtinat²⁸ sont également révélatrices de ce type de projection du photographe sur son œuvre. Certes, les clichés de J.-L. Courtinat n'ont pas une vocation ethnographique. Toutefois, ils illustrent bien notre propos. Les images publiées dans *Les damnés de Nanterre* portent sur des thèmes plus variés que celles du livre de P. Declerck. Mais là encore, les figures de l'horreur occupent presque tout l'ouvrage : les corps décharnés suivent les images de « fous » errant sans but, les photographies de bus bondés précèdent celles d'hommes ivres. Il est primordial de montrer ce versant de la vie des SDF. Mais que deviennent les autres dimensions de la vie quotidienne (les bouteilles partagées entre amis, la mendicité, l'ennui sur un bout de trottoir, la lecture d'un journal gratuit, etc.) ? On aurait pu penser que la trace de l'auteur serait moins visible dans les portraits de SDF. Tel n'est pas le cas. Ces portraits en pied ressemblent à des photographies anthropométriques prises lors d'une incarcération (cf. figure 2). Plus que de photographies de SDF, il s'agit d'une mise en image des représentations mentales de J.-L. Courtinat.

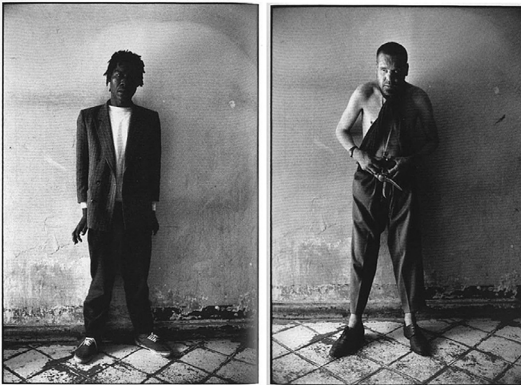


Figure 2. Photo de J.-L. Courtinat.

.....

28. Courtinat., *Les damnés de Nanterre*, Paris, centre national de la photographie, 1995.

Ces portraits prouvent qu'en photographie, la forme est aussi déterminante que le contenu. Ainsi, le réglage du temps de pose et de l'ouverture, le cadrage et les retouches sont autant de traces de la présence du photographe. Si la dimension dramatique des clichés de Courtinat et l'aspect quasi entomologique de ceux de P. Henry sont partiellement liés aux sujets en eux-mêmes, ils reflètent également la créativité et la subjectivité des auteurs. Beaucoup de photographes ont conscience de ces biais. Le photoreporter Eugène Smith affirme qu'il n'y a pas d'objectivité possible et qu'il faut se contenter d'« honnêteté²⁹ ». Tout en présentant la photographie comme étant une trace du réel³⁰, l'anthropologue A. Piette pointe « l'absence de neutralité³¹ » due à la présence du photographe. Il rappelle alors l'analyse de Roland Barthes qui repère « six codes de connotations³² » : trucage, pose, objet, photogénie, esthétique et syntaxe. A. Piette précise que « ce n'est pas l'appareil qui prend les photos mais bien l'observateur photographe qui laisse échapper sa manière de percevoir et de construire le monde selon des déterminations subjectives mais aussi idéologiques, culturelles et encore techniques. Bref l'image n'est pas le réel³³ ». En conséquence, des problèmes éthiques se posent. Est-il scientifiquement acceptable de présenter des données à ce point construites par l'ethnologue ?

Éthique et photographie

Les problèmes d'éthique se posent dès qu'il y a diffusion de la photographie. Il n'est pas scientifiquement acceptable de présenter comme étant une copie du réel ce qui est la mise en image des affects du chercheur. Même si l'objectivité n'est pas souhaitable, il n'est pas éthique de présenter un construit comme étant une donnée ethnographique. Il convient de réfléchir à ce que l'on montre, à la façon dont on le montre et aux raisons pour lesquelles on le montre. Avant de décider d'exposer ou non une image, il faut également connaître la véritable raison qui a conduit à prendre la photographie : désir de maîtriser le terrain, d'illustrer le travail écrit, simple envie de

.....

29. Smith E., *Minamata*, Londres, Chatto, 1975.

30. Piette A., *op. cit.*, p. 3.

31. *Ibid.*, p. 10.

32. Barthes R., « Le message photographique », *Communications* n° 1, 1961, p. 127-131, cité par Piette A., *op. cit.*, p 11.

33. Piette A., *op. cit.*, p 12.

conserver un souvenir de ces informateurs, etc. Ces raisons ne sont pas systématiquement compatibles avec un projet scientifique.

En outre, l'utilisation de l'image du photographié à des fins scientifiques n'est pas une question anodine. Elle l'est encore moins dans un sujet aussi délicat que celui de la grande pauvreté. De nombreuses personnes rencontrées durant mon enquête ne souhaitent pas être reconnues. La question de l'anonymat ne se pose pas qu'avec l'image, mais elle prend avec la photographie une dimension très importante. La dissimulation des informateurs derrière un pseudonyme est impossible et le « floutage » de l'image est souvent inefficace.

De plus, la rudesse de la vie des SDF dégrade souvent leur santé mentale et psychologique. Ceci a parfois pour conséquence de placer les sans-logis dans des situations pouvant être jugées humiliantes. Or, la photographie peut saisir quelques-une de ces situations. C'est le cas de certains clichés pris durant l'enquête. (cf. Figure 3).



Figure 3. Premiers soins et SDF parlant à une affiche.

Certains SDF arrivent au CHAPSA dans un très mauvais état de santé, à tel point qu'ils doivent quelquefois être totalement assistés par les soignants. La personne apparaissant sur la

photographie de gauche a été douchée et essuyée par un ASH. Au moment de la prise de vue, le soignant lui rasait les cheveux et la barbe. Les douches étant ouvertes et collectives, usagers et salariés du CHAPSA pouvaient assister à la scène. Ce type de séances est souvent humiliant pour ceux qui les subissent. Cet homme avait accepté d'être photographié. Toutefois, sa grande fatigue psychologique et son état d'ébriété peuvent faire douter d'un accord donné en toute conscience. Le cliché de droite a été pris dans la gare d'Austerlitz. L'homme photographié souffre de problèmes psychiatriques importants. La prise de vue a été effectuée durant une décompensation où l'homme parlait à un personnage dessiné sur une affiche. Il n'eut pas la possibilité, comme l'homme de la première photographie, de tenter de maîtriser son image en se mettant en scène. Par ailleurs, il n'était pas en mesure d'accepter ou de refuser d'être photographié.

Ces deux photographies ont un intérêt documentaire patent. Elles témoignent du dénuement physique et psychologique dont sont victimes les SDF. Toutefois, leur diffusion peut poser problème. Présenter ces clichés est impudique. Les situations photographiées peuvent porter atteinte à la dignité des sujets qui n'ont pas donné un consentement éclairé. La diffusion des clichés dépend des poids respectifs que l'on accorde à leur intérêt ethnographique et à leurs conséquences. La limite entre l'exhaustivité scientifique et le voyeurisme est quelquefois très ténue. Il est donc important de s'assurer de la nécessité heuristique de montrer une image avant son éventuelle publication. Or, cette nécessité est rarement évidente. Et même si l'utilité scientifique de l'image est avérée, encore faut-il s'assurer qu'elle ne puisse pas porter préjudice aux photographiés. Dans ce contexte, comment la photographie peut-elle être utilisée en ethnologie ?

De la photographie document à l'outil réflexif

Durant l'enquête, j'ai pris différents types de photographies : des lieux, des blessures laissées par les maladies, des portraits et des scènes de vie. À partir d'exemples, voyons quelles sont les utilisations possibles de la photographie en ethnologie.

La plupart des lieux fréquentés durant l'enquête furent photographiés. Les lieux, tout comme d'autres informations

(disposition dans l'espace, gestuelles, mimiques³⁴...), sont difficiles à décrire. En citant J.-P. Colleyn, J. Copans rappelle que « l'ensemble des signes visuels et sonores d'une séquence filmée constitue une somme d'informations difficiles à rendre par l'écrit³⁵ ». Grâce à l'image, on peut pallier, en partie, ces difficultés. Celle-ci permet, par exemple, de livrer au lecteur ce qui n'a pas retenu l'attention de l'ethnographe. Elle permet aussi au chercheur de confronter sa subjectivité à celle du spectateur. Le CASH de Nanterre est une ancienne prison. Son architecture reste, à mes yeux, profondément marquée par ce passé (figure 5). Même si ce point de vue est personnel, je dois en faire mention. En effet, l'aspect des bâtiments nous renseigne sur la nature de l'accueil fait aux SDF. Voir une photographie du CASH peut donc être utile au lecteur. Il peut, dans une certaine mesure, juger par lui-même de l'aspect de la structure.



Figure 4. CHRS LD de Nanterre.

Mais l'intérêt de la photographie ne réside pas uniquement dans ce qu'elle montre au lecteur. Elle peut être un outil en soi pour

.....
 34. Cf. Colleyn J.-P. et de Clippel C. (dirs.) « Demain le cinéma ethnographique ? », *Cinémaction*, n° 64, 1992. cité par Copans in Copans J., *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris, Nathan université, coll. « 128 », 1999, p 83.

35. *Ibid.*

l'ethnologue et ne jamais être diffusée. Ainsi les problèmes éthiques liés à la publication de l'image ne se posent plus.

Grâce à la photographie, on peut parfois voir ce que l'œil n'a pas ou a mal vu durant l'observation. C'est ce qu'a permis la photographie du groupe de SDF. Elle a été prise lors de l'anniversaire d'un des usagers, les participants discutaient et s'alcoolisaient devant le CASH de Nanterre. J'étais invité et présent à cette « fête ».



Figure 5. Fête d'anniversaire.

La photographie a été prise avec l'accord des modèles qui posèrent spontanément. L'intérêt de ce cliché est de montrer ce que je n'avais pas vu durant l'enquête : alors que j'étais convaincu d'avoir vécu un moment plutôt joyeux, l'image montre des personnes qui semblent tristes. La « photo-interview » peut aussi s'avérer très efficace. Fabienne Duteil-Ogata montre, que pour un ethnographe, discuter d'une photographie prise sur le terrain avec un informateur est parfois riche d'enseignement³⁶. Cela peut être un révélateur des erreurs du chercheur. L'image permet donc d'effectuer un retour sur le terrain et, par là même, d'adopter une démarche réflexive. C'est cette

.....
 36. Duteil-Ogata F., « La photo-interview : dialogue avec des Japonais », *Ethnologie française, Arrêt sur image, photographie et anthropologie*, Paris, 2007/1.

dimension que nous allons aborder avec les photographies suivantes. Elles permettent d'exploiter la subjectivité de l'image à des fins scientifiques et donc de suivre l'enseignement de Devereux : prendre en compte sa subjectivité afin de l'intégrer dans la recherche.

J'ai également photographié les déformations provoquées par certaines pathologies. Les SDF n'ont, pour la plupart, que très peu recours aux soins. Chez les sans-domicile les plus en rupture par rapport aux institutions, on observe souvent un désinvestissement du corps propre. Les membres inférieurs, très exposés aux rudesses de la vie dans la rue, sont particulièrement touchés par les maladies. On observe ainsi des symptômes souvent jugés impressionnants par les observateurs. On ne peut, lors d'une ethnographie de la santé des SDF, faire l'impasse sur la description de ces symptômes qui révèlent la brutalité de leur mode de vie (cf. figure 4). Or, ces déformations corporelles ont été observées dans un contexte émotionnellement chargé. Le document écrit risque d'être excessivement marqué par les affects de l'auteur. La photographie peut, encore une fois, appuyer la retranscription des observations. En outre, les faits rapportés pour les besoins de l'enquête sont parfois aussi insoutenables pour le lecteur que pour le chercheur. Il est donc tentant de supposer que les faits sont exagérés par l'enquêteur. Certaines pathologies sont en effet difficilement croyables pour qui ne les a pas vues. La photographie peut alors apporter la preuve de l'existence de ces symptômes extrêmes.



Figure 6. Éléphantiasis. Gangrène.

Mais une application plus inattendue de l'image est apparue durant l'enquête. Alors que je ne pensais utiliser la photographie que

comme document ethnographique, je me suis aperçu que la prise de vue avait d'autres implications. En effet, à mesure que j'utilisais l'image, je m'accoutumais à ce qui, avant, m'était insupportable. Outre l'expression d'une éventuelle fascination morbide, ces photographies étaient un moyen inconscient d'atténuer les effets du contre-transfert. S. Tisseron considère qu'une des fonctions de la photographie est d'appriivoiser « la monstruosité »³⁷. Le psychanalyste commente une utilisation médicale de la photographie au début du vingtième siècle³⁸. Des médecins prenaient des photographies de patients atteints de malformations et de maladies invalidantes. Selon Tisseron, en dépit de leurs apparences voyeuristes, ces images obéissaient à une préoccupation scientifique. Il s'agissait de rendre « observables » des lésions qui l'étaient difficilement. Leur vision était en fait insoutenable pour les médecins. Selon S. Tisseron, pour « commencer à penser un phénomène, il faut d'abord établir entre ce phénomène et soi un écran protecteur. La photographie des phénomènes monstrueux à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle a constitué un tel écran. À travers elle, s'est opérée une familiarisation progressive avec le visage de la maladie que le visage honteux ou implorant du malade observé dans la réalité rendait impossible³⁹ ». Grâce à l'image, la monstruosité est devenue « assimilable ». « Ces photographies ont contribué à libérer le regard de l'horreur et de la honte pour l'intéresser à la seule maladie. On peut dire les choses autrement : ces photographies ont favorisé l'«introjection» de la maladie dans le corps médical, puis social⁴⁰. » Ainsi, sur un terrain difficile, la photographie peut être un moyen de domestiquer une réalité insupportable. Dans le même temps, elle peut avoir une application réflexive. La nécessité que j'éprouve d'« appriivoiser » l'horreur des pathologies extrêmes est révélatrice de la nature de mon rapport au corps susceptible d'influencer la recherche en prenant une place trop importante. La photographie est ici l'occasion de comprendre ma subjectivité afin de la prendre en compte lors de l'analyse des données. C'est également ce qui ressort de l'observation des portraits de SDF.

.....

37. Tisseron S., *Le mystère de la chambre claire, Photographie et inconscient*, Paris, Flammarion, 1996, p. 22.

38. *Ibid.* p. 23.

39. *Ibid.* p. 24.

40. *Ibid.*

Au bout de quelques mois de terrain, j'ai fait des portraits de mes informateurs (cf. Figure 5). Ces photographies me semblaient avoir plusieurs raisons d'être. Elles me permettaient, une fois de plus, de montrer ce que je ne pouvais pas transcrire. Ce que dit un regard ne peut être décrit. Mais il y avait également une raison plus personnelle à ces prises de vue. Il s'agissait de garder une trace de mon terrain, un souvenir des personnes avec qui j'ai passé des moments plus ou moins intenses. Cette motivation influe singulièrement sur la forme et le contenu des images.



Figure 3. Portraits d'utilisateurs du CHAPSA.

Pour les raisons déjà évoquées, les photographies furent prises au moyen d'un téléphone portable. En conséquence, les images étaient de médiocre qualité. La résolution était faible. Le manque de lumière et la saturation des couleurs nuisaient à la lisibilité de l'image. Des retouches ont été effectuées par ordinateur. Les clichés ont été convertis en noir et blanc, la luminosité et le contraste ont été ajustés et la résolution a été augmentée. Là encore, les images semblaient mal traduire la réalité. Mes portraits semblaient manquer de ressemblance. Les personnes à qui je montrais les photographies me disaient que les SDF photographiés paraissaient parfois moins « abîmés » que ce que je décrivais par ailleurs. Les retouches ont en fait une vocation autant esthétique que scientifique. Par exemple, l'utilisation du noir et blanc efface les rougeurs dues à l'alcoolisme. Au sujet des photographies

médicales de personnes souffrant de malformations au début du vingtième siècle⁴¹, S. Tisseron affirme que « l'esthétisation [de l'image de ces personnes] a permis de considérer d'un œil humain ce qui était auparavant stigmatisé comme non-humain. Elle a rendu regardable ce qui jusque-là ne l'était pas. [...] La question de savoir si l'intention esthétique et l'intention scientifique ne rentrent pas en contradiction dans ces images ne se pose donc pas. Rapportées au moment de leur fabrication, ces deux intentions relevaient de la même dynamique. Elles étaient deux manières complémentaires et indissociables de tenter de se familiariser avec l'horreur pour pouvoir ensuite l'étudier.⁴² »

Ce besoin d'esthétisation et de « transformation » du visage de mes informateurs me renseigne en fait sur mes propres représentations inconscientes. Je me surpris à penser que j'avais voulu donner « visage humain » aux SDF, comme si ce n'était pas déjà le cas. Ainsi, je suis, dans une certaine mesure, porteur des représentations que je mets en évidence chez les soignants et que pourtant je réfute. Ce sont celles du « clochard » rejeté hors de la culture et de l'humanité. Cette prise de conscience est nécessaire. Elle me permet de me méfier de certaines représentations inconscientes que je suis susceptible d'introjecter dans le travail final. En outre, ce travail réflexif a permis de mieux saisir à quel point ces représentations de l'altérité s'imposent à nous à notre insu, et donc de comprendre pourquoi elles sont aussi vivaces.

Domestication de la « monstruosité » des blessures, esthétisation des visages, la photographie est une façon de maîtriser son terrain d'enquête. Il n'est donc pas surprenant que le photographe laisse une trace manifeste sur le cliché. Sur plusieurs images, j'apparaissais auprès de mes informateurs. Les photographies sont parfois prises par un tiers (cf. Figure 6), parfois par moi-même. Quelquefois, c'est mon reflet qui apparaît dans une vitre alors que j'effectue la prise de vue.

S. Tisseron voit dans ce type de manifestations une façon, pour le photographe de se projeter sur le sujet photographié⁴³. Cette présence, qui prend parfois la forme d'un reflet dans un objet ou

.....
41. *Supra.* p. 11.

42. Tisseron S., *op. cit.*

43. Tisseron S., *op. cit.*, p. 44-49.



Figure 4. Avec un usager du CHAPSA.

d'une ombre projetée résulte, selon S. Tisseron, du « désir d'être éternellement présent dans l'objet sur le modèle de ce qu'on ressent – ou de ce qu'on a ressenti – de la présence de l'objet en soi⁴⁴ ». La démarche réflexive autour de ces photographies m'informe de mon besoin inconscient d'avoir prise sur un terrain qui me fait souvent souffrir et que j'aimerais pouvoir contraindre autant qu'il me contraint. Elle me permet donc d'être sur mes gardes vis-à-vis des affects⁴⁵ que je suis susceptible de projeter dans les données pour modeler le terrain.

Conclusion

Les potentialités de la photographie comme outil ethnographique sont nombreuses. Toutefois, les manipulations que l'ethnographe peut faire subir à l'image, consciemment ou non, sont conséquentes. Il est donc indispensable d'utiliser la photographie avec précaution. Les chercheurs doivent réfléchir à la façon de recourir à l'image et, au besoin, d'innover en matière de méthodologie. Par exemple, les possibilités de la photographie en tant qu'outil réflexif sont largement inexplorées. C'est pourtant cette approche qui peut être la plus utile

.....

44. *Ibid.* p. 46.

45. Cf. Devereux *op. cit.*

pour le chercheur. Cette démarche réflexive permet d'effectuer un retour sur le terrain mais elle permet aussi de comprendre l'influence de la subjectivité. En définitive, plus qu'un produit fini à présenter, la photographie est un outil de travail. Ainsi sa diffusion n'est pas systématiquement nécessaire.

Si elle est tout de même diffusée, des précautions s'imposent. Lors de la lecture d'un cliché, il est nécessaire que le spectateur prenne connaissance du contexte de la prise de vue. L'image doit obligatoirement être accompagnée d'un commentaire. Ce n'est qu'à cette condition que la photographie aura une valeur scientifique. Il convient donc de décrire la scène photographiée. Il faut également exposer les conditions et les choix de prises de vue qu'il sied de justifier. Enfin, il est indispensable que le spectateur ait connaissance des biais dus à la subjectivité du chercheur. Le travail réflexif décrit plus haut doit donc être retranscrit. Il est en effet nécessaire de présenter l'image comme ce qu'elle est, à savoir, le résultat d'une élaboration mentale. L'ethnologue doit dévoiler à son interlocuteur tout ce qu'il sait de cette élaboration. C'est une question d'éthique car il s'agit de ne pas tromper le spectateur.

Il convient en outre de se questionner quant à l'impact de la photographie sur les photographiés. Dans quelle mesure l'intérêt scientifique peut justifier la publication d'images présentant des individus dans des situations humiliantes.

Ces questions sont entièrement soumises au jugement du chercheur car elles ne relèvent ni de l'anthropologie ni de la science en général. L'opportunité de la publication d'une photographie se justifie en fonction de critères philosophiques et moraux. Toutefois, ces choix ne sont pas sans conséquence sur le devenir des sciences humaines. La relation enquêteur enquêté est également une relation de pouvoir. Dans le cas de l'ethnographie des SDF, le pouvoir est presque entièrement du côté du chercheur. Le sans-logis n'aura pas de recours possible en cas d'utilisation abusive de son image. L'ethnographe reproduit, malgré lui, les relations dominants-dominés qu'il met en évidence. Il importe d'utiliser la photographie avec précaution car une utilisation impropre de l'image en anthropologie est nuisible pour la discipline.

Bibliographie

- Barnes J. A., 2003, « Problèmes éthiques et politiques. L'enquête en contexte colonial vue par un anthropologue de Rhodes Livingstone institute », in Cefai D. (présentés et commentés par), *L'enquête de terrain*, Paris, coll. « Recherche », Bibliothèque du MAUSS, La Découverte, p. 167-181.
- Barthes R., 1961, « Le message photographique », *Communications* n° 1.
- Benoist Y., 2007, « Cancer et grande pauvreté », communication durant le séminaire d'ouverture du cancéropole d'île de France axe 7 : « Recherche en sciences humaines et sociales », Paris
- Copans J., 1999, *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris, Nathan université, coll. « 128 ».
- Courtinat., 1995, *Les damnés de Nanterre*, Paris, Centre national de la photographie.
- Declerck P., 2001, *Les naufragés, avec les clochards de Paris*, Paris, Plon, coll. « Terre humaine poche ».
- Devereux G., 1980, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Aubier.
- Duteil-Ogata F., 2007, « La photo-interview : dialogue avec des Japonais », *Ethnologie française, Arrêt sur image, photographie et anthropologie*, Paris.
- Piette A., 1992, « La photographie comme mode de connaissance anthropologique », in *Terrain* n° 18 – Le corps en morceaux, [en ligne], mis en ligne le 21 juillet 2005. URL : <http://terrain.revues.org/document3039.html>.
- Raya A. & Rey-Debove J. (dirs.), 1991, *Le petit Robert*, Paris, Le Robert.
- Rullac S., 2004, *L'urgence de la misère : SDF et SAMU social*, Paris, Les quatre chemins.
- Smith E., 1975, *Minamata*, Londres, Chatto.
- Soutrenon E., 2005, « Offrons-leur l'asile ! Critique d'une représentation des clochards en "naufragés" ! », Lille, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 3, p. 88-115.
- Tisseron S., 1996, *Le mystère de la chambre claire, Photographie et inconscient*, Paris, Flammarion.
- Turnbull C., 1987, *Les Iks, survivre par la cruauté*, Paris, Plon, coll. « Terre humaine poche ».

Filmographie

- Deniau J.-C., *Dans la peau d'un SDF*, Lundi investigation, Paris, Production Georges Bonopéra, 23 mars 2006.

Aux risques du terrain

Quelques aspects de méthode dans la recherche sur les pratiques délictueuses des jeunes des quartiers ségrégués

SYLVAIN AQUATIAS¹

Un risque structurel

Le chercheur entretient des rapports ambigus avec les terrains où il a enquêté. Ceux-ci nourrissent certes ses travaux, mais dessinent aussi, selon leur nombre, leur variété et leur difficulté d'accès, une sorte de « figure » de l'enquêteur modèle. Il y a d'ailleurs une manière d'écrire l'expérience de la recherche en se mettant en scène : Clifford Geertz l'a bien montré, en analysant les récits des grands anthropologues². Tels qu'ils sont racontés *a posteriori*, les terrains, en dehors de quelques exceptions notables³, font la part belle aux capacités d'adaptation du chercheur. Du coup les aspects méthodologiques apparaissent moins nettement et le terrain revêt un caractère initiatique, qui s'impose à chaque débutant au sein de son cursus d'apprenti sociologue ou ethnologue.

.....

1. Maître de conférences à l'IUFM de Limoge.

2. Geertz Clifford, *Ici et là-bas*, Paris, Métailié, 1996.

3. On pense bien sûr à l'expérience de Jeanne Favret-Saada exposée avec une belle franchise ou aux récits de Nigel Barley ou Paul Rabinov. Favret-Saada Jeanne, Conterras Josée, *Corps pour corps, enquête sur la sorcellerie dans le Bocage*, Paris, Gallimard, 1981 ; Barley Nigel, *Un anthropologue en déroute*, Paris, Payot, 1992 ; Rabinow Paul, *Un ethnologue au Maroc*, Paris, Hachette, 1988. Ces auteurs ont permis de montrer qu'un terrain pouvait aussi être démystifié et ont ouvert la voie à des récits plus réalistes.

Il faut ajouter que le nombre des étudiants inscrits dans des parcours de sciences sociales a largement augmenté et qu'une part non négligeable d'entre eux vit dans la précarité, les débouchés de ces parcours étant de moins en moins assurés. Certes, il existe des commandes institutionnelles qui offrent quelques recours. Mais elles sont souvent, nécessairement, tournées vers des problèmes sociaux tels que la grande pauvreté, les personnes à la rue, la délinquance, etc. S'y ajoute le fait qu'elles sont soumises à des contraintes importantes : limites de temps, puisqu'il faut bien rendre les travaux dans les délais, mais aussi souvent limites de moyens. Les impétrants peuvent ainsi se retrouver sur des terrains divers et variés, auxquels ils sont plus ou moins bien préparés.

Il faut donc bien affirmer en préalable que, si terrains risqués il y a, ils se constituent d'abord structurellement sous le double effet d'une mythologie du terrain qui rend les apprentissages techniques moins évidents et d'un marché de la recherche qui emploie surtout des intellectuels précaires, dominés dans le champ de la recherche comme le sont leurs objets dans le champ de l'intervention publique.

Cette réflexion s'appuie sur l'expérience que j'ai pu avoir de tels terrains, entre 1993 et 2000. J'ai entamé un DEA alors que j'étais encore salarié dans une entreprise qui devait, connaissant des difficultés récurrentes, me licencier avant que j'aie pu achever mon cursus. En 1993, je suis donc devenu enquêteur pour différentes associations et pour diverses missions qui concernaient presque toutes des cités des banlieues dites « difficiles ». Au fil du temps et parce que nous étions peu, à l'époque, à travailler sur ces territoires, j'ai cumulé les enquêtes dans ce domaine.

Partant de cela, j'ai choisi ici de traiter succinctement trois aspects techniques des terrains en « milieu risqué » qui concernent aussi les différentes phases de l'enquête : l'accès au terrain, la gestion des relations dans la durée, la gestion de la sortie du terrain. Pour illustrer mon propos, je vais me servir de données provenant de deux enquêtes :

– la première suivait une commande du Conseil général de Seine-Saint-Denis en vue de l'installation d'un club de prévention. Il s'agissait d'une enquête ethnographique prévue pour durer trois mois à mi-temps, portant sur deux quartiers. En fait, je suis resté

présent sur le terrain pendant environ cinq mois, de manière assez régulière, travaillant quasiment à plein temps.

– la seconde émanait d'une réponse à un appel d'offres de la DGLDT et du MESR⁴ et portait sur la consommation de cannabis des jeunes de cités. Le terrain a duré plus de deux ans, au cours desquels j'ai fréquenté avec un coéquipier cinq cités de manière variable, au rythme de un à deux soirs par semaine. Nous avons été présents assidûment dans deux d'entre elles. Ces deux cités ont servi de bases pour explorer d'autres relations, sur les autres cités.

Ces deux enquêtes mettent l'accent sur les pratiques illégales, les délinquances variées et les activités liées au cannabis. Comment, dans ce cadre, accéder aux populations concernées et observer des pratiques que leurs auteurs essaient de masquer ?

L'accès au terrain

En banlieue, la plupart des habitants, fortement stigmatisés, sont extrêmement méfiants à l'égard des personnes étrangères, c'est-à-dire n'habitant pas dans leur cité. Ce serait vrai aussi de toute population soumise au regard normatif de la société : sans domicile fixe, pauvres, prostituées, etc.

Cette méfiance peut s'accroître encore si le lieu concerné a déjà fait l'objet d'une enquête. Les travaux menés auprès des habitants font rarement l'objet d'une restitution et ceux-ci ont alors l'impression d'avoir été utilisés et en éprouvent du dépit. Cela est d'autant plus vrai dans les cités de banlieue⁵ que la multiplication des recherches ou des reportages provoquée par l'intérêt des institutions pour ces endroits a parfois créé des attitudes de rejet. Certains jeunes, trop souvent sollicités, n'ont plus guère que mépris et désillusion

.....

4. S. Aquatias, H. Khedim, N. Murard, K. Guenfoud, *L'usage dur des drogues douces. Recherche sur la consommation de cannabis dans la banlieue parisienne*. Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Délégation générale de lutte contre la drogue et les toxicomanies, 1997.

5. Le terme de cité est singulièrement imprécis, tant il existe de situations différentes. Chaque fois que j'emploierai ce terme, il s'agira de cité ayant subi de manière conséquente les effets de la ségrégation urbaine : homogénéisation des populations créant une proportion importante de foyers à faibles revenus, de personnes d'origines étrangères, de familles monoparentales, éloignement des centres-villes, dégradations des bâtis, forte présence des travailleurs sociaux, etc.

vis-à-vis des enquêteurs. Désabusés, ils ne veulent plus parler ou considèrent les enquêteurs comme des intrus, voire des voleurs, puisqu'ils vivent de la description de leurs opinions, de leurs pratiques, bref, de leurs vies. D'autres, au contraire, sont désormais tout prêts à tenir – et parfois à monnayer – des discours parfaitement élaborés sur ce qui se passe dans la cité. On n'obtient alors que des constructions établies en fonction de ce que l'interviewé pense que son interlocuteur désire. Il vaut donc mieux choisir d'aller dans des lieux relativement inexplorés.

Cependant, et même dans ce cas, il est nécessaire de prendre en compte que lorsque l'on va dans une cité, on ne passe pas inaperçu. Si l'étranger est si facilement reconnaissable, c'est aussi que peu de personnes de « l'extérieur » viennent dans les cités. Aussi les habitants ont-ils élaboré des catégories qui correspondent aux possibles visiteurs. Au mieux on prend l'intrus pour un travailleur social, au pire pour un « flic », un « indic » ou un journaliste. Face à ces catégories préétablies, le rôle du chercheur est délicat à expliquer et les intentions des institutions qui l'envoient sont toujours sujettes à caution. Que l'on paie quelqu'un à simplement observer et interroger est difficilement compréhensible pour les habitants qui redoutent une finalité cachée. Et il faut bien admettre qu'il y a une singulière ressemblance entre le travail de l'enquêteur et celui de l'espion, d'autant plus quand il s'agit de travailler sur des activités délictueuses. On se doit donc d'avoir une « vraie » raison d'être là, c'est-à-dire une raison qui soit acceptable pour les habitants.

Sur les deux terrains que j'ai choisis comme exemples, les choses se sont passées de manières très différentes.

Dans le premier cas, celui de l'enquête préalable à l'installation d'un club de prévention le délai prévu était très court. Aussi, j'ai cherché à construire un réseau me permettant d'accéder à des informateurs, de rencontrer des gens, de recouper des données. Il s'agit là d'une approche classique : regarder si, dans ses relations, on ne dispose pas de quelqu'un qui connaîtrait un habitant, rencontrer les représentants d'institution qui peuvent dessiner le contexte local et donner des pistes sur les intermédiaires possibles, chercher les instances qui permettraient des contacts spontanés.

À chacune de ces démarches doit correspondre un mode de présentation de soi. Se présenter comme un chercheur chevronné

œuvrant pour une institution, un citoyen responsable engagé par conviction ou comme un étudiant faisant un travail universitaire sont autant de rôles possibles et chacun a un effet distinct sur la relation établie. Si, par exemple, les professionnels peuvent avoir confiance dans un sociologue, les habitants seront plus réticents. Pour ma part, j'ai choisi d'alterner les rôles en fonction de mes interlocuteurs.

Dans la phase de préparation du terrain, je me suis présenté comme enquêteur. Il eut été d'ailleurs difficile de procéder autrement, un certain nombre de professionnels assistant au comité de pilotage de l'enquête. Mais j'ai aussi pris soin de trouver d'autres voies d'accès au terrain en passant par des réseaux personnels (amis et relations), afin de diversifier les informations et d'avoir des visions différentes de la situation locale.

Au travers des contacts que j'ai eus avec différents professionnels (directeurs de centre de loisirs, commissaire de police, éducateurs, etc.) ainsi qu'avec quelques habitants, il est apparu clairement que, dans la géographie particulière de la ville, le quartier où je devais plus spécifiquement travailler était un de ceux qui posaient le plus problème à la municipalité, laquelle était à l'origine de la commande. Il était tout aussi clair que les personnes que j'avais rencontrées pensaient que ce quartier était laissé volontairement à l'abandon et que la politique de la commune passait d'abord par la répression. Se présenter comme réalisant une enquête préalable à l'installation d'un club de prévention de la délinquance semblait dès lors voué à l'échec.

Après avoir repéré les intermédiaires potentiels (membres d'association, concierges de collège ou de centre sportif, animateurs de centre de loisirs, etc.), j'ai choisi de mentir pour rendre l'enquêteur plus acceptable : un étudiant en sociologie qui prépare un diplôme a remplacé le chercheur qui répond à une demande institutionnelle. C'est ainsi que j'ai commencé la phase d'immersion. À ce stade de l'enquête, il fallait que je puisse m'insérer de manière à pouvoir observer directement les pratiques juvéniles.

C'est après une longue discussion avec un jeune responsable associatif que j'ai trouvé une première opportunité de pénétrer dans une des cités. Nordin avait 26 ans et s'occupait d'une petite association qui essayait de créer des activités pour les jeunes. Ayant

connu un parcours scolaire chaotique et peu valorisant, travaillant dans un atelier municipal, il était en quête de légitimité et voulait être reconnu pour son action par la municipalité. Mais il cherchait aussi des ouvertures et des alliés. En lui demandant son aide, je lui procurais un peu de reconnaissance et, en l'assurant de mon soutien, je marquais un engagement qui lui plaisait. Grâce à lui, je pouvais m'insérer dans une des cités concernées par la commande. Ma présence y était rendue légitime par le rattachement à l'association de Nordin et ma participation à ses activités. Les jeunes s'habituaient à moi, certains devenant plus amicaux, d'autres m'évitant encore.

Dans le second cas, la difficulté était plus grande et demandait le montage d'un dispositif méthodologique plus serré. Observer les pratiques liées au cannabis pose un problème clair d'accès au terrain. Il n'est pas possible d'entrer dans une cité, de s'approcher d'un groupe de jeunes en train de fumer des joints et de leur demander de rester à les regarder sous prétexte que l'on fait une recherche. En dehors de la méfiance générale évoquée plus haut, travailler sur les usages d'un produit illégal induit des risques quant aux intentions que l'on peut prêter au chercheur.

J'ai choisi de recruter un partenaire travaillant dans une association de réduction des risques, lui-même issu du « monde des cités » et connaissant particulièrement bien ce milieu. Nous avons sélectionné quelques endroits où il connaissait suffisamment bien quelques jeunes et nous nous sommes présentés comme des consommateurs cherchant du haschich, nous attardant un peu plus à chaque fois sur les cités pour fumer dans les groupes.

On comprend bien qu'il y a là une singulière ambiguïté à étudier des personnes ayant une pratique illégale en même temps que l'on consomme avec eux le produit incriminé, tant sur le plan de l'achat du produit que sur celui de la consommation, tant au niveau technique de l'accès au terrain qu'à celui de la légitimité de la démarche.

Acheter du cannabis demande un minimum de préparation : les vendeurs sont méfiants quand ils ne connaissent pas l'acheteur. Il faut pouvoir se recommander d'une ou deux personnes habitant la cité, qu'ils soient ou non consommateurs, pourvu qu'ils soient reconnus dans l'espace local. Après les premières transactions, nous fûmes rapidement repérés comme acheteurs. Il suffisait alors

de rester un peu plus longtemps, de discuter, de rouler un joint ou deux, négociant ainsi dans le temps notre présence en la rendant plus familière. Le fait que mon collègue connaisse déjà les lieux et certains des jeunes était bien sûr un atout important.

Disposer de cannabis était pour nous une obligation puisque, pour s'intégrer aux groupes de consommateurs, il fallait bien avoir de quoi fumer. Nous pouvions ainsi rentrer dans les échanges locaux en n'hésitant pas à nous montrer généreux. Mais il ne s'agissait pas non plus de nourrir des relations faussées par un clientélisme entre consommateurs et fournisseurs, d'autant que des dons outranciers auraient été interprétés comme des signes de faiblesse. De plus, nous voulions procéder à des analyses chimiques afin de connaître les taux de principe actif des produits disponibles dans les différents points de vente. L'achat du cannabis était donc un moyen d'intégration, mais participait également du recueil de données⁶.

Cela imposait aussi de transporter les échantillons et, bien qu'il ne s'agisse que de faibles quantités, nous contrevenions à la loi. En fait, je ne rencontrais aucun problème, alors même que je traversais les nombreux points de contrôle qui émaillaient la Gare du Nord où j'arrivais de banlieue. Les personnels de l'opération VigiPirate ne daignèrent jamais me demander mes papiers, consacrant leur attention à des quidams plus basanés. En fin de compte, ni l'accès au terrain ni le fait de transporter une substance illégale ne posèrent de problème concret.

Le fait de devoir consommer du haschisch dans les groupes était autrement délicat. Les effets du cannabis ne sont pas propices à l'observation et nuisent à la mémorisation des événements⁷. La connaissance préalable des modes de consommation des jeunes dont nous disposions, pour les avoir déjà vus faire en différentes occasions, nous a permis de mettre au point des techniques évitant ces désagréments.

En effet, la plupart du temps, en début de soirée, les joints sont personnels et passent peu entre les mains d'autres fumeurs.

.....

6. Bien sûr, ces achats ne pouvaient rentrer dans les frais de la recherche et réduisaient nos salaires. Le travail sur les pratiques illégales est ainsi toujours sous-évalué, la plupart des frais de terrain ne pouvant être pris en compte.

7. Ce type d'enquête excluait, bien sûr, l'utilisation d'un magnétophone ou d'un carnet de notes.

Cet usage est lié aussi au fort contrôle social qui s'exerce dans les cités et au fait que les consommateurs essaient d'être aussi discrets que possible en confectionnant des joints qui ressemblent autant que faire se peut à des cigarettes. Il est donc possible de ne mettre que très peu de résine de cannabis dans le joint que l'on se roule, de les laisser se consumer, etc. Même plus tard dans la soirée, il est possible de ne mélanger au tabac qu'un minimum de produit. Les fumeurs dont la consommation a déjà été considérable ne prêtent plus attention à la teneur du joint, pourvu que ni l'absence de goût ni l'absence d'odeur n'attirent leur attention. Ainsi nous avons pu nous trouver dans les groupes de fumeurs sans pourtant subir les effets du cannabis. Si nous n'avons cependant pas toujours pu les éviter⁸, nous avons pu les réduire au minimum.

On le voit dans ces deux exemples, l'entrée sur le terrain n'est possible que par une connaissance préalable suffisante pour prévoir l'accueil et les réactions des habitants. Le fait de disposer d'un introducteur ou d'un partenaire issu du terrain est une aide précieuse, pourvu que l'on ait pris soin de choisir des personnes qui, de par leur position sociale, sont encore dans le monde des cités tout en étant ouverts sur l'extérieur⁹. Enfin le fait de légitimer sa présence dans la durée n'est possible qu'à la condition de s'investir dans une pratique. La définition de cette pratique peut être fort variable. Ainsi, j'ai fait de l'animation auprès de préadolescents dans le cadre de l'association de Nordin et j'ai partagé un intérêt pour la consommation de cannabis. Dans les deux cas, j'ai pu ainsi disposer d'un statut provisoire qui permettait le premier contact, même s'il fallait ensuite poursuivre l'instauration d'une relation de confiance.

Car l'accès au terrain n'est qu'une première partie du travail : encore faut-il gérer dans la durée sa présence.

.....

8. Par exemple, dans les locaux fermés, où la densité de la fumée dans un espace restreint fait qu'on ne peut s'empêcher d'inhaler des vapeurs de cannabis, ensuite dans des situations festives, où les joints deviennent collectifs et où on ne peut refuser l'offre d'une bouffée ou deux au risque de vexer le donateur.

9. Ce procédé a déjà été largement décrit et Roger Bastide le préconisait déjà dans les années soixante-dix. Bastide Roger, *Anthropologie appliquée*, Paris, Flammarion, 1971.

La gestion de la présence dans la durée

On trouve fréquemment dans les récits ethnologiques un moment où, par la présence et l'engagement, le chercheur se sent appartenir au milieu qu'il étudie, qu'il y ait intronisation rituelle ou simple acceptation informelle. Pourtant, dans nos sociétés déritualisées et individualistes, cela me semble plus tenir d'un mécanisme psychologique qui naît au moment où le chercheur se sent plus à l'aise sur son terrain que d'un tournant réel dans l'état des relations. Bien sûr, nous adoptons inconsciemment des gestuelles, des expressions, des habitudes par la proximité avec les gens avec qui nous travaillons et ce faisant, nous nous rapprochons d'eux. Bien sûr, des affinités se dégagent, on acquiert une certaine aisance à circuler dans les lieux étudiés, on se sent moins menacé. Mais les relations entretenues sur le terrain ne sont pas stables : elles évoluent et se modifient, pouvant entraîner de multiples interprétations de la présence du chercheur.

Je vais donner deux exemples, chacun pris sur un des terrains décrits ici, pour illustrer cela.

Pendant l'enquête sur la délinquance, participant aux activités de l'association de Nordin, j'avais aidé à l'organisation d'un réveillon de Noël. Je ne pouvais être présent lors de cette fête, ce qui avait déçu les jeunes, mais qui avait été assez bien accepté lorsque j'avais prétexté que je ne pouvais guère voir ma famille qu'en cette occasion. Le soir en question, les policiers firent une descente dans le local de la cité où se passaient les festivités. Si aucune interpellation n'eut lieu, les jeunes, on le comprend, vécurent mal l'incident. Quand, deux jours plus tard, je revins à la cité, aucun de ceux qui se trouvaient là ne me parla de ce qui s'était passé. Je sentais bien que l'ambiance était assez froide, mais ne pouvait l'expliquer. En fait, un soupçon pesait sur moi, du simple fait de la conjonction entre mon absence et l'action policière. J'appris heureusement assez vite par Nordin ce qui s'était passé. Il n'y avait rien à faire, sinon poursuivre comme si de rien n'était. Toute dénégation de ma part aurait laissé à penser que je me sentais coupable, alors qu'au contraire, que je continue à venir au même rythme qu'avant, sans rien changer à mes habitudes, prouvait l'inverse. Finalement, les relations redevinrent globalement cordiales.

Dans un premier temps, personne ne savait réellement ce que nous faisons lors de l'enquête sur le cannabis, mais, dès que nous avons pu, nous en avons parlé avec certains de nos interlocuteurs principaux, ceux avec qui nous nous entendions le mieux. Le fait que mon partenaire connaisse bien certains des jeunes jouait à notre avantage, de même que les pratiques communes que nous avions. Petit à petit, nous avons pu, bénéficiant d'une meilleure relation de confiance, expliquer ce que nous faisons, de telle manière que les jeunes des deux cités où nous avons le plus travaillé savaient presque tous, à la fin, qui nous étions. Ce qui n'était pas entendable au début de la recherche l'était devenu avec le temps, d'abord sous couvert de confidences, puis en se banalisant peu à peu. Clairement, le fait que nous nous présentions aussi comme consommateurs nous rendait crédibles comme chercheurs auprès de nos interlocuteurs. Et même, à partir du moment où ils ont appris que nous faisons faire des analyses, ils se montrèrent fort curieux d'en connaître les résultats.

À peu près au milieu de l'enquête, nous avons été sollicités par un journaliste du *Monde* qui travaillait sur le cannabis. Hésitants d'abord, nous avons décidé de lui répondre. C'est finalement moi seul qui ai fait l'interview, mon partenaire n'ayant pu être présent. Alors que nous travaillions sur les « usages durs des drogues douces », j'ai pris le parti, puisque l'enquête était encore en cours, de modérer les aspects négatifs des pratiques de consommation, en expliquant que les données recueillies ne permettaient pas encore d'établir les méfaits cannabiques¹⁰. Deux jours plus tard, à notre surprise, la plupart des jeunes étaient au courant. Nous n'avions pas pensé que l'information circulerait aussi vite. Ce manque de clairvoyance aurait pu mettre en cause la poursuite de la recherche. Mais d'une part, le fait même qu'ils aient été au courant de notre enquête avant la parution de l'article a évité les tensions qui auraient inévitablement résulté d'une telle découverte, d'autre part, la relative censure que j'avais opérée sur nos données faisait que l'article ne stigmatisait pas les usages des jeunes.

Il y a une réelle difficulté à concilier la communication et le maintien des relations sur les terrains : le lendemain de la parution de l'article, une responsable d'un service de prévention avec qui je

.....

10. *Le Monde*, mardi 12 mars 1996, article de Jean-Michel Normand.

travaillais à l'époque m'a appelé pour me dire que j'avais tenu des propos laxistes et que c'était honteux. Elle avait raison : le rapport final de la recherche allait bien mettre l'accent sur des consommations problématiques de cannabis. On voit là les difficultés à concilier la logique de recherche et la logique de communication. Sur ce type de terrains, il est nécessaire de multiplier les précautions. De même, il est arrivé à certains chercheurs de rencontrer des problèmes à la suite de reportages télévisés. Rien là d'étonnant dans la mesure où la télévision, plus encore que la presse, engendre une impression de célébrité et souvent de richesse dans l'imaginaire populaire et qu'en retour naît du dépit parmi les enquêtés¹¹.

Quoi qu'il en soit, toute relation peut évoluer, sans même parfois qu'il y ait d'intervention externe comme celle que je viens de citer. Dans les cités de banlieue comme dans tout autre milieu, des logiques d'affinités prévalent. On s'aperçoit vite qu'être avec un groupe, ce n'est pas être avec tous les groupes et que le fait d'avoir seulement rencontré deux ou trois personnes peut barrer l'accès à d'autres personnes. Il existe bien des relations sociales entre ces groupes, mais ils sont régis par des logiques de communication internes définissant ce qu'il est possible de demander, de dire ou non. L'histoire des gens et des cités ne commence pas à la venue des observateurs et, comme dans beaucoup d'endroits, rapports de force et antagonismes sont l'ordinaire de la différenciation. De même, à l'instar de ce qu'on observe en milieu rural, il existe un flux extrêmement développé de rumeurs et de réputations qui fait que parler avec une personne disqualifiée dans l'espace de la cité peut atteindre le statut de l'enquêteur. Il lui est alors plus difficile de rencontrer d'autres personnes, les méfiances s'appuyant sur les relations supposées entre l'enquêteur et la personne avec qui il a été vu. En conséquence, toute dégradation dans les relations sociales locales peut rejaillir sur l'enquête.

Ainsi, sur une des cités où nous étions le plus souvent pour l'enquête sur la consommation de haschich, nous avons rencontré Tayeb qui était devenu l'un de nos interlocuteurs privilégiés et un

.....
 11. Boris Seguin et Frédéric Teillard donnent des exemples convergents dans leur ouvrage, *Les Céfrans parlent aux Français, chronique de la langue des cités*, Calmann-Lévy, Paris, 1996.

guide dans le dédale du marché du cannabis. Alors que l'enquête était bien avancée, il se brouilla avec un des revendeurs de sa cité. Il ne voulait plus que nous ayons de relation avec celui-ci et, malgré de nombreuses discussions, rien n'y fit, nous fûmes obligés de céder. Pour nous, il semblait logique de poursuivre une relation élaborée depuis déjà longtemps, ne serait-ce que pour préserver des relations correctes sur ce terrain. Il s'agissait là d'une stratégie dictée par l'enquête. Mais pour Tayeb, c'eût été un désaveu qui aurait remis en cause son image personnelle auprès de nous et vis-à-vis des autres jeunes.

L'espace relationnel de tout terrain est contrôlé. On n'échappe jamais totalement à la surveillance des habitants, au jeu des rumeurs, à l'établissement de réputations. Il faut que l'enquêteur, pour se prémunir contre ces réactions extrêmement rapides et sur lesquelles il est souvent mal informé, vérifie perpétuellement son statut et ses relations avec les habitants en contrôlant ses renseignements et en testant les droits (à parler et à agir) qu'il acquiert dans les groupes où il circule.

En ce sens, gérer sa place sur le terrain implique de ne jamais rien tenir pour acquis, y compris et surtout quand on se sent « accepté », de pouvoir disposer assez rapidement de plusieurs sources d'information, de les confronter et d'être extrêmement prudent dans les opérations de communication médiatique.

Mais si tout terrain est basé, forcément, sur des logiques relationnelles, qu'en est-il de ces relations lorsque l'enquêteur quitte le terrain ? Deux questions distinctes s'articulent ici : d'une part, il faut rédiger un rapport qui rendra plus ou moins compte de ce qui s'est réellement passé : d'autre part, il faut gérer des relations qui, forcément, recouvrent des aspects affectifs.

Après le terrain

Si les relations entretenues sur le terrain restent mouvantes, il peut arriver que le chercheur s'entende suffisamment bien avec certains pour qu'ils ne soient plus seulement des enquêtés, mais deviennent plus proches. C'est alors un tout autre problème qui se pose quand les gens nous traitent comme un ami. Ils parlent sans qu'on les questionne et se laissent aller à faire des confidences.

Ce qu'ils montrent quand ils nous accueillent chez eux, ils ne le montrent pas à l'enquêteur, mais à l'ami ou à l'invité. Que faire de ces matériaux ? Les utiliser, n'est-ce pas trahir la confiance accordée ? Bien sûr, il y a toujours la protection de l'anonymat, mais les personnes, elles, se reconnaissent dans les écrits de l'enquêteur. La rationalité de la recherche et les sentiments sont parfois difficiles à départager. Comment choisir entre ce que l'on dit et ce que l'on ne dit pas ?

C'est aussi la déontologie de l'enquête qui est en cause. Les attentes institutionnelles sont nombreuses. On voudrait détailler avec une curiosité non dénuée d'ambiguïté les réseaux économiques de survie qui ont peut-être permis que ces lieux n'explorent pas encore. On voudrait savoir ce qui constitue l'ordinaire du malheur, comme s'il y avait quelque malignité à vouloir cacher son mal-être ou ses bonheurs intimes. Mais quelles garanties le chercheur a-t-il de ce qui sera dit et fait de ses travaux, sur un sujet aussi polémique que celui des cités de banlieues, des pauvres ou des toxicomanies ? Comment conclure sans imaginer les dégâts que la machinerie politique peut encore faire ?

Ces doutes surgissent forcément quand on travaille sur commande. Pourtant, l'idée même qu'une meilleure connaissance du fonctionnement des sociétés puisse servir des fins politiques est inscrite dans le projet sociologique depuis son origine¹². Des sociologues, notamment dans la tradition américaine mais pas uniquement, se sont mis au service des instances gouvernementales ou des entreprises. Parfois même, certains se sont compromis dans des démarches dont ils avaient peut-être sous-estimé les conséquences potentielles¹³. Aujourd'hui encore, notamment face à un sujet aussi sensible que la banlieue, il me semble que toutes les précautions nécessaires ne sont pas toujours prises, ne serait-ce que pour garder l'anonymat des lieux et ne pas en accroître la stigmatisation. C'est une véritable question qui se pose là. Soit on accepte de répondre à des demandes dont on ne peut pas toujours maîtriser les conséquences et on prend des risques importants, soit on refuse de délivrer

.....

12. Portis Larry, « Critique et consensus dans la sociologie française hier et aujourd'hui », *L'Homme et la société*, XXIV^e année, n° 95-96, 1990/1-2, p. 59-72.

13. L'exemple le plus évident est bien sûr le fameux projet « Camelot ». Voir Nicolas Herpin, *Les sociologues américains et le siècle*, Paris, PUF, 1973, p. 148 et suivantes.

de telles prestations et on se cantonne à exercer une discipline de recherche fondamentale qui laisse libres les gestionnaires du social de se servir (ou non) à leur manière et selon leurs interprétations des travaux produits.

Pourtant, nul doute que la sociologie et l'ethnologie puissent servir utilement à la conception même des politiques publiques. Mais comment procéder alors pour éviter les éventuels dérapages ? Michaël Agar¹⁴ explique que le rôle des enquêtes ethnographiques est de décrire les réalités sociales de certaines catégories de populations dans des périodes de transformation sociale, lorsque les repères anciens se brouillent. Le chercheur devient alors un traducteur, essayant de rendre plus compréhensibles des modes de vie, des pratiques, des usages. C'est le rôle auquel j'ai essayé de me cantonner dans ces enquêtes. J'ai choisi de garantir aux personnes rencontrées l'anonymat et de garder les localisations exactes des cités secrètes. Parfois il a fallu négocier pour que ce choix soit accepté. Parfois, quand cela était impossible, j'ai travesti des lieux, mélangé les données d'une cité à l'autre, essayant de brouiller au mieux les pistes. Restituer des logiques, soit, désigner des lieux et des gens, non. La confiance dont j'ai pu bénéficier m'oblige à respecter la vie et l'histoire des personnes dans un milieu déjà trop souvent stigmatisé : connaissant ces gens, ayant partagé une partie de leur vie, il m'est impossible de les compromettre dans des discours les mettant directement en cause.

De la même manière, j'estime ne pas avoir vocation à découvrir ce que des gens voudraient cacher. Mon travail consiste à comprendre leurs vies, à restituer des logiques d'action ou de comportement dont les institutions et les politiques publiques se serviront ou non. Parfois des motivations, des actes relèvent de l'intime et du privé. Le chercheur doit-il alors aller au-delà des réticences ? La question n'est pas de savoir si l'on peut tout connaître, mais s'il est souhaitable que tout soit connu. Il y a des limites à poser à ce qu'on peut retranscrire. Le sociologue n'est jamais neutre, parce que, quoi que l'on puisse dire, lui aussi a des relations sociales avec les gens et qu'il est affecté par des situations, qu'il éprouve lui aussi des senti-

.....
14. Agar Michaël, « Le rôle de l'ethnographie dans les politiques de soins aux États-Unis », *Agora*, n° 31, 1994.

ments vis-à-vis de ceux que l'on appelle les enquêtés. À cela, pas de solution. L'enquêteur est seul juge ; lui seul peut porter les responsabilités de ses choix.

Reste le malaise. Nous sommes trop souvent mis en porte-à-faux, coincés entre nos deux rôles, celui de chercheur et celui de personne. Dans l'immersion durable, on partage toujours plus qu'on ne pense. Pris au jeu des relations humaines, je me suis souvent senti ridicule ou incompetent, sentiments par ailleurs peu étonnants, puisque venu là pour apprendre ce qui fait l'ordinaire de la vie des cités, un ordinaire qui n'est pas le mien, j'étais sans cesse confronté à des logiques inconnues. Ces sentiments sont aussi la trace de l'attachement qui, petit à petit, nous lie à nos terrains. C'est ce même attachement qui nous fait penser qu'à prendre des libertés (de description, d'interprétation, de schématisation, etc.) avec les propos de nos interlocuteurs, on pourrait profiter, tromper, trahir. Il faut rester prudent, ne serait-ce que parce qu'à trop dévoiler l'intimité des gens, on pourrait bien accentuer les méfiances et les défiances, tout ce qui sépare déjà tant le monde des cités du monde « extérieur ».

Un même dilemme se joue quand il faut quitter les terrains. J'ai parlé plus haut du dépit que les personnes interrogées pouvaient ressentir de n'être pas informées des suites d'une enquête. Mais comment organiser le retour des informations ? À cela, il n'existe pas de réponse parfaite. Il est rare que la lecture d'un rapport final puisse satisfaire les attentes des habitants, surtout s'ils ont des doutes sur la suite. Il est difficile même de rendre accessible l'écriture sociologique à tous, sans que la scientificité du rapport ne soit mise en doute. Souvent, parce qu'il s'agit de relations humaines plus que d'enjeux scientifiques ou institutionnels, il m'a semblé préférable de rendre compte oralement des conclusions ou des suites possibles d'une enquête. Mais même cela n'est pas satisfaisant. Comment procéder quand on doit partir, que le temps nous manque pour repasser ne serait-ce que dire bonjour ? Comment garder un peu des liens établis ? Ne pas le faire contribue, à mon sens, à détruire encore plus les liens sociaux que, pourtant, beaucoup définissent par leur fragilité.

Mais il ne faut pas s'y tromper. Nous ne sommes pas devenus des « mêmes ». Il ne s'agit pas de s'abandonner à des relations mythifiées que l'on devrait à tout prix garder. Il faut simplement

gérer un départ progressif, un effilochement naturel des relations, plutôt qu'une rupture brusque qui laisserait à penser que le chercheur, une fois son contrat accompli, n'a plus d'intérêt pour ceux avec qui il a travaillé plusieurs mois. Je n'y ai pas toujours réussi, pris dans les contraintes financières et matérielles, et ces situations m'ont toujours mis très mal à l'aise. Si entrer sur le terrain est parfois difficile, quitter le terrain est une chose encore plus délicate, qui ne peut se faire qu'avec respect et attention. Pour pénétrer un lieu, y rester, on est obligé de créer de l'intimité avec les gens. Quitter le terrain sans précautions, c'est alors désavouer cette intimité et trahir la confiance accordée.

Reste que, là encore, aussi imparfaitement que cela soit, il faut penser, au début du terrain, les modalités de départ, les conséquences du travail et les implications qu'elles peuvent avoir, sur nous, lorsque l'on croise un ancien enquêté qui nous en veut de ne jamais revenir, et sur les habitants, lorsque le travail produit peut amener à des inflexions politiques ou des mesures inappropriées.

C'est probablement en ce sens qu'il faut entendre l'expression de « terrain risqué » : non pas tant en ce qu'elle concerne des champs d'investigation difficiles où la frontière entre illégalité et légalité est fragile pour le chercheur, mais plutôt en ce que ce type de terrain demande un investissement fort et implique que la séparation entre le professionnel et le personnel ne soit plus si nette. Face à cette difficulté, il me semble qu'il est important de ne pas sacraliser l'expérience du terrain, mais, au contraire, de la rendre plus pragmatique et plus accessible en en démontant les rouages. Dans ce type de recherche, nous ne pouvons nous protéger que par une technique qu'il ne faut pas entendre ici comme un protocole déshumanisé considérant les personnes comme des objets, mais bien comme une assistance méthodologique tenant compte du double système d'obligations contracté, explicitement avec un commanditaire, implicitement au contact des personnes rencontrées.

Bibliographie

- Agar Michaël, 1994, « Le rôle de l'ethnographie dans les politiques de soins aux États-Unis », *Agora*, n° 31.
- Aquatias S., 2004, « Communication et réalités territoriales : l'exemple des relations entre les jeunes des cités et les représentants des institutions nationales et territoriales », *La revue française de service social*, n° 213, juin.
- Aquatias S., 2001, « Lien social, parents et argent : sociologie des conduites à risques juvéniles en banlieue parisienne », *Précarité, précarisation et santé*, Ouvrage collectif, Paris, INSERM.
- Aquatias S., 1999, « Cannabis : du produit aux usages. Fumeurs de haschich dans des cités de la banlieue parisienne », *Sociétés contemporaines* n° 36.
- Aquatias S., *En bas des barres, sociabilités et lien social des jeunes dans les cités de banlieue parisienne*, thèse de doctorat de sociologie, université de Paris VIII, sous la direction de N. Murard, avril 1998.
- Geertz Clifford, 1996, *Ici et là-bas*, Paris, Métailié.
- Barley Nigel, 1992, *Un anthropologue en déroute*, Paris, Payot.
- Favret-Saada Jeanne, Contreras Josée, 1981, *Corps pour corps, enquête sur la sorcellerie dans le Bocage*, Paris, Gallimard.
- Herpin N., 1973, *Les sociologues américains et le siècle*, Paris, PUF.
- Portis Larry, 1990, « Critique et consensus dans la sociologie française hier et aujourd'hui », *L'homme et la société*, XXIV^e année, n° 95-96, /1-2, p. 59-72.
- Rabinow Paul, 1988, *Un ethnologue au Maroc*, Paris, Hachette.

Du choix de méthodes d'investigation dans l'extrême... à l'étude du contre-transfert

KARINE BOINOT¹

J'ai cherché à repérer le sens croisé des représentations sociales des « SDF », des intervenants et les miennes, celles d'une chercheuse et praticienne psychologue travaillant sur l'exclusion. Les représentations sont activées dans les relations établies avec les personnes suivies. L'analyse triangulaire de la posture de chercheur, celle de praticien (la mienne et celle des intervenants avec qui j'ai travaillé) et celle des publics, est celle des conditions globales de l'enquête de terrain. Dans cette contribution, j'insisterai plus particulièrement sur les ajustements et les crises qui ont affecté cette recherche auprès de ceux qui nous confrontent à toutes sortes de phénomènes d'altérité. J'aborderai plus particulièrement la gestion des effets perturbateurs induits par la relation d'enquête en montrant les limites posées dans notre travail d'investigation.

Je propose un développement en trois chapitres. Le premier se concentrera sur mon entrée sur le terrain et mes rapports aux structures qui m'ont permis d'accéder aux personnes sans domicile fixe en endossant un rôle social et scientifique. Un second chapitre sera consacré à la gestion de mes ressentis au cours de l'enquête de terrain, avec une restitution de la subjectivation et de la réification dont les sujets « SDF » sont l'objet. Au-delà d'une œuvre de description, je m'interroge sur la relation subjective, les formes que

.....

1. Psychologue clinicienne, docteur en psychologie. Membre de l'Institut de criminologie et sciences humaines. Rennes II. karineboinot@yahoo.fr

cela peut prendre du fait de la position activiste du sujet « SDF », au travers du jeu émotionnel qui s'en suit, d'une gamme d'affects du sujet « SDF » tout autant que de celui qui le regarde. Un dernier chapitre sera consacré à l'analyse des violences institutionnelles et ce qu'elles ont provoqué en moi, notamment à cause de la double posture de praticienne et de scientifique.

De la méthodologie... à ma posture dans les structures

J'ai effectué le choix de la rue comme l'une des scènes où se joue l'errance. Il y en aurait d'autres mais la rue est la plus médiatisée, la plus accrocheuse, la plus misérabiliste. Je tenterai de montrer en quoi la rue est une mise en scène à risque, une théâtralisation qui déborde sans cesse, d'où mes variations de rôles et l'enchaînement des situations porteuses d'adaptations et de failles.

Après avoir étudié le plan départemental d'urgence mis en place sur la ville de Nantes, avec la DDASS, différents services publics et les associations intervenant dans le champ de l'urgence sociale, ceci pour toute l'année et avec des moyens renforcés pendant l'hiver, j'ai créé un modèle possible de schéma de la veille sociale sur Nantes. Celui-ci reprend les différents sites de survie qui peuvent correspondre à la trajectoire spatiale et institutionnelle de la personne « SDF ». Le choix des lieux se différencie selon la population. Chaque endroit a sa spécificité. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité me rendre dans des structures différentes basées sur la ville de Nantes. Au vu du guide de l'urgence sociale édité par la ville de Nantes, je suis partie du postulat d'un itinéraire d'une personne sans-abri dans le cadre de la fréquentation des structures de jour comme de nuit. Je me suis intéressée à différents moments de l'itinéraire du sujet. J'ai pu m'apercevoir que les réponses sont presque les mêmes pour tout le monde et que s'instaure une « sorte d'emploi du temps » dans la vie du sujet SDF qui passe à heures fixes d'un « Resto du cœur » à un foyer d'accueil de nuit ou à un centre de distribution de vêtements : dans cet espace vide de liberté inutile, s'organisent des rituels de vie que les usagers détestent changer.

J'ai donc fréquenté ces lieux que sont les accueils de jour, les centres d'hébergement, les associations caritatives et le Centre

hospitalier de Nantes. La liste n'est pas exhaustive, notamment pour les associations caritatives nombreuses sur la ville. J'ai néanmoins pu rencontrer les responsables de celles-ci lors de ma participation aux réunions du Collectif d'aide aux sans-abri. (CASA). Dans le cadre de ces rencontres, il a été essentiel pour moi de respecter la charte des cliniciens (pas d'enquête sans que la personne ait connaissance de mon statut, pas de caméra cachée). Les personnes sont acteurs du travail de recherche, c'est en cela qu'elles peuvent se transformer. Ainsi, j'ai précisé mon statut et les objectifs dans lesquels s'inscrivait ma recherche, ce qui n'a pas toujours été simple à expliquer aux membres des associations caritatives, qui souhaitaient pour certains que je devienne bénévole.

Pour illustrer mon positionnement et le cadre de ma recherche, je propose de relater une de mes demandes afin d'intervenir dans une structure d'accueil. Celle-ci a plusieurs modes d'intervention, le hangar où les personnes peuvent venir se restaurer, la maraude et cars du cœur des Restaurants du cœur. Il s'agit d'une formule « à bas seuil d'exigence », dans le sens où elle est en mesure de répondre à une demande jusque-là ignorée des structures officielles (personnes avec chiens, alcoolisées ou sous emprise de produit, sans projet d'insertion).

Lors de ma première rencontre avec la responsable de l'Oasis, je pénètre dans un hangar très bruyant – on entend des cris – à l'atmosphère complètement enfumée. Des chiens sont là et de l'alcool circule. La rencontre a lieu dans un bureau avec des interruptions. La responsable me fait visiter les lieux : hangar : cuisine, salle à manger, réserves alimentaires, sous-sol (vestiaires, douches, toilettes). Elle affirme d'emblée « Ici, tout le monde est bénévole. Donc, tu seras bénévole. » Présenté comme tel aux autres bénévoles, ce « statut » me pose des questions éthiques par rapport aux usagers, aux bénévoles et me paraît en complète contradiction avec ma réflexion initiale et en inadéquation avec les objectifs de recherche poursuivis. La règle du tutoiement m'interroge également sur la place de chacun entre bénévoles et personnes accueillies. Relativement à un écriteau à l'entrée « Il faut être un peu fou pour travailler ici », la responsable me précise qu'il y a des choses qui pourront m'étonner quant au fonctionnement mais qu'ici, c'est comme à la maison, tout le monde fait tout. Dans la salle à manger, en effet, les

bénévoles s'activent à faire la vaisselle tandis que plusieurs hommes et femmes terminent leur repas. C'est un système de self : entrée-plat chaud-dessert-café.

À l'entrée, un autre écriteau mentionne : « Ne sont admis que les SDF. » À ma demande de précision, la responsable répond qu'avant les vacances de Noël, ils se sont rendu compte de l'existence de « profiteurs » : ils avaient un logement, le RMI et venaient au restaurant. Ceci m'a permis, d'emblée, de me questionner sur la représentation du SDF. Ici, le SDF est donc celui qui n'a pas de domicile. Celui qui a un logement, même précaire, ne peut pas venir. Le squat est-il considéré comme un logement ? De même, les familles ne sont pas acceptées, ils ne veulent pas d'enfants dans le hangar car il y a des chiens et de l'alcool. Elle poursuit en me disant qu'il n'y a pas de mineurs avant d'ajouter « officiellement ». Cette question des mineurs m'interroge sur le cadre de l'intervention de la structure : Médecins du Monde s'inquiète de la question des signalements lors de leurs consultations au sein de l'Oasis. La responsable me précise : « On fait avec ce qu'on a. » En cas de comportements violents, les personnes sont expulsées et priées d'aller régler leurs comptes dehors. Après cette première rencontre, j'ai le sentiment qu'il n'y a aucun cadre. Je crois me trouver dans la cour des miracles, et m'interroge sur la pertinence de ma présence en cet endroit. Finalement j'y retournerai, ce lieu me permettant de « rencontrer » les hommes et femmes avec qui j'avais « fait connaissance » dans d'autres structures. Cependant, lors de la seconde rencontre avec la responsable, au vu de mon questionnement par rapport au statut de l'enquêteur, il est convenu que je me présenterai comme chercheur, lors d'un tour de table avec elle afin de « saluer les gars ». Certains disent, avant même qu'elle nous présente, qu'ils me connaissent déjà. Elle me présente en tant que psychologue disant que je serai là tous les mercredis. Je reprécise que je suis là dans le cadre d'un travail de recherche.

Compte tenu de cette étude sur les trajectoires spatiale et institutionnelle, j'ai choisi d'être présente sur chacun des lieux à des heures, jours, saisons différents sur une période de 18 mois. Cela me permet de « côtoyer » des personnes qui, au début de notre rencontre, « survivaient à la rue » puis ont fait la demande d'un accueil en CHRS, une minorité ayant pu recouvrer un logement en

sous-location alors que d'autres refuseront toute « filiation » institutionnelle².

La méthode retenue a été de nature qualitative : les informations ont été recueillies au moyen d'entretiens semi-directifs. Certains ont été enregistrés, et menés auprès des équipes de professionnels du champ sanitaire et social, de bénévoles et de leurs partenaires, ces derniers étant amenés à « les prendre en charge ». J'ai pu obtenir une vingtaine de récits de vie auprès des personnes fréquentant les dispositifs et celles y échappant. Enfin, j'ai procédé par observations (participantes ou non) dans la rue, des structures, lors de réunions, en accompagnement des intervenants³. Ma recherche est partie d'une clinique qui s'applique au contexte, à l'environnement, ceci pour me permettre d'approcher la réelle condition sociale de cette population fortement stigmatisée. Cette approche m'offre la capacité à décrire les manières d'être et de vivre en évitant les jugements *a priori*.

Cette méthodologie pragmatique et théorique s'est actualisée selon deux axes d'étude : la population des professionnels (les pratiques développées en travail de rue) et la population des personnes sans domicile fixe (ceux qui fréquentent les dispositifs et ceux qui ne les fréquentent pas). J'ai créé une fiche de recensement des structures participantes afin de mieux caractériser le dispositif, connaître les spécificités des structures participantes et rassembler les éléments nécessaires à la construction d'une stratégie commune d'observation et de participation.

Il s'agit de méthodes complémentaires pour produire des connaissances au sujet des itinéraires, modes de vie, systèmes de représentations des populations inscrites ou non dans une trajectoire d'aide et de soin. Ce choix répond à une volonté de rencontrer la diversité des acteurs, liée à la connaissance préalable de la réalité

.....

2. Alors que mon travail de terrain a concerné essentiellement la ville de Nantes, j'ai réalisé un « séjour » au sein du Samu social de Paris afin d'appréhender le traitement sociétal de l'errance au travers de la dimension de la capitale.
3. En participant à des maraudes, « visites » dans la rue et dans les foyers d'accueils pendant 18 mois, j'ai cherché à m'inscrire dans une démarche d'analyse des cas et des situations, loin de tout formatage nosologique. À titre d'exemple, l'étude du temps et de l'espace, très déformés chez les sujets SDF mais n'étant jamais altérés chez tous les sujets en précarité, représente à la fois un élément important de compréhension et d'approche pour cette population et un apport dans toute la pratique clinique.

des actions actuellement engagées en direction des personnes en errance. Dans un premier temps, il s'est agi de nouer des relations avec des professionnels travaillant sur le terrain (services d'aide aux sans-domicile), de les accompagner, dans la mesure du possible, dans leur travail de rue ou leurs activités dans des lieux publics, pouvoir effectuer des visites sur site et entretiens avec les intervenants et les responsables. Il ne s'agissait en aucun cas d'un mandat social, mais de comprendre comment s'organise le fonctionnement de l'urgence sociale à Nantes. Il m'a donc été permis d'y assister, de prendre des notes. Je n'ai perçu par ailleurs aucune rémunération, ceci me laissant « une complète autonomie en respect avec notre statut et éthique de chercheur ».

Comment aller au-devant des « SDF » en expliquant qu'il s'agit d'un travail de recherche ? Interroger « ce monde du dehors » souvent vécu comme intrusif et « ce monde du dedans ». Le premier signe de cette différenciation, pour le chercheur, est marqué par la relation d'enquête elle-même⁴. J'ai dû être « patiente », accepter qu'ils puissent faire preuve de méfiance dans un premier temps, être « testé » dans le sens où je ne venais pas à leur rencontre dans le cadre du voyeurisme et sur un court temps, d'où l'importance capitale de ma présence régulière sur les lieux . Il m'est apparu également essentiel de devoir « ajuster » mon comportement, dans le sens où j'avais fait le choix de les vouvoyer et de les interpeller par un « monsieur », signe pour moi du respect que je voulais leur témoigner. Rapidement, à leur demande, je les ai tutoyés et j'ai « abandonné » le « monsieur », respect qui, paradoxalement, apparaissait agressif pour eux, car signe d'une trop grande distance de ma part. J'ai aussi accepté la « bise », témoignage pour certains d'un non-rejet. L'entrée en relation avec les personnes a aussi été vécue comme une intrusion du « monde du dehors », légitime et normal, dans ce monde du dedans. Accoster les personnes sur le trottoir, lorsqu'elles ne sont pas connues par ailleurs suscite en premier lieu, en réponse à ce qu'Erving Goffman⁵ nomme la « sommation » pour solliciter une audience, premier temps de la cérémonie d'accès, un temps

.....
4. Pryan, 1996.

5. Goffman E., *La mise en scène de la vie quotidienne, tome I : La présentation de soi*, Paris, Minuit, le sens commun, 1973, 256 p.

de surprise : pourquoi une passante nous adresse-t-elle la parole ? Venant parfois après un temps de disponibilité, puis un temps de méfiance, arrive celui où la personne découvre que le sociologue s'adresse à elle de façon réfléchie et volontaire sans toutefois pouvoir situer ses attentes. Il s'agit de passer par l'empiétement sur un territoire, s'imposer sans justification évidente, dans le flou des balbutiements inauguraux. Le temps de la relation acceptée n'est que le dernier terme d'une rencontre difficile, si une orientation et une ouverture mutuelle sont ratifiées par les différents interactants. Même si nous pouvons toujours tenter de « réduire au maximum la violence symbolique qui peut s'exercer à travers la relation d'enquête⁶ », le sentiment d'étrangeté est toujours le premier.

Cela signifie-t-il que la réalité des sujets SDF est inabordable si nous n'intégrons pas leur « milieu » ? Sur ce thème, devant la figure mythique de l'errant, qui à la fois fascine et repousse, nous pouvons nous demander quel peut être le sens d'une approche scientifique. Ces personnes laissent perplexe et impuissant. Aussi, nous nous interrogeons sur la manière de tirer au clair les relations qu'ils entretiennent avec nous et celles que nous avons avec eux. Une chose est certaine, au vu de notre code de déontologie en qualité de clinicien, nous nous devons de dire à la personne à quel titre nous intervenons auprès d'elle.

Dans les structures, le jeu est plus ouvert. Le fait d'avoir été présentée comme psychologue suscite aussi des réactions. Certaines personnes me demandent confirmation. Cela me permet de préciser le cadre de ma présence ici, à savoir mon travail de recherche. Mon statut est ainsi clairement défini. Le fait que je fréquente les différents lieux où les personnes sont susceptibles de se rendre fait qu'elles me repèrent et, qu'entre elles, elles « se passent l'information ». Peu à peu, le terrain extérieur aux structures devient pertinent, sur un territoire donné. Les gens me racontent leur histoire par bribes ; à moi de reconstituer le puzzle. Ma position est délicate, car ayant repéré la fragilité – ce qui fait tenir la personne – il est d'autant plus difficile de poser les questions.

Pour certaines des personnes SDF et sans-abri, l'évocation du thème de départ a été faite directement. Ils ont tout de suite

.....

6. Bourdieu P., « Comprendre » in *La misère du monde*, *op. cit.*

commencé par leur arrivée au foyer ou leur basculement dans la rue alors que d'autres ont débuté par leur histoire et les conditions de leur naissance. Ce qui a laissé une grande liberté à l'interviewé qui a structuré son discours comme il l'entendait. Parler de soi a eu pour effet de soulager certains (P., J.) et le discours s'est parfois transformé en une logorrhée difficile à canaliser, ne laissant plus la place qu'à un monologue. Ce flux de paroles est pour d'autres un moyen d'occuper l'espace, d'éviter l'échange et, par là, les éventuelles questions génératrices d'angoisse.

Ce qui se dégage de l'observation des usagers des structures d'accueil est qu'ils ont de fortes réticences à parler de leurs difficultés ou de leur survie, d'où le temps nécessaire à une « accroche », préalable à une rencontre possible. À plus forte raison, ils n'expriment jamais directement leur souffrance psychique, à la fois, parce qu'ils cherchent à préserver leur dignité mais aussi pour se préserver tout court en évitant d'explicitier le fond de leur souffrance. Ainsi, la souffrance s'exprime-t-elle souvent par le corps, « mis à mal » : des conduites à risques (automutilations, addictions, refus de soins). Deux conditions sont déterminantes pour qu'ils s'expriment. D'une part, l'existence d'une relation de proximité à l'interlocuteur (pouvant se traduire par le fait d'être « là », le tutoiement), d'autre part, l'existence d'un prétexte, d'un alibi qui puisse servir de support à l'expression de la souffrance. Si j'ai pu obtenir, de la part des personnes interrogées, des informations sur ce point, c'est très clairement parce que les entretiens ont été conduits à partir d'une approche très concrète des pratiques et de l'organisation de vie des personnes. Ainsi, j'ai pris du temps pour et avec eux, proposition d'un café, aller les voir là où ils trouvaient refuge (gare, squat). Une pratique décalée consiste à entrer sur le terrain du quotidien, aborder la souffrance sous l'angle des problèmes matériels. C'est sur ces éléments de vie pratique que se sont greffés, ici ou là, les divers propos concernant la difficulté à vivre cette situation et, plus généralement, la souffrance liée à cette précarité. Je les ai aussi rencontrés, pour certains, sur une période de 18 mois, la demande d'entretien enregistrée venant après plusieurs échanges informels, lesquels permettent de passer du temps de connaissance à celui de la reconnaissance. Lors de ces échanges, il s'est agi de faire connaissance, de créer du lien, de partager du temps avec eux, de les accompagner lors de démarches ou bien d'accepter

des invitations comme la réalisation d'un pique-nique, de regarder ensemble la retransmission du Tour de France.

Le fait d'être présente sur plus de 18 mois a permis de réaliser des entretiens non directifs avec certains sans domicile fixe et sans-abri. Le choix de cette méthode autorise le temps et l'espace de la rencontre mais aussi celui de l'étonnement ; être surpris ou dérouté par ce que nous entendons est le premier pas vers la connaissance de l'autre. Les entretiens se sont déroulés en fonction de liens que nous avons pu tisser lors de nos rencontres, sur quelques soirs et matinées. Il est étonnant de voir comment, en quelques mois, la rencontre a évolué. Je me souviens qu'au début, les échanges étaient plus nombreux avec J.-L. et Y. L'aspect physique – eczéma sur tout le visage – de M. m'effrayait, lui-même restait plutôt distant. Puis, une fois, alors qu'il était installé sur un muret près du Lidl, revenant de l'Oasis d'où je venais de les quitter, il m'avait resalué. Il était à côté d'A. et avait pour projet d'aller se chercher un duvet à Carrefour car on lui avait volé le sien. Je me souviens même m'être dit que, ce jour-là, j'aurais pu lui proposer de l'accompagner. Pourquoi ensuite s'est-il confié à moi par rapport à son fils ? – je pensais d'ailleurs qu'il n'avait qu'un seul enfant alors qu'il en a trois : deux garçons et une fille – Par rapport au fait qu'il cherche où s'abriter ? Il a accepté une interview et, après le rendez-vous à la place Saint-Pierre, m'a demandé, intimidé, si j'avais du temps pour aller prendre un café, si cela ne me dérangeait pas. La promenade ensuite au Jardin des plantes où il évoque ses souvenirs d'enfance dans la ville de Nantes quand son père était dans l'armée, le fait qu'un de ses frères vive sur Nantes. Les éléments biographiques arrivent par bribes.

De l'immersion auprès des personnes SDF dans la rue... à l'analyse de mon contre-transfert

Les difficultés qui m'apparaissent liées à l'enquête résident notamment dans le fait que « la rue » ne permet pas de recueil exhaustif des données. Il s'agit de faire des choix et d'adapter les supports. L'évocation de souvenirs douloureux comme les ruptures affectives risque de raviver une souffrance psychique, de même que la narration d'échecs successifs (scolaires, familiaux, professionnels). En effet, j'ai moi-même été troublée par les témoignages que

j'ai pu entendre. Malheureusement, personne ne sait ce que l'évocation de souvenirs peut provoquer chez les personnes interviewées. Dans ce registre, j'ai tenté d'appréhender le vécu de la personne au travers de sa santé en abordant les difficultés de mouvement, de vue, d'audition, ce qui permet d'articuler un travail de recherche humain et la relative mainmise du sujet sur son récit. J'ai essayé de glisser le plus rapidement possible des questions sur la famille, qui sont particulièrement douloureuses, afin que les personnes ne se trouvent pas trop longtemps aux prises avec des souvenirs pénibles, qu'elles aient la possibilité d'en parler s'il elles le souhaitent. Je les ai aussi questionnées sur la dimension du travail, ce qui permet de replacer la personne interviewée dans un monde qu'elle connaît, a connu, auquel elle aspire. Les gens paraissent sensibles à cette approche « responsable » de leur biographie. Je me suis intéressée à leur environnement, les quartiers fréquentés, les relations avec les habitants. De même recueillir leur propre définition du logement est intéressant. L'hôtel est pour certains un logement et parfois la solution idéale qu'elles souhaitent obtenir.

Dans la rue, beaucoup s'accordent à dire que la proximité est fondatrice du lien, autrement dit aller vers, comprendre les codes, la langue ; savoir reconforter, créer une relation de confiance, accepter un contact parfois furtif, adopter une démarche de petits pas, adapter son discours à la situation du sujet peut construire un espace à l'intérieur duquel une reconnaissance se crée et une alliance se noue progressivement.

Cette proximité nous amène à côtoyer des situations de vie extrêmes (violence, deal, prostitution, faim, froid). Rejet, complicité, fascination, identification sont des risques que le travail de proximité fait courir, qu'il faut éviter en ayant la possibilité, pour un chercheur, d'en référer à son directeur de thèse, car ce sont les principaux écueils de cette démarche. La complicité, quant à elle, est une attitude complexe à déjouer car, en s'approchant des pratiques de la rue, en travaillant en compagnie d'intervenants qui parfois viennent eux-mêmes de ce milieu, la tentation existe de vouloir partager des savoirs, situations, secrets, expériences qui les mettent en difficulté dans leur propre rôle. Il vaut mieux ne pas savoir où certains d'entre eux ont trouvé leur « abri » car l'interdiction de le divulguer suscite quand même la méfiance. J'ai aussi rapidement compris qu'il

vaut mieux éviter de prendre des nouvelles d'une personne quand celle-ci n'est pas présente. J'ai pu mesurer à quel point la fascination pour la marge, la vie hors la loi, les consommations de drogues nous mettent en situation de voyeurs. L'identification à l'autre à la place duquel on se met et sur lequel on projette nos propres désirs et peurs est une des difficultés de travail qui exigent, en appui de l'action, analyse et supervision, ce dont nous n'avons pu profiter.

Le vécu des rencontres sur le terrain...

J'ai pu mesurer ce qu'« accueillir » veut dire : nous prenons non ce que nous voulons, mais ce que l'autre nous donne à partager. Ce qui m'a guidée est cette pensée de Denis Vasse : « La parole n'est ni la propriété de celui qui commande, demande, ni la propriété de celui qui obéit⁷. » Repérer, guetter la rencontre, être prêt au moindre signe, au moindre appel. Se rendre disponible au moment où on ne le pense pas, parce qu'on ne prend pas rendez-vous. C'est maintenant ou jamais qu'il faut répondre, dans le sens d'une rencontre liée au hasard, savoir accorder du temps y compris sur son temps personnel (hors travail de recherche), ce qui représente un des écueils à éviter car nous sommes dans l'« exposition » permanente. Ce qui est apparu est la difficulté à clôturer le temps de l'entretien et, en règle générale, j'ai discuté longuement avec la personne et finalement passé une partie de la journée avec elle, fréquentant les endroits où elle se rendait habituellement (gare, lieux de quête). Peut-être ai-je ressenti une dette dans cet échange et ai-je donné mon écoute, mon temps, un peu de moi-mêmes pour rembourser le don de cette parole si précieuse ?

De ma place de clinicienne, « peu importe que la personne embellisse une situation ou s'invente une histoire. L'invention ou l'omission lui appartiennent. La richesse financière antérieure ou la personnalité « combattante » peuvent être entendues comme des tentatives de s'extraire d'une catégorie disqualifiée socialement et dès lors comme un indice révélant l'intériorisation de ce jugement

.....

7. In Table ronde : « Souffrance psychique et lien social (les sans-travail, les sans-domicile, les sans-ressources, les sans-papiers). De l'aide à l'habilitation », Réseau régional Île-de-France de recherche en santé publique, « Santé mentale, travail et précarisation », Séminaire de recherche, 6 mai 2003. (<http://cesames.org/Textes%20et%20documents/semJoubert6.05.03.htm>).

et donc de ce modèle normatif chez la personne et la souffrance qui résulte de l'impossibilité de s'y conformer. » Je me réfère ici aux travaux de C. Lanzarini sur l'onirisme social. Le témoignage n'est pas un inventaire.

Il m'a été permis de rencontrer les différents affects accolés à la honte : colère, dépit, haine, envie, peur, tristesse. Comme rupture identitaire, elle engendre inmanquablement l'angoisse. La honte suscite la pitié, sentiment de commisération accompagné d'appréciations défavorables ou de mépris. C'est ainsi que m'en parlera F., qui faisait la manche rue du Calvaire. Une pitié vécue par le sujet honteux comme insupportable. Les regards chargés de mépris ou de pitié sont la source de violences, ils font « mourir » de honte. Le refus de voir, la crainte de se retrouver comme devant une autre partie de soi-même : ne pas faire honte pour ne pas avoir honte. On ne veut pas se laisser « toucher ». De même, lors de notre rencontre avec les sujets SDF, devant quelqu'un qui s'expose, se met à nu, qui se découvre sous le regard de l'autre, qui dévoile des sentiments que l'on garde habituellement en soi, nous sommes gênés par cette intimité soudaine comme l'exposition d'un corps abîmé, dénudé, décharné. Elle nous engage dans une relation intime non désirée, en lien avec « une souffrance qu'on ne peut plus cacher » sous l'emprise du choc du regard. Celui-ci serait happé par la visibilité expressive et bouleversante d'une douleur psychique et l'extrême d'une dégradation physique.

L'effondrement qui confine aux frontières de la dé-subjectivation et de l'inhumain dans un donné à voir serait au-delà de ce que le regard peut soutenir et de ce que l'homme peut supporter ; comme si les modifications psychiques produites émanaient avant tout d'un donné à voir, « ce qu'on ne peut plus cacher », un dévoilement saisissant et bouleversant. Le stigmate du clochard serait si visible qu'il semblerait interdire toute interaction quotidienne avec les « normaux » qui généralement l'évitent. Le repli sur soi serait aussi la conséquence de ces non-rapports, d'autant que ceux qui partagent son existence au jour le jour, se comportent de la même façon ; la peur de la contamination l'emportant sur d'autres intérêts.

Pouvons-nous vraiment nous identifier à quelqu'un qui expose publiquement sa dégradation physique, psychologique ou sociale ? Peut-on partager avec quelqu'un de rebutant ? La compas-

sion, sentiment qui porte à plaindre et à partager les maux d'autrui, se heurte bien vite au désir de mise à distance, au réflexe de rejet face à un autre soi-même qui représente justement tout ce que l'on ne veut pas devenir. Cet « autrui » nous fait honte, l'image de nous-mêmes qu'il nous renvoie est si insupportable que nous pouvons ressentir mépris et rejet. Deux attitudes contradictoires qui coexistent : la compassion et le mépris. « Honnir » et « Honte » ont la même étymologie « haunita ». Le contact quotidien avec les personnes qui sont habitées par la honte ou qui incarnent la déchéance est particulièrement difficile. Comment se reconnaître lorsque l'autre renvoie une image d'épave ?

Il s'agit de s'interroger sur sa propre implication. Les obstacles à l'analyse sont toujours en relation avec les résistances du chercheur clinicien. Tel l'ethnographe qui ne peut rencontrer autrui sans se rencontrer toujours plus prêt, il a été essentiel d'analyser comment j'ai dû être « sans-abri », autrement dit « sur exposée » dans certaines de mes investigations. Se savoir affectée, analyser ses affects et affectations éclaire les systèmes de relation dans lesquels nous prenons place. J'ai eu à m'interroger sur la place qu'ils ont bien voulu me laisser occuper et comment je me suis exposée physiquement et psychologiquement.

J'ai été immergée dans ce flot de questions tout au long de ma présence sur le terrain et encore aujourd'hui. Certaines d'entre elles m'ont permis de prendre conscience de l'importance du fait que quelqu'un puisse occuper la place transférentielle pour qu'un dire puisse se soutenir, qu'un discours qui ne soit pas hors sujet puisse se construire. J'ai été aux prises avec différents affects et afin de comprendre le contexte dans lequel ils se sont inscrits, je propose de faire part de certaines journées et de faits de terrain significatifs.

De l'ennui... à l'impotence

Quelques heures avant mon départ pour la soirée au foyer Saint-Benoît, je fais le ménage (chiffon, serpillière). Le sentiment que, depuis le début de ma fréquentation des structures et des rencontres des personnes à la rue, je nettoie beaucoup : « Il faut que cela soit propre. » Comme s'il fallait se débarrasser de ce que nous avons vu, entendu. Besoin de couleur, de fleurs, que cela soit gai,

vivant face aux angoisses diurnes et nocturnes qui m'envahissent. Depuis quelque temps, impossibilité d'y aller. Est-ce à voir avec le lieu, le dîner à partir de 18 h30 au sein du réfectoire, l'atmosphère du foyer ? Dès l'entrée, de voir toujours toutes les mêmes personnes qui stationnent debout devant la barre d'accueil, roulant éternellement leur cigarette, faisant quelques mots-croisés ? Le sentiment que les choses sont figées, un renvoi à des pulsions mortifères. Est-ce le sentiment d'impuissance, ne pas s'autoriser à leur poser des questions trop personnelles et qui leur renvoient le fait qu'ils sont là en attente. Même les traits des visages, je les trouve figés, avec un sentiment désagréable de ne pas avoir de place.

Leur rapport à l'espace est aussi particulier dans le sens où chaque jeudi, je les retrouve devant la borne d'accueil à attendre leur consultation avec le médecin. Certains laissent d'ailleurs passer leur tour. Rien n'occupe l'intervalle. Ils ne sont pas objet d'inquiétude, d'un désir de l'environnement, ce sont « des meubles », ils ne sont pas désirés. Leur repli semble être le résultat d'un entraînement. Souvent la question se pose de leur adaptation : le « SDF » est-il adapté ? N'est-il pas plutôt en « attente », adapté à rien ? Je peux observer de longues phases dépressives. S'il leur arrive d'édifier des projets, c'est dans un but de compensation ; souvent ils sont hors de portée d'eux-mêmes. En miroir, j'éprouve des sentiments de dévaluation, de déception sur ce que je peux entreprendre.

10 h30, l'heure du café apporté par les agents d'accueil, certains en boivent deux, trois à la suite, moment qui, me semble-t-il, rythme la matinée. 12 h00, l'heure du repas où ils quittent la salle d'activités pour le réfectoire. Aucun projet, le temps s'écoule comme un sablier, de même je me suis interrogée sur la durée : est-ce parce que la rue est un espace ouvert de la route, espace incapable de se clore sur des lieux ou d'y mener, espace sans réelles bornes, un temps sans repères ? Le temps ouvert, sans perspective précise comme s'il ne possédait plus la cohérence ordinaire, cette cohérence faite de projets. Le fait que cela soit figé paraît me figer aussi. Moi-même, je n'arrive pas à investir autre chose. Cela devient obsédant. Je ne peux pas être dans la rue à me promener sans me surprendre à regarder tel homme ou telle femme que j'ai repéré à sa démarche, aux sacs qu'il porte comme étant une personne à la rue.

Je me suis longuement interrogée sur le spectre « ne rien faire/faire » signifiant un questionnement sur notre rôle et place.

Je ne parviens pas à entrer en relation, à aller au-delà du discours qu'ils répètent inlassablement. « *On n'a rien à faire, out.* » Cela me coûte à présent de me rendre dans chacun de ces lieux, le sentiment que les choses sont figées. Je revois les personnes mais bien souvent elles vont encore plus mal que la dernière fois. Elles montrent parfois des signes d'amélioration initiale remarquables, jusqu'à ce qu'elles se mettent à reconsommer, et cela soudainement et sans avertissement. J'ai pu alors éprouver des sentiments de dépression et de rage, ainsi que de la culpabilité de n'avoir pas réussi à sauver et donc, de me sentir mauvaise. Beaucoup de questions sur le sens de ma vie, 30 ans, ce que je vais faire. Est-ce en lien avec la rencontre de ces hommes de 35-45 ans qui ne cessent de dire leur âge et là où ils en sont ? Moi-même, vais-je terminer ce travail de recherche ? Parvenir à trouver le « sens » que je désire donner à ma vie ?

Il me faut aussi composer avec de nombreux rendez-vous manqués illustrant la difficulté de s'articuler avec ce public très volatil. Même en allant sur leur lieu de manche – ainsi le rendez-vous ne leur fait pas perdre leur matinée – je ne les trouve pas toujours. Plus ça va, plus je me heurte à des obstacles pour les rencontrer en dehors des structures.

De même, j'observe une sidération de ma pensée, l'envie souvent de ne penser à rien, fonctionnement au jour le jour. Cela me paraît correspondre à un jeu de miroir. Ils suscitent en moi beaucoup d'interrogations. Ainsi, ne sont-ils pas venus au rendez-vous car ils m'ont aperçue à la fête des cerises à Vertou, où j'étais sur un temps personnel et en famille ? Peut-être n'ont-ils pas apprécié que je n'aie pas les saluer ? Il me semble, pour avoir travaillé sur d'autres publics, qu'on ne se pose pas toutes ces questions. Le lien apparaît si fragile que la distance s'en trouve d'autant plus difficile à évaluer. Comme s'ils suscitaient de l'indifférence ou une « obsession », une fois que nous nous y sommes intéressés.

Il est prévu que j'aie rendu visite à M., qui a été hospitalisé au CHU en octobre, après un malaise à l'Oasis, où nous nous trouvions ce jour-là. De multiples questions m'envahissent : dois-je lui apporter quelque chose ? Aura-t-il eu de la visite ? Lorsque je

l'ai appelé jeudi soir, il n'avait pas « le moral », avait rencontré par hasard, la veille, P., au CHU. Ce dernier lui avait dit que j'avais bien transmis les nouvelles, ce qui donnait l'opportunité à M. de me remercier à nouveau. Il venait au CHU pour y rencontrer l'anesthésiste. Il me rappelle le service, l'étage et me remercie encore d'avoir appelé. Je me surprends à avoir une pensée pour lui vendredi matin. Le samedi après la messe en l'hommage des personnes à la rue décédées, je me renseigne sur l'heure des visites. Celles-ci ne commençant que dans une heure, je maintiens le fait de ne pas m'y rendre le week-end.

À ce sujet, j'ai été très surprise par des marques de respect à mon égard notamment quant à ma vie privée, ne pas m'interpeller quand j'étais accompagnée en famille, car selon leurs propres propos « cela ne se fait pas » ; à l'époque où j'ai travaillé auprès des personnes toxicomanes, j'avais eu nombre de remarques sur la dangerosité que pouvait constituer le fait de s'approcher, côtoyer cette population. Des conseils m'ont été donnés comme ceux de ne pas révéler mon nom de famille, mon adresse... cela renvoie à la fantasmagorie que suscitent certaines populations et qui participe au sentiment de peur, d'insécurité, au risque de contagion présent dans l'inconscient collectif.

À mon arrivée, M. a déjà quitté le service depuis le samedi matin. Je décide de reporter ma visite à Saint-Jacques et de prendre de ses nouvelles par téléphone. M. me dit aller doucement, il s'excuse mais il est sorti le samedi matin pour un retour à Saint-Jacques. L'opération a duré deux heures trente, il est sorti de la salle de réveil à 18 h 45. Quand je lui demande s'il y est encore pour quelque temps, il me répond « un bon moment ». Je lui propose donc de venir le voir le vendredi après-midi s'il le souhaite, il me dit qu'il sera là, il ne bouge pas. Il me demande si je vois J.-L., de le tenir informé de son retour à Saint-Jacques et me remercie d'avoir appelé. J.-L. pourrait téléphoner mais a-t-il gardé assez d'argent pour acheter une carte téléphonique ? De plus, le lieu d'où il pourrait appeler, à l'Oasis, est fermé ce jour. Je pense aller voir si demain il est à la gare. J'y fais une tournée avec l'Équipe mobile sociale, ils ont leur local à la Gare nord de Nantes. À un moment je suis mise à la place de médiateur, c'était bien cette place de « messenger » qu'ils me faisaient occuper.

Une autre situation témoignant que je me situe non plus seulement dans le « faire » mais existe pour eux, est liée au fait, que je remarque que, depuis quelque temps, ce sont eux qui viennent me saluer et plus moi comme au début. Ainsi, si je m'attable avec l'un d'entre eux, il y en a un qui vient me dire bonjour, prendre de mes nouvelles. Nous revoyons la personne avec qui J.-L. était hier, ce matin, nous marchons à quelques pas de lui pour aller porter nos produits à recycler. Au moment où il doit tourner à une rue, il nous aperçoit et fait un geste de la main, il est en direction de la gare. À relire les premiers mois du journal de bord, nous nous rendons compte que ce que nous écrivions pour identifier les personnes avait trait à leurs caractéristiques vestimentaires, aux stigmates. Ne connaissant rien de leur histoire, il est difficile parfois de les différencier d'un autre. Par exemple, J.-L. a été longtemps « l'homme au parka jaune qui parlait peu » puis, c'est devenu J.-L. « tout simplement ». Nous l'avons vu changer au fil des mois, des compagnonnages. Ceci est intéressant du point de vue des relations qui se nouent à la rue.

De la prise de risque... à l'immobilisme

La veille, lors d'une maraude avec les bénévoles des Restaurants du cœur, au centre Neptune, j'aperçois deux hommes, un des bénévoles me demande si je veux y aller. Je m'approche et je remarque que l'un d'entre eux est allongé, mais repose sa tête sur son avant-bras, il a les yeux fermés ; quand j'arrive à sa hauteur, il se lève brusquement en criant : « Cassez-vous ! » Je suis partie en « trombe », effrayée par le fait qu'il puisse me courser. Dans ma précipitation, j'ai chuté de tout mon long sur le bitume. Le bénévole, lui, n'est descendu que lorsque je me suis relevée. L'homme en question est un métier déjà vu à Brin de Causette : soit il ne dit rien, soit il se montre très agressif. *J'ai vraiment eu très peur. Est-ce lié à l'homme retrouvé mort sur le parking de Lidl ? Au fait que je sois une femme susceptible de créer un rapport inégalitaire ? Toujours est-il que le sentiment d'insécurité ne m'a, dès lors, plus quittée.*

Aujourd'hui, j'hésite même à appeler F. ou N. alors que, jusqu'ici, je n'avais jamais eu peur si ce n'est, la dernière fois, à Brin de Causette. Hier, je me suis vraiment sentie en insécurité. En effet, pour se défendre, les personnes doivent se protéger et, ne sachant pas forcément qui vient les voir à la fin de la soirée voire au début de nuit,

il est normal qu'elles réagissent. *À ce propos, je me souviens que N., dans sa caravane, m'a montré sa bombe lacrymogène qu'il possède au cas où on l'agresse.* De plus, j'apprends hier les agressions envers Stéphane, le responsable de la Maison. Je reste à notre domicile, toujours à travailler sur le sujet mais me tenant à distance « géographique ». Aujourd'hui, la possibilité de me rendre dans un lieu d'accueil me laisse indifférente et même plus : les personnes sont souvent sous l'effet de substances et pour la première fois ça me fait peur.

Des difficultés à me concentrer surviennent, j'ignore si c'est la peur de la dernière fois mais il m'est difficile d'envisager sortir de la maison le soir. Appréhension de me retrouver dans l'atmosphère du foyer. Dès que je n'y vais plus depuis un moment, la démarche pour y retourner est difficile. Je ressens aussi la peur de sortir de la maison. N'est-ce pas lié au fait que le logement regroupe différentes dimensions symboliques ? La construction est la consolidation de l'identité tant personnelle que sociale. C'est le lieu où l'habitant retrouve l'intime de lui-même, c'est-à-dire son « chez soi »⁸. Le logement s'assimile à un rempart, à une seconde peau, à une limite protectrice avec l'extérieur. L'habitat est une enveloppe corporelle où l'on ne risque pas l'agression, une sorte d'enveloppe protectrice. Cela m'évoque l'enfermement. Peu à peu je me suis trouvée prisonnière du temps, j'ai éprouvé le besoin d'être en sécurité jusqu'à produire un huis clos. Ma résistance de départ à ce projet avait à voir avec la distance à préserver, le moyen de protéger mon intimité, ma vie privée. En fait, avec le recul, je peux dire que des scènes de vie auxquelles j'ai participé ou des instants partagés dans les structures m'ont autrement plus « exposée ». Je me suis mise hors abri à plusieurs reprises sans en avoir conscience, ce qui m'a permis de recueillir ce que je détiens aujourd'hui mais qui n'a pas été sans conséquences sur ma vie psychique.

De la crainte... à la peur... de sortir

Ce soir, maraude avec une autre équipe de l'Oasis mais je ne peux m'empêcher d'appréhender, alors que réside dans cette sortie l'opportunité de revoir certaines personnes dont A. et G. (nous avons aperçu G. samedi matin, il était seul et se dirigeait vers la

.....

8. Soullignon B., *Qu'est-ce qu'habiter ?* Nice, Z'édition, p. 12.

gare), N. à qui nous avons laissé un message hier, S., F., M. Ce qui s'est passé lors d'une maraude, m'a beaucoup marquée. Je remarque que, pour moi aussi, c'est par période qu'il m'est difficile d'avancer. Cette angoisse de sortir de la maison est-elle à mettre en lien avec une trop grande exposition de ma part à un moment ? Le sentiment que là, les murs peuvent me protéger. Difficile, en fait, de ne pas être aspiré par leur vécu. Avoir la nausée de la rue : odeurs, couleurs, bruits peuvent agresser.

Le comble est que, depuis quelques jours, les personnes que j'ai rencontrées au cours de mon travail de terrain passent une partie de leur journée sur un muret en face de la porte d'entrée de l'immeuble. Ce qui fait que, concrètement, je ne peux pas rentrer à la maison ni en sortir au risque d'être reconnue et interpellée. De plus, mon lieu d'habitation serait identifié et je ne peux m'y résoudre pour mes proches. Là m'apparaît être la limite de ce que je peux donner. Ils ont passé plusieurs heures, cet après-midi, « installés » à s'alcooliser, allant se « ravitailler » à l'alimentation voisine, consommant des pâtes à emporter venant de la boutique de restauration rapide située au rez-de-chaussée de notre immeuble. À leur départ, le cafetier d'à côté va déverser de l'eau de javel à l'endroit où ils étaient installés ! Il est à noter la quête commune pour aller chercher vins et bières, qui sont soit mis dans le sac à dos ou consommés dans le sachet plastique. Aucune capsule ou bouteille n'est laissée à traîner, à chaque fois, elles sont jetées dans la poubelle.

Le fait qu'ils occupent maintenant cette rue m'apparaît être en lien avec l'arrêté municipal par rapport à la consommation d'alcool dans le centre-ville. Ils ne sont plus « acceptés » sur les places publiques, et en cas d'infraction le liquide des bouteilles est directement jeté à l'arrivée de la police. De plus, il n'y a plus de bancs pour pouvoir s'asseoir. Sans compter qu'ils peuvent pratiquer la manche devant chez le buraliste du coin. « Le plus drôle » est qu'ils sont assis sur le muret d'une agence immobilière ! L'agence immobilière étant fermée cet après-midi-là, l'agent leur a « simplement » signifié qu'en semaine, ils ne pouvaient pas être là, les clients ne pouvant pas approcher les annonces immobilières.

T. est la seule femme du groupe, « une vraie cour » s'étale autour d'elle, elle boit beaucoup, annonce aux hommes qu'elle va « pisser ». Il y a deux jours qu'elle est en robe.

Nous pouvons les observer de notre fenêtre guettant leur départ, pour pouvoir nous-mêmes sortir, ou leur présence si nous devons rentrer. Ainsi, nous avons dû attendre plus d'une demi-heure pour pouvoir rentrer. S'ils sont « enfermés dehors », pour notre part, nous nous retrouvons « enfermés dedans » avec le souci constant d'observer ce qu'ils peuvent faire, puisque cela se déroule sous nos fenêtres et porte d'entrée. Nous nous retrouvons dans une position de voyeur. Le centre-ville est pourtant grand, mais ils viennent là depuis au moins une semaine.

Du fantasme du sauveteur... à l'impuissance

La mort de S. m'a touchée dans le sens où, à l'annonce radio-phonique, je me suis demandé qui cela pouvait être. Une pensée, vu le lieu cité, pour K. et P. qui squattaient dans cet endroit ! De plus, M., ce fameux mercredi 1^{er} octobre, était tellement mal. Peur aux urgences médico-psychologiques qu'il ne reste pas ou qu'on lui demande de repartir. Souhait de pouvoir être là afin de suivre l'évolution future de M. C'est important pour moi de prendre de ses nouvelles. Est-ce une façon de me rassurer, me dire que pour certains, quitter la rue cela peut marcher ?

Peut-il retrouver un appartement, se poser, renouer avec ce qu'il a connu avant ? J'appréhende à chacune de mes visites, de le recroiser dans la rue, un peu alcoolisé, « sale ». D'autant que j'ai partagé avec lui de nombreux moments. Le fait d'avoir été les voir le samedi pendant mes vacances quand ils étaient, lui et J.-L., à la manifestation organisée par un centre commercial, m'a beaucoup touchée. M. me donnera le Cdrom qu'il venait de gagner ainsi que quelques crayons, tous les « trésors » qu'il possédait ce jour-là.

Il était prévu que j'aïlle ce soir dans un des foyers, seulement je me sens fatiguée et je n'ai pas envie de quitter la maison. Aujourd'hui il a plu une grande partie de la journée, est-ce pour cela ? Je sais que de ce temps et le dimanche les choses sont encore plus difficiles, est-ce la peur de ne pas savoir quoi dire aux personnes ? Qu'elles soient fatiguées au point de n'avoir pas envie de parler ? Moi-même suis fatiguée. Pourtant je ne vais plus depuis quelques samedis matins à Brin de Causette mais je maintiens l'Oasis et la Veille sociale 44. Je ne pensais pas que cette recherche serait aussi éprouvante, épuisante moralement et physiquement. Je

me sens apathique et ne suis pas très « active » dans le sens de me rendre sur le terrain. J'ai le désir de me réfugier dans la lecture ou le sommeil de façon continue. Situation bien pénible, mais n'est-ce pas une façon de ressentir ainsi l'inconfort de cette vie que beaucoup doivent subir et qui les anéantit vraiment ?

Je suis anxieuse face aux risques que prend la personne. Le refuge imaginaire peut se transformer rapidement en piège, ainsi le cas de F. qui est dans une cave, en sous-sol, où toutes les variations s'éteignent : lumières, odeurs, bruits de l'aération, température de jour comme de nuit. Aujourd'hui, il vit de nouveau dans un appartement, ne fréquente plus les associations comme l'Oasis car il ne souhaite pas que cela s'ébruite et souhaite retrouver rapidement du travail. La dernière fois que je l'ai vu à l'arrêt de tramway, c'est lui qui est venu me saluer. Je l'ai recroisé un dimanche en revenant du marché, il attendait probablement quelqu'un devant une boulangerie, il m'a donné une poignée de main. À ce propos, j'ai souvent dû demander à ce qu'on me la rende... mon interlocuteur pouvait me la serrer très fort, s'en saisissant comme d'une bouée.

Une violence institutionnelle et sociale et qui ne dit pas son nom

De la faiblesse structurelle de l'aide

J'ai pu me rendre plusieurs fois au dispositif du 115, celui-ci fonctionne 24 heures sur 24 et établit rapidement un premier bilan social permettant de décider de l'orientation la plus adaptée aux situations rencontrées : réserver une place dans un CHRS, soins infirmiers. L'écoute sociale est seul jusqu'à minuit. Il ne décroche qu'à 18h30. Les rendez-vous sont fixés aux arrêts de tramway pour y conduire les personnes, il n'y a pas d'orientation en direct, cela permet de faire une évaluation par les éducateurs de l'équipe mobile. De 18h30 à 19h00, toutes les places sont pourvues, la liste est transmise au Samu social. Les personnes qui appellent ensuite sont mises sur liste d'attente où en cas de désistement, elles doivent rappeler à 21h30. Après, ce que peut faire le Samu est de déposer des couvertures. Lors de notre présence (18h30-21h30), plusieurs personnes demanderont si la maraude des Restaurants du cœur passera ce soir. Il y a aussi un phénomène de bouche à oreille, quand

il n'y a plus de place, les personnes s'informent. Certains essaient d'appeler plusieurs fois, espérant sans doute tomber sur un autre écoutant. À chaque fois, le nom est pris par ordinateur, l'écoutant se réfère au dossier.

1^{er} appel d'une famille qui demande : « Pitié », suivi d'un 2^e appel : « *J'aimerais dormir au foyer, prendre une douche.* » Ce à quoi l'écoutant social répond « *Il y en a qui n'y dorment pas de la semaine. Vous avez dormi où hier ? – Au foyer – C'est déjà bien.* »

Le reste de la soirée est calme jusqu'à 21 h 30, heure où les personnes doivent rappeler, six personnes travaillent au 115, une seule en soirée, en lien permanent avec le Samu social. Le lundi et jeudi matin, un bon de trois nuits est accordé aux personnes selon leur situation, leur vécu au foyer, l'avancée de leurs « projets ». Chaque appel est noté selon le type de démarche. L'écoutant social, ce soir, est un emploi jeune, il a eu une formation par alternance dispensée par la FNARS par rapport à l'écoute téléphonique, il se dit usé par le travail, par le manque de reconnaissance sociale. Pour lui, ce n'est pas vrai quand le personnel dit que c'est par manque de temps qu'ils ne dialoguent pas avec les personnes, c'est davantage par « non-envie », le sentiment de ne rien apporter et que le 115 est la déchetterie.

J'ai l'opportunité de me rendre au local de l'Équipe mobile sociale, il s'agit d'un bureau attenant à la gare SNCF. Je suis choquée par l'état de ce dernier, à savoir qu'il n'est pas entretenu, les dalles du plafond ne tiennent plus, trois sièges pour s'asseoir dont le tissu est taché, des trous de cigarette. Je me demande comment on peut accueillir des personnes ici. Aucune visibilité sur l'extérieur, les vitres sont teintées. Il se situe près du poste de police. Selon les travailleurs sociaux, ils ne font des entretiens que lorsqu'il s'agit de familles, « sinon, c'est mieux dans la voiture ». La SNCF refuserait de faire des travaux car elle souhaite récupérer ce local pour y mettre un fleuriste.

Du dysfonctionnement institutionnel

Au début, leur consigne était de ne pas dire aux personnes les raisons pour lesquelles il n'y avait pas possibilité de les héberger. Aujourd'hui, c'est différent, ils n'hésitent pas à signifier que cela relève des financeurs. Ainsi, la veille, le plan grand froid ayant été

levé, les familles logées en hôtel depuis deux jours se retrouvaient sans solution. Nous avons relevé que les structures d'accueil ne cherchent pas à homogénéiser leurs pratiques. Il en découle, pour les usagers, une obligation de s'adapter à des univers très différents perçus de fait comme incohérents voire arbitraires. La consommation de produits (alcool, haschich), est autorisée à l'intérieur de l'Oasis. Ce qui pose un problème de cohérence puisqu'à la Maison d'accueil de jour, les personnes qui apportent de l'alcool se voient signifier qu'elles ne pourront plus y revenir dormir. Ces discours différents ne peuvent qu'alimenter le comportement transgressif des personnes.

Un monsieur appelle en demandant ce qu'il en est par rapport à son hébergement à Saint-Yves, ce soir. Cela avait été vu avec un éducateur du Samu social, le directeur de Saint-Yves et la directrice de la Veille sociale : il avait avec lui un dossier d'admission. Sauf que là, la transmission n'a pas été faite et les deux places disponibles ont déjà été accordées. Quand l'écoutant social s'en rend compte et qu'il veut appeler le Samu social pour un échange, l'équipe refuse car les rendez-vous ont déjà été donnés aux personnes et il faudrait demander à l'une d'entre elles d'attendre une heure de plus. On répond donc à la personne qu'elle peut avoir un hébergement mais dans un autre foyer. Elle dit qu'elle ne comprend pas, on lui donne espoir le matin et, là, on la « casse ». Il lui est simplement renvoyé qu'on ne peut pas faire mieux et que si elle accepte le foyer du Champ de Mars, il faut qu'elle le dise maintenant car il y a d'autres personnes qui pourraient être intéressées. Ce qui nous surprend le plus, ce soir, c'est d'entendre les personnes quand elles appellent à 21 h 30 et qu'on leur dit qu'il n'y a pas de solution pour ce soir : « À demain. » Signe criant de la résignation. Certains sont plus revendicatifs en disant que, dès 18 heures, cela sonnait déjà occupé, impossible d'avoir le 115. Cet écoutant social a pour principe de ne jamais décrocher avant 18 h 30, sinon « *cela se saurait vite et serait inégal par rapport à ceux à qui l'on a dit 18 h 30* ».

À des choix stratégiques de gestion de l'exclusion

Alors que le 115 est censé recouvrir toute la Loire-Atlantique c'est-à-dire toutes les communes autour de Nantes, l'équipe avait commencé à se renseigner pour des places d'hébergement dans les

différentes structures ; seulement, on lui a vite rappelé que les CHRS étaient sectorisés et l'importance de le respecter. De plus certains maires ne sont pas désireux d'accueillir chez eux des sujets SDF.

On ne parle pas de personnes qui profitent du système de l'urgence mais de stratégies qu'elles mettent en place. Jugement sur ces personnes qui s'« installent, se maintiennent dans l'urgence », alors qu'ils souhaitent se « poser », avoir du « durable » : n'est-ce pas plutôt rassurant au vu de ce qu'on dit d'elles, à savoir instables, ne pouvant tenir en place ? Cela ne questionne-t-il pas des logiques différentes avec une société qui offre de moins en moins de garanties et où le fonctionnement institutionnel de l'urgence sociale est celui de la précarité ? Une insécurité sur différents plans mais on ne veut voir que celle que certains mettent en œuvre (entretien du sentiment d'insécurité, de violence). Qu'est-ce qui est violent ? S'entendre répondre « non » plusieurs fois par jour car ils ne sont pas « les seuls dans cette situation », comme nous avons pu l'entendre au 115, alors qu'en situation difficile, un retour à l'égoïsme est probant.

La consultation... ou quand l'intimité de la personne « SDF » s'en va !

L'infirmière d'un foyer d'accueil me propose d'assister à la consultation avec le médecin. Dans un premier temps, l'infirmière me dit que nous pouvons y aller. Elle frappe et m'introduit dans le bureau alors que le médecin est en pleine consultation, un homme est allongé en slip sur la table. Je trouve ma présence très déplacée, d'autant qu'il n'a pas été demandé, à lui ni aux suivants, si cela pouvait les déranger. C'est moi qui vais prendre l'initiative de cette précaution. Monsieur T. est une personne dans le déni de son alcoolisation, souffrant de névrite optique. Son assistante sociale entre dans le bureau, elle lui dit que son alcoolisation ne peut plus durer, elle ajoute qu'en 15 jours, il dépense 15 euros d'alcool. Il doit revoir sa fille début juin, il est prévu qu'il l'emmène au restaurant et au cinéma, elle précise pour ce dernier que ce sera celui à 2 euros car il a peu d'argent. Elle ajoute qu'il faudra qu'il boive de l'eau à table pour montrer l'exemple à sa fille. Ce qui me dérange est de voir cette assistante sociale « débarquer » dans le bureau du médecin et traiter la question de l'alcool de façon aussi brutale sans que cela puisse être repris avec la personne. Elle assiste à la fin de la

consultation et parle d'une autre demande Cotorep vu le handicap visuel – avant c'était pour une question médico-sociale –, devant Monsieur T. sans lui demander ce qu'il en pense.

Le reste de cette consultation sera une succession de patients sans le moindre signe de respect et d'écoute de la personne. À un moment, il est évoqué une suspicion de diabète pour une personne qui devait entrer en cure dans une clinique. Cela risque d'être compromis car on va peut-être devoir l'hospitaliser. La personne, elle, entend simplement que cela bouleverse le programme de cure mais ni l'infirmière ni le médecin ne s'inquiètent de savoir comment elle reçoit cette information.

Scène surréaliste, le médecin, ayant un doute sur le fonctionnement de son appareil, teste sa propre glycémie, celle de l'infirmière et le patient attend... au final, ce sera l'assistante sociale qui l'accompagnera au laboratoire, alors que c'est le rôle de l'infirmière.

Monsieur D. ne prend pas ses médicaments, notamment l'hypertenseur. Il est entendu qu'il devra le laisser à l'infirmierie et venir le prendre, ce sur un mode injonctif.

De la violence du traitement

Monsieur B, souffre du syndrome de Korsakoff. Le Samu social, jusqu'ici, venait le chercher tous les jours – il était sur un lit d'urgence au foyer Saint-Benoît – pour l'emmener faire ses soins à la Permanence d'accès aux soins de santé. Il s'agit d'une plaie à la jambe. L'infirmière, en entrant, et vu l'odeur, demande si c'est lui. Alors que le patient a eu un nouveau pansement et remet ses chaussures, l'infirmière arrive avec un bidon de désinfectant, en projette sur le sol, et le lit. Le médecin dit : « C'est pour éviter que les microbes se diffusent. » Le patient est toujours là ! Cet homme dit à plusieurs reprises qu'il n'aime pas les foyers, qu'il aime la liberté, qu'il était routier et dormait dans sa cabine, de plus, il a des difficultés à vivre avec les autres, ce à quoi l'infirmière rétorque : « On ne vous demande pas d'aimer les autres mais, nous, on vous aime bien, alors il faut rester à Saint-Benoît. » Alors que cet homme était en train de faire part de son vécu au foyer, ce qu'il obtient en retour est une injonction de rester, le tout sous couvert d'amour. Ce qui me surprend est qu'on n'attende pas que la personne soit sortie, le bureau et la chaise sont désinfectés. De même, à plusieurs reprises,

alors qu'une nouvelle personne est entrée, on continue d'évoquer la précédente. Toute l'intimité, le cadre rassurant que pourrait représenter le cabinet médical n'apparaît pas ici, on « enchaîne » les patients, tour à tour, l'infirmière, l'assistante sociale assistent à la consultation. Même si je connaissais ces personnes pour les avoir rencontrées dans le foyer, je trouve gênante ma présence au sein de la consultation. Quand mon médecin avait une stagiaire, il me demandait si j'acceptais qu'elle assiste à la consultation. Là, cela ne s'est pas posé, comme si le fait que cela se déroule au foyer Saint-Benoît ne nécessitait pas leur accord. Ne s'agit-il pas d'une question de pouvoir illustrée ici par l'assistante sociale qui peut surgir à n'importe quel moment de la consultation, à partir du moment où elle est référente de la personne ?

À ce propos, certains s'étonnent lors des plus grands froids, de deux phénomènes contradictoires où d'un côté, des sans-domicile fixe sont couchés dans la rue et, de l'autre, des centres d'hébergement déplorent que certains de leurs lits demeurent inoccupés. Cette contradiction ne nous semble qu'apparente. En effet, les lieux d'accueil, pour certains encore, sont peu « accueillants », de plus les personnes ne peuvent y séjourner longtemps, avec le risque en quittant leur place pendant quelques jours de ne plus pouvoir la retrouver.

Il faut faire attention à une autonomie pouvant être subie : certaines personnes peuvent être mises à mal par une brusque indépendance, se sentir seules. Intégrer une structure n'est pas toujours facile, ni sans danger pour les personnes trop fragiles. Le cas d'une femme de 51 ans est à prendre en compte. Vivant jusque-là dans des conditions précaires, rêvant toujours d'avoir sa chambre, elle a été accueillie et semblait épanouie. Pourtant des phrases telles que « *Vous êtes trop gentils avec moi* » ou « *Ici, c'est trop bien pour moi* » sont inquiétantes. Lors d'une crise, la personne a mis le feu à sa chambre et a dû être accueillie en hôpital psychiatrique. L'équipe n'avait pas eu le temps de l'orienter vers un spécialiste médical. De même l'histoire de cet homme qui avait énormément galéré et qui, quelques jours avant son admission, est mort d'une crise cardiaque.

Violence globale urbaine

Une autre scène, près de la Poste de Decré. Deux jeunes stationnent, l'un a une cannette à la main. À ce moment, quatre

agents de la Police nationale (CRS) passent, l'un d'entre eux s'adressant à ses collègues dira : « Virez-moi ça ! » Ils s'approchent, faisant un cercle autour d'eux, de ce fait, le groupe se disperse aussitôt.

J'entends quelques paroles vociférantes et de ma fenêtre je reconnais A. (l'homme au cactus) allongé sur le muret du café Saint-James, parlant tout seul, bientôt rejoint par deux personnes, dont une que je connais, pour l'avoir rencontrée dans des foyers d'accueil. Celle-ci sort de son sac de sport, un pack de bière. Quand je descends pour une course, trois policiers (police nationale) sont là et leur demandent de partir, ils attendent qu'ils rejoignent les rues parallèles. À mon entrée chez la buraliste, celle-ci dit : « Ils arrivaient à temps car ils commençaient à faire du bruit... encore deux qui ne savaient plus où ils habitaient. » Elle ne croyait pas si bien dire !

Intéressant de voir, à ce sujet, comment certains associent certaines situations avec un terme. Ce sera le cas avec K., à qui je demande s'il était toujours « installé » au CCAS ! Marquant un temps d'arrêt, il me répond : « installé » ? Je trouve intéressant que cela l'ait fait réagir. Ainsi nous pouvons employer des termes qui nous sont usuels, où pour lesquels nous ne mesurons pas l'importance que cela peut revêtir et qui paraissent pour eux incongrus au vu de leur situation. Avec une autre personne, j'emploierai le terme « se poser » alors qu'elle vient d'accéder à un logement extérieur dans le cadre d'un CHRS. Elle me reprendra en disant qu'elle va pouvoir se « reposer mais non pas se poser ». De même, par rapport au guide d'entretien utilisé, S. réagit vivement au terme « saleté » employé. Questionner les mots n'est pas que du ressort de la linguistique, c'est aussi, en travail social comme ailleurs, interroger les sens et l'essence de nos actes. « Les mots sont des fenêtres, ou bien ils sont des murs ; ils nous condamnent ou nous libèrent » (Ruth Bebermeyer).

Pour ne pas conclure, au vu de notre analyse clinique et contre-transférentielle, nous dirions qu'ils nous amènent au bord du cynisme ; ils portent les valeurs du cynisme, ils peuvent quelquefois être cyniques mais c'est la dimension subjective de l'observateur dans son transfert qui l'amène à les entendre comme étant dans une position cynique.

En m'interrogeant sur les formes de rencontre que j'ai vécues auprès de ces personnes, j'ai souhaité exposer la position que je peux

prendre, que chacun peut prendre. Il s'est agi d'un engagement dans une construction de l'autre à partir de ce qu'impliquent le cynisme et son observateur. J'ai vu le décalage entre la situation et ce qu'elle crée chez moi, elle ordonne une certaine conduite ; une manière de sauvetage mais ce n'est jamais l'autre que nous sauvons !

Finalement, pouvons-nous accepter de définir l'errance comme souffrance, incapacité, ou ne devons-nous pas au contraire constater que dans le « dérèglement de tous les sens » dont nous parlait Rimbaud, gît la véritable source des productions de subjectivité, de la création qui se fait toujours par dissidence, écart, face aux formes normales du sujet ?

Bibliographie

- Table ronde : « Souffrance psychique et lien social (les sans-travail, les sans-domicile, les sans-ressources, les sans-papiers) De l'aide à l'habilitation », Réseau Régional Ile-de-France de Recherche en santé publique, santé mentale, travail et précarisation, Séminaire de recherche, 6 mai 2003. (<http://cesames.org/Textes%20et%20documents/semJoubert6.05.03.htm>)
- Bourdieu P., « Comprendre » in *La misère du monde*, Seuil, coll. « Libre examen », 1993, 960 pages.
- Carré J.-M., *Les bâtisseurs d'espoir*, Les films du grain de sable, 2001.
- De Gaulejac V., *Les sources de la honte*, Paris, Desclée de Brouwer, Sociologie clinique, 2000, 315 p, p. 64.
- Goffman E., *La mise en scène de la vie quotidienne, tome I : La présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit, le sens commun, 1973, 256 p.
- Lanzarini C., *Survivre dans le monde sous-prolétaire*, Paris, PUF, Le sociologue, 2000, 280 p.
- Liam Wilson R., Wylie D., Matthieussent B., *Les dépossédés*, Christian Bourgeois éditeur. 2005, 347 p.
- Vidal-Naquet P.-A., Tievant S., *Les lieux d'écoute de la souffrance sans nom. Étude exploratoire*, Cerpe, Lyon, avril 1996, 77 p.
- Soullignou B., *Qu'est-ce qu'habiter ?* Nice, Z'édition.
- Télérama*, n° 2753, 16 octobre 2002.

Internet, un terrain d'enquête comme un autre ?

Recherche autour du journal en ligne d'Albert Vanderburg,
cybernaute et sans-domicile à Honolulu

MARYSE MARPSAT¹

Dans le cadre d'un travail sociologique, il y a plusieurs façons d'utiliser Internet : pour y recueillir les réponses à un questionnaire quantitatif – comme l'a fait Bernard Zarca (Zarca, 2004a et b) auprès de mathématiciens inscrits dans différentes associations ; pour réaliser des « entretiens » par courrier électronique ou *chat* ; pour observer un groupe de discussion ou un monde virtuel comme *Second Life*, etc. À ma connaissance, il n'existe pas de méthode largement répandue régissant l'usage d'Internet dans un travail de sociologie². Je vais développer ici quelques réflexions sur cet usage issues de l'écriture d'un ouvrage avec Albert Vanderburg, alors sans domicile, et auteur d'un journal intime accessible sur Internet (Marpsat, Vanderburg, 2004). Le travail sur ce journal (et les remarques de certains de mes collègues sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un « vrai » terrain) m'ont conduite à m'interroger sur les spécificités de cette approche. Plusieurs points me paraissent rapprocher l'utilisation de données recueillies sur Internet de celle d'autres données : il convient, de la même façon, de mettre en

.....

1. Chercheuse associée à l'INED et à l'ERIS (Centre Maurice-Halbwachs)
2. Voir toutefois les références données par Daniel Cefai (Cefai, 2003 : 577-578). Pour des exemples de travail sur les blogs, voir le n° 138 de la revue *Réseaux* (2008).


regard différentes sources, virtuelles ou non, afin de s'assurer de leur cohérence ; de replacer la situation particulière étudiée dans son contexte ; de conserver des principes quant à la citation et à l'utilisation des textes ; et d'apprendre le langage local, c'est-à-dire les différentes façons dont les internautes communiquent entre eux, sinon pour communiquer soi-même, du moins pour comprendre ce qu'on lit et l'utilisation qui est faite d'Internet.

Les circonstances de la réalisation de cet ouvrage

Albert Vanderburg est un Américain né au Texas, qui vit à Honolulu, dans l'État américain de Hawaï. Il a commencé son journal le jour où il s'est retrouvé à la rue, en octobre 1997. Il avait alors 57 ans.

De 1997 à fin 2006, il a écrit plusieurs fois par semaine depuis la bibliothèque de l'université de Hawaï, dont certains ordinateurs sont en libre-service. Après une longue interruption due à de gros problèmes de santé et à plusieurs séjours à l'hôpital, il a repris son journal début 2008.

Son journal est divisé en contes, les Contes de la Panthère (*The Panther's Tales*) dont chacun correspond à une entrée dotée d'un numéro. Albert Vanderburg a ainsi rédigé entre 150 et 200 contes par an, un peu moins fin 2006 en raison de son état de santé. Les contes ne sont donc pas construits du point de vue de sa situation actuelle à travers laquelle il donnerait rétrospectivement sens à son parcours, mais ils le retracent au fur et à mesure – y compris dans les incertitudes d'Albert et ses changements d'opinion, ce qui en fait l'intérêt par rapport à des mémoires écrits *a posteriori*. S'y ajoutent quelques textes complémentaires, dont certains décrivent brièvement son passé jusqu'au début des contes proprement dits. On y apprend qu'Albert s'est engagé à 17 ans dans l'armée américaine stationnée en Allemagne, qu'il fréquentait au début des années soixante les milieux artistiques new-yorkais et a lui-même peint et exposé, qu'il a occupé divers emplois de bureau à Londres, New York et Honolulu, avant de perdre son emploi et se retrouver sans-abri, et que *Panther* est un surnom lié à un jeu en ligne, et non un surnom de rue.



the panther's tale

1034


"I don't care too much for money, money can't buy me love." So sang the Beatles. But were they right? Your fellow Arles, the late, great Spike Milligan once observed that, "money can't buy you friends but it can get you a better class of enemy." If that's true, and if it is also true that many enemies start out as friends, perhaps money can buy friendship - of a kind. Perhaps it can even purchase a shallow, temporary form of something that might be mistaken for love. But one thing it can never buy is perspective. This weekend will bless you with this priceless commodity. Be appreciative.

year of the ram
new moon in aquarius
saturday, february 1

most recent tales
the picture gallery
readers write: third collection

the collected tales
Tales 1 - 938 are also available on the Internet Archive
[the uncorrected original version, with the dreaded *more*!]

search the Tales:



panther's cave manoa
Albert Vanderburg
350 Ward Avenue, #106-195
Honolulu, HI 96814
panther@lava.net

La première page du site d'Albert Vanderburg, au moment où il a écrit le Conte 1034. Le texte du début est une « prédiction » de l'astrologue Cainer.

1034

Praise careless people, indeed. On Tuesday I walked into the shop to get lunchtime beer and catfood, spotted a piece of green paper on the floor. I scooped it up, put it in my pocket, didn't examine it until I'd left the store. A twenty dollar bill. That's fifty-one dollars in found paper money within a week's time. Amazing, not only that people lose

those pieces of paper but that they remain unfound by others even in such heavily trafficked places as a store or the mall.

Much appreciated any time, but even more so when enduring the financial penalties of a major Follies.

I varied the routine somewhat on Tuesday, going back downhill for a second, late afternoon beer and returning to campus instead of going to the beach park. It started to rain lightly so I sat in a sheltered place and drank my beer, listened to the annual State of the Union address. The Bush has some clever speech-writers, probably the best of any president since JFK. The first part of the speech made Bush sound almost visionary (even if hydrogen-powered automobiles hardly matches the grandeur of JFK's pledge to put a man on the moon). What he had to say about Medicare and statutory limits on medical malpractice suits, not to mention restrictions on abortion, was less convincing. But the last section of the speech, devoted entirely to Saddam Hussein, was thoroughly unconvincing. Not that Bush really cares whether he convinces anyone or not. He seems utterly determined to go to war with Iraq.

After listening to the rather ineffective Democratic response to the speech I avoided the radio for the rest of the day, not wanting to hear any of the inevitable dissections and commentaries. There's only so much of that stuff I can take and those two speeches were more than enough.

On Wednesday I once again went downhill for a second afternoon beer and returned to campus, and again had to take shelter when it started to drizzle. I feel more comfortable on campus than in the beach park, particularly since there is a new encampment not far from the Sunset Table with disreputable looking tobacco and « loose change » beggars. I wish those types would go for the tourists and leave the rest of us alone. Last week the police broke up a larger encampment in the same area, as well as the one with the old man who kept pestering me. Oddly, they left a third group undisturbed, maybe because it's mostly Hawaiians or Polynesians? That one is more distant from my table and is frequently visited by people from Lord and Lady Moana's group.

As usual at this time of the month, the Black Hole is filled to capacity. I had been sleeping in the smaller area for

awhile but they've once again changed the rules and you have to have a « rest pass » to sleep there now. As I understand it, those are for people who work at night and are allowed to sleep in the daytime, presumably in that area. Why they've suddenly decided to make it a requirement at night is a mystery but I just meekly put my mat in the main area where they tell me to and escape into sleep as quickly as possible.

There's one of the rare new cute young men on the scene, always shirtless and seemingly a little mad. He was wandering around the shower area just after midnight, muttering to himself. He looked me directly in the eyes and I thought, « oh, you sweetie » while firmly telling myself to keep my distance. A cute new Bad Boy would be welcome but, please, not one who's loony. (The chances of one who isn't somewhat loony are pretty slim, of course.)

So the rather uneventful life of a hermit goes on, as this Year of the Horse draws to an end.

Le Conte 1034

J'ai découvert le journal d'Albert en consultant un forum de discussion américain sur les *homeless*. Pour compléter un rapport, j'y recherchais des débats entre responsables de centres d'hébergement américains, à propos d'un logiciel qui rassemblait les données sur les entrées et sorties des sans-domicile hébergés dans plusieurs centres différents et éliminait les doubles comptes, fournissant ainsi des données longitudinales. Albert était intervenu sur ce forum sur un sujet tout à fait différent ; en suivant le lien qu'il indiquait vers son site, j'ai découvert Les Contes de la Panthère, *The Panther's Tales*.

Nous avons correspondu amicalement pendant plusieurs mois avant que je n'aie l'idée de faire un livre centré sur son journal. Il s'est passé plusieurs mois encore avant que je ne me décide à lui proposer qu'on le fasse ensemble, car je ne me jugeais pas complètement apte à ce travail. Statisticienne de formation, et entrée un peu par effraction en sociologie, j'avais essayé, en vain, de trouver quelqu'un de plus approprié. En juin 2003, à l'occasion d'une conférence, et alors que le livre était en cours de rédaction, je me suis rendue à Honolulu, j'ai rencontré Albert pour la première fois « dans la vie réelle » et j'ai pu observer les lieux et les institutions dont il parlait dans ses Contes. La directrice du centre d'hébergement

où dormait Albert m'a fait visiter le centre (sans savoir pourquoi exactement je m'y intéressais), une partie du centre-ville où les sans-domicile sont nombreux, les alentours du centre pour femmes. J'ai rencontré diverses personnes en charge de programmes destinés aux sans-domicile, en particulier la distribution de repas à laquelle Albert fait quelquefois allusion et un service de santé itinérant. Je me suis également entretenue avec plusieurs personnes travaillant dans le centre d'hébergement d'Albert.

J'ai passé plusieurs heures avec Albert chaque jour. Il m'a fait visiter les lieux qu'il cite le plus souvent dans ses Contes, l'université et le centre commercial ainsi que le parc qui lui fait face ; j'ai rencontré un certain nombre de ses compagnons sans domicile et de ses amis logés.

Après la publication, nous avons continué ces relations amicales qui se poursuivent encore aujourd'hui (fin 2008), et nous nous sommes revus à deux reprises.



Albert en juin 2003, photo Maryse Marpsat.

L'ouvrage issu de ce travail explore principalement trois thèmes : la vie quotidienne d'Albert et des sans-domicile qui l'entourent ; les journaux intimes sur Internet ; le parcours d'Albert et l'influence sur lui et sur les personnes de sa génération de trois « parcours collectifs » : l'autonomisation de la peinture américaine dans les années 1950, les mouvements beatniks et hippies, et le développement de l'informatique et des médias.

Sources en ligne, sources hors ligne

On opère souvent une distinction entre les travaux qui s'intéressent à Internet lui-même, par exemple l'observation du fonctionnement d'un univers comme *Second Life*, et ceux qui utilisent des données recueillies sur Internet pour comprendre la « vie réelle ». Ces deux aspects se retrouvent dans les travaux autour du journal d'Albert.

D'une part, j'ai cherché à comprendre le fonctionnement des journaux « en ligne » : j'en ai consulté un grand nombre pour comprendre en quoi se rapprochait ou différait des journaux « papier » cette nouvelle façon de parler de soi, où ce que l'on écrit peut être lu par des milliers de personnes de par le monde, mais aussi par des proches – parents, enfants, relations professionnelles – dont on ne souhaite pas nécessairement le regard. Afin de replacer le journal d'Albert parmi les autres journaux accessibles sur Internet, j'en ai consulté plus d'une centaine, notamment le petit nombre de ceux dont il indique lui-même l'adresse, et de nombreux autres rassemblés dans quelques *webrings* et sur les sites des logiciels de construction de tels journaux. J'en ai suivi sur une certaine période, ou consulté de façon rétrospective sur plusieurs mois, environ une cinquantaine. J'ai longtemps continué à en suivre une quinzaine de façon presque quotidienne, dont deux écrits par des sans-domicile américains, un homme d'âge moyen et une jeune femme.

Les statisticiens, dont je fais partie, ont l'habitude de combiner une approche « conventionnaliste » (en considérant que leurs catégories résultent de compromis et de conventions, que travailler sur des questionnaires revient à travailler sur des déclarations et des représentations construites dans l'interaction avec l'enquêteur, et que leurs « données » sont en fait « construites ») et une approche « réaliste » (en se servant de leurs résultats comme d'une image fiable

du réel). D'après Alain Desrosières (2003 : 51), c'est même ce qui fait « le sel du métier de statisticien ». En prolongeant cette posture professionnelle, j'ai d'autre part utilisé le texte d'Albert, confronté aux observations que j'ai pu faire moi-même durant le temps bref passé à Honolulu et aux travaux des chercheurs américains sur les *homeless*, pour comprendre comment s'organise la vie d'une partie des sans-domicile de l'île, et comment sa trajectoire l'a conduit à cette situation. Cette utilisation du texte pour « comprendre le réel » et non seulement pour observer des représentations s'est faite dans un aller-retour entre données en ligne et hors ligne, comme le montre l'exemple qui suit.

Vérification/validation

Comme toutes les autres données, celles obtenues par Internet doivent être vérifiées. Dans la mesure où je souhaitais utiliser le journal d'Albert pour comprendre sa situation et sa trajectoire, et pas seulement les représentations qu'il en avait, j'ai essayé de vérifier tout ce qu'il était possible, que ce soit par des sources en ligne³, des ouvrages, ou en interrogeant d'anciennes relations d'Albert. Il y a non seulement une complémentarité, mais une combinaison de ces sources permettant les vérifications. Ainsi, une référence trouvée sur Internet conduit à un ouvrage dans une bibliothèque, un contact noué par e-mail se traduit par l'envoi d'une photographie d'Albert quand il avait 20 ans, etc. Pour donner un exemple de ces allers-retours entre données accessibles dans l'espace « virtuel » et données plus classiques du monde dit « réel », voici l'une des vérifications que j'ai réalisées concernant les activités d'Albert dans le milieu artistique new-yorkais⁴. Albert vivait alors avec un peintre, Edward Meneley, et tous deux avaient monté une petite entreprise qui réalisait des diapositives d'œuvres contemporaines, la *Portable Gallery*.

.....

3. Le Museum of Modern Art (MOMA) de New York possède un catalogue consultable en ligne, la Dadabase, qui regroupe les ouvrages de la bibliothèque du Musée, ses archives et ses centres d'études. Une consultation de cette base sur le nom « Vanderburg » fait apparaître le périodique *Dada News*, que publiait Albert dans les années quatre-vingt (depuis, j'ai chez moi les exemplaires d'Albert, qu'il m'a confiés).
4. Albert était au courant de cette recherche (rétrospective pour sa plus grande part) et m'a autorisée (par écrit) à me servir de tout ce qu'il avait pu écrire.

Dans le Conte 856, Albert déclare :

« *J'étais en train de fouiller sur le Web mercredi matin et je suis tombé sur ceci* : Johns, Jasper. Lettre à l'éditeur. *Portable Gallery Bulletin* (New York, N.Y.), n° 3 décembre 1962, n.p. Réponse à Albert Vanderburg numéro de novembre 1962 au sujet d'une photographie de l'œuvre combinée de Robert Rauschenberg, *Short Circuit*. Repris dans Kirk Varnedoe, ed., et Christel Hollevoet, comp., Jasper Johns : *Ecrits, Notes du Carnet à croquis, Entretien* (New York, N.Y. : The Museum of Modern Art, 1996). »

Un exemplaire de cet ouvrage se trouvant à la bibliothèque du Centre Pompidou, j'ai pu en envoyer une photocopie à Albert. Le contenu du texte correspond parfaitement à la narration qu'Albert avait faite précédemment sur son site (et contribue à expliquer comment son refus d'appliquer certaines règles du jeu l'a exclu du monde de l'art new-yorkais).

LA QUERELLE AVEC JASPER JOHNS

Dans le numéro d'octobre 1962 du *Portable Gallery Bulletin*, édité par Edward Meneeley et Albert, ce dernier écrit : « Avant la première exposition de Jasper Johns et le succès qui a suivi, Rauschenberg lui avait donné un « coup de main » en incluant, dans une peinture qui associait les œuvres d'autres personnes, un petit drapeau par Johns. Il y a une photographie de ce travail qui n'a pas été présentée publiquement en raison de l'insistance personnelle de Robert Rauschenberg. Le travail lui-même est bon, selon la norme établie par d'autres œuvres de Rauschenberg, et la valeur historique de ce travail et de sa photographie est indiscutable. On peut, alors, sans doute expliquer la suppression de la photographie comme une opération de camouflage d'une manœuvre politique. »

D'après Albert, en incluant le travail de Johns, alors relativement inconnu, dans son tableau *Short Circuit*, Rauschenberg, qui était son amant, voulait l'aider à accéder à la célébrité. En refusant de rendre publique la photographie après la séparation de Johns et Rauschenberg, le galeriste Castelli et Rauschenberg auraient tenté de dissimuler cette aide.

Dans le numéro de décembre de la même revue, Johns adresse une lettre à Edward Meneeley, qui est une réponse à Albert :

« Cher Monsieur,

J'ai toujours supposé qu'il était permis aux artistes de peindre ce qui leur plaisait de la façon qui leur plaisait et de faire ce qui leur plaisait de leur travail – le donner ou non, le vendre, le prêter, en permettre la reproduction, retravailler dessus, le détruire, le réparer, l'exposer, ou non. L'utilisation que fait Albert Vanderburg du refus de Robert Rauschenberg à la Portable Gallery portant sur l'utilisation d'une photographie, comme excuse pour l'accuser de "manoeuvre politique", semble déplacée. La décision de Rauschenberg faisait partie d'une résolution des différences d'opinion entre lui et moi sur les valeurs commerciales et esthétiques touchant à ce travail. La peinture elle-même a été publiquement exposée au moins deux fois et, je crois, des diapositives en ont été utilisées dans des conférences publiques.

Le texte de M. Vanderburg ne présente aucune preuve d'un quelconque "engagement politique trop zélé" de Robert Rauschenberg et a rendu inutilement un mauvais service à l'un de nos artistes les plus dynamiques et les plus inventifs, aussi bien qu'à votre bulletin. »

Au-delà de ce que j'ai pu apprendre sur ce qu'une dichotomie commode mais un peu abrupte nomme le monde « réel » et le monde « virtuel » – termes qui ne me conviennent pas vraiment car le monde dit « virtuel » est réel aussi, mais d'une autre façon –, je me suis intéressée aux interactions entre ces deux niveaux de réalité. Par exemple j'ai essayé de voir en quoi l'écriture de son journal était pour Albert une façon de revisiter ses expériences quotidiennes y compris les plus humiliantes, de prendre du recul (en particulier par l'humour, mais aussi en les décrivant de façon détachée) et de conserver une image de lui-même acceptable. La « présentation de soi » opérée dans le journal fait partie des efforts pour survivre, cette fois-ci d'un point de vue psychologique.

La présentation de soi

On pense souvent que sur Internet on peut se présenter sous n'importe quel masque, les avatars comme on les trouve dans *Second*

Life ayant une identité, un aspect physique, des loisirs et des occupations quasi « professionnelles » qui leur sont propres. Viennent à l'appui de cette vision quelques faits divers spectaculaires, comme cette mère d'élève américaine qui a pris pour identité celle d'un adolescent afin de piéger une autre élève dont elle estimait qu'elle avait maltraité sa fille (mai 2008), ou le journal d'un étudiant ami d'Albert, qui pendant des années a prétendu être une jeune femme. En particulier, tout ce qui est lié au corps (accent, prononciation, tendance à rougir ou à pâlir, maintien affalé, mais aussi âge et genre...) est invisible. De plus, contrairement aux interactions « en temps réel » (comme sur *Second Life*), la mise en place d'une nouvelle page de journal se fait quand l'auteur se sent prêt, quand il a suffisamment travaillé ce qu'il dit pour penser que cela donnera de lui l'image qu'il souhaite. Il peut en être de même des interactions par email (surtout quand il y a 12 heures de décalage horaire et qu'on a le temps de relire son message avant de l'envoyer, puisqu'on sait qu'il ne sera pas lu avant plusieurs heures, lorsque le correspondant sera devant son ordinateur).

Toutefois, comme de nombreuses interactions passent par l'écrit, certaines ressources ou lacunes de l'individu « réel » sont mises en jeu : la mise en forme des mots, l'orthographe, le style, révélateurs du milieu social d'origine ; l'aptitude à utiliser les codes et les abréviations (type SMS) en cours sur les forums, qui révèlent à la fois l'âge et la pratique d'Internet ; enfin, les compétences techniques : si rédiger un journal sur Internet n'en demande plus beaucoup, en raison de l'existence d'aides (payantes) à sa réalisation, il est plus compliqué, et nécessite un équipement qui peut être coûteux, d'y introduire des vidéos. Quand on travaille sur les journaux, on se trouve donc un peu dans la même situation que quand on observe un intérieur en essayant d'en tirer des informations sur la personne qui y vit.

L'entrée sur le terrain

Le chercheur peut lui-même se demander sous quel aspect il va se présenter. Il a même la possibilité de se présenter sous plusieurs identités différentes (quoi qu'il vaille sans doute mieux changer d'ordinateur pour cela) : par exemple, être officiellement chercheur quand il fait des entretiens, mais participer à l'univers virtuel dont il veut comprendre la culture sans révéler son métier

(avec un autre avatar ou un autre nom). C'est ensuite à lui de voir quelle est sa position éthique sur ce sujet.

Le chercheur peut, jusqu'à un certain point, avancer masqué : il peut lire les journaux sans contacter l'auteur et les discussions des forums sans y intervenir (ce qui n'est pas forcément très bien vu quand quelqu'un s'en aperçoit), ou se fabriquer une identité ou un avatar qu'il abandonnera pour d'autres quand il aura mieux compris les particularités du lieu virtuel qu'il explore. Mais, même si les journaux sont écrits pour être mis à la disposition du public, savoir qu'un chercheur les observe dans le cadre de son travail peut en modifier le contenu, comme en témoigne Philippe Lejeune (Lejeune, 2000) lorsqu'il évoque la réaction de Mongolo, un des « diaristes » dont il suit régulièrement les écrits, et de qui il s'est fait connaître.

L'éthique de la recherche

On peut s'interroger sur ce que peut être une éthique de la recherche sur Internet, comme le fait l'*International journal of Internet research ethics* (un journal créé début 2008, voir sur www/internetresearchethics.org). L'une des questions que je me suis posée à l'occasion de ce travail était relative à l'utilisation des différents textes sur lesquels je me suis appuyée, provenant de journaux en ligne, de forums de discussion, etc. Fallait-il les traiter comme des textes publics, à citer sans autorisation particulière sous réserve de mention de la source, c'est-à-dire de respect de la propriété intellectuelle ? ou comme des textes privés, auquel cas il fallait demander l'autorisation de l'auteur (Canavagh, 1999) ? Les journaux et autres blogs ont été conçus pour être lus largement, et on peut donc penser qu'ils ne relèvent pas de la conversation privée, sauf s'ils ont été protégés par un mot de passe et qu'on y soit entré par effraction ou par défaut de cette protection. J'ai toutefois demandé leur autorisation aux auteurs que je citais. En revanche, ce qui se dit en « privé » dans les *chats*, sur *Second Life*, dans les jeux vidéos relève du privé. Entre les deux, ce n'est pas toujours très clair. L'usage d'Internet dans une recherche pousse à se poser d'une façon nouvelle la question de la frontière entre public et privé.

Qu'est-ce que cela apporte aux travaux sur les sans-domicile ?

Puisque nous en sommes à cette question de l'espace public et de l'espace privé, je vais m'appuyer sur le journal d'Albert pour

donner quelques éléments concernant l'usage de l'espace par les personnes sans domicile, et voir en quoi, dans son cas particulier, ce journal lui procurait une forme d'espace privé auquel il n'avait pas accès dans la vie « hors ligne ».

Espaces à statut, espaces marginaux

Comme le montrent Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon dans leur travail sur la grande bourgeoisie, « Le droit à l'espace est sans doute l'un des privilèges sociaux les plus discriminants ». En particulier « il signifie un pouvoir de tenir à distance » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1997/2002 : 45). Les sans-domicile, situés à l'autre extrémité de l'échelle sociale, se voient dénier ce droit : régulièrement chassés des lieux publics, ils sont souvent hébergés dans des centres surpeuplés – comme celui décrit par Albert, où il est difficile de circuler entre les matelas posés à terre – et ils doivent vivre leur vie, y compris dans ses moments les plus intimes, sous le regard de tous.

Au sein de l'espace urbain, le chercheur américain David Snow distingue les espaces « à statut », les espaces « marginaux » et les espaces « de transition ». Les espaces « à statut » sont les zones résidentielles, commerciales ou de loisirs, ou celles qui ont une valeur symbolique ou politique ; les espaces « marginaux » sont constitués de bâtiments abandonnés, de terrains vagues, de terrains sous des bretelles d'autoroute ; les espaces de transition sont intermédiaires entre les deux autres types (Snow et Anderson, 1993 : 103-106 ; Snow et Mulcahy, 2001).

Les sans-domicile, du moins les plus visibles d'entre eux, sont chassés des espaces publics « à statut » et relégués dans des zones à l'écart, espaces « marginaux » ou espaces de transition. Les centres d'hébergement et les autres services d'aide sont généralement situés dans les quartiers les plus modestes des grandes villes, même si, comme à Paris, la *gentrification* peut se traduire par la présence d'un centre d'hébergement dans un quartier autrefois populaire mais qui ne l'est plus.

Pourtant, accéder à l'espace « à statut » est important car c'est lui qui fournit une grande partie des ressources, nourriture, travail, lieux où pratiquer la mendicité.

Se maintenir dans un espace « à statut » nécessite des compromis avec ses occupants, qu'il s'agisse des habitants ou des commerçants : il faut laisser propre l'espace autour de soi, ne pas faire de bruit, ne pas dormir et ne pas boire en public, ou le faire discrètement.

Honolulu est une ville très touristique, ce qui en fait un endroit plein de ressources pour les sans-domicile, à la condition qu'ils ne perturbent pas cette même activité touristique. Être accepté dans l'espace public, pour pouvoir en utiliser les ressources, nécessite d'adopter certaines règles de conduite, « d'étiquette nomade » selon les termes d'Albert. Il convient ainsi de ne pas s'emparer des mégots aussitôt abandonnés mais d'attendre que leur ancien propriétaire s'en éloigne. Il ne faut rien faire qui puisse inquiéter ou rebuter les touristes, et irriter ainsi les commerçants, comme fouiller dans des poubelles trop proches. Au point qu'Albert envisage d'écrire des guides, soit destinés aux commerçants et leur indiquant la façon de décourager les sans-domicile de s'approcher de leur boutique, soit destinés aux sans-domicile et leur rappelant les « ficelles du métier ». (« Être sans domicile pour les Nuls », *Homeless for Dummies*). Albert passe ainsi ses journées entre le campus de l'université, dont il utilise les ordinateurs en libre-service, le centre commercial qui est une source de nourriture abandonnée et de mégots, et le parc qui lui fait face, où il rencontre ses amis qui savent le trouver là, et où il lit et écoute de la musique.

Mais l'augmentation du nombre des sans-domicile et la réduction de l'espace marginal, à Honolulu comme dans de nombreuses villes occidentales, renforcent la visibilité des sans-domicile dans les espaces « à statut », ainsi que les réactions des habitants et des administrations locales à leur présence. Ne pas avoir de logement rend alors difficile l'accès à des espaces pourtant considérés comme publics, comme les parcs. Ainsi à Honolulu, au cours de la période décrite dans le livre, les espaces publics accessibles pendant la nuit se restreignent de plus en plus.

Le manque d'espace privé

Albert décrit la difficulté que représente le manque d'espace privé. En effet, l'absence de logement oblige à vivre sa vie, même la plus intime, sous le regard du public ou des autres sans-abri, ou dans le risque permanent d'être découvert.

L'espace privé, au sens de celui dont on peut disposer à sa guise (ou au sens où on peut en interdire l'accès aux intrus), se réduit au contenu d'un sac ou d'un casier. La forme de présentation et de construction de soi qui consiste à organiser ou décorer son espace (et dont on voit l'importance chez les plus jeunes) n'est plus accessible.

De plus, pour reprendre les termes de Julia Wardhaugh, « en l'absence d'accès à cette seconde peau qu'est le foyer, le corps du sans-domicile devient la première et souvent la seule ligne de défense contre un monde dangereux » (Wardhaugh, 1999). Être sans-abri expose davantage aux agressions physiques, mais aussi aux blessures narcissiques, à l'image négative qu'on lit (ou qu'on croit lire) dans les yeux des passants. Il est alors difficile de maintenir une image de soi positive.

Albert arrive toutefois à se fabriquer un peu d'espace privé dans l'espace public, comme sur le campus et en particulier dans le « bosquet isolé » (cf. photo ci-après).

Les descriptions que fait Albert des nuits dans le centre d'hébergement IHS (*Institute for Human Services*) montrent que la gestion du temps des sans-domicile, de l'espace qu'ils occupent et même de leur corps, y compris de leur sexualité, devient le fait de l'institution. Du côté de la violence symbolique qui porte sur le corps, on peut citer l'absence de portes aux toilettes et les douches ouvertes aux regards de tous.

Régenter l'espace qu'occupent les sans-domicile est l'un des moyens de les déposséder de leur statut antérieur et de les assigner à leur nouveau rôle. Certains gardiens vont les empêcher de choisir la place qu'ils occupent, et leur dénier tout droit à l'organisation : il s'agira, par exemple, de remplir l'espace du centre dans l'ordre d'arrivée, au lieu de choisir sa place comme précédemment, ce qui conduit à avoir des voisins indésirables.

Mais les facultés d'adaptation des sans-domicile sont grandes et leur réaction très rapide. Comme devant d'autres contraintes qu'ils ne sont pas en mesure de refuser, ils trouvent le moyen d'avoir l'air d'obéir à la règle, tout en la contournant de fait : ils vont faire la queue avec ceux qu'ils souhaiteraient avoir comme voisins, en s'écartant des autres.

Albert, quant à lui, adopte une stratégie personnelle, qui lui permet de dormir de nouveau dans le coin qu'il préfère : il va arriver



La privatisation de l'espace public : Albert Vanderburg dans le « bosquet isolé » (*the secluded grove*) sur le campus de l'université. © Helen Rapozo, 2004.

encore assez tôt pour trouver une place, mais le plus tard possible pour être près des fenêtres. En effet, l'espace public et censément homogène du centre d'hébergement est en réalité hiérarchisé pour ceux qui l'occupent et essaient de s'y fabriquer un peu d'espace privé.

L'espace public comme moyen de socialisation

Au début de son journal, Albert ne dormait pas encore dans le centre d'hébergement, mais dans des bâtiments publics où il passait la nuit avec ses amis. Par la suite, ces lieux ont été fermés et dormir dans les parcs a été interdit (les récalcitrants étant désormais chassés par la police et risquant une amende).

C'est dans ces bâtiments publics où Albert dort au début des Contes qu'il commence à nouer des relations avec les autres sans-domicile, tout particulièrement avec les plus jeunes d'entre eux. En effet, lorsque les liens avec la famille et le milieu professionnel s'ameublissent, l'espace reste l'un des rares moyens qu'ont les sans-domicile d'établir des liens sociaux (Dambuyant-Wargny, 2004). Les rapports s'établissent à travers la lente familiarisation que donne la fréquentation d'un même lieu. Dans les abris que fréquente Albert, les personnes occupent souvent le même banc d'une nuit à l'autre sans que chacune ait vraiment de place attitrée. Il existe certaines règles implicites qui sont souvent respectées et même que certains se chargent de faire observer : ne pas empiéter sur l'espace des autres ; préserver l'espace commun, en fumant à l'extérieur et en ne laissant pas de détritrus, afin de ne pas se faire chasser de ces lieux-ressources. Mais ces règles sont tout aussi régulièrement enfreintes : certains empêchent le repos des autres par le bruit qu'ils font, ou laissent les lieux en mauvais état, ce qui peut conduire à leur fermeture.

Le passage de ces lieux au centre d'hébergement a des effets négatifs sur le réseau de relations d'Albert. Comme il doit se rendre tôt dans le centre, il ne peut plus voir ses amis logés les jours où ils travaillent. Il ne voit presque plus ses amis sans domicile qui sont jeunes et font relativement peu appel au centre d'hébergement, préférant squatter dans des endroits peu accessibles pour une personne plus âgée. L'accès au centre, qui devrait être une aide, est plutôt une coupure que ce soit d'avec ses amis logés ou ses relations sans domicile.

Enfin, pour en revenir à Internet, je voudrais montrer en quoi le site du journal fonctionne comme un espace privé.

Le site du journal comme espace privé

Comme on le voit dans l'ouvrage, les différents usages que fait Albert d'Internet (courrier, forums de discussion, jeux en ligne, journal) lui apportent une façon d'établir ou de préserver des liens

avec les autres, ainsi qu'une façon de construire ou de préserver une certaine image de lui-même, que la vie dans la rue et le regard des autres pourraient mettre à mal.

J'évoquerai ici un autre aspect d'Internet, celui qui consiste à procurer une forme d'espace privé, au sens où la personne peut y disposer librement de ce qui l'entoure (et en partie en interdire l'accès aux autres, certaines pages pouvant rester non accessibles). Cet espace faisant cruellement défaut aux sans-domicile, le rôle du journal ou de la page personnelle, qui peut paraître anecdotique, est en fait d'une grande importance pour les quelques sans-abri qui y ont accès. Cet espace virtuel peut avoir la fonction d'un espace privé, d'une « maison ». Albert a même nommé les différentes pages de son site du nom de pièces, la bibliothèque (*The Reading Room*), le grenier (*The Attic*), etc. Alors que le stockage d'objets (vêtements, nourriture, etc.) est très difficile, on l'a vu, lorsqu'on est sans domicile, le site peut aussi remplir une fonction de stockage, pour des objets moins matériels, comme le courrier électronique ou certaines informations, pour des souvenirs comme des photos.

Il est intéressant de rapprocher cette création d'une maison virtuelle d'un des passe-temps récurrents d'Albert : décrire des maisons imaginaires. D'une certaine façon, autant la construction du site d'Albert que celle de ses maisons de rêve répondent à un besoin humain qui n'est pas exactement celui d'habiter, au sens d'avoir un abri et de la chaleur, ou un lieu de sociabilité (quoique ce dernier besoin soit en partie satisfait, en ce qui concerne le site, par les communications avec les lecteurs). Ces constructions répondent plutôt au besoin de construire, de façonner l'espace à sa guise, de laisser sa marque sur son environnement⁵.

Conclusion : Internet, un terrain d'enquête ?

Si on reprend la définition que donnent Stéphane Beaud et Florence Weber (Beaud et Weber, 1998) du terrain de l'ethnogra-

.....

5. Plusieurs autres chercheurs, parfois inspirés par les réflexions de Heidegger sur « l'habiter » (Heidegger, 1958), se sont également interrogés sur ce rôle, à l'occasion d'un travail sur diverses formes marginales de logement, notamment Hatzfeld (2003) et Breviglieri (2002) dans leurs travaux sur les sans-domicile, ainsi que Florent Hérouard dans son étude des demandeurs d'asile hébergés en hôtel (2005).

phe, nécessitant une « présence longue sur place, établissement de relations de proximité et de confiance avec certains enquêtés, écoute attentive et travail patient de plusieurs mois ou de plusieurs années », je crois qu'on peut considérer qu'Internet est un terrain d'enquête comme les autres. En particulier, lorsqu'il s'agit de nouer une relation de confiance avec un informateur, le temps y est tout aussi nécessaire. Combiner les sources fournies par Internet et les sources plus traditionnelles permet d'aller un peu plus loin dans une investigation.

Toutefois, il s'y ajoute la question de la relation entre non pas le réel et le virtuel, mais le réel « online », en ligne, et le réel « offline » : par exemple, dans le cas des journaux en ligne, à quel point le journal reflète-t-il ce qui est vécu ou ressenti par son auteur, quels choix ce dernier opère-t-il, quels sujets évite-t-il ? Mais aussi, comme l'ont fait remarquer de nombreux diaristes, à quel point le fait d'écrire un journal pousse-t-il à vivre différemment pour avoir quelque chose à raconter ? Dans le cas des avatars d'un monde comme *Second Life*, la présentation que les personnes font, lorsqu'on discute avec elles sur Internet, de ce qu'elles sont dans la vie *offline* ne revient-elle pas à construire un second avatar ? La façon dont ces deux niveaux de réalité interagissent reste encore largement à découvrir.

Bibliographie

- Beaud S. & Weber F., 1998, *Le guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, coll. « Guides Repères ».
- Breviglieri M., 2002, « L'horizon du ne plus habiter et l'absence du maintien de soi en public », in Cefai D. & Joseph I. (sous la dir. de), *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Éditions de l'Aube, 319-336.
- Canavagh A., 1999, « Behaviour in Public?: Ethics in Online Ethnography », *Cybersociology*, 6, www.cybersociology.com, consulté le 01/12/2003.
- Cefai D., (sous la dir. de), 2003, *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches ».
- Dambuyant-Wargny G., 2004, « Sans toit ni loi : les exclus », *Ethnologie française*, 3 : 499-508, juillet-septembre.
- Desrosières A., 2003, « Les qualités des quantités », *Courrier des statistiques*, INSEE, juin, 105-106 : 51-63.

- Hatzfeld M., 2003, « Habitat des SDF et hospitalité urbaine », in Ballet D. (sous la dir. de), *Représentations, trajectoires et politiques publiques, les SDF*, Paris, PUCA.
- Heidegger M., 1958, « Bâtir, habiter, penser », in *Essais et conférences*, Paris, Gallimard.
- Hérouard F., 2005, « Habiter, être, bien-être : éléments de méthode pour une investigation auprès des habitants », in Sébastien Fleuret (sous la dir. de), *Espaces, Qualité de vie et bien-être*, Presses de l'université d'Angers, 89-96.
- Lejeune P., 2000, « Cher écran », *Journal personnel, ordinateur, Internet*, Paris, Seuil.
- Marpsat M., Vanderburg A., 2004, *Le monde d'Albert la Panthère, cybernauta et sans-domicile à Honolulu*, Paris, Bréal, coll. « D'autre part ».
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., 2002, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, PUF, coll. « Quadrige » (1^{re} édition 1997, PUF, coll. « Sciences sociales et sociétés »).
- Snow D.A. & Anderson L., 1993, *Down on their Luck. A Study of Homeless Street People*, University of California Press.
- Snow D. A. & Mulcahy M., 2001, « Space, Politics, and the Survival Strategies of the Homeless », *American Behavioral Scientist*, vol. 1, 45 : 149-169.
- Wardhaugh J., 1999, « The Unaccommodated Woman: Home, Homelessness and Identity », *The sociological review*, vol. 47, 1 : 91-109.
- Zarca B., 2004a, « Mathématicien : une profession élitare et masculine », *Sociétés contemporaines*, vol. 4, 64 : 41-65.
- Zarca B., 2004b, « Un sociologue avec des "scientifiques durs" sur la toile. Conditions de la recherche au CNRS pour la plus mal-aimée des sciences et aperçu de ses relations avec certaines des plus légitimes », *Genèses*, 55 : 126-145.
- Le journal d'Albert Vanderburg jusqu'à fin 2006* : <http://www.lava.net/~panther/tale.html>
- Le journal d'Albert Vanderburg depuis 2008* : <http://www.pantherhawaii.com/blog/>
- Le site de l'*International journal of Internet research ethics* : <http://internetresearchethics.org/>
- Adresse email d'Albert Vanderburg (écrire en anglais) : pantherhawaii@hotmail.com
- Adresse email de Maryse Marpsat : marpsat@ined.fr

Le chercheur, la prostituée et les autres... ou comment entrer dans la place

Ethnographie auprès des prostituées ghanéennes

VÉRONIQUE CHESNEAU¹

Travailler sur la prostitution n'était pas initialement mon sujet de recherche. Ce sont les aléas et les contraintes du terrain qui m'ont amenée à reconsidérer mon objet. Le point de départ était d'essayer de comprendre le processus de construction identitaire des Ghanéens dans leur projet de migration afin d'explorer les relations entre l'Afrique et sa diaspora à partir du processus de migration. Un premier terrain a été mené au Ghana² pour comprendre les motivations et les causes d'un projet migratoire ; en d'autres termes de se demander comment prend forme le projet de migration dans l'imaginaire collectif des Ghanéens. Quand on migre, n'y a-t-il pas autre chose que la recherche d'un confort matériel attaché à un ordre symbolique où l'émigré serait pris dans un imaginaire collectif³ ?

J'ai parlé de contraintes dans le sens où si je voulais continuer à travailler sur les Ghanéens, il fallait accepter d'élargir le sujet. En

.....

1. Docteure en sociologie à l'université Paris V René-Descartes.
2. Dans la perspective d'un projet post-doctoral, je me suis rendue au Ghana par mes propres moyens. Au préalable, j'ai sollicité différents organismes pour m'aider dans mes recherches, dont l'Alliance française d'Accra au sein de laquelle j'ai finalement enseigné le français.
3. Les travaux d'A. Sayad sur l'émigration et l'immigration algérienne mettent en relief cette part de l'imaginaire. 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil.

effet, l'accès à ma population passait par le milieu prostitutionnel. Se laisser aller au gré du terrain s'est avéré plutôt stimulant et passionnant. Il s'est agi d'être à l'écoute du terrain et de s'adapter, même si pour cela on doit retravailler sa problématique. Il y avait bien des Ghanéens en France mais cette communauté passait relativement inaperçue. Il était donc difficile de se constituer un réseau suffisant de migrants ghanéens. C'est à l'occasion d'un séminaire sur l'immigration⁴, où je présentais ma recherche, qu'une docteurante en sociologie est venue me trouver et me dire qu'elle rencontrait régulièrement des Ghanéennes en situation prostitutionnelle dans le cadre de son travail pour une association. J'ai alors décidé de suivre cette piste. Cela m'a amenée à me poser d'autres questions, à envisager mon sujet sous un autre angle en distinguant les migrants hommes des migrants femmes. Même si les causes ou motivations des hommes et des femmes candidats à la migration semblent se révéler similaires, leurs itinéraires diffèrent. Dans un contexte où les femmes migrantes ont longtemps été exclues des politiques migratoires, il convient de montrer la spécificité de leurs parcours.

Il s'agira d'explorer les nouvelles formes de division du travail, internationales et sexuelles, à l'aune de la féminisation de la migration. En effet, la migration peut-elle nous faire repenser les rapports sociaux de sexe ?

Cette étude, toujours en cours, porte sur les femmes dans un contexte particulier : la prostitution féminine de rue. Sachant que l'immigration féminine ne peut se réduire à l'image de la femme suivant son mari⁵, il s'agira d'interroger le rapport travail-immigration dans les trajectoires des migrantes. Ainsi, le projet migratoire ne s'inscrit-il pas dans des stratégies individuelles de femmes en quête d'autonomie ? Comment sont-elles entrées dans la prostitution ? Au regard des rapports sociaux de sexe, de classe et d'origine, il est alors possible d'appréhender migration et prostitution féminine.

J'aborderai la prostitution comme contexte d'immigration et m'intéresserai pour cette raison à des jeunes femmes se trouvant non seulement en situation prostitutionnelle mais aussi en situation

.....

4. Séminaire de Nancy Green à l'Ehess.

5. Green N. L., 2002, *Repenser les migrations*, Paris, PUF.

d'immigration. J'essaierai de montrer le lien existant entre prostitution et immigration : la prostitution serait en effet un des passages quasi inéluctables pour ces jeunes femmes analphabètes, déjà en situation de dominées dans leurs pays d'origine.

Pour traiter l'accès risqué au terrain, mon exposé aura comme fil directeur la question de « comment entrer dans la place ? » que l'on abordera autour de trois points. Dans un premier temps, le problème de l'accès limité au terrain de la prostitution puisque celui-ci est détenu quasi exclusivement par des associations. Dans un deuxième temps, à partir du récit d'Anna, je relaterai les conditions d'entrée dans la prostitution d'une jeune femme que j'ai suivie pendant plus d'un an. Et enfin, dans un troisième temps, on se posera la question de la prostitution comme objet de recherche légitime, ce qui sera l'occasion pour moi de présenter ma position sur la question.

Un accès au terrain monopolisé par les associations d'aide aux prostituées

Accéder au terrain de la prostitution semble relativement aisé en s'introduisant par le biais d'associations. Or, cet accès semble peu questionné en tant que tel. Ce passage obligé par des institutions ne semble pas suffisamment interpeller les chercheurs travaillant sur le sujet, qui ont tous dû solliciter ces associations. L'accès au terrain est donc encadré. Dans ce contexte, il me semble que l'action militante de chacune des associations devrait être replacée au sein du champ associatif dans lequel elle prend place. L'aide aux prostituées a été depuis les années 1970 l'apanage d'associations catholiques, visant directement la sortie de ces personnes de la prostitution et leur réinsertion. D'autres associations communautaires de prostituées ont été créées pour venir en aide aux personnes prostituées sur des enjeux de santé, d'accès aux droits, de protection des victimes de réseaux⁶.

Une des difficultés d'accès au terrain est qu'une partie de cette population vit illégalement sur le territoire. C'est

.....

6. Citons pour exemples le Bus des femmes et Cabiria.

pourquoi le chercheur passe, la plupart du temps, par l'intermédiaire des associations. Citons le travail de Catherine Deschamps : « Pour accéder, au début de la recherche, aux filles et aux garçons de rue, trois associations qui « tournent » de nuit comme de jour auprès des personnes prostituées m'ont semblé un bon relais. » (in *Le sexe et l'argent des trottoirs* p. 18) ; l'enquête dirigée par Marie-Elisabeth Handman et Janine Mossuz-Lavau : « L'un des moyens de pratiquer l'observation participante a été d'effectuer des tournées dans les bus de prévention et d'aide sociale de diverses associations qui travaillent en direction des prostituées. » (2005 : 24) ou encore la recherche pilotée par Daniel Welzer-Lang, Odette Barbosa et Lilian Mathieu : « Dans un premier temps, seuls ou pilotés par les travailleurs sociaux, de nombreux contacts ont été pris sur les trottoirs de la prostitution. Les personnels de l'action sociale mandatés nous ont aiguillés vers un ensemble de personnes, de services de police, autres services sociaux, informateurs et informatrices ayant quelque chose à dire ou à témoigner sur... » (*Prostitution* 1994 : 200).

Cette invisibilité commande souvent des réponses urgentistes du chercheur. Passer par les associations, c'est déjà s'économiser la lourde tâche de l'accès aux personnes. L'objet y est cependant biaisé puisqu'on accède exclusivement aux personnes faisant l'objet d'un suivi. On peut toutefois espérer pouvoir fonctionner par ricochet une fois sur le terrain. Cette difficulté peut être contournée lorsqu'on fait soi-même partie du milieu que l'on souhaite observer. Donnons comme exemple les études de cas des chercheurs de l'école de Chicago. En effet, les chercheurs étaient incités à choisir des objets de recherche les concernant, car cela permettait d'accéder à une population relativement inaccessible. Je pense notamment à l'étude des Hobos menée par Nels Andersson, lui-même Hobo au début de sa recherche. Créer son propre « terrain de rencontres » dans ce contexte d'illégalité comporte une grande part de dangerosité, non seulement pour le chercheur mais aussi pour les personnes en situation de prostitution. D'une part, dans le monde prostitutionnel, il semble que chaque acteur soit identifié en fonction de son statut : policier, travailleurs sociaux, prostituées, clients, la présence du chercheur sur

ce terrain pouvant donc être perçue comme illégitime et même comme dangereuse. D'autre part, le risque réside également dans la méconnaissance des enjeux : identifier les acteurs, déterminer l'existence ou non d'un réseau, appréhender la façon de travailler de ces jeunes femmes. Le risque de faux pas pour le chercheur peut être irréversible et l'amener à perdre son terrain. Et ceci se pose avec plus de force lorsqu'on est une jeune femme chercheuse, économiquement exploitable. Sans soutien matériel et institutionnel, j'ai consenti à une certaine forme d'exploitation par le responsable de l'antenne de l'association. Il me laissa certes carte blanche pour accompagner ces jeunes femmes, mais me fit également miroiter la possibilité d'une création de poste à plein temps autour de la prostitution africaine, création qui n'eut jamais lieu. L'association se contenta de me donner une enveloppe en dédommagement partiel de mes frais et en remerciement de mon travail. Je rejoins en cela Erving Goffman qui décrit très justement l'observation participante comme une forme d'assujettissement⁷. Et ceci est d'autant plus vrai lorsqu'on s'intéresse aux prostituées étrangères en situation illégale, qui méconnaissent totalement le monde de la recherche. Les jeunes femmes qui s'affichent de manière ostentatoire sont généralement en situation légale. Les autres sont contraintes d'être discrètes, de se fondre parmi la foule. Notre intervention peut être une source d'ennuis si l'on néglige de s'informer sur leur situation.

L'accès au terrain s'est réalisé à partir d'une opportunité institutionnelle dans le cadre d'une action bénévole dans une association. « Aux captifs, la libération » est une association à obédience chrétienne qui s'inscrit dans un cadre abolitionniste⁸ ayant pour

.....

7. « Elle consiste à recueillir des données en vous assujettissant, physiquement, moralement, et socialement, à l'ensemble des contingences qui jouent sur un groupe d'individus. » in « Le travail de terrain », transcription d'une intervention orale d'Erving Goffman aux rencontres de la Pacific Sociological Association en 1974, extrait de *Journal of Contemporary Ethnography* volume 18 – n° 2 – juillet 1989, p. 123-132.

8. Pour l'association, la tolérance vis-à-vis de la prostitution consentie se manifeste avant tout par une lutte contre la stigmatisation et l'exclusion de ces personnes, en allant à leur rencontre. Une sortie de la prostitution est souhaitée, mais seulement si ces personnes en font la demande.

mission d'aller à la rencontre des personnes de la rue : les sans-abri et les personnes en situation de prostitution. Je me suis initialement rendue dans l'une des antennes de l'association pour proposer mes services en tant que bénévole tout en présentant mon travail de sociologue sur l'immigration ghanéenne. Mon introduction comme bénévole a été facilitée par ma connaissance du Ghana et d'une de ses langues locales⁹. En effet, l'association recherchait un interlocuteur privilégié pour les migrantes ghanéennes et nigérianes en situation de prostitution et rencontrées lors de maraudes rue Saint-Denis et dans les territoires limitrophes. Ces personnes venaient essentiellement de Chine et de l'Afrique anglophone. L'association a déjà une certaine expertise pour la prostitution chinoise, ce n'est pas le cas en ce qui concerne la prostitution de l'Afrique anglophone (Nigeria, Ghana).

La rencontre avec les femmes en situation de prostitution a lieu dans un camping-car stationné tous les mardis soir de 23 heures à 2 heures du matin rue Saint-Denis. Ma tâche de bénévole constituait à les accueillir, les écouter, et leur distribuer des préservatifs et du gel. L'association pouvait également nous demander de faire un travail de sensibilisation et d'accompagnement sur les dispositifs de santé lorsque la situation s'y prêtait. J'ai pu observer que le camping-car constituait un lieu de rencontre non seulement avec l'équipe mais aussi entre femmes prostituées. En effet, les femmes prostituées y viennent faire une pause à l'abri, prendre un café ou s'asseoir pour un moment d'échange. Le camping-car est devenu un lieu rassurant au cœur de la nuit qu'elles ont, petit à petit, investi : elles viennent s'y changer et s'y maquiller alors qu'auparavant cette pratique se faisait au café du coin. Je pense que c'est aussi pour elles une opportunité d'échanges réciproques, de partage car nous sommes au cœur de leur intimité, et c'est également un moyen de nous signifier qu'elles nous ont acceptés. De plus, elles savent qu'elles nous retrouvent là tous les mardis à la même heure. On y rencontre une vingtaine de personnes très régulièrement.

L'association souhaite, par une présence continue et suivie d'une équipe de travailleurs sociaux et de bénévoles sur le terrain,

.....

9. Lors de mon séjour au Ghana, j'ai pris des cours particuliers de twi-fanti, une des langues locales.

favoriser un climat de confiance entre les personnes se prostituant et les différents acteurs (travailleurs sociaux et personnes bénévoles) de l'association. Pour l'association, il s'agit de porter sur ces femmes un regard autre que celui qu'elles peuvent percevoir de la société. Par un travail en amont sur la confiance et la reconnaissance de la personne, l'équipe a voulu créer un terrain favorable à la mise en place d'un dispositif d'actions. L'objectif était d'être en mesure de répondre aux demandes de réorientation professionnelle. Il semble que son expérience d'une dizaine d'années sur le terrain prostitutionnel ait conféré à l'association un rôle significatif de relais et de médiateur.

Spécificité des femmes originaires de l'Afrique anglophone : une migration encore plus difficile que celle des hommes

L'arrivée de jeunes femmes, seules, originaires d'Afrique anglophone (nigériennes et ghanéennes) change le paysage prostitutionnel français. Le contexte économique du pays du départ¹⁰ explique en partie un fort taux de migration de ces populations, l'émigration représentant alors la seule alternative. Si la majorité des femmes migrantes en situation de prostitution invoquent des raisons économiques à leur départ, elles n'ont pas toutes pour autant le même parcours migratoire. En effet, certaines ont été violentées et forcées, d'autres ont été trompées par des individus tirant avantage du contexte de la fermeture des frontières. Il est bon de rappeler que la prostitution représente une manne financière potentielle. Ces femmes seules, jeunes, peu éduquées, pauvres et « sans-papiers¹¹ », et dans l'impossibilité de régulariser leur situation, se retrouvent alors à se prostituer.

J'aimerais insister sur le fait que ces motivations matérielles se posent avec d'autant plus d'acuité que l'accès aux ressources et aux moyens de production est discriminant du point de vue du

.....

10. D'après les estimations des pouvoirs publics et de la Banque mondiale, 29,4 % des ménages ghanéens vivaient en dessous du seuil de pauvreté établi à un dollar par personne et par jour en 2000. Rapport OCDE/BAFD 2002.

11. Précisons que le problème n'est pas qu'elles sont « sans-papiers » mais qu'elles n'ont pas les « bons papiers » ; en d'autres termes qu'elles n'ont pas des documents attestant d'un droit de séjour.

genre. Exclues du secteur formel de l'économie, la prostitution leur apparaît alors comme l'unique moyen de survie. Quelles sont les constantes qui, dans une société donnée, poussent ou forcent les femmes à une sexualité de service en général ?¹²

La plupart d'entre elles ne sont pas venues pour se prostituer. En effet, le parcours migratoire de ces femmes s'inscrit dans une configuration politique et sociale qui détermine les possibilités de femmes étrangères pauvres d'accéder aux droits sociaux et politiques. Rappelons que le marché du travail en immigration a été conçu pour les hommes. Lorsque ces derniers ont acquis le droit au regroupement familial, les femmes, et ce jusqu'en 1984, ne bénéficiaient pas de droits propres. Leur carte de séjour dépendait de celle de leur mari et elles ne pouvaient pas exercer automatiquement une activité professionnelle. Les migrantes se sont alors reportées vers le secteur informel ou clandestin.

L'histoire d'Anna : un récit difficile à recueillir

J'aimerais ici exposer plus particulièrement une rencontre : celle d'Anna. J'ai rencontré Anna un soir, sur le lieu de rendez-vous habituel de nos tournées en camion. La plupart du temps, les filles ne sollicitent pas notre aide mais ce soir-là on voit arriver une toute jeune femme avec un petit ventre rond, l'air désemparé... Elle nous parle de sa grossesse et de son problème de logement. Sans qu'on le lui demande, elle nous montre aussi ses papiers : un titre de séjour de trois mois renouvelable. Bien qu'elle nous signifie clairement avoir besoin de notre aide, il nous faudra du temps avant de comprendre vraiment ce qu'elle attend de nous dans le cadre de cette grossesse. Naît alors un quiproquo : nous pensons qu'elle ne souhaite pas garder cet enfant, qu'elle est seule et qu'elle a besoin d'aide et surtout que c'est urgent. Le problème de la langue rend le dialogue difficile. Nous lui proposons alors, moi et mon binôme, un rendez-vous pour qu'elle puisse nous exposer sa situation en dehors du camion. On la rencontre la semaine suivante. Elle arrive avec tous ses documents, qu'elle garde soigneusement et précieuse-

.....
12. Tabet P., 2004, *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, Paris, L'Harmattan.

ment dans une pochette. Je suis surprise qu'elle ait conservé tous ses documents alors même qu'elle ne sait ni lire ni écrire. Après ce premier entretien, elle nous fait comprendre quelle est sa situation : seule, enceinte et ne disposant que d'un titre de séjour de courte durée. Elle sollicite expressément notre aide car elle ne sait plus quoi faire, ni à qui s'adresser. Anna ne rentre pas dans un récit, elle accepte de répondre aux questions pour qu'on puisse l'aider mais ne dira jamais rien de plus, elle s'en tient à la version destinée à l'Ofpra¹³. Il semble difficile pour Anna de se raconter, d'une part elle ne comprend pas l'intérêt de dévoiler toute son histoire et d'autre part c'est un exercice qu'elle n'a jamais pratiqué.

Anna, Nigériane de 24 ans, est venue en France en 2004, « sans papiers », afin de fuir violence et représailles de son pays d'origine, où elle n'avait alors plus aucun avenir. En effet, elle s'est retrouvée seule après qu'on eût assassiné toute sa famille en application de la charia. Son père, catholique, dirigeait une église et sa mère tenait un commerce. Cet engagement religieux associé à la relation amoureuse qu'entretenait alors Anna avec un musulman a, dans ce contexte d'intolérance religieuse, coûté la vie de toute cette famille. Au moment même de l'exécution, Anna était en visite chez son oncle. Elle rompit aussitôt tout contact avec son petit ami, qui, lui, aurait souhaité poursuivre leur relation. Face à ce drame, elle retourna se réfugier chez son oncle mais ce dernier ayant déjà la charge de ses propres enfants ne pouvait nourrir une bouche supplémentaire. Un parent éloigné, redevable envers son frère, proposa de l'aide à son oncle en l'emmenant loin. Alors qu'elle ne le connaissait pas vraiment, il lui proposa de l'emmener en Europe. Confiante, ne posant pas de questions sur son avenir, elle décida de partir avec lui. Elle se laissa guider et prendre en charge (son voyage étant payé par cet homme). Après un périple d'environ une semaine (Anna ne semble pas avoir la notion du temps), de bus en bateau, de bateau en bus, elle arrive en France sans toutefois savoir où... À peine l'a-t-il installée dans un hôtel, l'homme disparaît, la laissant seule. Quelque temps plus tard, elle apprendra qu'il est parti pour Londres, là où il

.....
13. Office français de protection des réfugiés et des apatrides : a pour mission d'accorder l'asile (reconnaissance de la qualité de réfugié ou de bénéficiaire de la protection subsidiaire), ou de reconnaître la qualité d'apatride.

habite ; il lui explique qu'il n'avait pas les moyens de l'emmener. Se retrouvant une fois encore seule et sans argent, elle quitte la chambre d'hôtel pour chercher de l'aide.

Au cours d'une de ses sorties, elle retrouve une compatriote qui se prostitue, et qui lui propose de l'initier. L'alternative pour Anna apparaît comme réduite : ou bien tu te prostitues, ou bien tu meurs. Elle accepte donc, car elle ne voit pas d'autres moyens de survivre. C'est ainsi qu'elle entre dans la prostitution. L'amie l'amène au bois de Vincennes et obtient qu'on lui laisse une place pour qu'elle puisse travailler.

Sur les conseils de ses compatriotes, rencontrées au gré de ses sorties nocturnes, Anna dépose une demande d'asile politique dans l'espoir d'obtenir un visa de trois mois et d'être ainsi en règle avec la police. Pendant un an, Anna se prostitue au bois de Vincennes, jusqu'au moment où, lasse de se faire harceler et arrêter par la police, elle décide de changer de quartier. Elle doit à nouveau se faire introduire par une de ses copines sur le boulevard Strasbourg-Saint-Denis. Il s'agit de ne pas remettre en cause les places de chacun, d'être aimable, respectueux, bref, de ne pas faire de vagues.

C'est dans ce quartier qu'elle rencontre le futur père de son enfant. Ils décident de vivre ensemble. Le fait qu'Anna se prostitue ne semble pas être une entrave à leur histoire, mais avoir un bébé semble en être une. Anna tombe enceinte. Son ami l'incite à avorter mais elle refuse car c'est pour elle un moyen d'arrêter la prostitution. Enceinte de quatre mois, elle se retrouve seule pour gérer sa grossesse et élever son futur enfant. Elle partage à cette époque une chambre avec plusieurs de ses compatriotes, mais sa grossesse met un terme à cette cohabitation.

Anna reste imprécise quant au déroulement de sa migration, aux étapes de son installation en France et de son entrée dans la prostitution. Lorsque j'insiste pour qu'elle développe son histoire, elle s'en offusque, ne comprend pas pourquoi je lui demande encore et encore quelque chose qu'elle a déjà l'impression de m'avoir livré dans son intégralité. D'après elle, elle m'a tout dit et tout donné et, blessée, elle me propose de me transmettre la version écrite de son histoire telle qu'elle a été présentée à l'Ofpra. Les détails, elle ne peut pas me les fournir car elle ne s'en souvient plus. Elle semble être toujours sur la défensive bien qu'elle ait obtenu ses papiers

grâce à mon aide et qu'elle m'en remercie. Difficile de vérifier la véracité de son récit. Les enchaînements flous et parfois inexistant nous amènent à douter, à vouloir en savoir plus. Des photos et des documents attestant de son histoire m'ont permis de faire des recoupements avec le récit qu'elle en donnait. Et lorsque je l'ai interviewée un an après qu'elle ait obtenu son titre de séjour elle m'a de nouveau raconté le même récit. En danger dans son pays, elle a pris la décision de partir. Comme elle le dit elle-même, Anna n'a jamais rêvé de partir à l'étranger. Elle est partie sans savoir où elle allait ni ce qu'elle allait faire. Elle a fait appel à des tiers pour migrer (achat de visa...), tout comme pour s'installer. Au gré de son expérience, elle s'est construit un réseau d'interconnaissances, lequel l'a d'abord assurée de son acheminement vers l'Europe. On y voit un enchaînement de petits passeurs (par exemple, pour changer de quartier où se prostituer). Son récit nous montre que ces réseaux ne sont pas nécessairement organisés en « mafia ». Cependant, la gratuité de son passage telle que me le raconte Anna semble peu vraisemblable.

Dans l'urgence de la situation : sans logement, sans argent, « sans-papiers », la prostitution semble être l'unique possibilité de se procurer de l'argent rapidement et de pouvoir ainsi parer au plus pressé. Mais pourquoi entrer dans la prostitution plutôt que d'opter pour un travail comme celui de femme de ménage par exemple. Si on s'en tient à son histoire, Anna, ne connaissant pas Paris, s'est rapidement trouvée dirigée vers des quartiers (Château rouge en l'occurrence) où elle avait de fortes probabilités de rencontrer une de ses compatriotes se prostituant. De plus, les emplois de ménage sont réservés à celles qui ont un titre de séjour leur permettant de travailler légalement sur le territoire français. Initialement, Anna, et ce comme tant d'autres, avait pensé naïvement qu'elle pourrait, une fois arrivée en France, travailler dans la coiffure en faisant valoir un diplôme obtenu dans son pays. En optant pour le travail du sexe pour gagner sa vie, Anna n'utilise que son propre corps. Elle estime ainsi, et c'est important à ses yeux, ne nuire à personne d'autre qu'elle. Ce qui est significatif dans l'histoire d'Anna c'est le durcissement des politiques migratoires : les conditions d'entrée dans l'espace Schengen et la fermeture du marché du travail légal pour les migrantes. On voit que la manière dont s'organisent ces

flux migratoires correspond schématiquement à la division sexuelle du travail ordinaire.

C'est lors de son processus migratoire que la femme est confrontée à la violence, à la contrainte et à l'impossibilité matérielle d'exercer une activité autre que le travail domestique clandestin ou la prostitution. Mais sa priorité est de ne pas être renvoyée chez elle, quel que soit le prix à payer. C'est une des raisons qui la maintiennent de force dans des situations de domination, de clandestinité ou de contrainte, parce qu'elle n'a, en l'état actuel des législations, pas d'autre possibilité. À cela s'ajoute le fait que ces femmes vivent mal cette criminalisation à leur encontre. Cette pénalisation-criminalisation de leur présence implique une forme d'impunité pour les personnes qui sont violentes à leur égard, que ce soient les représentants des forces de l'ordre et de la justice, de simples passants ou encore leurs clients¹⁴.

La situation de l'ensemble des personnes prostituées s'est dégradée : stress accru dans le travail, violences et agressions de la part des clients mais également des passants, qui agissent en toute impunité puisqu'ils savent qu'elles sont dans l'illégalité, et que pour cette raison, elles ne pourront pas porter plainte. Elles sont chassées par la police dans des endroits reculés et, en conséquence, extrêmement dangereux. Les interdictions sont mouvantes, au gré de la police et de la mairie¹⁵. La police dresse les communautés les unes contre les autres en procédant à des arrestations sélectives et en incriminant les unes auprès des autres et vice-versa. Ce qui a par ailleurs l'avantage d'empêcher toute stratégie solidaire entre les filles.

C'est aussi en se conformant au rôle que la société nous assigne en tant que femme qu'Anna voit dans la maternité un moyen de

.....
 14. J'aimerais ici citer un passage de « Quelques réflexions sur la prostitution dans le présent et l'avenir » in *Philosophie de l'amour* de Georg Simmel : « Les prostituées sont les souffre-douleur qu'on punit pour des péchés commis par les hommes du beau monde. C'est comme si un curieux glissement offrait une expiation à la mauvaise conscience sociale en faisant que la société rejette toujours plus les victimes de ses péchés, et les plonge par là dans une démoralisation sans cesse accrue : ainsi se procure-t-elle le droit de les traiter en criminels. » p. 26.

15. Ainsi, sous couvert de rénovation, on ferme peu à peu les appartements qu'utilisaient les prostituées et en parallèle il devient plus difficile de racoler dans les rues. La rue Saint-Denis à Paris en est un exemple.

sortir de la prostitution et de gagner le respect des autres. Comme elle le dit « Si j'avais voulu continuer je n'aurais pas gardé ce bébé. » De son point de vue, cet enfant représente sa seule échappatoire, mais aussi un moyen de fonder une famille. Elle n'avait pas envisagé que le père du bébé la quitterait.

Façons de faire, façons de voir

Comment ai-je procédé ? J'ai voulu m'inscrire dans une démarche inductive et compréhensive. J'ai dans un premier temps regardé et observé attentivement le terrain prostitutionnel et ses acteurs. Ce temps d'observation s'est inscrit dans un cadre d'action bénévole, j'ai en effet toujours été réticente à observer sans donner en retour. J'ai toujours eu besoin de rendre mon travail de recherche légitime aux yeux des observés. Pour les prostituées que je rencontrais, j'étais un travailleur social de l'association. Cette position me semble d'autant plus nécessaire lorsqu'on exerce sur des terrains où les acteurs sont stigmatisés et source de représentations négatives. Quand Étienne Balibar dit que « pour que les intellectuels aient prise sur la violence et sur les violences, il faut peut-être qu'ils cessent de l'observer, et pour cela qu'ils découvrent qu'ils sont toujours déjà impliqués dans son économie¹⁶ », il nous invite en tant que chercheur à réfléchir quant à notre participation qui n'est définitivement pas neutre.

La mise en place d'un dispositif de recherche est toujours le résultat d'une négociation, d'opportunités à saisir. Chaque terrain est plus ou moins accessible, mais il faut toujours en prendre possession, le conquérir. Pour entrer dans la place, le chercheur doit prouver qu'il est autre. En l'occurrence, ici, se distinguer des travailleurs sociaux. Le statut de bénévole me donnait l'impression d'une certaine neutralité. Même s'il doit réduire la distance sociale. La différenciation n'est pas toujours très visible ni marquée. Le chercheur est l'objet d'une évaluation provisoire plus ou moins positive, ou même négative, qui oriente le comportement des acteurs (représentation de la féminité, maternité...). En fonction des motivations

.....

16. Balibar E., 1995, « La violence des intellectuels », *Lignes : violence et politique*, n° 25, p. 9-22.

imaginées par les enquêtés, ces derniers décident de plus ou moins participer à l'enquête, d'être plus ou moins coopératifs. Le terrain prostitutionnel est un terrain où l'on est obligé de se positionner, de se dévoiler. En effet, les filles vont nous jauger, nous évaluer.

C'est socialement le fait d'être chercheur qui entre en jeu. Légitimer sa présence et sa place en montrant qu'il est possible de trouver du sens, des mots. Avant de commencer à interviewer ces femmes, il me semblait important dans un premier temps d'expliquer ma position personnelle sur la prostitution. Au fil des mois passés sur le terrain, j'ai tissé des liens de confiance avec les femmes que je suivais et j'ai alors dévoilé peu à peu ma profession en dehors de mon activité au sein des Captifs. Je n'ai pu me résoudre à les interviewer avant un certain temps, et surtout avant de les avoir aidées. Par conséquent, il s'est agi d'un processus long et difficile.

Dans un deuxième temps, une question, inévitable sur ce type de terrain, se pose très rapidement au chercheur. Il s'agit de celle de sa place. De quelle place est-ce que je parle ? À quelle place je me situe lors de mes observations ? Il va s'agir de se définir une place parmi les différents acteurs de la prostitution, bref de trouver sa place. D'autant que très rapidement cet accès institutionnel et cadré devient pesant pour la recherche. Le responsable de l'antenne m'avait d'ailleurs demandé dès le début de bien rester à ma place (de bénévole). Toute la difficulté fut alors de sortir de ce cadre et de rencontrer les filles en dehors du dispositif des Captifs et des tournées rue.

Pour ce faire, je me suis particulièrement investie et impliquée : j'ai mis en place un cours d'alphabétisation pour les filles, ce qui me permettait d'être seule avec elles et de parler beaucoup plus librement. Je les accompagnais aussi dans leurs démarches administratives. Un climat de confiance, de bienveillance et de sympathie à leur égard me semblait nécessaire pour créer des conditions favorables d'enquête.

Pour reprendre l'exemple d'Anna, je décidai de la suivre dans toutes ses démarches, qu'elles soient administratives ou plus personnelles (faire les courses, aller chez le médecin¹⁷, l'aider à déménager...). C'est ainsi que je suis devenue sa médiatrice, inter-

.....

17. La santé d'Anna nécessitait un suivi et un encadrement thérapeutique et médical.

médiaire indispensable, et même parfois son interprète, auprès des différents acteurs sociaux (assistante sociale, avocat, médecin...). Sa situation difficile, voire parfois périlleuse, justifiait grandement cette assistance et, fort heureusement, mon engagement auprès d'elle a porté ses fruits et a été couronné de succès puisqu'elle a pu obtenir le droit d'asile.

Pour ces femmes que je suivais, l'enjeu était d'obtenir mon aide pour régulariser leur situation. Et malgré mon engagement véritable vis-à-vis de ces filles, il ne fut pas facile de recueillir un discours non pas destiné aux travailleurs sociaux mais au chercheur.

La prostitution objet de recherche légitime ?

Sujet choquant, voire scandaleux pour les bonnes mœurs et la morale, la prostitution véhicule des représentations stéréotypées. C'est aussi que parler de corps, de sexe, de sexualité et d'argent ne va pas de soi.

Il s'est agi de partir de la réalité de la prostitution pour se donner les moyens d'élargir les questionnements. Ce temps, riche d'enseignement personnel, m'a permis de m'interroger sur mon rapport à la sexualité, aux rapports hommes/femmes, passage obligé pour réfléchir à mon rapport à la prostitution. Travail à faire sur soi d'autant justifié que le monde prostitutionnel véhicule fantasmes et préjugés. La peur du *whore stigmat*¹⁸ pour une femme semble jouer un rôle important dans sa construction identitaire. Il va s'agir pour elle de se distinguer de ce groupe étiqueté « putains ». Rappelons que dans les sociétés où il existe un domaine de l'intimité et des sentiments personnels, « la sexualité est devenue une des expériences fondamentales de la construction de la subjectivité et du rapport à soi-même¹⁹ », tout en servant de justification à l'inégalité des genres.

Effet de miroir sur la condition de la femme, la prostitution nous renvoie et nous interroge sur la place de la femme dans nos sociétés. D'autant que la stigmatisation de certaines femmes comme prostituées est le résultat d'un processus de distinction

.....
 18. Pheterson G., 2004, *The Whore Stigmat. Female Dishonour and Male Unworthiness*. La Hague, Ministerie van Sociale Zaken en Werkgenheid.

19. Bozon M., 2005, *Sociologie de la sexualité*, Paris, Nathan.

et d'exclusion. La prostitution incarne et polarise une menace de stigmatisme qui pèse sur toutes les femmes. « Si actuellement les filles ne sont plus tenues de rester “pures” jusqu'au mariage et ont gagné le droit à l'expérimentation sexuelle, elles n'ont en effet ni la même liberté d'action ni le même droit de s'autoaffirmer à travers la sexualité que les garçons. Les différences de comportement sexuel sont maintenues par la pression collective des jeunes du même âge et le mécanisme des réputations sexuelles²⁰. »

Consciente de tous ces enjeux, en tant que femme chercheuse et féministe, interroger ces femmes n'a pas été facile, car j'avais en quelque sorte l'impression de renforcer cette différenciation. C'est pourquoi je me suis fortement impliquée dans l'accompagnement et l'observation.

Force est de s'interroger sur la représentation de la sexualité, de l'argent de la prostitution et de la sexualité féminine comme objet d'échange. Les anthropologues (Malinowski, Mauss, Lévi-Strauss) ont bien montré le problème de la rémunération des actes sexuels féminins. L'échange sexuel n'est pas réciproque dans le sens où on n'échange pas de la sexualité contre de la sexualité. La sexualité féminine serait donc traitée différemment. Notre société évoque l'existence d'un rapport économique pour la seule prostitution. Paola Tabet émet l'hypothèse « que l'inégalité au sein même de la sexualité est affirmée et verrouillée par le don/paiement²¹ ». Paola Tabet a bien montré qu'en « s'échangeant contre quelque chose d'autre qu'elle-même, la sexualité des femmes devient un service, éventuellement un travail échangé comme tel²² ». Partisans d'une prostitution libérale ou bien conservatrice, nous nous réfugions volontiers derrière « un prêt-à-penser politique qui protège nos propres ambiguïtés », nous fait remarquer Catherine Deschamps. Elle propose que l'on s'interroge « sur les effets pervers d'une mise à nu intellectuelle de la prostitution²³ ». Se donner la possibilité de se dégager des catégories morales, en considérant l'activité prostitutionnelle comme une autre indépendamment de la place qu'elle occupe dans la hiérarchie des valeurs morales.

.....

20. Löwy I., 2007, *L'emprise du genre. Masculinité, féminité, inégalité*, La Dispute, p. 79.

21. Tabet P., *La grande arnaque*, op. cit., p. 55.

22. Tabet P., *ibid.*, p. 50.

23. Deschamps C., 2006, *Le sexe et l'argent des trottoirs*, Paris, Hachette, p. 13.

Force est de constater que travailler sur la prostitution interroge notre rapport à la sexualité. À ce sujet, j'aimerais faire une référence à une situation révélatrice du stigmate renversé sur le chercheur : alors que je présentais ma position personnelle sur la prostitution à un stagiaire de l'école de la magistrature, ce dernier me reprocha de m'en tenir à un discours de sociologue, et pour reprendre ses termes « d'avoir tenu un discours amoral et par conséquent déshumanisant ». « C'est immoral. » C'était comme si travailler sur un sujet considéré comme « immoral » induisait que toute recherche ne se positionnant pas à l'encontre du sujet était elle aussi considérée immorale (comme par contamination pur/impur). La recherche est alors entachée. Bien souvent, comme le fait remarquer Bourdieu, le sociologue risque d'être « reçu comme performatif » alors qu'il s'efforce d'être constatif²⁴. C'est comme si, pour reprendre encore une fois ses mots, décrire les femmes en situation de prostitution comme elles sont reviendrait à vouloir « les enfermer dans ce qu'elles sont comme dans un destin, à vouloir les enfoncer ou à vouloir les exalter²⁵ ».

En travaillant sur un objet comme la prostitution, il est indéniable qu'il y a une définition sociale de la hiérarchie des objets considérés comme dignes ou indignes d'être étudiés. Comme le souligne Marie-Elizabeth Handman, « il n'est jamais facile d'enquêter sur une population discriminée et stigmatisée ».

Qu'en est-il de la place des chercheurs travaillant sur la prostitution dans le milieu institutionnel de la recherche française ?

Le chercheur et l'objet « prostitution » : la sociologie des professions comme cadre d'analyse

La prostitution, dans le contexte de la France, n'est pas une profession. La prostitution, en tant qu'activité déviante mais autorisée, occupe une place particulièrement ambivalente.

La pluralité des formes de prostitution renvoie à des acteurs différents, à des sexualités différentes, à des lieux de prostitution différents. Il convient de recontextualiser l'activité prostitutionnelle

.....

24. Bourdieu P., *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 41.

25. *Ibid.*

quant aux conditions de travail et aux temporalités différentes de la prostitution.

La prostitution est ambivalente dans les termes qu'elle met en relation : ce qui relève d'ordinaire du domaine de l'intime, du privé, du personnel (le corps) est ici échangé contre l'équivalent le plus impersonnel, le plus instrumentalisé (l'argent). L'ambivalence réside aussi tout particulièrement dans la place que la société réserve à la prostitution. Dans le cadre législatif français, la prostitution est libre, mais directement encadrée au moyen de deux mesures juridiques : le proxénétisme, qualifié de crime, et le délit de racolage passif ou actif, contraignant de ce fait la façon dont la sexualité peut être incluse dans les échanges économique-sexuels²⁶. Cette activité est déviante mais non proscrite, taxée au même titre que les professions libérales mais sans statut reconnu, légale mais aux marges sociales et géographiques. Tolérée mais réprouvée et surveillée, elle se situe aux frontières du licite et du dicible. La prostitution ne constitue pas un délit en tant que tel. Toutefois le racolage est interdit et verbalisé le cas échéant, et le proxénétisme est sévèrement réprimé. Ainsi, la prostitution n'est ni vraiment interdite ni vraiment autorisée.

Les formes de prostitution ne se comprennent qu'en termes d'interactions entre les différents acteurs en jeu autour des populations stigmatisées et participent à les définir comme telles : prostituées, magistrats, policiers, clients, proxénètes, associations de prostituées, riverains. Le durcissement des politiques migratoires oriente ces femmes vers une sexualité de service mais ce serait réducteur d'y voir la résultante d'une situation moderne et surtout passer sous silence le vrai problème : la sexualité est dépendante des rapports sociaux et des formes de domination. « Comment, par quels moyens de contrainte, quelles pressions matérielles et psychiques les différentes sociétés sont-elles parvenues à produire une si profonde domestication de la sexualité féminine ; à transformer des sujets possédant en propre une sexualité en pâles prestatrices de services sexuels, en objets sexuels²⁷ ? »

.....
 26. Tabet P., *La grande arnaque, sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, Paris, L'Harmattan, 2004.

27. Tabet P., *idem*, p. 47.

Bibliographie

- Balibar E., 1995, « La violence des intellectuels », *Lignes : violence et politique*, n° 25, p. 9-22.
- Bourdieu P., 1984, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bourdieu P., 1989, *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- Bozon M., 2005, *Sociologie de la sexualité*, Paris, Nathan.
- Deschamps C., 2006, *Le sexe et l'argent des trottoirs*, Paris, Hachette Littératures.
- Green N. L., 2002, *Repenser les migrations*, Paris, PUF.
- Handman M.-E. & Mossuz-Lavau J. , 2005, *La prostitution à Paris*, Paris, Éditions de La Martinière.
- Koh B. A. J., 2005, *La prostitution africaine en Occident. Vérités-Mensonges-Esclavages. Sexe, drogue et crimes, la face cachée de la prostitution des Africains en Europe*, Éditions CCINIA Communication.
- Löwy L., 2007, *L'emprise du genre. Masculinité, féminité, inégalité*, La Dispute, Paris.
- Pheterson G., 2004, *The Whore Stigmat. Female Dishonour and Male Unworthiness*, La Hague, Ministerie van Sociale Zaken en Werkgenheid.
- Pryen S., 1996, « La sociologie de Hughes pour penser la prostitution de rue » in *Actes de la « Journée Hughes »*, Centre de recherches sociologiques et historiques sur l'éducation.
- Sayad A., 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil.
- Simmel Georg, 1988, *Philosophie de l'amour*, Paris, Éditions Rivages.
- Tabet P., 2004, *La grande arnaque, sexualité des femmes et échanges économico-sexuels*, Paris, L'Harmattan.
- Welzer-Lang D., 1994, *Prostitution : les uns, les unes et les autres*, Paris, Métailié.

Quatrième partie

Catégorisations sociales, catégorisations scientifiques

Ce chapitre entend interroger la manière dont les chercheurs découpent leur objet quand ils parlent de cet espace mouvant du sous-prolétariat. Ce méta-concept d'origine marxienne, repris aujourd'hui encore par la quasi-totalité des chercheurs, mais en pointillé comme s'il y avait quelque honte à le banaliser dans un usage général inscrit dans les développements empiriques¹ ne fait donc pas l'objet d'une véritable théorisation. Or, il permet de relier la « pauvreté » à l'ensemble de la « société ». Autrement dit, il sert autant à caractériser *in fine* les populations reléguées du capitalisme qu'à objectiver les mécanismes de cette relégation. Ainsi, la vérité objective des sous-prolétaires réside largement hors d'eux et de la seule description de leurs pratiques de survie. Et L. Wacquant rappelle avec raison que « l'analyse sociologique doit s'attacher non à des populations mais aux mécanismes institutionnels qui produisent et travaillent le réseau des positions dans lesquelles elles se voient reléguées » (1996 : 261). La critique professée contre *l'Underclass* aux USA devrait servir de leçon à tous ceux qui reprennent, dans le champ scientifique, les catégories spontanées du champ technocratique-politique et journalistique : « L'autre leçon du périple tumultueux de l'underclass dans l'imaginaire social et scientifique

.....

1. Bréban 1984 : 19/21/23/30/37/40/63.79/83... ; Gaboriau 1993 : 15 ; Bourdieu 1993 : 223 ; Sayad 1995 : 97 ; Grignon & Passeron 1989 : 123 ; Moreau de Bellaing & Guillou 1995 : 96 ; Paugam 1996 : 9/10/13 ; Bourdieu 1997 : 79/262-264/267-273.

américain est que les notions empruntées à la perception spontanée et au sens commun journalistique condamnent à l'infirmité sociologique dans la mesure où elles enferment l'analyse dans les limites d'un objet préfabriqué selon les préjugés sociologiques du moment. C'est-à-dire que la critique historique et logique des catégories savantes et mondaines de construction de la réalité est un préalable indispensable à une sociologie rigoureuse de la marginalité urbaine » (*Ibid.*). En reprenant à leur compte les notions sociales créées pour des usages sociaux de traitements spécifiques des sous-prolétaires, les spécialistes des « sans-abri » ou « SDF », « jeunes des cités », « prostituées », « toxicomanes », « détenus » et autres catégories de l'action publique et du contrôle social, les savants prennent le risque, outre l'approche culturaliste, de s'enfermer dans l'univers mental des dominants et dans ce que C. Topalov appelle « la mise en forme du problème ». Cependant, même lorsqu'ils offrent la sociohistoire de leur catégorie de référence – que l'on pense aux travaux précieux réalisés sur la catégorie « chômeur » (Topalov 1994) ou sur celle de « l'inemployable » (Ebersold 2001) – les savants ont nécessairement besoin de méta-catégories – y compris O. Lewis qui savait très clairement, en pensant la « *subculture of poverty* », que son objet renvoyait plus généralement à ce qu'il nommait les « *lower classes* » – pour penser cette mise en forme du problème. Ils ont nécessairement une vision générale des pauvres au sein des groupes sociaux avant de sélectionner et de circonscrire le groupe spécifique qui fera l'objet d'une construction sociale par les dominants. Cette démarche classificatoire, souvent demeurée à l'état implicite, permet de faire l'économie d'une analyse des classes sociales alors qu'elle est bien présente, mais à l'état de connivence implicite entre chercheurs « critiques » qui se comprennent mais ne veulent pas en faire trop. Or, la sociologie structurale conduit nécessairement à penser les groupes sociaux dans une formation sociale donnée. Cette posture inaugurale objectiviste de coupure avec les jugements sociaux et les constructions sociales de la réalité, partielle mais nécessaire au début de toute recherche, invite à resituer, comme le fait par exemple P. Bourgois à propos des Barrios portoricains de East Harlem (2001), ou Daniel Dohan au sujet des prolétaires et sous-prolétaires mexicains (2000) la place de ces exclus dans une configuration plus générale du rôle impérialiste des USA et des mécanismes d'exploitation des mino-

rités migrantes forcées, sur le territoire américain, à s'orienter vers diverses tactiques de survie légales ou illégales. De même, l'ancien caïd étudié par Véronique Rochais montre que le rapport au travail renvoie de près ou de loin à l'héritage colonial et à l'esclavage. Les marges sont aussi des espaces de résistance par lesquelles les plus dominés peuvent se reconstituer un monde propre, à cheval entre les illégalismes et la débrouille.

Dans ce travail de conceptualisation qui confronte tous les chercheurs à l'expression « culture de pauvreté » inaugurée par Oscar Lewis (1959), Anastasia Riabchuck tente de lui substituer celui de « culture des pauvres ». Elle montre, à propos du cas de l'Ukraine, que les fameux traits culturels négatifs du sous-prolétaire « SDF » se reproduisant soi-disant de génération en génération (savoir en partie fondé qui fait jouer la reproduction sociale au seul niveau de la répétition familiale chère aux psychologues) ne peuvent être pensés indépendamment des marges de survie que l'État capitaliste post-soviétique accorde aux fractions les plus précarisées de la classe ouvrière échouées à Kiev. La culture de pauvreté s'inscrit dans un jeu entre les violences structurales du social et les logiques anthropologiques de l'honneur dans les pratiques de débrouille. De son côté, Marie Loison piste les luttes internes des multiples institutions politiques, administratives et caritatives dont l'enjeu est la définition de la catégorie SDF sur laquelle un large consensus apparaît dans le monde dominant des gestionnaires du social. Elle montre notamment comme la construction des indicateurs renvoie à des modèles nationaux qui ne parviennent pas à s'harmoniser au niveau européen. En revanche, cette contribution non ethnographique, la seule de l'ouvrage, nous semblait intéressante du fait que l'auteure a pu observer de l'intérieur les luttes de définition autour du « sans-abrisme » en tant que sociologue experte et étudiante de S. Paugam. Preuve que la science existe au-delà des barrières institutionnelles, nous avons longuement retravaillé à l'écriture de ce texte afin d'aboutir à une sociologie des pouvoirs et conflits institutionnels compatible avec le programme éditorial.

Bibliographie

- Bourdieu P. (dir.), 1993, *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- Ebersold S., 2001, *La naissance de l'inemployable. Ou l'insertion aux risques de l'exclusion*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Dohan D., (2000), *The Price of Poverty. Money, Work, and Culture in the Mexican American Barrio*, Los Angeles, University of California Press.
- Gaboriau P., 1993, *Clochard. L'univers d'un groupe de sans-abri*, Paris, Julliard.
- Grignon C. & Passeron J.-C., 1989, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil.
- Moreau de Bellain L. & Guillou J. , 1995, *Les sans-domicile fixe. Un phénomène d'errance*, Paris, L'Harmattan.
- Paugam S., 1996, *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte
- Topalov C., 1994, *Naissance du chômeur. 1880-1910*, Paris, Albin Michel.
- Sayad A., 1995, *La double absence*, Paris, Seuil.
- Wacquant L., 1996, « L'underclass urbaine dans l'imaginaire social et scientifique américain », in S. Paugam, *L'exclusion, L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 248-263.

La culture du « bomj »

Réponse critique à l'approche culturaliste à partir d'une étude ethnographique en Ukraine

ANASTASIYA RYABCHUK²

Définition du terme « bomj »

Clarifier la définition du terme « *BOMJ* », utilisé en Ukraine³ pour décrire des gens « sans domicile fixe » suppose de partir de l'abréviation « *Bez Opredelennogo Mesta Jitelstva* » – « sans lieu de résidence déterminé ». Ce syntagme est issu des documents officiels de la police soviétique des années 1970. Aujourd'hui, il véhicule aussi des connotations morales et est utilisé pour décrire les gens qui portent les vêtements vieux et sales, boivent de l'alcool, ne travaillent pas, n'ont plus de contacts familiaux, sont malades et/ou dangereux. Ces appellations renvoient ainsi aux qualifications de la « culture de la pauvreté » d'Oscar Lewis, autrement dit un ensemble de traits négatifs pour caractériser un état de déchéance. Souvent au sentiment de la répugnance s'ajoute la crainte des « *bomji* » comme des anciens prisonniers, des voleurs, des individus agressifs et psychologiquement instables ou porteurs d'infections. Ainsi, si la traduction exacte de l'abréviation *BOMJ* suggère l'équivalence au terme français « SDF », la signification mène plutôt aux mots

.....

2. Doctorante en sociologie, université de Kyev et EHESS.

3. Comme dans d'autres pays d'ex-URSS. Ce terme vient du langage bureaucratique soviétique qui reste très répandu jusqu'à aujourd'hui, même si le système dont il est le produit n'existe plus.

« clochard » ou « vagabond ». On ne peut adéquatement décrire ce phénomène que si on tente de comprendre les conditions objectives de la formation de la « culture » du *bomj*, ainsi que l'apparition et la reproduction des pratiques sociales, qui lui sont associées.

Culture du « *bomj* »: un sujet « exotique » ?

Au cours de ma recherche auprès des « personnes sans domicile fixe » en Ukraine⁴, mes professeurs de sociologie me reprochaient de donner, bien que parvenant à décrire les raisons économiques de ce problème, très peu d'attention au phénomène culturel des « *bomji* ». « Mais en effet, ce sont des gens avec une manière de vie étonnante, avec les pratiques quotidiennes de la survie dans la rue et une sub-culture très intéressante », – me disaient-ils. Même si une étude sociologique ne sera jamais complète sans cet angle anthropologique, mes hésitations étaient d'une autre nature : je ne me sentais pas à l'aise pour décrire les sans-logis sous l'angle d'une sub-culture exotique, puisque je savais que la plupart de ceux que l'on appelle les « *bomji* » ne choisissent pas une telle manière de vivre. Surtout, cette vision restrictive d'une culture ne permet ni de voir de quel milieu proviennent ces personnes ni, de ce fait, les pratiques différenciées qu'on y retrouve compte tenu des trajectoires antérieures et aussi des modes d'expositions très variés affectés par des logiques de situation très contraignantes (vols, effets d'opportunité dans les rencontres...) ⁵. À l'époque, j'évitais même d'utiliser le mot « *bomj* » dans mes travaux, en lui préférant provisoirement le terme plus neutre de « sans-logis ». Mais deux ans plus tard, j'ai été invitée à un séminaire à Paris (séminaire sur la pauvreté

.....

4. La méthodologie de ma recherche (pour le diplôme de bachelor) consistait dans le recours à des entretiens semi-structurés avec les sans-logis et les observations de leur vie. D'un point de vue ethnographique, j'ai visité les endroits où on trouve les sans-logis (les gares, les souterrains, les centres sociaux, les points de recyclage, etc.) afin de mieux comprendre leur environnement le plus proche. Au total, pendant ma recherche en 2003-2004 j'ai mené 60 entretiens avec des sans-logis ukrainiens, et plus d'une dizaine d'entretiens avec des travailleurs sociaux. Actuellement, je réalise ma thèse sur les perceptions des « *bomji* » par des individus et des organisations s'occupant des sans-logis, aussi bien que dans les médias, par des sociologues et des gens ordinaires.

5. Même s'il y a toujours un élément du « choix libre », dans le cas des pauvres et des marginalisés il s'agit plutôt d'un « choix de nécessité ».

intitulé « Zones frontières », université Paris I/CNRS, animé par Patrick Bruneteaux et Daniel Terrole) pour faire un exposé sur la vie des sans-logis d'Ukraine. Consciente que l'intérêt principal de mes auditeurs serait tourné vers les détails « exotiques » de la vie de « bomji » ukrainiens, j'ai décidé de répondre à cet appel, ce qui signifiait me positionner sur l'approche culturaliste.

L'ethnographie des sans-logis ukrainiens est un sujet doublement exotique pour le lecteur français. De prime abord, il s'agit d'un groupe marginal situé à une grande distance sociale des « gens ordinaires ». Cette distance devient plus significative quand se confrontent le chercheur et son objet d'étude. Pearson et Bourgois nous parlent de la tension identitaire du chercheur entre la culpabilité qui le conduit à se faire le porte-parole de la misère des autres et d'autre part la jouissance voyeuriste des descriptions minutieuses de la déshumanisation des sans-logis. Et ne pas en parler, n'est-ce pas collaborer, comme ceux qui, en d'autres lieux et en d'autres temps, fermèrent les yeux sur des violences extrêmes du type de celles qui marquèrent la conscience morale universelle, à savoir Auschwitz ?

« On ne peut pas nous empêcher de produire une fois de plus un travail professionnel fondé sur tant de perversité et tant de souffrances sociales : devons-nous être les témoins de la misère sociale ou est-ce un récit exotique narcissique et voyeuriste pour les autres ? Plus important encore, est-ce que notre discipline qui ressent une aversion à mener des enquêtes de terrain parmi les SDF dépendants à l'alcool ou aux drogues qui fourmillent dans les rues des villes à travers les USA est comparable à la collaboration inconsciente qui permit aux trains d'être acheminés jusqu'à Auschwitz ? »⁶

Le deuxième source d'« exotisme » provient de la distance géographique et culturelle : la société ukrainienne est une société étrangère et peu connue par les Français. En fait, on revient au modèle des « ethnologues » qui menaient des recherches sur les sociétés sauvages et exotiques et qui s'engageaient dans le débat

.....

6. Pearson, Charles et Bourgois Philippe, 1995, « Hope to die a dope fiend », *Cultural Anthropology*, 10 (4) : 587-593.

plutôt avec d'autres « spécialistes de la région » qu'avec des sociologues qui s'intéressent au même sujet mais dans les sociétés « occidentales »⁷. La recherche de la « culture » spécifique aux sans-logis ukrainiens peut être un outil pour reproduire cette vision « exotique », mais aussi pour rompre avec une vision voyeuriste et superficielle en avançant notre savoir scientifique sur le monde social, tel qu'il est vécu aujourd'hui par les « *bomji* » dans les pays post-soviétiques.

« Culture de la pauvreté » ou « culture du pauvre »?

Malheureusement, trop souvent l'analyse de la « culture » des pauvres est considérée comme insuffisamment « sociologique ». Ce type d'études (et avec lui tout le champ de la sociologie de la pauvreté) était discrédité définitivement après les travaux sur « la culture de la pauvreté » d'Oscar Lewis⁸ dans les années 1960, qui sont devenus la base d'une politique conservatrice de la limitation de l'aide sociale aux pauvres aux États-Unis (sous le prétexte que la pauvreté représente non pas le problème de la structure sociale, mais le problème de la « culture »). Mais je dis « malheureusement », puisque le problème des pratiques culturelles des pauvres peut être étudié différemment : en même temps que Lewis a commencé à parler de « la culture de la pauvreté », on a pu aussi voir « le tournant culturel » du côté des marxistes anglais. Dans les années soixante E.P. Thompson écrit *The making of the English working-class*⁹, Paul Willis continue avec son ouvrage *Learning to labour*¹⁰, et Richard Hoggart, le premier directeur du Centre d'études de la culture

.....

7. Les dangers de ce type d'exotisme sont bien analysés par Bourdieu [1984, p. 30, 32] : « La distinction entre ethnologie et sociologie est typiquement une fausse frontière... c'est un produit de l'histoire (coloniale) qui n'a aucune espèce de justification logique. [...] Les ethnologues ont constitué le « primitif » comme tel parce qu'ils n'ont pas su reconnaître en lui ce qu'ils sont eux-mêmes. » (Bourdieu Pierre, 1984, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit).
8. Lewis Oscar, 1959, *Five Families: Mexican Case Studies In The Culture Of Poverty*, New York. Basic Books; Lewis Oscar, 1966, *La Vida: A Puerto Rican Family In The Culture Of Poverty*, San Juan And New York. New York, Random House.
9. Thompson Edward Palmer, 1963, *The Making of the English Working Class*, London, Victor Gollancz Publ.
10. Willis Paul, 1977, *Learning to Labour: how working-class kids get working-class jobs*, Farnborough, Hants : Saxon House.

contemporaine à Birmingham, publie son travail *The Uses of Literacy* (qui était traduit en français comme « La culture du pauvre¹¹ » – titre presque identique à la « culture de la pauvreté » de Lewis!).

C'est ici que réside le choix principal de ma recherche – un choix qui est à la fois théorique et pratique. La théorie de la « culture de la pauvreté » est devenue signe de l'approche conservatrice de la pauvreté comme à un *état* « naturel » et « universel » de la société, tandis que celle de la « culture du pauvre » se réfère à un *processus* de classification à la fois matérielle et discursive, où le pauvre est un agent actif, faisant partie de la structure sociale et répondant aux limitations du système économique et des assignations par les dominants, qui lui sont imposés.

Espace physique et espace social : « tenir les *bomji* à distance des gens normaux »

Dans *La misère du monde* Pierre Bourdieu (1998: 252) remarque que « celui dont on dit qu'il est "sans feu ni lieu" ou "sans domicile fixe" n'a – quasiment – pas d'existence sociale », parce que « la position d'un agent dans l'espace social s'exprime dans le lieu de l'espace physique où il est situé » :

« La capacité de dominer l'espace, notamment en s'appropriant (matériellement ou symboliquement) les biens rares (publics ou privés) qui s'y trouvent distribués, dépend du capital possédé. Le capital permet de tenir à distance des personnes et les choses indésirables en même temps que de s'approcher des personnes et des choses désirables (du fait, entre autres choses, de leur richesse en capital)... Inversement, ceux qui sont dépourvus de capital sont tenus à distance, soit physiquement, soit symboliquement, des biens socialement les plus rares et condamnés à côtoyer les personnes ou les biens les plus indésirables et les moins rares. Le défaut de capital intensifie l'expérience de la finitude : il enchaîne à un lieu. » (Bourdieu, *op. cit.* : 258)

.....

11. Hoggart Richard, 1970, *La culture du pauvre*, Paris, Minit. (publication en anglais : *The Uses of Literacy: Aspects of Working Class Life*, Chatto and Windus, 1957).

Généralement, « l'espace physique affirme l'espace social » et on peut tenir les personnes non désirées à une distance (en les rendant « invisibles »). Ceci n'est pas toujours possible dans le cas des sans-logis qui pénètrent le noyau de villes, en rappelant aux habitants les plus riches l'existence de la misère extrême dans la ville. Par conséquent, les « nettoyages des rues » et les « raids » de police sont répandus pour « protéger » les habitants des quartiers privilégiés de la « pénétration » des pauvres. Le maire de *Kyiv* est connu pour ses déclarations tendant à « résoudre dans trois jours le problème de la présence des *bomji* dans le centre-ville », surtout avant des fêtes ou des visites des délégations internationales. En hiver, quand les sans-logis passent beaucoup de temps dans les gares, la police fait une « Opération « BOMJ » en emmenant des gens « qui apparaissent comme des *bomji* » dans les stations de police « pour vérifier leur identité » et pour « protéger des passagers des possibles vols, agressivité et transmission des maladies congénitales par des *bomji* »¹².

Mais comme on ne peut pas toujours éviter la présence des sans-logis dans « l'espace physique » privilégié (des nettoyages des rues fonctionnent comme une « porte de rotation »), les classes dominantes renforcent l'exclusion des sans-logis de l'espace social, en parlant des défauts au niveau de la *culture* des « *bomji* ». Quand la distance sociale est moins significative, les efforts pour se « distinguer » doivent être plus grands. Un exemple classique vient des protestations des habitants d'un quartier ouvrier à *Kyiv* contre la construction d'un centre social pour les sans-logis, ou pendant la tentative d'évacuer des ouvriers d'un foyer sans leur offrir un logement alternatif, où les résidents protestaient qu'on « les rend comme des *bomji* »¹³.

.....

12. Ce sont des citations d'un entretien avec un policier sur la 5^e chaîne de télévision ukrainienne en hiver 2007. Dans un papier à paraître dans la revue ukrainienne *Travail social et politique sociale* (No.1-2, 2008) j'ai montré deux tendances qui se renforcent en Ukraine : celle de la mondialisation des politiques de « tolérance zéro » et État pénal, décrites par Loic Waquant et celle de la reproduction de la politique répressive vers des « parasites sociaux », « alcooliques » et autre déviants dans l'URSS. Une « opération » identique est menée régulièrement en Russie, où le chef de police en charge de cette « opération » a dit qu'il faut « tenir les *bomji* à distance des gens normaux ».

13. Ces protestations ressemblent au mouvement NIMBY (not in my backyard) en Amérique du Nord contre la construction des centres sociaux pour les « sans-logis » dans les quartiers résidentiels. Mais une différence importante tient au fait qu'en Ukraine, ce sont dans les quartiers ouvriers les plus pauvres, que la mairie décide de construire ces

Le rapport entre l'espace social et l'espace physique est un rapport de domination et de distinction. Ce rapport contribue à la création d'un « culture » du *bomji* par quatre tendances interconnectées : (1) d'un côté, par des nettoyages des rues ou l'intervention de la police, des *bomji* ne sont pas admis dans les espaces physiques réservés aux « gens normaux » ; (2) mais, d'un autre côté, les *bomji* créent les endroits « à eux » comme des « îlots de liberté » ; (3) d'un côté, par l'assignation de la « culture de la pauvreté » les *bomji* ne sont pas admis dans les espaces sociaux privilégiés, (4) mais, d'un autre côté, dans un environnement hostile, les *bomji* forment une culture de survie à la rue. Ces tendances se renforcent, et la question de la position la plus basse dans l'espace physique et dans la structure économique devient aussi une question de la culture spécifique développée par les *bomji* comme partie de leur « habitus ». Une des manières de déconstruire le substantialisme culturaliste consiste à entreprendre une analyse des rapports sociaux autour de l'addiction.

Consommation de l'alcool et crise du « machisme ouvrier »

Aujourd'hui, le niveau de consommation de l'alcool en Ukraine est un des plus élevés en Europe. Pour les ouvriers qui ont perdu leur travail dans les années 1990 ou qui avaient d'autres difficultés (précarisation, délais dans le paiement des salaires) se rencontrer pour consommer de l'alcool est un mode d'expression de leur solidarité¹⁴. C'est bien visible dans ces mots de Sacha, lequel raconte comment ses « copains » ont sauvé sa vie et comme ils sont les seuls qui « ne jugent pas » (à la différence de son frère, qui lui « conseille comment vivre ») :

« Oui, un jour, j'ai failli être écrasé par un tramway, tellement j'étais ivre. Au dernier moment mes copains m'ont vu

.....

centres pour les sans-logis, et donc ce ne sont pas les classes moyennes, mais les ouvriers déjà précaires, qui ont peur de « devenir comme des bomji » eux-mêmes et protestent contre la possibilité de cette dégradation à la fois sociale et physique de leurs quartiers.

14. Une tendance semblable est observée par des sociologues français et anglais sur la consommation d'alcool par des sous-prolétaires, par exemple chez P. Gaboriau, 1993, *Clochard*, Paris, Julliard.

et m'ont sauvé. [...] J'ai raconté cette histoire à mon frère et il m'a dit "Sacha, je te prie, arrête de boire, sois un homme ! Car maintenant tu es un ivrogne accompli !" Et je lui ai répondu : "Et qu'est-ce qui changera, ah ?" S'il m'avait dit "arrête de boire, tu auras une maison et un travail" – ça c'est une chose, mais autrement je ne vois pas le sens. Cette vie n'a pas de sens et l'alcool permet juste de survivre. En tout cas je ne serai pas "un homme" sans maison et sans travail. Mon frère, lui, il ne travaille pas, c'est ma vie, il n'a aucun droit de me juger. Mes copains, eux, ils ne me jugent jamais, ils comprennent. » (Sacha, 43 ans, place « Kontraktova », 16.01.04)

Walter D. Connor¹⁵ dans sa recherche sur l'alcoolisme et la déviance dans l'URSS, montre bien que la consommation de l'alcool était répandue parmi des hommes soviétiques, surtout parmi des couches inférieures de la classe ouvrière (les ouvriers peu qualifiés, avec le niveau de formation très bas, issus des petites villes et villages)¹⁶. Il donne l'exemple d'une des traditions au travail, où un nouvel ouvrier devait acheter de l'alcool pour tous ses « camarades de travail » pour fêter son premier salaire. Les sans-logis reproduisent cette pratique en la modifiant – chaque « *bomj* » doit partager son « revenu » journalier avec les autres, en soulignant son appartenance au collectif. (dans les mots de Piotr : « *Le matin je vais récolter des bouteilles pour gagner un peu de sous, et puis on partage avec des amis, on boit de la vodka, on parle de la vie...* » – Piotr, 46 ans, 23.05.03).

L'abus collectif de l'alcool par des travailleurs précaires est aussi lié à la formation d'une image romantique assez machiste, répandue dans la culture ouvrière masculine¹⁷, qui est renforcée chez des *bomji*. Ils aiment raconter des histoires des femmes infidèles, qui ne les soutenaient pas, mais au contraire les « jetaient

.....

15. Connor Walter, 1972, *Deviance in Soviet Society. Crime, Delinquency, and Alcoholism*, New York, Columbia University Press, p. 50-52.

16. Les classes supérieures consomment aussi l'alcool, mais comme elles le font dans les lieux socialement privilégiés, ces activités restent soit invisibles, soit légitimées par l'endroit même – une boîte de nuit, un bar. La consommation de l'alcool sert à stigmatiser en combinaison avec d'autres facteurs – actes considérés comme « déviants » (tenue, aspect menaçant), position de classe inférieure, présence dans un état d'ébriété dans un lieu public, etc.

17. Hoggart, *op. cit.* ; Willis, *op. cit.*

dehors, comme dans la poubelle » (cette phrase était utilisée par les *bomji* aussi en parlant des licenciements de masse – ce qui montre la dépression qu'ils ont ressentie d'être rejetés à la fois comme ouvriers et comme pères des familles)¹⁸. L'aspect de genre est extrêmement important et mérite d'être étudié séparément. Si les femmes au chômage peuvent toujours trouver une source d'identité positive dans le travail domestique (« une bonne femme de ménage »), la garde des enfants (« une bonne mère ») ou finalement dans l'apparence (« une femme belle/attractive ») l'identité des hommes est presque exclusivement constituée par le succès économique et le capital physique¹⁹. D'où le stress plus fort lié à l'impossibilité de gagner de l'argent pour sa famille, la dépression, les tentatives de suicide, la délinquance, l'alcoolisme et l'abus des drogues. La mortalité des hommes en âge productif en 2006 était presque trois fois plus élevée qu'en Europe de l'Ouest. Plus de la moitié des morts aurait pu être évitée (suicides, intoxication de l'alcool de mauvaise qualité, partage des seringues dans l'utilisation des drogues, maladies cardiovasculaires et tuberculose, causées par le stress et la pauvreté)²⁰. Ceux qui avaient des familles étaient souvent chassés dehors par leurs femmes, qui ne voulaient plus les voir ivres, malades et « utiles pour rien ». Plusieurs hommes ont quitté la maison de bon gré – soit par la honte de la « chute personnelle », soit sous prétexte d'aller chercher du travail. Beaucoup avaient des périodes « transitoires » de travail précaire avant de devenir *bomji* ou aussi l'expérience de la prison, ne sachant pas où aller après la sortie :

.....

18. La perspective féminine doit être aussi prise en considération – les hommes ivres au chômage souffrent d'un stress particulièrement élevé dans cette société patriarcale, d'où des réponses « destructives », qui peuvent entraîner une souffrance des femmes et des enfants (le problème des « enfants de la rue » en l'Europe de l'Est est au moins en partie lié à ce contexte d'instabilité familiale, le chômage et l'alcoolisme du père – protéger l'enfant en interdisant à son mari de rentrer à la maison dans un état d'ébriété est une pratique bien compréhensible).
19. Plusieurs chercheurs russes ont travaillé sur la question de la crise de la masculinité, parmi lesquels Ashwin, Sarah et Lytkina, Tanya, 2004, « Men in crisis in Russia: The role of domestic marginalization », *Gender & Society*, vol. 18, No. 2, 189-206. Dans la société française, le travail de Gérard Mauger montre que la « masculinité » des bandes des jeunes des banlieues est aussi constituée par le succès économique et le capital physique.
20. Un rapport détaillé sur la situation démographique en Ukraine et la mortalité en âge productif est disponible sur le site <http://demoscope.ru/weekly/2008/0327/print.php>.

« Ma femme m'a trahi avec un autre. Bien sûr, qui a besoin d'un alcoolique comme moi ? Mais, quand je l'ai vu avec son amant, j'étais fâché. Ne touche pas à ma femme ! Et puis je l'ai frappé avec un marteau sur sa tête ! Je ne laisserai personne baiser ma femme ! Mais qui pouvait penser qu'il allait mourir ? J'ai fini en prison. Pour un meurtre on condamne à une réclusion à vie, comme d'habitude, mais pour moi c'était pas un meurtre... c'était par accident, alors ils m'ont donné 12 ans. Et ma femme, salope, quand je suis rentré, ne m'a pas laissé entrer chez moi. Elle m'a dit : maintenant c'est ma maison, va-t-en, Jenia, j'ai pas besoin de toi... » (Jenia, 52 ans, métro « Kontraktova plochtcha » 27.06.03)

On voit bien que, dans ces extraits d'entretiens, se cache un sentiment d'agression machiste (qui mène jusqu'aux meurtres) mélangé avec de la honte d'avoir échoué à être un « vrai homme » qui se procure un travail stable et « possède » une femme fidèle. Il est aussi clair que les *bomji* manquent d'outils nécessaires pour faire une socioanalyse de leur situation, qui permettrait de voir des raisons structurelles de leur chômage et d'être « soulagés » par la connaissance que leur situation ne se réfère pas à leur chute personnelle mais s'inscrit dans la violence structurelle du monde social. C'est donc une obligation du sociologue de montrer la provenance et la reproduction de la « culture ouvrière machiste » chez les *bomji* dans la double crise à la fois du monde ouvrier et de la masculinité dans le contexte post-soviétique :

« Pour rompre avec les idées reçues et le discours ordinaire, il ne suffit pas, comme on veut parfois le croire, d'"aller voir" ce qu'il en est... [T] out porte à penser, que l'essentiel de ce qui se vit et se voit sur le terrain, c'est-à-dire les évidences les plus frappantes et les expériences les plus dramatiques, trouve son principe tout à fait ailleurs » (Bourdieu, 1998: 249).

Solidarité et prédation : se méfier des « loups en peau d'agneau »

Un autre élément de l'identification forte contre le monde extérieur est la méfiance à l'égard des autres, « qui se présentent

comme des amis mais sont des loups en peau d'agneau ». Encore une fois, on note une division très claire entre ceux qui se considèrent comme des « frères » et ceux qui « se veulent du mal » : « *Nous ne trahissons jamais nos frères, nous nous partageons, nous nous aidons en difficulté. Un pour tous et tous pour un ! Mais quand à ceux qui nous veulent du mal – qu'ils ne prient pas la pitié !* », dit Kostia. Les passants ou même les travailleurs sociaux sont souvent traités avec la même agressivité que ceux « qui veulent du mal » aux sans-logis. Dans le monde de la rue, « se soucier des autres te rend vulnérable, ça te place en dessous de tout le monde »²¹. Tellement dépendants des autres, les sans-logis veulent protéger au moins cette illusion de la liberté qu'ils ont quand personne ne les touche :

« Les travailleurs sociaux peuvent être bons, oui c'est vrai. Mais pourquoi ils ne restent pas dans leurs centres, on y vient quand on a besoin. Pourquoi ils viennent ici dans la rue, le seul endroit où nous sommes chez nous, et ils nous forcent d'écouter leur morale – ils disent qu'ils savent mieux que nous de quoi nous avons besoin ou qu'il faut se tourner vers Dieu, etc. Si vous le voulez – tournez-vous vous-mêmes ! Ils ne nous respectent pas du tout, ils pensent juste comment nous forcer à quitter la rue. » (Yuri, 65 ans, marché « Zhytni », 13.06.03)

« Parfois, les passants nous traitent comme des chiens. Il faut se défendre ! Si cette femme-là me regarde comme ça je lui répondrai de même. Qu'est-ce que tu regardes, salope ! Va-t-en ! » (Vitaliy, 42 ans, souterrain du métro « Kontraktova plochtcha » 06.06.03)

Mais c'est la police qui reçoit les pires commentaires – les « sans logis » les appellent « *moussora* » (les déchets) inversant de la sorte le stigmat. « *Moussora ne nous respectent pas, s'ils nous respectaient, ils ne nous battraient pas, ils ne nous arrêteraient pas* », – confesse un jeune sans logis dans le film documentaire « *Flowers don't grow here* ». Presque tous les répondants ont mentionné qu'ils étaient

.....

21. Charlesworth Simon, 2000, *A Phenomenology of Working-Class Experience*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 58.

battus par la police. D'autre côté, parfois les sans-logis provoquent cette violence, ce qui aboutit à un cercle vicieux.

« Où aller quand il fait froid?... On peut casser la vitrine d'une boutique, la police vient tout de suite et nous emporte à leur station. Là-bas il fait chaud et on peut dormir [...] Et puis, quoi faire avec un clochard ? On nous laisse aller le lendemain. Mais maintenant les policiers ne sont pas comme avant, ils ne veulent pas nous prendre à la station, mais ils nous battent sur place – ils nous battent et battent, pour que ça nous semble impossible à recommencer, pour qu'on pense à deux fois avant de le faire à nouveau. Mais on le fait quand même s'il n'y a pas de choix. » (Volodia, 30 ans, église St. Nicholas, 12.12.03)

À part la police et les travailleurs sociaux, on peut étudier une catégorie des « gens malins » bien spécifique à l'espace est-européen, à savoir – les « affairistes » dans le marché immobilier. Plusieurs *bomji* ont été victimes des affaires immobilières. Andrusz et al. (1996)²² nous prévenaient de cette tendance déjà au début des années 1990 en Russie, quand leur recherche a permis de montrer des milliers de morts, disparus et sans logis, qui étaient victimes des « affaires » immobilières à Moscou. Les « affairistes » (comme les appellent les sans-logis) cherchent des gens seuls ou marginaux pour les persuader de vendre leur logement. Ils peuvent se présenter comme des travailleurs sociaux et, en offrant de l'aide en échange de quelques papiers (des papiers du « don » de l'appartement ou de sa vente à un prix très bas) forcent à signer l'acte de vente²³. Dans un entretien confidentiel, le directeur de l'Association des psychiatres d'Ukraine, m'a cité plusieurs exemples où les malades mentaux affectés par un handicap ne peuvent pas se protéger en cas d'abus de leur droit au logement, sont trompés par des « affairistes » ou par leurs proches. Il considère comme très probable l'existence d'une « mafia immobilière » :

.....

22. Andrusz Gregory, Harloe Michael, Szelenyi Ivan (sous la dir. de), 1996, *Cities After Socialism: Urban and Regional Change and Conflict in Post-Socialist Societies*, Oxford, Blackwell.

23. Cette tendance était analysée en détail dans le mémoire de Natalia Nikolaeva (chapitre « Affaire des sanitaires »).

« Ils doivent recevoir des listes des gens seuls et faibles à la police et avoir des schémas de travail bien élaborés. Au moins c'est ce que j'ai pu constater dans le cas de mes clients. Nous en avons aidé quelques-uns à retrouver leur logement en retour, mais on a reçu aussi des appels anonymes disant de ne pas nous engager. Les avocats qui essaient de protéger les victimes sont peu nombreux et risquent de devenir victimes eux-mêmes. »

Parfois, c'est la famille même qui « jette » dehors un proche vieux ou malade pour prendre son appartement, en profitant de sa faiblesse, comme ces deux cas le révèlent :

« Comment dit Bulgakov : nos gens sont bons, mais la question du logement les rend mauvais. Je vivais avec ma mère, mais après sa mort mes sœurs ont vendu l'appartement, ont partagé l'argent entre elles et m'ont jeté à la rue avec rien. » (Viktor, 24 ans, centre social « Stefania » 25.01.04)

« Moi, j'avais mon studio, mais quand je me suis mariée, je suis allée vivre avec mon mari. Puis il avait des difficultés financières et nous avons décidé de vendre mon studio. Ce que je ne pouvais jamais imaginer est qu'un an plus tard il m'aurait dit « je ne veux plus vivre avec toi, tu m'énerves, va-t-en! Moi, je l'aimais, je lui ai tout donné... » (Nadia, 50 ans (environ), métro « Khrechtchatyk », 28.01.04)

Il y a aussi des *bomji* qui ont dû vendre leur logement pour payer leurs dettes (souvent après plusieurs années de chômage, d'abus de l'alcool ou de drogues) ou aussi ceux qui n'ont jamais eu leur propre logement (les orphelins, les malades psychiques, les ouvriers qui habitaient dans les foyers de leurs entreprises, ceux qui étaient dans la prison pour une longue durée, etc.²⁴);

En contraste avec l'image projetée d'un homme fort et indépendant, on voit des hommes naïfs et vulnérables, comme le

.....
 24. D'après la statistique officielle, donnée au Parlement ukrainien pour la discussion autour du projet de loi « Sur les personnes sans-domicile fixe et enfants de la rue » le décembre 2003, au moins un tiers des sans-logis sont sortants des prisons, et 20 % des orphelins deviennent sans-logis dans les deux premières années après la sortie de l'orphelinat (c'est-à-dire, à l'âge entre 16 et 18 ans).

montre le fait qu'ils ont été si souvent « trahis » par les autres. Les *bomji* sont des hommes qui manquent de capital nécessaire pour se protéger ou pour ne pas s'engager dans les activités dangereuses – le capital physique, économique, social et culturel. La vie à la rue est pleine de violences et de dangers. Leur méfiance est largement justifiée et c'est en partie pour survivre dans la jungle (expression de N. Anderson) que les *bomji* se mettent en groupes, qu'ils partagent les endroits pour y faire la manche, pour récupérer la poubelle ou pour se reposer. (« *Même les poubelles sont partagées* » – note un travailleur social dans un entretien). Plusieurs hommes rencontrés ont été victimes de la violence de la part des enfants de la rue, qu'ils appellent « *maloletki* » (« de petit âge » – le terme utilisé pour décrire les jeunes délinquants) :

« Le soir j'ai bu un peu avec des amis et puis je me suis endormi aux escaliers du souterrain. La nuit un groupe de *maloletki* m'a battu vraiment fort et a pris tout mon argent. Ils étaient nombreux et moi j'étais seul. C'est pas bon d'attaquer les plus âgés... Et c'est pas bon d'attaquer en groupe un homme seul et malade non plus... Mais ils avaient besoin de la colle (substance hallucinogène que les enfants mettent en sacs plastique pour respirer) et ils ont volé mon argent pour l'acheter... » (Mykola, 53 ans, souterrain du métro « Konraktova plochtcha », 30.05.03)

Le capital physique est une source du respect pour les jeunes à la rue, mais pour les plus âgés, le manque de ce capital affecte gravement leurs capacités de survie. Pour ceux qui n'ont pas de travail, de famille ni d'autres points de repères c'est « un important glissement du respect vers les agressions gratuites » –, note Charlesworth. « Il doit maintenir son capital physique en se gardant en forme et en entretenant sa capacité à gérer les agressions physiques en luttant et affinant son habileté » –, conclut-il²⁵. Des gens qui ont le moins de capital sous toutes ses formes – travail stable, éducation ou qualifications suffisantes, forts liens familiaux, force physique – sont plus exposés au risque de perdre leur logement dans une affaire et de ne pas pouvoir défendre leurs droits dans

.....

25. Charlesworth, *op. cit.* : 83.

les tribunaux, d'être « jetés » dehors par leurs femmes et ne pas avoir un autre endroit pour dormir en sécurité, de devenir victimes de la violence à la rue et ne pas pouvoir appeler la police en cas de besoin. Cela réfute l'hypothèse de sens commun qui universalise les problèmes sociaux, prétend que le « malheur » peut arriver à tout le monde. C'est vrai, qu'aujourd'hui beaucoup plus d'Ukrainiens sont touchés par les problèmes auxquels ils ne devaient même pas penser il y a une vingtaine d'années. Mais c'est aussi vrai que des gens déjà marginalisés se trouvent confrontés à un risque beaucoup plus élevé de devenir des victimes des transformations structurelles dans le pays. On peut voir que même si les raisons immédiates de la perte de maison (avancés par les sans-logis et certains chercheurs, par exemple conflits familiaux ou abus de l'alcool) peuvent « arriver à tout le monde », les vraies raisons sont beaucoup plus profondes et touchent au fonctionnement de tout le corps social.

« Bomjatnyky » comme îlots d'autonomie

Si les sans-logis doivent se défendre contre les jeunes de la rue, contre les passants ou la police, beaucoup de gens pensent qu'ils doivent également se défendre contre les sans-logis. Un policier dans un quartier ouvrier dit que son quartier est « le plus criminogène » à cause des gens sans logis qui viennent d'autres villes en recherche de travail, ne veulent pas rentrer chez eux quand il n'y a pas de travail, mais par contre « commencent à boire, à voler et à battre les gens ». Une remarque initiale à faire est que les sans-logis ne peuvent être *que* dans les lieux publics (sauf s'ils sont invités dans la maison d'un ami). Les *bomji* ne sont pas bienvenus parmi les gens ordinaires et ceux qui le peuvent les excluent dans le sens physique – en payant pour la sécurité privée ou pour des veilleurs de nuit dans les blocs résidentiels. Mais les sans-logis s'adaptent aussi à cette exclusion : ils trouvent les « entrées secrètes » dans les sous-sols des blocs pour y passer la nuit, ils prétendent être des paysans qui attendent leur train pour ne pas être chassés des gares (« moi, je dors dans la salle d'attente payante. Là-bas tu paies 5 hryvni et personne n'a le droit de te toucher – reste là toute la nuit si tu veux ! »). Finalement, ils créent les endroits à eux, où les autres peuvent être exclus. Parmi ces endroits on trouve les « *bomjatnyky* » – les lieux,

où les sans-logis se rencontrent pour manger et boire, pour parler ou pour passer la nuit ensemble. Ils se trouvent comme d'habitude dans les bâtiments abandonnés ou dans les forêts hors de la ville. Ce sont des lieux inconnus des autres, comme l'atteste l'entretien avec Kolia qui récolte des bouteilles près d'un marché au centre-ville, mais refuse de préciser son « lieu de résidence », qui se trouve dans une zone verte à la frontière de la ville « Puchtcha-Vodycia » :

- « - Où habites-tu ?
- Dans un bomjatnyk à Puchtcha-Vodycia.
- Avec d'autres sans logis ?
- Oui, on est nombreux environ, 50 personnes... On se rencontre par là, on mange quelque chose, on boit, on met le feu, et puis on s'endort.
- C'est où exactement ? C'est dehors, en pleine nature ? ou dans un bâtiment abandonné ?
- J'ai déjà dit, à Puchtcha-Vodycia et c'est tout. (Guena, 49 ans, métró « Kontraktova plochtcha » 28.11.03)

Les autres endroits « appropriés » par des sans-logis sont des points de recyclage des bouteilles. Comme d'habitude, ils se trouvent dans les jardins intérieurs des bâtiments (pour être moins visibles de la rue) et ils sont tenus par un ou deux sans logis eux-mêmes. Beaucoup de pauvres (ou de résidents des bâtiments en question) y apportent ces bouteilles pour récupérer un peu d'argent ou même simplement pour se débarrasser de la poubelle (notre famille le fait aussi, mais plutôt pour des raisons écologiques – c'est la seule possibilité de faire le tri de verre, comme il n'y a pas de tri organisé par la ville). Pour les sans-logis, « ivrognes » et les autres marginaux ces points deviennent les lieux de rencontres. Il y a aussi d'autres endroits, que les *bomji* appellent *piatachky* (les petits coins) – dans les parcs, sous les ponts, dans les cours des bâtiments ou près des cafés bon marché, dont ils sont les clients principaux. Il est intéressant de constater l'existence de tout un secteur d'économie adapté aux besoins des *bomji* et autres marginaux urbains – la nourriture bon marché (comme le thé chaud à 5 centimes) servie directement à la rue, les marchés *second-hand* en plein air avec les montagnes de vêtements à 5-10 centimes la pièce, les veilleurs de nuit des petites gares des banlieues qui gagnent un peu d'argent à côté en

permettant aux *bomji* de passer la nuit dans le bâtiment de la gare. L'exploitation d'une opportunité qui apporte un bénéfice grâce à la présence des sans-logis est visible dans l'histoire racontée par ce travailleur social :

« Un jour, quand notre service caritatif est venu distribuer la nourriture gratuite dans un lieu de concentration des sans-logis, les propriétaires de ces cafés à côté n'étaient pas du tout contents, et protestaient que nous leur « prenions des clients » et que si nous donnions du thé gratuit à tout le monde, personne n'achèterait plus leur thé et ils deviendraient aussi sans travail et sans logis. »

Ceux qui veulent travailler (presque un tiers des sans-logis que j'ai interrogés avaient un travail, même s'il était précaire ou « au noir ») se réunissent le matin dans un *piatatchok* près de la gare centrale et ceux qui font la manche choisissent les églises, les marchés ou les souterrains peuplés pour les heures « d'embouteillage ». Les clochards près des églises font partie du paysage ordinaire. Les endroits où les sans-logis sont les plus visibles sont les plus « fonctionnels » pour eux : les souterrains, les couloirs communs des blocs résidentiels (où il n'y a pas encore des veilleurs de nuit) ou les gares sont des lieux pour passer la nuit en se protégeant de la pluie, de la neige et du froid ; les bomjatnyky et les piatachky sont des lieux de rencontres et de socialisation, les poubelles et les points de recyclage offrent un « travail », etc.

Les stratégies de survie des couches les plus pauvres de la société ont fait l'objet de plusieurs recherches ethnographiques²⁶, et montrent que, loin d'être apathiques, manquant de « potentiel d'adaptation » ou « incapables de s'intégrer », les pauvres résistent, s'adaptent et trouvent des « trous » dans le système duquel les classes dominantes tentent de les exclure. Les *bomji* ukrainiens sont fiers d'être capables de survivre sans aide de l'extérieur (ou malgré l'aide minimale de l'État). S'il y a une chose dont ils peuvent être

.....

26. Burawoy Michael et Verdery Catherine (eds), 2000, *Uncertain Transition: Ethnographies of Change in the Postsocialist World*, Rowman & Littlefield Publishers; Humphrey, Caroline, 2002, *The Unmaking of Soviet Life: Everyday Economies After Socialism*, Cornell University Press.

fiers c'est la création de ces îlots d'autonomie et de stratégies de survie, dans une société qui leur est généralement hostile.

Apparence et hygiène : la visibilité des sans-logis

Il est facile d'identifier un *bomj* par son apparence et son comportement et c'était l'aspect le plus gênant pour mes répondants parmi les travailleurs sociaux. (« *Ils ne sont même pas capables de rester propres, de protéger leur propre corps contre les maladies. Ils sont vraiment irresponsables et je ne vois pas comment on peut les aider* » – disait un travailleur du Centre de réhabilitation pour les sans-logis). Leurs vêtements sont vieux, sales, de tailles trop grandes ou trop petites, avec des couleurs sombres. Ils « finissent » par porter les vêtements dont les autres n'ont pas besoin (vêtements récupérés dans la poubelle, offerts par des gens plus riches qui manifestent leur charité, achetés dans les magasins *second-hand* ou reçus dans les centres sociaux). Les *bomji* ont seulement une paire de chaussures de mauvaise qualité. Ils y mettent des pages des journaux ou des sacs en polyéthylène – pour garder les pieds hors de l'eau et du froid :

« D'abord je regarde si le vêtement est confortable. Par exemple, il est mieux de prendre les chaussures qui sont trop grandes que trop petites. Il est mieux de prendre les tissus naturels, parce que les synthétiques sont trop chauds et ils gardent toutes les odeurs. Oui, c'est mal, je n'ai pas d'endroit où je pourrais laver mes vêtements. Parfois j'ai honte de mes odeurs, mais quoi faire ? » (Valera, 56 ans, métro « Kontraktova plochtcha », 21.11.03)

Les raisons d'apparence non attractive des sans-logis sont en rapport avec leurs ressources limitées. Leur « choix » des vêtements en fonction des prix ou des fonctions qu'ils peuvent revêtir (protection du froid, tissus naturels, couleurs sombres, taille plus grande), ou encore, le désir de ne rien jeter dehors, constitue, d'après Bourdieu, un « choix de nécessité ». On peut porter les vêtements sombres plus longtemps, les vêtements chauds peuvent protéger pendant une nuit froide, un pardessus en trop peut devenir utile

en cas de pluie, dix paires des vieilles chaussettes serviront plus longtemps qu'une paire nouvelle²⁷. Si nous étions confrontés avec les nécessités qui se posent aux sans-logis, la logique de nos choix serait semblable à la rationalité de ce raisonnement :

« Voila, maintenant je porte trois vestes. Pourquoi ? On peut dire que je me suis habitué à m'habiller avec tout ce que j'ai... Toute ma garde-robe – je la porte. Mais ou pourrais-je la mettre ? Cela m'encombre de porter toutes ces choses avec moi, parce que les mains restent toujours prises. Et puis, quand je trouve le vêtement (tu sais, parfois quelqu'un jette dehors beaucoup des bons vêtements dont il n'a plus besoin) c'est alors dommage qu'on les jette dehors, je les mets ainsi sur moi. Parce qu'on ne sait jamais s'il fera froid la nuit, s'il pleuvra, ou si un ami en aura besoin – je pourrai partager ! » (Sava, 56 ans, place de l'indépendance, 19.01.04)

Il est très difficile pour les sans-logis de penser à leur propre hygiène. La possibilité de se laver gratuitement existe seulement pour ceux d'entre eux qui fréquentent des centres sociaux ou qui sont inscrits dans les programmes de réhabilitation. (Aussi, ceux qui sont mis en garde par la police sont lavés et rasés directement dans le centre de détention. Un policier m'a dit qu'ils font « un service pour lequel les *bomji* doivent être reconnaissants, parce qu'on les transforme en êtres humains »). Le nombre des douches payantes diminue chaque année, et en plus on interdit souvent aux sans-logis d'y entrer, parce qu'ils peuvent porter des parasites ou d'autres maladies comme la tuberculose (plus de 80 % des sans-logis ukrainiens ont la tuberculose, d'après la statistique officielle). Alors, la plupart des sans logis se lavent très irrégulièrement, surtout en hiver.

.....

27. Si on comprend la logique derrière ces « choix de nécessité » on verra aussi à quel point notre propre logique de choix de vêtements est semblable. En fait, nos « goûts » ne sont pas si individuels et spontanés que ça – on regarde aussi le prix, la qualité, les couleurs, la taille – même si la question de « nécessité » peut être posée d'une manière différente : c'est la nécessité d'affirmer son identité (« le rouge est ma couleur préférée, il exprime mon caractère ») de montrer son appartenance à un groupe (« c'est à la mode » ou « tous mes amis portent le vêtement pareil ») ou son statut social (« c'est Gucci, je l'ai acheté pour 200 euros »).

Comme d'habitude je vais me laver chez mon ami, dans son appartement. Je ne peux pas y aller souvent, pour ne pas le déranger. J'y vais deux ou trois fois par mois, plus ou moins. (Oleh, 25 ans, centre social « Stefania », 25.01.04)

– Pouvez-vous me dire ou est-ce que vous vous lavez, brossez les dents... ?

– Quelles questions tu me poses ! Regarde-moi. Comment est-ce que je peux me laver ? Tu m'as dit que tu faisais la recherche des sans-logis, mais tes questions sont celles d'un enfant. Je suis un *bomj* – n'est-ce pas clair que je n'ai pas où me laver ? Sauf aller au Dnipro tôt le matin, quand il n'y a personne, mais c'est seulement en été (Dnipro est la rivière qui coule à travers Kyiv ou il y a les plages et où on peut nager. Les *bomji* en profitent pour se laver en été, d'autres se lavent dans des fontaines) (Borys, 52 ans, métro « Kontraktova plochtcha », 23.05.03)

L'impossibilité de se laver et de se couper les cheveux régulièrement provoque l'apparition des parasites sur la peau et dans les cheveux. Ces problèmes sont aussi causés par les vêtements sales, la récupération des poubelles, le sommeil sur la terre, le système immunitaire affaibli, la communication avec d'autres « sans logis » qui sont porteurs de maladies contagieuses. Ceux qui gardent une apparence adéquate fournissent des efforts énormes et sont plutôt des exceptions à la règle.

– Pour moi c'est très important de ne pas être sale. Je ne veux pas descendre au niveau des *bomji*, qui vont aux toilettes dans leur pantalon. J'essaie d'aller dans une *bania* (sauna collective). Je me brosse les dents deux fois par jour. C'est écrit sur le dentifrice qu'il faut le faire, alors je le fais. Et qu'il faut changer la brosse à dents, alors je la change.

– Et où est-ce que vous vous lavez les dents ?

– Le plus souvent – je vais au McDonalds les matins. J'y achète « l'offre du matin » – tu sais, café avec un gâteau ? Et puis je me brosse les dents dans le WC. Parfois aussi dans un parc – je prends un peu de l'eau d'un robinet... Oui, et je me rase aussi comme ça. (Ruslan, 27 ans, centre social « Stefania », 25.01.04)

Ruslan veut se distinguer des *bomji* même si objectivement il fait partie de ce groupe. Il était un travailleur précaire à la construction, qui même en fréquentant les endroits de rassemblement des *bomji* ne se considérait pas comme « un d'entre eux » et voulait garder les liens avec le monde extérieur. Il essaie encore de lutter pour préserver son image d'un « vrai homme » en travaillant et en soutenant sa famille (qu'il a laissée dans une petite ville à l'ouest du pays) et préfère s'appeler un *hard-worker*. On voit donc des divisions internes entre les sans-logis ukrainiens : ceux qui sont habitués à la vie à la rue, et ceux qui préfèrent considérer leur situation précaire comme « temporaire ». Autre division entre la position forte – pour la plupart des *bomji* avec expérience de prison et un « stage » plus long à la rue, qui se méfient de tout le monde et « préfèrent survivre seuls », sans aide extérieure –, et la position faible de ceux qui font la manche ou dépendent de l'aide caritative ou gouvernementale.

Conclusion

Il ne suffit pas de décrire les *bomji* comme une catégorie exotique et peu connue par les gens « ordinaires » – de montrer leurs stratégies de survie à la rue, leurs biographies toujours tragiques, leurs interactions quotidiennes –, il faut aussi comprendre les raisons de leur situation en introduisant un contexte social plus large. Même le fait le plus simple et le plus évident – qu'un *bomji* est presque toujours un homme seul, entre 40 et 50 ans, sans travail ni liens familiaux – n'est pas tellement évident et demande notre investigation. Pourquoi un homme plutôt qu'une femme ? Pourquoi « seul » ? Pourquoi un homme plus âgé plutôt qu'un jeune ? Les réponses à ces questions se trouvent dans les processus de « transition » en Ukraine depuis la fin des années quatre-vingt. Désindustrialisation, individualisation, émergence des nouveaux espaces économiques – tout cela a changé en quelques années. Même si ces processus ne sont pas réservés à l'espace post-soviétique (dans les pays de l'Ouest on parle de la « restructuration économique » et des « pressions globales » au moins depuis le début des années soixante-dix), ici leur vitesse et leur ampleur surpassent évidemment l'expérience européenne ou nord-américaine. Dans ce contexte, la dissolution de la classe ouvrière et la perte de son statut symbolique et

économique constituent un des facteurs principaux pour expliquer la situation des sans-logis. Les *bomji* montrent l'expérience extrême de la crise double de la masculinité et du monde ouvrier. En fait, les histoires des *bomji* frappent par leur unanimité : presque tous mes répondants étaient ouvriers (deux tiers non (ou peu)-qualifiés, mais souvent bien payés, comme, par exemple, des mineurs). Ils ont perdu leur travail et n'ont pas pu en trouver un autre à cause de leur âge (parce que pour la plupart des travaux on cherche des personnes de moins de 35 ans), à cause du manque de qualifications nécessaires (surtout des langues étrangères ou de la compétence dans les ordinateurs) ou à cause du manque de travail tout court dans les villes ou village d'où ils viennent (un tiers de mes répondants venait des régions rurales et un autre tiers – des régions dits « dépressives »).

Les *bomji* valorisent les relations fortes dans une communauté masculine (et même machiste) rassemblant les communautés ouvrières dans le soutien mutuel, la solidarité et les valeurs du collectif, mais aussi dans la consommation excessive d'alcool et les réactions agressives et protectrices envers ceux qui n'en font pas partie. Il y a un sentiment de honte relatif à l'échec social qui se cache derrière ces pratiques destructives (violence physique et psychologique envers les proches, alcoolisme, criminalité), sentiment d'être abandonné et pas entendu par sa famille dans les moments difficiles (plus de deux tiers de mes répondants avaient une famille avant de devenir un *bomji* et la moitié d'entre eux gardent toujours des liens avec leurs proches) et aussi à la méfiance face aux « bonnes intentions » des travailleurs sociaux ou des services gouvernementaux. Finalement, il y a une fierté résiduelle à être capable de vivre à la rue et une connaissance très riche de la survie quotidienne et de la création des îlots d'autonomie.

En comparant le mode de vie des *bomji* ukrainiens avec la vie des sans-logis aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en France (où j'ai eu l'occasion de faire ma recherche) j'ai pu constater certaines pratiques semblables, surtout dans les stratégies de survie à travers des conditions dures et violentes. Les processus de domination typiques de l'ordre capitaliste produisent un grand nombre de sous-prolétaires dans les pays de l'Ouest aussi bien que dans les pays post-soviétiques. En même temps, au lieu de généraliser la situation

des sans-logis en parlant de la « culture de la pauvreté », il faut être conscient des aspects uniques de chaque société et du double lien entre la biographie individuelle et les processus structurels.

Bibliographie

- Andrusz Gregory, Harloe Michael, Szelenyi Ivan (sous la dir. de), 1996, *Cities After Socialism: Urban and Regional Change and Conflict in Post-Socialist Societies*, Oxford. Blackwell.
- Ashwin Sarah et Lytkina Tanya, 2004, « Men in crisis in Russia: The role of domestic marginalization », *Gender & Society*, vol. 18, No. 2, 189-206.
- Bourdieu Pierre 1980, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit.
- Burawoy Michael et Verdery Catherine (eds), 2000, *Uncertain Transition: Ethnographies of Change in the Postsocialist World*, Rowman & Littlefield Publishers.
- Charlessworth Simon, 2000, *A Phenomenology of Working-Class Experience*, Cambridge. Cambridge University Press.
- Connor Walter, 1972, *Deviance in Soviet Society. Crime, Delinquency, and Alcoholism*. New York. Columbia University Press.
- Gaboriau Patrick, 1993, *Clochards*, Paris,
- Hoggart Richard, 1970, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit. (publication en anglais : *The Uses of Literacy: Aspects of Working Class Life*, Chatto and Windus, 1957).
- Humphrey Caroline, 2002, *The Unmaking of Soviet Life: Everyday Economies After Socialism*, Cornell University Press.
- Lewis Oscar, 1959, *Five Families: Mexican Case Studies In The Culture Of Poverty*, New York. Basic Books; Lewis Oscar, 1966, *La Vida: A Puerto Rican Family In The Culture Of Poverty*, San Juan And New York, New York, Random House.
- Pearson Charles & Bourgeois Philippe, 1995, « Hope to die a dope fiend », *Cultural Anthropology*, 10 (4) : 587-593
- Thomson Edward Palmer, 1963, *The Making of the English Working Class*, London, Victor Gollancz Publ.
- Willis Paul, 1977, *Learning to Labour: how working-class kids get working-class jobs*, Farnborough, Hants, Saxon House.

La FEANTSA : vers une catégorisation européenne des « SDF » ?

MARIE LOISON-LERUSTE¹

La FEANTSA, Fédération européenne des associations travaillant avec les sans-abri, est une organisation non-gouvernementale fondée en 1989 et composée d'une centaine d'organisations non gouvernementales basées dans 30 pays européens qui fournissent un large éventail de services aux personnes sans domicile. Seul réseau européen majeur qui se concentre exclusivement sur les « sans-abri », elle bénéficie d'un statut consultatif au Conseil de l'Europe et aux Nations unies et reçoit le soutien financier de la Commission européenne pour la réalisation de ses activités. La FEANTSA cherche à mettre en œuvre des mesures pour combattre l'exclusion liée au logement en sensibilisant les décideurs politiques européens, nationaux et régionaux au besoin de politiques visant à la prévention du « sans-abrisme »².

Pour promouvoir son action, la fédération a créé, il y a plus de 10 ans, un Observatoire européen sur le « sans-abrisme » (OES)³. Jusqu'en 2007, il était composé d'une vingtaine de chercheurs, appelés « correspondants nationaux de recherche », travaillant sur les problématiques de l'exclusion liée au logement dans des instituts de

.....

1. ATER à l'université de Lille 3. Équipe de recherche sur les inégalités sociales, Centre Maurice-Halbwachs.

2. <http://www.feantsa.org>

3. « L'Observatoire est un bon moyen pour comprendre le problème du sans-abrisme. C'est la clé qui permet de développer des politiques efficaces. La recherche fait désormais partie à part entière du travail de la FEANTSA ».

recherche, des laboratoires universitaires ou des centres de recherches⁴, et provenant chacun d'un État membre de l'Union. Chaque année, ils rédigeaient des rapports touchant aux développements de la politique, à la recherche et aux statistiques ainsi que des rapports thématiques concernant les personnes sans domicile. En 2007, pour des raisons essentiellement économiques, l'observatoire a été recomposé et est désormais constitué d'un coordinateur et d'une petite équipe de 12 chercheurs représentant l'Angleterre, l'Allemagne, l'Irlande, l'Espagne, l'Italie, la France, la Pologne, la Bulgarie, la Slovénie, le Danemark, l'Écosse et la Norvège. Les anciens correspondants des autres pays sont ponctuellement sollicités en tant que « conseillers » pour contribuer à la rédaction d'articles de réflexion, publiés chaque année dans *The European Journal of Homelessness*.

En octobre 2005, dans le cadre de la préparation d'un forum sur l'urgence sociale, j'ai pu rencontrer certains membres du bureau de la FEANTSA. Quand j'ai su qu'ils étaient à la recherche d'un correspondant français et qu'ils avaient sollicité l'aide de Serge Paugam pour trouver ce correspondant, j'ai proposé ma candidature. Mon « recrutement » a été à la fois justifié par mes travaux sur la question des personnes sans domicile et par le travail reconnu de mon directeur de thèse dans le domaine de la pauvreté en Europe (Paugam, Selz, 2005).

Cet article vise à présenter la typologie européenne de l'exclusion liée au logement, European Typology on Homelessness and housing exclusion (ETHOS), qui sert de cadre aux travaux de l'OES. L'étude des catégorisations à l'œuvre au sein de l'Observatoire est particulièrement intéressante pour comprendre les enjeux et les difficultés que soulèvent « la question SDF » (Damon. *op. cit.*). La FEANTSA et le travail de synthèse qu'elle réalise via l'Observatoire témoignent d'une volonté politique et médiatique de compter les sans-abri et d'harmoniser les politiques européennes en matière de lutte contre l'exclusion liée au logement. La fédération tente également d'être tout à la fois le représentant de différentes institutions et associations nationales au niveau européen, de produire

.....

4. Comme le Trinity College de Dublin, l'université de Ljubljana, l'Institut norvégien des études régionales et urbaines, ou le Centre d'études pour l'intervention sociale (CESIS) au Portugal par exemple.

et diffuser une réflexion scientifique sur l'exclusion liée au logement, et de réaliser un travail de pression politique sur les décideurs européens. Ces fonctions entrent parfois en conflit et génèrent des tensions.

Après avoir mentionné les difficultés rencontrées pour définir le « sans-abrisme », nous évoquerons le travail de catégorisation opéré par les différents acteurs qui s'intéressent à la question des personnes sans domicile. Nous présenterons ensuite la typologie ETHOS et nous nous interrogerons sur sa validité et ses enjeux.

Définir les « SDF » en France

L'histoire de la prise en charge des personnes sans domicile peut d'abord être envisagée comme une histoire des difficultés à définir, classer et dénombrer (Damon. *op. cit.*)⁵. Littéralement, le terme « SDF » signifie « sans domicile fixe ». Mais derrière ce sigle se cachent des situations, des représentations, des acteurs et des enjeux scientifiques et politiques, qui rendent difficile la compréhension de ce que signifie exactement le fait d'être « sans domicile fixe ». Qui sont ces personnes ? Si l'on s'en tient aux mots, elles sont sans attache administrative. Cette définition sommaire n'est pourtant pas satisfaisante. On entend souvent parler de « SDF » pour qualifier certains mendiants ou personnes dont l'apparence physique semble témoigner d'une certaine précarité – saleté, odeur, vêtements abîmés, etc. – sans pour autant que ces personnes ne soient privées d'un toit, au sens physique du terme. La définition la plus simple ne semble donc pas aller de soi. Plus encore, de nombreux mots sont utilisés pour les désigner : « On les a dits mendiants, vagabonds, indigents, laissés-pour-compte, défavorisés, économiquement faibles, sous-prolétaires, nouveaux pauvres, sans-logis, SDF, démunis, sans-abri, exclus... Que de trouvailles pour nommer la misère. » (Gaboriau. 1998 : 17) Au cours du temps, en France, les termes employés ont changé : on parle moins aujourd'hui des vagabonds et des indigents mais plutôt des « sans-abri » et des « SDF »,

.....
5. Jean-Marie Firdion et Maryse Marpsat évoquent même un « acharnement statistique » pour tenter de dénombrer les pauvres, les mendiants, les déviants. (Firdion, Marpsat. 2000).

devenus aujourd'hui des symboles de l'exclusion sociale et de la pauvreté. Mais derrière ces termes, il est difficile de savoir précisément de qui l'on parle : les définitions de la population en difficulté face au logement sont fortement influencées par les catégories relevant des champs dans lesquels elles s'établissent.

Le problème de définition renvoie à une double difficulté. Tout d'abord, les personnes sans domicile forment une population très hétérogène et fluctuante. Il existe un continuum de situations entre la rue, l'hébergement et le logement et de multiples possibilités de passages d'une forme d'habitat à une autre :

« La mobilisation autour des définitions, décelable dans la littérature consacrée à la population SDF, est l'expression d'une déroute face à un sigle présentant de nombreuses limites. Il engage tout d'abord les approches de cette population dans des perspectives substantialistes qui font de la condition du SDF une condition immuable et linéaire alors qu'elle est avant tout souvent une position dans un parcours résidentiel chaotique. » (Zeneidi-Henry. 2002 : 16)

L'absence d'un logement « à soi » n'est pas un état qu'il est facile de définir. « Nous découvrons un continuum de situations vis-à-vis du logement, allant des plus précaires – dormir sur un banc dans la rue –, jusqu'aux plus stables – être propriétaire ou locataire d'un logement et disposer de ressources stables. » (Firdion. 2005 : 98) Les personnes sans domicile ne vivent pas toutes dans la rue, sur des bancs publics ou par terre, mais occupent aussi parfois des lieux non prévus pour l'habitation (voiture, cave, parking) ou sont hébergées dans des structures collectives par exemple. Plus encore, le dispositif institutionnel de prise en charge les oblige parfois à alterner les solutions d'hébergement : une nuit chez des amis, deux nuits dans un CHRS, une nuit à l'hôtel, etc.⁶ D'autre

.....

6. L'INSEE a réalisé entre le 15 janvier et le 15 février 2001 une enquête auprès des personnes utilisatrices des services d'hébergement et de distribution de repas chauds dans les agglomérations de plus de 20 000 habitants. 4 084 personnes francophones utilisatrices de ces services ont été interrogées et 3 525 personnes ont déclaré être sans-domicile, c'est-à-dire que la nuit précédente, elles ont eu recours à un service d'hébergement ou ont dormi dans un lieu non prévu pour l'habitation (rue, abri de fortune) Parmi ces personnes, 19 %

part, le problème de définition n'est pas uniquement sémantique mais renvoie aussi à une interrogation méthodologique et à une interrogation éthique. Pour pouvoir collecter des informations sur les personnes privées de logement autonome stable, le chercheur se heurte en effet à une difficulté pratique : comment prendre en compte l'ensemble de ces situations de logement précaire et comment mettre en place un protocole d'enquête pertinent ? Non seulement les « SDF » ne forment pas un groupe social homogène qui se définirait par sa situation vis-à-vis du logement mais cette population constitue un « défi pour le statisticien, dont les échantillons sont en général tirés d'une liste exhaustive de logements, ou de fichiers administratifs où figure l'adresse » (Marpsat. 1999 : 1). L'échantillonnage se basant très souvent sur la domiciliation, on comprend le problème qui se pose dès lors qu'il s'agit d'étudier les personnes privées de domicile. Le choix opéré par l'INSEE dans son enquête en 2001 a consisté à s'inspirer de la démarche de Simmel pour qui les pauvres sont ceux qui bénéficient de l'assistance (Simmel. 1998 (1907)) : les personnes sans domicile sont, dans cette enquête statistique, celles qui utilisent les services d'hébergement et de restauration gratuite. Enfin, l'interrogation éthique concerne l'objectif et le sens donné à ces définitions. Jean-Marie Firdion (Firdion. *op. cit.*) souligne ainsi les effets pervers d'une définition qui serait basée sur les manques et les incapacités de cette population. Daniel Terrolle et Patrick Gaboriau (Terrolle, Gaboriau, 2007) dénoncent quant à eux la volonté permanente de dénombrement et l'absence paradoxale de moyens et de mesures qui en découlent.

C'est précisément face aux limites posées par le terme « SDF », à la nécessité d'une description précise du phénomène de

.....

n'ont pas de domicile, 37 % sont logées de manière précaire par de la famille, en chambre d'hôtel ou en squat, et 37 % sont locataires ou sous-locataires. D'autres résidents de foyers-logements sortent d'hôpital ou de prison. La veille du jour où ils ont été interviewés, 22 % avaient dormi dans des lieux non prévus pour l'habitation (rue, gare, centre commercial, voiture, cage d'escalier) ou dans des centres qu'ils avaient dû quitter le matin, 36 % étaient accueillis en chambres individuelles ou collectives dans des établissements accessibles en journée, 5 % hébergés en chambre d'hôtel et 37 % dans des logements dépendant d'associations ou d'organismes publics. Ces données permettent donc de relativiser en partie l'affirmation selon laquelle être « SDF » c'est vivre et dormir dans la rue. (Brousse, De la Rochère, Masse. 2002).

l'exclusion liée au logement et à la demande permanente de mesure, que de nombreux acteurs et institutions cherchent à définir et à catégoriser cette population.

Des catégories et des acteurs

Pour y voir plus clair, nous nous proposons de différencier les définitions en fonction des acteurs qui les produisent et de leur motivation à établir des catégories. On peut alors distinguer trois grands champs⁷ (champ politique, champ scientifique et champ de l'expertise) qui structurent la production de quatre grands types de catégories (officielle, savante, statistique et associative). La catégorisation officielle renvoie aux « définitions administratives », aux lois et aux décrets qui ont cours dans le champ politique. Ces définitions juridiques et administratives sont en général assez réductrices car elles se réfèrent souvent exclusivement au logement.

« Les textes officiels ne définissent jamais les personnes sans domicile fixe, et encore moins les SDF. Les lois, codes et décrets donnent de vagues définitions des personnes “sans résidence stable”, contiennent des dispositions relatives au « domicile de secours », mais ne donnent pas de définition des utilisateurs. » (Damon, Firdion. *op. cit.* : 376)

À la fin des années 1980, les textes administratifs qui encadrent l'accueil dans les institutions d'hébergement remplacent le terme devenu désuet de « vagabond » par celui de « SDF » mais cette catégorie juridico-administrative n'est pas (encore) synonyme de dénuement. Elle intègre notamment les gens du voyage, les forains et les travailleurs saisonniers. Dans les années 1990, le sens du terme « SDF » devient plus étroit et témoigne d'une nouvelle sensibilité à l'égard des formes de pauvreté et d'exclusion. En 1988, la loi instaurant le RMI fait apparaître une nouvelle catégorie d'ayants droit, les « sans résidence stable ». Aujourd'hui, les textes officiels parlent de « personnes sans domicile stable »⁸.

.....

7. Au sens bourdieusien du terme.

8. Décret n° 2007-1124 du 20 juillet 2007 relatif à la domiciliation des personnes sans domi-

Fortement inductive et conceptualisée, la catégorisation savante est élaborée par les chercheurs. En fonction des disciplines, elle repose sur des critères spécifiques qui donnent parfois lieu à des définitions différentes du « sans-abrisme ». Les travaux ethnographiques ou sociologiques qualitatifs définissent par exemple souvent les sans-domicile par leur visibilité dans l'espace public : ce sont des personnes à la rue « qui n'ont pas d'espace privé reconnu [et qui] vivent en situation de précarité sur les lieux publics » (Gaboriau, 1999 : 34). Dans le champ que l'on qualifie de scientifique, la catégorisation savante se distingue de la catégorisation statistique qui s'appuie sur les travaux du Conseil national de l'information statistique (CNIS) pour proposer une définition permettant d'appréhender les sans-domicile de façon dynamique, en considérant leurs trajectoires résidentielles, et de résoudre le problème méthodologique posé par les enquêtes auprès de personnes dépourvues de logement (unité de référence pour constituer les échantillons de la plupart des enquêtes). Jean-Marie Firdion, Maryse Marpsat et Michel Bozon adoptent ainsi une perspective centrée sur les impératifs de l'enquête menée par l'INSEE en 2001 :

« Les sans-domicile [sont] les personnes qui pendant la période d'observation trouvent un toit dans les centres d'hébergement d'urgence ou de plus longue durée – centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), hôtels sociaux, etc. – ou dorment dans l'espace public et dans les lieux non prévus pour l'habitation. » (Firdion, Marpsat, Bozon, 2000 : 127)

Les organisations caritatives sont aujourd'hui des acteurs spécifiques de l'observation sociale qui contribuent en tant

.....

cile stable (*JO* 22/07/2007, p. 12385) ; Dans la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, l'article L. 264-1 réaffirme le droit à la domiciliation de ces personnes : « Pour prétendre au service des prestations sociales légales, réglementaires et conventionnelles, à l'exception de l'aide médicale de l'État mentionnée à l'article L.251-1, ainsi qu'à la délivrance d'un titre national d'identité, à l'inscription sur les listes électorales ou à l'aide juridique, les personnes sans domicile stable doivent élire domicile soit auprès d'un centre communal ou intercommunal d'action sociale, soit auprès d'un organisme agréé à cet effet () » *Journal officiel de la République française*, 6 mars 2007, p. 4190.

qu'expert à la production de savoirs sur les publics qu'elles accueillent (Lochard, Simonet-Cusset, 2003). La catégorisation associative provient donc de ces acteurs associatifs qui possèdent très souvent des services statistiques, des observatoires, des services d'études et de recherche, et utilisent leur expertise dans un but politique en attirant l'attention des décideurs et de l'opinion publics sur la situation des sans-domicile. Pour des raisons politiques, ces organismes ont tendance à adopter des définitions plus larges des « habitants de la rue »⁹ : la FEANTSA considère ainsi qu'une personne sans domicile est :

« Une personne qui passe une partie de la journée dans un lieu/espace public (c'est-à-dire qui n'a pas accès à un hébergement 24 heures sur 24) et/ou ne possède pas de domicile fixe et alterne les séjours (et donc les nuits) dans la rue et/ou dans des espaces publics, des endroits inadaptés au logement, dans une chambre (chez des amis) ou en centre d'hébergement d'urgence. » (Edgar, Meert, 2005 : 19)

Sont donc ici considérés comme sans domicile au sens large, des personnes qui sont sans toit et dorment dans la rue, qui sont hébergées, mais aussi des individus qui sont mal logés (chez des amis ou même chez eux mais dans des logements insalubres ou surpeuplés par exemple). Toutes ces approches définissent donc le sans-abrisme de manière très différente : les personnes sans domicile sont-elles alors celles qui n'ont pas de domicile « stable », celles que l'on voit dormir dans la rue, celles qui passent une partie de leur journée dans la rue mais sont hébergées dans des centres d'accueil, ou bien encore celles qui ont un toit mais vivent dans des conditions de logement difficiles (squats ou logements insalubres par exemple) ?

La plupart des autres pays européens ont les mêmes difficultés sémantiques. Le terme « homeless » ne signifie pas la même chose d'un pays à l'autre ni même au sein d'un même pays. Les définitions nationales varient en fonction de ceux qui les utilisent et des usages qu'ils en font. Le Royaume-Uni dispose par exemple d'une législation

.....

9. Les associations, dont les activités sont financées en partie ou en totalité par les pouvoirs publics, cherchent en effet à attirer leur attention sur la question en adoptant une définition large du sans-abrisme, incluant non seulement les personnes qui vivent et dorment dans la rue mais aussi des personnes mal logées par exemple.

nationale sur les *statutory homeless*. Les autorités locales s'appuient sur cette définition « politique » pour accorder les aides destinées aux publics prioritaires. Pour être éligible et obtenir un logement social ou un logement temporaire, il faut être *homeless* (c'est-à-dire ne pas avoir d'accès légal à un logement en tant que propriétaire ou locataire), être prioritaire (avoir des enfants à charge, avoir plus de 60 ans, être considéré comme « vulnérable »), ne pas être sans domicile de façon intentionnelle (c'est-à-dire en n'ayant pas payé son loyer par exemple) et avoir des attaches locales (famille, amis). Ce cadre légal est une référence pour les ONG (Shelter, Crisis, Centrepoint, Crash) et les chercheurs qui travaillent avec elles et qui construisent leurs propres définitions des sans-abri en y faisant référence, soit pour aller dans le même sens, soit pour la contester, en la modifiant pour la faire évoluer¹⁰. La catégorisation politique sert de donc de référence dans le champ scientifique et dans celui de l'expertise. À l'inverse, en Italie, il n'existe pas de définition légale et de catégorisation politique de référence. Le terme *senza dimora* est une des figures de l'exclusion et sa signification ne renvoie pas seulement aux problématiques du logement mais aussi à celles des difficultés sociales et relationnelles. Sont donc par exemple exclus du champ de la définition les immigrés qui vivent dans des cabanes, « dans la mesure où ils ne sont pas perçus comme souffrant de problèmes de marginalisation sociale mais plutôt de difficultés liées à leur statut, ainsi qu'à l'accès au travail et au logement. » (Marpsat, 2005 : 11). Ces exemples montrent bien que les définitions forgées dans des cadres nationaux, juridiques, politiques et scientifiques différents posent des difficultés dès lors qu'il s'agit d'effectuer des comparaisons internationales. C'est là tout l'enjeu du travail de l'observatoire de la FEANTSA et de la construction de la typologie ETHOS.

Entre science et politique : La typologie ETHOS

Au cours de ces dernières années, le groupe de travail « collecte de données » de la FEANTSA et l'OES ont développé

.....

10. « Mais les grands principes sous-tendant la législation, en particulier la notion de vulnérabilité, restent valables : il s'agit d'étendre cette notion de vulnérabilité. Ainsi les résultats du lobbying associatif, appuyé sur la recherche financée par les associations, ou entreprise par elles-mêmes, a amené l'introduction dans la loi de catégories différentes (jeunes de 16-17 ans) ou la prise en compte des situations de violence. » (Marpsat, 2005 : 9).

une typologie de l'exclusion liée au logement appelée ETHOS. Issue du travail des différents chercheurs de l'observatoire, elle sert depuis 2005 de cadre pour des débats, pour des initiatives de collecte de données, pour des recherches, et pour le suivi et l'élaboration de politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement. Cette typologie a pour objectif de créer un système plus harmonisé de collecte et de meilleures comparaisons de données statistiques nationales au niveau européen. Afin de proposer une définition large et pratique de l'exclusion liée au logement, ETHOS est fondé sur la notion de « *home* » : trois sphères composent le foyer et leur absence peut causer l'exclusion liée au logement. Avoir un foyer, c'est :

« disposer d'une habitation (ou d'un espace) décente et suffisante en regard de ses besoins et de ceux de sa famille (sphère physique), y disposer d'une certaine intimité et pouvoir y entretenir des relations sociales (sphère sociale) et en avoir la jouissance exclusive, pérenne et attirée (sphère juridique) » (Edgar, Meert. *op. cit* : 14).

ETHOS classe les personnes sans domicile fixe en fonction de leur situation « de vie » : – être sans-abri (dormant à la rue) ; – être sans logement (avec un abri mais provisoire dans des institutions ou foyers d'hébergement) ; – en logement précaire (menacé d'exclusion sévère en raison de baux précaires, expulsions, violences domestiques) ; – en logement inadéquat (dans des caravanes sur des sites illégaux, en logement indigne, dans des conditions de surpeuplement sévère). La typologie décline donc le « sans-abrisme » au sens strict en deux catégories opérationnelles de personnes : celles qui vivent dans la rue et celles qui sont hébergées en centre d'accueil d'urgence. Les deux autres grandes catégories d'ETHOS traduisent le « sans-logisme », c'est-à-dire la situation des personnes qui ont un toit au-dessus de leur tête mais sont exclues de tout droit d'occupation ou n'ont pas d'espace privatif pour entretenir des relations sociales normales. L'intérêt de cette typologie consiste à souligner que l'exclusion liée au logement est un processus et non un phénomène statique qui concerne des individus pouvant être confrontés à différents types de difficultés de logement au cours de leur

trajectoire résidentielle¹¹. Elle est également un outil opérationnel dans le champ de l'expertise puisqu'elle a pour vocation de faire le lien entre le champ scientifique (chercheurs de l'observatoire) et le champ politique (travail politique de la FEANSA au niveau européen). La FEANTSA glisse ainsi habilement du champ scientifique vers le champ de l'expertise pour avoir des moyens de lobbying dans le champ politique. Mais parce que la typologie est conçue pour synthétiser les différentes approches nationales, elle n'est pas parfaitement transposable sur le plan national et elle se heurte aux autres formes de catégorisation forgées par d'autres instances, et notamment celles des instituts de statistiques nationaux.

Les problèmes posés par ETHOS En France

Remplir cette grille ETHOS afin de fournir à l'Observatoire des données chiffrées sur le mal-logement et le « sans-abrisme » en France présente quelques difficultés. En rédigeant le rapport statistique commandé par l'Observatoire, nous avons constaté qu'il était extrêmement difficile de trouver des données centralisées, chiffrant correctement (avec des outils statistiques fiables) le phénomène de l'exclusion liée au logement. Dès lors qu'il s'agit de compter les populations exclues ou en voie d'exclusion par le logement, on constate en effet un « éclatement » des chiffres et une absence de données centralisées au niveau national. Les outils quantitatifs (instruments d'évaluation et de mesure, bonnes pratiques méthodologiques, utilisation des données) restent cantonnés au secteur associatif dans lequel ils ont été produits et ne sont pas ou peu diffusés dans l'ensemble de la société civile. Pour obtenir des informations fiables, il s'agit non

.....

11. « Les politiques qui visent à lutter contre l'exclusion liée au logement comprennent trois éléments, la prévention, le logement, et l'accompagnement. Les politiques de prévention impliquent une connaissance des causes et des parcours de l'exclusion liée au logement. Les services de logement comprennent des éléments d'hébergement d'urgence, ou d'hébergement provisoire ou de transition, ainsi que des logements permanents (avec ou sans soutien). Les politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement intègrent de plus en plus des services de soutien, en plus des services de logement, et ce soutien est important pour la prise en charge de personnes sans domicile fixe, de personnes précédemment sans domicile fixe, ou de personnes qui sont menacées de le devenir. Cette approche d'élaboration de politiques en la matière exige une connaissance du processus de l'exclusion liée au logement, ainsi que des profils des personnes sans domicile. La typologie ETHOS a été développée sur la base de cette approche de parcours. » (Edgar, Meert. *op. cit.* : 83).

seulement de « faire la chasse » aux données chiffrées, aux mesures, aux méthodes, mais également d'opérer des tris car il s'avère parfois impossible de synthétiser les informations dont on dispose : certaines associations diffusent des chiffres qui concernent des structures accueillant certains types d'usagers et de bénéficiaires, en incluant dans leurs études certains items (nom, âge, sexe, fréquentation du lieu d'hébergement, temps de vie à la rue, etc.) ; d'autres emploient une méthodologie différente sur des échantillons de population différents ou avec des items différents... Ceci empêche tout travail de comparaison et de synthèse qui permettrait dans un premier temps de faire un état des lieux du problème en France puis dans un second temps d'effectuer des comparaisons au niveau européen.

Par ailleurs, ce constat en entraîne un autre : celui d'un gaspillage financier et humain dans le champ de l'expertise pour l'ensemble de ces associations et institutions qui cherchent à mieux connaître le phénomène de l'exclusion liée au logement : une association va par exemple faire appel à un institut de sondage pour réaliser une étude statistique alors qu'une autre association aura déjà réalisé le même type d'enquête via son observatoire, aura des outils, des protocoles d'enquête, une méthodologie, des typologies, qui fonctionnent bien et qui demanderaient à être testés ailleurs, sur d'autres publics/usagers.

D'autre part, les catégories de la typologie ETHOS, qui servent de base à ce travail comparatif européen, sont parfois difficilement évaluables en France. Cette typologie est parfois mal adaptée à l'organisation nationale des pouvoirs publics et des différentes instances en charge des problèmes relatifs au logement. Ainsi, dans le cadre de la rédaction du rapport statistique français, les partenaires français de la FEANTSA (FNARS, FAPIL¹², Emmaüs) se sont réunis le 20 juin 2006, afin de discuter des catégories d'ETHOS et de leur opérationnalité en France. Cette réunion a permis de faire le point sur les données disponibles et sur les définitions des différentes catégories¹³. Les membres français ont notamment tenu à

.....
12. Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement.

13. Un certain nombre de problèmes ont été mentionnés, notamment en ce qui concerne la sous-catégorie 3. La catégorie 3.1 a été complétée par le terme « urgence » (foyers d'hébergement d'insertion d'urgence) et la catégorie 3.2 « logement provisoire », remplacée par celle de « logement temporaire ». Théoriquement, le logement ALT (allocation

signaler qu'au même titre que les gens du voyage, les travailleurs saisonniers seraient à prendre en compte dans cette typologie. Nombre de ces derniers ne bénéficient pas, en effet, d'un logement fixe et vivent parfois dans des conditions temporaires et matérielles très précaires. Au sein même du champ de l'expertise, la typologie ETHOS n'est pas parfaitement adaptée aux catégories utilisées par les associations au niveau national.

**La catégorisation statistique du CNIS
et les travaux de l'INSEE au regard des autres démarches européennes**

La typologie de l'exclusion liée au logement de la FEANTSA se heurte également aux catégories savantes élaborées dans le champ scientifique notamment. En 1993, le CNIS a créé un groupe de travail sur les « sans-abri », recommandant que « la population des sans-abri et sans logis fasse l'objet, sous l'égide du CNIS, d'une investigation méthodologique pour préparer les voies d'une meilleure connaissance de ces populations » (CNIS. 1996 : 153-154). Depuis cette date, les travaux de l'INED et de l'INSEE s'inscrivent dans ce cadre et tentent d'améliorer les nomenclatures des situations de logement incluant les sans-domicile. Quatre dimensions sont distinguées : le type d'habitat, le statut d'occupation, la qualité du logement et la stabilité ou la précarité (sécurité et régularité du logement ou de l'hébergement) (Clanche. 2000).

« Une personne est donc dite sans domicile si elle dort dans un lieu non prévu pour l'habitation ou si elle est prise en charge par un organisme fournissant un hébergement gratuit ou à faible participation. Ces organismes peuvent fournir

.....

de logement temporaire) aurait dû être classé dans les catégories 7.3 ou 7.4 (« logement de transition avec accompagnement » ou « logement ordinaire assorti d'un accompagnement ») mais en pratique ce dispositif est utilisé par les associations dans des cas où les personnes sont dans des situations d'urgence (CHRS). De même, les distinctions opérées entre les catégories 8.2, 8.3 et 8.4 [Personnes en habitat précaire] ne font pas vraiment sens en France et peuvent être regroupées sous le même intitulé : « Occupation illégale d'un logement. » Il est de plus impossible de connaître sur le plan national le nombre de personnes qui habitent un logement sans titre d'occupation [Les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2001-2002, p 403]. Des sous-catégories nationales ont également été rajoutées (distinction au sein de la catégorie 5.1 entre les logements d'urgence, les hébergements provisoires pour demandeurs d'asile et réfugiés et les résidences sociales).

des places dans des structures collectives, des chambres d'hôtel ou des appartements ordinaires. Ces hébergements peuvent être proposés pour des durées différentes : d'une nuit à quelques jours, voire plusieurs semaines à plusieurs mois. Les lieux non prévus pour l'habitation sont les suivants : cave, parking fermé, grenier, cabane ; voiture, wagon, bateau ; usine, bureau, entrepôt, bâtiment technique ; parties communes d'un immeuble d'habitation ; ruines, chantiers, grotte, tente ; métro, gare, couloirs d'un centre commercial ; rue, pont, parking extérieur, jardin public, terrain vague, voie ferrée. [...] Ainsi définie, la catégorie de sans-domicile est plus large que celle de sans-abri car elle inclut les personnes hébergées pour une longue durée comme les femmes résidant en centre maternel. Mais à l'inverse, cette catégorie peut paraître restrictive, dans la mesure où elle ne retient qu'une forme d'hébergement précaire parmi d'autres. Sont notamment exclues des situations fréquentes pour des personnes sans logement personnel comme la nécessité de se faire héberger chez des amis ou de dormir à l'hôtel. » (Brousse. 2006 : 15-16).

Cette définition, particulièrement adaptée au cas français puisqu'élaborée par les instituts nationaux, ne recoupe pas tout à fait les dimensions mises en exergue par la typologie européenne. Car ETHOS cherche finalement à concilier les définitions présentes dans les pays européens en étant le résultat d'un compromis entre différentes approches. Les sphères physique et légale qui sont au fondement de la typologie européenne sont proches des deux premières dimensions de la classification française (type d'habitat et statut d'occupation). La troisième sphère d'ETHOS intègre les dimensions sociale et relationnelle, présentes dans la définition italienne des *senza dimora* et celle de la sécurité présente dans la définition anglaise qui désigne comme *homeless* les victimes de violence.

Les différences entre ETHOS et la définition proposée par le CNIS ont ainsi fait l'objet de tensions au niveau européen au moment de l'élaboration d'outils et d'indicateurs communs pour appréhender la population des sans-abri. Car la typologie met en jeu des questions d'ordre politique : les classifications sont plus que de simples outils scientifiques de compréhension et d'analyse

d'un phénomène social et servent ici à coordonner les activités de la FEANTSA. Face à d'autres organismes de recherche et de production statistique, c'est la question de la légitimité de chaque institution à participer au débat politique et au dénombrement des sans-abri qui est posée.

Les enjeux politiques et scientifiques du travail de la FEANTSA

En 2001, Eurostat s'était vu confier par le Comité de la protection sociale (CPS) la mission de proposer une méthode commune de dénombrement statistique des sans-abri au niveau européen. La FEANTSA faisait partie du groupe de travail (« Homelessness Statistics ») qui s'est alors constitué pour mettre en œuvre ce projet (Brousse, 2005). Eurostat a proposé que la méthode et la définition de l'INSEE, transposables dans tous les pays, soient retenues pour construire un indicateur européen. La FEANTSA s'est cependant opposé à ce projet en pointant les limites du travail de l'institut français.

« Le travail d'harmonisation ainsi lancé a fait apparaître les difficultés propres à la question des sans-abri, déjà identifiées dans de nombreux pays ; un champ difficile à définir, un conflit de légitimité entre le secteur public et les organisations caritatives mais aussi des difficultés propres à l'harmonisation européenne liées à la diversité des politiques publiques menées dans les différents pays et à la grande variété des pratiques statistiques nationales. » (Brousse, 2005 : 51).

En effet, le premier enjeu de la catégorisation européenne repose sur l'existence d'un conflit de légitimité entre le secteur public et les organisations associatives car les catégorisations utilisées par les acteurs sociaux sont différentes et entrent en conflit : les statisticiens des instituts nationaux ont une conception étroite de la catégorie *homeless* (*catégorisation statistique*) ; les ONG prônent une définition large incluant les personnes « à risque de devenir sans-abri » (*catégorisation associative*) ; et les représentants des administrations (*catégorisation officielle*) adoptent

« des définitions complexes conformes, quand elles existent, à la législation en vigueur dans leur pays distinguant d'un côté les personnes qui relèvent de leur compétence (les sans-abri) de l'autre les individus capables de subvenir à leurs besoins sans l'aide des pouvoirs publics (les ménages mal logés) ou ceux qui dépendent d'une autre administration que la leur (les étrangers sans titre de séjour par exemple) » (Brousse, 2005 : 53).

La FEANTSA prône ainsi une « définition plaidoyer » (Chamberlain, Mackenzie. 1992 ; Chamberlain, Johnson. 2001) : les ONG ont en effet tendance à opter pour des définitions larges des phénomènes étudiés, afin d'obtenir des soutiens financiers plus importants. Ceci explique que la définition française des sans-domicile proposée par l'INSEE (personnes séjournant dans la rue et résidents des centres d'hébergement) et qui ne prend pas en compte, on l'a dit, les individus qui séjournent dans des hôtels, chez des parents ou des amis et qui risque de devenir sans-abri, ait été critiquée par la FEANTSA. Ainsi, ce que nous avons appelé la catégorisation associative a avant tout pour but de sensibiliser l'opinion et les décideurs publics aux situations difficiles dans lesquelles se trouvent les sans-domicile. Elles ne permettent pas de classer l'ensemble des situations de logement mais se focalisent sur le mal logement.

Il faut également souligner que les pratiques statistiques nationales sont très différentes. Ainsi, l'INSEE, dont le dispositif d'enquête est ponctuel et coûteux, a recours à un tirage d'échantillons alors que la FEANTSA préconise un dénombrement exhaustif et régulier ainsi qu'un dispositif statistique à deux étages : les gouvernements doivent avoir la responsabilité du dénombrement des personnes sans domicile à l'échelle communale et les ONG doivent publier des données sur les publics dont elles s'occupent. En s'appuyant sur l'exemple néerlandais, la fédération recommande qu'un système d'enregistrement continu des personnes sans domicile et une mesure des flux sur une base annuelle soient généralisés à l'ensemble des pays européens. Le fait que les méthodes par sondage aient peu de crédit auprès du grand public conduit également la FEANTSA à préconiser un recensement des sans-abri dans la rue ou des enregistrements administratifs, comme au Royaume-Uni.

« Un décompte exhaustif des sans-abri sous l'égide de l'État (institut de statistique ou service ministériel) oblige [...] les collectivités locales à assumer leurs responsabilités à l'égard des personnes privées de logement, à prévoir les budgets nécessaires à leurs actions et à évaluer en retour l'effet de leurs interventions. » (Brousse, 2005 : 59)

On a donc ici affaire à deux types d'approches qui renvoient à deux « cultures » statistiques différentes : soit une approche probabiliste (décrire par des questionnaires longs qui comprennent de nombreuses informations), soit une approche exhaustive (dénombrer, compter en utilisant seulement quelques variables).

Il convient également de mentionner que les enjeux de telles tensions entre organismes statistiques et organismes associatifs reposent aussi sur la place des associations et leur institutionnalisation dans le domaine de la connaissance scientifique et statistique : qui est expert et qui ne l'est pas ? Qui produit des statistiques et avec quelle légitimité ? Le débat porte alors sur la répartition des tâches statistiques : les associations n'ont en effet pas les moyens de conduire de grandes enquêtes et les instituts ne peuvent quant à eux pas collecter d'informations de manière continue dans les centres d'hébergement.

Pour conclure, deux questions : quelle est la légitimité d'un regroupement de catégories de personnes très différentes au sein d'une même typologie ? Cette typologie ETHOS présente un intérêt politique certain pour légitimer l'OES et le travail de la FEANTSA. Scientifiquement, elle est de plus intéressante parce qu'elle tente de concilier plusieurs dimensions de l'exclusion liée au logement, en intégrant les dimensions légale et physique du logement mais aussi celle des relations sociales. De plus, elle tente d'aborder le « sans-abrisme » sous un angle dynamique en considérant des trajectoires de mal-logement. Néanmoins, le découpage scientifique de l'objet de recherche, surtout sur les différents plans nationaux, ne permet pas de prendre en compte les représentations sociales à l'œuvre dans chaque pays. En France par exemple, on ne dira pas d'une personne qui dort chez des parents, des amis ou dans une caravane qu'elle est SDF.

Existe-t-il un consensus sur la définition des sans-abri au niveau européen ? À dire vrai, on constate au niveau européen, tout

comme en France ou ailleurs au niveau national, que les différents acteurs politiques, associatifs, et les chercheurs, ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une définition unique et précise du « sans-abrisme ». Plusieurs définitions et typologies existent mais les catégorisations opérées par les différents acteurs entrent en conflit dans la mesure où leurs usages et leurs objectifs sont parfois très différents. Le problème de celle de la FEANTSA renvoie selon nous au fait que la typologie ETHOS, plutôt d'inspiration anglo-saxonne, cherche à concilier deux modes de réflexion qui s'appréhendent de manière différente en France : la catégorisation savante et statistique et la catégorisation associative propre au champ de l'expertise, dont l'objectif clairement affiché est de sensibiliser les décideurs politiques et l'opinion publique. Dans la tradition anglo-saxonne et notamment anglaise, les statistiques sociales et la sociologie sont à la fois des instruments de connaissance mais aussi des leviers de réformes administratives et sociales (Rodriguez. 2007). Alors que la tradition sociologique française se définit plutôt par une certaine défiance à l'égard du politique, l'histoire de l'institutionnalisation de la sociologie britannique et la collusion entre savoir et pouvoir qui la caractérise expliquent qu'elle soit moins indépendante à l'égard de l'establishment et qu'elle ait gardé cette coloration particulière, entre description et action, qui se diffuse à l'échelle européenne.

Bibliographie

- Aballéa F., 2000, « Travail social et intervention sociale; de la catégorisation à l'identité », *Recherches et prévisions*, 62 : 71-81.
- Bourdieu P., *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Librairie Droz, 1972.
- Brousse C., De La Rochère B., Masse E., 2002, « Hébergement et distribution de repas chauds. Qui sont les sans-domicile usagers de ces services », *INSEE Première* N° 824.
- Brousse C., 2005, « Définir et compter les sans-abri en Europe. Enjeux et controverses », *Genèses*, mars, 58 : 48-71.
- Brousse C., 2006, « Définition de la population sans-domicile et choix de la méthode d'enquête », L'enquête sans-domicile 2001, *INSEE Méthodes*.
- Chamberlain C., Mackenzie D., 1992, « Understanding Contemporary Homelessness-issue of definition and meaning », *Australian Journal of Social Issues*, 27-4 : 274-297.
- Chamberlain C., Johnson G., 2001, « The Debate about Homelessness Definition », *Australian Journal of Social Issues*, 36-1: 35-50.
- Clanché F., 2000, « Le classement des situations de logement. Les sans-domicile dans des nomenclatures générales », in Marpsat M. et Firdion J.-M. (dir.), 2000, *La rue et le foyer. Une recherche sur les sans-domicile et les mal-logés dans les années quatre-vingt-dix*, Paris, PUF, 107-123.
- Cnis, 1996, *Pour une meilleure connaissance des sans-abri et de l'exclusion du logement*, rapport final du groupe de travail sur les sans-abri, rapport n° 29, mars.
- Damon J., 2002, *La question SDF, critique d'une action publique*, PUF, coll. « Le Lien social ».
- Damon J., Firdion J.-M., 1996, « Vivre dans la rue : la question SDF », in Paugam S. (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La découverte, coll. « Textes à l'appui ».
- Edgar W., Meert H., 2005, Quatrième bilan de statistiques sur l'exclusion liée au logement en Europe. La définition ETHOS de l'exclusion liée au logement, Observatoire européen sur le sans-abrisme, FEANTSA.
- Firdion J.-M., 2005 « Les sans-domicile : de qui est-il question ? Problème de la définition », in Chauvin P., Parizot I., 2005, *Santé et recours aux soins des populations vulnérables*, Inserm, Paris : 95-104.
- Firdion J.-M., Marpsat M., Bozon M., 2000, « Est-il légitime de mener des enquêtes statistiques auprès des sans-domicile ? Une question éthique et scientifique », in Marpsat M., Firdion J.-M., (sous la dir. de), 2001, *La rue et le foyer*, Paris, PUF, Cahiers de l'INED 144.
- Gaboriau P., 1998, *SDF à la Belle Époque*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Gaboriau P., 1999, « Réflexions sur le problème des sans-logis », *Le Nouveau Mascarot*, 55.
- Gaboriau P., Terrolle D., 2007, *SDF. Critique du prêt-à-penser*, Éditions Privat.

- Lochard Y., Simonet-Cusset M., 2003, « Entre science et politique : les politiques du savoir dans le monde associatif », *Lien social et politiques*, RIAC 50.
- Loison M., 2006, Rapport statistique français pour l'Observatoire de la fédération européenne travaillant avec les sans-abri, *Observatoire européen sur le sans-abrisme*, FEANTSA.
- Marpsat M., 1999, « Les apports réciproques des méthodes quantitatives et qualitatives : le cas particulier des enquêtes sur les personnes sans domicile », *Documents de travail de l'INED*, 79.
- Marpsat M., 2005, « The problem of definitions: points of similarity and difference », *Paper to the CUHP thematic network conference*, Brussels, 3-4 november, http://www.cuhp.org/admin/EditDocStore/BRX_Marpsat.pdf.
- Paugam S., Selz M., 2005, « La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970. Analyse des variations structurelles et conjoncturelles », *Économie et Statistique* n° 383-384-385.
- Pichon P., 2007, *Vivre dans la rue. Sociologie des sans-domicile fixe*, Paris, Aux lieux d'être.
- Rodriguez J., 2007, *Le pauvre et le sociologue. La construction de la tradition sociologique anglaise 19^e-20^e siècles*, Presses universitaires du Septentrion.
- Simmel G., 1998 (1907), *Les pauvres*, Paris, PUF.
- Zeneidi-Henry D., 2002, *Les SDF et la ville, Géographie du savoir-survivre*, coll « D'autre part », Bréal.

Les <i>Nojukusha</i> de Tokyo :	
relégation, déni de pauvreté et réponses parcellaires	67
L'État capitaliste au Japon : une forte précarisation des travailleurs.	68
Un espace de survie aménagé.	71
Les représentations stigmatisantes de la pauvreté urbaine.	73
Des violences gouvernementales à l'amorce d'une politique sociale.	76
Conclusion	82
Bibliographie	84
Cultiver son jardin-ghetto à la Martinique	85
Introduction	85
Du bidonville au quartier populaire de Cité Mangrove	87
Déviance et reconversion	90
Une installation dans les marges de Cité Mangrove	94
Une stratégie compensatoire : créer son jardin créole.	96
Le jardin créole : un espace identitaire et de lien social	100
Conclusion	103
Bibliographie.	103
Du moukhaïam à la favela	107
Comparer l'incomparable	108
Noyaux de similarité : « Surnuméraires », « redondants » et « ban-lieu »	112
Quelques pistes de réflexion autour de la comparaison	119
L'ethnographie comparative	121
Bibliographie	123
Violences étatiques et institutionnelles contre le Lumpen aux États-Unis	125
	Seconde partie
Violences sociales et dominations chez les plus pauvres.	151
Bibliographie	157

Violences et rapports de domination dans le microcosme de la prostitution travestie d'adolescents et jeunes adultes dans le sud de Lima.	159
Introduction : la prostitution adolescente et adulte à Lima.	159
Les acteurs en présence dans la zone de prostitution travestie de l'avenue Pachacútec.	162
Violence et domination sur les travestis de l'avenue Pachacútec.	166
Les formes de riposte individuelles et collectives des travestis.	169
Logiques de survie individuelle, actes de « contre-dominance » et violence endogène : le travestissement comme choix identitaire et stratégie de survie.	175
Conclusion	179
Bibliographie	181
Punir la dépendance toxicomaniaque des femmes pauvres ou les punir de leur pauvreté ?	183
Bibliographie	202
L'intervention militante en faveur des pauvres : un encadrement brutal indépassable ?	205
Une dissymétrie tendancielle forte au DAL entre « militants » et « mal logés ».	206
Une hiérarchie plus subtile introduisant une division du travail moins stable entre militants	207
L'encadrement militant exercé pendant les actions : un cadre contraignant	212
Un encadrement contesté par les militants, réactivé par les contraintes externes au groupe	218
Un encadrement habilitant	221
Bibliographie	226
Troisième partie	
Éthique et outils d'enquête en terrains difficiles	227
Bibliographie	237

Ethnographie, objectivation et image	239
De l'objectivité sur un terrain « sensible »	241
La photographie : un outil ethnographique ?	245
Conclusion	257
Bibliographie	259
Filmographie	259
Aux risques du terrain	261
Un risque structurel	261
L'accès au terrain	263
La gestion de la présence dans la durée	269
Après le terrain	272
Bibliographie	277
Du choix de méthodes d'investigation dans l'extrême... à l'étude du contre-transfert	279
De la méthodologie... à notre posture dans les structures	280
De l'immersion auprès des personnes SDF dans la rue... à l'analyse de notre contre-transfert	287
Une violence institutionnelle et sociale et qui ne porte pas son nom	300
Bibliographie	307
Internet, un terrain d'enquête comme un autre ?	309
Les circonstances de la réalisation de cet ouvrage	310
Espaces à statut, espaces marginaux	321
Conclusion : Internet, un terrain d'enquête ?	326
Bibliographie	327
Le chercheur, la prostituée et les autres... ou comment entrer dans la place	329
Un accès au terrain monopolisé par les associations d'aide aux prostituées	331
Spécificité des femmes originaires de l'Afrique anglophone : une migration encore plus difficile que celle des hommes	335
L'histoire d'Anna : un récit difficile à recueillir	336

Façons de faire, Façons de voir	341
La prostitution objet de recherche légitime ?	343
Le chercheur et l'objet « prostitution » : la sociologie des professions comme cadre d'analyse.	345
Bibliographie	347
Quatrième partie	
Catégorisations sociales, catégorisations scientifiques	349
Bibliographie	352
La culture du « bomj »	353
Définition du terme « bomj »	353
Culture du « bomj » : un sujet « exotique » ?	354
« Culture de la pauvreté » ou « culture du pauvre » ?	356
Espace physique et espace social :	
« tenir les bomji à distance des gens normaux ».	357
Consommation de l'alcool et crise du « machisme ouvrier »	359
Solidarité et prédation : méfiance des « loups en peau d'agneau »	362
« Bomjatnyky » comme îlots d'autonomie	367
Apparence et hygiène : la visibilité des sans-logis.	370
Conclusion	373
Bibliographie	375
La FEANTSA : vers une catégorisation européenne des « SDF » ?	377
Définir les « SDF » en France.	379
Des catégories et des acteurs	382
Entre science et politique : La typologie ETHOS.	386
Les enjeux politiques et scientifiques du travail de la FEANTSA.	391
Bibliographie	395